

JOURNAUX
DE
L'ASSEMBLÉE NATIONALE
DU QUÉBEC

JOURNALS
OF THE
NATIONAL ASSEMBLY
OF QUÉBEC

VOLUME CIV



JOURNAUX
DE
L'ASSEMBLÉE NATIONALE
DU QUÉBEC

JOURNALS
OF THE
NATIONAL ASSEMBLY
OF QUÉBEC

DU 25 FÉVRIER 1969
AU 23 DÉCEMBRE 1969

FROM THE 25th FEBRUARY 1969
TO THE 23rd DECEMBER 1969

DANS LA DIX-HUITIÈME
ANNÉE DU RÈGNE DE SA MAJESTÉ

ELIZABETH DEUX

ÉTANT LA QUATRIÈME SESSION DE LA
VINGT-HUITIÈME LÉGISLATURE
DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Orateur

L'HONORABLE GÉRARD LEBEL

SESSION 1969

IN THE EIGHTEENTH
YEAR OF THE REIGN OF HER MAJESTY

ELIZABETH THE SECOND

BEING THE FOURTH SESSION OF THE
TWENTY-EIGHTH LEGISLATURE OF
THE PROVINCE OF QUÉBEC

Speaker

THE HONOURABLE GÉRARD LEBEL

SESSION 1969

Imprimé par ordre de l'Assemblée nationale Printed by order of the National Assembly

QUÉBEC 1969

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
Proclamation: Convocation de la session 1969	IX
État des travaux de la session	XI
Journaux de l'Assemblée nationale	2
Précis des décisions rendues par le président	860
Membres du Conseil exécutif et Secrétaires parlementaires	862
Haut personnel de l'Assemblée nationale	865
Cadres personnel de l'Assemblée nationale	865
Liste alphabétique des membres, répartie par district électoral	867
Liste alphabétique des districts électoraux et de leurs représentants	871
Liste des bills sanctionnés	877
Chapitres des Statuts de 1969	886
Index détaillé des bills	887
Index	875

CONTENTS

	PAGE
Proclamation: Convocation of the 1969 session	IX
Statement of work of the session	XI
Journals of the National Assembly	2
Summary of the decisions rendered by the President	861
Members of the Executive Council and the Parliamentary Secretaries	862
Officers of the National Assembly	865
Senior Staff of the National Assembly	865
Members of the National Assembly and their electoral districts	867
The electoral districts of the National Assembly and the Members thereof	871
List of bills sanctioned	990
Chapters of Statutes of 1969	998
Detailed index of bills	999
Index	967

PROCLAMATION



Canada,
Province de HUGUES LAPOINTE
Québec.
[L.S.]

Canada,
Province of HUGUES LAPOINTE
Québec.
[L.S.]

*ELIZABETH DEUX, par la grâce de
Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada
et de ses autres royaumes et territoires,
Chef du Commonwealth, Défenseur de
la foi.*

*ELIZABETH THE SECOND, by the
Grace of God of the United Kingdom,
Canada and Her other Realms and
Territories Queen, Head of the Com-
monwealth, Defender of the Faith.*

À nos très aimés et fidèles conseillers les
membres de l'Assemblée nationale du
Québec.

To our Beloved and Faithful Council-
lors, the members of the National As-
sembly of Québec,

SALUT.

GREETING.

PROCLAMATION

ATTENDU que, pour diverses considéra-
tions, il est à propos de convoquer la
Législature de la province de Québec
pour l'expédition des affaires, Nous vous
convoquons par les présentes pour le
vingt-cinquième jour de février prochain
et, en conséquence, vous mandons et or-
donnons de vous assembler à cette date,
au palais législatif, en la ville de Québec,
pour y expédier les affaires de la province
et y examiner, discuter et décider les ques-
tions qui vous seront soumises.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre
nos présentes lettres patentes et sur
icelles apposer le grand sceau de la
province de Québec.

PROCLAMATION

WHEREAS, for various considerations, it
is expedient to summon the Legislature
of the Province of Québec for the dispatch
of business, We hereby convene you for
the twenty-fifth day of February next
and, accordingly, command and order you
to meet on such date at the Parliament
Buildings, in the city of Québec, for the
dispatch of the business of the Province
and to examine, discuss and decide the
questions to be submitted to you.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused
these Our letters to be made patent
and the Great Seal of our Province of
Québec to be hereunto affixed.

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé
l'honorable HUGUES LAPOINTE,
C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de
ladite province.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à
Québec, le quinzième jour de janvier,
l'an de grâce mil neuf cent soixante-
neuf et de Notre règne le dix-septième.

Par ordre,

*Le secrétaire de la
chancellerie à Québec,*
JEAN SENÉCAL.

WITNESS: Our Right Trusty and Well
Beloved the Honourable HUGUES
LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-
Governor of the said Province.

Given at Our Government House, in
Québec, on the fifteenth day of January,
in the year of Our Lord, one thousand
nine hundred and sixty-nine, in the
seventeenth year of Our Reign.

By command,

JEAN SENÉCAL,
*Clerk of the Crown
in Chancery, at Québec.*

ÉTAT DES TRAVAUX STATEMENT OF WORK

DE LA SESSION DE 1969

OF SESSION OF 1969

4ème SESSION DE LA 28ème LEGISLATURE

BEING THE 4th SESSION OF THE 28th LEGISLATURE

La session s'ouvre le mardi, 25 février 1969.

L'adresse en réponse au discours inaugural est proposée par M. Grenier, secondée par M. Plamondon.

La chambre est prorogée le 23 décembre 1969.

Séances..... 111

Documents déposés sur le bureau de la chambre; réponses aux adresses et aux ordres de la chambre..... 274

Bills présentés à l'Assemblée nationale:

Bills publics..... 102

Bills privés..... 45

Bills sanctionnés:

Bills publics..... 94

Bills privés..... 39

Avis de questions et de motions..... 326

Séances du comité plénier consacrées à l'étude de bills..... 174

The session opened on Tuesday, the 25th day of February 1969.

The Address in reply to the Inaugural Speech was moved by Mr. Grenier, seconded by Mr. Plamondon.

The prorogation took place on the 23rd December 1969.

Number of sittings..... 111

Documents laid before the House, Returns to Address and Orders of the House..... 274

Bills introduced in the National Assembly:

Public bills..... 102

Private bills..... 45

Bills sanctioned:

Public bills..... 94

Private bills..... 39

Notice of Motions and Questions..... 326

Sittings of the House in Committee of the Whole on Bills..... 174

RAPPORTS FAITS PAR LES COMMISSIONS PERMANENTES

Bills privés et bills publics..... 14

Assemblée nationale..... 11

REPORTS MADE BY STANDING COMMITTEES

Private and Public Bills..... 14

National Assembly..... 11

P.-R. CHÂTEAUVERT,
Greffier des archives.

P.-R. CHÂTEAUVERT,
Clerk of Archives.

JOURNAUX
DE
L'ASSEMBLÉE NATIONALE
DU QUÉBEC

JOURNALS
OF THE
NATIONAL ASSEMBLY
OF QUÉBEC

18 ELIZABETH II, 1969

N° 1

**MARDI,
25 février 1969**

**TUESDAY,
February 25th 1969**

À trois heures de l'après-midi, M. le président prend le fauteuil.

L'honorable lieutenant-gouverneur fait son entrée dans l'Assemblée nationale, accompagné de ses Aides de Camp et occupe le fauteuil du président.

Alors il plaît à l'honorable lieutenant-gouverneur d'ouvrir la session par le gracieux discours suivant à l'adresse du Parlement.

*Madame et messieurs
de l'Assemblée nationale,*

C'est un moment historique que nous vivons aujourd'hui, alors que se réunit pour la première fois l'Assemblée nationale du Québec, devenue l'unique chambre de notre Parlement.

Cet événement symbolise l'esprit nouveau de la communauté québécoise. Il constitue une étape dans la modernisation de nos institutions parlementaires.

Désormais, l'accent portera davantage sur l'efficacité. Ce ne sont pas seulement les structures, mais aussi les façons de procéder qui deviennent à la fois plus simples et plus fonctionnelles.

Tout cela devrait permettre d'imprimer à notre appareil législatif une cadence plus rapide et plus conforme aux exigences de la vie contemporaine. Une telle accélération s'impose d'autant plus que les responsabilités des législateurs ne cessent de s'accroître.

C'est ainsi que plusieurs commissions parlementaires ont dû poursuivre leur

At three o'clock, p.m., Mr. President took the chair.

The Honourable the Lieutenant-Governor made his entrance to the National Assembly accompanied by his Aides de Camp and occupied the President's Chair.

The Honourable the Lieutenant-Governor was then pleased to open the Session by the following gracious speech addressed to Parliament.

*Madam and Gentlemen
of the National Assembly,*

We are making history to-day, as the National Assembly of Québec, now the sole House of our Parliament, meets for the first time.

This event is symbolic of the new spirit which animates the Québec community. It marks a stage in the modernization of our parliamentary institutions.

Henceforth, greater emphasis will be placed upon efficiency. Not only the structure, but also the procedure will be both simplified and rendered more functional.

All this should impart to our legislative process an accelerated rhythm more appropriate to present-day requirements. Such an acceleration is all the more urgently required to keep pace with the ever-increasing responsibilities faced by our legislators.

Thus several parliamentary committees were obliged to continue to sit even after

tâche même après la fin de la dernière session. Je remercie tous ceux qui ont pris part à ces travaux.

Qu'on ne s'étonne pas de voir grandir le nombre et l'importance de ces commissions parlementaires, qui permettent aux élus du peuple, de même qu'aux citoyens et aux corps intermédiaires, de s'associer plus étroitement aux diverses phases de l'élaboration des lois. Elles comptent parmi les rouages les plus indispensables d'une démocratie de participation.

Dans ce nouveau contexte, il va de soi que ce discours doit être autre chose qu'une nomenclature de lois. Il s'attachera plutôt à dégager l'essentiel des problèmes à résoudre et des priorités à établir, de façon à favoriser une recherche collective des meilleures solutions.

Le Québec a été heureux de participer, avec les délégations du gouvernement fédéral et des autres États provinciaux, à une seconde réunion de la conférence constitutionnelle qui a eu lieu ces jours derniers à Ottawa. Il se réjouit de ce que l'idée d'un réaménagement global de la constitution canadienne ait fait depuis quelque temps des progrès.

Votre gouvernement ne porterait pas un intérêt aussi vif aux travaux de cette conférence et de ses divers comités s'il n'avait encore l'espoir d'assurer l'épanouissement culturel et la croissance économique du Québec à l'intérieur d'une fédération canadienne. Il doit cependant constater qu'il reste beaucoup à faire pour harmoniser les conceptions qui s'affrontent au sujet des exigences du fédéralisme, spécialement en ce qui concerne le partage des pouvoirs et des sources de revenus.

Cette harmonisation ne peut progresser que dans un climat d'amitié et de confiance, climat qui dépend lui-même de la qualité du dialogue constitutionnel et aussi de la façon dont on continue d'appliquer la constitution présente en attendant l'issue des pourparlers.

the last session ended. I thank all those who took part in this work.

We should not be surprised by the increase in the number and importance of these parliamentary committees which enable the members of this Assembly, the people themselves and the intermediary bodies to take a more active part in the various phases of the legislative process. They are indispensable elements in a democracy of participation.

It goes without saying that in this new context, this speech must be something other than an enumeration of laws. Rather, it will aim to outline the problems to be solved and the priorities to be established, so as to promote a collective search for the best solutions.

Québec was happy to participate, with the delegations of the federal government and the other provincial States, in a second meeting of the constitutional conference which took place recently in Ottawa. We rejoice at the recent progress made in the concept of a complete revision of the Canadian Constitution.

Your government would not be so keenly interested in the work of this conference and its various committees if it did not still hope to ensure the cultural development and economic growth of Québec within a Canadian federation. It must realize, however, that much remains to be done to reconcile conflicting views respecting the requirements of federalism, especially as regards the division of powers and of sources of revenue.

Such reconciliation can progress only in a climate of friendship and confidence, which again is dependent upon the quality of the constitutional dialogue and also upon the manner in which the existing constitution is applied pending the outcome of the talks.

C'est dire que notre comité parlementaire de la constitution a encore un rôle capital à jouer, tant pour faciliter les choix à faire en ce qui concerne les structures politiques du Canada de demain que pour préciser et compléter la constitution interne du Québec.

En utilisant pleinement les pouvoirs qu'elle possède déjà sur cette constitution interne, notre Législature peut en faire un puissant instrument d'affirmation et de progrès au service du Québec. Il faudra aviser aux meilleurs moyens d'y inclure une charte des droits de l'homme. Il faudra déterminer aussi par quel mécanisme pourra s'exprimer à l'avenir la volonté souveraine du peuple québécois en matières constitutionnelles.

Une très haute priorité devra être accordée, cette année encore, aux affaires économiques. Les mesures adoptées l'an dernier pour stimuler les investissements créateurs d'emplois et de richesses ont déjà donné de très bons résultats. Mais d'autres efforts devront être poursuivis pour réduire le chômage, faciliter l'intégration de nos jeunes diplômés dans le monde du travail, stimuler le développement des régions les moins favorisées, accroître le revenu des agriculteurs et des travailleurs forestiers, mettre en pleine valeur notre capital touristique, assurer en un mot le progrès continu et bien équilibré de l'économie québécoise.

L'État ne saurait atteindre ces objectifs par ses seuls moyens. Il est essentiel qu'il puisse s'appuyer sur une action concertée des forces vives du peuple québécois. Toute prospérité repose en définitive sur le travail, l'ingéniosité, l'esprit d'initiative des citoyens, leur aptitude à mettre en commun leurs énergies et leurs capitaux pour créer de nouveaux moyens de production et de nouvelles carrières.

Si nous voulons multiplier chez nous les industries dont nous avons tant besoin, peut-être faudrait-il commencer par va-

Therefore, our parliamentary Committee on the Constitution still has a vital role to play, both in facilitating the choices which must be made with respect to the political structure of the Canada of tomorrow, and in defining and perfecting the internal constitution of Québec.

By using to the full the powers it already possesses respecting that internal constitution, our Legislature can make of them a potent instrument of assertion and progress in the service of Québec. It will be necessary to consider the best means of including therein a charter of human rights. It will also be necessary to determine the mechanism whereby the sovereign will of the people of Québec in constitutional matters can in future be expressed.

This year, once more, the highest priority must be given to economic matters. The measures adopted last year to stimulate investments creative of employment and wealth have already yielded very good results. But further efforts must be made to reduce unemployment, to facilitate the integration of our young graduates into the labour force, to stimulate development of the more backward regions, to increase the income of farmers and forest-workers, to develop fully our tourist attractions: in a word, to ensure the constant and well-balanced progress of the Québec economy.

The State cannot attain these objectives solely by its own means. It must be able to rely on the concerted action of the vital energies of the people of Québec. Indeed prosperity is always dependent on the effort, ingenuity and enterprising spirit of the people, and their ability to pool their human and economic resources to create new means of production and new careers.

If we wish to increase the number of our industries as we so sorely need to do, we should perhaps begin by enhancing

loriser davantage la fonction du chef d'entreprise, avec toutes les qualités qui s'y rattachent: goût du risque sain et productif, sens de l'efficacité, de l'action méthodique et des attitudes positives.

Il faut également comprendre que la paix sociale, l'ordre, la sécurité et la solidarité comptent parmi les plus puissants facteurs de progrès économique. On ne saurait permettre que ces biens collectifs dont dépend l'avenir de tout un peuple soient compromis par les gestes irresponsables de quelques individus.

Votre gouvernement continuera d'utiliser au maximum les ressources dont il dispose pour soutenir l'élan de la communauté québécoise dans tous les domaines, spécialement ceux de l'éducation, de la culture, de la santé et du bien-être. Il se rappellera toutefois que ses moyens, qui ne sont autres que ceux des contribuables, sont forcément limités, surtout dans l'état actuel du partage fiscal.

Il entend donc exercer une vigilance constante et rigoureuse sur les sommes que vous voudrez bien voter pour l'administration de l'État. Et il espère fermement que son exemple sera suivi dans tous les milieux, en particulier par les citoyens et les institutions qui reçoivent l'aide du trésor public.

Votre gouvernement est au service de tous les Québécois et il considère comme l'un de ses plus impérieux devoirs de favoriser le dialogue et la coopération entre les divers éléments de notre société. Il est convaincu qu'il n'existe aucun problème qui ne puisse être résolu dans un esprit vraiment communautaire, grâce aux qualités de mesure et de bon sens qui sont partie intégrante de l'héritage québécois.

in our esteem the status of the business administrator and his many qualities: a healthy and productive taste for risk, a sense of efficiency, a feeling for methodical action, and a positive outlook.

It must also be understood that social harmony, order, security and solidarity are among the most powerful factors contributing to economic progress. The irresponsible acts of a few individuals must not be permitted to jeopardize these elements of the common weal upon which the future of an entire people depends.

Your government will continue to make the fullest use of the resources at its disposal to sustain the élan of the Québec community in all fields, especially in education, culture, health and welfare. It will not forget, however, that its means, being neither more nor less than those of the taxpayers, are perforce limited, especially in the present state of tax-sharing.

The government therefore intends to maintain a constant and strict control over the sums which you will vote for the administration of the State, and fervently hopes that its example will be followed at all levels and more particularly by persons and institutions in receipt of aid from the public treasury.

Your government is at the service of all Quebecers, and regards as one of its most pressing duties the promotion of co-operation and the exchange of ideas among the various elements of our society. It is convinced that there is no problem which cannot be solved in a true community spirit, thanks to the qualities of moderation and common sense which are an integral part of the Québec heritage.

*Madame et messieurs
de l'Assemblée nationale,*

*Madam and Gentlemen
of the National Assembly,*

Je prie Dieu de vous éclairer dans vos délibérations et de répandre l'abondance

May God enlighten you in your deliberations and bless Québec and its people.

de ses bienfaits sur le Québec et ceux qui l'habitent.

L'honorable lieutenant-gouverneur se retire accompagné de ses Aides de Camp.

The Honourable the Lieutenant-Governor withdrew, accompanied by his Aides de Camp.

Sur la motion de M. Allard, il est —
Ordonné que M. Allard ait la permission de présenter le bill no 1, intitulé: « Loi modifiant la Loi des mines ».

En conséquence, il présente ce bill qui est lu la première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

On motion of Mr. Allard,—

Ordered, That Mr. Allard have leave to bring in bill No. 1, intitled: "An Act to amend the Mining Act".

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

M. Bertrand propose:

Que la prise en considération du discours inaugural ait lieu à la prochaine séance.

La motion est adoptée.

Mr. Bertrand moved:

That the Inaugural Speech be taken into consideration at the next sitting.

The motion was adopted.

M. Bertrand propose:

Que les comités permanents suivants soient institués:

1° un comité des privilèges et des élections;

2° un comité des règlements;

3° un comité des comptes publics;

4° un comité des chemins de fer et autres moyens de communication;

5° un comité de l'agriculture, de l'immigration et de la colonisation;

6° un comité des industries et du commerce;

7° un comité des relations industrielles;

8° un comité du code municipal;

9° un comité des bills privés en général;

10° un comité des bills publics en général;

11° un comité de la bibliothèque de la Législature;

12° un comité des impressions législatives;

Mr. Bertrand moved:

That the following Standing Committees be appointed:

1. a committee on Privileges and Elections;

2. a committee on Standing Orders;

3. a committee on Public Accounts;

4. a committee on Railways and other Means of Communication;

5. a committee on Agriculture, Immigration and Colonization;

6. a committee on Industries and Trade;

7. a committee on Industrial Relations;

8. a committee on the Municipal Code;

9. a committee on Private Bills in General;

10. a committee on Public Bills in General;

11. a committee on the Library of the Legislature;

12. a committee on Legislative Printings;

13° un comité de l'éducation;

14° un comité des régies gouvernementales à caractère industriel et commercial;

15° un comité des crédits de chaque ministère et pour la législation;

et que chacun de ces comités soit autorisé à délibérer et à s'enquérir de toutes les affaires et de toutes les matières que la chambre lui aura renvoyées ou qui sont de sa compétence, à faire de temps à autres des rapports exprimant ses observations et ses vues sur ces affaires et ces matières, et à envoyer chercher les personnes, les pièces et les dossiers dont il aura besoin.

La motion est adoptée.

M. Bertrand propose:

Qu'un comité spécial de onze membres soit institué pour choisir les membres ainsi que le président de chaque comité permanent dont la chambre vient de décider la formation et pour fixer le nombre des membres ainsi que le quorum de chacun de ces comités.

Que MM. Bertrand, Cliche, Demers, Dozois, Hyde, Laporte, Lavoie (Wolfe), Lesage, Maltais (Limoilou), Paul et Pinard forment ledit comité spécial.

La motion est adoptée.

Sur la motion de M. Paul, il est—

Résolu, que la chambre s'ajourne maintenant.

Et, alors, la chambre s'ajourne.

13. a committee on Education;

14. a committee on Government Boards of an Industrial and Commercial kind;

15. a committee on the credits of each Department and for Legislation;

and that such committees be severally empowered to examine and inquire into all such matters and things as may be referred to them by the House or as may be under their jurisdiction, to report, from time to time, their observations and opinions thereon, and to send for such persons, papers, and records as they may need.

The motion was adopted.

Mr. Bertrand moved:

That a Special Committee of eleven members be appointed to select the members and the Chairman of each standing committee ordered by the House, and also to fix the number of members as well as the quorum of each standing committee.

That Messrs. Bertrand, Cliche, Demers, Dozois, Hyde, Laporte, Lavoie (Wolfe), Lesage, Maltais (Limoilou) Paul and Pinard do compose the said Special Committee.

The motion was adopted.

On motion of Mr. Paul,—

Resolved, that the House doth now be adjourned.

And then the House adjourned.

N° 2

**MERCREDI,
26 février 1969**

Trois heures de l'après-midi.

Prière.

Les pétitions suivantes sont présentées et déposées sur le bureau de la chambre:

De la part de Rolland Houle, f.é.c.;
De la part de The Spiritual Healing Church;

De la part de Dame Norman Edward Humphrey et autres;

De la part de Dame Wilfrid Brault;

De la part de la ville de Québec;

De la part de la cité de Sillery;

De la part d'Armandine Boudreau-Julien;

De la part d'Arsène Brodeur;

De la part d'Adrien Blais et autres;

De la part de Gérard Thérien et autres;

De la part de Henry Abouzakhm et autres;

De la part de Paul-G. Rodier et autres;

De la part de Walter Vanier, f.é.c.;

De la part d'Artin Artinian;

De la part de Jean-Gaston Tremblay et autres;

De la part de George Henry Bédard et autres;

De la part de l'Hôtel-Dieu Saint-Vallier de Chicoutimi.

**WEDNESDAY,
February 26th 1969**

Three o'clock, P.M.

Prayers.

The following petitions were presented and tabled:

From Rolland Houle, f.é.c.;

From The Spiritual Healing Church;

From Dame Norman Edward Humphrey and others;

From Dame Wilfrid Brault;

From the city of Québec;

From the city of Sillery;

From Armandine Boudreau-Julien;

From Arsène Brodeur;

From Adrien Blais and others;

From Gérard Thérien and others;

From Henry Abouzakhm and others;

From Paul-G. Rodier and others;

From Walter Vanier, f.é.c.;

From Artin Artinian;

From Jean-Gaston Tremblay and others;

From George Henry Bédard and others;

From the Hôtel-Dieu Saint-Vallier de Chicoutimi.

M. Bertrand, du comité des onze, présente le premier rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a choisi M. Bertrand pour son président.

Mr. Bertrand, from the Committee of eleven members, presented to the House the first report of the said Committee as follows:

Your Committee have chosen Mr. Bertrand as their chairman.

Votre comité a nommé le président et les membres du comité permanent des règlements et du comité permanent des industries et du commerce et a fixé le nombre des membres et le quorum de chacun de ces comités susmentionnés ainsi qu'il suit:

Your Committee have appointed the Chairman and the members of the standing committee on Standing Orders and of the Standing Committee on Industries and Trade and have fixed the number of members and the quorum of each of the above-mentioned Committees as follows:

Comité des règlements—Committee on Standing Orders.

Président—Chairman: M.—Mr. Sauvageau.

MM.—Messrs. Bousquet, Cadieux, Hamel, Hyde, LeChasseur, Léveillé, Mailloux, Maltais (Saguenay), Martel, Martellani, Mathieu, Michaud, Parent, Picard (Dorchester), Plamondon, Proulx, Roy, Shooner, Théberge.

Nombre de membres—Number of members: 20

Quorum: 6.

Comité des industries et du commerce—Committee on Industries and Trade.

Président—Chairman: M.—Mr. Murray.

MM.—Messrs. Baillargeon, Beaudry, Brisson, Cadieux, Charbonneau, Gauthier (Berthier), Goldbloom, Harvey, Houde, Lacroix, Laporte, Leduc (Laviolette), Léveillé, Lussier, Martel, Paul, Sauvageau, Shooner, Simard, St-Germain.

Nombre de membres—Number of members: 21.

Quorum: 10.

M. LeBel, président du comité spécial institué pour étudier les moyens d'améliorer le travail de l'Assemblée nationale, présente le premier rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Mr. LeBel, Chairman of the Special Committee appointed to examine the means of improving the work of the National Assembly, presented to the House the first report of the said Committee, which report reads as follows:

A — Recommandations prioritaires suggérées pour être mises à l'essai durant la présente session:

1. *Périodes des questions:* Limiter la période des questions à trente (30) minutes au début de chaque séance tout en gardant le caractère d'urgence et d'intérêt public dans les questions.

Toutes déclarations ministérielles ainsi que le droit d'un bref commentaire du chef de l'Opposition, ou de son représentant, n'écourteraient pas la période allouée aux questions.

A — Suggested priority recommendations to be tried out during the present session:

1. *Question Period:* Limit the question period to thirty (30) minutes at the beginning of each sitting while maintaining the character of urgency and public interest in the questions.

All ministerial declarations as well as a brief commentary by the Leader of the Opposition or his representative will not cut short the period allowed for questions.

2. *Durée des discours:* Le sous-article 1 de l'article 265 du règlement devra être amendé pour se lire: « nul discours ne doit durer plus d'une demi-heure, sauf pour le travail en comité. »

3. *Durée des débats sur le discours du trône et sur le discours du budget:*

Une période maximum de vingt-cinq (25) heures de débats y compris le temps du discours du premier ministre et du discours du chef de l'Opposition est fixée tant pour le débat du discours du trône que pour celui du discours du budget.

On ne tiendra pas compte du temps pris pour la tenue d'un vote sur les vingt-cinq (25) heures allouées.

À l'occasion de ces débats, la durée limite du discours d'un député ou d'un ministre sera de trente (30) minutes à l'exception des discours du premier ministre et du chef de l'Opposition et du ministre des Finances à l'occasion du discours du budget.

4. *Appels des décisions de l'orateur:*

Éliminer tous les appels des décisions de l'orateur sauf pour certaines mesures, soit celles concernant les motions prévues à notre règlement à l'article 140, sous-paragraphes 1, 6 et 7.

5. *Déclarations ministérielles:*

À la suite de toute déclaration ministérielle, seul le chef de l'Opposition, ou son représentant, aurait droit de faire un bref commentaire.

6. *Questions de privilège:*

Le député qui se propose de soulever une question de privilège, qui ne découle pas des délibérations en cours à la chambre, serait tenu de donner au président un avis préalable.

7. *Reclassification des comités permanents et transformation de leur travail:*

a) Tout d'abord, le mot « comité » devrait être remplacé par celui de « commission ».

2. *Length of speeches:* Sub-paragraph 1 of Article 265 of the Rules shall be amended to read: "No speech shall last more than one half hour, except for work in Committee".

3. *Length of debates on the Throne Speech and the Budget Speech:*

A maximum period of twenty-five (25) hours of debate, including the speech by the Prime Minister and the speech by the Leader of the Opposition shall be fixed for the debate on the Throne Speech and the debate on the Budget Speech.

The time taken for a vote shall not be included in the twenty-five (25) hours allotted.

On the occasion of such debates, the time limit for a speech by a Member or a Minister shall be thirty (30) minutes, with the exception of the speech by the Prime Minister and the Leader of the Opposition, and the Minister of Finance on the occasion of the Budget Speech.

4. *Appeals to the House from the Speaker's decisions:*

Eliminate all appeals to the House from the Speaker's decisions except certain measures, to wit, those respecting the motions provided under subparagraphs 1, 6 and 7 of Article 140 of our Rules and Standing Orders.

5. *Ministerial declarations:*

Following any ministerial declaration, only the Leader of the Opposition or his representative shall have the right to make a brief commentary.

6. *Questions of privilege:*

A member proposing to raise a question of privilege, which does not issue from the deliberations before the House, will be required to give the Speaker previous notice thereof.

7. *Reclassification of the Standing Committees and changing their work:*

(a) First of all, the word "Comité" should be replaced by the word "Commission" in French.

b) Considérant que la liste actuelle, telle que prévue à l'article 462 est désuète, une nouvelle nomenclature est recommandée. Elle est donc préparée en fonction de l'énumération des ministères, telle qu'elle se trouve à l'article 1 de la Loi des ministères, chapitre 15 des Statuts refondus de Québec 1964;

1. Commission de la présidence du Conseil;

2. Commission de l'administration de la justice;

3. Commission du secrétariat de la Province;

4. Commission des affaires intergouvernementales;

5. Commission des affaires culturelles;

6. Commission des finances;

7. Commission du revenu;

8. Commission des richesses naturelles;

9. Commission des terres et forêts;

10. Commission de l'agriculture et de la colonisation;

11. Commission de la voirie;

12. Commission des travaux publics;

13. Commission du travail et de la main-d'oeuvre;

14. Commission de la santé;

15. Commission des affaires municipales;

16. Commission du tourisme, chasse et pêche;

17. Commission de l'industrie et du commerce;

18. Commission de la famille et du bien-être social;

19. Commission des transports et communications;

20. Commission de l'éducation;

21. Commission des institutions financières, compagnies et coopératives;

22. Commission de l'immigration;

23. Commission des bills privés et bills publics;

24. Commission des comptes publics;

25. Commission de l'Assemblée nationale;

(b) Considering that the present list, as provided under Article 462, is obsolete, a new nomenclature is recommended. It has therefore been prepared in accordance with the list of Departments, as shown at section 1 of the Government Departments Act, Chapter 15 of the Revised Statutes of Québec 1964;

1. Committee on the Presidency of the Council;

2. Committee on the Administration of Justice;

3. Committee on the Provincial Secretary's Department;

4. Committee on Intergovernmental Affairs;

5. Committee on Cultural Affairs;

6. Committee on Finance;

7. Committee on Revenue;

8. Committee on Natural Resources;

9. Committee on Lands and Forests;

10. Committee on Agriculture and Colonization;

11. Committee on Roads;

12. Committee on Public Works;

13. Committee on Labour and Manpower;

14. Committee on Health;

15. Committee on Municipal Affairs;

16. Committee on Tourism, Fish and Game;

17. Committee on Industry and Commerce;

18. Committee on Family and Social Welfare;

19. Committee on Transportation and Communications;

20. Committee on Education;

21. Committee on Financial Institutions, Companies and Cooperatives;

22. Committee on Immigration;

23. Committee on Private Bills and Public Bills;

24. Committee on Public Accounts;

25. Committee on the National Assembly;

c) Le ministre responsable d'un ministère pourrait répondre à toutes les questions concernant les problèmes connexes à ce ministère à savoir les organismes para-ministériels, tels que: commissions, régies, etc.

d) Chaque commission pourrait étudier les crédits d'un ministère donné, étudier les règlements des lois concernant ce ministère ou étudier tout autre projet qui serait de sa compétence, qu'il soit ou non demandé par la chambre.

e) Après la 2ème lecture, à la demande d'au moins 5 députés, tout bill est référé à la Commission parlementaire appropriée, laquelle fait au comité plénier de la chambre un rapport contenant une énumération des propositions dont il a été régulièrement saisi.

8. *Formation de la Commission de l'Assemblée nationale:*

Cette commission remplacerait:

- a) Le comité des onze (11);
- b) Le comité des privilèges et élections;
- c) Le comité des règlements;
- d) Le comité de la Bibliothèque;
- e) Le comité des impressions législatives.

Cette commission serait composée de onze (11) membres, incluant le premier ministre et le chef de l'Opposition.

Les responsabilités de cette commission seraient les suivantes:

- a) Elle jouerait le rôle de commission consultative auprès du président;
- b) Elle pourrait suggérer à l'approbation de la chambre le groupement des commissions permanentes de l'Assemblée nationale;
- c) Elle aurait compétence résiduaire sur toutes les matières qui ne seraient pas spécifiquement accordées aux autres commissions;
- d) Elle assurerait la gestion administrative de l'Assemblée nationale;

(c) The Minister responsible for a Department may answer all questions respecting problems relating to such Department, namely para-ministerial organizations, such as commissions, boards, etc.

(d) Each Committee may study the estimates of a given Department, examine the regulations of the laws respecting such Department or examine any other project under its jurisdiction, whether or not it has been requested by the House;

(e) After the 2nd reading, at the request of at least 5 Members, any bill shall be referred to the appropriate Parliamentary Committee, which shall make a report to the Committee of the Whole House, enumerating such proposals as it has duly considered.

8. *Appointment of the Committee on the National Assembly:*

Such Committee would replace:

- (a) The Committee of Eleven Members;
- (b) The Committee on Privileges and Elections;
- (c) The Committee on Standing Orders;
- (d) The Committee on the Library;
- (e) The Committee on Legislative Printings.

Such Committee would be composed of eleven (11) members, including the Prime Minister and the Leader of the Opposition.

The responsibilities of such Committee would be as follows:

- (a) It would fulfil the role of an advisory committee for the President;
- (b) It could put forward, for the approval of the House, the grouping of the Standing Committees of the National Assembly;
- (c) It would have residuary jurisdiction over all matters not under the specific jurisdiction granted to the other Committees;
- (d) It would ensure the administrative management of the National Assembly;

e) Elle préparerait, dans la mesure du possible, au début de chaque session, un calendrier sessionnel.

B — Autre recommandation:

Il est recommandé que le comité de refonte des règlements de l'Assemblée nationale soit reconstitué et autorisé à continuer son étude.

Le rapport est lu.

(e) It would prepare a sessional calendar, in so far as possible, at the beginning of each session.

B — Additional recommendation:

It is recommended that the Committee on the Revision of the Rules and Standing Orders of the National Assembly be reconstituted and authorized to continue its work.

The report was read.

Du consentement unanime de la chambre, les questions suivantes inscrites au feuillet de l'Assemblée législative en date du 18 décembre 1968, sont lues et répondues:

Question par M. Laporte:

1. La Commission chargée d'enquête sur l'enseignement des arts a-t-elle maintenant complété le mandat qui lui avait été confié?

2. Dans l'affirmative:

a) a-t-elle soumis un rapport au gouvernement;

b) à quelle date;

c) quand sera-t-il rendu public?

Réponse par M. Cardinal:

1. Oui.

2. a) Oui;

b) 25 février 1969;

c) Après que le Conseil des ministres en aura pris connaissance et s'il le juge d'intérêt public.

Question par Mme Kirkland-Casgrain:

1. À quelle date le gouvernement a-t-il formé un comité d'étude portant sur l'établissement d'un réseau de transport aérien intégré au Québec?

2. Quels sont les nom, prénoms et fonctions des membres?

With the unanimous consent of the House, the following questions put down on the Agenda Paper of the Legislative Assembly for December 18th 1968, were read and answered:

Question by Mr. Laporte:

1. Has the Commission of Inquiry on the Teaching of Arts now completed the mandate with which it was entrusted?

2. If so:

(a) has it submitted a report to the government;

(b) on what date;

(c) when will it be made public?

Answer by Mr. Cardinal:

1. Yes.

2. (a) Yes;

(b) February 25th 1969;

(c) after the Cabinet has examined it and if it considers it to be in the public interest.

Question by Mrs. Kirkland-Casgrain:

1. On what date did the government form a study committee on the setting up of an integrated air transport network in Québec?

2. What are the names, given names and duties of the members?

3. Le comité a-t-il terminé son travail et, dans l'affirmative, à quelle date a-t-il remis son rapport au gouvernement?

4. Quel a été le coût total de cette étude?

Réponse par M. Bertrand:

1. Il n'y a pas eu de comité d'étude. À l'occasion de la demande d'aide d'une compagnie d'aviation, M. Daniel Johnson a demandé M. Jacques Parizeau de terminer des études avec l'aide des fonctionnaires qui les avaient commencées, puis de rencontrer les représentants de certaines compagnies. M. Parizeau s'est adjoint, pour ce travail, des fonctionnaires des ministères des transports et communications et des richesses naturelles. Me Jean Bruneau s'est aussi joint au groupe comme conseiller juridique.

2. Nil.

3. Nil.

4. Des études ont été demandées à une entreprise de consultants, Unica Research de Montréal, dont les honoraires se montent à \$10,183.72.

Question par M. Lacroix:

1. Pour 1960-61, 1961-62, 1962-63, 1963-64, 1964-65, 1965-66, 1966-67 et 1967-68, quels sont, année par année, les montants dépensés par le ministère des Travaux publics dans le comté d'Arthabaska:

a) en immobilisations;

b) pour des travaux d'entretien?

Réponse par M. Russell:

1960-61		
1961-62		
1962-63		
1963-64		
1964-65		
1965-66		
1966-67		
1967-68		

3. Has the committee completed its work and if so, on what date did it submit its report to the government?

4. What was the total cost of this study?

Answer by Mr. Bertrand:

1. There was no study committee. When assistance was requested by an aviation firm, Mr. Daniel Johnson asked Mr. Jacques Parizeau to complete the studies with the help of the employees who had started them, and then to meet the representatives of certain firms. To carry out this work, Mr. Parizeau brought in employees from the Departments of Transportation and Communications and Natural Resources. Mr. Jean Bruneau also joined the group as legal adviser.

2. Nil.

3. Nil.

4. Studies were requested from a firm of consultants, Unica Research, of Montreal, whose fees amounted to \$10,183.72.

Question by Mr. Lacroix:

1. What amounts did the Department of Public Works spend in Arthabaska county year by year in 1960-61, 1961-62, 1962-63, 1963-64, 1964-65, 1965-66, 1966-67 and 1967-68:

(a) in capital expenditures;

(b) on maintenance?

Answer by Mr. Russell:

<i>Immobilisation</i>	<i>Entretien</i>
<i>Capital Expenditures</i>	<i>Maintenance</i>
\$240,337.87	\$ 82,253.58
23,116.78	113,009.94
162,813.03	83,359.39
68,491.48	79,510.39
217,748.70	76,805.78
375,228.61	131,432.76
462,537.82	61,585.55
136,084.72	116,338.59

Question par M. Brown:

1. M. Peter G. White, de Knowlton, comté de Brome, a-t-il été à l'emploi du gouvernement ou d'aucun de ses offices, régies ou commissions, dans une fonction quelconque, pendant la période entre le 1er septembre 1967 et le 1er octobre 1968?

2. Dans l'affirmative:

a) quel montant a-t-il été payé pour ses services;

b) quelle était la nature exacte de ces services?

Réponse par M. Bertrand:

1. Il est en congé sans solde depuis le 14 juillet 1967.

2. a) Nil;

b) Nil.

Question par M. Harvey:

1. Depuis le 1er juillet 1966 jusqu'au 31 octobre 1968, quel est le nombre de projets dont l'exécution a été faite sous l'autorité du ministère de la Voirie, alors que les matériaux et la machinerie ont été fournis par des entrepreneurs?

2. Quel est le coût total de ces projets?

3. Quels sont les montants totaux payés pour:

a) achat de matériaux;

b) location de machinerie et d'outillage?

Réponse par M. Lafontaine:

La réponse à une telle question exigerait de longues recherches à travers les bordereaux de salaire dans les 45 divisions de voirie de la province, il ne semble pas qu'il soit dans l'intérêt public que ces employés négligent leur travail régulier durant plusieurs semaines, afin d'effectuer une telle compilation.

Question par M. Lacroix:

1. Le gouvernement ou ses offices, régies et commissions ont-ils effectué des transactions, de quelque nature que ce

Question by Mr. Brown:

1. Was Mr. Peter G. White of Knowlton, Brome County, employed by the Government or its bureaus, boards or commissions, in any capacity, in the period between September 1st 1967 to October 1st 1968?

2. If so:

(a) how much was he paid for his services;

(b) what was the exact nature of these services?

Answer by Mr. Bertrand:

1. He has been on leave without pay since July 14th 1967.

2. (a) Nil;

(b) Nil.

Question by Mr. Harvey:

1. What was the number of projects which were carried out under the authority of the Department of Roads using material and equipment provided by contractors, from July 1st 1966 to October 31st 1968?

2. What was the total cost of such projects?

3. What was the total amount paid:

(a) for the purchase of materials;

(b) for the rental of machinery and equipment?

Answer by Mr. Lafontaine:

An answer to such a question would require a great deal of research on the salary slips of the 45 roads divisions in the Province, it does not appear to be in the public interest to have these employees neglect their regular work for several weeks in order to compile such information.

Question by Mr. Lacroix:

1. Did the government or any of its bureaus, boards or commissions have any dealings of any kind whatsoever with the

soit, avec la compagnie Loubier Metal & Commercial Refining Works Limited, de Beaumont, comté de Bellechasse, depuis le 16 juin 1966 jusqu'au 22 octobre 1968?

2. Dans l'affirmative, quels sont, pour chaque transaction?

- a) la date;
- b) la nature;
- c) le montant?

Réponse par M. Bertrand:

- 1. Oui.
- 2. Par Hydro-Québec:
 - a) 23 mars 1968;
 - b) Après avoir obtenu des offres de:
 - Beauce Metal Enrg. St-Georges Station, Cté Beauce;
 - Loubier Metal & Commercial Refining Works Limited, Beaumont, Cté Bellechasse;
 - Gulf Iron & Metal Division of Québec Steel Products (Industries Limited) 240 Mgr Gauvreau, Québec;
- L'Hydro-Québec a effectué la vente de matériaux de rebuts consistant en disjoncteurs, sectionneurs et transformateurs datant de 1940;
- c) \$1,713.
- 2. Par la Régie des Alcools,
 - Après avoir obtenu des offres de:
 - Beauce Metal Enrg. St-Georges Station, Cté Beauce;
 - Saul Assh Co. Ltée, 1545 Conway, Québec;
 - Loubier Metal & Commercial Refining Works Limited, Beaumont, Cté Bellechasse;
 - Gulf Iron & Metal Division of Québec Steel Products (Industries Limited) 240 Mgr Gauvreau, Québec.

La Régie a effectué les transactions suivantes avec la compagnie Loubier Metal & Commercial Refining Works Limited, parce que cette compagnie offrait un plus fort montant:

firm of Loubier Metal and Commercial Refining Works Limited, of Beaumont, Bellechasse County, from June 16th 1966 to October 22nd 1968?

2. If so, and respecting each transaction:

- (a) what was the date;
- (b) what was the nature thereof;
- (c) what was the amount?

Answer by Mr. Bertrand:

- 1. Yes.
- 2. By Hydro-Québec:
 - (a) March 23rd 1968;
 - (b) After receiving bids from:
 - Beauce Metal Enrg. St-Georges Station, Beauce County;
 - Loubier Metal & Commercial Refining Works Limited, Beaumont, Bellechasse County;
 - Gulf Iron & Metal Division of Québec Steel Products (Industries Limited) 240 Mgr Gauvreau, Québec;
- Hydro-Québec sold scrap consisting of circuit breakers disconnecting switches and transformers dating from 1940;
- (c) \$1,713.00.
- 2. By the Québec Liquor Board:
 - After receiving bids from:
 - Beauce Metal Enrg. St-Georges Station, Beauce County;
 - Saul Assh Co. Ltée, 1545 Conway, Québec;
 - Loubier Metal & Commercial Refining Works Limited, Beaumont, Bellechasse County;
 - Gulf Iron & Metal Division of Québec Steel Products (Industries Limited) 240 Mgr Gauvreau, Québec.

The Board carried out dealings with the firm of Loubier Metal and Commercial Refining Works Limited, because this firm offered a higher amount:

15 juillet 1968 — Vente de rebuts de fer, cuivre et fonte — July 15th 1968 —	
Sale of scrap iron, copper and cast iron.....	\$ 31.50
9 août 1968 — Vente de rebuts de fer, cuivre et fonte — August 9th 1968 —	
Sale of scrap iron, copper and cast iron.....	467.20
6 octobre 1968 — Vente de rebuts de fer, cuivre et fonte — October 6th 1968 —	
Sale of scrap iron, copper and cast iron.....	119.00
TOTAL.....	\$617.70

Question par M. Michaud:

1. Quel a été le montant dépensé en 1967/68 pour l'information, la publicité et les relations publiques par les offices, régies et commissions relevant du gouvernement ?

2. Quel montant chaque organisme prévoit-il dépenser à ces fins en 1968/69 ?

Question by Mr. Michaud:

1. What amount was spent in 1967/68 for information, advertising and public relations by the bureaux, boards and commissions belonging to the government ?

2. What amount does each organization expect to spend for such purposes in 1968/69 ?

*Réponse par M. Bertrand:**Answer by Mr. Bertrand:**Par la Régie des rentes — By the Québec Pension Plan:*

	1967/68	1968/69
Expositions — Exhibitions.....	\$ 7,006.00	\$ 7,500.00
Bulletin Régie des Rentes — Pension Plan Bulletin.....	3,534.00	4,000.00
Dépliants — Folders.....	26,406.00	8,500.00
Affiches — Posters.....	785.00	1,000.00
Publicité: journaux — Advertising: newspapers	22,159.00	45,000.00
	<u>\$69,890.00</u>	<u>\$66,000.00</u>

Par la Régie des Alcools — By the Québec Liquor Board:

1967/68	1968/69
\$23,355.56	\$60,000.00

Par l'Office des autoroutes — By the Québec Autoroutes Authority:

1967/68	1968/69
\$13,067.50	\$20,500.00

Par la Commission des accidents du Travail — By the Workmen's Compensation Commission:

1967/68	1968/69
\$11,537.77	\$ 8,363.00

Question par M. Brisson:

1. Depuis le 16 juin 1966 jusqu'au 31 octobre 1968, quelles sont les différentes

Question by Mr. Brisson:

1. From June 16th 1966 to October 31st 1968, what were the various duties assigned

fonctions qui ont été assignées par le gouvernement, ses offices, régies et commissions à M. Jacques Gauthier, actuellement vice-président et directeur général de l'Office de la radio de Québec et conseiller spécial en matière de radio-télévision et cinéma auprès du ministère du Conseil exécutif?

2. Quels sont, pour chaque fonction occupée:

a) la date de nomination;

b) le montant total payé en salaire ou honoraires;

c) les frais de voyage, dépenses et allocations de toutes sortes?

3. Quel montant total le gouvernement, ses offices, régies et commissions lui ont-ils versé en salaire ou à quelque titre que ce soit, du 16 juin 1966 jusqu'au 31 octobre 1968?

Réponse par M. Bertrand:

1. et 2. a) et b) En août 1967, à titre de conseiller spécial en matière de radio-télévision, au salaire de \$20,000 par année, plus une allocation de \$1,200 pour frais de représentations et une allocation de \$1,200 pour frais d'automobile.

Nommé le 22 février 1968 vice-président et directeur-général de radio-Québec, il demeure conseiller spécial en matière de radio-télévision, au salaire de \$25,000 plus une allocation de \$2,400 pour frais de représentations et une allocation de \$1,200 pour frais d'automobile.

c) En frais de voyage \$5,560.13. En dépenses \$4,608.73.

3. Voir 1. et 2.

Question par M. Lacroix:

1. Quels sont les nom, prénoms et adresse des directeurs de la compagnie Picadro Inc., 410 rue Learmonth, Québec, qui a vendu au gouvernement le terrain pour l'établissement d'un camping à St-Jean, Ile d'Orléans?

by the government or its bureaus, boards and commissions, to Mr. Jacques Gauthier, at present Vice-President and Managing Director of the Radio-Québec Bureau and special adviser to the Department of the Executive Council on matters of radio and television and motion pictures?

2. Respecting each position occupied:

(a) what was the date of the appointment;

(b) what was the total amount paid in salary or fees;

(c) what was the amount of the travelling expenses, living expenses and allowances of any kind?

3. What total amount was paid to him by the government or its bureaus, boards or commissions, as salary or for any purpose whatsoever, from June 16th 1966 to October 31st 1968?

Answer by Mr. Bertrand:

1. and 2. (a) and (b) In August 1967, as special adviser on matters of radio and television, at a salary of \$20,000 per year, plus a representation allowance of \$1,200 per year and an allowance of \$1,200 per year for automobile expenses. Appointed February 22nd 1968 as Vice-President and Managing Director of Radio-Québec, he remains as special adviser on matters of radio and television, at a salary of \$25,000 plus an allowance of \$2,400 for representation expenses and an allowance of \$1,200 for automobile expenses:

(c) Travelling expenses \$5,560.13. Expenses \$4,608.73.

3. See 1. and 2.

Question by Mr. Lacroix:

1. What are the names, given names addresses of the directors of the firm of Picadro Inc., 410 Learmonth Avenue, Québec, which sold the government the land to establish a camping ground at St-Jean, Island of Orleans?

2. À quelle date cette compagnie a-t-elle été incorporée et à quelle adresse a-t-elle son siège social ?

Réponse par M. Gabias:

1. Mme Mélanie P. Drolet, présidente, Case postale 187, Québec;

M. Paul Bruneau, vice-président;

M. Romulus Drolet, secrétaire-trésorier.

2. Elle a été incorporée le 10 mars 1965 et elle a son siège social au Bureau de McDonald, Currie & Cie, 65, rue Sainte-Anne, Québec.

Question par M. Pinard:

1. Depuis le 16 juin 1966 jusqu'au 22 octobre 1968, la Commission hydroélectrique de Québec a-t-elle disposé de rebuts, y compris vieux fer, cuivre, fonte, tôle, plomb, vieilles batteries, vieux pneus, chambres à air, etc. ?

2. Dans l'affirmative:

a) quelle est la quantité totale;

b) des appels d'offres ont-ils été faits et, le cas échéant:

i) à quelles dates et dans quels journaux les avis ont-ils été publiés;

ii) quels sont les noms et adresses des personnes ou entreprises qui ont répondu et quel a été le prix offert par chacune ?

3. Pour les cas où il n'y a pas eu d'appels d'offres de faits par la Commission, quelle a été la procédure suivie pour la disposition de ce genre de matériaux ?

4. Quels sont les noms et adresses des personnes ou entreprises qui ont finalement acheté ces rebuts et quels sont, pour chaque transaction:

a) la date;

b) la quantité et la catégorie des rebuts;

c) le prix payé ?

Réponse par M. Allard:

Il n'est pas possible de donner suite à une telle demande, sans effectuer des

2. On what date was such company incorporated, and at what address is its head office located ?

Answer by Mr. Gabias:

1. Mrs. Mélanie P. Drolet: President, P.O. Box 187, Québec.

Mr. Paul Bruneau: Vice-President;

Mr. Romulus Drolet: Secretary-Treasurer.

2. It was incorporated March 10th 1965, and the head office is located at the office of McDonald, Currie & Co. 65 St. Anne St., Québec.

Question by Mr. Pinard:

1. From June 16th 1966 to October 22nd 1968, did the Québec Hydro-Electric Commission dispose of any waste, including old iron, copper, cast iron, sheet metal, old batteries, old tires and tubes, etc. ?

2. If so:

(a) what was the total quantity thereof;

(b) were tenders called for, and if so:

(i) on what dates and in what newspapers were the notices published;

(ii) what are the names and addresses of the persons or firms which replied, and what price was offered by each one ?

3. In the cases where the Commission did not call for tenders, what procedure was followed for the disposal of this type of material ?

4. What are the names and addresses of the persons or firms which finally purchased such waste, and respecting each transaction:

(a) what was the date;

(b) what was the quantity and category of the waste;

(c) what was the price paid ?

Answer by Mr. Allard:

It is not possible to answer such a request without carrying out a lengthy

travaux relativement longs à travers une foule de documents.

Question par M. Pinard:

1. Quel montant total le gouvernement et ses offices, régies ou commissions ont-ils versé à Shooner & Cie Limitée, 10 rue St-Georges, Pierreville, comté Yamaska, depuis le 16 juin 1966 jusqu'au 1er novembre 1968?

2. Quels sont les nom, prénoms et adresse des officiers et directeurs de cette compagnie?

Réponse par M. Bertrand:

1. Par le ministère du Tourisme, Chasse et Pêche: \$30.31;

Par le ministère de la Voirie: \$52.25;

Par le ministère des Travaux publics: \$115.50.

2. Président: M. Lucien Shooner;
Vice-président: M. Paul Shooner;
Secrétaire: Gabrielle Desmarais,
10 rue St-Georges,
Pierreville, Québec.

Question par M. Michaud:

1. À quelle date la rédaction des règlements portant sur les ciné-parcs a-t-elle été complétée?

2. À quelle date le gouvernement prévoit-il que lesdits règlements seront rendus publics?

Réponse par M. Tremblay (Chicoutimi):

1. Les règlements ont reçus l'approbation du Conseil Exécutif le 27 novembre 1968.

2. Ils ont été publiés dans la *Gazette officielle du Québec* le 14 décembre 1968.

Question par M. Picard (Dorchester):

1. La firme Émile Asselin Ltée de St-Charles de Bellechasse, sous sa raison sociale ou par son président Bernard Lacroix de St-Charles de Bellechasse, a-t-elle effectué des transactions de quelque nature que ce soit avec le gouverne-

ment à travers une foule de documents.

Question by Mr. Pinard:

1. What total amount did the government and its bureaux, boards and commissions pay to Shooner & Cie Limitée, 10 St. George Street, Pierreville, Yamaska County, from June 16th 1966 to November 1st 1968?

2. What are the names, given names and addresses of the officers and directors of such company?

Answer by Mr. Bertrand:

1. By the Department of Tourism, Fish and Game: \$30.31;

By the Department of Roads: \$52.25;

By the Department of Public Works: \$115.50.

2. President: Mr. Lucien Shooner;
Vice-President: Mr. Paul Shooner;
Secretary: Gabrielle Desmarais, 10 St-Georges St., Pierreville, Québec.

Question by Mr. Michaud:

1. On what date was the drawing up of the regulations covering outdoor cinema parks completed?

2. On what date does the government expect that the said regulations will be made public?

Answer by Mr. Tremblay (Chicoutimi):

1. The regulations were approved by the Executive Council on November 27th 1968.

2. They were published in the *Québec Official Gazette* on December 14th 1968.

Question by Mr. Picard (Dorchester):

1. Did the firm of Émile Asselin Ltée of St. Charles de Bellechasse, either as a firm or through its President, Bernard Lacroix, of St-Charles de Bellechasse, carry out any transactions of any kind with the provincial government or any of

ment provincial ou ses régies ou commissions du 1er juillet 1960 au 16 juin 1966 et du 16 juin 1966 au 1er novembre 1968?

2. Dans l'affirmative:

a) la nature de ces transactions et les dates;

b) pour quels montants dans chaque cas?

its boards or commissions, from July 1st 1960 to June 16th 1966 and from June 16th 1966 to November 1st 1968?

2. If so:

(a) what was the nature of such transactions and what were the dates;

(b) what were the amounts in each case?

Réponse par M. Bertrand:

1. Oui.

2. Par le Ministère de la Voirie.

a) et b).

Answer by Mr. Bertrand:

1. Yes.

2. By the Department of Roads:

(a) et (b).

Vente de matériaux: du 1-7-60 au 16-6-66 — Sale of materials: from 1-7-60

to 16-6-66..... \$1,158.87

A

B

Nature

Date

Montant
Amount

Piquets d'arpentage — Survey stakes.....	13- 8-65	\$ 685.00
Quincaillerie — Hardware.....	31- 8-65	201.64
Quincaillerie — Hardware.....	9- 9-65	84.49
Quincaillerie — Hardware.....	14- 9-65	43.77
Gants, etc. — Gloves, etc.....	31- 1-66	63.60
Quincaillerie — Hardware.....	22- 3-66	80.37

Vente de matériaux: du 16-6-66 au 1-11-68 — Sale of materials: from

16-6-66 to 1-11-68..... \$1,493.25

A

B

Nature

Date

Montant
Amount

Quincaillerie — Hardware.....	17- 8-66	\$ 16.90
Quincaillerie — Hardware.....	19- 8-66	226.80
Quincaillerie — Hardware.....	3-11-66	727.10
Quincaillerie — Hardware.....	28-11-66	100.46
Quincaillerie — Hardware.....	17- 2-67	95.61
Quincaillerie — Hardware.....	27- 7-67	65.50
Chaussures, etc. — Footwear, etc.....	16- 8-67	64.90
Chaussures, etc. — Footwear, etc.....	27-11-67	42.38
Gants, etc. — Gloves, etc.....	29- 7-68	153.60

2. Par le Service général des achats.

a) et b).

2. By the General Purchasing Service:

(a) and (b).

4- 4-62	Quincaillerie et accessoires d'entretien — Hardware and maintenance accessories.....	\$ 44.38
5- 4-62	Peinture — Paint.....	40.09

29- 5-62	Quincaillerie et accessoires d'entretien — Hardware and maintenance accessories	\$ 94.55
30- 5-62		
3- 7-62	Poudre à laver et nettoyeur à mains — Washing powder and hand cleaner	77.50
29- 8-62	Papier à mains — Paper towels	71.10
15-10-62	Fil de fer, agrafes spéciales et fil de fer galvanisé — Iron wire, special clamps and galvanized iron wire	2,912.70
22- 1-63	Barrières métalliques — Metal gates	2,400.00
2- 4-63	Articles de quincaillerie — Hardware	32.57
3- 4-63		
30- 5-63	Guenilles — Rags	175.00
22- 6-63	Tuyaux/arrosage et ciment plastic — Sprinkler pipes and plastic cement	43.11
20- 8-63	Sacs de ciment — Bags of cement	225.00
29-10-63	Lampes de bureau, horloge électrique — Office lights and electric clock	58.85
12-11-63	Cire à plancher — Floor wax	115.00
9-12-63	Sacs à ciment — Bags for cement	25.00
	Ampoules, papier-toilette — Light bulbs, toilet paper	18.25
	Articles de quincaillerie — Hardware	30.62
	Chaufferette — Heater	39.65
13-12-63	Clôture/fil de fer — Fence/iron wire	37.50
18- 9-64	Guenilles — Rags	175.00
12- 4-65	Piquets d'arpentage — Survey stakes	685.00
22- 9-66	Fil de fer galvanisé, etc. — Galvanized iron wire, etc.	661.00
29- 6-66	Récipients hygiéniques — Hygienic containers	226.80
4-11-66	Horloge murale — Wall clock	17.50
30- 6-67	Clous — Nails	65.50
21- 6-67	Bottes/caoutchouc — Rubber boots	77.88

Question par M. Roy:

1. Le ministère du Tourisme de la Chasse et de la Pêche a-t-il acheté un terrain aux Iles-de-la-Madeleine au cours de l'année 1965?

2. Dans l'affirmative:

- a) le nom du vendeur;
- b) la description du terrain;
- c) le prix payé par le vendeur et par le gouvernement;
- d) la superficie au moment de l'achat et de la vente;
- e) l'évaluation municipale;
- f) à quelle fin a-t-il été utilisé au 16 juin 1966;
- g) de quelle façon et par qui les négociations pour cet achat ont-elles été faites?

Question by Mr. Roy:

1. Did the Department of Tourism, Fish and Game purchase a piece of land in the Magdalen Islands in 1965?

2. If so:

- (a) what was the name of the vendor;
- (b) what is the description of the piece of land;
- (c) what price was paid by the vendor and by the government;
- (d) what was the area at the time of the purchase and at the time of the sale;
- (e) what was the municipal valuation;
- (f) for what purpose was it used up until June 16th 1966;
- (g) in what way and by whom were the negotiations carried out for such purchase?

Réponse par M. Loubier:

1. Oui.
2. a) Le Dr. Eudore Labrie;
b) Partie du lot 75-4 du cadastre officiel de l'Île de Grindstone, division d'enregistrement des Îles de la Madeleine, y compris les bâtisses et dépendances;
c) Le vendeur a acheté ce terrain de M. Ernest P. Boudreau, journalier, le 22 août 1952 pour la somme de \$1,800. Le prix de vente au gouvernement s'élève à \$31,500;
d) Au moment de l'achat par le Dr. Eudore Labrie le terrain acheté mesurait 12 acres $\frac{1}{2}$. D'après le plan il semble qu'il ait vendu au gouvernement 12.43 acres;
e) Le ministère ne possède pas l'évaluation municipale;
f) Ce terrain n'est pas utilisé;
g) Les négociations ont été faites par le ministère du Tourisme de la Chasse et de la Pêche.

Question par M. Maltais (Saguenay):

1. Combien de réunions les membres du Comité d'intégration des jeunes immigrants ont-ils tenues, depuis le 25 juillet jusqu'au 31 octobre 1968?
2. Un rapport a-t-il été soumis au ministère de l'Éducation et, dans l'affirmative, à quelle date?

Réponse par M. Cardinal:

1. Cinq (5) réunions.
2. Oui, le 11 septembre 1968.

Question par M. Houde:

1. L'Office de la radio de Québec a-t-il retenu les services du Laboratoire central de télécommunications (Paris) et du Service de consultations techniques du Québec, 2136 chemin Ste-Foy, Ste-Foy, pour

Answer by Mr. Loubier:

1. Yes.
2. (a) Dr. Eudore Labrie;
(b) part of lot 75-4 of the official cadastre of Grindstone Island, registration division of the Magdalen Islands, including buildings and dependencies;
(c) the vendor purchased the lot from Mr. Ernest P. Boudreau, labourer, on August 22nd 1952 for the sum of \$1,800. The selling price to the government amounts to \$31,500;
(d) at the time of the purchase by Dr. Eudore Labrie, the area of the piece of land was 12½ acres. According to the plan, he appears to have sold the government 12.43 acres;
(e) the Department does not have the municipal valuation;
(f) this piece of land is not being used;
(g) the negotiations were carried out by the Department of Tourism, Fish and Game.

Question by Mr. Maltais (Saguenay):

1. How many meetings were held by the Committee on the Integration of Young Immigrants, from July 25th to October 31st 1968?
2. Has a report been submitted to the Minister of Education, and if so, on what date?

Answer by Mr. Cardinal:

1. Five (5) meetings.
2. Yes, September 11th 1968.

Question by Mr. Houde:

1. Did the Québec Radio Bureau retain the services of the Laboratoire central de télécommunications (Paris) and the Service de consultations techniques du Québec, 2136 St. Foy Road, St. Foy, to make a

faire une étude des moyens requis en vue du développement de Radio-Québec ?

2. Dans l'affirmative;

a) à quelle date;

b) cette étude est-elle terminée;

c) quel en a été le coût total;

d) quels sont les nom, prénoms et adresse des officiers du Service de consultations techniques du Québec ?

survey of the requirements for the setting up of Radio-Québec ?

2. If so:

(a) on what date;

(b) has such survey been completed;

(c) what was the total cost;

(d) what are the names, given names and addresses of the officers of the Service de consultations techniques du Québec ?

Réponse par M. Bertrand:

1. Oui.

2. a) 13 mars 1968;

b) Oui;

c) \$300,000;

d) Le seul propriétaire est M. Oscar Dorval, ingénieur-conseil, 1358 Teillet, Sainte-Foy, Québec.

Answer by Mr. Bertrand:

1. Yes.

2. (a) March 13th 1968;

(b) Yes;

(c) \$300,000;

(d) The sole owner is Mr. Oscar Dorval, Consulting Engineer, 1358 Teillet, Sainte-Foy, Québec.

Question par M. Lafrance:

1. Au cours de l'été 1968, le ministère de l'Agriculture et de la Colonisation et l'administration ARDA-Québec ont-ils fait des expériences-pilotes de récupération d'eaux souterraines ?

2. Dans l'affirmative:

a) dans quelles municipalités;

b) quel en a été le coût total;

c) quelles sont les conclusions ?

Question by Mr. Lafrance:

1. Did the Department of Agriculture and Colonization and the ARDA-Québec Administration carry out any pilot-experiments during the summer of 1968 on the recovering of underground water ?

2. If so:

(a) in what municipalities;

(b) what was the total cost;

(c) what conclusions were reached ?

Réponse par M. Vincent:

1. Oui, par l'administration ARDA-Québec.

2. a) #765 — Recherche sur les nappes d'eau souterraines dans six municipalités, soit: St-Augustin (Portneuf), St-Justin (Maskinongé), Ste-Émélie-de-l'Énergie (Joliette), St-Damien (Berthier), St-Cléophas (Joliette) et Notre-Dame-du-Nord (Témiscamingue);

b) \$9,866.54;

#1017 — Étude de dépôts meubles et de zones d'aquifères dans la région du Saguenay — Lac St-Jean — Paroisse de Roberval (Roberval), Roberval (Roberval),

Answer by Mr. Vincent:

1. Yes, by the ARDA-Québec administration.

2. (a) #765 — Research on underground deposits of water in six municipalities, namely: St-Augustin (Portneuf), St-Justin (Maskinongé), Ste-Émélie-de-l'Énergie (Joliette), St-Damien (Berthier), St-Cléophas (Joliette) and Notre-Dame-du-Nord (Témiscamingue)

(b) \$9,866.54;

#1017 — Survey of moveable deposits and water zones in the Saguenay-Lake St. John Area, Parish of Roberval (Roberval), Roberval (Roberval), Lake Bou-

Lac Bouchette (Roberval), St-Coeur-de-Marie (Lac St-Jean);

b) \$19,265.99;

#1053 — Recherche en eaux souterraines et élaboration d'un plan directeur d'approvisionnement en eaux potable pour les comtés Rouville et St-Hyacinthe. St-Jean-Baptiste, l'Ange-Gardien, St-Paul, d'Abbotsford, St-Césaire et Rougemont;

b) \$22,498.25;

c) Les conclusions seront connues lorsque les études seront terminées.

Question par M. Roy:

1. Du 1er juillet 1960 au 15 juin 1966, le gouvernement ou ses offices, régies et commissions ont-ils retenu les services de Me Jean Bienvenue, avocat, domicilié à 1065 rue Gauthier, Sillery ?

2. Dans l'affirmative:

a) à quelle date;

b) dans quel service administratif;

c) à quel titre;

d) quels sont, en détail les montants qui lui ont été versés à quelque titre que ce soit ?

Réponse par M. Bertrand:

1. Oui.

2. a) Du 11 juillet 1960 au 30 avril 1965 à salaire. Après cette date, à honoraires;

b) Contentieux criminel et civil;

c) Procureur de la Couronne et Substitut du Procureur pour la division d'Appel;

d) Traitement: \$47,902.10;

Honoraires et dépenses: \$25,161.29.

chette (Roberval), St-Coeur-de-Marie (Lake St. John);

(b) \$19,265.99;

#1053 — Research on underground deposits of water and the drawing up of an overall plan for the supply of potable water for the counties of Rouville and St. Hyacinthe, St-Jean-Baptiste, L'Ange-Gardine, St-Paul-d'Abbotsford, St-Césaire and Rougemont;

(b) \$22,498.25;

(c) The findings will be made known when the surveys have been completed.

Question by Mr. Roy:

1. From July 1st 1960 to June 15th 1966, did the government or any of its bureaux, boards or commissions retain the services of Mr. Jean Bienvenue, Advocate, domiciled at 1065 Gauthier Street, Sillery ?

2. If so:

(a) on what date;

(b) in what administrative service;

(c) in what position;

(d) what are the details of the amounts paid to him for any purpose whatsoever ?

Answer by Mr. Bertrand:

1. Yes.

2. (a) From July 11th 1960 to April 30th 1965, on salary. On a basis of fees following such date;

(b) Civil and criminal disputes;

(c) Crown Prosecutor and Crown Prosecutor for the Appellate Division;

(d) Salary: \$47,902.10;

Fees and expenses: \$25,161.29.

Question par M. Roy:

1. Du 1er juillet 1960 au 15 juin 1966, le gouvernement ou ses offices, régies et commissions ont-ils retenu les services de

Question by Mr. Roy:

From July 1st 1960 to June 15th 1966, did the government or any of its bureaux, boards or commissions retain the services of

Me Bernard Lesage, avocat, domicilié à 1319 rue Montpellier, Ste-Foy ?

of Mr. Bernard Lesage, Advocate, domiciled at 1319 Montpellier Street, St. Foy ?

2. Dans l'affirmative:

2. If so:

a) à quelle date;

(a) on what date;

b) dans quel service administratif;

(b) in what administrative service;

c) à quel titre;

(c) in what position;

d) quels sont, en détail les montants qui lui ont été versés à quelque titre que ce soit ?

(d) what are the details of the amounts paid to him for any purpose whatsoever ?

Réponse par M. Bertrand:

Answer by Mr. Bertrand:

1. Oui.

1. Yes.

2. a)	b)	c)	d)
Janvier 1961	Régie des marchés agricoles	Procureur	
January 1961	Agricultural Marketing Board	Prosecutor.....	\$60.00
Août 1962	Régie des marchés agricoles	Procureur	
August 1962	Agricultural Marketing Board	Prosecutor.....	\$50.00
Septembre 1962	Régie des marchés agricoles	Procureur	
September 1962	Agricultural Marketing Board	Prosecutor.....	\$50.80
Juillet 1963	Régie des marchés agricoles	Procureur	
July 1963	Agricultural Marketing Board	Prosecutor.....	\$50.00

Question par M. Pinard:

Question by Mr. Pinard:

1. Depuis le 1er janvier 1968 jusqu'à ce jour, le Conseil de la trésorerie a-t-il institué un procédé permettant l'émission immédiate de billets de transport sur les diverses lignes aériennes pour certains voyages non préalablement autorisés effectués au Québec, au Canada et à l'étranger par des:

1. From January 1st 1968 to date, did the Treasury Board establish a procedure to allow the immediate issue of tickets to travel on the various airlines for certain trips not previously authorized to be made in Québec, or in or outside Canada:

a) membres du Conseil exécutif;

(a) by Members of the Executive Council;

b) membres de l'Assemblée législative;

(b) by Members of the Legislative Assembly;

c) fonctionnaires du gouvernement ou de ses offices, régies et commissions ?

(c) by employees of the government or any of its bureaus, boards or commissions ?

2. Dans l'affirmative, quelle est la teneur de la décision qui a été prise par le Conseil de la trésorerie à ce sujet et des directives subséquemment données ?

2. If so, what are the terms of the decision which was made by the Treasury Board in this matter and in the directives which were subsequently issued ?

Réponse par M. Bertrand:

Answer by Mr. Bertrand:

1. Non.

1. No.

2. Nil.

2. Nil.

Question par M. Pinard:

1. Le représentant du district électoral de Joliette, à l'Assemblée législative, a-t-il voyagé à l'extérieur du Canada, aux frais du gouvernement ou de ses offices, régies et commissions, au cours de l'année 1968?

2. Dans l'affirmative, quels ont été pour chaque voyage:

a) les dates de départ et de retour au pays;

b) les noms des pays et des villes visités;

c) le but;

d) le coût des frais de transport, de séjour, de représentations et autres dépenses;

e) le chapitre du budget auquel ces frais ont été imputés?

Réponse par M. Lafontaine:

1. Oui.

2. a) 22 juillet au 4 août;

b) Paris, Genève, Bruxelles, Londres, La Haye et Amsterdam;

c) Représenter le Ministre de la Voirie auprès de l'Organisation internationale routière dans le but d'inviter les membres de cet organisme à participer au congrès de la fédération qui se tiendra à Montréal en 1970;

Ce congrès fait suite à une invitation du Ministre actuel de la Voirie. Les experts estiment le nombre de congressistes entre 6,000 et 8,000. Ce qui veut dire un apport d'environ \$9,000,000 à l'industrie touristique;

d) \$577 en frais de transport et \$1,500 en frais de séjour, de représentations et autres dépenses;

e) 1-1-2.

Question par M. Théberge:

1. Depuis le 16 juin 1966, le gouvernement s'est-il départi des garages et entre-

Question by Mr. Pinard:

1. Did the representative of the electoral district of Joliette in the Legislative Assembly travel outside Canada at the expense of the government or any of its bureaux, boards or commissions in 1968?

2. If so, and respecting each trip:

(a) what was the date of departure and return to the country;

(b) what are the names of the countries and cities visited;

(c) what was the purpose of the trip;

(d) what was the cost of the travelling, hotel, representation and other expenses;

(e) to what item of the budget were the expenses charged?

Answer by Mr. Lafontaine:

1. Yes.

2. (a) July 22nd to August 4th;

(b) Paris, Geneva, Brussels, London, The Hague and Amsterdam;

(c) to represent the Minister of Roads at the International Highways Organization in order to invite the members of such organization to attend the convention of the federation to be held in Montreal in 1970.

This convention follows an invitation by the present Minister of Roads. The experts estimate the number of people attending the convention will be between 6,000 and 8,000. Which means a contribution of about \$9,000,000 to the tourist industry.

(d) \$577 for travelling expenses and \$1,500 for hotel, representation and other expenses.

(e) 1-1-2.

Question by Mr. Théberge:

1. Has the government given up the garages and warehouses which were used

pôts qui étaient utilisés par le ministère de la Voirie, à Ville-Marie?

2. Dans l'affirmative:

a) des appels d'offres ont-ils été faits et, si tel est le cas, quels sont les noms et adresse des personnes qui ont présenté une offre ainsi que le montant de chacune;

b) à qui ces immeubles ont-ils été vendus, à quelle date et pour quel prix;

c) à quel endroit l'équipement du ministère de la Voirie sera-t-il remis dorénavant?

3. Entre-temps, le gouvernement a-t-il acheté un terrain à Ville-Marie pour y construire un entrepôt devant servir à abriter l'équipement du ministère du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche?

4. Dans l'affirmative:

a) où ce terrain est-il situé;

b) quelle en est la superficie;

c) quels sont les nom, prénoms et adresse du vendeur;

d) la date de la transaction;

e) le prix;

f) l'évaluation municipale?

5. Quels sont les noms de l'entrepreneur qui construira l'entrepôt et quel en sera le coût?

by the Department of Roads at Ville-Marie, since June 16th 1966?

2. If so:

(a) were tenders called for, and if so, what are the names and addresses of the persons who submitted bids and what was the amount of each bid;

(b) to whom were such immoveables sold, on what date and at what price;

(c) in what location will the equipment of the Department of Roads be stored in future?

3. In the meantime, did the government purchase a piece of land in Ville-Marie to construct a warehouse to be used to store the equipment of the Department of Tourism, Fish and Game?

4. If so:

(a) where is the land located;

(b) what is the area thereof;

(c) what are the name, given names and address of the vendor;

(d) what was the date of the transaction;

(e) what was the price;

(f) what was the municipal valuation?

5. What is the name of the contractor who will construct the building, and how much will it cost?

Réponse par M. Russell:

1. Non.

2. Nil.

3. Non.

4. Nil.

5. Nil.

Answer by Mr. Russell:

1. No.

2. Nil.

3. No.

4. Nil.

5. Nil.

Question par M. Brisson:

1. Le gouvernement ou ses offices, régies et commissions ont-ils retenu les services de M. Guy Dozois, de Montréal, depuis le 26 juin 1968?

2. Dans l'affirmative:

a) à quelle date;

b) dans quel service administratif et à quel titre;

c) à quel traitement annuel?

Question by Mr. Brisson:

1. Has the government or any of its bureaux boards or commissions retained the services of Mr. Guy Dozois, of Montreal, since June 26th 1968?

2. If so:

(a) on what date;

(b) in what administrative service and in what position;

(c) at what annual salary?

Réponse par M. Bertrand:

1. Oui.
2. 5 août 1968;
 - b) À titre de conseiller aux cadres pour la Commission de la Fonction publique;
 - c) \$18,000.

Question par M. Brisson:

1. Le gouvernement ou ses offices, régies et commissions ont-ils retenu les services de M. Rodrigue Pageau, 769 Cherbourg, Ste-Foy, depuis le 26 juin 1968?
2. Dans l'affirmative:
 - a) à quelle date;
 - b) dans quel service administratif et à quel titre;
 - c) à quel traitement annuel?

Réponse par M. Bertrand:

1. Oui.
2. a) 4 septembre 1968;
 - b) Conseiller au cabinet du premier ministre, à titre d'administrateur classe III;
 - c) \$18,000.

Question par M. Brisson:

1. Le gouvernement ou ses offices, régies et commissions ont-ils retenu les services de Me Antonio Dubé, avocat, de Rivière-du-Loup, depuis le 26 juin 1968?
2. Dans l'affirmative;
 - a) à quelle date;
 - b) dans quel service administratif et à quel titre;
 - c) à quel traitement annuel?

Réponse par M. Bertrand:

1. Oui.
 2. a) le 24 septembre 1968.
 - b) Sous-ministre pour le Ministère de la Justice;
 - c) Au traitement de \$27,500.
- Antérieurement au 24 septembre 1968, Me Dubé était procureur à honoraires,

Answer by Mr. Bertrand:

1. Yes.
2. (a) August 5th 1968;
 - (b) as an establishment adviser for the Civil Service Commission;
 - (c) \$18,000.

Question by Mr. Brisson:

1. Has the government, or any of its bureaux, boards or commissions retained the services of Mr. Rodrigue Pageau, 769 Cherbourg, St. Foy, since June 26th 1968?
2. If so:
 - (a) on what date;
 - (b) in what administrative service and in what position;
 - (c) at what annual salary?

Answer by Mr. Bertrand:

1. Yes.
2. (a) September 4th 1968;
 - (b) Adviser in the Prime Minister's office, as Administrator Class III;
 - (c) \$18,000.

Question by Mr. Brisson:

1. Has the government or any of its bureaux, boards or commissions retained the services of Mr. Antonio Dubé, Advocate, of Rivière-du-Loup, since June 26th 1968?
2. If so:
 - (a) on what date;
 - (b) in what administrative service and in what position;
 - (c) at what annual salary?

Answer by Mr. Bertrand:

1. Yes.
 2. (a) September 24th 1968;
 - (b) Deputy Minister at the Department of Justice;
 - (c) Salary \$27,500.
- Prior to September 24th 1968, Mr. Dubé had been a prosecutor on a basis of

les honoraires variant entre \$10 et \$30 par cause pénale, depuis le 23 septembre 1966.

Question par M. Brown:

1. Le ministère du Tourisme, Chasse et Pêche, a-t-il acheté des copies d'un livre écrit par M. Pelletier et intitulé, « Fauna of the Laurentians and Its Economic Implications » ?

2. Dans l'affirmative:

- a) combien de copies ont été achetées;
- b) combien a été payé par copie ?

3. Quelles sont les intentions du ministère concernant l'emploi des copies achetées ?

4. Quel est le prénom de M. Pelletier ?

Réponse par M. Loubier:

1. Non.

2. Nil.

3. C'est l'intention du ministère de se procurer 2,000 copies de cette publication, mais le ministère attend pour le faire l'autorisation de la Trésorerie. S'il achète ces volumes, il les distribuera à ceux qui en feront la demande.

4. J.-P.-André Pelletier.

Question par M. Brown:

1. Au 1er septembre 1968, quel montant d'argent était retenu en fiducie par Montréal Trust Company dans le fonds de pension de Southern Canada Power Company, qui avait une balance au crédit de \$6,136,111 au 31 décembre 1965 ?

2. Quels montants d'intérêt le fonds de pension a-t-il rapportés au 31 décembre 1965, 1966 et 1967 ?

3. Quels montants ont été payés à même ce fonds pour chacune des années se terminant le 31 décembre 1965, 1966 et 1967, pour les item suivants:

- a) les frais d'administration payables à Montréal Trust Company Limited;
- b) les pensions payées aux anciens employés;

fees, the fees varying between \$10 and \$30 per penal case, since September 23rd 1966.

Question by Mr. Brown:

1. Did the department of Tourism, Fish and Game purchase any copies of a book written by Mr. Pelletier and entitled "Fauna of the Laurentians and Its Economic Implications" ?

2. If so:

- (a) how many copies were purchased;
- (b) how much was paid per copy ?

3. What are the intentions of the Department relative to the use of the copies purchased ?

4. What is the given name of Mr. Pelletier ?

Answer by Mr. Loubier:

1. No.

2. Nil.

3. It is the Department's intention to obtain 2,000 copies of this publication, but the Department is waiting for the authorization of the Treasury Board. If these books are purchased, the Department will distribute them to persons requesting them.

4. J.-P. André Pelletier.

Question by Mr. Brown:

1. As at September 1st 1968, how much money was held in trust by the Montreal Trust Company in the pension fund of Southern Canada Power Company Limited, which showed a credit balance of \$6,136,111 as at December 31st 1965 ?

2. What amounts of interest were derived from the pension fund as at December 31st 1965, 1966 and 1967 ?

3. What amount was paid out of this fund in each of the years ended December 31st 1965, 1966 and 1967, for the following items:

- (a) administrative charges payable to the Montreal Trust Company Limited;
- (b) pensions paid to former employees;

c) les frais non-inclus dans les investissements;

d) tout autre frais non-mentionné à a), b) et c) ci-haut ?

4. Quel montant de l'excédent des revenus sur les dépenses a été réinvesti pour chacune des années se terminant le 31 décembre 1965, 1966 et 1967 ?

5. Quelle sera le solde du fonds de pension, suivant le calcul des actuaires du gouvernement, lorsque toutes les personnes qui retirent actuellement une pension seront décédées ?

Réponse par M. Allard :

Les chiffres ci-dessous sont calculés au 30 septembre, date à laquelle se termine l'année financière.

1. \$6,718,356.

2. 1965: \$320,289.

1966: \$351,649.

1967: \$363,632.

3. a) Ces paiements ne sont pas imputables à ce fonds;

b) 1965: \$142,381.

1966: \$153,052.

1967: \$158,596;

c) Ces paiements ne sont pas imputables à ce fonds;

d) Ces paiements ne sont pas imputables à ce fonds.

4. 1965: \$470,336.

1966: \$258,568.

1967: \$210,063.

5. L'Hydro-Québec ne possède pas ces renseignements. Cependant il y a lieu de mentionner que les actuaires de l'Hydro ont déclaré au 31 décembre 1965 un déficit actuarial de \$376,889.

Question par M. Brown :

1. Quelle quantité de gravier naturel ou concassé a été employé dans le comté de Brome, du 16 juin 1966 au 30 septembre 1968, pour la construction, l'entretien et la réparation de routes, et pour le sablage des chemins d'hiver ?

(c) costs not included in investment;

(d) any other charges not shown in (a), (b) and (c) above ?

4. What amount of the excess of revenues over expenditures was reinvested for each of the years ended December 31st 1965, 1966 and 1967 ?

5. What will be the balance remaining in the pension fund, as calculated by the government actuaries, when all the persons at present drawing pensions have passed away ?

Answer by Mr. Allard :

The following figures were calculated as at September 30th, the final date of the fiscal year.

1. \$6,718,356.

2. 1965: \$320,289.

1966: \$351,649.

1967: \$363,632.

3. (a) These payments are not imputable to this fund.

(b) 1965: \$142,381.

1966: \$153,052.

1967: \$158,596;

(c) These payments are not imputable to this fund;

(d) These payments are not imputable to this fund.

4. 1965: \$470,336.

1966: \$258,568.

1967: \$210,063.

5. Hydro-Québec does not have this information. However, it is expedient to mention that the actuaries of Hydro-Québec declared an actuarial deficit of \$376,889 as at December 31st 1965.

Question by Mr. Brown :

1. What quantity of natural and crushed gravel was used in Brome County, from June 16th 1966 to September 30th 1968, for the construction, maintenance and repair of roads, and for the sanding of winter roads ?

2. Quelle quantité de gravier a été livrée du comté de Brome?

3. Quelle quantité de gravier a été livrée du comté de Shefford?

4. Qui a fourni le gravier venant du comté de Shefford?

5. Quels sont les cantons du comté de Brome, soit Brome, Bolton, Adamsville, Sutton et Potton, qui ont reçu du gravier livré de carrières situées dans le comté de Shefford?

2. What quantity of gravel was supplied from Brome County?

3. What quantity of gravel was supplied from Shefford County?

4. Who supplied the gravel which came from Shefford County?

5. What townships in Brome County, i.e. Brome, Bolton, Adamsville, Sutton and Potton, received gravel supplied from pits located in Shefford County?

Réponse par M. Bertrand:

Par le ministère de l'Agriculture et de la Colonisation.

1. 6,831.30 verges cubes de gravier naturel et concassé.

2. 6,054.30 verges cubes de gravier naturel et concassé.

3. Aucune.

4. Nil.

5. Aucun.

Par le ministère de la Voirie.

1. 405,470 tonnes.

2. 402,014 tonnes.

3. 3,456 tonnes.

4. Banc Les Marbres Waterloo.

5. Aucun.

Answer by Mr. Bertrand:

By the Department of Agriculture and Colonization:

1. 6,831.30 cubic yards of natural and crushed gravel.

2. 6,054.30 cubic yards of natural and crushed gravel.

3. None.

4. Nil.

5. None.

By the Department of Roads:

1. 405,470 tons.

2. 402,014 tons.

3. 3,456 tons.

4. Banc Les Marbres Waterloo.

5. None.

Question par M. Brown:

Quelle est la quantité moyenne de lait vendu quotidiennement dans la province de Québec par des cultivateurs qui habitent et exploitent des fermes dans la province d'Ontario?

Question by Mr. Brown:

What is the average amount of fluid milk sold daily in the province of Québec by farmers who live and farm in the province of Ontario?

Réponse par M. Vincent:

Moyenne quotidienne de lait nature expédié sur le Marché de Montréal: 167,435 livres. Nous n'avons aucun statistique en ce qui concerne le lait de transformation.

Answer by Mr. Vincent:

Average daily quantity of raw milk shipped into the Montreal market: 167,435 pounds. We do not have any statistics respecting milk for manufacturing.

Question par M. Brown:

1. Au 1er octobre 1968, combien de personnes dans la province de Québec qui souffrent de maladie mentale ont été placées dans des maisons privées par les

Question by Mr. Brown:

1. As at October 1st 1968, how many persons in the province of Québec who are suffering from mental illness have been placed in private homes by the

hôpitaux d'aliénés, et dont les dépenses sont payées par le gouvernement, soit par le ministère de la Famille et du Bien-Être social soit par le ministère de la Santé?

2. Quel est le montant moyen payé par le gouvernement aux hôpitaux d'aliénés pour chacun de ces malades?

3. Quel est le montant moyen payé par tête à ces maisons privées pour prendre soin des nécessiteux dont les familles n'ont pas les moyens d'en prendre soin?

Réponse par M. Cloutier:

1. Au 1er octobre 1968, 2,522 personnes souffrant de maladie mentale étaient placées dans des foyers affiliés.

2. Le montant moyen payé par le gouvernement aux établissements relevant des Services psychiatriques est de \$11.07 par jour.

3. Le montant maximum autorisé est de \$3.50;

La moyenne payée est de \$3.25.

Question par M. Lacroix:

1. Le ministère de la Voirie a-t-il acquis un terrain et des bâtisses appartenant à M. Jean-Paul Laflamme, de St-Gervais, comté de Bellechasse, depuis le 16 juin 1966 jusqu'à ce jour?

2. Dans l'affirmative, quelle était alors l'évaluation municipale:

a) du terrain;

b) des bâtisses?

3. Quelle est la date du contrat?

4. Quelle proportion du terrain a été acquise?

5. Y a-t-il eu déplacement des bâtisses?

6. Quel est le montant total de l'indemnité qui a été payée à M. Laflamme et par qui celle-ci a-t-elle été fixée?

Réponse par M. Lafontaine:

1. Oui.

2. a) \$300;

b) \$2,700.

mental hospitals, and whose expenses are paid by the government, either through the Department of Family and Social Welfare or through the Department of Health?

2. What is the average amount paid to the mental hospitals by the government for each one of these patients?

3. What is the average per capita amount paid to such private homes for the care of needy cases whose families cannot afford to help them?

Answer by Mr. Cloutier:

1. As at October 1st 1968, 2,522 persons suffering from mental diseases had been placed in affiliated homes.

2. The average amount paid by the government to the establishments under the jurisdiction of the Psychiatric Services is \$11.07 per day.

3. The maximum amount authorized is \$3.50;

The average amount paid is \$3.25.

Question by Mr. Lacroix:

1. Did the Department of Roads acquire a piece of land and some buildings belonging to Mr. Jean-Paul Laflamme, of St-Gervais, Bellechasse County, from June 16th 1966 to date?

2. If so, what was the municipal valuation at the time:

(a) of the land;

(b) of the buildings?

3. What was the date of the contract?

4. What part of the piece of land was acquired?

5. Were the buildings moved?

6. What is the total amount of the compensation paid to Mr. Laflamme, and by whom was it assessed?

Answer by Mr. Lafontaine:

1. Yes.

2. (a) \$300;

(b) \$2,700.

3. 3 juillet 1968.

4. Expropriation totale.

5. Non.

6. \$40,000 moins \$1,000 à titre de paiement par l'exproprié pour la récupération des matériaux lors de la libération de l'emprise pour la construction de la route. L'expropriation comprenait une maison, un édifice commercial et un commerce de meubles. L'indemnité a été fixée par MM. J. L. Bissonnette, évaluateur, et Rosaire Olivier, réviseur, au Service d'Expropriations du ministère de la Voirie.

Question par M. Lacroix:

1. Depuis le 16 juin 1966 jusqu'à ce jour, le ministère de la Voirie a-t-il acquis une propriété de M. Lucien Doiron, de St-Vallier, comté de Bellechasse?

2. Dans l'affirmative, quels sont:

a) l'évaluation municipale:

i) du terrain;

ii) des bâtisses;

b) le prix payé par M. Doiron lorsqu'il s'est porté acquéreur de ce terrain;

c) la proportion du terrain vendue au ministère;

d) le prix de vente:

i) du terrain;

ii) des bâtisses?

3. Quels sont les noms des évaluateurs qui ont établi l'indemnité à être versée à M. Doiron?

Réponse par M. Lafontaine:

1. Oui.

2. a) i) \$510;

ii) \$2,890;

b) \$2,000;

c) Vente totale;

d) i) \$9,506;

ii) \$11,092.

3. M. J. L. Bissonnette, évaluateur au Service des Expropriations du ministère de la Voirie.

3. July 3rd 1968.

4. Total expropriation.

5. No.

6. \$40,000 less \$1,000 as payment by the expropriated person for the recovery of materials at the time of the expropriation for the construction of the highway. The expropriation included a house, a business building and a furniture business. The compensation was determined by Messrs. J. L. Bissonnette, Assessor, and Rosaire Olivier, Auditor, of the Expropriations Service of the Department of Roads.

Question by Mr. Lacroix:

1. Did the Department of Roads acquire a property from Mr. Lucien Doiron, of St-Vallier, Bellechasse County, from June 16th 1966 to date?

2. If so:

(a) what is the municipal valuation:

(i) of the piece of land;

(ii) of the buildings;

(b) what was the price paid by Mr. Doiron when he purchased such piece of land;

(c) what part of the land was sold to the Department;

(d) what was the selling price:

(i) of the piece of land;

(ii) of the buildings?

3. What are the names of the appraisers who established the compensation to be paid to Mr. Doiron?

Answer by Mr. Lafontaine:

1. Yes.

2. (a) (i) \$510;

(ii) \$2,890;

(b) \$2,000;

(c) Total sale;

(d) (i) \$9,506;

(ii) \$11,092.

3. Mr. J. L. Bissonnette, Assessor at the Expropriations Service of the Department of Roads.

Question par M. Maltais (Saguenay):

1. Le ministère des Terres et Forêts a-t-il acheté un terrain, depuis le 16 juin 1966, en vue de construire un entrepôt à East Angus, comté de Compton?

2. Dans l'affirmative, quels sont:

a) les nom, prénoms et adresse du vendeur;

b) la superficie du terrain vendu au ministère;

c) la date et le prix payé par le ministère;

d) le prix payé par le vendeur lorsqu'il s'est porté acquéreur du terrain;

e) l'évaluation municipale de la partie vendue au ministère;

f) les nom, prénoms et adresse des personnes qui ont négocié la vente avec le ministère?

3. Des appels d'offres ont-ils été publiés dans les journaux, tant pour la construction de l'entrepôt que pour les fournitures et autres articles requis?

4. Dans l'affirmative, quels sont les nom, prénoms et adresse des personnes qui ont répondu et le montant de chaque soumission?

5. À qui le ou les contrats ont-ils été accordés et quels en sont les montants?

6. Quels sont, en détail, tous les montants payés à quelque titre que ce soit concernant ledit entrepôt?

Réponse par M. Gosselin:

1. Non.

2. Nil.

3. Nil.

4. Nil.

5. Nil.

6. Nil.

Question par M. Mailloux:

1. Le gouvernement ou ses offices, régies et commissions ont-ils retenu les services

Question by Mr. Maltais (Saguenay):

1. Has the Department of Lands and Forests purchased a piece of land, since June 16th 1966, in order to construct a warehouse at East Angus, Compton County?

2. If so:

(a) what are the name, given names and address of the vendor;

(b) what is the area of the piece of land sold to the Department;

(c) what was the date and the price paid by the Department;

(d) what was the price paid by the vendor when he purchased the piece of land;

(e) the municipal valuation of the part sold to the Department;

(f) the names, given names and addresses of the persons who negotiated the sale with the Department?

3. Were calls for tenders published in the newspapers, both for the construction of the warehouse and the furnishings and other required articles?

4. If so, what are the names, given names and addresses of the persons who replied and what was the amount of each bid?

5. To whom was the contract or contracts awarded, and what are the amounts thereof?

6. What are the items of all the amounts paid for any purpose whatsoever respecting the said warehouse?

Answer by Mr. Gosselin:

1. No.

2. Nil.

3. Nil.

4. Nil.

5. Nil.

6. Nil.

Question by Mr. Mailloux:

1. Did the government or any of its bureaux, boards or commissions retain the

de M. Pierre Néron, 324 rue St-Étienne, La Malbaie, comté de Charlevoix, depuis le 16 juin 1966 jusqu'au 29 novembre 1968 ?

2. Dans l'affirmative:

- a) à quelle date;
- b) dans quel service administratif;
- c) à quel titre;
- d) quel est le tarif de ses honoraires ou son salaire annuel;
- e) quel est le montant total des traitements, honoraires et autres rétributions qui lui ont été versés ?

3. Sa nomination a-t-elle été faite à la suite d'un concours de la Commission de la fonction publique annoncé par la voie des journaux et, le cas échéant, à quelle date et à quel endroit ce concours a-t-il eu lieu ?

Réponse par M. Bertrand:

- 1. Non.
- 2. Nil.
- 3. Nil.

services of Mr. Pierre Néron, 324 St-Étienne Street, Murray Bay, Charlevoix County, from June 16th 1966 to November 29th 1968 ?

2. If so:

- (a) on what date;
- (b) in what administrative service;
- (c) in what position;
- (d) what is the tariff of his fees or his annual salary;
- (e) what is the total amount of the salary, fees and other remuneration paid to him ?

3. Was his appointment made following a Civil Service Commission competition advertised in the newspapers, and if so, where and on what date was the competition held ?

Answer by Mr. Bertrand:

- 1. No.
- 2. Nil.
- 3. Nil.

Du consentement unanime de la chambre les questions suivantes inscrites au feuillet de l'Assemblée législative en date du 18 décembre 1968 sont converties en ordres de la chambre et déposées:

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante par M. Lacroix:

1. Quel montant total le ministère des Travaux publics a-t-il payé en honoraires à des architectes, ingénieurs professionnels et autres personnes, depuis le 1er janvier 1967 jusqu'au 25 octobre 1968 ?

2. Quels sont les nom, prénoms et adresse de ces personnes ainsi que le montant payé à chacune ?

3. À quel projet chaque dépense s'applique-t-elle ?

With the unanimous consent of the House the following questions put down on the Agenda Paper of the Legislative Assembly dated December 18th 1968 were converted into Orders of the House and tabled:

The Order of the Day being called for the consideration by the House of a question by Mr. Lacroix:

1. What was the total amount paid by the Department of Public Works in the form of fees to architects, professional engineers and any other persons, from January 1st 1967 to October 25th 1968 ?

2. What are the names, given names and addresses of such persons and what amount was paid to each one ?

3. To what project does each expenditure apply ?

Sur la motion de M. Paul, il est—

Ordonné qu'il soit produit et déposé sur le bureau de la chambre un document contenant les informations demandées.

M. Russell dépose sur le bureau de la chambre ledit document.

(Document de la session no 3.)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante par M. Leduc (Taillon):

1. Depuis le 1er août 1966 jusqu'au 22 octobre 1968, le gouvernement ou ses offices, régies et commissions ont-ils retenu les services de Me Roger Gosselin, avocat, domicilié à 2162 Parc Bourbonnière, Sillery?

2. Dans l'affirmative:

a) à quelle date;

b) dans quel service administratif;

c) à quel titre;

d) quels sont, en détail, les montants qui lui ont été versés à quelque titre que ce soit?

Sur la motion de M. Paul, il est—

Ordonné qu'il soit produit et déposé sur le bureau de la chambre un document contenant les informations demandées.

M. Bertrand dépose sur le bureau de la chambre ledit document.

(Document de la session no 4.)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante par M. Beaupré:

1. Depuis le 1er août 1966 jusqu'au 22 octobre 1968, le gouvernement ou ses offices, régies et commissions ont-ils retenu les services de Me Jean-Paul Drolet, avocat, domicilié à 2924 Courcelles, Ste-Foy?

2. Dans l'affirmative:

a) à quelle date;

b) dans quel service administratif;

c) à quel titre;

On motion of Mr. Paul,—

Ordered, That there be tabled a document covering the information requested.

Mr. Russell tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 3.)

The Order of the Day being called for the consideration by the House of a question by Mr. Leduc (Taillon):

1. From August 1st 1966 to October 22nd 1968, did the government or any of its bureaux, boards or commissions retain the services of Mr. Roger Gosselin, Advocate, domiciled at 2162 Parc Bourbonnière, Sillery?

2. If so:

(a) on what date;

(b) in what administrative service;

(c) in what position;

(d) what are the amounts, in detail, that were paid to him for any appointment whatsoever?

On motion of Mr. Paul,—

Ordered, That there be tabled a document covering the information requested.

Mr. Bertrand tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 4.)

The Order of the Day being called for the consideration by the House of a question by Mr. Beaupré:

1. From August 1st 1966 to October 22nd 1968, did the government or any of its bureaux, boards or commissions retain the services of Mr. Jean-Paul Drolet, Advocate, residing at 2924 Courcelles, St. Foy?

2. If so:

(a) on what date;

(b) in what administrative service;

(c) in what position;

d) quels sont, en détail, les montants qui lui ont été versés à quelque titre que ce soit ?

Sur la motion de M. Paul, il est—

Ordonné qu'il soit produit et déposé sur le bureau de la chambre un document contenant les informations demandées.

M. Bertrand dépose sur le bureau de la chambre ledit document.

(Document de la session no 5.)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante par M. Lacroix:

1. Quels montants le ministère de la Voirie a-t-il dépensés dans le comté des Iles-de-la-Madeleine, au cours des années 1966/67 et 1967/68 respectivement, pour:

- a) construction de chemins;
- b) amélioration de chemins;
- c) entretien de chemins d'hiver?

2. Quels sont, dans chaque cas:

a) les noms et adresses des personnes à qui des paiements ont été faits;

b) la nature des services rendus;

c) l'endroit?

Sur la motion de M. Paul, il est—

Ordonné qu'il soit produit et déposé sur le bureau de la chambre un document contenant les informations demandées.

M. Lafontaine dépose sur le bureau de la chambre ledit document.

(Document de la session no 6.)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante par M. Pinard:

1. Depuis le 1er août 1966 jusqu'au 6 novembre 1968, le gouvernement ou ses offices, régies et commissions ont-ils

(d) what are the amounts, in detail, that were paid to him for any appointment whatsoever?

On motion of Mr. Paul,—

Ordered, That there be tabled a document covering the information requested.

Mr. Bertrand tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 5.)

The Order of the Day being called for the consideration by the House of a question by Mr. Lacroix:

1. What amounts were spent by the Department of Roads in Magdalen Islands County in 1966/67 and 1967/68, respectively, on:

- (a) the construction of roads;
- (b) road improvement;
- (c) the maintenance of winter roads?

2. In each case:

(a) what are the names and addresses of the persons to whom such payments were made;

(b) what was the nature of the services rendered;

(c) at what place was the work carried out?

On motion of Mr. Paul,—

Ordered, That there be tabled a document covering the information requested.

Mr. Lafontaine tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 6.)

The Order of the Day being called for the consideration by the House of a question by Mr. Pinard:

1. From August 1st 1966 to November 6th 1968, did the government or any of its bureaux, boards or commissions retain the

retenu les services professionnels de Me Robert Lafrenière, avocat, domicilié à 938 Chanoine Scott, Ste-Foy ?

2. Dans l'affirmative:

- a) à quelles dates;
- b) pour quels ministères, offices, régies ou commissions;
- c) à quel titre;
- d) quels sont, en détail, les travaux qui lui ont été confiés et les montants qui lui ont été versés à quelque titre que ce soit ?

Sur la motion de M. Paul, il est—

Ordonné qu'il soit produit et déposé sur le bureau de la chambre un document contenant les informations demandées.

M. Bertrand dépose sur le bureau de la chambre ledit document.

(Document de la session no 7.)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante par M. Lacroix:

1. Quels sont les nom, prénoms et adresse de la personne qui a vendu au gouvernement le terrain pour l'établissement du terrain de camping de la Pointe-aux-Oies de Montmagny ?

2. Quelles sont les dimensions de ce terrain ?

3. Quelle était l'évaluation municipale avant la transaction ?

4. Le gouvernement a-t-il retenu les services d'évaluateurs professionnels ou d'agents d'immeubles à l'occasion de cette transaction et, le cas échéant, quels sont:

- a) leurs nom, prénoms et adresse;
- b) les montants payés à chacun en honoraires et remboursements de dépenses ?

5. Quel prix le gouvernement a-t-il payé pour le terrain ?

6. Quel était, en date du 22 octobre 1968, le montant total dépensé pour l'établissement de ce camping ?

professional services of Mr. Robert Lafrenière, Advocate, residing at 938 Chanoine Scott, St. Foy ?

2. If so:

- (a) on what dates;
- (b) for what Departments, bureaux, boards or commissions;
- (c) in what position;
- (d) what are the details of the work with which he was entrusted, and what are the detailed amounts which were paid to him for any purpose whatsoever ?

On motion of Mr. Paul,—

Ordered, That there be tabled a document covering the information requested.

Mr. Bertrand tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 7.)

The Order of the Day being called for the consideration by the House of a question by Mr. Lacroix:

1. What are the name, given names and address of the person who sold the government the land for the setting up of a camping ground at Pointe-aux-Oies, Montmagny ?

2. What are the dimensions of the piece of land ?

3. What was the municipal valuation before the transaction ?

4. Did the government retain the services of professional assessors or real estate agents when such transaction was made, and if so:

- (a) what are their names, given names and addresses;
- (b) what amounts were paid to each one in fees and reimbursement of expenses ?

5. What price did the government pay for the land ?

6. What total amount had been spent to set up this camping ground, as at October 22nd 1968 ?

7. À qui ce montant a-t-il été payé et combien dans chaque cas ?

Sur la motion de M. Paul, il est—

Ordonné qu'il soit produit et déposé sur le bureau de la chambre un document contenant les informations demandées.

M. Loubier dépose sur le bureau de la chambre ledit document.

(Document de la session no 8.)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante par M. Maltais (Saguenay):

1. Quel montant total le gouvernement a-t-il dépensé pour le montage et la présentation du spectacle « Sons et Lumières » sur la colline parlementaire, à l'été 1967 ?

2. Quel est le détail de cette dépense ?

3. Quel a été le nombre total de spectacles présentés ?

Sur la motion de M. Paul, il est—

Ordonné qu'il soit produit et déposé sur le bureau de la chambre un document contenant les informations demandées.

M. Tremblay (Chicoutimi) dépose sur le bureau de la chambre ledit document.

(Document de la session no 9.)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante par M. Courcy:

1. Quels sont les noms et adresse des personnes ou entreprises du comté de Bagot qui ont loué des camions, de la machinerie et de l'outillage de toutes sortes au ministère de la Voirie au cours des mois de:

a) septembre 1968;

b) octobre 1968;

c) du 1er au 14 novembre 1968 ?

2. Quels sont, pour chaque location:

a) la catégorie des articles loués;

7. To whom was such amount paid, and how much in each case ?

On motion of Mr. Paul,—

Ordered, That there be tabled a document covering the information requested.

Mr. Loubier tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 8.)

The Order of the Day being called for the consideration by the House of a question by Mr. Maltais (Saguenay):

1. What was the total amount spent by the government to install and present the "Sons et Lumières" display on Parliament Hill, during the summer of 1967 ?

2. What are the details of such expenditure ?

3. What was the total number of displays presented ?

On motion of Mr. Paul,—

Ordered, That there be tabled a document covering the information requested.

Mr. Tremblay (Chicoutimi) tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 9.)

The Order of the Day being called for the consideration by the House of a question by Mr. Courcy:

1. What are the names and addresses of the persons or firms in Bagot County which rented trucks, machinery and equipment to the Department of Roads in the months of:

(a) September 1968;

(b) October 1968;

(c) from November 1st to 14th 1968 ?

2. In the case of each rental:

(a) what was the category of the articles rented;

- b) le coût;
c) la nature et l'endroit des travaux à exécuter ?

Sur la motion de M. Paul, il est—

Ordonné qu'il soit produit et déposé sur le bureau de la chambre un document contenant les informations demandées.

M. Lafontaine dépose sur le bureau de la chambre ledit document.

(Document de la session no 10.)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante par M. Courcy:

1. Quels sont les nom et adresse des personnes ou entreprises du comté de Bagot qui ont loué des camions, de la machinerie et de l'outillage de toutes sortes au ministère de l'Agriculture et Colonisation au cours des mois de:

- a) septembre 1968;
b) octobre 1968;
c) du 1er au 14 novembre 1968 ?

2. Quels, sont, pour chaque location:

- a) la catégorie des articles loués;

b) le coût;
c) la nature et l'endroit des travaux à exécuter ?

Sur la motion de M. Paul, il est—

Ordonné qu'il soit produit et déposé sur le bureau de la chambre un document contenant les informations demandées.

M. Vincent dépose sur le bureau de la chambre ledit document.

(Document de la session no 11.)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante par M. Roy:

1. Du 1er juillet 1960 au 15 juin 1966, le gouvernement ou ses offices, régies et commissions ont-ils retenu les services de Me Jean Turgeon, avocat, domicilié à 1251 des Pins, Sillery ?

- (b) what was the cost;

- (c) what was the nature and location of the work to be carried out ?

On motion of Mr. Paul,—

Ordered, That there be tabled a document covering the information requested.

Mr. Lafontaine tabled the said document.

(Sessional Paper, No. 10.)

The Order of the Day being called for the consideration by the House of a question by Mr. Courcy:

1. What are the names and addresses of the persons or firms in Bagot County which rented trucks, machinery and equipment to the Department of Agriculture and Colonization in the months of:

- (a) September 1968;
(b) October 1968;
(c) from November 1st to 14th 1968 ?

2. In the case of each rental:

- (a) what was the category of the articles rented;
(b) what was the cost;
(c) what was the nature and location of the work to be carried out ?

On motion of Mr. Paul,—

Ordered, That there be tabled a document covering the information requested.

Mr. Vincent tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 11.)

The Order of the Day being called for the consideration by the House of a question by Mr. Roy:

1. From July 1st 1960 to June 15th 1966, did the government or any of its bureaux, boards or commissions retain the services of Mr. Jean Turgeon, Advocate, domiciled at 1251 Pine Avenue, Sillery ?

2. Dans l'affirmative:

- a) à quelle date;
- b) dans quel service administratif;
- c) à quel titre;
- d) quels sont, en détail les montants qui lui ont été versés à quelque titre que ce soit ?

Sur la motion de M. Paul, il est—

Ordonné qu'il soit produit et déposé sur le bureau de la chambre un document contenant les informations demandées.

M. Bertrand dépose sur le bureau de la chambre ledit document.

(Document de la session no 12.)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante par M. Pinard:

1. Quel est le nombre total d'ouvriers saisonniers, occasionnels et à temps partiel dont les services ont été retenus pour le compte du ministère de la Voirie, dans le comté de Bagot, depuis le 1er septembre 1968 jusqu'à ce jour ?

2. Quels sont dans chaque cas:

- a) les nom, prénoms et adresse;
- b) l'endroit et la nature du travail;
- c) le montant total du salaire payé ?

Sur la motion de M. Paul, il est—

Ordonné qu'il soit produit et déposé sur le bureau de la chambre un document contenant les informations demandées.

M. Lafontaine dépose sur le bureau de la chambre ledit document.

(Document de la session no 13.)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante par M. Houde:

1. Quels sont les nom, prénoms, fonctions et traitement du personnel permanent du Service de l'éducation physique

2. If so:

- (a) on what date;
- (b) in what administrative service;
- (c) in what position;
- (d) what are the detail of the amounts paid to him for any purpose whatsoever ?

On motion of Mr. Paul,—

Ordered, That there be tabled a document covering the information requested.

Mr. Bertrand tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 12.)

The Order of the Day being called for the consideration by the House of a question by Mr. Pinard:

1. What is the total number of seasonal, casual and part time workmen whose services were retained on behalf of the Department of Roads in Bagot County, from September 1st 1968 to date ?

2. In each case:

- (a) what is the name, given name and address;
- (b) what is the nature and location of the work;
- (c) what is the total amount of the salary paid ?

On motion of Mr. Paul,—

Ordered, That there be tabled a document covering the information requested.

Mr. Lafontaine tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 13.)

The Order of the Day being called for the consideration by the House of a question by Mr. Houde:

1. What are the names, given names, duties and salaries of the permanent personnel of the Physical Education Serv-

au ministère de l'Éducation, en date du 20 novembre 1968 ?

2. Des coopérateurs de nationalité française, à titre militaire, ont-ils été affectés à ce Service, depuis le 1er janvier 1967 jusqu'au 20 novembre 1968 ?

3. Dans l'affirmative, quels sont, dans chaque cas :

a) les nom et prénoms;

b) la durée de l'affectation;

c) la fonction occupée au cours de l'affectation;

d) le montant total payé en traitement, honoraires, dépenses, etc. ?

4. Quel est le degré d'expérience éducative exigé pour l'engagement de cette catégorie de personnes ?

Sur la motion de M. Paul, il est—

Ordonné qu'il soit produit et déposé sur le bureau de la chambre un document contenant les informations demandées.

M. Cardinal dépose sur le bureau de la chambre ledit document.

(*Document de la session no 14.*)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante par M. Houde :

1. À quelles dates la Commission de la fonction publique du Québec a-t-elle publié les avis de concours nos 67PE-2123 et 68PE-2123 en vue du recrutement de spécialistes en sciences de l'éducation ?

2. Quels sont les nom, prénoms et adresse des candidats qui se sont inscrits à ces concours et le verdict des examinateurs dans chaque cas ?

3. Quels sont ceux dont les services ont subseqüemment été retenus et quels sont, dans chaque cas :

a) la date;

b) le titre de la fonction;

c) le traitement annuel ?

ice of the Department of Education, as at November 20th 1968 ?

2. Were any cooperators of French nationality and of military draft age attached to such Service between January 1st 1967 and November 20th 1968 ?

3. If so, and respecting each case :

(a) what are the names and given names;

(b) what is the length of the assignment;

(c) what is the position occupied during the assignment;

(d) what is the total amount paid in salary, fees, expenses, etc. ?

4. What degree of educational experience is required to warrant the engaging of such category of personnel.

On motion of Mr. Paul,—

Ordered, That there be tabled a document covering the information requested.

Mr. Cardinal tabled the said document.

(*Sessional Papers, No. 14.*)

The Order of the Day being called for the consideration by the House of a question by Mr. Houde :

1. On what dates did the Québec Civil Service Commission publish the notices for competitions Nos. 67PE-2123 and 68PE-2123 for the recruiting of specialists in educational sciences ?

2. What are the names, given names and addresses of the candidates who applied for such competitions and what was the verdict of the examiners in each case ?

3. Who are the ones whose services were subsequently engaged, and in each case :

(a) on what date;

(b) what is the name of the position;

(c) what is the annual salary ?

Sur la motion de M. Paul, il est—

Ordonné qu'il soit produit et déposé sur le bureau de la chambre un document contenant les informations demandées.

M. Bertrand dépose sur le bureau de la chambre ledit document.

(Document de la session no 15.)

On motion of Mr. Paul,—

Ordered, That there be tabled a document covering the information requested.

Mr. Bertrand tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 15.)

Les documents suivants sont déposés sur le bureau de la chambre:

The following documents were tabled:

Par M. Dozois:

By Mr. Dozois:

RAPPORT RELATIF AUX MANDATS SPÉCIAUX ÉMIS DURANT LA VACANCE DU PARLEMENT SUR L'ORDRE DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR EN CONSEIL ET SOUMIS EN VERTU DE L'ARTICLE 10 DU CHAPITRE 65 DES STATUTS REFOUDUS DE LA PROVINCE DE QUÉBEC, 1964.— PRÉPARÉ PAR L'AUDITEUR DE LA PROVINCE.

REPORT RELATIVE TO SPECIAL WARRANTS ISSUED DURING RECESS OF PARLIAMENT, ON AN ORDER OF THE LIEUTENANT-GOVERNOR IN COUNCIL AND SUBMITTED IN VIRTUE OF SECTION 10, CHAPTER 65 OF THE REVISED STATUTES OF THE PROVINCE OF QUÉBEC, 1964.— PREPARED BY THE AUDITOR OF THE PROVINCE.

Au 25 février, 1969
As at February 25, 1969

No	ORDRE DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR EN CONSEIL	Montant	Mandat d'argent émis	Solde disponible
	ORDER OF THE LIEUTENANT-GOVERNOR IN COUNCIL	Amount	Money Warrants issued	Balance

AUCUN — NIL

Ministère des Finances,

Finance Department,

Bureau de l'Auditeur de la province,

Auditor's Office,

L'Auditeur de la province,

Gustave-E. TREMBLAY,

Gustave-E. TREMBLAY,

Auditor of the Province,

Québec, le 25 février 1969.

Québec, February 25, 1969.

(Document de la session no 16.)

(Sessional Papers, No. 16.)

Comptes publics de la province de Québec, pour l'exercice clos le 31 mars 1968.

(Document de la session no 17.)

Public accounts of the Province of Québec, for the fiscal year ended March 31st 1968.

(Sessional Papers, No. 17.)

Par M. Cloutier:
Rapport du ministère de la Santé pour
l'année 1967.
(Document de la session no 18.)

By Mr. Cloutier:
Report of the Department of Health
for 1967.
(Sessional Papers, No. 18.)

M. Grenier propose, secondé par M. Plamondon:

Que l'adresse suivante soit votée et présentée à l'honorable Lieutenant-gouverneur de la province de Québec:

*À l'honorable
lieutenant-gouverneur
de la province de Québec,*

Nous, les membres de l'Assemblée nationale du Québec, réunis en session, vous prions de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il vous a plu de prononcer afin de faire connaître les motifs de la convocation du Parlement.

Et un débat s'élève.

Sur la motion de M. Lesage, secondé par M. Laporte, il est —

Ordonné que le débat soit ajourné.

Mr. Grenier moved, seconded by Mr. Plamondon:

That the following Address be voted and presented to the Honourable the Lieutenant-Governor of the Province of Québec:

*To the Honourable
the Lieutenant-Governor
of the Province of Québec,*

We, the members of the National Assembly of Québec, in session assembled, beg you to be pleased to accept, with the assurance of our loyalty to Her Majesty, our humble thanks for the Speech you have been pleased to deliver informing us of the reasons for calling the House.

And a debate arising thereon.

On motion of Mr. Lesage, seconded by Mr. Laporte,—

Ordered, That the debate be adjourned.

Du consentement unanime de la chambre, et sur la motion de M. Lussier, il est—

Ordonné que M. Lussier ait la permission de présenter le bill no 2, intitulé: « Loi concernant la ville de Québec ».

En conséquence, il présente ce bill qui est lu la première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la présente séance.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la chambre, pour étude au cours de la présente séance.

With the unanimous consent of the House, and on motion of Mr. Lussier, —

Ordered, That Mr. Lussier have leave to bring in bill No. 2, intituled: "An Act respecting the city of Québec".

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the present sitting.

The bill was accordingly read the second time, and committed for consideration during the present sitting.

Résolu que cette chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. le président ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans l'amender.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Sur la motion de M. Paul, il est—

Résolu, que la chambre s'ajourne maintenant.

Et, alors, la chambre s'ajourne.

Resolved, That this House do immediately resolve itself into a Committee of the Whole House for the consideration of the bill.

The House accordingly resolved itself into the said Committee; and after some time spent therein, Mr. President resumed the Chair; and the Chairman reported, that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, without any amendment.

Ordered, that the bill be now read the third time.

The bill was accordingly read the third time.

On motion of Mr. Paul,—

Resolved, that the House doth now be adjourned.

And then the House adjourned.

N° 3

**JEUDI,
27 février 1969**

Trois heures de l'après-midi.

Prière.

M. LeBel, président du comité spécial institué pour étudier les moyens d'améliorer le travail de l'Assemblée nationale, présente le deuxième rapport de ce comité ainsi qu'il suit:

Le comité recommande que la sanction des projets de Loi ait lieu au cabinet du lieutenant-gouverneur, en présence du Président de l'Assemblée nationale, du Premier ministre, du chef de l'Opposition et du secrétaire de la chancellerie ou de leurs représentants.

Le président de l'Assemblée nationale fait rapport à la Chambre et la liste des projets de Loi sanctionnés est publiée au procès-verbal.

Le rapport est lu et adopté.

M. Paul propose:

Que nonobstant l'article 760 du règlement de l'Assemblée nationale, les comités permanents et spéciaux puissent siéger avant l'adoption de l'adresse en réponse au discours inaugural.

La motion est adoptée.

Les documents suivants sont déposés sur le bureau de la chambre:

Par M. Bertrand:

Allocution d'ouverture de M. Jean-Jacques Bertrand, premier ministre du

**THURSDAY,
February 27th 1969**

Three o'clock, P.M.

Prayers.

Mr. LeBel, Chairman of the Special Committee appointed to examine the means of improving the work of the National Assembly, presented to the House the second report of the said Committee as follows:

The Committee recommends that the sanctioning of bills take place in the office of the Lieutenant-Governor, in the presence of the President of the National Assembly, the Prime Minister, the Leader of the Opposition and the Clerk of the Crown in Chancery or their representatives.

The President of the National Assembly shall report to the House and the list of bills sanctioned shall be published in the Votes and Proceedings.

The report was read and adopted.

Mr. Paul moved:

That notwithstanding Article 760 of the Rules and Standing Orders of the National Assembly, the Standing and Special Committees be allowed to sit before the adoption of the Address in reply to the Inaugural Speech.

The motion was adopted.

The following documents were tabled:

By Mr. Bertrand:

Opening statement by Mr. Jean-Jacques Bertrand, Prime Minister of Québec, at

Québec, à la conférence constitutionnelle canadienne, tenue à Ottawa, le 10 février 1969.

(Document de la session no 19.)

the Canadian Constitutional Conference, held at Ottawa, February 10th 1969.

(Sessional Papers, No. 19.)

Par M. Paul:

Rapport annuel du secrétariat de la province pour l'exercice 1967/68.

(Document de la session no 20.)

By Mr. Paul:

Annual report of the Department of the Provincial Secretary, for the fiscal year 1967/68.

(Sessional Papers, No. 20.)

Par M. Beaudry:

Rapport annuel sur les pêcheries du Québec, pour l'exercice 1967/68.

(Document de la session no 21.)

By Mr. Beaudry:

Annual report on the Fisheries of Québec, for the fiscal year 1967/68.

(Sessional Papers, No. 21.)

La motion de M. Pearson inscrite au feuillet de l'Assemblée législative, en date du 18 décembre 1968, ordonnant qu'il soit déposé sur le bureau de la chambre le document suivant, est adoptée:

Copie de toute correspondance, mémoires, rapports et autres documents échangés entre le gouvernement du Québec, aucun de ses membres ou fonctionnaires, et les autorités ou les représentants du Centre de Psychologie et de Pédagogie, 260 rue Faillon Ouest, Montréal, concernant la vente de cet établissement, depuis le 1er janvier 1968 jusqu'à ce jour.

M. Cardinal dépose sur le bureau de la chambre ledit document.

(Document de la session no 22.)

The motion of Mr. Pearson put down on the Agenda Paper of the Legislative Assembly, dated December 18th 1968, ordering that the following document be laid before the House, was adopted.

A copy of all correspondence, briefs, reports and other papers exchanged, from January 1st 1968 to date, by the government of Québec or any of its members or employees, and the authorities or representatives of the Centre de Psychologie et de Pédagogie, 260 Faillon Street West, Montreal, respecting the sale of such establishment.

Mr. Cardinal tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 22.)

La motion de M. Mailloux inscrite au feuillet de l'Assemblée législative, en date du 18 décembre 1968, ordonnant qu'il soit déposé sur le bureau de la chambre le document suivant, est adoptée:

Copie de toute correspondance, mémoire, rapport, entente et autres documents échangés entre le gouvernement du Québec, aucun de ses membres ou fonctionnaires et le Club Méditerranée, depuis le 1er septembre 1967 jusqu'au 22 octobre 1968, concernant certains projets d'établissement de villages de vacances.

The motion of Mr. Mailloux put down on the Agenda Paper of the Legislative Assembly, dated December 18th 1968, ordering that the following document be laid before the House, was adopted.

A copy of all correspondence, briefs, report, agreement and other papers exchanged by the government of Québec, or any of its members or employees, and the Club Méditerranée, from September 1st 1967 to October 22nd 1968, respecting certain plans to establish holiday villages.

M. Loubier dépose sur le bureau de la chambre ledit document.

(Document de la session no 23.)

La motion de M. Coiteux inscrite au feuillet de l'Assemblée législative, en date du 18 décembre 1968, ordonnant qu'il soit déposé sur le bureau de la chambre le document suivant, est adoptée:

Copie du rapport de l'enquête qui a été faite par M. Bernard Saladin sur la toponymie esquimaude au Nouveau-Québec, à la demande du ministère des Terres et Forêts.

M. Gosselin dépose sur le bureau de la chambre ledit document.

(Document de la session no 24.)

La motion de M. Laporte inscrite au feuillet de l'Assemblée législative, en date du 18 décembre 1968, ordonnant qu'il soit déposé sur le bureau de la chambre le document suivant, est adoptée:

a) Une copie du bail intervenu depuis le 16 juin 1966 entre la compagnie Montval Incorporée et le ministère des Travaux publics, concernant la location d'un édifice à Longueuil;

b) une liste indiquant les nom, prénoms et adresse des directeurs de cette compagnie, la date de son incorporation et l'adresse du siège social.

M. Russell dépose sur le bureau de la chambre ledit document.

(Document de la session no 25.)

La motion de M. Brown inscrite au feuillet de l'Assemblée législative, en date du 18 décembre 1968, ordonnant qu'il soit déposé sur le bureau de la chambre le document suivant, est adoptée:

a) copie de toute résolution adoptée par le conseil municipal de West Bolton, comté de Brome, et transmise au titulaire du ministère de la Justice, entre le 1er sep-

Mr. Loubier tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 23.)

The motion of Mr. Coiteux put down on the Agenda Paper of the Legislative Assembly dated December 18th 1968, ordering that the following document be laid before the House, was adopted:

A copy of the report of the inquiry which was carried out by Mr. Bernard Saladin on the Eskimo toponymy in New Québec, at the request of the Department of Lands and Forests.

Mr. Gosselin tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 24.)

The motion of Mr. Laporte put down on the Agenda Paper of the Legislative Assembly, dated December 18th 1968 ordering that the following document be laid before the House, was adopted:

(a) A copy of the lease signed, since June 16th 1966, between the firm of Montval Incorporée and the Department of Public Works, respecting the leasing of a building in Longueuil;

(b) a list showing the names, given names and addresses of the directors of such firm, the date of its incorporation and the address of its principal place of business.

Mr. Russell tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 25.)

The motion of Mr. Brown put down on the Agenda Paper of the Legislative Assembly, dated December 18th 1968, ordering that the following document be laid before the House, was adopted:

(a) a copy of any resolution adopted by the municipal council of West Bolton, Brome County, and forwarded to the Head of the Department of Justice, be-

tembre 1968 et le 15 octobre 1968, concernant des subventions pour la construction ou l'entretien de chemins;

b) copie de la correspondance qui a subséquemment été adressée au conseil municipal de West Bolton par le titulaire du ministère de la Justice ou par des fonctionnaires, au sujet desdites subventions.

M. Maltais (Limoilou) dépose sur le bureau de la chambre ledit document.

(Document de la session no 26.)

La motion de M. Binette inscrite au feuillet de l'Assemblée législative, en date du 18 décembre 1968, ordonnant qu'il soit déposé sur le bureau de la chambre le document suivant, est adoptée:

Copie de toute correspondance, mémoire, rapport et autres documents échangés entre le Gouvernement du Québec, aucun de ses membres ou fonctionnaires et la compagnie Reichold Chemicals (Canada) Limited, depuis le 1er août 1966 jusqu'au 31 octobre 1968, concernant la pollution des eaux de la rivière des Mille-Iles causée par l'usine de cette compagnie à Sainte-Thérèse.

M. Lussier dépose sur le bureau de la chambre ledit document.

(Document de la session no 27.)

Conformément à l'ordre du jour, la chambre reprend le débat sur a motion dont elle a été saisie le mercredi, 26 février dernier.

Que l'adresse suivante soit votée et présentée à l'honorable lieutenant-gouverneur de la province de Québec:

tween September 1st 1968 and October 15th 1968, respecting grants for the construction or maintenance of roads;

(b) copies of the correspondence which was subsequently forwarded to the municipal council of West Bolton by the Head of the Department of Justice or by any of its employees, respecting the said grants.

Mr. Maltais (Limoilou) tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 26.)

The motion of Mr. Binette put down on the Agenda Paper of the Legislative Assembly, dated December 18th 1968, ordering that the following document be laid before the House, was adopted:

Copy of all correspondence, briefs, reports and other papers exchanged by the government of Québec, or any of its members or employees, and the firm of Reichold Chemicals (Canada) Limited, from August 1st 1966 to October 31st 1968, respecting water pollution in Mille-Iles River caused by the plant of such firm at Sainte-Thérèse.

Mr. Lussier tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 27.)

The House, according to Order, resumed the Debate on the Question which was on Wednesday, February 26th, proposed that it be,—

Resolved, That an humble Address be voted and presented to the Honourable the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, as follows, to wit:

*À l'honorable
lieutenant-gouverneur
de la province de Québec,*

Nous, les membres de l'Assemblée nationale du Québec, réunis en session, vous prions de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il vous a plu de prononcer afin de faire connaître les motifs de la convocation du Parlement.

M. Lesage propose, par voie d'amendement, secondé par M. Bourassa:

Que la motion actuellement en discussion soit amendée en y ajoutant les mots suivants:

« tout en tenant compte du contexte économique nord-américain, cette chambre blâme le gouvernement de ne pas prendre des mesures suffisamment énergiques pour assurer un essor économique susceptible de fournir de l'emploi aux travailleurs québécois, spécialement ceux des régions défavorisées ».

Sur la motion de M. Roy, secondé par M. Bergeron, il est—

Ordonné que le débat soit ajourné.

*To the Honourable
the Lieutenant-Governor
of the Province of Québec,*

We, the members of the National Assembly of Québec, in session assembled, beg you to be pleased to accept, with the assurance of our loyalty to Her Majesty, our humble thanks for the Speech you have been pleased to deliver informing us of the reasons for calling the House.

Mr. Lesage moved, in amendment, seconded by Mr. Bourassa:

That the motion under debate be amended by adding thereto the following words:

"while considering the North American economic context, this House blames the government for not taking sufficiently energetic measures to ensure the economic development required to provide employment for Québec's workers, especially those living in underdeveloped areas".

On motion of Mr. Roy, seconded by Mr. Bergeron,—

Ordered, That the debate be adjourned.

M. le président s'exprime comme suit:

J'ai l'honneur d'informer la chambre qu'aujourd'hui, à cinq heures de l'après-midi, au cabinet du Lieutenant-gouverneur, en présence du Président de l'Assemblée nationale, de M. Paul, le délégué du Premier ministre, de M. Laporte, le délégué du chef de l'Opposition, et du secrétaire de la chancellerie, il a plu à l'honorable Lieutenant-gouverneur de sanctionner la loi suivante:

2 Loi concernant la ville de Québec.

Mr. President spoke as follows:

I have the honour to inform the House that today, at five o'clock in the afternoon, in the Office of the Lieutenant-Governor, in the presence of the President of the National Assembly, of Mr. Paul, the Delegate of the Prime Minister, of Mr. Laporte, the Delegate of the Leader of the Opposition, and of the Clerk of the Crown in Chancery, the Honourable the Lieutenant-Governor was pleased to sanction the following bill:

2 An Act respecting the city of Québec.

Sur la motion de M. Paul, il est—

Résolu que, lorsque cette chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à mardi prochain, à trois heures de l'après-midi.

Et, alors, la chambre s'ajourne.

On motion of Mr. Paul,—

Resolved, That when this House adjourns today, it do stand adjourned until Tuesday next, at three o'clock, P.M.

And then the House adjourned.

N° 4

**MARDI,
4 mars 1969**

Trois heures de l'après-midi.

Prière.

Les pétitions suivantes sont présentées et déposées sur le bureau de la chambre:

De la part de Robert Wylie McFarlane et autres;

De la part de La Corporation des huissiers du district de Montréal.

Les pétitions suivantes sont lues et reçues:

De George Henry Bédard et autres, demandant l'adoption d'une loi autorisant le collège des pharmaciens de la province de Québec à les admettre à titre d'assistants-pharmaciens.

M. Martellani.

De Henry Abouzakhm et autres, demandant l'adoption d'une loi autorisant le collège des pharmaciens de la province de Québec à les admettre à titre d'assistants-pharmaciens.

M. Martellani.

De dame Wilfrid Brault, demandant l'adoption d'une loi concernant le décès et la succession Wilfrid Brault.

M. Lavoie (Wolfe).

De Paul-G. Rodier et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de Charles-Séraphin Rodier.

M. Martellani.

De Rolland Houle, f.é.c., demandant l'adoption d'une loi constituant en corpo-

**TUESDAY,
March 4th 1969**

Three o'clock, P.M.

Prayers.

The following petitions were presented and tabled:

From Robert Wylie McFarlane and others;

From the Corporation of the bailiffs of the district of Montreal.

The following petitions were read and received:

Of George Henry Bédard and others, praying for an Act to authorize the College of Pharmacists of the Province of Québec to admit them as Assistant Pharmacists.

Mr. Martellani.

Of Henry Abouzakhm and others, praying for an Act to authorize the College of Pharmacists of the Province of Québec to admit them as Assistant Pharmacists.

Mr. Martellani.

Of dame Wilfrid Brault, praying for an Act respecting the death and estate of Wilfrid Brault.

Mr. Lavoie (Wolfe).

Of Paul-G. Rodier and others, praying for an Act respecting the estate of Charles-Séraphin Rodier.

Mr. Martellani.

Of Rolland Houle, f.é.c., praying for an Act to incorporate les Frères des écoles

ration les Frères des écoles chrétiennes de Longueuil.

M. Laporte.

De Walter Vanier, f.é.c., demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation les Frères des écoles chrétiennes de Montréal.

M. Martellani.

De Arsène Brodeur, demandant l'adoption d'une loi constituant la Corporation des bijoutiers du Québec.

M. Léveillé.

De Armandine Boudreau-Julien, demandant l'adoption d'une loi relative au décès et à la succession de Léonard Julien.

M. Maltais (Saguenay).

De la ville de Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

M. Beaupré.

De Jean-Gaston Tremblay et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de Les Apôtres de l'Amour infini.

M. Murray.

De la cité de Sillery, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

M. Beaupré.

De Madame Norman Edward Humphrey et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu Alphonse Valiquette.

M. Théorêt.

De la corporation de l'Hôtel-Dieu Saint-Vallier de Chicoutimi, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

M. Desmeules.

De Adrien Blais et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de la Chambre des Huissiers du Québec.

M. Bergeron.

chrétiennes de Longueuil.

Mr. Laporte.

Of Walter Vanier f.é.c., praying for an Act to incorporate les Frères des écoles chrétiennes de Montréal.

Mr. Martellani.

Of Arsène Brodeur, praying for an Act to incorporate The Québec Jewellers Corporation.

Mr. Léveillé.

Of Armandine Boudreau-Julien, praying for an Act respecting the death and estate of Léonard Julien.

Mr. Maltais (Saguenay).

Of the city of Québec, praying for an Act to amend its charter.

Mr. Beaupré.

Of Jean-Gaston Tremblay and others, praying for an Act to incorporate The Apostles of the Infinite Love.

Mr. Murray.

Of the city of Sillery, praying for an Act to amend its charter.

Mr. Beaupré.

Of Mrs. Norman Edward Humphrey and others, praying for an Act respecting the estate of the late Alphonse Valiquette.

Mr. Théorêt.

Of La Corporation de l'Hôtel-Dieu Saint-Vallier de Chicoutimi, praying for an Act to amend its charter.

Mr. Desmeules.

Of Adrien Blais and others, praying for an Act to incorporate the Board of Bailiffs of Québec.

Mr. Bergeron.

De The Spiritual Healing Church, demandant l'adoption d'une loi lui accordant certains pouvoirs.

M. Hyde.

Of The Spiritual Healing Church, praying for an Act granting it certain powers.

Mr. Hyde.

De Gérard Thérien et autres, demandant l'adoption d'une loi les incorporant sous le nom de la Corporation professionnelle des arts graphiques.

M. Plamondon.

Of Gérard Thérien and others, praying for an Act to incorporate them under the name of The Québec Graphic Arts Professional Corporation.

Mr. Plamondon.

De Artin Artinian, demandant l'adoption d'une loi autorisant le collège des pharmaciens de la province de Québec à l'admettre à titre d'assistant-pharmacien.

M. Martellani.

Of Artin Artinian, praying for an Act to authorize the College of Pharmacists of the province of Québec to admit him as Assistant Pharmacist.

Mr. Martellani.

M. Sauvageau, du comité des règlements, présente le premier rapport de ce comité ainsi qu'il suit:

Votre comité recommande de prolonger au 17 mars 1969, inclusivement, les délais relatifs au dépôt des bills privés chez le secrétaire du comité des bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels prescrits par les articles 602 et 603 du règlement, les promoteurs des bills privés qui profiteront de la prolongation de ces délais.

Votre comité recommande de prolonger au 28 mars 1969, inclusivement, les délais relatifs à la présentation et à la réception des pétitions introductives de bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels prescrits par le paragraphe 1 de l'article 653 du règlement, les promoteurs des bills privés qui profiteront de la prolongation de ces délais.

Le rapport est lu et adopté.

M. Sauvageau, du comité des règlements, présente le deuxième rapport de ce comité ainsi qu'il suit:

Mr. Sauvageau, from the Standing Committee on Standing Orders, presented to the House the first report of the said Committee as follows:

Your Committee recommend that the delay for depositing Private Bills with the clerk of the Committee on Private Bills be extended to the 17th of March 1969, inclusively, and that the promoters of Private Bills who avail themselves of such delay be exempted from payment of the additional fees prescribed by articles 602 and 603 of the Standing Orders.

Your Committee recommend that the delay for presenting and receiving petitions for the introduction of Private Bills be extended to the 28th of March 1969, inclusively, and that the promoters of Private Bills who avail themselves of such delay be exempted from payment of the additional fees prescribed by paragraph 1 of Article 653 of the Standing Orders.

The report was read and adopted.

Mr. Sauvageau, from the Standing Committee on Standing Orders, presented to the House the second report of the said Committee as follows:

Au cours de la troisième session de la 28e Législature, votre Comité a examiné et trouvé réguliers et suffisants, la pétition, l'avis et le bill dans chacun des cas ci-après:

Bill 104.—De la Fabrique de la Paroisse de Sainte-Cécile de Salaberry-de-Valleyfield, demandant l'adoption d'une loi abrogeant le chapitre 90 des Statuts de Québec, 56 Victoria 1893;

Bill 110.—De Norman Greenspon, demandant l'adoption d'une loi concernant le dernier testament de feu Joseph L. Greenspon;

Bill 116.—De la Commission des écoles catholiques de Montréal, demandant l'adoption d'une loi refondant sa charte et concernant le Bureau métropolitain des écoles protestantes de Montréal;

Bill 119.—De Paul Murdock et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant la Compagnie de club de courses Salaberry.

Bill 120.—De Le Club de courses Saguenay Ltée, demandant l'adoption d'une loi constituant La Compagnie du Club de courses Marquis;

Bill 121.—De La Corporation des techniciens professionnels de la province de Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

Bill 122.—De Le Club de courses Saguenay Ltée, demandant l'adoption d'une loi constituant La Compagnie du Club de courses St-François;

Bill 123.—De « Le Club de courses Saguenay Ltée », demandant l'adoption d'une loi constituant La Compagnie du Club de courses Richard;

Bill 124.—De Le Club de courses Saguenay Ltée, demandant l'adoption d'une loi constituant La Compagnie du Club de courses Yvonne Bergeron;

Bill 125.—De Le Club de courses Saguenay Ltée, demandant l'adoption d'une loi constituant La Compagnie du Club de courses Kénogami;

During the third session of the 28th Legislature, Your Committee examined and found regular and sufficient, the petition, the notice and the bill in each of the following cases:

Bill 104.—Of "La Fabrique de la Paroisse de Sainte-Cécile de Salaberry-de-Valleyfield", praying for an Act to abrogate chapter 90 of the Statutes of Québec, 56 Victoria 1893;

Bill 110.—Of Norman Greenspon, praying for an Act respecting the last will of the late Joseph L. Greenspon;

Bill 116.—Of The Montreal Catholic School Commission, praying for an Act to consolidate its charter and respecting the Protestant School Board of Greater Montreal;

Bill 119.—Of Paul Murdock and others, praying for an Act to incorporate Salaberry Raceways Club;

Bill 120.—Of "Le Club de courses Saguenay Ltée", praying for an Act to incorporate "La Compagnie du Club de courses Marquis";

Bill 121.—Of The Corporation of Professional Technicians of the Province of Québec, praying for an Act to amend its charter;

Bill 122.—Of "Le Club de courses Saguenay Ltée", praying for an Act to incorporate "La Compagnie du Club de courses St-François";

Bill 123.—Of "Le Club de courses Saguenay Ltée", praying for an Act to incorporate "La Compagnie du Club de courses Richard";

Bill 124.—Of "Le Club de courses Saguenay Ltée", praying for an Act to incorporate "La Compagnie du Club de courses Yvonne Bergeron";

Bill 125.—Of "Le Club de courses Saguenay Ltée", praying for an Act to incorporate "La Compagnie du Club de courses Kénogami";

Bill 126.—De Blue Bonnets Raceway Inc., demandant l'adoption d'une loi constituant La Compagnie du Club de courses Victoria;

Bill 127.—De Blue Bonnets Raceway Inc., demandant l'adoption d'une loi constituant La Compagnie du Club de courses Métropolitain;

Bill 128.—De Blue Bonnets Raceway Inc., demandant l'adoption d'une loi constituant La Compagnie du Club de courses Mont-Bruno;

Bill 129.—De Blue Bonnets Raceway Inc., demandant l'adoption d'une loi constituant La Compagnie du Club de courses Trans-Canada;

Bill 130.—De Blue Bonnets Raceway Inc., demandant l'adoption d'une loi constituant La Compagnie du Club de courses Ville-Marie;

Bill 131.—De Blue Bonnets Raceway Inc., demandant l'adoption d'une loi constituant La Compagnie du Club de courses Maplewood;

Bill 132.—De Blue Bonnets Raceway Inc., demandant l'adoption d'une loi constituant La Compagnie du Club de courses Laval;

Bill 133.—De Murray G. Ballantyne et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation Loyola University;

Bill 134.—De Blue Bonnets Raceway Inc., demandant l'adoption d'une loi constituant La Compagnie du Club de courses Dorval;

Bill 135.—De Blue Bonnets Raceway Inc., demandant l'adoption d'une loi constituant La Compagnie du Club de courses Laurentien;

Bill 136.—De Blue Bonnets Raceway Inc., demandant l'adoption d'une loi constituant La Compagnie du Club de courses Terrebonne;

Bill 137.—De l'Association des podiatres du Québec, Inc., demandant l'adoption d'une loi les constituant en société

Bill 126.—Of Blue Bonnets Raceway Inc., praying for an Act to incorporate Victoria Racing Club Inc.;

Bill 127.—Of Blue Bonnets Raceway Inc., praying for an Act to incorporate Metropolitan Racing Club Inc.;

Bill 128.—Of Blue Bonnets Raceway Inc., praying for an Act to incorporate Mont-Bruno Racing Club Inc.;

Bill 129.—Of Blue Bonnets Raceway Inc., praying for an Act to incorporate Trans-Canada Racing Club Inc.;

Bill 130.—Of Blue Bonnets Raceway Inc., praying for an Act to incorporate Ville-Marie Racing Club Inc.;

Bill 131.—Of Blue Bonnets Raceway Inc., praying for an Act to incorporate Maplewood Racing Club Inc.;

Bill 132.—Of Blue Bonnets Raceway Inc., praying for an Act to incorporate Laval Racing Club Inc.;

Bill 133.—Of Murray G. Ballantyne and others, praying for an Act to incorporate Loyola University;

Bill 134.—Of Blue Bonnets Raceway Inc., praying for an Act to incorporate Dorval Racing Club Inc.;

Bill 135.—Of Blue Bonnets Raceway Inc., praying for an Act to incorporate Laurentian Racing Club Inc.;

Bill 136.—Of Blue Bonnets Raceway Inc., praying for an Act to incorporate Terrebonne Racing Club Inc.;

Bill 137.—Of the "Association des podiatres du Québec, Inc.," praying for an Act constituting them into a professional

sous le nom de Collège des podiatres du Québec;

Bill 138.—De Blue Bonnets Raceway Inc., demandant l'adoption d'une loi constituant La Compagnie du Club de courses Gaspésien;

Bill 139.—De Blue Bonnets Raceway Inc., demandant l'adoption d'une loi constituant La Compagnie du Club de courses Mont-Tremblant;

Bill 140.—De Françoise Savard-Goulet et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation les physiothérapeutes de la province de Québec;

Bill 141.—De Blue Bonnets Raceway Inc., demandant l'adoption d'une loi constituant La Compagnie du Club de courses Nounan;

Bill 142.—De Blue Bonnets Raceway Inc., demandant l'adoption d'une loi constituant La Compagnie du Club de courses Alpin;

Bill 143.—De Blue Bonnets Raceway Inc., demandant l'adoption d'une loi constituant La Compagnie du Club de courses Nouvelle;

Bill 144.—De Blue Bonnets Raceway Inc., demandant l'adoption d'une loi constituant La Compagnie du Club de courses de Grand-Pré;

Bill 145.—De Le Club de courses Laviolette Inc., demandant l'adoption d'une loi constituant La Compagnie du Club de courses des Trois-Rivières;

Bill 146.—De Le Club de courses Laviolette Inc., demandant l'adoption d'une loi constituant La Compagnie du Club de courses Coeur du Québec;

Bill 147.—De Le Club de courses Laviolette Inc., demandant l'adoption d'une loi constituant « Radisson Racing Club Inc. »;

Bill 148.—De Le Club de courses Laviolette Inc., demandant l'adoption d'une loi constituant La Compagnie du Club de courses St-Maurice;

Bill 149.—De Le Club de courses Laviolette Inc., demandant l'adoption d'une

corporation under the name of The Québec College of Podiatrists;

Bill 138.—Of Blue Bonnets Raceway Inc., praying for an Act to incorporate Gaspesian Racing Club Inc.;

Bill 139.—Of Blue Bonnets Raceway Inc., praying for an Act to incorporate Mont-Tremblant Racing Club Inc.;

Bill 140.—Of Françoise Savard-Goulet and others, praying for an Act to incorporate The Province of Québec Physiotherapists;

Bill 141.—Of Blue Bonnets Raceway Inc., praying for an Act to incorporate Nounan Racing Club Inc.;

Bill 142.—Of Blue Bonnets Raceway Inc., praying for an Act to incorporate Alpine Racing Club Inc.;

Bill 143.—Of Blue Bonnets Raceway Inc., praying for an Act to incorporate Nouvelle Racing Club Inc.;

Bill 144.—Of Blue Bonnets Raceway Inc., praying for an Act to incorporate Grand-Pré Racing Club Inc.;

Bill 145.—Of "Le Club de courses Laviolette Inc.", praying for an Act to incorporate "La Compagnie du Club de courses des Trois-Rivières";

Bill 146.—Of "Le Club de courses Laviolette Inc.", praying for an Act to incorporate "La Compagnie du Club de courses Coeur du Québec";

Bill 147.—Of "Le Club de courses Laviolette Inc.", praying for an Act to incorporate "Radisson Racing Club Inc.";

Bill 148.—Of "Le Club de courses Laviolette Inc.", praying for an Act to incorporate "La Compagnie du Club de courses St-Maurice";

Bill 149.—Of "Le Club de courses Laviolette Inc.", praying for an Act to

loi constituant La Compagnie du Club de courses St-Laurent;

Bill 150.—De Le Club de courses Laviolette Inc., demandant l'adoption d'une loi constituant La Compagnie du Club de courses Lajoie;

Bill 152.—De « Connaught Park Jockey Club of Ottawa », demandant l'adoption d'une loi constituant La Compagnie « Lucerne Racing Association, Inc. »;

Bill 153.—De « Connaught Park Jockey Club of Ottawa », demandant l'adoption d'une loi constituant La Compagnie « Gatineau County Racing Association, Inc. »;

Bill 154.—De « Connaught Park Jockey Club of Ottawa », demandant l'adoption d'une loi constituant La Compagnie « Kingsmere Racing Association, Inc. »;

Bill 155.—De « Connaught Park Jockey Club of Ottawa », demandant l'adoption d'une loi constituant La Compagnie « Chelsea Racing Association, Inc. »;

Bill 156.—De « The Federation of English-Speaking Catholic Teachers of Montreal », demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

Bill 157.—De « Connaught Park Jockey Club of Ottawa », demandant l'adoption d'une loi constituant La Compagnie « Western Québec Racing Association, Inc. »;

Bill 158.—De « Connaught Park Jockey Club of Ottawa », demandant l'adoption d'une loi constituant La Compagnie « Aylmer Racing Association, Inc. »;

Bill 159.—De « Connaught Park Jockey Club of Ottawa », demandant l'adoption d'une loi constituant La Compagnie « Hull Racing Association, Inc. »;

Bill 163.—De « Sherbrooke Racing Club, Inc. », demandant l'adoption d'une loi constituant La Compagnie du Club de courses Chantilly;

Bill 164.—De « Sherbrooke Racing Club, Inc. », demandant l'adoption d'une loi constituant La Compagnie du Club de courses St-François;

incorporate "La Compagnie du Club de courses St-Laurent";

Bill 150.—Of "Le Club de courses Laviolette Inc.", praying for an Act to incorporate "La Compagnie du Club de courses Lajoie";

Bill 152.—Of Connaught Park Jockey Club of Ottawa, praying for an Act to incorporate Lucerne Racing Association, Inc.;

Bill 153.—Of Connaught Park Jockey Club of Ottawa, praying for an Act to incorporate Gatineau County Racing Association, Inc.;

Bill 154.—Of Connaught Park Jockey Club of Ottawa, praying for an Act to incorporate Kingsmere Racing Association, Inc.;

Bill 155.—Of Connaught Park Jockey Club of Ottawa, praying for an Act to incorporate Chelsea Racing Association, Inc.;

Bill 156.—Of The Federation of English-Speaking Catholic Teachers of Montreal, praying for an Act to amend its charter;

Bill 157.—Of Connaught Park Jockey Club of Ottawa, praying for an Act to incorporate Western Québec Racing Association, Inc.;

Bill 158.—Of Connaught Park Jockey Club of Ottawa, praying for an Act to incorporate Aylmer Racing Association, Inc.;

Bill 159.—Of Connaught Park Jockey Club of Ottawa, praying for an Act to incorporate Hull Racing Association, Inc.;

Bill 163.—Of Sherbrooke Racing Club, Inc., praying for an Act to incorporate Chantilly Racing Club, Inc.;

Bill 164.—Of Sherbrooke Racing Club, Inc., praying for an Act to incorporate St. Francis Racing Club, Inc.;

Bill 165.—De « Sherbrooke Racing Club, Inc. », demandant l'adoption d'une loi constituant La Compagnie du Club de courses Mont-Plaisant;

Bill 166.—De « Sherbrooke Racing Club, Inc. », demandant l'adoption d'une loi constituant La Compagnie du Club de courses Massawippi;

Bill 167.—De « Sherbrooke Racing Club, Inc. », demandant l'adoption d'une loi constituant La Compagnie du Club de courses Bedford;

Bill 168.—De « Sherbrooke Racing Club, Inc. », demandant l'adoption d'une loi constituant La Compagnie du Club de courses Orford;

Bill 170.—De « Champion Pipe Line Corporation Limited », demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

Bill 173.—Du Père Yvon Isabelle et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de « Pères Oblats, province du Rosaire »;

Bill 175.—De Guy Forget et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de « La corporation des Bibliothécaires professionnels du Québec »;

Bill 177.—De L'Hôtel-Dieu de Québec, demandant l'adoption d'une loi refondant sa charte;

Bill 178.—De la ville de Courville, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à disposer d'un certain immeuble;

Bill 179.—De J.-Arthur Boivin et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation les huissiers de la Cour supérieure pour le district de Terrebonne;

Bill 182.—Du Bureau métropolitain des écoles protestantes de Montréal, demandant l'adoption d'une loi modifiant et revisant sa charte;

Bill 183.—De P. G. Bergeron et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de « La corporation des Acousticiens en prothèses auditives du Québec »;

Bill 165.—Of Sherbrooke Racing Club, Inc., praying for an Act to incorporate Mont-Plaisant Racing Club, Inc.;

Bill 166.—Of Sherbrooke Racing Club, Inc., praying for an Act to incorporate Massawippi Racing Club, Inc.;

Bill 167.—Of Sherbrooke Racing Club, Inc., praying for an Act to incorporate Bedford Racing Club, Inc.;

Bill 168.—Of Sherbrooke Racing Club, Inc., praying for an Act to incorporate Orford Racing Club, Inc.;

Bill 170.—Of Champion Pipe Line Corporation Limited, praying for an Act to amend its charter;

Bill 173.—Of Father Yvon Isabelle and others, praying for an Act to constitute them under the name of "Pères Oblats, province du Rosaire";

Bill 175.—Of Guy Forget and others, praying for an Act to constitute them under the name of "The Corporation of Professional Librarians of Québec";

Bill 177.—Of L'Hôtel-Dieu de Québec, praying for an Act to consolidate its charter;

Bill 178.—Of the town of Courville, praying for an Act to authorize the disposal of a certain immovable;

Bill 179.—Of J.-Arthur Boivin and others, praying for an Act to incorporate the Bailiffs of the Superior Court for the District of Terrebonne;

Bill 182.—Of the Protestant school board of Greater Montreal, praying for an Act to amend and to revise its charter;

Bill 183.—Of P. G. Bergeron and others, praying for an Act to incorporate them under the name of "La corporation des Acousticiens en prothèses auditives du Québec";

Bill 184.—De la cité de Lachine, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

Bill 186.—De la cité de Dorval, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte;

Bill 188.—De Bernard Landry et autres, demandant l'adoption d'une loi les incorporant sous le nom de l'Association générale des étudiants de l'Université de Montréal;

Bill 189.—De Paul Murdock et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant le Club de courses de la capitale;

Bill 190.—De Paul Murdock et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant le Club de courses Murdock;

Bill 191.—De Paul Murdock et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant le Club de courses Laval;

Bill 192.—De Paul Murdock et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant le Club de courses Laurentien;

Bill 193.—De Paul Murdock et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant le Club de courses Montcalm;

Bill 194.—De Paul Murdock et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant le Club de courses St-Laurent;

Bill 195.—De Paul Murdock et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant le Club de courses Québécois;

Bill 196.—De Paul Murdock et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant le Club de courses Citadelle;

Bill 197.—De la municipalité de Lucerne, demandant l'adoption d'une loi concernant l'annexion d'un certain territoire;

Bill 200.—De la cité de Lévis, demandant l'adoption d'une loi modifiant et refondant sa charte;

Bill 204.—De Patrick Nolan et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de « La corporation des Évaluateurs agréés du Québec »;

Bill 206.—De Robert Thomson et autres, demandant l'adoption d'une loi cons-

Bill 184.—Of the city of Lachine, praying for an Act to amend its charter;

Bill 186.—Of the city of Dorval, praying for an Act to amend its charter;

Bill 188.—Of Bernard Landry and others, praying for an Act to incorporate them under the name of "l'Association générale des étudiants de l'Université de Montréal";

Bill 189.—Of Paul Murdock and others, praying for an Act to incorporate The Capital Raceways Club;

Bill 190.—Of Paul Murdock and others, praying for an Act to incorporate Murdock Raceways Club;

Bill 191.—Of Paul Murdock and others, praying for an Act to incorporate Laval Raceways Club;

Bill 192.—Of Paul Murdock and others, praying for an Act to incorporate Laurentian Raceways Club;

Bill 193.—Of Paul Murdock and others, praying for an Act to incorporate Montcalm Raceways Club;

Bill 194.—Of Paul Murdock and others, praying for Act to incorporate St. Lawrence Raceways Club;

Bill 195.—Of Paul Murdock and others, praying for an Act to incorporate Québécois Raceways Club;

Bill 196.—Of Paul Murdock and others, praying for an Act to incorporate Citadel Raceways Club;

Bill 197.—Of the municipality of Lucerne, praying for an Act respecting the annexion of a certain territory;

Bill 200.—Of the city of Lévis, praying for an Act to amend and to consolidate its charter;

Bill 204.—Of Patrick Nolan and others, praying for an Act to incorporate them under the name of "The Corporation of Chartered Appraisers of Québec";

Bill 206.—Of Robert Thomson and others, praying for an Act to constitute

tituant en corporation l'Institut des Secrétaires agréés du Québec;

Bill 208.—De la Fédération des Commissions scolaires catholiques du Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant cette fédération;

Bill 212.—De la Corporation des diététistes du Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant la Loi constituant en corporation les diététistes du Québec;

Bill 213.—D'un certain nombre de municipalités de la région métropolitaine de Montréal, demandant l'adoption d'une loi concernant la Commission de transport de Montréal;

Bill 216.—De Donat Simard et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant La Compagnie du Club de courses Lévis, Inc.;

Bill 217.—De Donat Simard et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant la Compagnie du Club de courses Portneuf, Inc.;

Bill 218.—De Donat Simard et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant la Compagnie du Club de courses Roberval, Inc.;

Bill 219.—De Donat Simard et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant la Compagnie du Club de courses Jonquière, Inc.;

Bill 220.—De Donat Simard et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant la Compagnie du Club de courses Charlevoix, Inc.;

Bill 221.—De Donat Simard et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant la Compagnie du Club de courses Lotbinière, Inc.;

Bill 222.—De Donat Simard et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant la Compagnie du Club de courses Gaspé, Inc.;

Bill 223.—De Donat Simard et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant la Compagnie du Club de courses Vaudreuil, Inc.;

them into a corporation under the name of The Chartered Institute of Secretary of Québec;

Bill 208.—Of The Québec Federation of Catholic School Commissions praying for an Act to amend the Act respecting this federation;

Bill 212.—Of the Corporation of Dietitians of the Province of Québec, praying for an Act to amend the Québec Dietitians' Act;

Bill 213.—Of a certain number of municipalities of the metropolitan area of Montreal, praying for an Act respecting the Montreal Transportation Commission;

Bill 216.—Of Donat Simard and others, praying for an Act to incorporate "La Compagnie du Club de courses Lévis, Inc.";

Bill 217.—Of Donat Simard and others, praying for an Act to incorporate "La Compagnie du Club de courses Portneuf, Inc.";

Bill 218.—Of Donat Simard and others, praying for an Act to incorporate "La Compagnie du Club de courses Roberval, Inc.";

Bill 219.—Of Donat Simard and others, praying for an Act to incorporate "La Compagnie du Club de courses Jonquière, Inc.";

Bill 220.—Of Donat Simard and others, praying for an Act to incorporate "La Compagnie du Club de courses Charlevoix, Inc.";

Bill 221.—Of Donat Simard and others, praying for an Act to incorporate "La Compagnie du Club de courses, Lotbinière, Inc.";

Bill 222.—Of Donat Simard and others, praying for an Act to incorporate "La Compagnie du Club de courses Gaspé, Inc.";

Bill 223.—Of Donat Simard and others, praying for an Act to incorporate "La Compagnie du Club de courses Vaudreuil, Inc.";

Bill 224.—De André Venne et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de « Maîtres en Centrale Thermique de la province de Québec »;

Bill 225.—De la cité de Laflèche, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

Bill 229.—De Laval Dorion et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation la municipalité de Clarke;

Bill 232.—De B. Mignault et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation Les Évaluateurs indépendants du Québec;

Bill 234.—De Ville Duberger, demandant l'adoption d'une loi spéciale concernant la répartition de certaines taxes;

Bill 236.—De la ville de Hauterive, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

Bill 238.—De la corporation de la paroisse de Sainte-Anne-de-Varennnes, demandant l'adoption d'une loi la constituant en corporation de ville;

Bill 239.—De la cité de Montréal-Nord, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

Bill 243.—De l'Association des éducateurs spécialisés pour jeunes inadaptés, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de « Corporation des psycho-éducateurs professionnels du Québec »;

Bill 248.—De Jack Sadovnik et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant le testament de Benny Sadovnik;

Bill 251.—De la Corporation de l'Oratoire Saint-Joseph du Mont-Royal, demandant l'adoption d'une loi confirmant et ratifiant la convention intervenue entre ladite corporation et la ville de Montréal;

Bill 254.—De Le Gaz Provincial du Nord de Québec, Ltée, demandant l'adoption d'une loi modifiant la Loi concernant cette compagnie;

Bill 224.—Of André Venne and others, praying for an Act to incorporate them under the name of "Masters in Thermal Central of the Province of Québec";

Bill 225.—Of the city of Laflèche, praying for an Act to amend its charter;

Bill 229.—Of Laval Dorion and others, praying for an Act to incorporate the municipality of Clarke;

Bill 232.—Of B. Mignault and others, praying for an Act to incorporate them under the name of The Québec Independent Appraisers Association;

Bill 234.—Of Ville Duberger, praying for a special Act respecting the distribution of certain taxes;

Bill 236.—Of the town of Hauterive, praying for an Act to amend its charter;

Bill 238.—Of the corporation of the parish of Sainte-Anne-de-Varennnes, praying for an Act to incorporate it as a town corporation;

Bill 239.—Of the city of Montreal-North, praying for an Act to amend its charter;

Bill 243.—Of "l'Association des éducateurs spécialisés pour jeunes inadaptés", praying for an Act to incorporate them under the name of "Corporation of Professional Psycho-educationalists";

Bill 248.—Of Jack Sadovnik and others, praying for an Act respecting the will of Benny Sadovnik;

Bill 251.—Of the Corporation of the "Oratoire Saint-Joseph du Mont-Royal", praying for an Act to confirm and ratify the agreement made between the said corporation and the city of Montreal;

Bill 254.—Of "Le Gaz Provincial du Nord de Québec, Ltée", praying for an Act to amend the Act respecting such company;

Bill 276.—De dame Évangéline Pelland Harvey, demandant l'adoption d'une loi relative au testament de feu Albert J. Pelland.

Par suite de la prorogation de la Législature, le bill présenté dans chacun de ces cas n'a pu être définitivement adopté.

Votre Comité recommande que les pétitions et les bills ci-dessus mentionnés soient considérés comme ayant été présentés au début de la présente session et que les avis déjà publiés soient tenus pour suffisants pour fins de la présente session et que les honoraires et déboursés versés servent à acquitter les honoraires et déboursés payables au cours de la présente session, dans chacun des cas ci-dessus, sans que le montant total des honoraires et déboursés payables soit augmenté de ce chef.

Le rapport est lu et adopté.

M. Bertrand propose:

Que le premier rapport du comité des règlements prolongeant les délais relatifs aux bills privés et dispensant les promoteurs des droits additionnels prévus par le règlement, soit considéré comme suffisant pour couvrir les dispositions de l'article 648 du règlement.

La motion est adoptée.

M. Bertrand propose, secondé par M. Laporte:

Que lorsque la chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée en signe de deuil et par respect pour la mémoire de M. Henri Lesage, directeur des recherches à la Commission des écoles catholiques de Québec, et frère du chef de l'Opposition.

La motion est adoptée.

Bill 276.—Of Dame Évangéline Pelland Harvey, praying for an Act respecting the will of the late Albert J. Pelland.

Because of the prorogation of the Legislature, the bill presented in each one of these cases could not be given final adoption.

Your Committee recommend that the above mentioned petitions and bills be considered as having been presented at the beginning of the present session, and that the notices already published be held sufficient for the purposes of the present session, and that the fees and disbursements paid serve to discharge the fees and disbursements payable during the present session, in each one of the above cases, without causing the total amount of fees and disbursements payable to be increased.

The report was read and adopted.

Mr. Bertrand moved:

That the first report of the Committee on Standing Orders extending the delays respecting private bills and exempting the promoters from the additional fees provided in the Standing Orders, be considered sufficient to cover the provisions of Article 648 of the Standing Orders.

The motion was adopted.

Mr. Bertrand moved, seconded by Mr. Laporte:

That when the House adjourns today, it do stand adjourned as a sign of mourning and out of respect for the memory of Mr. Henri Lesage, Director of Research at the Québec Catholic School Commission, and brother of the Leader of the Opposition.

The motion was adopted.

M. Bertrand dépose sur le bureau de la chambre le document suivant :

Copie de la correspondance, en date du 24 janvier 1969, échangée entre M. Jean-Guy Cardinal, vice-président du conseil des ministres, ministre de l'Éducation du Québec et M. Michel Debré, ministre des Affaires Étrangères de France, concernant la création d'un comité franco-Québécois chargé de faciliter la coopération industrielle, le recrutement de professeurs français en vue de la création de l'Université du Québec, ainsi que l'élaboration d'un projet de satellite de télécommunications.

(Document de la session no 28.)

Mr. Bertrand tabled the following document :

Copy of correspondence dated January 24th 1969, between Mr. Jean-Guy Cardinal, Vice-President of the Council of Ministers and Minister of Education of Québec, and Mr. Michel Debré, Minister of Foreign Affairs of France, respecting the creation of a Franco-Québec Committee entrusted with the task of facilitating industrial cooperation, the recruiting of French professors in view of the establishing of the University of Québec, and also the drawing up of a project for a telecommunications satellite.

(Sessional Papers, No. 28.)

Du consentement unanime de la chambre, la question suivante inscrite au feuillet de l'Assemblée législative en date du 27 novembre 1968, est lue et répondue :

Question par M. Brisson :

1. Combien de permis ou de licences le gouvernement a-t-il accordés à des industries pour la fabrication de nouveaux produits, depuis le 1er janvier 1967 jusqu'au 30 septembre 1968 ?

2. Quelles sont ces industries et les produits concernés dans chaque cas ?

Réponse complémentaire par M. Vincent :

Réponse complémentaire concernant la question no 31 inscrite au feuillet de l'Assemblée législative en date du 27 novembre 1968, et à laquelle il a été répondu aux Journaux du 27 novembre 1968.

1. 28.
- 2.

With the unanimous consent of the House, the following question put down on the Agenda Paper of the Legislative Assembly of November 27th 1968, was read and answered.

Question by Mr. Brisson :

1. How many permits or licences were issued by the government to industries for the manufacture of new products, from January 1st 1967 to September 30th 1968 ?

2. In each case, what are the industries and products concerned ?

Additional answer by Mr. Vincent :

Additional answer respecting Question No. 31 put down upon the Agenda Paper, dated November 27th 1968, and which was answered in the Journals of November 27th 1968

1. 28.
- 2.

Nom—Name

Adresse—Address

Produits—Products

Eplett Dairies Ltd.

Bourlamaque (Abitibi-est)
159 rue Perreault St.

Fabrication de mélange à crème glacée —
Ice cream mix.

<i>Nom—Name</i>	<i>Adresse—Address</i>	<i>Produits—Product</i>
Lowe Bros. Dairy Ltd.	Lachute (Argenteuil)	Fabrication de fromage cheddar — Cheddar cheese.
Les Produits Princesse Enr.	Princeville (Arthabaska) 450, rue Saint-Jean-Baptiste St.	Fabrication de fromage cheddar et en grains — Cheddar cheese and curd.
S.C.A. Saint-Gabriel-de-Brandon	Saint-Gabriel-de-Brandon (Berthier)	Fabrication de caséine humide — Wet casein.
Sutton Milk Products Ltd.	Sutton (Brome)	Fabrication de caséinate — Caseinate.
Coopérative Agricole d'Alma	Saint-Gédéon (Lac St-Jean) 51, rue Harvey St., ouest-west, C.P.-P.O.Box 160.	Beurre retravaillé — Unsalted butter.
H. Gagné & Fils Inc.	Notre-Dame-d'Herbertville (Lac St-Jean Lake)	Fabrication de caséine sèche et de caséinate, de poudre de lait écrémé par atomisation — Dry casein and caseinate, powdered skimmed milk by atomizing process.
Laiterie Belle-Vue Ltée	Lauzon (Lévis)	Fabrication de mélange à crème glacée — Ice cream mix.
Les Produits Laitiers Pelletier Inc.	Saint-Roch-des-Aulnaies (L'Islet)	Fabrication de poudre de lait écrémé, de lait de beurre et de petit lait de fromage sur cylindre — Skimmed milk powder, butter milk, and milk curds on cylinders.
Laiterie Sainte-Croix Inc.	Sainte-Croix (Lotbinière)	Fabrication de mélange à crème glacée — Ice cream mix.
Montreal Casein Company Ltd.	Louiseville (Maskinongé)	Fabrication de beurre, de poudre de lait écrémé par atomisation, de caséine et de caséinate — Butter, skimmed milk powder by atomizing process, casein and caseinate.
Laiterie Idéale Enr.	Mont-Joli (Matane)	Fabrication de crème glacée — Ice cream.
Crèmerie Coopérative de Saint-Ambroise	Rawdon (Montcalm) 362, rue Queen St.	Fabrication de fromage cheddar — Cheddar cheese.
Synd. Coop. de la Fabrique de Beurre	Montmagny (Montmagny)	Fabrication de Yogourt — Yogurt.
Coopérative Régionale de Papineau	Plaisance (Papineau)	Fabrication de poudre de lait écrémé sur cylindre et par atomisation — Skimmed milk powder on cylinders and by atomizing process.
Laiterie de Dolbeau Ltée	Dolbeau (Roberval) 500 rue des Peupliers St., C.P.-P.O. Box 208	Caséine humide — Wet casein.
Association Coopérative de Normandin	Normandin (Roberval) C.P.-P.O. Box 280	Fabrication de poudre de lait écrémé sur cylindre — Skimmed milk powder on cylinders.
Laiterie Mont-Saint-Hilaire Ltée	Mont-Saint-Hilaire (Rouville)	Fabrication de mélange à crème glacée — Ice cream mix.
Laiterie Arctic Ltée	Québec	Fabrication de mélange à crème glacée — Ice cream mix.
Laiterie Dallaire Ltée	Rouyn, C.P.-P.O.Box 310	Fabrication de yogourt — Yogurt.
Beurrerie Lafrenière Ltée	Laverlochère (Témiscamingue)	Fabrication de poudre de lait écrémé par atomisation — Skimmed milk powder by atomizing process.

<i>Nom—Name</i>	<i>Adresse—Address</i>	<i>Produits—Product</i>
Laiterie Citadelle Inc.	Québec, 275 rue Hamel St.	Pasteurisation et préparation pour la vente de lait nature, lait homogénéisé, lait chocolaté, lait modifié, breuvage chocolaté et de crème douce—Pasteurizing and processing raw milk, homogenized milk, chocolate milk, modified milk, chocolate beverage and sweet cream, for sale.
Laiterie Sutton Dairy Reg'd	Sutton (Brome) C.P.- P.O.Box 513	Fabrication de fromage Saint-Basile— Saint-Basile Cheese.
Coopérative des Producteurs de lait de Montréal	Brossardville (Laprairie)	Fabrication de poudre de lait écrémé et de petit lait de fromage par atomisation— Skimmed milk powder and milk curds using atomizing process.
Société de Fabrication de Fromage Yogourt de Normandie du comté de Chambly	Dunham (Missisquoi)	Fabrication de fromages Richelieu, à pâtes molles, à pâtes pressées et à pâtes fraîches— Richelieu Cheese, soft, pressed and fresh.
Laiterie Léveillé Inc.	Saint-Placide (Deux-Montagnes)	Fabrication de fromage cheddar— Cheddar cheese.
Nicholas D. Demetelin	Montréal	Fabrication de fromage Kefalotiri, feta casseri et mizithra— Kefalotiri, feta casseri and mizithra cheese.
Laiterie Senneterre Enr.	Senneterre (Abitibi est-East)	Fabrication de mélange à crème glacée— Ice cream mix.

Du consentement unanime de la chambre, la motion de M. Lesage inscrite au feuillet de l'Assemblée législative, en date du 18 décembre 1968, qu'il soit voté une adresse demandant le dépôt sur le bureau de la chambre du document suivant, est adoptée:

Copie de l'arrêté en conseil no 3555 adopté le 7 novembre 1968.

M. Bertrand dépose sur le bureau de la chambre ledit document.

(*Document de la session no 29.*)

Du consentement unanime de la chambre, la motion de M. Michaud inscrite au feuillet de l'Assemblée législative, en date du 18 décembre 1968, qu'il soit voté une adresse demandant le dépôt sur le bureau de la chambre du document suivant, est adoptée:

With the unanimous consent of the House, the motion by Mr. Lesage put down upon the Agenda Paper of the Legislative Assembly, dated December 18th 1968, that an Address be presented praying for the following document to be laid before the House, was adopted:

A copy of Order in Council No. 3555, adopted November 7th 1968.

Mr. Bertrand tabled the said document.

(*Sessional Papers, No. 29.*)

With the unanimous consent of the House, the motion by Mr. Michaud put down upon the Agenda Paper of the Legislative Assembly, dated December 18th 1968;

That an Address be presented praying for the following document to be laid before the House, was adopted:

Copie de toute correspondance, mémoires, rapports, ententes et autres documents échangés, depuis le 1er juillet 1968 jusqu'à ce jour, entre le gouvernement du Québec, aucun de ses membres ou fonctionnaires et le gouvernement fédéral, aucun de ses membres ou fonctionnaires, concernant la réservation de canaux à fréquences ultra-hautes destinés à des émissions éducatives de télévision.

M. Bertrand dépose sur le bureau de la chambre ledit document.

(Document de la session no 30.)

M. Vincent dépose sur le bureau de la chambre les documents suivants:

Rapport annuel des opérations de la régie des marchés agricoles du Québec pour l'exercice terminé le 31 mars 1968.

(Document de la session no 31.)

Rapport annuel des opérations de l'Office du crédit agricole du Québec pour l'exercice terminé le 31 décembre 1968.

(Document de la session no 32.)

Conformément à l'ordre du jour, la chambre reprend le débat sur l'amendement de M. Lesage à la motion dont elle a été saisie le mercredi, 26 février dernier:

Que l'adresse suivante soit votée et présentée à l'honorable lieutenant-gouverneur de la province de Québec:

À l'honorable
lieutenant-gouverneur
de la province de Québec,

Nous, les membres de l'Assemblée nationale du Québec, réunis en session, vous prions de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le dis-

A copy of all correspondence, briefs, reports, agreements and other papers exchanged from July 1st 1968 to date, by the government of Québec or any of its members or employees, and the federal government, or any of its members or employees, respecting the reserving of very high frequency channels to be used for the broadcasting of educational television programmes.

Mr. Bertrand tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 30.)

Mr. Vincent tabled the following documents:

Annual report of the operations of the Québec Agricultural Marketing Board, for the fiscal year ended March 31st 1968.

(Sessional Papers, No. 31.)

Annual report of the operations of the Québec Farm Credit Bureau, for the fiscal year ended December 31st 1968.

(Sessional Papers, No. 32.)

The House, according to Order, resumed the debate on the amendment by Mr. Lesage to the Question which was on Wednesday, February 26th, proposed that it be,—

Resolved, That an humble Address be voted and presented to the Honourable the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, as follows, to wit:

To the Honourable
the Lieutenant-Governor
of the Province of Québec,

We, the members of the National Assembly of Québec, in session assembled, beg you to be pleased to accept, with the assurance of our loyalty to Her Majesty, our humble thanks for the

cours qu'il vous a plu de prononcer afin de faire connaître les motifs de la convocation du Parlement, lequel amendement se lit comme suit:

« *Que* la motion actuellement en discussion soit amendée en y ajoutant les mots suivants:

« tout en tenant compte du contexte économique nord-américain, cette chambre blâme le gouvernement de ne pas prendre des mesures suffisamment énergiques pour assurer un essor économique susceptible de fournir de l'emploi aux travailleurs québécois, spécialement ceux des régions défavorisées ». »

Et l'amendement étant mis aux voix, a chambre se divise, et sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR—YEAS:—MM.—Messrs. Arsenault, Baillargeon, Beaupré, Binette, Brisson, Brown, Cadieux, Cliche, Coiteux, Courcy, Fortier, Fournier, Fraser, Gérin-Lajoie, Goldbloom, Harvey, Houde, Hyde, Kennedy, Mme—Mrs. Kirkland-Casgrain, MM.—Messrs. Lacroix, Lafrance, Laporte, LeChasseur, Leduc (Taillon), Lefebvre, Lévesque (Bonaventure), Mailloux, Maltais (Saguenay), Michaud, Parent, Pearson, Picard (Olier), Pinard, Séguin, St-Germain, Tetley, Théberge, Tremblay (Bourassa), Vailancourt, Wagner.—41.

CONTRE—NAYS:—MM.—Messrs. Beaudry, Bergeron, Bernatchez, Boivin, Boudreau, Bousquet, Cardinal, Charbonneau, Cloutier, Croisetière, D'Anjou, Demers, Dozois, Flamand, Fréchette, Gardner, Gauthier (Berthier), Gauthier (Roberval), Gosselin, Grenier, Hamel, Hanley, Johnston, Lafontaine, Lavoie (Wolfe), Leduc (Laviolette), Léveillé, Lizotte, Loubier, Lussier, Maltais (Limoilou), Martel, Martellani, Masse, Mathieu, Morin, Murray, Paul, Picard (Dorchester), Plamondon, Proulx, Roy, Russell, Sauvageau, Shooner, Simard, Théorêt, Tremblay (Chicoutimi), Vincent.—49.

L'amendement est ainsi rejeté.

Et le débat sur la motion principale se continue.

M. Bertrand déclare qu'il n'a pas voté, vu l'absence du chef de l'Opposition, mais que s'il avait voté, il aurait voté contre l'amendement.

Speech you have been pleased to deliver informing us of the reasons for calling the House, which amendment reads as follows:

"*That* the motion under debate be amended by adding thereto the following words:

"while considering the North American economic context, this House blames the government for not taking sufficiently energetic measures to ensure the economic development required to provide employment for Québec's workers, especially those living in underdeveloped areas".

And the Question being put on the amendment, the House divided, and the names being called for, they were taken dows as follows:

So it passed in the negative.

The amendment was accordingly rejected.

And the debate continuing on the main motion.

Mr. Bertrand stated that he had not voted because of the absence of the Leader of the Opposition, but that had he voted, he would have voted against the amendment.

Sur la motion de M. Gosselin, il est—
Ordonné que le débat soit ajourné.

On motion of Mr. Gosselin,—
Ordered, That the debate be adjourned.

M. Laporte propose, secondé par M. Pinard:

Que le nom de M. Lévesque (Bona-venture) soit substitué à celui de M. Laporte sur la liste des membres du comité des industries et du commerce.

La motion est adoptée.

Mr. Laporte moved, seconded by Mr. Pinard:

That the name of Mr. Lévesque (Bona-venture) be substituted for that of Mr. Laporte on the list of members of the Committee on Industries and Trade.

The motion was adopted.

Sur la motion de M. Paul, il est—
Résolu, que la chambre s'ajourne maintenant.

Et, alors, la chambre s'ajourne.

On motion of Mr. Paul,—
Resolved, That the House doth now be adjourned.

And then the House adjourned.

N° 5

**MERCREDI,
5 mars 1969**

Trois heures de l'après-midi.

Prière.

La pétition suivante est présentée et déposée sur le bureau de la chambre:

De la part de Robert Sziklas.

Les pétitions suivantes sont lues et reçues:

De la Corporation des huissiers du district de Montréal, demandant l'adoption d'une loi refondant et revisant la Loi constituant la Corporation des huissiers du district de Montréal.

M. Sauvageau.

De Robert Wylie McFarlane et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant The Georgetown Presbyterian Church.

M. Kennedy.

Conformément à l'ordre du jour, la chambre prend en considération le rapport du comité des règlements, qui se lit comme suit:

« A—*Recommandations prioritaires suggérées pour être mises à l'essai durant la présente session:*

1. *Périodes des questions:* Limiter la période des questions à trente (30) minutes au début de chaque séance tout en gardant le caractère d'urgence et d'intérêt public dans les questions.

Toutes déclarations ministérielles ainsi que le droit d'un bref commentaire du

**WEDNESDAY,
March 5th 1969**

Three o'clock, P.M.

Prayers.

The following petition was presented and tabled:

From Robert Sziklas.

The following petitions were read and received:

Of the Corporation of the bailiffs of the district of Montreal, praying for an Act to consolidate and to revise the Act to incorporate the bailiffs of the district of Montreal.

Mr. Sauvageau.

Of Robert Wylie McFarlane and others, praying for an Act respecting The Georgetown Presbyterian Church.

Mr. Kennedy.

The House, according to Order, proceeded to take into further consideration the report of the Committee on the Rules and Standing Orders, which reads as follows:

“A—*Suggested priority recommendations to be tried out during the present session:*

1. *Question Period:* Limit the question period to thirty (30) minutes at the beginning of each sitting while maintaining the character of urgency and public interest in the questions.

No ministerial declarations as well as or brief commentary by the Leader of

chef de l'Opposition, ou de son représentant, n'écourteraient pas la période allouée aux questions.

2. *Durée des discours:* Le sous-article 1 de l'article 265 du règlement devra être amendé pour se lire: « nul discours ne doit durer plus d'une demi-heure, sauf pour le travail en comité ».

3. *Durée des débats sur le discours du trône et sur le discours du budget:*

Une période maximum de vingt-cinq (25) heures de débats y compris le temps du discours du premier ministre et du discours du chef de l'Opposition est fixée tant pour le débat du discours du trône que pour celui du discours du budget.

On ne tiendra pas compte du temps pris pour la tenue d'un vote sur les vingt-cinq (25) heures allouées.

À l'occasion de ces débats, la durée limite du discours d'un député ou d'un ministre sera de trente (30) minutes à l'exception des discours du premier ministre et du chef de l'Opposition et du ministre des Finances à l'occasion du discours du budget.

4. *Appels des décisions de l'orateur:*

Éliminer tous les appels des décisions de l'orateur sauf pour certaines mesures, soit celles concernant les motions prévues à notre règlement à l'article 140, sous-paragraphes 1, 6 et 7.

5. *Déclarations ministérielles:*

À la suite de toute déclaration ministérielle, seul le chef de l'Opposition, ou son représentant, aurait droit de faire un bref commentaire.

6. *Questions de privilège:*

Le député qui se propose de soulever une question de privilège, qui ne découle pas des délibérations en cours à la chambre, serait tenu de donner au président un avis préalable.

7. *Reclassification des comités permanents et transformation de leur travail:*

the Opposition or his representative will cut short the period allowed for questions.

2. *Length of speeches:* Sub-paragraph 1 of Article 265 of the Rules shall be amended to read: "No speech shall last more than one half hour, except for work in Committee".

3. *Length of debates on the Throne Speech and the Budget Speech:*

A maximum period of twenty-five (25) hours of debate, including the speech by the Prime Minister and the speech by the Leader of the Opposition shall be fixed for the debate on the Throne Speech and the debate on the Budget Speech.

The time taken for a vote shall not be included in the twenty-five (25) hours allotted.

On the occasion of such debates, the time limit for a speech by a Member or a Minister shall be thirty (30) minutes, with the exception of the speech by the Prime Minister and the Leader of the Opposition, and the Minister of Finance on the occasion of the Budget Speech.

4. *Appeals to the House from the Speaker's decisions:*

Eliminate all appeals to the House from the Speaker's decisions with certain exceptions, to wit, those respecting the motions provided under sub-paragraphs 1, 6 and 7 of Article 140 of our Rules and Standing Orders.

5. *Ministerial declarations:*

Following any ministerial declaration, only the Leader of the Opposition or his representative shall have the right to make a brief commentary.

6. *Questions of privilege:*

A member proposing to raise a question of privilege, which does not issue from the deliberations before the House, would be required to give the Speaker previous notice thereof.

7. *Reclassification of the Standing Committees and changing their work:*

a) Tout d'abord, le mot « comité » devrait être remplacé par celui de « commission »;

b) Considérant que la liste actuelle, telle que prévue à l'article 462 est désuète, une nouvelle nomenclature est recommandée. Elle est donc préparée en fonction de l'énumération des ministères, telle qu'elle se trouve à l'article 1 de la Loi des ministères, chapitre 15 des Statuts refondus de Québec 1964;

1. Commission de la présidence du Conseil;

2. Commission de l'administration de la justice;

3. Commission du secrétariat de la Province;

4. Commission des affaires intergouvernementales;

5. Commission des affaires culturelles;

6. Commission des finances;

7. Commission du revenu;

8. Commission des richesses naturelles;

9. Commission des terres et forêts;

10. Commission de l'agriculture et de la colonisation;

11. Commission de la voirie;

12. Commission des travaux publics;

13. Commission du travail et de la main-d'oeuvre;

14. Commission de la santé;

15. Commission des affaires municipales;

16. Commission du tourisme, chasse et pêche;

17. Commission de l'industrie et du commerce;

18. Commission de la famille et du bien-être social;

19. Commission des transports et communications;

20. Commission de l'éducation;

21. Commission des institutions financières, compagnies et coopératives;

22. Commission de l'immigration;

23. Commission des bills privés et bills publics;

24. Commission des comptes publics;

(a) First of all, the word "Comité" in the French version should be replaced by the word "Commission";

(b) Considering that the present list, as provided under Article 462, is obsolete, a new nomenclature is recommended. It has therefore been prepared in accordance with the list of Departments, as shown at section 1 of the Government Departments Act, Chapter 15 of the Revised Statutes of Québec 1964;

1. Committee on the Presidency of the Council;

2. Committee on the Administration of Justice;

3. Committee on the Provincial Secretary's Department;

4. Committee on Intergovernmental Affairs;

5. Committee on Cultural Affairs;

6. Committee on Finance;

7. Committee on Revenue;

8. Committee on Natural Resources;

9. Committee on Lands and Forests;

10. Committee on Agriculture and Colonization;

11. Committee on Roads;

12. Committee on Public Works;

13. Committee on Labour and Manpower;

14. Committee on Health;

15. Committee on Municipal Affairs;

16. Committee on Tourism, Fish and Game;

17. Committee on Industry and Commerce;

18. Committee on Family and Social Welfare;

19. Committee on Transportation and Communications;

20. Committee on Education;

21. Committee on Financial Institutions, Companies and Cooperatives;

22. Committee on Immigration;

23. Committee on Private Bills and Public Bills;

24. Committee on Public Accounts;

25. Commission de l'Assemblée nationale;

c) Le ministre responsable d'un ministère pourrait répondre à toutes les questions concernant les problèmes connexes à ce ministère à savoir les organismes para-ministériels, tels que: commissions, régies, etc.;

d) Chaque commission pourrait étudier les crédits d'un ministère donné, étudier les règlements des lois concernant ce ministère ou étudier tout autre projet qui serait de sa compétence, qu'il soit ou non demandé par la Chambre;

e) Après la 2ème lecture, à la demande d'au moins 5 députés, tout bill est référé à la Commission parlementaire appropriée, laquelle fait au comité plénier de la chambre un rapport contenant une énumération des propositions dont il a été régulièrement saisi.

8. *Formation de la Commission de l'Assemblée nationale:*

Cette commission remplacerait:

a) Le comité des onze (11);

b) Le comité des privilèges et élections;

c) Le comité des règlements;

d) Le comité de la bibliothèque;

e) Le comité des impressions législatives.

Cette commission serait composée de onze (11) membres, incluant le premier ministre et le chef de l'Opposition.

Les responsabilités de cette commission seraient les suivantes:

a) Elle jouerait le rôle de commission consultative auprès du président;

b) Elle pourrait suggérer à l'approbation de la chambre le groupement des commissions permanentes de l'Assemblée nationale;

c) Elle aurait compétence résiduaire sur toutes les matières qui ne seraient pas spécifiquement accordées aux autres commissions;

25. Committee on the National Assembly;

(c) The Minister responsible for a Department may answer all questions respecting problems relating to such Department, namely para-ministerial organizations, such as commissions, boards, etc.;

(d) Each committee may study the estimates of a given Department, examine the regulations of the laws respecting such Department or examine any other project under its jurisdiction, whether or not it has been requested to do so by the House;

(e) After the 2nd reading, at the request of at least 5 Members, any bill shall be referred to the appropriate Parliamentary Committee, which shall make a report to the Committee of the Whole House, enumerating such proposals as it has duly considered.

8. *Appointment of the Committee of the National Assembly:*

Such Committee would replace:

(a) The Committee of Eleven Members;

(b) The Committee on Privileges and Elections;

(c) The Committee on Standing Orders;

(d) The Committee on the Library;

(e) The Committee on Legislative Printings.

Such Committee would be composed of eleven (11) members, including the Prime Minister and the Leader of the Opposition.

The responsibilities of such Committee would be as follows:

(a) It would fulfil the role of an advisory Committee for the President;

(b) It would put forward, for the approval of the House, the grouping of the Standing Committees of the National Assembly.

(c) It would have residual jurisdiction over all matters not under the specific jurisdiction granted to the other Committees;

d) Elle assurerait la gestion administrative de l'Assemblée nationale;

e) Elle préparerait, dans la mesure du possible, au début de chaque session, un calendrier sessionnel.

B—Autre recommandation:

Il est recommandé que le comité de refonte des règlements de l'Assemblée nationale soit reconstitué et autorisé à continuer son étude. »

Le rapport est adopté.

M. LeBel, président du comité spécial institué pour étudier les moyens d'améliorer le travail de l'Assemblée nationale, présente le troisième rapport de ce comité ainsi qu'il suit:

Le comité recommande que les amendements suivants soient apportés au premier rapport présenté à la chambre le 26 février 1969:

1. Le dernier paragraphe de l'article 3, devrait se lire comme suit:

« À l'occasion de ces débats, la durée limite du discours d'un député ou d'un ministre sera de trente (30) minutes à l'exception des discours du premier ministre, du chef de l'Opposition, du ministre des Finances à l'occasion du discours du budget et d'un député désigné par chacun d'eux. »

2. Le paragraphe c) de l'article 7 devrait se lire comme suit:

« Un ministre est responsable devant la commission créée en fonction de son ministère de toutes les questions qui en relèvent ou qui relèvent des organismes dont il est le porte-parole en chambre. »

3. Le paragraphe d) de l'article 7 devrait se lire comme suit:

Chaque commission étudie:

(d) It would ensure the administrative management of the National Assembly;

(e) It would prepare a sessional calendar, in so far as possible, at the beginning of each session.

B—Additional recommendation:

It is recommended that the Committee on the Revision of the Rules and Standing Orders of the National Assembly be reconstituted and authorized to continue its work."

The report was adopted.

Mr. LeBel, Chairman of the Special Committee appointed to examine the means of improving the work of the National Assembly, presented to the House the third report of the said Committee, as follows:

The Committee recommends that the following amendments be made to the first report which was presented to the House on February 26th 1969:

1. The last paragraph of Article 3 should read as follows:

"On the occasion of such debates, the time limit for a speech by a Member or a Minister shall be thirty (30) minutes with the exception of speeches by the Prime Minister, the Leader of the Opposition, and the Minister of Finance on the occasion of the Budget Speech and by a Member appointed by each one of them."

2. Paragraph (c) of Article 7 should read as follows:

"A Minister shall be responsible before the Committee appointed respecting his Department on all questions within its jurisdiction or concerning any organizations for which he is spokesman in the House."

3. Paragraph (d) of Article 7 should read as follows:

Each Committee shall examine:

a) Les crédits du ministère concerné;

b) Les règlements adoptés par le Conseil des ministres relativement aux lois relevant de ce ministère;

c) Tout autre projet ou question relevant du ministre titulaire de ce ministère.

4. Le paragraphe e) de l'article 7 devrait se lire comme suit:

«Après la deuxième lecture, à la demande d'au moins cinq (5) députés, tout bill est référé à la commission parlementaire appropriée À MOINS QUE LA CHAMBRE NE S'Y OPPOSE. La Commission fera au comité plénier de la chambre un rapport contenant une énumération des propositions dont il a été régulièrement saisi.»

Le rapport est lu et adopté.

M. Paul propose, secondé par M. Laporte:

Que le rapport de M. LeBel, président du comité spécial institué pour étudier les moyens d'améliorer le travail de l'Assemblée nationale produit ce jour et amendement le premier rapport du 26 février 1969 soit transformé en motion pour son adoption par la chambre, afin que nos travaux durant la présente session soient régis par ces amendements apportés à notre règlement et que MM. LeBel, Bertrand, Cliche, Demers, Dozois, Hyde, Laporte, Lavoie (Wolfe), Lesage, Maltais (Limoilou), Paul et Pinard soient membres de la commission de l'Assemblée nationale.

La motion est adoptée à l'unanimité.

Le premier rapport du comité spécial institué pour étudier les moyens d'améliorer le travail de l'Assemblée nationale,

(a) The estimates of the Department concerned;

(b) The regulations adopted by the Cabinet respecting the Acts which are within the jurisdiction of such Department;

(c) Any other project or matter within the jurisdiction of the Minister appointed to such Department.

4. Paragraph (e) of Article 7 should read as follows:

"After the second reading, at the request of at least five (5) Members, any bill shall be referred to the appropriate Parliamentary Committee UNLESS THE HOUSE IS OPPOSED THERETO. The Committee shall submit to the House a report enumerating such proposals as it has duly considered."

The report was read and adopted.

Mr. Paul moved, seconded by Mr. Laporte:

That the report by Mr. LeBel, Chairman of the Special Committee appointed to examine the means of improving the work of the National Assembly, which was submitted today and which amends the first report dated February 26th 1969, be converted into a motion to be adopted by the House, in order that our work during the present session shall be governed by such amendments made to our Rules and Standing Orders, and that Messrs. LeBel, Bertrand, Cliche, Demers, Dozois, Hyde, Laporte, Lavoie (Wolfe), Lesage, Maltais (Limoilou), Paul and Pinard be appointed members of the Committee on the National Assembly.

The motion was unanimously adopted.

The first report of the Special Committee appointed to examine the means of improving the work of the National

amendé par le troisième rapport de ce dit comité, se lit maintenant comme suit :

« A—*Recommandations prioritaires suggérées pour être mises à l'essai durant la présente session:*

1. *Périodes des questions:* Limiter la période des questions à trente (30) minutes au début de chaque séance tout en gardant le caractère d'urgence et d'intérêt public dans les questions.

Toutes déclarations ministérielles ainsi que le droit d'un bref commentaire du chef de l'Opposition, ou de son représentant, n'écourteraient pas la période allouée aux questions.

2. *Durée des discours:* Le sous-article 1 de l'article 265 du règlement devra être amendé pour se lire: « nul discours ne doit durer plus d'une demi-heure, sauf pour le travail en comité.

3. *Durée des débats sur le discours du trône et sur le discours du budget:*

Une période maximum de vingt-cinq (25) heures de débats y compris le temps du discours du premier ministre et du discours du chef de l'Opposition est fixée tant pour le débat du discours du trône que pour celui du discours du budget.

On ne tiendra pas compte du temps pris pour la tenue d'un vote sur les vingt-cinq (25) heures allouées.

« À l'occasion de ces débats, la durée limite du discours d'un député ou d'un ministre sera de trente (30) minutes à l'exception des discours du premier ministre, du chef de l'Opposition, du ministre des Finances à l'occasion du discours du budget et d'un député désigné par chacun d'eux. »

4. *Appels des décisions de l'orateur:*

Éliminer tous les appels des décisions de l'orateur sauf pour certaines mesures, soit celles concernant les motions prévues à notre règlement à l'article 140, sous-paragraphes 1, 6 et 7.

Assembly, amended by the third report of this said Committee, now reads as follows:

“A—*Suggested priority recommendations to be tried out during the present session:*

1. *Question Period:* Limit the question period to thirty (30) minutes at the beginning of each sitting while maintaining the character of urgency and public interest in the questions.

No ministerial declarations or brief commentary by the Leader of the Opposition or his representative will cut short the period allowed for questions.

2. *Length of speeches:* Sub-paragraph 1 of Article 265 of the Rules shall be amended to read: “No speech shall last more than one half hour, except for work in Committee”.

3. *Length of debates on the Throne Speech and the Budget Speech:*

A maximum period of twenty-five (25) hours of debate, including the speech by the Prime Minister and the speech by the Leader of the Opposition, shall be fixed for the debate on the Throne Speech and the debate on the Budget Speech.

The time taken for a vote shall not be included in the twenty-five (25) hours allotted.

“On the occasion of such debates, the time limit for a speech by a Member or a Minister shall be thirty (30) minutes with the exception of speeches by the Prime Minister, the Leader of the Opposition, and the Minister of Finance on the occasion of the Budget Speech and by a Member appointed by each one of them.”

4. *Appeals to the House from the Speaker's decisions:*

Eliminate all appeals to the House from the Speaker's decisions with certain exceptions, to wit, those respecting the motions provided under sub-paragraphs 1, 6 and 7 of Article 140 of our Rules and Standing Orders.

5. *Déclarations ministérielles:*

À la suite de toute déclaration ministérielle, seul le chef de l'Opposition, ou son représentant, aurait droit de faire un bref commentaire.

6. *Questions de privilège:*

Le député qui se propose de soulever une question de privilège, qui ne découle pas des délibérations en cours à la chambre, serait tenu de donner au président un avis préalable.

7. *Reclassification des comités permanents et transformation de leur travail:*

a) Tout d'abord, le mot « comité » devrait être remplacé par celui de « commission »;

b) Considérant que la liste actuelle, telle que prévue à l'article 462 est désuète, une nouvelle nomenclature est recommandée. Elle est donc préparée en fonction de l'énumération des ministères, telle qu'elle se trouve à l'article 1 de la Loi des ministères, chapitre 15 des Statuts refondus de Québec 1964;

1. Commission de la présidence du Conseil;

2. Commission de l'administration de la justice;

3. Commission du secrétariat de la Province;

4. Commission des affaires intergouvernementales;

5. Commission des affaires culturelles;

6. Commission des finances;

7. Commission du revenu;

8. Commission des richesses naturelles;

9. Commission des terres et forêts;

10. Commission de l'agriculture et de la colonisation;

11. Commission de la voirie;

12. Commission des travaux publics;

13. Commission du travail et de la main-d'oeuvre;

14. Commission de la santé;

15. Commission des affaires municipales;

16. Commission du tourisme, chasse et pêche;

5. *Ministerial declarations:*

Following any ministerial declaration, only the Leader of the Opposition or his representative would have the right to make a brief commentary.

6. *Questions of privilege:*

A member proposing to raise a question of privilege, which does not issue from the deliberations before the House, will be required to give the Speaker previous notice thereof.

7. *Reclassification of the Standing Committees and changing their work:*

(a) First of all, the word "Comité" in the French version should be replaced by the word "Commission";

(b) Considering that the present list, as provided under Article 462, is obsolete, a new nomenclature is recommended. It has therefore been prepared in accordance with the list of Departments, as shown at section 1 of the Government Departments Act, Chapter 15 of the Revised Statutes of Québec 1964;

1. Committee on the Presidency of the Council;

2. Committee on the Administration of Justice;

3. Committee on the Provincial Secretary's Department;

4. Committee on Intergovernmental Affairs;

5. Committee on Cultural Affairs;

6. Committee on Finance;

7. Committee on Revenue;

8. Committee on Natural Resources;

9. Committee on Lands and Forests;

10. Committee on Agriculture and Colonization;

11. Committee on Roads;

12. Committee on Public Works;

13. Committee on Labour and Manpower;

14. Committee on Health;

15. Committee on Municipal Affairs;

16. Committee on Tourism, Fish and Game;

17. Commission de l'industrie et du commerce;

18. Commission de la famille et du bien-être social;

19. Commission des transports et communications;

20. Commission de l'éducation;

21. Commission des institutions financières, compagnies et coopératives;

22. Commission de l'immigration;

23. Commission des bills privés et bills publics;

24. Commission des comptes publics;

25. Commission de l'Assemblée nationale;

(c) « Un ministre est responsable devant la commission créée en fonction de son ministère de toutes les questions qui en relèvent ou qui relèvent des organismes dont il est le porte-parole en chambre. »

(d) Chaque commission étudie:

(a) Les crédits du ministère concerné;

(b) Les règlements adoptés par le Conseil des ministres relativement aux lois relevant de ce ministère;

(c) Tout autre projet ou question relevant du ministre titulaire de ce ministère.

(e) « Après la deuxième lecture, à la demande d'au moins cinq (5) députés, tout bill est référé à la commission parlementaire appropriée À MOINS QUE LA CHAMBRE NE S'Y OPPOSE. La Commission fera au comité plénier de la chambre un rapport contenant une énumération des propositions dont il a été régulièrement saisi. »

8. *Formation de la Commission de l'Assemblée nationale:*

Cette commission remplacerait:

(a) Le comité des onze (11);

(b) Le comité des privilèges et élections;

(c) Le comité des règlements;

(d) Le comité de la bibliothèque;

17. Committee on Industry and Commerce;

18. Committee on Family and Social Welfare;

19. Committee on Transportation and Communications;

20. Committee on Education;

21. Committee on Financial Institutions, Companies and Cooperatives;

22. Committee on Immigration;

23. Committee on Private Bills and Public Bills;

24. Committee on Public Accounts;

25. Committee on the National Assembly;

(c) "A Minister shall be responsible before the Committee appointed respecting his Department on all questions within its jurisdiction or concerning any organizations for which he is spokesman in the House."

(d) Each Committee shall examine:

(a) The estimates of the Department concerned;

(b) The regulations adopted by the Cabinet respecting the Acts which are within the jurisdiction of such Department;

(c) Any other project or matter within the jurisdiction of the Minister appointed to such Department.

(e) "After the second reading, at the request of at least five (5) Members, any bill shall be referred to the appropriate Parliamentary Committee UNLESS THE HOUSE IS OPPOSED THERETO. The Committee shall submit to the Committee of the Whole House a report enumerating such proposals as it has duly considered."

8. *Appointment of the Committee of the National Assembly:*

Such Committee would replace:

(a) The Committee of Eleven Members;

(b) The Committee on Privileges and Elections;

(c) The Committee on Standing Orders;

(d) The Committee on the Library;

e) Le comité des impressions législatives.

Cette commission serait composée de onze (11) membres, incluant le premier ministre et le chef de l'Opposition.

Les responsabilités de cette commission seraient les suivantes:

a) Elle jouerait le rôle de commission consultative auprès du président;

b) Elle pourrait suggérer à l'approbation de la chambre le groupement des commissions permanentes de l'Assemblée nationale;

c) Elle aurait compétence résiduaire sur toutes les matières qui ne seraient pas spécifiquement accordées aux autres commissions;

d) Elle assurerait la gestion administrative de l'Assemblée nationale;

e) Elle préparerait, dans la mesure du possible, au début de chaque session, un calendrier sessionnel.

B—Autre recommandation:

Il est recommandé que le comité de refonte des règlements de l'Assemblée nationale soit reconstitué et autorisé à continuer son étude. »

Les documents suivants sont déposés sur le bureau de la chambre:

Par M. Bertrand:

Copie d'une lettre, en date du 5 février 1969, adressée à M. Pierre-Elliott Trudeau, Premier ministre du Canada, par M. Jean-Jacques Bertrand, Premier ministre du Québec, au sujet des droits miniers sous-marins.

(Document de la session no 33.)

Rapport annuel de la commission de la fonction publique du Québec, pour 1967.

(Document de la session no 34.)

(e) The Committee on Legislative Printings.

Such Committee would be composed of eleven (11) members, including the Prime Minister and the Leader of the Opposition.

The responsibilities of such Committee would be as follows:

(a) It would fulfil the role of an advisory Committee to the President;

(b) It would put forward, for the approval of the House, the grouping of the Standing Committees of the National Assembly.

(c) It would have residual jurisdiction over all matters not under the specific jurisdiction granted to the other Committees;

(d) It would ensure the administrative management of the National Assembly;

(e) It would prepare a sessional calendar, in so far as possible, at the beginning of each session.

B—Additional recommendation:

It is recommended that the Committee on the Revision of the Rules and Standing Orders of the National Assembly be reconstituted and authorized to continue its work."

The following documents were tabled:

By Mr. Bertrand:

Copy of a letter, dated February 5th 1969, forwarded to Mr. Pierre-Elliott Trudeau, Prime Minister of Canada, by Mr. Jean-Jacques Bertrand, Prime Minister of Québec, respecting off-shore mineral rights.

(Sessional Papers, No. 33.)

Annual report of the Québec Civil Service Commission, for 1967.

(Sessional Papers, No. 34.)

Par M. Cloutier:

Règlements adoptés en vertu de la Loi des hôpitaux du Québec.

(*Document de la session no 35.*)

By Mr. Cloutier:

Regulations adopted under the Québec Hospitals' Act.

(*Sessional Papers, No. 35.*)

Conformément à l'ordre du jour, la chambre reprend le débat sur la motion dont elle a été saisie le mercredi, 26 février dernier.

Que l'adresse suivante soit votée et présentée à l'honorable lieutenant-gouverneur de la province de Québec:

*À l'honorable
lieutenant-gouverneur
de la province de Québec,*

Nous, les membres de l'Assemblée nationale du Québec, réunis en session, vous prions de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il vous a plu de prononcer afin de faire connaître les motifs de la convocation du Parlement.

Et le débat se continue.

M. Laporte propose, par voie d'amendement, econdé par M. Gérin-Lajoie:

Que la motion en discussion soit amendée en y ajoutant les mots suivants:

« Cette chambre regrette que les querelles intestines du gouvernement, son immobilisme, son refus d'assumer ses responsabilités aient privé cette province d'un leadership essentiel, spécialement aux heures graves que nous vivons actuellement. »

Sur la motion de M. Cardinal, il est—
Ordonné que le débat soit ajourné.

The House, according to Order, resumed the Debate on the Question which was on Wednesday, February 26th, proposed that it be,—

Resolved, That an humble Address be voted and presented to the Honourable the Lieutenant-Govetor of the Province of Québec, as follows, to wit:

*To the Honourable
the Lieutenan -Governor
of the Province of Québec,*

We, the members of the National Assembly of Québec, in session assembled, beg you to be pleased to accept, with the assurance of our loyalty to Her Majesty, our humble thanks for the Speech you have been pleased to deliver informing us of the reasons for calling the House.

And the debate continuing.

Mr. Laporte moved, in amendment, seconded by Mr. Gérin-Lajoie:

That the motion under debate be amended by adding thereto the following words:

“This House regrets that the internal quarrels of the government, its inertia, and its refusal to assume its responsibilities, have deprived the province of essential leadership, especially during these troubled times.”

On motion of Mr. Cardinal,—
Ordered, That the debate be adjourned.

Sur la motion de M. Paul, il est—
Résolu, que la chambre s'ajourne main-
tenant.

Et, alors, la chambre s'ajourne.

On motion of Mr. Paul,—
Resolved, That the House doth now be
adjourned.

And then the House adjourned.

N° 6

**JEUDI,
6 mars 1969**

Trois heures de l'après-midi.

Prière.

Les pétitions suivantes sont présentées et déposées sur le bureau de la chambre:

De la part de la cité de Côte Saint-Luc;
De la part de la ville de Montréal.

La pétition suivante est lue et reçue:

De Robert Sziklas, demandant l'adoption d'une Loi concernant les servitudes imposant des restrictions aux droits de construire dans la ville de Montréal.

Les documents suivants sont déposés sur le bureau de la chambre:

Par M. Paul pour M. Gabias:

Rapport concernant les règlements adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil en vertu de l'article 106b de la Loi des caisses d'épargne et de crédit.

(Document de la session no 36.)

Par M. Paul:

Rapport du secrétaire de la province prévu par les dispositions de l'article 1 de la Loi autorisant la concession de certaines forces hydrauliques à Belleterre Québec Mines, Limited (1947, chapitre 40).

(Document de la session no 37.)

**THURSDAY,
March 6th 1969**

Three o'clock, P.M.

Prayers.

The following petitions were presented and tabled:

From the city of Côte Saint-Luc;
From the city of Montreal.

The following petition was read and received:

Of Robert Sziklas, praying for an Act respecting the servitudes imposing restrictions on rights to build in the city of Montreal.

The following documents were tabled:

By Mr. Paul, on behalf of Mr. Gabias:

Statement concerning the regulations adopted by the Lieutenant-Governor in Council pursuant to the provisions of section 106b of the Savings and Credit Unions Act.

(Sessional Papers, No. 36.)

By Mr. Paul:

Report of the Provincial Secretary pursuant to the provisions of Section 1 of the Act to authorize the concession of certain water-powers to Belletierre Québec Mines, Limited (1947, chapter 40).

(Sessional Papers, No. 37.)

Dépôts des arrêtés en conseil, prévu par les dispositions de l'article 9 du Régime de retraite des fonctionnaires (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 14), modifié par le chapitre 15 des lois de 1965 (1ère session).

(Document de la session no 38.)

Dépôt de l'arrêté en conseil prévu par les dispositions de l'article 54 de la Loi de la Législature (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 6).

(Document de la session no 39.)

Rapport annuel de la commission d'aménagement de Québec, pour 1967/68 (conformément aux dispositions de l'article 17 de la Loi de la Commission d'aménagement de Québec 1960/61, chapitre 17).

(Document de la session no 40.)

Liste des commissions délivrées pendant l'année 1968, en vertu de l'article 5 de la Loi des employés publics (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 12).

(Document de la session no 41.)

État détaillé des remises des droits et des peines en vertu de l'article 57 de la Loi du ministère du revenu (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 66).

(Document de la session no 42.)

Rapport du secrétaire de la province, prévu par les dispositions de l'article 13 de la Loi des compagnies étrangères (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 282).

(Document de la session no 43.)

Deposit of Orders in Council, pursuant to the provisions of Section 9 of the Civil Service Superannuation Plan (Revised Statutes of Québec, 1964, chapter 14), as amended by chapter 15 of the Statutes of 1965 (1st session).

(Sessional Papers, No. 38.)

Deposit of an Order in Council, pursuant to the provisions of Section 54 of the Legislature Act, (Revised Statutes of Québec 1964, chapter 6).

(Sessional Papers, No. 39.)

Annual report of the Québec Planning Commission, for 1967/68 (pursuant to the provisions of section 17 of the Québec Planning Commission Act 1960/61, chapter 17).

(Sessional Papers, No. 40.)

List of commissions issued during the year 1968, under section 5 of the Public Officers Act (Revised Statutes of Québec, 1964, chapter 12).

(Sessional Papers, No. 41.)

Detailed statement of remissions of duties and penalties made in virtue of Section 57 of the Revenue Department Act (Revised Statutes of Québec, 1964, chapter 66).

(Sessional Papers, No. 42.)

Report of the Provincial Secretary, pursuant to the provisions of Section 13 of the Extra-Provincial Companies Act (Revised Statutes of Québec, 1964, chapter 282).

(Sessional Papers, No. 43.)

Conformément à l'ordre du jour, la chambre reprend le débat sur l'amendement de M. Laporte à la motion dont elle a été saisie le mercredi, 26 février dernier :

The House, according to Order, resumed the debate on the amendment by Mr. Laporte to the Question which was on Wednesday, February 26th, proposed that it be,—

Que l'adresse suivante soit votée et présentée à l'honorable lieutenant-gouverneur de la province de Québec :

*À l'honorable
lieutenant-gouverneur
de la province de Québec,*

Nous, les membres de l'Assemblée nationale du Québec, réunis en session, vous prions de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il vous a plu de prononcer afin de faire connaître les motifs de la convocation du Parlement, lequel amendement se lit comme suit :

« *Que* la motion en discussion soit amendée en y ajoutant les mots suivants :

« Cette chambre regrette que les querelles intestines du gouvernement, son immobilisme, son refus d'assumer ses responsabilités aient privé cette province d'un leadership essentiel spécialement aux heures graves que nous vivons actuellement ». »

Sur la motion de M. Michaud, secondé par M. St-Germain, il est—

Ordonné que le débat soit ajourné.

Du consentement unanime de la chambre, et sur la motion de M. Paul, il est—

Résolu que, lorsque cette chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à demain, à dix heures et demie du matin.

Et, alors, la chambre s'ajourne.

Resolved, That an humble Address be voted and presented to the Honourable the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, as follows, to wit:

*To the Honourable
the Lieutenant-Governor
of the Province of Québec,*

We, the members of the National Assembly of Québec, in session assembled, beg you to be pleased to accept, with the assurance of our loyalty to Her Majesty, our humble thanks for the Speech you have been pleased to deliver informing us of the reasons for calling the House, which amendment reads as follows:

"*That* the motion under debate be amended by adding thereto the following words:

"This House regrets that the internal quarrels of the government, its inertia, and its refusal to assume its responsibilities, have deprived the province of essential leadership, especially during these troubled times". "

On motion of Mr. Michaud, seconded by Mr. St-Germain,—

Ordered, That the debate be adjourned.

With the unanimous consent of the House, and on motion of Mr. Paul,—

Resolved, That when this House adjourns today, it do stand adjourned until tomorrow at ten thirty o'clock, A.M.

And then the House adjourned.

N° 7

**VENDREDI,
7 mars 1969**

Dix heures et demie du matin.

Prière.

Les pétitions suivantes sont lues et reçues:

De la cité de Côte Saint-Luc, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

M. Goldbloom.

De la ville de Montréal, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

M. Sauvageau.

M. Dozois dépose sur le bureau de la chambre le document suivant:

État détaillé de tous les cautionnements fournis sous l'autorité de la Loi des employés publics et des changements qui peuvent y avoir été faits depuis l'époque à laquelle le dernier état a été soumis à la Législature. S. R. Q., 1964, chap. 12, art. 42.

(Document de la session no 44.)

Conformément à l'ordre du jour, la chambre reprend le débat sur l'amendement de M. Laporte à la motion dont elle a été saisie le mercredi, 26 février dernier:

Que l'adresse suivante soit votée et présentée à l'honorable lieutenant-gouverneur de la province de Québec:

**FRIDAY,
March 7th 1969**

Ten thirty o'clock, A.M.

Prayers.

The following petitions were read and received:

From the city of Côte Saint-Luc, praying for an Act to amend its charter.

Mr. Goldbloom.

From the city of Montreal, praying for an Act to amend its charter.

Mr. Sauvageau.

Mr. Dozois tabled the following document:

Detailed statement of all securities given under the authority of the Public Officers Act, and of any changes that may have been made thereto since the previous return was submitted to the Legislature. R. S. Q., 1964, chap. 12, art. 42.

(Sessional Papers, No. 44.)

The House, according to Order, resumed the debate on the amendment by Mr. Laporte to the Question which was on Wednesday, February 26th, proposed that it be,—

Resolved, That an humble Address be voted and presented to the Honourable the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, as follows, to wit:

À l'honorable
lieutenant-gouverneur
de la province de Québec,

Nous, les membres de l'Assemblée nationale du Québec, réunis en session, vous prions de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il vous a plu de prononcer afin de faire connaître les motifs de la convocation du Parlement, lequel amendement se lit comme suit:

« Que la motion en discussion soit amendée en y ajoutant les mots suivants:

« Cette chambre regrette que les querelles intestines du gouvernement, son immobilisme, son refus d'assumer ses responsabilités aient privé cette province d'un leadership essentiel, spécialement aux heures graves que nous vivons actuellement ». »

Sur la motion de M. Lévesque (Laurier), secondé par M. Harvey, il est—

Ordonné que le débat soit ajourné.

Sur la motion de M. Paul, il est—

Résolu que, lorsque cette chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à mardi prochain, à trois heures de l'après-midi.

Et, alors, la chambre s'ajourne.

To the Honourable
the Lieutenant-Governor
of the Province of Québec,

We, the members of the National Assembly of Québec, in session assembled, beg you to be pleased to accept, with the assurance of our loyalty to Her Majesty, our humble thanks for the Speech you have been pleased to deliver informing us of the reasons for calling the House, which amendment reads as follows:

"That the motion under debate be amended by adding thereto the following words:

"This House regrets that the internal quarrels of the government, its inertia, and its refusal to assume its responsibilities, have deprived the province of essential leadership, especially during these troubled times".

On motion of Mr. Lévesque (Laurier), seconded by Mr. Harvey,—

Ordered, That the debate be adjourned.

On motion of Mr. Paul,—

Resolved, That when this House adjourns today, it do stand adjourned until Tuesday next, at three o'clock, P.M.

And then the House adjourned.

**MARDI,
11 mars 1969**

Trois heures de l'après-midi.

Prière.

M. le président s'exprime comme suit :

J'ai l'honneur d'informer la chambre que j'ai reçu, du président général des élections, le certificat d'élection suivant :

**PRÉSIDENT GÉNÉRAL
DES ÉLECTIONS**

Québec, le 11 mars 1969.

À monsieur le président
de l'Assemblée nationale du Québec,
Hôtel du Gouvernement,
Québec.

Monsieur,

Je certifie que, conformément à un bref d'élection émis le neuf (9) janvier mil neuf cent soixante-neuf (1969) et adressé à monsieur R.-Eugène Tanguay, comptable, domicilié à Montréal, monsieur Mario Beaulieu, notaire, a été, ainsi qu'il appert du rapport qui se trouve dans les archives de mon bureau, élu député du collège électoral de Dorion à l'Assemblée nationale du Québec, en remplacement de monsieur François Aquin, démissionnaire.

FRANÇOIS DROUIN, C.R.,
Président général des élections.

Monsieur Mario Beaulieu, notaire, député du collège électoral de Dorion, est présenté et prend séance.

**TUESDAY,
March 11th 1969**

Three o'clock, P.M.

Prayers.

Mr. President spoke as follows:

I have the honour to inform the House that I have received from the Chief Returning-Officer the following certificate of election:

CHIEF RETURNING-OFFICER

Québec, March 11, 1969.

To Mr. President
of the National Assembly of Québec,
Government Buildings,
Québec.

Sir:

I do certify that, in consequence of a writ of election issued on the ninth (9th) of January, nineteen hundred and sixty-nine (1969) and addressed to Mr. R.-Eugène Tanguay, Accountant, residing in Montreal, Mr. Mario Beaulieu, Notary, has been elected member to represent the electoral division of Dorion in the National Assembly of Québec, in the place of Mr. François Aquin, resigned, as it appears by the election return now of record in my office.

FRANÇOIS DROUIN, Q.C.,
Chief Returning-Officer.

Mr. Mario Beaulieu, Notary, member for the electoral division of Dorion, was introduced and took his seat.

Les documents suivants sont déposés sur le bureau de la chambre:

Par M. Vincent:

Copie de tous les arrêtés en conseil adoptés en vertu de la Loi pour augmenter le domaine cultivable de la province (1946, chap. 31, art. 3).

(Document de la session no 45.)

Copie de tous les arrêtés en conseil réservant des cantons ou parties de cantons en faveur des sociétés de colonisation (S.R.Q., 1964, chap. 104, art. 18).

(Document de la session no 46.)

Par M. Bertrand:

Copie de la correspondance, en date du 27 février et du 3 mars 1969, échangée entre M. Pierre-Elliott Trudeau, Premier ministre du Canada, et M. Jean-Jacques Bertrand, Premier ministre du Québec, au sujet des droits miniers sous-marins, ainsi que copie de la déclaration du Premier ministre du Canada, à ce sujet à la Chambre des communes, et aussi copie d'une carte montrant l'emplacement exact des lignes d'administration des ressources minières de la baie et du détroit d'Hudson.

(Document de la session no 47.)

Par M. Lussier:

Rapport annuel de la Régie des eaux du Québec, pour la période du 1er janvier au 31 décembre 1968.

(Document de la session no 48.)

Du consentement unanime de la chambre, la question suivante inscrite au feuillet de l'Assemblée législative en date du 18 décembre 1968, est lue et répondue:

Question par M. Brisson:

1. Le gouvernement a-t-il droit de regard concernant la nomination des administrateurs de la société Sidbec ?

The following documents were tabled:

By Mr. Vincent:

Copy of all the Orders in Council passed under the Act to enlarge the arable domain of the Province (1946, chap. 31, sec. 3).

(Sessional Papers, No. 45.)

Copy of all the Orders in Council by which any townships or portions of townships are set apart for Colonization Societies (R.S.Q., 1964, chap. 104, sec. 18).

(Sessional Papers, No. 46.)

By Mr. Bertrand:

Copy of correspondence, dated February 27th and March 3rd 1969, between Mr. Pierre-Elliott Trudeau, Prime Minister of Canada, and Mr. Jean-Jacques Bertrand, Prime Minister of Québec, respecting off-shore mineral rights, together with a copy of the statement by the Prime Minister in the House of Commons respecting this matter, and also a copy of a map showing the exact location of the administrative lines for mining resources in Hudson Bay and Hudson Strait.

(Sessional Papers, No. 47.)

By Mr. Lussier:

Annual report of the Québec Water Board, for the period from January 1st to December 31st 1968.

(Sessional Papers, No. 48.)

With the unanimous consent of the House, the following question put down upon the Agenda Paper of the Legislative Assembly for December 18th 1968, was read and answered:

Question by Mr. Brisson:

1. Does the government have right of control respecting the appointment of the directors of the firm of Sidbec ?

2. À quelle date et à quel titre Me Marcel Faribault a-t-il été nommé à ce conseil d'administration ?

3. Quel traitement annuel reçoit-il ?

Réponse par M. Dozois:

1. Les administrateurs de la société Sidbec sont élus par les actionnaires. Au cas de vacance, celle-ci peut être comblée par les administrateurs.

Par ailleurs, l'article 6 de la loi concernant l'établissement par Sidbec d'un complexe sidérurgique intégré, chapitre 77 des lois de 1968, prévoit qu'une personne qui n'est pas actionnaire peut néanmoins être élue ou nommée administrateur si elle est désignée à cette fin par le lieutenant-gouverneur en conseil.

2. Le 6 août 1968, à titre d'actionnaire, par les actionnaires.

3. La réponse de Sidbec est annexée et se lit comme suit:

SIDBEC

le 10 mars 1969.

Me Édouard Laurent,
Conseiller spécial
du Conseil Exécutif,
Cabinet du Ministère du Travail,
Hôtel du Gouvernement,
Québec.

Cher Monsieur,

Sujet: Traitement annuel des administrateurs de SIDBEC.

À la suite d'une question rapportée au feuillet de l'Assemblée législative, il me fait plaisir de vous faire part des informations suivantes:

1. Au 12 novembre 1968, date à laquelle la question a été posée, les administrateurs de SIDBEC y compris Me Marcel Faribault, recevaient un traitement annuel de \$1,800.

2. On what date and to what position was Mr. Marcel Faribault appointed to such board of directors ?

3. What annual salary does he receive ?

Answer by Mr. Dozois:

1. The Directors of the firm of Sidbec are elected by the shareholders. In case of a vacancy, such vacancy may be filled by the Directors.

In addition, section 6 of the Act respecting the establishment of an integrated steel complex by Sidbec, 1968 chapter 77, provides that a person who is not a shareholder may nevertheless be elected or appointed a Director if he is appointed for such purpose by the Lieutenant-Governor in Council.

2. August 6th 1968, as a shareholder, by the shareholders.

3. The answer from Sidbec is attached and reads as follows:

SIDBEC

March 10th 1969.

Mr. Édouard Laurent,
Special Adviser to the Executive Council,
Office of the Minister of Labour
Government Buildings,
Québec.

Dear Sir,

Reference: Annual salaries of the Directors of SIDBEC.

Further to a question put down upon the Agenda Paper of the Legislative Assembly, I am pleased to give you the following information:

1. As at November 12th 1968, the date on which the question was asked, the Directors of Sidbec, including Mr. Marcel Faribault, were in receipt of an annual salary of \$1,800.

2. À compter du 17 février 1969, aucune rémunération n'est payée aux administrateurs de SIDBEC, y compris Me Marcel Faribault.

Veuillez agréer, chez Monsieur, l'expression de mes sentiments distingués.

J.-P. GIGNAC,
Président.

Du consentement unanime de la chambre, M. Dozois propose:

Que la chambre, au cours de la présente séance, se forme en comité pour prendre en considération les subsides à accorder à Sa Majesté.

La motion est adoptée.

2. Commencing February 17th 1969, no remuneration is being paid to the Directors of SIDBEC, including Mr. Marcel Faribault.

Yours very truly.

J.-P. GIGNAC,
President.

With the unanimous consent of the House, Mr. Dozois moved:

That during the present sitting, the House do resolve itself into a committee to consider the supply to be granted to Her Majesty.

The motion was adopted.

Du consentement unanime de la chambre, M. Dozois propose:

Que la chambre, au cours de la présente séance, se forme en comité pour prendre en considération les voies et moyens de payer les subsides à accorder à Sa Majesté.

La motion est adoptée.

With the unanimous consent of the House, Mr. Dozois moved:

That during the present sitting, the House do resolve itself into a committee to consider the ways and means for raising the supply to be granted to Her Majesty.

The motion was adopted.

M. Dozois transmet à M. le président et M. le président lit à la chambre le message suivant de Son Honneur l'Administrateur de la province de Québec:

L'honorable Administrateur de la province de Québec transmet à l'Assemblée nationale le budget des dépenses pour l'année financière se terminant le 31 mars 1970, conformément aux dispositions de l'article 54 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1867, et recommande ce

Mr. Dozois delivered to Mr. President a Message from the Honourable the Administrator of the Province of Québec:

And the Message was read by Mr. President as followeth:

The Honourable the Administrator of the Province of Québec forwards to the National Assembly the Estimates of Expenditure for the fiscal year ending March 31st 1970, in pursuance of the provisions of the 54th Section of the British North America Act, 1867, and

budget à la considération de la chambre.

ANDRÉ TASCHEREAU.

Hôtel du Gouvernement,
Québec, le 11 mars 1969.

(Document de la session no 1.)

M. Dozois propose:

Que le message de l'honorable Administrateur de la province de Québec soit renvoyé au comité des subsides, avec le budget qui l'accompagne.

La motion est adoptée.

Conformément à l'ordre du jour, la chambre reprend le débat sur l'amendement de M. Laporte à la motion dont elle a été saisie le mercredi, 26 février dernier:

Que l'adresse suivante soit votée et présentée à l'honorable lieutenant-gouverneur de la province de Québec:

À l'honorable
lieutenant-gouverneur
de la province de Québec,

Nous, les membres de l'Assemblée nationale du Québec, réunis en session, vous prions de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il vous a plu de prononcer afin de faire connaître les motifs de la convocation du Parlement, lequel amendement se lit comme suit:

« *Que* la motion en discussion soit amendée en y ajoutant les mots suivants:

recommends these Estimates to the consideration of the House.

ANDRÉ TASCHEREAU.

Government House,
Québec, March 11th 1969.

(Sessional Papers, No. 1.)

Mr. Dozois moved:

That the message of the Honourable the Administrator of the Province of Québec together with the Estimates accompanying the same, be referred to the Committee of Supply.

The motion was adopted.

The House, according to Order, resumed the debate on the amendment by Mr. Laporte to the Question which was on Wednesday, February 26th, proposed that it be,—

Resolved, That an humble Address be voted and presented to the Honourable the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, as follows, to wit:

To the Honourable
the Lieutenant-Governor
of the Province of Québec,

We, the members of the National Assembly of Québec, in session assembled, beg you to be pleased to accept, with the assurance of our loyalty to Her Majesty, our humble thanks for the Speech you have been pleased to deliver informing us of the reasons for calling the House, which amendment reads as follows:

“*That* the motion under debate be amended by adding thereto the following words:

« Cette chambre regrette que les querelles intestines du gouvernement, son immobilisme, son refus d'assumer ses responsabilités aient privé cette province d'un leadership essentiel, spécialement aux heures graves que nous vivons actuellement ». »

Sur la motion de M. Cadieux, secondé par M. Vaillancourt, il est—

Ordonné que le débat soit ajourné.

“This House regrets that the internal quarrels of the government, its inertia, and its refusal to assume its responsibilities, have deprived the province of essential leadership, especially during these troubled times”.”

On motion of Mr. Cadieux, seconded by Mr. Vaillancourt,—

Ordered, That the debate be adjourned.

Sur la motion de M. Paul, il est—

Résolu, que la chambre s'ajourne maintenant.

Et, alors, la chambre s'ajourne.

On motion of Mr. Paul,—

Resolved, That the House doth now be adjourned.

And then the House adjourned.

N^o 9

**MERCREDI,
12 mars 1969**

Trois heures de l'après-midi.

Prière.

Les pétitions suivantes sont présentées et déposées sur le bureau de la chambre:

De la part de Imperial Trust Company;

De la part de l'Association des puisatiers du Québec;

De la part de The Royal Trust Company.

**WEDNESDAY,
March 12th 1969**

Three o'clock, P.M.

Prayers.

The following petitions were presented and tabled:

From the Imperial Trust Company;

From l'Association des puisatiers du Québec;

From The Royal Trust Company.

Conformément à l'ordre du jour, la chambre reprend le débat sur l'amendement de M. Laporte à la motion dont elle a été saisie le mercredi, 26 février dernier:

Que l'adresse suivante soit votée et présentée à l'honorable lieutenant-gouverneur de la province de Québec:

*À l'honorable
lieutenant-gouverneur
de la province de Québec,*

Nous, les membres de l'Assemblée nationale du Québec, réunis en session, vous prions de bien vouloir agréer, avec l'assurance notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il vous a plu de prononcer afin de faire connaître les motifs de la convocation du Parlement, lequel amendement se lit comme suit:

« *Que* la motion en discussion soit amendée en y ajoutant les mots suivants:

The House, according to Order, resumed the debate on the amendment by Mr. Laporte to the Question which was on Wednesday, February 26th, proposed that it be,—

Resolved, That an humble Address be voted and presented to the Honourable the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, as follows, to wit:

*To the Honourable
the Lieutenant-Governor
of the Province of Québec,*

We, the members of the National Assembly of Québec, in session assembled, beg you to be pleased to accept, with the assurance of our loyalty to Her Majesty, our humble thanks for the Speech you have been pleased to deliver informing us of the reasons for calling the House, which amendment reads as follows:

“*That* the motion under debate be amended by adding thereto the following words:

« Cette chambre regrette que les querelles intestines du gouvernement, son immobilisme, son refus d'assumer ses responsabilités aient privé cette province d'un leadership essentiel, spécialement aux heures graves que nous vivons actuellement », »

Sur la motion de M. Dozois, il est—
Ordonné que le débat soit ajourné.

'This House regrets that the internal quarrels of the government, its inertia, and its refusal to assume its responsibilities, have deprived the province of essential leadership, especially during these troubled times'."

On motion of Mr. Dozois, —
Ordered, That the debate be adjourned.

Sur la motion de M. Paul, il est—
Résolu, que la chambre s'ajourne maintenant.

Et, alors, la chambre s'ajourne.

On motion of Mr. Paul, —
Resolved, That the House doth now be adjourned.

And then the House adjourned.

**JEUDI,
13 mars 1969**

Trois heures de l'après-midi.

Prière.

Les pétitions suivantes sont lues et reçues:

De l'Association des puisatiers du Québec, demandant l'adoption d'une loi aux fins de réglementer leur association.

M. Plamondon.

De Imperial Trust Company, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

M. D'Anjou.

De The Royal Trust Company, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

M. Sauvageau.

**THURSDAY,
March 13th 1969**

Three o'clock, P.M.

Prayers.

The following petitions were read and received:

From the Québec Drillers' Association, praying for an Act in order to regulate their association.

Mr. Plamondon.

From Imperial Trust Company, praying for an Act to amend its charter.

Mr. D'Anjou.

From The Royal Trust Company, praying for an Act to amend its charter.

Mr. Sauvageau.

M. Sauvageau, du comité des règlements, présente le troisième rapport de ce comité ainsi qu'il suit:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

De George Henry Bédard et autres, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des pharmaciens de la province de Québec à les admettre à titre d'« assistants-pharmaciens »;

De Henry Abouzakhm et autres, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des pharmaciens de la province

Mr. Sauvageau, from the Standing Committee on Standing Orders, presented to the House the third report of the said Committee as follows:

Your Committee find that the petition and notice are regular and sufficient and the bill regular and in conformity with the petition and notice in each of the following cases:

From George Henry Bédard and others, praying for an Act to authorize the College of Pharmacists of the Province of Québec to admit them as "Assistant Pharmacists";

From Henry Abouzakhm and others, praying for an Act to authorize the College of Pharmacists of the Province of

de Québec à les admettre à titre d'« assistants-pharmaciens »;

De Paul-G. Rodier et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de Charles-Séraphin Rodier;

De « The Spiritual Healing Church », demandant l'adoption d'une loi lui accordant certains pouvoirs;

De Artin Artinian, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des pharmaciens de la province de Québec à l'admettre à titre d'« assistant-pharmacien ».

Votre comité recommande de prolonger au 31 mai 1969, inclusivement, les délais relatifs à la présentation des bills privés et à la réception des rapports sur bills privés.

Le rapport est lu et adopté.

Québec to admit them as "Assistant Pharmacists";

From Paul-G. Rodier and others, praying for an Act respecting the estate of Charles-Séraphin Rodier;

From "The Spiritual Healing Church", praying for an Act granting it certain powers;

From Artin Artinian, praying for an Act to authorize the College of Pharmacists of the Province of Québec to admit him as "Assistant Pharmacist".

Your Committee recommend that the delay for presenting Private Bills and receiving reports on Private Bills be extended to the 31st of May 1969, inclusively.

The report was read and adopted.

M. LeBel de la commission de l'Assemblée nationale présente le premier rapport de cette commission ainsi qu'il suit:

Votre commission a choisi M. LeBel pour son président.

Votre commission a nommé le président de la commission permanente suivante, et a fixé le nombre des membres et le quorum de cette commission ainsi qu'il suit:

Commission des transports et communications—Committee on Transportation and Communications.

Président—Chairman: M.—Mr. Sauvageau.

MM.—Messrs. D'Anjou, Flamand, Gauthier (Berthier), Kennedy, Mme—Mrs. Kirkland-Casgrain, MM.—Messrs. Lizotte, Pearson, Picard (Dorchester), Vaillancourt.

Nombre de membres—Number of members: 10.

Quorum: 5.

Et que cette commission soit autorisée à délibérer et à s'enquérir de toutes les affaires et de toutes les matières que la chambre lui aura renvoyées ou qui sont de sa compétence, à faire de temps à autre des rapports exprimant ses observations

Mr. LeBel from the Committee on the National Assembly presented the first report of such Committee as follows:

Your Committee have chosen Mr. LeBel as their Chairman.

Your Committee have appointed the Chairman of the following Standing Committee, and have fixed the number of members and the quorum of this Committee as follows:

And that such Committee be empowered to examine and inquire into all such matters and things as may be referred to it by the House or as may be under its jurisdiction, to report, from time to time, its observations and opinions thereon,

et ses vues sur ces affaires et ces matières, et à envoyer chercher les personnes, les pièces et les dossiers dont elle aura besoin.

Le rapport est lu et adopté.

M. Bertrand propose:

Que le troisième rapport du comité des règlements, prolongeant les délais relatifs à la présentation des bills privés et à la réception des rapports sur bills privés, soit considéré comme suffisant pour couvrir les dispositions de l'article 648 du règlement.

La motion est adoptée.

Ordonné que M. Martellani ait la permission de présenter le bill no 101, intitulé: « Loi autorisant le Collège des pharmaciens de la province de Québec à inscrire dans ses registres George Henry Bédard et d'autres citoyens canadiens, à titre d'assistants-pharmaciens ».

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Martellani ait la permission de présenter le bill no 102, intitulé: « Loi autorisant le Collège des pharmaciens de la province de Québec à inscrire dans ses registres Henry Abouzakhm et d'autres personnes, à titre d'assistants-pharmaciens ».

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Martellani ait la permission de présenter le bill no 105, intitulé: « Loi concernant la succession de l'honorable Charles-Séraphin Rodier ».

and to send for such persons, papers and records as it may need.

The report was read and adopted.

Mr. Bertrand moved:

That the third report of the Committee on Standing Orders extending the delays respecting the presenting of private bills and receiving of reports on private bills be considered sufficient to cover the provisions of Article 648 of the Standing Orders.

The motion was adopted.

Ordered, That Mr. Martellani have leave to bring in bill No. 101, intituled: "An Act to authorize the College of Pharmacists of the Province of Québec to enter George Henry Bédard and other Canadian citizens in its registers as assistant pharmacists".

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

Ordered, That Mr. Martellani have leave to bring in bill No. 102, intituled: "An Act to authorize the College of Pharmacists of the Province of Québec to enter Henry Abouzakhm and certain other persons in its registers as assistant pharmacists".

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

Ordered, That Mr. Martellani have leave to bring in bill No. 105, intituled: "An Act respecting the estate of the Honourable Charles-Séraphin Rodier".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Martellani ait la permission de présenter le bill no 176, intitulé: « Loi autorisant le Collège des pharmaciens de la province de Québec à inscrire dans ses registres Artin Artinian, à titre d'assistant-pharmacien ».

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Bernatchez ait la permission de présenter le bill no 110, intitulé: « Loi concernant la succession de Joseph L. Greenspon ».

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Hyde ait la permission de présenter le bill no 161, intitulé: « Loi concernant Spiritual Healing Church ».

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Tremblay (Montmorcency) ait la permission de présenter le bill no 175, intitulé: « Loi constituant la Corporation des bibliothécaires professionnels du Québec ».

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

Ordered, That Mr. Martellani have leave to bring in bill No. 176, intituled: "An Act to authorize the College of Pharmacists of the Province of Québec to enter Artin Artinian in its registers as an assistant pharmacist".

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

Ordered, That Mr. Bernatchez have leave to bring in bill No. 110, intituled: "An Act respecting the estate of Joseph L. Greenspon".

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

Ordered, That Mr. Hyde have leave to bring in bill No. 161, intituled: "An Act respecting Spiritual Healing Church".

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

Ordered, That Mr. Tremblay (Montmorcency) have leave to bring in bill No. 175, intituled: "An Act to incorporate The Corporation of Professional Librarians of Québec".

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

Les documents suivants sont déposés sur le bureau de la chambre:

The following documents were tabled:

Par M. Bertrand:

Rapport du comité d'études sur les institutions financières, concernant la liquidation de Alliance Crédit Corporation.
(*Document de la session no 49.*)

Par M. Allard:

Copie d'un arrêté en conseil, en date du 13 novembre 1968, concernant la demande de Southern Canada Power Company, Limited d'exporter de l'énergie électrique aux États-Unis.
(*Document de la session no 50.*)

Par M. Cardinal:

Rapport de la Commission d'enquête sur le transport scolaire.
(*Document de la session no 51.*)

Annexe au rapport de la Commission d'enquête sur le transport scolaire, concernant les normes minima de construction des autobus scolaires.
(*Document de la session no 52.*)

Conformément à l'ordre du jour, la chambre reprend le débat sur l'amendement de M. Laporte à la motion dont elle a été saisie le mercredi, 26 février dernier:

Que l'adresse suivante soit votée et présentée à l'honorable lieutenant-gouverneur de la province de Québec:

À l'honorable
lieutenant-gouverneur
de la province de Québec,

Nous, les membres de l'Assemblée nationale du Québec, réunis en session, vous prions de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il vous a plu de prononcer afin de faire connaître les motifs de la convoca-

By Mr. Bertrand:

Report of the study Committee on Financial Institutions, respecting the liquidation of Alliance Credit Corporation.
(*Sessional Papers, No. 49.*)

By Mr. Allard:

Copy of an Order in Council, dated November 13th 1968, respecting the request of Southern Canada Power Company, Limited to export electric power to the United States.
(*Sessional Papers, No. 50.*)

By Mr. Cardinal:

Report of the Commission of Inquiry on school transportation.
(*Sessional Papers, No. 51.*)

Appendix to the report of the Commission of Inquiry on school transportation, respecting the minimum construction standards for school buses.
(*Sessional Papers, No. 52.*)

The House, according to Order, resumed the debate on the amendment by Mr. Laporte to the Question which was on Wednesday, February 26th, proposed that it be,—

Resolved, That an humble Address be voted and presented to the Honourable the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, as follows, to wit:

To the Honourable
the Lieutenant-Governor
of the Province of Québec,

We, the members of the National Assembly of Québec, in session assembled, beg you to be pleased to accept, with the assurance of our loyalty to Her Majesty, our humble thanks for the Speech you have been pleased to deliver informing us of the reasons for calling

tion du Parlement, lequel amendement se lit comme suit:

« *Que* la motion en discussion soit amendée en y ajoutant les mots suivants:

« Cette chambre regrette que les querelles intestines du gouvernement, son immobilisme, son refus d'assumer ses responsabilités aient privé cette province d'un leadership essentiel, spécialement aux heures graves que nous vivons actuellement ». »

Et l'amendement étant mis aux voix, la chambre se divise, et sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR—YEAS:—MM.—Messrs. Arsenault, Beaupré, Binette, Bourassa, Brisson-Brown, Cadieux, Choquette, Courcy, Fournier, Fraser, Gérin-Lajoie, Goldbloom, Harvey, Houde, Hyde, Kennedy, Mme—Mrs. Kirkland-Casgrain, MM.—Messrs. Lacroix, Lafrance, Laporte, LeChasseur, Leduc (Taillon), Lesage, Lévesque (Bonaventure), Picard (Olier), Pinard, Séguin, St-Germain, Tetley, Théberge, Tremblay (Bourassa), Vaillancourt.—33.

CONTRE—NAYS:—MM.—Messrs. Allard, Beaudry, Beaulieu, Bergeron, Bernatchez, Bertrand, Boivin, Boudreau, Bousquet, Charbonneau, Cloutier, Croisette, D'Anjou, Demers, Desmeules, Dozois, Flamand, Fréchette, Gagnon, Gardner, Gauthier (Berthier), Gosselin, Grenier, Hamel, Johnston, Lafontaine, Lavoie (Wolfe), Leduc (Laviolette), Léveillé, Lizotte, Loubier, Lussier, Maltais (Limoilou), Martel, Martellani, Masse, Mathieu, Morin, Murray, Paul, Picard (Dorchester), Plamondon, Proulx, Roy, Russell, Sauvageau, Shooner, Simard, Théorêt, Tremblay (Chicoutimi), Vincent.—51.

L'amendement est ainsi rejeté.

Et le débat sur la motion principale se continue.

Et la motion principale étant mise aux voix, la chambre l'adopte.

the House, which amendment reads as follows:

"*That* the motion under debate be amended by adding thereto the following words:

"This House regrets that the internal quarrels of the government, its inertia, and its refusal to assume its responsibilities, have deprived the province of essential leadership, especially during these troubled times".

And the Question being put on the amendment, the House divided, and the names being called for, they were taken down as follows:

So it passed in the negative
The amendment was accordingly rejected.

And the debate continuing on the main motion.

And the Question being put on the main motion, it was resolved in the Affirmative.

The main motion was accordingly adopted.

L'ordre du jour appelle la chambre à se former de nouveau en comité des subsides.

The Order of the Day being read for the House again in Committee of Supply.

M. Dozois propose que M. le président quitte maintenant le fauteuil et que la chambre se forme de nouveau en comité des subsides et la motion est adoptée.

En conséquence, la chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

Sur la motion de M. Paul, la commission des Transports et Communications est chargé d'examiner les articles du budget qui la concernent et de faire rapport à ce sujet.

1. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de soixante-dix mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Divers comités spéciaux de la chambre: frais divers y compris, par dérogation à la Loi de la Législature, une allocation pour chaque jour de séance en dehors d'une session à chaque membre autre qu'un ministre ou le chef de l'opposition (Assemblée nationale) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

2. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux millions deux cent vingt et un mille deux cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Administration (Assemblée nationale) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

3. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de six cent soixante-huit mille sept cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Journal des débats (Assemblée nationale) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

4. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre cent mille cent dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses pré-

Mr. Dozois moved, and the Question being put, that Mr. President do now leave the Chair, it was resolved in the Affirmative. The House accordingly resolved itself into the said Committee.

(IN THE COMMITTEE)

On motion of Mr. Paul, the Committee on Transport and Communications was directed to examine the items of the budget concerning it and to report on such matter.

1. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of seventy thousand dollars, necessary to defray the item, "Various Special Committees: miscellaneous expenses including, notwithstanding the Legislature Act, an allowance for each day of sitting between sessions to each member other than a Minister or the Leader of the Opposition (National Assembly)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

2. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of two million two hundred twenty-one thousand two hundred dollars, necessary to defray the item, "Administration (National Assembly)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

3. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of six hundred sixty-eight thousand seven hundred dollars, necessary to defray the item, "Journal of Debates (National Assembly)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

4. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of four hundred thousand one hundred dollars, necessary to defray the

vues à l'article: « Bibliothèque de la Législature (Assemblée nationale) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

5. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de sept millions neuf cent seize mille quatre cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Administration (Travaux publics) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

6. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de un million sept cent quarante-sept mille neuf cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Entretien et réparations d'entrepôts frigorifiques et de cales sèches (Travaux publics) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

7. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent trente mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Indemnités aux accidentés ou leurs dépendants et soins médicaux (Travaux publics) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

8. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Subventions aux corporations municipales de comté pour chambres fortes et bureaux d'enregistrement (Travaux publics) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

9. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Café du parlement (Travaux publics) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

10. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt-cinq mille dollars, néces-

item, "Library of the Legislature (National Assembly)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

5. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of seven million nine hundred sixteen thousand four hundred dollars, necessary to defray the item, "Administration (Public Works)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

6. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of one million seven hundred forty-seven thousand nine hundred dollars, necessary to defray the item, "Maintenance and repair of cold storage warehouses and drydocks (Public Works)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

7. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of one hundred thirty thousand dollars, necessary to defray the item, "Indemnities to injured persons or their dependents and medical care (Public Works)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

8. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of twenty-five thousand dollars, necessary to defray the item, "Grants to county municipal corporations for safety vaults and registry offices (Public Works)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

9. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of one thousand dollars, necessary to defray the item, "Parliamentary Café (Public Works)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

10. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of twenty-five thousand dollars,

saire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Dépenses diverses ou imprévues (Travaux publics) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

Résolutions à rapporter.

necessary to defray the item, "Miscellaneous or unforeseen expenses (Public Works)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

Resolutions to be reported.

M. le président prend de nouveau place au fauteuil et M. le président du comité fait rapport que ce comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Résolu qu'à sa prochaine séance la chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Mr. President resumed the Chair; and the Chairman reported, that the Committee had come to several resolutions.

The Chairman also acquainted the House, that he was directed to move, that the Committee may have leave to sit again.

The resolutions were read and agreed to.

Resolved, That this House will, at its next sitting, again resolve itself into the said Committee.

Sur la motion de M. Paul, il est—

Résolu que, lorsque cette chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à mardi prochain, à trois heures de l'après-midi.

Et, alors, la chambre s'ajourne.

On motion of Mr. Paul,—

Resolved, That when this House adjourns today, it do stand adjourned until Tuesday next, at three o'clock, P.M.

And then the House adjourned.

N° 11

**MARDI,
18 mars 1969**

Trois heures de l'après-midi.

Prière.

Les pétitions suivantes sont présentées et déposées sur le bureau de la chambre:

De la part de l'Industrielle Compagnie d'assurance sur la vie;

De la part de la cité de Sherbrooke.

Les pétitions suivantes sont lues et reçues:

De la cité de Sherbrooke, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

M. Vaillancourt.

De l'Industrielle Compagnie d'assurance sur la vie, demandant l'adoption d'une loi en vue de la transformer en compagnie mutuelle d'assurance sur la vie.

M. Bergeron.

**TUESDAY,
March 18th 1969**

Three o'clock, P.M.

Prayers.

The following petitions were presented and tabled:

From the Industrial Life Insurance Company;

From the City of Sherbrooke.

The following petitions were read and received:

From the City of Sherbrooke, praying for an Act to amend its charter.

Mr. Vaillancourt.

From the Industrial Life Insurance Company, praying for an Act to change it into a mutual life insurance company.

Mr. Bergeron.

M. LeBel de la commission de l'Assemblée nationale présente le deuxième rapport de cette commission ainsi qu'il suit:

Votre commission a nommé le président de chacune des commissions permanentes suivantes et a fixé le nombre des membres et le quorum de chacune de ces commissions ainsi qu'il suit:

Mr. LeBel, from the Committee on the National Assembly, presented the second report of such Committee as follows:

Your Committee have appointed the Chairman and the members of each of the following Standing Committees and have fixed the number of members and the quorum of such Committees as follows:

Commission de la présidence du conseil—Committee on the Presidency of the Council.

Président—Chairman: M.—Mr. Bertrand.

MM.—Messrs. Beaulieu, Bellemare, Cadieux, Cliche, Dozois, Gérin-Lajoie, Leduc (Lavolette), Lesage, Masse, Michaud, Plamondon.

Nombre des membres—Number of members: 12.

Quorum: 6.

Commission de l'administration de la justice—Committee on the Administration of Justice.

Président—Chairman: M.—Mr. Bergeron.

MM.—Messrs. Bienvenue, Blank, Fréchette, Gabias, Loubier, Maltais (Limoilou), Maltais (Saguenay), Paul, Wagner.

Nombre des membres—Number of members: 10.

Quorum: 5.

Commission du secrétariat de la province—Committee on the Provincial Secretary's Department.

Président—Chairman: M.—Mr. Gardner.

MM.—Messrs. Arsenault, Cadieux, Croisette, Demers, Gabias, Gauthier (Berthier), LeChasseur, Leduc (Taillon), Paul.

Nombre des membres—Number of members: 10.

Quorum: 5.

Commission des affaires intergouvernementales—Committee on Intergovernmental Affairs.

Président—Chairman: M.—Mr. Beaulieu.

MM.—Messrs. Bertrand, Choquette, Cloutier, Dozois, Fournier, Lesage, Théberge, Théorêt, Tremblay (Chicoutimi).

Nombre des membres—Number of members: 10.

Quorum: 5.

Commission des affaires culturelles—Committee on Cultural Affairs.

Président—Chairman: M.—Mr. Bousquet.

MM.—Messrs. Flamand, Grenier, Houde, Laporte, Leduc (Taillon), Michaud, Morin, Proulx, Tremblay (Chicoutimi).

Nombre des membres—Number of members: 10.

Quorum: 5.

Commission des finances—Committee on Finance.

Président—Chairman: M.—Mr. Leduc (Laviolette).

MM.—Messrs. Bourassa, Cloutier, Dozois, Gabias, Hyde, Johnston, Lesage, Mathieu, Parent.

Nombre des membres—Number of members: 10.

Quorum: 5.

Commission du revenu—Committee on Revenue.

Président—Chairman: M.—Mr. Desmeules.

MM.—Messrs. Bourassa, Brisson, Dozois, Hyde, Johnston, Lesage, Picard (Dorchester), Shooner, Théorêt.

Nombre des membres—Number of members: 10.

Quorum: 5.

Commission des richesses naturelles—Committee on Natural Resources.

Président—Chairman: M.—Mr. Croisetière.

MM.—Messrs. Allard, Bergeron, Binette, Coiteux, Gagnon, Gauthier (Roberval), Lavoie (Wolfe), Lévesque (Bonaventure), Lévesque (Laurier), Maltais (Saguenay), Murray.

Nombre des membres—Number of members: 12.

Quorum: 6.

Commission des terres et forêts—Committee on Lands and Forests.

Président—Chairman: M.—Mr. Gauthier (Berthier).

MM.—Messrs. Demers, Cliche, Coiteux, Gosselin, Paul, Plamondon, Saindon, Simard, Théberge.

Nombre des membres—Number of members: 10.

Quorum: 5.

Commission de l'agriculture et de la colonisation—Committee on Agriculture and Colonization.

Président—Chairman: M.—Mr. Demers.

MM.—Messrs. Bernatchez, Brown, Courcy, Croisetière, Fraser, Gauthier (Roberval), Hamel, Mailloux, Vincent.

Nombre des membres—Number of members: 10.

Quorum: 5.

Commission de la voirie—Committee on Roads.

Président—Chairman: M.—Mr. Roy.

MM.—Messrs. D'Anjou, Gardner, Kennedy, Lafontaine, Loubier, Mailloux, Murray, Pinard, Tessier.

Nombre des membres—Number of members: 10.

Quorum: 5.

Commission des travaux publics—Committee on Public Works.

Président—Chairman: M.—Mr. Hamel.

MM.—Messrs. Desmeules, Fraser, Lacroix, Lafontaine, Lafrance, Lavoie (Laval), Murray, Russell, Simard.

Nombre des membres—Number of members: 10.

Quorum: 5.

Commission du travail et de la main-d'oeuvre—Committee on Labour and Manpower.

Président—Chairman: M.—Mr. Léveillé.

MM.—Messrs. Bellemare, Harvey, Lefebvre, Masse, Picard (Olier), Proulx, Roy, Sauvageau, Vaillancourt.

Nombre des membres—Number of members: 10.

Quorum: 5.

Commission de la santé—Committee on Health.

Président—Chairman: M.—Mr. Martel.

MM.—Messrs. Boivin, Bousquet, Cloutier, Demers, Fortier, Gauthier (Berthier), Goldbloom, Lussier, Saindon, St-Germain, Tremblay (Montmorency).

Nombre des membres—Number of members: 12.

Quorum: 6.

Commission des affaires municipales—Committee on Municipal Affairs.

Président—Chairman: M.—Mr. Sauvageau.

MM.—Messrs. Boudreau, Desmeules, Dozois, Fournier, Gauthier (Berthier), La-porte, Lussier, Murray, Séguin, Tessier, Tremblay (Montmorency).

Nombre des membres—Number of members: 12.

Quorum: 6.

Commission du tourisme, chasse et pêche—Committee on Tourism, Fish and Game.

Président—Chairman: M.—Mr. Shooner.

MM.—Messrs. Beaudry, Bergeron, Brown, Flamand, Gagnon, Houde, Lacroix, Loubier, Parent.

Nombre des membres—Number of members: 10.

Quorum: 5.

Commission de l'industrie et du commerce—Committee on Industry and Commerce.

Président—Chairman: M.—Mr. Simard.

MM.—Messrs. Baillargeon, Beaudry, Beaulieu, Charbonneau, Hamel, Leduc (Laviolette), Lévesque (Bonaventure), Maltais (Saguenay), Tetley.

Nombre des membres—Number of members: 10.

Quorum: 5.

Commission de la famille et du bien-être social—Committee on Family and Social Welfare.

Président—Chairman: M.—Mr. Plamondon.

MM.—Messrs. Cloutier, Desmeules, Gardner, Goldbloom, Harvey, Lafrance, Lévesque (Laurier), Mathieu, Picard (Dorchester), Proulx, St-Germain.

Nombre des membres—Number of members: 12.

Quorum: 6.

Commission de l'éducation—Committee on Education.

Président—Chairman: M.—Mr. Proulx.

MM.—Messrs. Binette, Bousquet, Cardinal, Gérin-Lajoie, Grenier, Lefebvre, Maltais (Limoulu), Morin, Paul, Pearson, Tremblay (Montmorency).

Nombre des membres—Number of members: 12.

Quorum: 6.

Commission des institutions financières, compagnies et coopératives—Committee on Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

Président—Chairman: M.—Mr. Théorêt.

MM.—Messrs. Bellemare, Bourassa, Brisson, Cloutier, Dozois, Gabias, Hyde, Lesage, Léveillé.

Nombre des membres—Number of members: 10.

Quorum: 5.

Commission de l'immigration—Committee on Immigration.

Président—Chairman: M.—Mr. Martellani.

MM.—Messrs. Baillargeon, Beaulieu, Bienvenue, Croisetière, Gabias, Johnston, Laporte, Loubier, Picard (Olier).

Nombre des membres—Number of members: 10.

Quorum: 5.

Commission des bills privés et bills publics—Committee on Private Bills and Public Bills.

Président—Chairman: M.—Mr. Paul.

MM.—Messrs. Beaupré, Bergeron, Bertrand, Blank, Choquette, Croisetière, Dozois, Fortier, Fréchette, Hanley, Laporte, Lavoie (Laval), Lesage, Lussier, Maltais (Limoulu), Plamondon, Sauvageau, Séguin, Théorêt.

Nombre des membres—Number of members: 20.

Quorum: 10.

Commission des comptes publics—Committee on Public Accounts.

Président—Chairman: M.—Mr. Grenier.

MM.—Messrs. Bellemare, Bertrand, Dozois, Mme.—Mrs. Kirkland-Casgrain, MM.—Messrs. Lesage, Loubier, Pinard, Russell, Wagner.

Nombre des membres—Number of members: 10.

Quorum: 5.

Commission de l'Assemblée nationale—Committee on the National Assembly.

Président—Chairman: M.—Mr. LeBel.

MM.—Messrs. Arsenault, Beaupré, Bertrand, Cliche, Demers, Dozois, Hyde, Lavoie (Wolfe), LeChasseur, Maltais (Limoulu), Paul.

Nombre des membres—Number of members: 12.

Quorum: 6.

Et que chacune de ces commissions soit autorisée à délibérer et à s'enquérir de toutes les affaires et de toutes les matières que la chambre lui aura renvoyées ou qui sont de sa compétence, à faire de temps à autre des rapports exprimant ses observations et ses vues sur ces

And that such Committees be severally empowered to examine and inquire into all such matters and things as may be referred to them by the House or as may be under their jurisdiction, to report, from time to time, their observations and opinions thereon, and to send for such

affaires et ces matières, et à envoyer chercher les personnes, les pièces et les dossiers dont elle aura besoin.

Le rapport est lu et adopté.

persons, papers and records as they may need.

The report was read and adopted.

Les documents suivants sont déposés sur le bureau de la chambre:

Par M. Dozois:

Rapport annuel de gestion de la Caisse de dépôt et placement du Québec pour l'exercice terminé le 31 décembre 1968.

(Document de la session no 53.)

The following documents were tabled:

By Mr. Dozois:

Annual report of the Québec Deposit and Investment Fund for the year ended December 31st 1968.

(Sessional Papers, No. 53.)

Par M. Vincent:

Rapport contenant un compte rendu de toutes les sommes payées en vertu de la Loi des sociétés de colonisation (S.R.Q. 1964, ch. 104, art. 17).

(Document de la session no 54.)

By Mr. Vincent:

Report containing a statement of all the sums paid under the Act respecting Colonization Societies. (R.S.Q. 1964, ch. 104, sec. 17).

(Sessional Papers, No. 54.)

Par M. Cloutier:

Rapport de la Commission d'enquête sur l'Hôpital Saint-Louis de Windsor Inc.

(Document de la session no 55.)

By Mr. Cloutier:

Report of the Commission of Inquiry on the Saint-Louis Hospital of Windsor Inc.

(Sessional Papers, No. 55.)

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 101, intitulé: « Loi autorisant le Collège des pharmaciens de la province de Québec à inscrire dans ses registres George Henry Bédard et d'autres citoyens canadiens, à titre d'assistants pharmaciens ».

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à la Commission des bills privés et des bills publics.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 101, intitled: "An Act to authorize the College of Pharmacists of the Province of Québec to enter George Henry Bédard and other Canadian citizens in its registers as assistant pharmacists".

The bill was accordingly read the second time, and referred to the Committee on Private Bills and Public Bills.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 102, intitulé: « Loi autorisant le Collège des pharmaciens de la province de Québec à inscrire dans ses registres Henry Abouzakhm et d'autres

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 102, intitled: "An Act to authorize the College of Pharmacists of the Province of Québec to enter Henry Abouzakhm and certain other

personnes, à titre d'assistants pharmaciens ».

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à la Commission des bills privés et des bills publics.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 105, intitulé: « Loi concernant la succession de l'honorable Charles-Séraphin Rodier ».

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à la Commission des bills privés et des bills publics.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 110, intitulé: « Loi concernant la succession de Joseph L. Greenspon ».

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à la Commission des bills privés et des bills publics.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 161, intitulé: « Loi concernant Spiritual Healing Church ».

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à la Commission des bills privés et des bills publics.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 175, intitulé: « Loi constituant la Corporation des bibliothécaires professionnels du Québec ».

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à la Commission des bills privés et des bills publics.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 176, intitulé: « Loi autorisant le Collège des pharmaciens de la province de Québec à inscrire dans ses registres Artin Artinian, à titre d'assistant pharmacien ».

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à la Commission des bills privés et des bills publics.

persons in its registers as assistant pharmacists”.

The bill was accordingly read the second time, and referred to the Committee on Private Bills and Public Bills.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 105, intitled: “An Act respecting the estate of the Honourable Charles-Séraphin Rodier”.

The bill was accordingly read the second time, and referred to the Committee on Private Bills and Public Bills.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 110, intitled: “An Act respecting the estate of Joseph L. Greenspon”.

The bill was accordingly read the second time, and referred to the Committee on Private Bills and Public Bills.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 161, intitled: “An Act respecting Spiritual Healing Church”.

The bill was accordingly read the second time, and referred to the Committee on Private Bills and Public Bills.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 175, intitled: “An Act to incorporate The Corporation of Professional Librarians of Québec”.

The bill was accordingly read the second time, and referred to the Committee on Private Bills and Public Bills.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 176, intitled: “An Act to authorize the College of Pharmacists of the Province of Québec to enter Artin Artinian in its registers as an assistant pharmacist”.

The bill was accordingly read the second time, and referred to the Committee on Private Bills and Public Bills.

L'ordre du jour appelle la chambre à se former de nouveau en comité des subsides.

M. Dozois propose que M. le président quitte maintenant le fauteuil et que la chambre se forme de nouveau en comité des subsides et la motion est adoptée.

En conséquence, la chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt-huit millions treize mille deux cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Entretien, réparations et autres frais des édifices publics et autres locaux (Travaux publics) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

Résolution à rapporter.

M. le président prend de nouveau place au fauteuil et M. le président du comité fait rapport que ce comité a adopté une résolution et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ladite résolution est lue et agréée.

Résolu qu'à sa prochaine séance la chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Sur la motion de M. Paul, il est—

Résolu, que la chambre s'ajourne maintenant.

Et, alors, la chambre s'ajourne.

The Order of the Day being read for the House again in Committee of Supply.

Mr. Dozois moved, and the Question being put, that Mr. President do now leave the Chair, it was resolved in the Affirmative. The House accordingly resolved itself into the said Committee.

(IN THE COMMITTEE)

1. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of twenty-eight million thirteen thousand two hundred dollars, necessary to defray the item, "Maintenance, repair and other expenses for public buildings and other premises (Public Works)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

Resolution to be reported.

Mr. President resumed the Chair; and the Chairman reported, that the Committee had come to a resolution.

The Chairman also acquainted the House, that he was directed to move, that the Committee may have leave to sit again.

The resolution was read and agreed to.

Resolved, That this House will, at its next sitting, again resolve itself into the said Committee.

On motion of Mr. Paul,—

Resolved, That the House doth now be adjourned.

And then the House adjourned.

N° 12

**MERCREDI,
19 mars 1969**

Trois heures de l'après-midi.

Prière.

Les pétitions suivantes sont présentées et déposées sur le bureau de la chambre:

De la part de la corporation municipale de Saint-Jean-des-Piles;

De la part de la paroisse de Sainte-Sophie de Lacorne.

Les pétitions suivantes sont lues et reçues:

De la fabrique de la paroisse de Sainte-Sophie de Lacorne (Terrebonne), demandant l'adoption d'une loi annulant une certaine prohibition.

M. Murray.

De la Corporation municipale de Saint-Jean-des-Piles (Champlain), demandant l'adoption d'une loi aux fins d'annexer un certain territoire.

M. Leduc (Laviolette).

M. Paul dépose sur le bureau de la chambre les documents suivants:

Dépôt des arrêtés en conseil, prévu par les dispositions du paragraphe 4 de l'article 108 de la Loi des terres et forêts (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 92).

(Document de la session no 56.)

Dépôt des arrêtés en conseil, prévu par les dispositions de l'article 4 de la Loi pour assurer la stabilité et l'essor industriels de la ville et de la région de

**WEDNESDAY,
March 19th 1969**

Three o'clock, P.M.

Prayers.

The following petitions were presented and tabled:

From the municipal corporation of Saint-Jean-des-Piles;

From the parish of Sainte-Sophie de Lacorne.

The following petitions were read and received:

From the fabrique of the parish of Sainte-Sophie de Lacorne (Terrebonne), praying for an Act to annul a certain prohibition.

Mr. Murray.

From the municipal corporation of Saint-Jean-des-Piles (Champlain), praying for an Act to annex a certain territory.

Mr. Leduc (Laviolette).

Mr. Paul tabled the following documents:

Deposit of Orders in Council, pursuant to the provisions of subsection 4 of section 108 of the Lands and Forests Act (Revised Statutes of Québec, 1964, chapter 92).

(Sessional Papers, No. 56.)

Deposit of Orders in Council, pursuant to the provisions of section 4 of the Act to ensure the industrial stability and progress of the town and region of Matane

Matane (1959-1960, chapitre 23, modifié par le chapitre 39 des lois de 1966-1967).

(*Document de la session no 57.*)

Dépôt des arrêtés en conseil, prévu par les dispositions de l'article 73 de la Loi de la voirie (Statuts refondus de Québec, 1964, chapitre 133).

(*Document de la session no 58.*)

Dépôt d'un arrêté en conseil, prévu par les dispositions de l'article 29 de la Loi du secrétariat (Statuts refondus de Québec, 1964, chapitre 54).

(*Document de la session no 59.*)

Rapport prévu par les dispositions de l'article 100 de la Loi des terres et forêts (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 92).

(*Document de la session no 60.*)

(1959-1960, chapter 23, as amended by 1966-1967 chapter 39).

(*Sessional Papers, No. 57.*)

Deposit of Orders in Council, pursuant to the provisions of section 73 of the Roads Act (Revised Statutes of Québec, 1964, chapter 133).

(*Sessional Papers, No. 58.*)

Deposit of an Order in Council, pursuant to the provisions of section 29 of the Provincial Secretary's Department Act (Revised Statutes of Québec, 1964, chapter 54).

(*Sessional Papers, No. 59.*)

Report pursuant to the provisions of Section 100 of the Lands and Forests Act (Revised Statutes of Québec, 1964, chapter 92).

(*Sessional Papers, No. 60.*)

M. LeChasseur propose, secondé par M. Harvey:

Que attendu que le coût de la vie a constamment augmenté au cours des dernières années et que la pension de certains fonctionnaires provinciaux à la retraite est devenue nettement insuffisante;

Cette chambre prie le gouvernement d'étudier la possibilité de majorer les pensions inférieures à \$3,500 ainsi que les demi-pensions inférieures à \$1,750, et d'accepter pour l'avenir l'application du principe de l'augmentation basée sur les fluctuations du coût de la vie, de façon à apporter une solution permanente à ce problème.

La motion est adoptée.

Mr. LeChasseur moved, seconded by Mr. Harvey:

That whereas the cost of living has been constantly increasing during the last few years and the pensions of certain retired provincial employees have become definitely insufficient;

Wherefore this House prays the Government to examine the possibility of increasing pensions of less than \$3,500 as well as the half pensions of less than \$1,750, and of accepting for the future the application of the principle of the increase based on the fluctuations of the cost of living, in such a manner as to provide a permanent solution to this problem.

The motion was adopted.

M. Choquette propose, secondé par M. Goldbloom:

Mr. Choquette moved, seconded by Mr. Goldbloom:

Que cette chambre prie le gouvernement d'étudier la possibilité de créer un comité spécial sur les questions du logement et de la construction domiciliaire composé de douze (12) membres;

Que ce comité spécial soit requis:

a) d'étudier les questions du logement et de la construction domiciliaire sous tous leurs aspects;

b) d'obtenir rapport de la Société d'Habitation du Québec sur ses activités depuis sa création ainsi que sur ses projets et prévisions; le tout sans affecter l'obligation de la Société en vertu de 1966/67, chapitre 55, article 24;

c) de faire rapport à la chambre avant la fin de la présente session sur la politique à être adoptée et les mesures à être instituées pour apporter des solutions aux questions posées par les états de crise dans les domaines du logement et de la construction domiciliaire.

Que ce comité spécial soit autorisé à faire les études et consultations nécessaires, entendre les personnes et corps intéressés, obtenir communication de pièces ou dossiers, assigner des témoins et siéger même les jours où la chambre ne tient pas de séance, et aussi pendant que la chambre est en séance.

Et un débat s'élève.

Sur la motion de M. Murray, secondé par M. Croisetière, il est—

Ordonné que le débat soit ajourné.

Sur la motion de M. Paul, il est—

Résolu, que la chambre s'ajourne maintenant.

Et, alors, la chambre s'ajourne.

That this House prays the government to examine the possibility of appointing a Special Committee on Matters of Housing and Housing Construction composed of twelve (12) members;

That such Special Committee be required:

(a) to examine matters of housing and housing construction in all their aspects;

(b) to obtain a report from the Québec Housing Corporation on its activities since its establishment as well as on its future plans and provisions; the whole without affecting the obligations of the Corporation under 1966/67, chapter 55, section 24;

(c) to submit a report to the House before the end of the present session on the policy to be adopted and the measures to be undertaken to provide solutions to the questions raised by the crisis in the fields of housing and housing construction.

That such Special Committee be authorized to carry out the necessary studies and hold the necessary consultations, to hear the interested persons and bodies, to obtain the production of papers and records and to sit even on days when the House is not sitting, and also whilst the House is sitting.

And a debate arising thereon.

On motion of Mr. Murray, seconded by Mr. Croisetière,—

Ordered, That the debate be adjourned.

On motion of Mr. Paul,—

Resolved, That the House doth now be adjourned.

And then the House adjourned.

N° 13

**JEUDI,
20 mars 1969**

Trois heures de l'après-midi.

Prière.

Sur la motion de M. Bertrand, il est—

Ordonné que M. Bertrand ait la permission de présenter le bill no 7 intitulé: « Loi modifiant la Loi électorale ».

En conséquence, il présente ce bill qui est lu la première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Bertrand, il est—

Ordonné que M. Bertrand ait la permission de présenter le bill no 3, intitulé: « Loi de la probation et des établissements de détention ».

En conséquence, il présente ce bill qui est lu la première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Bertrand, il est—

Ordonné que M. Bertrand ait la permission de présenter le bill no 8, intitulé: « Loi modifiant le Code civil ».

En conséquence, il présente ce bill qui est lu la première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Loubier, il est—

Ordonné que M. Loubier ait la permission de présenter le bill no 4, intitulé: « Loi modifiant la Loi de l'hôtellerie ».

En conséquence, il présente ce bill qui est lu la première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

**THURSDAY,
March 20th 1969**

Three o'clock, P.M.

Prayers.

On motion of Mr. Bertrand,—

Ordered, That Mr. Bertrand have leave to bring in bill No. 7, intituled: "An Act to amend the Election Act".

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

On motion of Mr. Bertrand,—

Ordered, That Mr. Bertrand have leave to bring in bill No. 3, intituled: "Probation and Houses of Detention Act".

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

On motion of Mr. Bertrand,—

Ordered, That Mr. Bertrand have leave to bring in bill No. 8, intituled: "An Act to amend the Civil Code".

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

On motion of Mr. Loubier,—

Ordered, That Mr. Loubier have leave to bring in bill No. 4, intituled: "An Act to amend the Hotels Act".

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

Sur la motion de M. Cardinal, il est—

Ordonné que M. Cardinal ait la permission de présenter le bill no 5, intitulé: « Loi modifiant la Loi du Conseil supérieur de l'éducation ».

En conséquence, il présente ce bill qui est lu la première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Cardinal, il est—

Ordonné que M. Cardinal ait la permission de présenter le bill no 6, intitulé: « Loi modifiant la Loi de l'admission à l'étude de professions ».

En conséquence, il présente ce bill qui est lu la première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

On motion of Mr. Cardinal,—

Ordered, That Mr. Cardinal have leave to bring in bill No. 5, intituled: "An Act to amend the Superior Council of Education Act".

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

On motion of Mr. Cardinal,—

Ordered, That Mr. Cardinal have leave to bring in bill No. 6, intituled: "An Act to amend the Professional Matriculation Act".

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

L'ordre du jour appelle la chambre à se former de nouveau en comité des subsides.

M. Dozois propose que M. le président quitte maintenant le fauteuil et que la chambre se forme de nouveau en comité des subsides et la motion est adoptée.

En conséquence, la chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

M. Sauvageau fait le rapport suivant:

M. le président des comités,

J'ai l'honneur de faire rapport que la commission des Transports et Communications, chargée d'examiner les articles du budget des dépenses de ce ministère, a adopté tous les items de ce budget.

Sur la motion de M. Paul, la commission du Tourisme, Chasse et Pêche est chargée d'examiner les articles du budget qui la concernent et de faire rapport à ce sujet.

The Order of the Day being read for the House again in Committee of Supply.

Mr. Dozois moved, and the Question being put, that Mr. President do now leave the Chair, it was resolved in the Affirmative. The House accordingly resolved itself into the said Committee.

(IN THE COMMITTEE)

Mr. Sauvageau made the following report:

Mr. Chairman,

I have the honour to report that the Committee on Transport and Communications, entrusted with the examination of the estimates of such Department, have adopted all the items of this budget.

On motion of Mr. Paul, the Committee on Tourism, Fish and Game was directed to examine the items of the budget concerning it and to report on such matter.

1. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quarante-six millions deux cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Achat, construction et transformation d'immeubles, y compris ameublement et équipement: édifices publics (Travaux publics) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

2. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Achat, construction et transformation d'immeubles, y compris ameublement et équipement: entrepôts frigorifiques (Travaux publics) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

3. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de un million quatre cent cinquante-six mille cent dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Administration (Terres et Forêts) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

Résolutions à rapporter.

M. le président prend de nouveau place au fauteuil et M. le président du comité fait rapport que ce comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Résolu qu'à sa prochaine séance la chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Après avoir obtenu le consentement unanime de la chambre, M. Russell a déposé sur le bureau, durant l'étude des

1. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of forty-six million two hundred thousand dollars, necessary to defray the item, "Purchase, construction and alteration of immoveables, including furnishings and equipment: public buildings (Public Works)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

2. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of one thousand dollars, necessary to defray the item, "Purchase, construction and alteration of immoveables, including furnishings and equipment: cold storage warehouses (Public Works)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

3. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of one million four hundred fifty-six thousand one hundred dollars, necessary to defray the item, "Administration (Lands and Forests)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

Résolutions to be reported.

Mr. President resumed the Chair; and the Chairman reported, that the Committee had come to several resolutions.

The Chairman also acquainted the House, that he was directed to move, that the Committee may have leave to sit again.

The resolutions were read and agreed to.

Resolved, That this House will, at its next sitting, again resolve itself into the said Committee.

After having obtained the unanimous consent of the House, and during the consideration of the estimates of the

estimations budgétaires du ministère des Travaux publics, les documents suivants:

Copie d'un arrêté en conseil, en date du 6 juillet 1967, concernant le Café du Parlement.

(Document de la session no 61.)

Copie d'un arrêté en conseil, en date du 17 mars 1967, concernant les travaux de modification et d'aménagement au deuxième étage de l'édifice « C », Hôtel du gouvernement.

(Document de la session no 62.)

Copie d'un arrêté en conseil, en date du 28 septembre 1966, concernant le Café du Parlement.

(Document de la session no 63.)

Copie d'un arrêté en conseil, en date du 13 avril 1967, concernant l'organisation d'une suite de bureaux au 17ième étage de l'édifice de l'Hydro-Québec à Montréal.

(Document de la session no 64.)

Copie d'une demande au Conseil de la trésorerie, en date du 28 avril 1967, concernant l'aménagement des bureaux au 16ième étage de l'édifice de l'Hydro-Québec, boulevard Dorchester à Montréal.

(Document de la session no 65.)

Copie d'une demande au Conseil de la trésorerie, en date du 5 décembre 1967, concernant l'aménagement de bureaux au 16ième étage de l'édifice de l'Hydro-Québec, boulevard Dorchester à Montréal.

(Document de la session no 66.)

Department of Public Works, Mr. Russell tabled the following documents:

Copy of an Order in Council, dated July 6th 1967, respecting the Parliamentary Café.

(Sessional Papers, No. 61.)

Copy of an Order in Council, dated March 17th 1967, respecting the work of altering and refurbishing carried out on the second floor of Building "C" of the Government Buildings.

(Sessional Papers, No. 62.)

Copy of an Order in Council, dated September 28th 1966, respecting the Parliamentary Café.

(Sessional Papers, No. 63.)

Copy of an Order in Council, dated April 13th 1967, respecting the organizing of a suite of offices on the 17th floor of the Hydro-Québec Building at Montreal.

(Sessional Papers, No. 64.)

Copy of a request made to the Treasury Board, dated April 28th 1967, respecting the installing of offices on the 16th floor of the Hydro-Québec Building, Dorchester Boulevard at Montreal.

(Sessional Papers, No. 65.)

Copy of a request made to the Treasury Board, dated December 5th 1967, respecting the installing of offices on the 16th floor of the Hydro-Québec Building, Dorchester Boulevard at Montreal.

(Sessional Papers, No. 66.)

Du consentement unanime de la chambre, et sur la motion de M. Paul, il est—

With the unanimous consent of the House, and on motion of Mr. Paul,—

Résolu que, lorsque cette chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à demain, à dix heures et demie du matin.

Et, alors, la chambre s'ajourne.

Resolved, That when this House adjourns today, it do stand adjourned until tomorrow at ten thirty o'clock, A.M.

And then the House adjourned.

**VENDREDI,
21 mars 1969**

Dix heures et demie du matin.

Prière.

M. Plamondon, pour M. Murray du Comité parlementaire des industries et du commerce, présente le premier rapport de ce comité ainsi qu'il suit:

Institué le 21 février 1968, votre comité avait été autorisé le 17 décembre 1968, par motion, à « tenir des séances avec les mêmes pouvoirs, après la prorogation », en vue de la prise en considération du bill 89 intitulé « Loi des heures d'affaires des établissements commerciaux », référé à votre comité le 17 décembre 1968.

Ledit comité a tenu trois réunions publiques, soit le 13 février et les 5 et 12 mars 1969.

Quarante-cinq particuliers et organismes ont fait part de leurs opinions sur les problèmes étudiés devant le comité, délibérant sur les heures d'affaires des établissements commerciaux et ses incidences sur le commerce en général et les employés en particulier.

Le rapport est lu et adopté.

M. Plamondon pour M. Murray, dépose également:

Mémoires et documents reçus par le Comité des industries et du commerce:

La Chambre de commerce de la province de Québec, Montréal;

L'Association des marchands détaillants de la province de Québec, Montréal;

**FRIDAY,
March 21st 1969**

Ten thirty o'clock, A.M.

Prayers.

On behalf of Mr. Murray, Mr. Plamondon, from the Parliamentary Committee on Industries and Trade, presented to the House the first report of the said Committee as follows:

Appointed on February 21st 1968, your Committee was authorized on December 17th 1968, by motion, "to hold sittings, with the same powers, after the prorogation", in order to examine bill 89, intitled: "Commercial Establishments Business Hours Act", which was referred to your Committee on December 17th 1968.

The said Committee held three public sittings, on February 13th and March 5th and 12th 1969.

Forty-five individuals and organizations put forward their opinions on the problems examined before the Committee, deliberating on the business hours of commercial establishments and their effects on business in general and the employees in particular.

The report was read and adopted.

On behalf of Mr. Murray, Mr. Plamondon also tabled:

Briefs and papers received by the Committee on Industries and Trade:

La Chambre de commerce de la province de Québec, Montreal;

L'Association des marchands détaillants de la province de Québec, Montreal;

Dupuis Frères Limitée;
 Simpson's Montréal;
 Steinberg Limitée;
 Les Magasins Dominion Limitée;
 The Montreal Board of Trade;
 La Chambre de commerce du district de Montréal;
 Le Centre d'affaires Saint-Roch Inc., Québec;
 L'Association des détaillants en alimentation du Québec Inc., Montréal;
 L'Association des magasins à chaînes du Québec;
 Le Conseil canadien du commerce de détail, Montréal;
 L'Association des marchands de Place Sainte-Foy;
 L'Association des manufacturiers canadiens, Montréal;
 Le Comité paritaire de l'alimentation au détail de Montréal;
 La Laiterie Perrette Limitée, Ville de Laval;
 Puretest Dairy, Ville de Laval;
 M. I. Variétés Inc., Saint-Hyacinthe;
 Le Nouveau Décor Meubles Inc., Lévis;
 La Fédération des Associations d'hommes d'affaires du Québec Inc., Saint-Laurent;
 L'Association des marchands des Bois-Francis, Victoriaville;
 Allied Towers Merchants Ltd., Montréal;
 S. S. Kresge Co. Ltd., Montréal;
 F. W. Woolworth Co. Ltd., Montréal;
 Zeller's Ltd., Montréal;
 La Confédération des Syndicats nationaux, Montréal;
 Le Conseil central des Syndicats nationaux de la Côte-Nord, Haute-riive (Saguenay);
 La Société des hommes d'affaires de Sherbrooke;
 L'Association des services de l'automobile, Montréal;
 L'Association des détaillants en alimentation de l'Estrie, Sherbrooke;

Dupuis Frères Limitée;
 Simpson's Montreal;
 Steinbergs Limited;
 Dominion Stores Limited;
 The Montreal Board of Trade;
 La Chambre de commerce du district de Montreal;
 Le Centre d'affaires Saint-Roch Inc., Québec;
 L'Association des détaillants en alimentation du Québec Inc., Montreal;
 L'Association des magasins à chaînes du Québec;
 Le Conseil canadien du commerce de détail, Montreal;
 L'Association des marchands de Place Sainte-Foy;
 Canadian Manufacturers Association, Montreal;
 Le Comité paritaire de l'alimentation au détail de Montréal;
 La Laiterie Perrette Limitée, Ville de Laval;
 Puretest Dairy, Ville de Laval;
 M.I. Variétés Inc., St. Hyacinthe;
 Le Nouveau Décor Meubles Inc., Lévis;
 La Fédération des Associations d'hommes d'affaires du Québec Inc., Saint-Laurent;
 L'Association des marchands des Bois-Francis, Victoriaville;
 Allied Towers Merchants Ltd., Montreal;
 S.S. Kresge Co. Ltd., Montreal;
 F.W. Woolworth Co. Ltd., Montreal;
 Zeller's Ltd., Montreal;
 The Confederation of National Trade Unions, Montreal;
 Le Conseil central des Syndicats nationaux de la Côte-Nord, Haute-riive (Saguenay);
 La Société des hommes d'affaires de Sherbrooke;
 L'Association des services de l'automobile, Montreal;
 L'Association des détaillants en alimentation de l'Estrie, Sherbrooke;

Les Manufactures Lasalle Limitée,
Montréal;

L'Union des employés de commerce,
Montréal;

The Montreal Kosher Retail Butchers'
Guild;

L'Association des vendeurs profession-
nels d'automobiles, Montréal;

Les Magasins Trafic Limitée, Thetford
Mines;

Mr. Laurent Barrette, Joliette;

Mr. J.-Étienne Beaudoin, Cloridorme
(Gaspé-Nord);

Mr. René Malenfant, Saint-Hubert (Ri-
vière-du-Loup);

Mr. Léo Ouellet, Saint-Hubert (Rivière-
du-Loup);

Mr. Lionel Boulay, Anse-à-Valleau (Gas-
pé-Nord);

Le Centre d'affaires Notre-Dame,
Granby;

La Corporation municipale de Rivière-
au-Renard (Gaspé-Sud);

Paul Toupin Limitée, Black Lake;

Mme Alex. Gagnon, Madeleine-Centre
(Gaspé-Nord);

Robb's Hardware Inc., Knowlton
(Brome).

Numéros du journal des débats produits:

No 1 du 13 février 1969;

No 2 du 5 mars 1969;

No 3 du 12 mars 1969.

Les documents suivants sont déposés
sur le bureau de la chambre:

Par M. Dozois:

Rapport financier de la Régie des
alcools du Québec pour l'année se termi-
nant le 30 mars 1968.

(*Document de la session no 67.*)

Par M. Maltais (Limoilou):

Rapport annuel des activités de la Régie
des alcools du Québec pour 1967/1968.

(*Document de la session no 68.*)

Les Manufactures Lasalle Limitée,
Montreal;

L'Union des employés de commerce,
Montreal;

The Montreal Kosher Retail Butchers'
Guild;

L'Association des vendeurs profession-
nels d'automobiles, Montreal;

Les Magasins Trafic Limitée, Thetford
Mines;

Mr. Laurent Barrette, Joliette;

Mr. J.-Étienne Beaudoin, Cloridorme
(Gaspé North);

Mr. René Malenfant, Saint-Hubert
(Rivière-du-Loup);

Mr. Léo Ouellet, Saint-Hubert (Rivière-
du-Loup);

Mr. Lionel Boulay, Anse-à-Valleau
(Gaspé North);

Le Centre d'affaires Notre-Dame,
Granby;

La Corporation municipale de Rivière-
au-Renard (Gaspé South);

Paul Toupin Limitée, Black Lake;

Mrs. Alex. Gagnon, Madeleine-Centre
(Gaspé North);

Robb's Hardware Inc., Knowlton
(Brome).

Copies of Journal of Debates produced:

No. 1, dated February 13th 1969;

No. 2, dated March 5th 1969;

No. 3, dated March 5th 1969.

The following documents were tabled:

By Mr. Dozois:

Financial report of the Québec Liquor
Board for the year ended March 30th
1968.

(*Sessional Papers, No. 67.*)

By Mr. Maltais (Limoilou):

Annual report on the activities of the
Québec Liquor Board for 1967/1968.

(*Sessional Papers, No. 68.*)

L'ordre du jour appelle la chambre à se former de nouveau en comité des subsides.

M. Dozois propose que M. le président quitte maintenant le fauteuil et que la chambre se forme de nouveau en comité des subsides et la motion est adoptée.

En conséquence, la chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de un million quatre cent dix-huit mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Direction générale de la planification (Terres et Forêts) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

Résolution à rapporter.

M. le président prend de nouveau place au fauteuil et M. le président du comité fait rapport que ce comité a adopté une résolution et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ladite résolution est lue et agréée.

Résolu qu'à sa prochaine séance la chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Sur la motion de M. Paul, il est—

Résolu que, lorsque cette chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à mardi prochain, à trois heures de l'après-midi.

Et, alors, la chambre s'ajourne.

The Order of the Day being read for the House again in Committee of Supply.

Mr. Dozois moved, and the Question being put, that Mr. President do now leave the Chair, it was resolved in the Affirmative. The House accordingly resolved itself into the said Committee.

(IN THE COMMITTEE)

1. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of one million four hundred eighteen thousand dollars, necessary to defray the item, "Planning Branch (Lands and Forests)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

Resolution to be reported.

Mr. President resumed the Chair; and the Chairman reported, that the Committee had come to a resolution.

The Chairman also acquainted the House, that he was directed to move, that the Committee may have leave to sit again.

The resolution was read and agreed to.

Resolved, That this House will, at its next sitting, again resolve itself into the said Committee.

On motion of Mr. Paul,—

Resolved, That when this House adjourns today, it do stand adjourned until Tuesday next, at three o'clock, P.M.

And then the House adjourned.

**MARDI,
25 mars 1969**

Trois heures de l'après-midi.

Prière.

Les pétitions suivantes sont présentées et déposées sur le bureau de la chambre:

De la part de la ville de Laval;

De la part de la corporation municipale du village de Bois-des-Filion;

De la part de la commission scolaire de Contrecoeur;

De la part de la Corporation des électriciens du Québec;

De la part de la ville de Candiac.

**TUESDAY,
March 25th 1969**

Three o'clock, P.M.

Prayers.

The following petitions were presented and tabled:

From the city of Laval;

From the municipal corporation of the Village of Bois-des-Filion;

From the School Commission of Contrecoeur;

From the Québec Corporation of Electricians;

From the city of Candiac.

Mr. Paul propose:

Qu'une commission spéciale composée de 21 membres soit instituée avec mission de continuer le travail initié par le Comité de l'Industrie et du Commerce concernant l'étude d'un projet de loi intitulé: « Loi des heures d'affaires des établissements commerciaux » (bill 89).

Que tous les mémoires, notes et rapports présentés et soumis au Comité de l'Industrie et du Commerce lui soient remis.

Que cette commission soit autorisée à siéger pendant que la chambre est en séance et les jours où la chambre ne tient pas de séance, avec pouvoirs d'entendre des témoins et d'envoyer chercher les personnes, les pièces et les dossiers dont elle aura besoin; que cette commission fasse rapport à la chambre au cours de la présente session;

Que MM. Baillargeon, Beaudry, Brisson, Cadieux, Charbonneau, Gauthier

Mr. Paul moved:

That a special committee composed of 21 members be appointed to continue the work undertaken by the Committee on Industries and Trade respecting the consideration of a bill intituled: "Commercial Establishments Business Hours Act" (bill 89).

That all the briefs, notes and reports presented and submitted to the Committee on Industries and Trade be delivered up to it.

That such committee be authorized to sit whilst the House is sitting and on days when the House is not sitting, with power to hear witnesses and to require the attendance of all persons or the production of all papers or records that it shall require; that such committee do report to the House during the present session;

That the said special committee be formed of Messrs. Baillargeon, Beaudry,

(Berthier), Goldbloom, Harvey, Houde, Lacroix, Leduc (Laviolette), Léveillé, Lévesque (Bonaventure), Lussier, Martel, Murray, Paul, Sauvageau, Shooner, Simard et St-Germain forment ladite commission spéciale.

La motion est adoptée.

M. Lussier dépose sur le bureau de la chambre le document suivant:

Rapport du comité d'étude sur le transport en commun dans l'agglomération québécoise.

(Document de la session no 69.)

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 1, intitulé: « Loi modifiant la Loi des mines ».

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la chambre, pour étude au cours de la présente séance.

Résolu que cette chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. le président ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans l'amender.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 5, intitulé: « Loi modifiant la Loi du Conseil supérieur de l'éducation ».

Brisson, Cadieux, Charbonneau, Gauthier (Berthier), Goldbloom, Harvey, Houde, Lacroix, Leduc (Laviolette), Léveillé, Lévesque (Bonaventure), Lussier, Martel, Murray, Paul, Sauvageau, Shooner, Simard and St-Germain.

The motion was adopted.

Mr. Lussier tabled the following document:

Report of the Committee on the Study of public transportation in the Québec agglomeration.

(Sessional Papers, No. 69.)

The Order of the Day being read for the second reading of bill No 1, intituled: "An Act to amend the Mining Act".

The bill was accordingly read the second time, and committed for consideration during the present sitting.

Resolved, That this House do immediately resolve itself into a Committee of the Whole House for the consideration of the bill.

The House accordingly resolved itself into the said Committee; and after some time spent therein, Mr. President resumed the Chair; and the Chairman reported, that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, without any amendment.

Ordered, that the bill be now read the third time.

The bill was accordingly read the third time.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 5, intituled: "An Act to amend the Superior Council of Education Act".

M. Cardinal informe la chambre que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce bill.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la chambre, pour étude au cours de la présente séance.

Résolu que cette chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. le président ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

Ordonné que le bill soit lu une troisième fois à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 6, intitulé: « Loi modifiant la Loi de l'admission à l'étude de professions ».

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la chambre, pour étude au cours de la présente séance.

Résolu que cette chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. le président ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans l'amender.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Mr. Cardinal informed the House that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said bill to their consideration.

The bill was accordingly read the second time, and committed for consideration during the present sitting.

Resolved, That this House do immediately resolve itself into a Committee of the Whole House for the consideration of the bill.

The House accordingly resolved itself into the said Committee; and after some time spent therein, Mr. President resumed the Chair; and the Chairman reported, that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, with an amendment.

The bill as amended was read and agreed to.

Ordered, that the bill be read the third time at the next sitting.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 6, intitled: "An Act to amend the Professional Matriculation Act".

The bill was accordingly read the second time, and committed for consideration during the present sitting.

Resolved, That this House do immediately resolve itself into a Committee of the Whole House for the consideration of the bill.

The House accordingly resolved itself into the said Committee; and after some time spent therein, Mr. President resumed the Chair; and the Chairman reported, that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, without any amendment.

Ordered, that the bill be now read the third time.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

The bill was accordingly read the third time.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 7, intitulé: « Loi modifiant la Loi électorale ».

M. Bertrand propose que le bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève.

Sur la motion de M. Lévesque (Laurier), secondé par M. Harvey, il est---

Ordonné que le débat soit ajourné.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 7, intitled: "An Act to amend the Election Act".

Mr. Bertrand moved, and the Question being proposed, that the bill be now read the second time.

And a debate arising thereon.

On motion of Mr. Lévesque (Laurier) seconded by Mr. Harvey,—

Ordered, That the debate be adjourned.

Sur la motion de M. Paul, il est—

Résolu, que la chambre s'ajourne maintenant.

Et, alors, la chambre s'ajourne.

On motion of Mr. Paul,—

Resolved, That the House doth now be adjourned.

And then the House adjourned.

N° 16

**MERCREDI,
26 mars 1969**

Trois heures de l'après-midi.

Prière.

Les pétitions suivantes sont lues et reçues:

De la ville de Candiac, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.
M. Baillargeon.

De la Commission scolaire de Contrecoeur (Verchères), demandant l'adoption d'une loi abrogeant une certaine loi.
M. LeChasseur.

De la ville de Laval, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.
M. Murray.

De la Corporation des électroniciens du Québec, demandant l'adoption d'une nouvelle loi constituant en corporation La Corporation des électroniciens du Québec.
M. Croisetière.

De la Corporation du village de Bois-des-Filion, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à modifier certains de ses règlements.
M. Murray.

**WEDNESDAY,
March 26th 1969**

Three o'clock, P.M.

Prayers.

The following petitions were read and received:

From the City of Candiac, praying for an Act to amend its charter.
Mr. Baillargeon.

From the School Commission of Contrecoeur (Verchères), praying for an Act abrogating a certain law.
Mr. LeChasseur.

From the City of Laval, praying for an Act to amend its charter.
Mr. Murray.

From the Québec Corporation of Electronicians, praying for an Act to enact a new Act to incorporate The Québec Corporation of Electronicians.
Mr. Croisetière.

From the Corporation of the parish of Bois-des-Filion, praying for an Act authorizing it to amend certain of its by-laws.
Mr. Murray.

Question par M. Lesage:

Pour chaque mois, depuis le 31 mars 1968 jusqu'au 28 février 1969:

- a) de quels montants étaient soutirés les comptes de banque de la province;
- b) quel était le montant total des chèques du gouvernement en circulation?

Question by Mr. Lesage:

For each month, from March 31st 1968 to February 28th 1969:

- (a) in what amounts were the bank accounts of the province overdrawn;
- (b) what was the amount of outstanding government cheques?

Réponse par M. Dozois:

D'après les états fournis par les banques, le total des comptes de banque de la province indiquait:

a) les soldes créditeurs nets au:

31 mars 1968.....	\$ 9,130,271.04
30 avril 1968.....	12,436,544.56
31 mai 1968.....	22,904,366.65
30 juin 1968.....	22,951,384.16
31 juillet 1968.....	17,702,650.11
31 août 1968.....	5,637,209.42
30 septembre 1968.....	15,742,025.68
31 octobre 1968.....	30,072,589.58
30 novembre 1968.....	15,726,322.14
31 décembre 1968.....	26,446,857.85
31 janvier 1969.....	21,553,171.06
28 février 1969.....	10,444,025.64

b) le montant total des chèques du gouvernement en circulation au:

31 mars 1968.....	\$ 92,145,508.47
30 avril 1968.....	104,562,969.73
31 mai 1968.....	95,517,077.97
30 juin 1968.....	126,657,636.46
31 juillet 1968.....	106,553,061.24
31 août 1968.....	72,441,791.15
30 septembre 1968.....	70,597,852.28
31 octobre 1968.....	93,003,508.19
30 novembre 1968.....	78,848,570.99
31 décembre 1968.....	104,705,871.99
31 janvier 1969.....	80,795,023.43
28 février 1969.....	95,649,680.33

Question par M. Lesage:

Quel a été, pour chaque mois, le montant des obligations d'épargne de la province qui ont été rachetées par le gouvernement, depuis le 1er mars 1968 jusqu'au 28 février 1969?

Réponse par M. Dozois:

Mars 1968.....	\$ 5,065,500
Avril 1968.....	5,638,850
Mai 1968.....	11,296,350
Juin 1968.....	3,039,000
Juillet 1968.....	1,461,750
Août 1968.....	1,391,950
Septembre 1968.....	791,100

Answer by Mr. Dozois:

According to the statements provided by the banks, all the bank accounts of the province showed:

(a) credit balances as at:

March 31st 1968.....	\$ 9,130,271.04
April 30th 1968.....	12,436,544.56
May 31st 1968.....	22,904,366.65
June 30th 1968.....	22,951,384.16
July 31st 1968.....	17,702,650.11
August 31st 1968.....	5,637,209.42
September 30th 1968.....	15,742,025.68
October 31st 1968.....	30,072,589.58
November 30th 1968.....	15,726,322.14
December 30th 1968.....	26,446,857.85
January 31st 1969.....	21,553,171.06
February 28th 1969.....	10,444,025.64

(b) total amount of government cheques in circulation as at:

March 31st 1968.....	\$ 92,145,508.47
April 30th 1968.....	104,562,969.73
May 31st 1968.....	95,517,077.97
June 30th 1968.....	126,657,636.46
July 31st 1968.....	106,553,061.24
August 31st 1968.....	72,441,791.15
September 30th 1968.....	70,597,852.28
October 31st 1968.....	93,003,508.19
November 30th 1968.....	78,848,570.99
December 31st 1968.....	104,705,871.99
January 31st 1969.....	80,795,023.43
February 28th 1969.....	95,649,680.33

Question by Mr. Lesage:

Respecting each month from March 1st 1968 to February 28th 1969, what amount of provincial savings bonds was redeemed by the government?

Answer by Mr. Dozois:

March 1968.....	\$ 5,065,500
April 1968.....	5,638,850
May 1968.....	11,296,350
June 1968.....	3,039,000
July 1968.....	1,461,750
August 1968.....	1,391,950
September 1968.....	791,100

Octobre 1968.....	1,798,100	October 1968.....	1,798,100
Novembre 1968.....	2,264,750	November 1968.....	2,264,750
Décembre 1968.....	1,605,800	December 1968.....	1,605,800
Janvier 1969.....	1,724,450	January 1969.....	1,724,450
Février 1969.....	1,538,250	February 1969.....	1,538,250

Question par M. Courcy:

1. M. Adrien St-Onge, de Disraëli, comté de Wolfe, est-il à l'emploi du gouvernement ou de l'un de ses organismes, offices, régies ou commissions?

2. Dans l'affirmative:

a) à quelle date a-t-il été engagé, dans quel service administratif, à quel titre et à quel salaire annuel;

b) sa nomination a-t-elle été faite à la suite d'un concours de la Commission de la fonction publique annoncé par la voie des journaux et, dans l'affirmative, à quelle date et à quel endroit ce concours a-t-il eu lieu;

c) quelle est la nature de sa fonction et à quelle adresse son bureau est-il situé?

3. Quel est le montant total qui lui a été versé en salaire ou à quelque titre que ce soit, depuis la date de son engagement jusqu'à ce jour?

Réponse par M. Gosselin:

1. Oui.

2. a) Le 4 novembre 1968 au Cabinet du Ministre, à titre de secrétaire particulier adjoint, au salaire annuel de \$8,400.00;

b) Non;

c) Secrétaire particulier adjoint et son bureau est au Ministère des Terres et Forêts.

3. \$3,157.00.

Question par M. Cliche:

1. Quelles sont les forêts domaniales qui ont été créées par le ministère des Terres et Forêts, depuis le 1er avril 1968 jusqu'à ce jour?

2. Quelle est la superficie de chacune?

Réponse par M. Gosselin:

1. et 2.

Question by Mr. Courcy:

1. Is Mr. Adrien St-Onge, of Disraeli, Wolfe County, in the employ of the government or of any of its organizations, bureaux, boards or commissions?

2. If so:

(a) on what date was he engaged, in what administrative service, in what position and at what annual salary;

(b) was his appointment made following a Civil Service Commission competition advertised in the newspapers, and if so, on what date and in what place was the competition held;

(c) what is the nature of his duties and at what address is his office located?

3. What total amount has been paid to him in salary or for any other reason whatsoever, from the date of his engagement to date?

Answer by Mr. Gosselin:

1. Yes.

2. (a) November 4th 1968, at the Office of the Minister, as assistant private secretary, at an annual salary of \$8,400.00;

(b) no;

(c) assistant private secretary, and his office is at the Department of Lands and Forests.

3. \$3,157.00.

Question by Mr. Cliche:

1. What domanial forests were created by the Department of Lands and Forests, from April 1st 1968 to date?

2. What is the area of each one?

Answer by Mr. Gosselin:

1. and 2.

Forêt domaniale de Chic-Choc d'une superficie de 560 milles carrés;

Forêt domaniale de La Sarre d'une superficie de 3,232 milles carrés;

Forêt domaniale de Matagami d'une superficie de 4,445 milles carrés.

Chic-Choc Domanial Forest with an area of 560 square miles;

Le Sarre Domanial Forest with an area of 3,232 square miles;

Matagami Domanial Forest with an area of 4,445 square miles.

Question par M. Bourassa:

Quel était, à la fin de chaque mois, le montant total des bons du Trésor de la province en cours, depuis le 31 mars 1968 jusqu'au 28 février 1969?

Question by Mr. Bourassa:

What was the total amount of Treasury Notes of the province outstanding, from March 31st 1968 to February 28th 1969?

Réponse par M. Dozois:

31 mars 1968	\$ 88,000,000
30 avril 1968	93,000,000
31 mai 1968	88,000,000
30 juin 1968	128,000,000
31 juillet 1968	78,000,000
31 août 1968	123,000,000
30 septembre 1968	48,000,000
31 octobre 1968	113,000,000
30 novembre 1968	118,000,000
31 décembre 1968	113,000,000
31 janvier 1969	88,000,000
28 février 1969	58,000,000

Answer by Mr. Dozois:

March 31st 1968	\$ 88,000,000
April 30th 1968	93,000,000
May 31st 1968	88,000,000
June 30th 1968	128,000,000
July 31st 1968	78,000,000
August 31st 1968	123,000,000
September 30th 1968	48,000,000
October 31st 1968	113,000,000
November 30th 1968	118,000,000
December 31st 1968	113,000,000
January 31st 1969	88,000,000
February 28th 1969	58,000,000

Question par M. Lavoie (Laval):

1. Quel est le montant total des subventions qui ont été versées par le gouvernement aux États généraux du Canada français, jusqu'au 15 mars 1969?

2. Quels sont, pour chaque subvention:

a) la date;

b) le montant?

Question by Mr. Lavoie (Laval):

1. What was the total amount of the grants that were paid by the government to the Estates General of French Canada, as at March 15th 1969?

2. In the case of each grant:

(a) what was the date thereof;

(b) what was the amount thereof?

Réponse par M. Bertrand:

1. \$108,000.00.

2. a)	b)
12 juillet 1968:	\$50,000.00;
14 février 1969:	\$58,000.00.

Answer by Mr. Bertrand:

1. \$108,000.00.

2. (a)	(b)
July 12th 1968:	\$50,000.00;
February 14th 1969:	\$58,000.00.

Sur la motion de M. Lesage:

Résolu qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de la chambre:

On motion of Mr. Lesage:

Resolved, That an humble Address be presented to the Honourable the Lieutenant-Governor, praying him to cause to be laid before the House:

Copie d'un arrêté en conseil adopté au mois d'août 1968, concernant la formation d'un comité d'étude des professions auxiliaires de la santé.

M. Cloutier dépose sur le bureau de la chambre ledit document.

(Document de la session no 70.)

Sur la motion de M. Maltais (Saguenay):

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de la chambre:

Copie du contrat intervenu entre le gouvernement et M. Lawrence D. Kinneer, concernant le terrain sur lequel les bureaux et entrepôts du ministère des Terres et Forêts ont été érigés, suivant les renseignements contenus à la page 656 des Comptes publics 1966/67.

M. Gosselin dépose sur le bureau de la chambre ledit document.

(Document de la session no 71.)

M. Dozois transmet à M. le président et M. le président lit à la chambre le message suivant de l'honorable lieutenant-gouverneur de la province de Québec:

L'honorable lieutenant-gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée nationale le budget supplémentaire des dépenses (no 3) pour l'année financière se terminant le 31 mars 1969, conformément aux dispositions de l'article 54 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1867, et recommande ce budget à la considération de la chambre.

HUGUES LAPOINTE.

Hôtel du Gouvernement,
Québec, le 26 mars 1969.

(Document de la session no 2.)

A copy of an Order in Council adopted during the month of August 1968, respecting the appointment of a study committee on auxiliary health professions.

Mr. Cloutier tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 70.)

On motion of Mr. Maltais (Saguenay):

Ordered, That there be laid before the House:

A copy of the contract made between the government and Mr. Lawrence D. Kinneer, respecting the piece of land on which the offices and warehouses of the Department of Lands and Forests were erected, according to the information given on page 656 of Public Accounts for 1966/67.

Mr. Gosselin tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 71.)

Mr. Dozois delivered to Mr. President a Message from the Honourable the Lieutenant-Governor of the Province of Québec:

And the Message was read by Mr. President as followeth:

The Honourable the Lieutenant-Governor of the Province of Québec forwards to the National Assembly the Supplementary Estimates (No. 3) of Expenditure for the fiscal year ending March 31st 1969, in pursuance of the provisions of the 54th Section of the British North America Act, 1867, and recommends these Estimates to the consideration of the House.

HUGUES LAPOINTE.

Government House,
Québec, March 26th 1969.

(Sessional Papers, No. 2.)

M. Dozois propose:

Que le message de l'honorable lieutenant-gouverneur de la province de Québec soit renvoyé au comité des subsides, avec le budget supplémentaire qui l'accompagne.

La motion est adoptée.

L'ordre du jour appelle la chambre à se former de nouveau en comité des subsides.

M. Dozois propose que M. le président quitte maintenant le fauteuil et que la chambre se forme de nouveau en comité des subsides et la motion est adoptée.

En conséquence, la chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

(*Budget supplémentaire no 3*)

1. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinq cent soixante-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour « Direction générale de la production et de l'aménagement agricole (Agriculture et Colonisation », pour l'exercice finissant le 31 mars 1969.

2. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent soixante-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour « Aménagement des fermes (Agriculture et Colonisation) », pour l'exercice finissant le 31 mars 1969.

Résolutions à rapporter.

M. le président prend de nouveau place au fauteuil et M. le président du comité fait rapport que ce comité a adopté deux résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Mr. Dozois moved:

That the message of the Honourable the Lieutenant-Governor of the Province of Québec together with the Supplementary Estimates accompanying the same, be referred to the Committee of Supply.

The motion was adopted.

The Order of the Day being read for the House again in Committee of Supply.

Mr. Dozois moved, and the Question being put, that Mr. President do now leave the Chair, it was resolved in the Affirmative. The House accordingly resolved itself into the said Committee.

(IN THE COMMITTEE)

(*Supplementary Budget No. 3*)

1. *Resolved*, That a sum not exceeding five hundred seventy-five thousand dollars be granted to Her Majesty, for: "Production and Rural Development Branch (Agriculture and Colonization)", for the fiscal year ending 31st March 1969.

2. *Resolved*, That a sum not exceeding one hundred seventy-five thousand dollars be granted to Her Majesty, for: "Farm development (Agriculture and Colonization)", for the fiscal year ending 31st March 1969.

Resolutions to be reported.

Mr. President resumed the Chair; and the Chairman reported, that the Committee had come to two resolutions.

The Chairman also acquainted the House, that he was directed to move, that the Committee may have leave to sit again.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Résolu qu'à sa prochaine séance la chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

The resolutions were read and agreed to.

Resolved, That this House will, at its next sitting, again resolve itself into the said Committee.

Du consentement unanime de la chambre, M. Paul propose:

Que les noms de MM. Demers et Gauthier (Berthier) soient substitués à ceux de MM. Fréchette et Lussier sur la liste des membres de la commission des bills privés et bills publics.

La motion est adoptée.

With the unanimous consent of the House, Mr. Paul moved:

That the names of Messrs. Fréchette and Lussier be replaced by those of Messrs. Demers and Gauthier (Berthier) on the list of members of the Committee on Private Bills and Public Bills.

The motion was adopted.

Sur la motion de M. Paul, il est—

Résolu, que la chambre s'ajourne maintenant.

Et, alors, la chambre s'ajourne.

On motion of Mr. Paul,—

Resolved, That the House doth now be adjourned.

And then the House adjourned.

N° 17

**JEUDI,
27 mars 1969**

Trois heures de l'après-midi.

Prière.

M. Paul, de la commission des bills privés et des bills publics, présente le premier rapport de cette commission, ainsi qu'il suit :

Votre commission a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants :

Bill 105.—Loi concernant la succession de l'honorable Charles Séraphin Rodier;

Bill 175.—Loi constituant La Corporation des Bibliothécaires Professionnels du Québec.

Le rapport est lu et reçu.

Sur la motion de M. Bertrand, il est *Ordonné* que M. Bertrand ait la permission de présenter le bill no 11, intitulé : « Loi de l'Office de radio-télédiffusion de Québec ».

En conséquence, il présente ce bill qui est lu la première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Cloutier, il est *Ordonné* que M. Cloutier ait la permission de présenter le bill no 9, intitulé : « Loi de l'adoption ».

En conséquence, il présente ce bill qui est lu la première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

**THURSDAY,
March 27th 1969**

Three o'clock, P.M.

Prayers.

Mr. Paul, from the Committee on Private Bills and Public Bills, presented to the House the first report of the said Committee as follows:

Your committee have agreed to report, with amendments, the following bills:

Bill 105.—An Act respecting the estate of the Honourable Charles Séraphin Rodier;

Bill 175.—An Act to incorporate The Corporation of Professional Librarians of Québec.

The report was read and received.

On motion of Mr. Bertrand,—
Ordered, That Mr. Bertrand have leave to bring in bill No. 11, intituled: "Québec Broadcasting Bureau Act".

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

On motion of Mr. Cloutier,—
Ordered, That Mr. Cloutier have leave to bring in bill No. 9, intituled: "Adoption Act".

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

Du consentement unanime de la chambre, et sur la motion de M. Bertrand, pour M. Lussier, il est

Ordonné que M. Bertrand, pour M. Lussier, ait la permission de présenter le bill no 12, intitulé: « Loi concernant l'usurpation des charges de maire ou de conseiller municipal ».

En conséquence, il présente ce bill qui est lu la première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Du consentement unanime de la chambre et sur la motion de M. Bertrand pour M. Lussier, il est

Ordonné que M. Bertrand, pour M. Lussier, ait la permission de présenter le bill no 17, intitulé: « Loi concernant le Consulat général de la République française à Québec ».

En conséquence, il présente ce bill qui est lu la première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

With the unanimous consent of the House, and on motion of Mr. Bertrand, on behalf of Mr. Lussier,—

Ordered, That Mr. Bertrand, on behalf of Mr. Lussier, have leave to bring in bill No. 12, intituled: "An Act respecting the usurpation of the office of mayor or municipal councillor".

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

With the unanimous consent of the House, and on motion of Mr. Bertrand, on behalf of Mr. Lussier,—

Ordered, That Mr. Bertrand, on behalf of Mr. Lussier, have leave to bring in bill No. 17, intituled: "An Act respecting the Consulate-general of the French Republic in the city of Québec".

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

M. Bertrand dépose sur le bureau de la chambre le document suivant:

Copie de la correspondance, en date du 8 et du 13 mars 1967, échangée entre M. Jean-Jacques Bertrand, alors ministre de l'éducation, et M. Gilles Bergeron, alors sous-ministre adjoint au ministère de l'éducation, ainsi qu'une lettre, en date du 17 avril 1967, signée par M. François Lafleur, directeur général du personnel, et adressée à M. Gilles Bergeron, concernant la démission de ce dernier.

(Document de la session no 72.)

Mr. Bertrand tabled the following document:

Copy of the correspondence, dated March 8th and 13th 1967, between Mr. Jean-Jacques Bertrand, the then Minister of Education and Mr. Gilles Bergeron, the then Assistant Deputy Minister of the Department of Education, also a letter dated April 17th 1967, signed by Mr. François Lafleur, Personnel Manager, and written to Mr. Gilles Bergeron, respecting his resignation.

(Sessional Papers, No. 72.)

M. Bertrand propose:

Que Me Louis Marceau, C.R., doyen de la faculté de droit de l'Université Laval,

Mr. Bertrand moved:

That Mr. Louis Marceau, Q.C., Dean of the Faculty of Law of Laval University,

soit nommé à la fonction de protecteur du citoyen.

Que son traitement soit fixé à \$30,000, et qu'il reçoive en outre \$200.00 par mois à titre de frais de représentations et \$100.00 par mois à titre d'allocation d'automobile, et que ses dépenses de voyage lui soient de plus indemnisées sur la même base que les sous-ministres du gouvernement.

Cette motion est adoptée à l'unanimité des 76 membres présents en cette chambre.

Les documents suivants sont déposés sur le bureau de la chambre:

Par M. Bertrand:

Copie d'une lettre, en date du 26 mars 1969, adressée à M. Jean-Jacques Bertrand, Premier ministre du Québec, par M. Pierre-Elliott Trudeau, Premier ministre du Canada, concernant l'emplacement du nouvel aéroport international de Montréal, et aussi en annexe copie d'un tableau comparatif du prix de revient des travaux pour chacun des emplacements, concernant ledit aéroport.

(Document de la session no 73.)

Par M. Allard:

Rapport de la commission hydroélectrique de Québec et ses filiales, états financiers consolidés au 31 décembre 1968.

(Document de la session no 74.)

Par M. Dozois:

Copie d'une lettre circulaire, en date du 24 mars 1969, adressée aux émetteurs de licences de mariage, par M. Marcel Cazavan, c.a., sous-ministre des finances, au sujet de la Loi concernant le mariage civil.

(Document de la session no 75.)

be appointed to the position of Public Protector.

That his salary be fixed at \$30,000, and that he receive, in addition, \$200.00 per month for representation expenses and \$100.00 per month for automobile expenses, and that his travelling expenses be reimbursed on the same basis as the Deputy Ministers of the government.

This motion was unanimously adopted by the 76 members present in the House.

The following documents were tabled:

By Mr. Bertrand:

Copie of a letter, dated March 26th 1969, forwarded to Mr. Jean-Jacques Bertrand, Prime Minister of Québec, by Mr. Pierre-Elliott Trudeau, Prime Minister of Canada, respecting the location of the new Montreal International Airport, and also a copy of a table showing the comparative costs for the work at each location for the said Airport.

(Sessional Papers, No. 73.)

By Mr. Allard:

Report of the Québec Hydro-Electric Commission and its subsidiary companies, consolidated financial statements as at December 31st 1968.

(Sessional Papers, No. 74.)

By Mr. Dozois:

Copie of a circular letter, dated March 24th 1969, forwarded to Marriage License Issuers, by Mr. Marcel Cazavan, C.A., Deputy Minister of Finance, concerning the Act respecting civil marriage.

(Sessional Papers, No. 75.)

L'ordre du jour appelle la chambre à se former de nouveau en comité des subsides.

M. Dozois propose que M. le président quitte maintenant le fauteuil et que la chambre se forme de nouveau en comité des subsides et la motion est adoptée.

En conséquence, la chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

(*Budget supplémentaire no 3*)

1. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trente-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour « Commission d'enquête sur l'administration de la justice en matière criminelle et pénale (Justice) », pour l'exercice finissant le 31 mars 1969.

2. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour « Institutions de l'enfance (Famille et bien-être social) », pour l'exercice finissant le 31 mars 1969.

3. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas sept cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour « Services sociaux de l'enfance (Famille et bien-être social) », pour l'exercice finissant le 31 mars 1969.

4. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinq cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour « Bien-être des personnes âgées et autres adultes (Famille et bien-être social) », pour l'exercice finissant le 31 mars 1969.

5. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas treize millions neuf cent trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour « Assurance-hospitalisation (Santé) », pour l'exercice finissant le 31 mars 1969.

6. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas sept cent soixante-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour « Subventions aux municipalités pour établissement de services municipaux d'aqueducs et d'égouts, prévention des incendies et usines d'épuration des eaux (Affaires municipa-

The Order of the Day being read for the House again in Committee of Supply.

Mr. Dozois moved, and the Question being put, that Mr. President do now leave the Chair, it was resolved in the Affirmative. The House accordingly resolved itself into the said Committee.

(IN THE COMMITTEE)

(*Supplementary Budget No. 3*)

1. *Resolved*, That a sum not exceeding thirty-five thousand dollars be granted to His Majesty, for "Commission of inquiry on the administration of justice in criminal and penal matters (Justice)", for the fiscal year ending 31st March, 1969.

2. *Resolved*, That a sum not exceeding three hundred thousand dollars be granted to Her Majesty, for "Child Institutions (Family and Social Welfare)", for the fiscal year ending 31st March, 1969.

3. *Resolved*, That a sum not exceeding seven hundred fifty thousand dollars be granted to Her Majesty, for "Child Social Services (Family and Social Welfare)", for the fiscal year ending 31st March, 1969.

4. *Resolved*, That a sum not exceeding five hundred thousand dollars be granted to Her Majesty, for "Welfare of aged persons and other adults (Family and Social Welfare)", for the fiscal year ending 31st March, 1969.

5. *Resolved*, That a sum not exceeding thirteen million nine hundred thirty thousand dollars be granted to Her Majesty, for "Hospital Insurance (Health)", for the fiscal year ending 31st March, 1969.

6. *Resolved*, That a sum not exceeding seven hundred seventy-five thousand dollars be granted to Her Majesty, for "Grants to municipalities for establishment of municipal waterworks and sewer systems, for fire prevention and water purification plants (Municipal Affairs)",

les) », pour l'exercice finissant le 31 mars 1969.

7. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour « Commission d'aménagement de Québec (Affaires municipales) », pour l'exercice finissant le 31 mars 1969.

8. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour « Administration (Finances) », pour l'exercice finissant le 31 mars 1969.

9. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour « Impression et reliure de la Législature (Législation) », pour l'exercice finissant le 31 mars 1969.

Résolutions à rapporter.

M. le président prend de nouveau place au fauteuil et M. le président du comité fait rapport que ce comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Résolu qu'à sa prochaine séance la chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Du consentement unanime de la chambre, et sur la motion de M. Paul, il est—

Résolu que, lorsque cette chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à demain, à dix heures et demie du matin.

Et, alors, la chambre s'ajourne.

for the fiscal year ending 31st March, 1969.

7. *Resolved*, That a sum not exceeding one hundred thirty thousand dollars be granted to Her Majesty, for "Québec Planning Commission (Municipal Affairs)", for the fiscal year ending 31st March, 1969.

8. *Resolved*, That a sum not exceeding three hundred thousand dollars be granted to Her Majesty, for "Administration (Finance)", for the fiscal year ending 31st March, 1969.

9. *Resolved*, That a sum not exceeding forty thousand dollars be granted to Her Majesty, for "Printing and bookbinding for the Legislature (Legislation)", for the fiscal year ending 31st March, 1969.

Resolutions to be reported.

Mr. President resumed the Chair; and the Chairman reported, that the Committee had come to several resolutions.

The Chairman also acquainted the House, that he was directed to move, that the Committee may have leave to sit again.

The resolutions were read and agreed to.

Resolved, That this House will, at its next sitting, again resolve itself into the said Committee.

With the unanimous consent of the House, and on motion of Mr. Paul,—

Resolved, That when this House adjourns today, it do stand adjourned until tomorrow at ten thirty o'clock, A.M.

And then the House adjourned.

N° 18

**VENDREDI,
28 mars 1969**

Dix heures et demie du matin.

Prière.

M. D'Anjou propose, secondé par M. Croisetière:

Qu'il lui soit permis de présenter la pétition de la Société des traducteurs du Québec, Inc., demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

La motion est adoptée, en conséquence, ladite pétition est présentée, lue et reçue.

M. D'Anjou propose, secondé par M. Croisetière:

Qu'il lui soit permis de présenter la pétition de Delphis Duhamel et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de « Représentants de commerce agréés du Québec », et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

La motion est adoptée, en conséquence, ladite pétition est présentée, lue et reçue.

Sur la motion de M. Bertrand, il est—

Ordonné que M. Bertrand ait la permission de présenter le bill no 10, intitulé: « Loi concernant les régimes matrimoniaux ».

En conséquence, il présente ce bill qui est lu la première fois et renvoyé à la

**FRIDAY,
March 28th 1969**

Ten-thirty o'clock, A.M.

Prayers.

Mr. D'Anjou moved, seconded by Mr. Croisetière:

That he be permitted to present the petition of la Société des traducteurs du Québec, Inc., praying for an Act to amend their charter, and that this petition be now presented, read and received.

The motion was adopted, accordingly, the said petition was presented, read and received.

Mr. D'Anjou moved, seconded by Mr. Croisetière:

That he be permitted to present the petition of Delphis Duhamel and others, praying for an Act to incorporate them under the name of "Représentants de commerce agréés du Québec", and that this petition be now presented, read and received.

The motion was adopted, accordingly, the said petition was presented, read and received.

On motion of Mr. Bertrand,—

Ordered, That Mr. Bertrand have leave to bring in bill No. 10, intituled: "An Act respecting matrimonial regimes".

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read

commission de l'administration de la justice.

Sur la motion de M. Lussier, il est—

Ordonné que M. Lussier ait la permission de présenter le bill no 13, intitulé: « Loi modifiant la Loi des cités et villes ».

En conséquence, il présente ce bill qui est lu la première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Lussier, il est—

Ordonné que M. Lussier ait la permission de présenter le bill no 14, intitulé: « Loi modifiant le Code municipal ».

En conséquence, il présente ce bill qui est lu la première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Du consentement unanime de la chambre, et sur la motion de M. Bertrand, il est—

Ordonné que M. Bertrand ait la permission de présenter le bill no 18, intitulé: « Loi modifiant la Loi du Protecteur du citoyen ».

En conséquence, il présente ce bill qui est lu la première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la présente séance.

Les documents suivants sont déposés sur le bureau de la chambre:

Par M. Cloutier:

Rapport de la Commission de l'assistance médicale, pour l'année 1968.

(*Document de la session no 76.*)

Par M. Dozois

Rapport de la Régie des rentes du Québec, pour l'année 1968.

(*Document de la session no 77.*)

the first time and referred to the Committee on the Administration of Justice.

On motion of Mr. Lussier,—

Ordered, That Mr. Lussier have leave to bring in bill No. 13, intituled: "An Act to amend the Cities and Towns Act".

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

On motion of Mr. Lussier,—

Ordered, That Mr. Lussier have leave to bring in bill No. 14, intituled: "An Act to amend the Municipal Code".

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

With the unanimous consent of the House, and on motion of Mr. Bertrand,—

Ordered, That Mr. Bertrand have leave to bring in bill No. 18, intituled: "An Act to amend the Public Protector Act".

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the present sitting.

The following documents were tabled:

By Mr. Cloutier:

Report of the Medical Assistance Commission of Québec, for 1968.

(*Sessional Papers, No. 76.*)

By Mr. Dozois:

Report of the Québec Pension Board, for 1968.

(*Sessional Papers, No. 77.*)

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 12, intitulé: « Loi concernant l'usurpation des charges de maire ou de conseiller municipal ».

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la chambre, pour étude au cours de la présente séance.

Résolu que cette chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. le président ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans l'amender.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 17, intitulé: « Loi concernant le Consulat général de la République française à Québec ».

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la chambre, pour étude au cours de la présente séance.

Résolu que cette chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. le président ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas fini de délibérer et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 12, intituled: "An Act respecting the usurpation of the office of mayor or municipal councillor".

The bill was accordingly read the second time, and committed for consideration during the present sitting.

Resolved, That this House do immediately resolve itself into a Committee of the Whole House for the consideration of the bill.

The House accordingly resolved itself into the said Committee; and after some time spent therein, Mr. President resumed the Chair; and the Chairman reported, that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, without any amendment.

Ordered, that the bill be now read the third time.

The bill was accordingly read the third time.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 17, intituled: "An Act respecting the Consulate-general of the French Republic in the city of Québec".

The bill was accordingly read the second time, and committed for consideration during the present sitting.

Resolved, That this House do immediately resolve itself into a Committee of the Whole House for the consideration of the bill.

The House accordingly resolved itself into the said Committee; and after some time spent therein, Mr. President resumed the Chair; and the Chairman reported, that the committee had made some progress, and directed him to move for leave to sit again.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la présente séance.

Ordered, That the Committee have leave to sit again at the present sitting.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 18, intitulé: « Loi modifiant la Loi du Protecteur du citoyen ».

M. Bertrand informe la chambre que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce bill.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la chambre, pour étude au cours de la présente séance.

Résolu que cette chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. le président ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans l'amender.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Conformément à l'ordre du jour, la chambre se forme de nouveau en comité plénier pour la prise en considération du bill no 17, intitulé: « Loi concernant le Consulat général de la République française à Québec », et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. le président ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans l'amender.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 18, intituled: "An Act to amend the Public Protector Act".

Mr. Bertrand informed the House that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said bill to their consideration.

The bill was accordingly read the second time, and committed for consideration during the present sitting.

Resolved, That this House do immediately resolve itself into a Committee of the Whole House for the consideration of the bill.

The House accordingly resolved itself into the said Committee; and after some time spent therein, Mr. President resumed the Chair; and the Chairman reported, that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, without any amendment.

Ordered, that the bill be now read the third time.

The bill was accordingly read the third time.

The House, according to Order, again resolved itself into a Committee of the Whole House to consider bill No. 17, intituled: "An Act respecting the Consulate-general of the French Republic in the city of Québec", and after some time spent therein, Mr. President resumed the Chair; and the Chairman reported, that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, without any amendment.

Ordered, that the bill be now read the third time.

The bill was accordingly read the third time.

L'ordre du jour appelle la chambre à se former de nouveau en comité des subsides.

M. Dozois propose que M. le président quitte maintenant le fauteuil et que la chambre se forme de nouveau en comité des subsides et la motion est adoptée.

En conséquence, la chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

(*Budget supplémentaire no 3*)

M. Shooner fait le rapport suivant:

M. le président des comités,

J'ai l'honneur de faire rapport que la commission du tourisme, chasse et pêche, chargée d'examiner les articles du budget des dépenses de ce ministère, a adopté tous les items de ce budget.

1. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinq cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour « Édifices publics et autres locaux: entretien, réparations et autres frais (Travaux publics) », pour l'exercice finissant le 31 mars 1969.

2. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas soixante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour « Indemnités aux accidentés ou leurs dépendants et soins médicaux (Travaux publics) », pour l'exercice finissant le 31 mars 1969.

3. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour « Dépenses diverses ou imprévues (Travaux publics) », pour l'exercice finissant le 31 mars 1969.

4. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent quatre-vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour « Indemnités aux accidentés ou leurs dépendants et soins médicaux (Voirie) », pour l'exercice finissant le 31 mars 1969.

Résolutions à rapporter.

The Order of the Day being read for the House again in Committee of Supply.

Mr. Dozois moved, and the Question being put, that Mr. President do now leave the Chair, it was resolved in the Affirmative. The House accordingly resolved itself into the said Committee.

(IN THE COMMITTEE)

(*Supplementary Budget No. 3*)

Mr. Shooner made the following report:

Mr. Chairman,

I have the honour to report that the Committee on Tourism, Fish and Game, entrusted with the examination of the estimates of such Department, have adopted all the items of this budget.

1. *Resolved*, That a sum not exceeding five hundred fifty thousand dollars be granted to Her Majesty, for "Public buildings and other premises: maintenance, repairs and other expenses (Public Works)", for the fiscal year ending 31st March, 1969.

2. *Resolved*, That a sum not exceeding sixty thousand dollars be granted to Her Majesty, for "Indemnities to injured persons or their dependents and medical care (Public Works)", for the fiscal year ending 31st March, 1969.

3. *Resolved*, That a sum not exceeding fifty thousand dollars be granted to Her Majesty, for "Miscellaneous or unforeseen expenses (Public Works)", for the fiscal year ending 31st March, 1969.

4. *Resolved*, That a sum not exceeding one hundred eighty-five thousand dollars be granted to Her Majesty, for "Indemnities to injured persons or their dependents and medical care (Roads)", for the fiscal year ending 31st March, 1969.

Resolutions to be reported.

M. le président prend de nouveau place au fauteuil et M. le président du comité fait rapport que ce comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Résolu qu'à sa présente séance la chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

L'ordre du jour appelle la chambre à se former de nouveau en comité des voies et moyens.

M. Dozois propose que M. le président quitte maintenant le fauteuil et que la chambre se forme de nouveau en comité des voies et moyens et la motion est adoptée.

En conséquence, la chambre se forme de nouveau en comité des voies et moyens.

(EN COMITÉ)

Résolu,—Que sur le fonds consolidé du revenu de cette province, il sera et pourra être pris une somme n'excédant pas, en tout, \$18,355,000 pour subvenir aux diverses charges et dépenses du gouvernement et du service public de cette province, pour l'année financière se terminant le 31 mars 1969 auxquelles il n'est pas autrement pourvu.

Il pourra en outre être pris, pour les fins de tout crédit voté à la suite d'une estimation budgétaire dont le détail prévoit ait une contribution, un remboursement ou une imputation en réduction des sommes à dépenser, un montant égal à cette contribution, à ce remboursement ou cette imputation.

Résolution à rapporter.

Mr. President resumed the Chair; and the Chairman reported, that the Committee had come to several resolutions.

The Chairman also acquainted the House, that he was directed to move, that the Committee may have leave to sit again.

The resolutions were read and agreed to.

Resolved, That this House will, at its present sitting, again resolve itself into the said Committee.

The Order of the Day being read for the House again in Committee of Ways and Means.

Mr. Dozois moved, and the Question being put, that Mr. President do now leave the Chair, it was resolved in the Affirmative. The House accordingly resolved itself into the said Committee.

(IN THE COMMITTEE)

Resolved,—That from and out of the consolidated revenue fund of this Province there shall and may be taken a sum not exceeding, in all, \$18,355,000 for defraying, for the fiscal year ending on the 31st of March 1969, the charges and expenses of the Government and public service of the Province, not otherwise provided for.

There may in addition be taken, for the purposes of any appropriation voted pursuant to a budgetary estimate the details of which provided for a contribution, reimbursement or imputation in reduction of the sums to be expended, an amount equal to such contribution, reimbursement or imputation.

Resolution to be reported.

M. le président prend de nouveau place au fauteuil et M. le président du comité fait rapport que ce comité a adopté une résolution et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ladite résolution est lue et agréée.

Résolu qu'à sa présente séance la chambre se formera de nouveau en comité des voies et moyens.

M. Dozois présente, en conséquence, un bill basé sur ladite résolution: Bill 15, « Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1969, et pour d'autres fins du service public », lequel bill est lu la première, la deuxième et la troisième fois.

Conformément à l'ordre du jour, la chambre se forme en comité plénier pour la prise en considération du bill no 105, intitulé: « Loi concernant la succession de l'honorable Charles-Séraphin Rodier », et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. le président ayant pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport qu'il a examiné le bill et l'a adopté sans l'amender.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la formation de la chambre en comité des subsides. M. Dozois déclare qu'il proposera au comité de voter des crédits provisoires.

M. le président quitte le fauteuil et la chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Mr. President resumed the Chair; and the Chairman reported, that the Committee had come to a resolution.

The Chairman also acquainted the House, that he was directed to move, that the Committee may have leave to sit again.

The resolution was read and agreed to.

Resolved, That this House will, at its next sitting, again resolve itself into the said Committee.

Mr. Dozois accordingly introduced a bill based on the said resolution, namely: Bill 15, "An Act granting to Her Majesty moneys required for the expenses of the Government for the fiscal year ending on the 31st of March 1969, and for other purposes connected with the public service", which was read the first, second and third time.

The House, according to Order, resolved itself into a Committee of the Whole House to consider bill No. 105, intituled: "An Act respecting the estate of the Honourable Charles-Séraphin Rodier", and after some time spent therein. Mr. President resumed the Chair, and Mr. Chairman reported that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, without any amendment.

Ordered, That the bill be now read the third time.

The bill was accordingly read the third time.

The Order of the Day being called for the House to resolve itself into Committee of Supply. Mr. Dozois declared that he will propose the adoption of grants on account.

Mr. President left the Chair and the House resolved itself again into Committee of Supply.

La résolution suivante est adoptée en comité:

BUDGET des dépenses ordinaires de la province de Québec, pour l'année financière se terminant le 31 mars 1970, préparé conformément aux articles 4 et 5 du chapitre 64 des Statuts refondus de la province de Québec, 1964.

Résolu,—que sur le fonds consolidé du revenu de cette province, il sera et pourra être pris une somme n'excédant pas, en tout, \$593,755,156 pour subvenir aux diverses charges et dépenses du gouvernement et du service public de cette province, pour l'année financière se terminant le 31 mars 1970 auxquelles il n'est pas autrement pourvu, soit l'ensemble

a) du sixième du montant de chacun des différents articles à voter du budget des dépenses ordinaires et en immobilisations de la province pour ladite année financière, présenté à l'Assemblée nationale à la présente session de la Législature, i.e.: \$450,792,466;

b) de cinq sixièmes additionnels de l'article 10 dudit budget pour le ministère des affaires municipales (III), i.e.: \$133,333;

c) de deux sixièmes additionnels de l'article 17 dudit budget pour le ministère de l'agriculture et de la colonisation (IV), i.e.: \$671,000;

d) de cinq douzièmes additionnels de l'article 7 dudit budget pour le ministère de l'éducation (VII), i.e.: \$3,299,542;

e) d'un douzième additionnel de l'article 12 dudit budget pour le ministère de l'éducation (VII), i.e.: \$550,333;

f) d'un douzième additionnel de l'article 15 dudit budget pour le ministère de l'éducation (VII), i.e.: \$2,503,116;

g) de trois douzièmes additionnels de l'article 16 dudit budget pour le ministère de l'éducation (VII), i.e.: \$129,350,000;

The following resolution was adopted in committee:

ESTIMATES of Ordinary Expenditure of the Province of Québec for the fiscal year ending March 31st 1970, prepared as required by sections 4 and 5 of chapter 64 of the Revised Statutes of the Province of Québec, 1964.

Resolved,—that from and out of the consolidated revenue fund of this Province there shall and may be taken a sum not exceeding, in all, \$593,755,156 for defraying, for the fiscal year ending on the 31st of March 1970, the charges and expenses of the Government and public service of the Province, not otherwise provided for, being the aggregate of

(a) one-sixth of the amount of each of the various items to be voted of the estimates of the ordinary and capital expenditures of the Province, for the said fiscal year, as laid before the National Assembly at the present session of the Legislature, viz: \$450,792,466;

(b) an additional five-sixths of item 10 of the said estimates for the Department of Municipal Affairs (III), viz: \$133,333;

(c) an additional two-sixths of item 17 of the said estimates for the Department of Agriculture and Colonization (IV), viz: \$671,000;

(d) an additional five-twelfths of item 7 of the said estimates for the Department of Education (VII), viz: \$3,299,542;

(e) an additional one-twelfth of item 12 of the said estimates for the Department of Education (VII), viz: \$550,333;

(f) an additional one-twelfth of item 15 of the said estimates for the Department of Education (VII), viz: \$2,503,116;

(g) an additional three-twelfths of item 16 of the said estimates for the Department of Education (VII), viz: \$129,350,000;

h) de deux sixièmes additionnels de l'article 19 dudit budget pour le ministère de l'éducation (VII), i.e.: \$6,256,166;

i) d'un sixième additionnel de l'article 22 dudit budget pour le ministère de l'éducation (VII), i.e.: \$152,200;

j) de trois douzièmes additionnels de l'article 12 dudit budget pour le ministère du tourisme, de la chasse et de la pêche (XIX), i.e.: \$47,000.

Il pourra en outre être pris, pour les fins de tout crédit voté à la suite d'une estimation budgétaire dont le détail prévoyait une contribution, un remboursement ou une imputation en réduction des sommes à dépenser, un montant égal à cette contribution, à ce remboursement ou cette imputation.

Il pourra en outre être pris, pour les fins de tout crédit voté à la suite d'une estimation budgétaire dont le détail prévoyait une contribution, un remboursement ou une imputation en réduction des sommes à dépenser, un montant égal à cette contribution, à ce remboursement ou cette imputation.

Ladite résolution est alors rapportée, lue et agréée.

Permission est donnée au comité de siéger de nouveau à la prochaine séance.

(h) an additional two-sixths of item 19 of the said estimates for the Department of Education (VII), viz: \$6,256,166;

(i) an additional one-sixth of item 22 of the said estimates for the Department of Education (VII), viz: \$152,200;

(j) an additional three-twelfths of item 12 of the said estimates for the Department of Tourism, Fish and Game (XIX), viz: \$47,000.

There may in addition be taken for the purposes of any appropriation voted pursuant to a budgetary estimate the details of which provided for a contribution, reimbursement or imputation in reduction of the sums to be expended, an amount equal to such contribution, reimbursement or imputation.

There may in addition be taken for the purposes of any appropriation voted pursuant to a budgetary estimate the details of which provided for a contribution, reimbursement or imputation in reduction of the sums to be expended, an amount equal to such contribution, reimbursement or imputation.

The said resolution was then reported, read and agreed to by the House, leave being granted to the Committee to sit again at the next sitting.

L'ordre du jour appelle la formation de la chambre en comité des voies et moyens. M. Dozois déclare qu'il proposera au comité d'autoriser le paiement de crédits provisoires votés à Sa Majesté.

M. le président quitte le fauteuil et la chambre se forme de nouveau en comité des voies et moyens.

La résolution suivante est adoptée en comité:

Résolu,—que pour pourvoir au paiement des subsides qui ont été accordés, à titre d'avance, à Sa Majesté pour les dépenses de l'année financière se termi-

The Order of the Day being called for the House to resolve itself into Committee of Ways and Means. Mr. Dozois declared that he will propose the authorization for the payment of grants on account already voted to Her Majesty.

Mr. President left the Chair and the House resolved itself again into Committee of Ways and Means.

The following resolution was adopted in committee:

Resolved,—that towards making good the Supplies granted on account to Her Majesty for the expenditure of the fiscal year ending on the 31st of March 1970,

nant le 31 mars 1970, il soit permis de tirer, du fonds consolidé du revenu de cette province, une somme n'excédant pas \$593,755,156.

Il pourra en outre être pris, pour les fins de tout crédit voté à la suite d'une estimation budgétaire dont le détail prévoyait une contribution, un remboursement ou une imputation en réduction des sommes à dépenser, un montant égal à cette contribution, à ce remboursement ou cette imputation.

Ladite résolution est alors rapportée, lue et agréée.

Permission est donnée au comité de siéger de nouveau à la prochaine séance.

M. Dozois présente, en conséquence, un bill basé sur ladite résolution: Bill 16, « Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1970, et pour d'autres fins du service public », lequel bill est lu la première, la deuxième et la troisième fois.

M. le président s'exprime comme suit:

J'ai l'honneur d'informer la chambre qu'aujourd'hui, à une heure de l'après-midi, au cabinet du Lieutenant-gouverneur, en présence du Président de l'Assemblée nationale, du Premier ministre, du chef de l'Opposition, et du secrétaire associé de la chancellerie, il a plu à l'honorable Lieutenant-gouverneur de sanctionner les lois suivantes:

- 1 Loi modifiant la Loi des mines;
- 6 Loi modifiant la Loi de l'admission à l'étude de professions;
- 12 Loi concernant l'usurpation des charges de maire ou de conseiller municipal;
- 15 Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1969, et pour

a sum not exceeding \$593,755,156 be granted out of the consolidated revenue fund of the Province.

There may in addition be taken for the purpose of any appropriation voted pursuant to a budgetary estimate the details of which provided for a contribution, reimbursement or imputation in reduction of the sums to be expended, an amount equal to such contribution, reimbursement or imputation.

The said resolution was then reported, read and agreed to by the House, leave being granted to the Committee to sit again at the next sitting.

Mr. Dozois accordingly introduced a bill based on the said resolution, namely: Bill 16, "An Act granting to Her Majesty moneys required for the expenses of the Government for the fiscal year ending on the 31st of March 1970, and for other purposes connected with the public service", which was read the first, the second and the third time.

Mr. President spoke as follows:

I have the honour to inform the House that today, at one o'clock in the afternoon, in the Office of the Lieutenant-Governor, in the presence of the President of the National Assembly, of the Prime Minister, of the Leader of the Opposition, and of the Associate Clerk of the Crown in Chancery, the Honourable the Lieutenant Governor was pleased to sanction the following bills:

- 1 An Act to amend the Mining Act;
- 6 An Act to amend the Professional Matriculation Act;
- 12 An Act respecting the usurpation of the office of mayor or municipal councillor;
- 15 An Act granting to Her Majesty moneys required for the expenses of the Government for the fiscal year ending on the 31st of March

d'autres fins du service public;

- 16 Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1970, et pour d'autres fins du service public;
- 17 Loi concernant le Consulat général de la République française à Québec;
- 18 Loi modifiant la Loi du protecteur du citoyen;
- 105 Loi concernant la succession de l'honorable Charles-Séraphin Rodier.

1969, and for other purposes connected with the public service;

- 16 An Act granting to Her Majesty moneys required for the expenses of the Government for the fiscal year ending on the 31st of March 1970, and other purposes connected with the public service;
- 17 An Act respecting the Consulate-general of the French Republic in the city of Québec;
- 18 An Act to amend the Public Protector Act;
- 105 An Act respecting the estate of the Honourable Charles-Séraphin Rodier.

Sur la motion de M. Paul, il est—

Résolu que, lorsque cette chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée au mardi, le 15 avril 1969, à trois heures de l'après-midi.

Et, alors, la chambre s'ajourne.

On motion of Mr. Paul,—

Resolved, That when this House adjourns today, it do stand adjourned until Tuesday, April 15th 1969, at three o'clock, P.M.

And then the House adjourned.

N° 19

**MARDI,
15 avril 1969**

Trois heures de l'après-midi.

Prière.

Les documents suivants sont déposés sur le bureau de la chambre:

Par M. Bertrand:

Rapport annuel de la Commission de Police du Québec, pour l'exercice terminé le 31 décembre 1968.

(Document de la session no 78.)

Par M. Paul:

Rapport annuel de la Commission des Accidents du travail de Québec, pour l'exercice terminé le 31 décembre 1968.

(Document de la session no 79.)

Pièce supplémentaire à ajouter au document de la session no 42 déposé devant l'Assemblée nationale le 6 mars 1969.

(Document de la session no 80.)

Par M. Tremblay (Chicoutimi):

Rapport annuel du ministère des Affaires culturelles, pour l'exercice terminé le 31 mars 1968.

(Document de la session no 81.)

Par M. Vincent:

Rapport annuel du ministère de l'Agriculture et de la Colonisation, pour l'exercice terminé le 31 mars 1968.

(Document de la session no 82.)

**TUESDAY,
April 15th 1969**

Three o'clock, P.M.

Prayers.

The following documents were tabled:

By Mr. Bertrand:

Annual report of the Québec Police Commission, for the fiscal year ended December 31st 1968.

(Sessional Papers, No. 78.)

By Mr. Paul:

Annual report of the Québec Workmen's Compensation Commission for the fiscal year ended December 31st 1968.

(Sessional Papers, No. 79.)

Additional paper relevant to Sessional Papers, No. 42, tabled before the National Assembly on March 6th 1969.

(Sessional Papers, No. 80.)

By Mr. Tremblay (Chicoutimi):

Annual report of the Department of Cultural Affairs, for the fiscal year ended March 31st 1968.

(Sessional Papers, No. 81.)

By Mr. Vincent:

Annual report of the Department of Agriculture and Colonization, for the fiscal year ended March 31st 1968.

(Sessional Papers, No. 82.)

Conformément à l'ordre du jour, la chambre reprend le débat sur la motion de M. Bertrand proposant que le bill 7, intitulé: « Loi modifiant la Loi électorale », soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant mise au voix, la chambre l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la chambre, pour étude au cours de la présente séance.

Résolu que cette chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. le président ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 8, intitulé: « Loi modifiant le Code civil ».

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la chambre, pour étude au cours de la présente séance.

Résolu que cette chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. le président ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté après l'avoir amendé.

The House, according to Order, resumed the debate on the motion by Mr. Bertrand proposing that bill 7, intituled: "An Act to amend the Election Act", be now read the second time.

And the Question being put on the motion, it was resolved in the Affirmative.

The bill was accordingly read the second time, and committed for consideration during the present sitting.

Resolved, That this House do immediately resolve itself into a Committee of the Whole House for the consideration of the bill.

The House accordingly resolved itself into the said Committee; and after some time spent therein, Mr. President resumed the Chair; and the Chairman reported, that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, with an amendment.

The bill as amended was read and agreed to.

Ordered, that the bill be now read the third time.

The bill was accordingly read the third time.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 8, intituled: "An Act to amend the Civil Code".

The bill was accordingly read the second time, and committed for consideration during the present sitting.

Resolved, That this House do immediately resolve itself into a Committee of the Whole House for the consideration of the bill.

The House accordingly resolved itself into the said Committee; and after some time spent therein, Mr. President resumed the Chair; and the Chairman reported, that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, with an amendment.

Le bill amendé est lu et agréé.

Ordonné que le bill soit lu une troisième fois à la prochaine séance.

The bill as amended was read and agreed to.

Ordered, that the bill be read the third time at the next sitting.

L'ordre du jour appelle la chambre à se former de nouveau en comité des subsides.

M. Dozois propose que M. le président quitte maintenant le fauteuil et que la chambre se forme de nouveau en comité des subsides et la motion est adoptée.

En conséquence, la chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

The Order of the Day being read for the House again in Committee of Supply.

Mr. Dozois moved, and the Question being put, that Mr. President do now leave the Chair, it was resolved in the Affirmative. The House accordingly resolved itself into the said Committee.

(EN COMITÉ)

(IN THE COMMITTEE)

Sur la motion de M. Paul, la commission de l'Industrie et du Commerce est chargée d'examiner les articles du budget qui la concernent et de faire rapport à ce sujet.

1. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux millions six cent soixante-six mille trois cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Direction générale du domaine territorial (Terres et Forêts) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

2. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux millions trois cent quatre-vingt-dix-neuf mille deux cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Service de la photogrammétrie et de la cartographie (Terres et Forêts) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

3. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq millions sept cent soixante et un mille neuf cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Direction générale des bois et forêts (Terres et Forêts) », du budget de

On motion of Mr. Paul, the Committee on Industry and Commerce was directed to examine the items of the budget concerning it and to report on such matter.

1. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of two million six hundred sixty-six thousand three hundred dollars, necessary to defray the item, "Territorial Branch (Lands and Forests)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

2. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of two million three hundred ninety-nine thousand two hundred dollars, necessary to defray the item, "Photogrammetry and Mapping Service (Lands and Forests)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

3. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of five million seven hundred sixty-one thousand nine hundred dollars, necessary to defray the item, "Woods and Forests Branch (Lands and Forests)", of the budget for the fiscal year ending

l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

4. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux millions trois cent trente mille deux cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Service de la protection forestière (Terre et Forêts) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

5. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de un million quatre cent dix-neuf mille deux cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Service des forêts domaniales (Terres et Forêts) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

6. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Inventaire canadien des terres (Terres et Forêts) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

7. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de huit millions cinq cent un mille cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Divisions territoriales (Terres et Forêts) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

8. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de soixante mille deux cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Commission de géographie de Québec (Terres et Forêts) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

Résolutions à rapporter.

31st March 1970.

4. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of two million three hundred thirty thousand two hundred dollars, necessary to defray the item, "Forst Protection Service (Lands and Forests)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

5. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of one million four hundred nineteen thousand two hundred dollars, necessary to defray the item, "Domanial Forests Service (Lands and Forests)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

6. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of one thousand dollars, necessary to defray the item, "Canada Land Inventory (Lands and Forests)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

7. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of eight million five hundred one thousand five hundred dollars, necessary to defray the item, "Territorial Divisions (Lands and Forests)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

8. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of sixty thousand two hundred dollars, necessary to defray the item, "Québec Geographical Commission (Lands and Forests)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

Resolutions to be reported.

M. le président prend de nouveau place au fauteuil et M. le président du comité fait rapport que ce comité a adopté

Mr. President resumed the Chair; and the Chairman reported, that the Committee had come to several resolutions.

plusieurs résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Résolu qu'à sa prochaine séance la chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Sur la motion de M. Paul, il est—

Résolu, que la chambre s'ajourne maintenant.

Et, alors, la chambre s'ajourne.

The Chairman also acquainted the House, that he was directed to move, that the Committee may have leave to sit again.

The resolutions were read and agreed to.

Resolved, That this House will, at its next sitting, again resolve itself into the said Committee.

On motion of Mr. Paul —

Resolved, That the House doth now be adjourned.

And then the House adjourned.

**MERCREDI,
16 avril 1969**

Trois heures de l'après-midi.

Prière.

M. Sauvageau, du comité des règlements, présente le quatrième rapport de ce comité ainsi qu'il suit :

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après :

De Madame Norman Edward Humphrey et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu Alphonse Valiquette;

De Arsène Brodeur, demandant l'adoption d'une loi constituant la Corporation des horlogers-bijoutiers du Québec;

De la Société des traducteurs du Québec, Inc., demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte;

De Imperial Trust Company, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

De l'Association des puisatiers du Québec, demandant l'adoption d'une loi aux fins de réglementer leur association;

De l'Industrielle Compagnie d'assurance sur la vie, demandant l'adoption d'une loi en vue de la transformer en compagnie mutuelle d'assurance sur la vie.

Le rapport est lu et reçu.

**WEDNESDAY,
April 16th 1969**

Three o'clock, P.M.

Prayers.

Mr. Sauvageau, from the Standing Committee on Standing Orders, presented to the House the fourth report of the said Committee as follows:

Your Committee find that the petition and notice are regular and sufficient and the bill regular and in conformity with the petition and notice in each of the following cases:

From Mrs. Norman Edward Humphrey and others, praying for an Act respecting the estate of the late Alphonse Valiquette;

From Arsène Brodeur, praying for an Act to incorporate The Québec Watchmakers Jewellers Corporation;

From la Société des traducteurs du Québec, Inc., praying for an Act to amend their charter;

From Imperial Trust Company, praying for an Act to amend its charter;

From the Québec Drillers' Association, praying for an Act in order to regulate their association;

From the Industrial Life Insurance Company, praying for an Act to change it into a mutual life insurance company.

The report was read and received.

M. Gosselin dépose sur le bureau de la chambre le document suivant :

Mr. Gosselin tabled the following document :

Édition spéciale de la *Gazette officielle du Québec*, en date du 15 mars 1969, concernant le répertoire géographique du Québec.

(Document de la session no 83.)

A Special Edition of the *Québec Official Gazette*, dated March 15th 1969 respecting the Québec Gazetteer.

(Sessional Papers, No. 83.)

Question par M. Michaud:

1. Quel est le montant total des paiements faits à la firme Inter-Media Inc., tant par le gouvernement que par ses offices, régies et commissions, depuis le 30 mars 1968 jusqu'au 28 février 1969?

2. Quelle est la liste de tous les travaux confiés à cette firme?

3. Quels sont les nom, prénoms et adresse des officiers et directeurs de ladite firme?

Réponse par M. Bertrand:

1. \$25,977.

2. Enquête sur l'état de l'information officielle au gouvernement du Québec et rédaction d'un rapport: tranche payée entre le 30 mars 1968 et le 28 février 1969: \$19,942. (\$9,942. de dépenses et \$10,000 d'honoraires).

Étude technique du projet Sidbec-Dosco: \$2,175. (payé par Sidbec).

Étude technique du projet Brinco: \$2,850. (payé par l'Hydro-Québec).

Travail de relations publiques pour la Régie des Alcools: \$1,010. (payé par la Régie des Alcools).

Travail en cours non facturé: aucun.

3. Gros D'Aillon, Paul, 1770, avenue Ducharme, Outremont.

Bernatchez, Andrée (Mme Paul Gros D'Aillon), même adresse.

Bernatchez, Jean, 1565, rue Rachel, Montréal.

Question par M. Michaud:

1. À quelle agence de publicité le gouvernement a-t-il confié l'organisation de la campagne « Québec sait faire », dans la

Question by Mr. Michaud:

1. What is the total amount of the payments made to the firm of Inter-Media Inc., either by the government or by any of its bureaus, boards or commissions, from March 30th 1968 to February 28th 1969?

2. What is the list of all the work entrusted to this firm?

3. What are the names, given names and addresses of the officers and directors of the said firm?

Answer by Mr. Bertrand:

1. \$25,977.

2. An inquiry on the state of official information in the government of Québec and the drawing up of a report: instalment paid between March 30th 1968 and February 28th 1969: \$19,942. (\$9,942 for expenses and \$10,000 for fees).

Technical survey of the Sidbec-Dosco project: \$2,175 (paid by Sidbec).

Technical survey of the Brinco project: \$2,850 (paid by Hydro-Québec).

Public relations work for the Québec Liquor Board: \$1,010 (paid by the Québec Liquor Board).

Non-invoiced work in progress: none.

3. Gros D'Aillon, Paul 1770 Ducharme Ave, Outremont.

Bernatchez, Andrée (Mrs. Paul Gros D'Aillon), same address.

Bernatchez, Jean, 1565 Rachel St., Montreal.

Question by Mr. Michaud:

1. To what advertising agency did the government entrust the organizing of the "Québec Knows How" campaign, in the

presse écrite, à la radio, à la télévision, sur les affiches, les panneaux-réclames, etc. ?

2. Quels sont les noms des personnes qui, à cette agence, ont eu particulièrement mission de s'occuper de cette campagne ?

3. À combien s'élèvent les crédits que le gouvernement avait engagés dans ladite campagne, en date du 15 mars 1969, et ceux qu'il entend consacrer pour la continuer ?

Réponse par M. Bertrand:

1. Sopec (Société de publicité du Québec).

2. MM. Gaby Lalande et Roger Lhoumeau.

3. À l'heure actuelle, environ \$400,000. Aucune décision n'a été prise pour l'avenir.

Question par M. Binette:

1. Quel montant total le gouvernement a-t-il dépensé pour l'aménagement du Parc Paul Sauvé, depuis son acquisition jusqu'au 15 mars 1969 ?

2. Reste-t-il des travaux à faire pour compléter l'aménagement et, le cas échéant, quel en sera le coût approximatif ?

Réponse par M. Loubier:

1. \$5,497,124.36.

2. Approximativement \$175,000.

Question par M. Courcy:

1. Le ministère de l'Agriculture et de la Colonisation a-t-il adjugé des contrats prévoyant l'aménagement de cours d'eau dans les municipalités de St-Gilles, comté de Lotbinière, et de St-Lambert, comté de Lévis, depuis le 1er octobre 1968 jusqu'à ce jour ?

2. Dans l'affirmative, quels sont, pour chaque contrat:

a) les nom, prénoms et adresse de l'entrepreneur désigné;

b) la date du contrat;

c) le montant;

d) le nom du cours d'eau concerné ?

written press, on radio, television, on notice boards, billboards, etc. ?

2. What are the names of the persons who, in such agency, had the particular task of looking after this campaign ?

3. What is the amount of the estimates that the government committed to such campaign, as at March 15th 1969, and the amount that it intends to earmark to continue it ?

Answer by Mr. Bertrand:

1. Sopec (Société de Publicité du Québec).

2. Messrs. Gaby Lalande and Roger Lhoumeau.

3. About \$400,000 at the present time. No decision has been made for the future.

Question by Mr. Binette:

1. What total amount was spent by the government for the completion of Paul Sauvé Park, from the time of its acquisition to March 15th 1969 ?

2. Does any work remain to be carried out to complete it, and if so, what will be the approximate cost thereof ?

Answer by Mr. Loubier:

1. \$5,497,124.36.

2. Approximately \$175,000.

Question by Mr. Courcy:

1. Did the Department of Agriculture and Colonization grant any contracts for the improving of watercourses in the municipalities of St-Gilles, Lotbinière County, and St-Lambert, Lévis County, from October 1st 1968 to date ?

2. If so, and respecting each contract:

(a) what are the name, given names and address of the chosen contractor;

(b) what was the date of the contract;

(c) what was the amount;

(d) what is the name of the water-course concerned ?

3. Si des appels d'offres ont été faits par la voie des journaux, quels sont, dans chaque cas:

- a) les nom, prénoms et adresse des soumissionnaires;
- b) le montant de la soumission ?

Réponse par M. Vincent:

- 1. Oui.
- 2. a), b), c), d).

Cours d'eau Boutin-Plante Saint-Lambert (Lévis) S.A.F. Construction Inc. Saint-Henri, comté de Lévis. 10 octobre 1968. Prix unitaires.

Cours d'eau La Judée et branches Saint-Gilles (Lotbinière) Saint-Lambert (Lévis) S.A.F. Construction Inc. Saint-Henri, comté de Lévis. 29 octobre 1968. Prix unitaires.

Cours d'eau Malbrook et branches Saint-Gilles (Lotbinière) Saint-Lambert (Lévis) Excavation Gréco Inc. St-Apollinaire, comté de Lotbinière, 31 octobre 1968. Prix unitaires.

- 3. a), b).

3. If tenders were called in the newspapers:

- (a) what are the names, given names and addresses of the bidders;
- (b) what was the amount of the bid ?

Answer by Mr. Vincent:

- 1. Yes.
- 2. (a), (b), (c), (d).

Boutin-Plante watercourse Saint-Lambert (Lévis) S.A.F. Construction Inc. Saint-Henri, Lévis County. October 10th 1968. Unit price.

La Judée watercourse and branches Saint-Gilles (Lotbinière) Saint-Lambert (Lévis) S.A.F. Construction Inc. Saint-Henri, Lévis County. October 29th 1968. Unit price.

Malbrook watercourse and branches Saint-Gilles (Lotbinière) Saint-Lambert (Lévis) Excavation Gréco Inc. St-Apollinaire, Lotbinière County. October 31st 1968. Unit price.

- 3. (a), (b).

Cours d'eau La Judée et branches — La Judée watercourse and branches:

S.A.F. Construction Inc. St-Henri de Lévis	\$ 39,634.00
Tractor Service Limited, Ste-Croix, comté de Lotbinière County	39,704.90
Excavation Gréco Inc., St-Apollinaire, comté de Lotbinière County	40,114.80
Philippe Paradis, 719 des Frênes, Québec	43,309.00
P.E. Beaudoin Limitée, 1212 Chanoine Morel, Sillery	45,820.00
Champoux Construction Inc., 1245 De Samos, Sillery	47,993.20

Cours d'eau Malbrook et branches — Malbrook watercourse and branches:

Excavation Gréco Inc., St-Apollinaire, comté de Lotbinière County	\$ 96,986.00
S.A.F. Construction Inc., St-Henri, comté de Lévis County	97,196.00
Dulac & Fils Cie Limitée, St-Prosper, comté de Dorchester County	97,472.00
Tractor Service Limited, Ste-Croix, comté de Lotbinière County	98,733.50
Morin Inc., 114 Hôtel de Ville, Rivière-du-Loup	102,313.50
Alléghany Construction Inc., La Pocatière, comté de Kamouraska County	104,960.00
Les Constructions du St-Laurent Ltée, 1101 Boul. des Chutes, Ville-neuve Blvd.	106,570.00
Champoux Construction Inc., 1245 Ave. des Samos, Sillery Ave.	109,029.00
P.E. Beaudoin Limitée, 1212 Chanoine Morel, Sillery	114,446.00
Savard & Dion Inc., 2440 Boul. Hamel, Blvd. Duberger	129,360.00

Question par M. Lacroix:

1. À qui le gouvernement a-t-il accordé le contrat pour la fabrication des plaques d'immatriculation des véhicules-automobiles pour l'année 1969?

2. Quels ont été:

- a) le prix pour chaque paire de plaques;
- b) le montant total du contrat?

3. Ce contrat a-t-il été accordé à la suite d'une demande de soumissions publiques annoncée dans les journaux?

4. Dans l'affirmative, quels sont:

- a) les nom, prénoms et adresse des soumissionnaires;
- b) le montant de chaque soumission?

Réponse par M. Lizotte:

1. La compagnie Morin & Fils de Montmagny.

2. a) \$0.29 le jeu de deux plaques (type A, 5" x 12");
 \$0.15 plaques simples (type A, 6" x 12");
 \$0.13 plaques simples (type B, 4" x 7").
 b) \$595,020.

3. Non, car il s'agissait des mêmes prix que ceux approuvés antérieurement.

Question par M. Brown:

1. Combien de réclamations la Commission des accidents du travail avait-elle contre des particuliers ou des compagnies établis dans le comté de Missisquoi, en date du 28 février 1969?

2. Quel était le montant total de ces réclamations?

3. Depuis le 1er mars 1969 jusqu'à ce jour, combien de ces réclamations ont été:

- a) réduites;
- b) réglées pour un montant représentant moins de cinquante pour cent de la somme réclamée?

Réponse par M. Paul pour M. Bellemare:

1. La Commission des Accidents du Travail de Québec avait douze (12) ré-

Question by Mr. Lacroix:

1. To whom did the government award the contract for the manufacture of motor-vehicle licence plates for 1969?

2. What was:

- (a) the price for each pair of plates;
- (b) the total amount of the contract?

3. Was the contract awarded following a public call for tenders advertised in the newspapers?

4. If so:

- (a) what are the names, given names and addresses of the bidders;
- (b) what was the amount of each bid?

Answer by Mr. Lizotte:

1. La compagnie Morin & Fils de Montmagny.

2. (a) \$0.29 per pair (type A, 5" x 12");
 \$0.15 single plates (type A, 6" x 12");
 \$0.13 single plates (type B, 4" x 7").
 (b) \$595,020.

3. No, as the prices were the same as the ones approved previously.

Question by Mr. Brown:

1. How many claims did the Workmen's Compensation Commission have against individuals or companies established in Missisquoi County, as at February 28th 1969?

2. What was the total amount of such claims?

3. From March 1st 1969 to date, how many of such claims:

- (a) were reduced;
- (b) were settled for an amount representing less than fifty percent of the amount claimed?

Answer by Mr. Paul, on behalf of Mr. Bellemare:

1. As at February 28th 1969, the Québec Workmen's Compensation Com-

clamations contre des particuliers ou des compagnies établis dans le comté de Missisquoi, en date du 28 février 1969.

2. Le montant total de ces réclamations était de onze mille cent dix-huit dollars et cinquante-neuf cents (\$11,118.59).

3. a) quatre (4) de ces réclamations ont été réduites;

b) Ces quatre employeurs qui n'avaient pas produit leur déclaration conformément à l'article 82 de la Loi, ont dû être cotisés approximativement suivant le paragraphe 4 dudit article.

Sur réception de leur déclaration, ils ont été cotisés selon les salaires fournis, modifiant ainsi les réclamations contre eux.

Question par M. Lafrance:

1. Le gouvernement a-t-il retenu les services d'un architecte et d'ingénieurs professionnels pour la préparation des plans et devis d'un hôpital pour malades chroniques et convalescents devant être érigé dans la municipalité de Ste-Julienne, comté de Montcalm?

2. Le cas échéant, à quelle date et quels sont les noms de ces professionnels?

Réponse par M. Russell:

1. Nil.
2. Nil.

Question par M. Leduc (Taillon):

1. Le titulaire du ministère du Revenu a-t-il voyagé à l'extérieur du Canada, aux frais du gouvernement de la province, entre le 21 février 1968 et le 16 mars 1969?

2. Dans l'affirmative, quels ont été, pour chaque voyage:

- a) les dates de départ et de retour au pays;
- b) les noms des pays et des villes visités;
- c) le but;
- d) le coût des frais de transport, de séjour, de représentations et autres dépenses?

mission had twelve (12) claims against individuals or firms established in Missisquoi County.

2. The total amount of such claims was eleven thousand one hundred eighteen dollars and fifty-nine cents (\$11,118.59).

3. (a) Four (4) of such claims were reduced;

(b) the four employers who had not produced their statements in accordance with section 82 of the Act, had to be assessed approximately according to paragraph 4 of the said section.

When their statements were received, they were assessed according to the salaries given, thus changing the claims against them.

Question by Mr. Lafrance:

1. Did the government retain the services of an architect and some professional engineers to draw up the plans and specifications for a hospital for chronically ill and convalescent persons which was to be constructed in the municipality of Ste-Julienne, Montcalm County?

2. If so, on what date, and what are the names of such professionals?

Answer by Mr. Russell:

1. Nil.
2. Nil.

Question by Mr. Leduc (Taillon):

1. Did the Head of the Department of Revenue travel outside Canada, between February 21st 1968 and March 16th 1969 at the expense of the government of the province?

2. If so, and respecting each trip:

- (a) what were the dates of departure and return to the country;
- (b) what are the names of the countries and cities visited;
- (c) what was the purpose of the visit;
- (d) what was the cost of the travelling, hotel, representation and other expenses?

Réponse par M. Johnston:

1. Non.
2. Nil.

Question par M. Laporte:

Quel était, en date du 28 février 1969, le montant total remis aux municipalités de la province à même l'excédent (environ \$22,500,000) de la quote-part municipale de la taxe de vente sur les montants effectivement versés jusqu'au 31 mars 1968 (1965, chap. 27, article 38) ?

Réponse par M. Johnston:

L'excédent de la quote-part municipale de la taxe de vente sur les montants effectivement versés jusqu'au 31 mars 1969 (1965 chap. 27, article 38) se chiffre à \$20,890,435.97. Bien qu'au 20 mars 1969 cet excédent avait été remis en totalité aux municipalités éligibles, la somme versée au 28 février 1969 se chiffrait à \$16,115,976.85.

Question par M. Leduc (Taillon):

1. Quels sont les nom, prénoms et attributions des fonctionnaires du ministère des Affaires municipales qui ont voyagé à l'extérieur du Canada, aux frais du gouvernement de la province, entre le 21 février 1968 et le 16 mars 1969 ?

2. Quels ont été, pour chaque voyage:

a) la date de départ et de retour au pays;

b) les noms des pays et des villes visités;

c) le but;

d) le coût des frais de transport, de séjour, de représentations et autres dépenses ?

Réponse par M. Lussier:

1. Nom: Me Jean-Louis Doucet, C.R.,
Fonction: Sous-ministre.

2. a) Départ: 31 mai 1968. Retour: 7 juin 1968;

b) Voyage: États-Unis: Nouvelle-Orléans;

Answer by Mr. Johnston:

1. No.
2. Nil.

Question by Mr. Laporte:

As at February 28th 1969, what was the total amount remitted to the municipalities from the surplus (about \$22,500,000) of the municipal share of the sales tax on the amounts actually paid up to March 31st 1968 (1965, chap. 27, section 38) ?

Answer by Mr. Johnston:

The surplus of the municipal share of the sales tax on the amounts actually paid up to March 31st 1969 (1965 chap. 27, section 38) amounted to \$20,890,435.97. While the total amount of such surplus had been paid to the eligible municipalities up to March 20th 1969, the amount paid up to February 28th 1969 was \$16,115,976.85.

Question by Mr. Leduc (Taillon):

1. What are the names, given names and duties of the employees of the Department of Municipal Affairs who travelled outside Canada at the expense of the government of the province, between February 21st 1968 and March 16th 1969 ?

2. Respecting each trip:

(a) what is the date of departure and return to the country;

(b) what are the names of the countries and cities visited;

(c) what was the purpose of the visit;

(d) what was the cost of the travelling, hotel, representation and other expenses ?

Answer by Mr. Lussier:

1. Name: Mr. Jean-Louis Doucet, Q.C.
Position: Deputy Minister.

2. (a) Departure: May 31st 1968. Return: June 7th 1968;

(b) trip: United States: New Orleans;

c) But: Assister au congrès annuel de l'Association des Officiers municipaux de Finance des États-Unis et du Canada;

d) Frais de transport: \$256.00;
Frais de séjour: \$210.00;
Enregistrement au congrès: \$43.00;
Échange sur fonds américains: \$40.72.

1. Nom: Juge John-F. Sheehan. Fonction: Président de la Commission municipale de Québec.

2. a) Départ: 1er juin 1968. Retour: 7 juin 1968;

b) Voyage: États-Unis: Nouvelle-Orléans;

c) But: Assister au congrès annuel de l'Association des Officiers municipaux de Finance des États-Unis et du Canada;

d) Frais de transport: \$240.30;
Frais de séjour: \$189.27;
Inscription au congrès: \$47.00;
Échange sur fonds américains: \$24.00.

1. Nom: Juge John-F. Sheehan. Fonction: Président de la Commission Municipale de Québec.

2. a) Départ: 8 novembre 1968. Retour: 10 novembre 1968;

b) Voyage: États-Unis: Chicago;

c) But: Réunion des membres du bureau de direction de l'Association des Officiers municipaux de Finance des États-Unis et du Canada;

d) Frais de transport: \$156.00;
Frais de séjour: \$86.34;
Échange sur fonds américains: \$8.00.

1. Nom: F.-X. Perreault. Fonction: Commissaire de la Protection-Incendies.

2. a) Départ: 28 novembre 1968. Retour: 3 décembre 1968;

b) Voyage: France: Paris;

c) But: Accompanyer les membres des maisons Aero Feu Canada Ltée et Pierre

(c) purpose: to attend the annual convention of the Association of Municipal Finance Officers of the United States and Canada;

(d) Travelling expenses: \$256.00;
Hotel expenses: \$210.00;
Convention registration: \$43.00;
Exchange on American funds: \$40.72.

1. Name: Judge John F. Sheehan. Position: President of the Québec Municipal Commission.

2. (a) Departure: June 1st 1968. Return: June 7th 1968;

(b) Trip: United States: New Orleans;

(c) Purpose: to attend the annual convention of the Association of Municipal Finance Officers of the United States and Canada;

(d) Travelling expenses: \$240.30;
Hotel expenses: \$189.27;
Convention registration: \$47.00;
Exchange on American funds: \$24.00.

1. Name: Judge John F. Sheehan. Position: President of the Québec Municipal Commission.

2. (a) Departure: November 8th 1968, Return: November 10th 1968;

(b) Trip: United States: Chicago;

(c) Purpose: meeting of the board of directors of the Association of Municipal Finance Officers of the United States and Canada;

(d) Travelling expenses: \$156.00;
Hotel expenses: \$86.34;
Exchange on American funds: \$8.00.

1. Name: F.-X. Perreault. Position: Fire Prevention Commissioner.

2. (a) Departure: November 28th 1968, Return: December 3rd 1968;

(b) Trip: France: Paris;

(c) Purpose: to accompany the members of the firms of Aero Feu Canada Ltée

Thibault International pour vérifier l'équipement à incendie qui sera fabriqué sous peu à Québec;

d) Frais de transport: \$523.00;

Frais de séjour: \$141.30;

MOINS: Remboursement de Pierre Thibault International: \$444.00.

1. Nom: André Aubé. Fonction: Chef-instructeur du Commissariat des Incendies.

2. a) Départ: 3 décembre 1968. Retour: 6 décembre 1968;

b) Voyage: États-Unis: Boston;

c) But: Présenter rapports municipaux des activités de la semaine de prévention des Incendies à N.F.P.A.;

d) Frais de transport: \$109.72;

Frais de séjour: \$54.31;

Échange sur fonds américains: \$7.30.

Question par M. Laporte:

1. Quel est le nombre de municipalités de la province qui ont été regroupées, en vertu de la Loi de la fusion volontaire des municipalités (1965, Session 1, chapitre 56), depuis le 30 mars 1968 jusqu'au 20 mars 1969?

2. Quelles sont les municipalités concernées et la date de la fusion de chacune?

Réponse par M. Lussier:

1. 11 municipalités.

2. Municipalités — Municipalities:

St-Prime, Village, St-Prime, Paroisse-Parish	29/ 6/68
Châteauguay, Ville-Town, Châteauguay Heights, Ville-Town	7/ 9/68
Val d'Or, Ville-Town, Bourlamaque, Ville-Town, Lac Lemoine	12/10/68
St-Norbert du Cap-Chat, Paroisse-Parish, Cap-Chat, Village	19/10/68
Notre-Dame-du-Lac, Village, Notre-Dame-du-Lac, Paroisse-Parish	14/12/68

and Pierre Thibault International to inspect the fire-fighting equipment which will soon be manufactured in Québec;

(d) Travelling expenses: \$523.00;

Hotel expenses: \$141.30;

Less: refund from Pierre Thibault International: \$444.00.

1. Name: André Aubé. Position: Chief Instructor, Fire Commissioner's Office.

2. (a) Departure: December 3rd 1968, Return: December 6th 1968;

(b) trip: United States: Boston;

(c) purpose: to present reports on the activities of Fire Prevention Week to the N.F.P.A.;

(d) Travelling expenses: \$109.72;

Hotel expenses: \$54.31;

Exchange on American funds: \$7.30.

Question by Mr. Laporte:

1. What is the number of municipalities in the province which were regrouped under the Voluntary Amalgamation of Municipalities Act (1965, 1st Session, chapter 56), from March 30th 1968 to March 20th 1969?

2. What municipalities are involved, and what was the date of amalgamation of each one?

Answer by Mr. Lussier:

1. 11 municipalities.

Date de la fusion Date of the Amalgamation

St-Prime, Village, St-Prime, Paroisse-Parish	29/ 6/68
Châteauguay, Ville-Town, Châteauguay Heights, Ville-Town	7/ 9/68
Val d'Or, Ville-Town, Bourlamaque, Ville-Town, Lac Lemoine	12/10/68
St-Norbert du Cap-Chat, Paroisse-Parish, Cap-Chat, Village	19/10/68
Notre-Dame-du-Lac, Village, Notre-Dame-du-Lac, Paroisse-Parish	14/12/68

Question par M. Beaupré:

1. Quel montant total le ministère des Affaires municipales a-t-il dépensé, jusqu'au 28 février 1969, en rapport avec le Comité formé en vue de poursuivre des travaux de recherche et de consultation afin d'élaborer des politiques concernant les traversiers, le transport en commun et l'établissement de parcs industriels régionaux?

2. Quel est le détail de cette dépense?

Réponse par M. Lussier:

État des dépenses du Comité formé en vue de poursuivre des travaux de recherche et de consultation afin d'élaborer des politiques concernant les traversiers, le transport en commun et l'établissement de parcs industriels régionaux au 28 février 1969:

	<i>Honoraires</i>	<i>Frais de voyage</i>	<i>Total</i>
	<i>Fees</i>	<i>Travelling Expenses</i>	
Campbell G.T.R.	\$14,957.48	—	\$14,957.48
Drolet, Jean-Paul	12,250.00	\$ 662.95	12,912.95
Girardin, Aristide	11,451.61	5,014.91	16,466.52
Lacasse, Raymond	15,400.00	3,739.41	19,139.41
Poisson, Yves	12,629.02	1,324.94	13,953.96
	<u>\$66,688.11</u>	<u>\$10,742.21</u>	<u>\$77,430.32</u>

Question par M. Leduc (Taillon):

1. Le titulaire du ministère de l'Agriculture et Colonisation a-t-il voyagé à l'extérieur du Canada, aux frais du gouvernement de la province, entre le 21 février 1968 et le 16 mars 1969?

2. Dans l'affirmative, quels ont été, pour chaque voyage:

a) les dates de départ et de retour au pays;

b) les noms des pays et des villes visités;

c) le but;

Question by Mr. Beaupré:

1. What was the total amount spent by the Department of Municipal Affairs, as at February 28th 1969, respecting the Committee appointed to carry out research and consultation in order to draw up policies concerning ferry boats, public transportation and the establishing of regional industrial areas?

2. What are the details of such expenditure?

Answer by Mr. Lussier:

Statement of the expenses of the committee appointed to carry out research and consultation work in order to draw up policies on ferries, public transport and the establishing of regional industrial areas, as at February 28th 1969:

Question by Mr. Leduc (Taillon):

1. Did the Head of the Department of Agriculture and Colonization travel outside Canada, between February 21st 1968 and March 16th 1969, at the expense of the government of the province?

2. If so, and respecting each trip:

(a) what were the dates of departure and return to the country;

(b) what are the names of the countries and cities visited;

(c) what was the purpose of the visit;

d) le coût des frais de transport, de séjour, de représentations et autres dépenses?

Réponse par M. Vincent:

1. Non.
2. Nil.

Question par M. Binette:

1. À la suite des explorations faites par la Société québécoise d'exploration minière, depuis le 15 juillet 1965 jusqu'au 28 février 1969, combien de découvertes sont le résultat direct de ses propres travaux?

2. Quelle en est la description dans chaque cas?

3. Quels sont les gisements miniers qui sont présentement exploités:

- a) par Soquem;
- b) conjointement avec des compagnies minières;
- c) par des compagnies minières seules?

Réponse par M. Allard:

1. 7 découvertes.
2. 1. *Louvicourt, comté d'Abitibi-Est.*

Dans le cadre d'un accord d'exploration minière sur les propriétés détenues par les Sociétés Nemrod Mining Company Ltd., Naganta Mining and Development Company Ltd. et Timrod Mining Company Ltd., dans le canton Louvicourt à 13 milles à l'est de Val d'Or, la SOQUEM a découvert deux gisements de cuivre présumés rentables.

Les deux gisements se présentent à environ 200 pieds l'un de l'autre, le long d'une cheminée volcanique. De plus, deux zones situées dans un cas à 1500 pieds à l'est, et dans l'autre cas à 2100 pieds à l'ouest des gisements de cuivre, sont parsemées de filons minéralisés que l'on peut considérer comme une source possible de minerai de zinc, argent et or.

Le gîte principal de cuivre, désigné numéro 1, contient 467,700 tonnes de minerai indiqué à une teneur de 3.23% Cu avant dilution, et à moins de 500 pieds

(d) what was the cost of the travelling, hotel, representation and other expenses?

Answer by Mr. Vincent:

1. No.
2. Nil.

Question by Mr. Binette:

1. Following the explorations carried out by the Québec Mining Exploration Company, from July 15th 1965 to February 28th 1969, how many discoveries were the direct result of its own work?

2. What is the description in each case?

3. What mining deposits are being developed at the present time:

- (a) by Soquem;
- (b) jointly with mining companies;
- (c) by mining companies alone?

Answer by Mr. Allard:

1. 7 discoveries.
2. 1. *Louvicourt, Abitibi East County.*

Within the framework of a prospecting agreement on the properties held by Nemrod Mining Company Ltd., Naganta Mining and Development Company Ltd., and Timrod Mining Company Ltd., in Louvicourt Township, 13 miles east of Val d'Or, two presumably feasible copper deposits were discovered by SOQUEM.

The two deposits are about 200 feet apart, along a volcanic chimney. In addition, two zones, one located 1500 feet to the east and the other 2100 feet to the west of the copper deposits, have been found to contain mineral veins which can possibly contain zinc, silver and gold.

The main copper deposit, called No. 1, contains 467,700 tons of ore with a mineral content of 3.23% pure copper, and is at less than 500 feet below the

de la surface du socle rocheux. Au prix courant du cuivre, à 48.5, la livre, la valeur nette carreau laverie de ce gisement s'évalue à approximativement \$11 millions.

Une estimation préliminaire du capital requis et des coûts d'exploitation révèle que l'extraction du minerai du gisement numéro 1 est rentable, le profit prévu justifiant le risque inhérent à toute exploitation minière. On n'a pas tenu compte du gisement numéro 2 dans l'étude de rentabilité en cours, mais les renseignements dont on dispose indiquent que ce dernier pourra contribuer à augmenter la production provenant du gisement numéro 1. Selon les estimés, le gisement numéro 2 contient 91,500 tonnes titrant à 1.98% Cu avant dilution. Il apparaît pleinement justifié de poursuivre l'exploration de ce gisement en profondeur à partir des galeries d'exploitation du gisement numéro 1.

Des négociations sont en cours pour le traitement à façon du minerai à une des laveries disponibles dans la région de Val d'Or ou de Noranda. En cas d'échec des négociations, on se propose de creuser un puits d'exploration jusqu'au niveau de 1000 pieds afin de sonder l'extension probable des gîtes de cuivre, et ainsi prouver des réserves suffisantes pour justifier la construction d'une usine de concentration sur la propriété. La construction d'une semblable usine fournirait un cadre beaucoup plus flexible pour le traitement de minerai à basse teneur de cuivre et de minerai de zinc, argent et or, dont on a décelé la présence à l'est et à l'ouest de la zone numéro 1. La création d'une société minière d'exploitation tel que prévu à l'accord avec Naganta Mining and Development Company Ltd., Nemrod Mining Company Ltd. et Timrod Mining Company Ltd. se fera sous peu en autant qu'une entente intervienne pour le traitement à forfait du minerai dans une des usines locales.

rock surface. At the current price of copper which is 48.5 cents per pound, the net value of the washed ore in this deposit amounts to approximately \$11 million.

A preliminary estimate of the capital required and the operating costs show that the mining of deposit No. 1 is feasible, with the estimated profit justifying the risks involved in any mining venture. The feasibility survey being carried out at present does not include deposit No. 2, but the available information shows that it could provide an increase towards the production of deposit No. 1. According to the estimates, deposit No. 2 contains 91,500 tons of 1.98% copper. Further exploration of this deposit appears to be fully justified, starting with the exploration galleries of deposit No. 1.

Negotiations are being carried out for the ore to be treated in one of the washeries available in the Val d'Or or Noranda areas. Should the negotiations be broken off, the sinking of a 1,000 foot shaft is being considered to take soundings of the possible extent of the copper deposits, and thus prove if the reserves are sufficient to justify the building of a concentrate plant on the property. The building of such a plant would provide a far more flexible framework for the treatment of the low grade zinc, copper, silver and gold ore which has been found on the east and west sides of deposit No. 1. The setting up of a mining development firm as suggested has been agreed to by Naganta Mining and Development Company Ltd., Nemrod Mining Company Ltd., and Timrod Mining Company Limited, and will be carried out in the near future as long as an agreement is made for the treating of the ore by contract in one of the local plants.

En conformité avec sa charte et selon les exigences de sa convention avec le groupe Nemrod, La SOQUEM participera à la mise en exploitation du gisement en prenant une participation de 46.4% dans la compagnie d'extraction que l'on projette de former.

Cette nouvelle société sera gérée par un conseil d'administration de sept membres, dont quatre seront nommés par la SOQUEM, durant une période de trois ans ou moins. Par après, la SOQUEM sera représentée par trois administrateurs sur le conseil, en autant qu'elle maintient son intérêt au même niveau dans la Société.

2. *Saint-André d'Argenteuil.*

À Saint-André, comté d'Argenteuil, la SOQUEM a découvert une carbonatite qui, selon une première estimation, est porteuse d'une minéralisation de columbium de teneur commerciale en certaines de ses parties. La qualité et la quantité du minerai restent à déterminer par des forages additionnels et des essais de traitement de minerai.

Les travaux d'exploration sont en cours et indiquent que la carbonatite mesure environ un mille et demi de long et a une largeur d'environ un demi-mille. Elle ne contient pas de columbium en quantité commerciale dans son ensemble, mais on espère y trouver des lentilles à haute teneur.

Les résultats de deux forages effectués durant l'été 1968, malgré une très faible récupération, ont indiqué des teneurs s'élevant dans un cas à 0.49% Cb_2O_5 sur une longueur de carotte de 80 pieds et dans l'autre cas de 0.71% Cb_2O_5 sur une longueur de carotte de 155 pieds.

Les travaux en cours ont confirmé la présence de lentilles porteuses de columbium en quantité commerciale. Il reste beaucoup de travaux à exécuter avant de connaître la rentabilité de cette découverte.

3. *St-Honoré à quelque huit milles au nord de Chicoutimi.*

Under its charter, and according to its agreement with the Nemrod group, SOQUEM will take part in the development of the deposit by taking a 46.4% interest in the projected smelting company.

This new firm will be managed by a seven member board of directors, four of whom will be appointed by SOQUEM, over a period of three years or less, following which SOQUEM will be represented by three directors on the board, as long as it keeps the same interest in the company.

2. *Saint-André d'Argenteuil.*

SOQUEM has discovered a carbonatite deposit at Saint-André, Argenteuil County, which, according to a preliminary estimate, bears commercial quantities of columbium in certain parts. The quality and quantity of the ore remain to be determined through further drilling and ore treatment assays.

Exploration work is being carried out and shows that the carbonatite deposit is about a mile and a half in length and about half a mile wide. It does not contain columbium in any commercial quantity as a whole, but it is hoped that rich veins will be found in it.

In spite of a very small return, the results obtained from the two surveys made in the summer of 1968 showed 0.49% Cb_2O_5 over an 80 foot core sample in one case, and in the other case, 0.71% Cb_2O_5 in a 155 foot core sample.

The work being carried out has confirmed columbium veins with commercial quantities of ore. A great deal of work remains to be done before it will be possible to show the feasibility of this discovery.

3. *St-Honoré, about eight miles north of Chicoutimi.*

Divers levés aériens et terrestres ont révélé à cet endroit l'existence d'une carbonatite recouverte d'une couche de calcaire atteignant une épaisseur d'environ 150 pieds. Le diamètre présumé de la carbonatite est de 1.5 mille.

Les éléments chimiques décelés principalement dans des sols résiduels au-dessus de la carbonatite sont les suivants:

Oxyde de terre rare: 10 à 20%; ThO_2 : 0.34 à 1.29%; Oligo-éléments: chrome, cuivre, columbium, plomb, vanadium, zinc.

Un forage terminé récemment a recoupé une zone porteuse de columbium de teneur commerciale puisqu'elle titre à 0.5% sur une longueur de carotte de 660 pieds. Ici encore, la qualité et la quantité de minerai restent à déterminer et des travaux de forage et divers types d'évaluation sont en cours à cette fin.

4. *Oak Bay, Gaspésie.*

À la suite d'une campagne intense de levés géochimiques, la SOQUEM a mis à jour une zone intensément altérée contenant à l'examen en surface des traces de minéraux de cuivre.

Une première campagne de forage préliminaire recoupa dans trois trous différents les teneurs suivantes:

0.73% Cu, le long de 16.8 pieds de carotte;
0.5% Cu, le long de 8.2 pieds de carotte;
0.37% Cu, le long de 19 pieds de carotte.

Ces teneurs pourraient être commerciales si l'on pouvait trouver dans la région une grande quantité de minerai.

Les travaux ont été interrompus à l'automne et reprendront aussitôt la fonte des neiges. Plusieurs anomalies géochimiques présentent un grand intérêt.

5. *Lingwick, dans les Cantons de l'Est.*

Des levés géologiques et de la prospection géochimique ont démontré la présence de minéralisation en un certain nombre d'endroits dans la région. Huit trous de forage totalisant 1825.2 pieds de même que 11 tranchées ont mis à jour plusieurs indices de plomb et de zinc,

Various land and air surveys of this area have shown the existence of a carbonatite deposit covered with a layer of limestone which reaches a maximum thickness of about 150 feet. The estimated diameter of the carbonatite is about 1.5 miles.

The principal chemical elements revealed in the residual soil over the carbonatite are the following:

Rare earth oxide: 10 to 20%; ThO_2 : 0.34 to 1.29%; Oligo-elements: chrome, copper, columbium, lead, vanadium, zinc.

Recent drilling has shown an area bearing commercial quantities of columbium, giving 0.5% in a 660 foot core sample. Here again, the quality and quantity of the ore remain to be determined and drilling and various types of assays are being carried out for this purpose.

4. *Oak Bay, Gaspé Peninsula.*

Following an intense geochemical effort, SOQUEM has found an intensely faulted area showing surface traces of copper ore.

Preliminary drilling in three different locations gave the following ore content:

0.73% copper in a 16.8 foot core sample;
0.5% copper in an 8.2 foot core sample;
0.37% copper in a 19 foot core sample.

These samples could provide commercial quantities if a large quantity of the ore could be found in the area.

The work was stopped in the autumn and will be started again as soon as the snow has gone. Several geochemical anomalies are of considerable interest.

5. *Lingwick, in the Eastern Townships.*

Geological surveys and geochemical prospecting have shown the presence of mineral deposits in a certain number of places in the area. Eight drill holes totaling 1825.2 feet as well as 11 cuttings have brought up several traces of lead and zinc, including a zone which gave a

y compris une zone qui a fourni un échantillon contenant 6 onces d'argent la tonne, 1.68% de cuivre, 1.55% de plomb et 1.15% de zinc. Un échantillon en travers de cette zone a titré sur une largeur de 6.5 pieds 1.10 once d'argent la tonne, 1.17% de plomb et 0.85% de zinc.

Un forage a recoupé une zone riche en pyrite de fer dans une rhyolite contenant 1.8% de zinc sur une longueur en carotte de 56 pieds. À l'intérieur de cette zone, une section titre à 2.4% de zinc sur une longueur de 31 pieds.

D'autres forages seront percés après la fonte des neiges.

6. *Lac Indicateur (Monts Otish).*

Une traînée de cailloux de dolomie minéralisés en uranium a été retracée à la suite de levés géologiques et radiométriques dans le centre du bassin des Monts Otish. Les analyses de plusieurs de ces cailloux minéralisés ont révélé des teneurs allant de 2 livres la tonne de U_3O_8 jusqu'à 16 livres la tonne de U_3O_8 .

L'arrivée de l'hiver nous a empêchés de poursuivre les travaux d'exploration qui reprendront dans les premiers jours du mois de juin.

Dans la même région, à l'est du Lac Indicateur, un fort tonnage de grès contenant des nodules à forte teneur d'uranium a été cartographié en détail et échantillonné en vrac. Quarante-huit échantillons, pesant environ 180 livres chacun ont été analysés. Les résultats obtenus ont été les suivants: le meilleur échantillon a donné 2.05 livres à la tonne de U_3O_8 et la moyenne s'est établie à 0.26 livres la tonne de U_3O_8 , accompagné de 0.03 livre la tonne de ThO_2 . Ces teneurs ne sont pas commerciales à l'heure actuelle, mais pourraient le devenir dans l'hypothèse d'une percée dans les méthodes de traitement de minerai.

7. *Canton Bickerdike.*

À la suite de la découverte d'un indice de surface par un groupe de prospecteurs de la région de La Tuque, des levés

sample containing 6 ounces of silver to the ton, 1.68% copper, 1.55% lead and 1.15% zinc. A cross cut sample from the zone on a width of 6.5 feet gave 1.10 ounces of silver per ton, 1.17% lead and 0.85% zinc.

Drilling found a zone that was rich in iron pyrites in a rhyolite containing 1.8% zinc in a 56 foot core sample. Inside the zone, a sample section showed 2.4% zinc over a length of 31 feet.

More drilling will be done after the snow has melted.

6. *Lake Indicateur (Otish Mountains).*

A belt of dolomite stone containing uranium has been found following geological and air surveys in the centre of the Otish Mountains basin. An analysis of several samples of this stone have shown contents varying from 2 pounds of U_3O_8 to 16 pounds of U_3O_8 to the ton.

The arrival of winter prevented us from carrying on the prospecting work which will start again at the beginning of June.

In the same area, to the east of Lake Indicateur, a big deposit of sandstone containing heavy deposits of uranium has been mapped in detail and sampled in bulk. Forty-eight samples have been analyzed, each weighing about 180 pounds. The results obtained are as follows: the best sample gave 2.05 pounds of U_3O_8 per ton, and the average was 0.26 pounds of U_3O_8 per ton, with 0.03 pounds of ThO_2 per ton. These quantities are not commercially feasible at the present time, but could become feasible following a breakthrough in ore treatment methods.

7. *Bickerdike Township.*

Following surface indications which were found by a group of prospectors from the La Tuque area, geophysical

géophysiques ont permis de localiser une lentille contenant environ 100,000 tonnes de minerai de cuivre-nickel d'une teneur de 0.5% Cu et de 1.37% Ni. Il serait possible d'exploiter par méthode à ciel ouvert cette lentille et d'en retirer un profit modeste.

La propriété aurait énormément plus de valeur s'il était possible de trouver un tonnage additionnel dans le voisinage. Des travaux se poursuivront après la fonte des neiges à cette fin. Déjà la découverte, même si elle est modeste, apparaît rentable.

NOTE: À l'exception de la découverte de Louvicourt et de celle de Saint-André, les résultats des travaux de la SOQUEM n'ont pas été rendus publics, pour diverses raisons. Dans plusieurs cas, les travaux ne sont pas tout à fait assez avancés pour « crier victoire ». Dans d'autres cas, la SOQUEM, seule ou avec ses partenaires, désirerait prendre des terrains additionnels avant de rendre la nouvelle publique.

3. a) Aucun;
- b) Aucun;
- c) Aucun.

Question par M. Fournier:

1. Quels sont les nom, prénoms et titres des fonctionnaires qui ont été choisis pour suivre des cours dans le domaine d'épuration des eaux, depuis le 16 juin 1966 jusqu'au 15 mars 1969?

2. À quel endroit les cours ont-ils été suivis dans chaque cas?

3. Quel a été le montant total déboursé par le gouvernement pour chaque fonctionnaire, pendant la durée des cours, soit en salaires, subventions, frais de voyage ou autrement?

Réponse par M. Lussier:

surveys have made it possible to locate a deposit containing about 100,000 tons of nickel-copper ore running at about 0.5% copper and 1.37% nickel. It would be possible to develop this deposit by open pit mining and make a small profit.

The property would have far greater value if it were possible to find additional tonnage in the neighbourhood. The work will be continued after the snow has melted. The discovery appears feasible even though it is a small one.

NOTE: With the exception of the Louvicourt discovery and that of St-André, the results of the work carried out by SOQUEM have not been made public for various reasons. In several cases, the work is not quite sufficiently advanced to "cry victory". In some other cases, SOQUEM would like to acquire new properties, either alone or with its partners, before making the news public.

3. (a) None;
- (b) none;
- (c) none.

Question by Mr. Fournier:

1. What are the names, given names and positions of the government employees who were chosen to take courses in the field of water purification, from June 16th 1966 to March 15th 1969?

2. In what place were the courses taken in each case?

3. What was the total amount spent by the government for each employee during the length of the course, either in salary, grants, travelling expenses and otherwise?

Answer by Mr. Lussier:

DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ASSISTANCE TECHNIQUE — TECHNICAL ASSISTANCE BRANCH
Liste des Fonctionnaires ayant bénéficiés d'une bourse d'étude pour l'obtention d'une maîtrise en génie sanitaire
List of Employees who benefited from a scholarship to obtain a master's degree in sanitary engineering

Nom, prénom, fonction Names, given names, position	Année Year	2. Université University	Traitement Salary	3. Déboursé gouvernemental Government disbursements			Échange sur argent Foreign exchange	Total
				Allocation de séjour Living expenses	Frais universitaire University fees	Dépenses de voyage Travelling expenses		
GAUVIN, Michel, ing.-eng. M.Sc.	1966	Johns Hopkins Baltimore, U.S.A.	\$ 7,065.55	\$ 1,500.00	\$ 2,060.89	\$ 399.56	\$ 577.52	\$ 11,603.52
GENDRON, Jean-Paul, ing.- eng. M.Sc.	1966	Washington, St-Louis U.S.A.	7,065.55	1,500.00	612.86	480.64	—	9,659.05
LIZOTTE, Jean-Marie, ing.- eng. M.Sc.	1966	Washington, St-Louis U.S.A.	7,065.55	1,500.00	583.73	458.45	—	9,607.73
VALLÉE, Jean-Claude, ing.- eng. M.Sc.	1966	Polytechnique, Montréal- Polytechnic, Montreal. U.S.A.	7,065.55	—	515.65	—	—	7,581.20
GAGNON, Pierre, ing.-eng. M.E.	1967	Manhattan, New-York U.S.A.	5,279.91	1,125.00	1,795.66	237.60	392.62	8,830.79
SOHIER, Harold, ing.-eng. M.E.	1967	Manhattan, New-York U.S.A.	5,279.91	1,125.00	1,800.18	300.01	497.96	9,003.06
AUBÉ, Jean, ing.-eng.	1967	West Virginia, Morgan- town, U.S.A.	7,446.74	1,500.00	1,519.29	702.71	695.02	11,863.76
FOUCAULT, Michel, ing.- eng. M.Sc.	1967	Polytechnique, Montréal- Polytechnic, Montreal.	7,775.82	975.00	717.40	91.10	—	9,559.32
TRUDEL, Gaston, ing.-eng. M.Sc.	1967	Polytechnique, Montréal- Polytechnic, Montreal.	8,507.24	942.50	696.90	107.40	—	10,254.04
MERCIER, Rolland, ing.- eng. *	1968/69	Montana State, Bozeman, U.S.A.	5,062.44	300.00	492.63	264.50	177.45	6,297.02
NANINI, Louis, ing.-eng. *	1968/69	Colorado State, Fort Collins, U.S.A.	4,770.82	500.00	555.70	260.00	256.32	6,342.84
BOISVERT, Alain, ing.- eng. *	1968/69	Polytechnique, Montréal- Polytechnic, Montreal.	4,770.82	600.00	593.21	54.75	—	6,018.78
LEFEBVRE, Normand, ing.- eng. *	1968/69	Western, London, Onta- rio.	4,770.82	600.00	655.66	133.10	—	6,159.58
RAVIOLATTI, Ronaldo, ing.-eng. *	1968/69	Polytechnique, Montréal- Polytechnic, Montreal.	4,770.82	300.00	645.26	55.50	—	5,771.58
			\$86,697.54	\$12,467.50	\$13,245.02	\$ 3,545.32	\$ 2,596.89	\$118,552.27

* Fonctionnaires présentement aux études — Employees attending university.

Note: En règle générale, les cours de maîtrise en génie sanitaire ont une durée de 12 mois — As a general rule, the course for a master's degree in sanitary engineering takes 12 months.

Question par M. Goldbloom:

1. Le gouvernement a-t-il promis d'accorder des subventions à la municipalité de Contrecoeur Village, comté de Verchères, depuis le 16 juin 1966 jusqu'au 15 mars 1969, pour la construction d'une usine de filtration ?

2. Dans l'affirmative:

a) quel est le montant total des subventions promises;

b) quelle proportion du coût de construction de cette usine les subventions promises représentent-elles;

c) quel est le montant total des subventions qui avaient été payées, en date du 15 mars 1969;

d) à quelles dates les autres versements doivent-ils être faits et quel est le montant de chacun ?

Réponse par M. Lussier:

1. Oui.

2. a) Le 19 juillet 1968, une lettre d'intention d'accorder une subvention fut envoyée à cette municipalité, relativement aux règlements 135 et 136 décrétant la construction d'une usine de filtration au montant de \$475,000;

b) La subvention sera de 17½% de l'emprunt admissible contracté, après déduction des autres subventions qui auraient pu être obtenues par la municipalité;

c) Exception faite d'une subvention de \$1,177.25 versée en vertu du programme des travaux d'hiver, aucun montant n'a encore été payé en rapport avec la subvention de 17½%;

d) Les paiements de cette subvention seront échelonnés sur une période de dix années, en montants décroissants.

Question par M. Théberge:

1. Est-il dans les projets de la Commission hydroélectrique de Québec de commencer au cours de l'année 1969 la construction de la centrale hydroélectrique du

Question by Mr. Goldbloom:

1. Did the government promise to give any grants to the municipality of Contrecoeur Village, Verchères County, from June 16th 1966 to March 15th 1969, for the construction of a filtration plant ?

2. If so:

(a) what is the total amount of the promised grants;

(b) what proportion of the construction costs of such plant do the promised grants represent;

(c) what total amount of the grants had been paid as at March 15th 1969 ?

(d) on what dates are the other grants supposed to be paid, and what is the amount of each one ?

Answer by Mr. Lussier:

1. Yes.

2. (a) On July 19th 1968, a letter of intention giving a grant was forwarded to this municipality under by-laws 135 and 136 ordering the construction of a filtration plant in the amount of \$475,000;

(b) The grant shall be 17½% of the permissible loan contracted, after deducting the other grants which could have been obtained by the municipality;

(c) With the exception of a grant of \$1,177.25 paid under the winter works programme, no amount has yet been paid respecting the grant of 17½%;

(d) The payment of the grant will be spread over a period of 10 years, in decreasing amounts.

Question by Mr. Théberge:

1. Respecting the projects of the Québec Hydro-Electric Commission, is there one to start the construction of the Lake Beauharnois Powerhouse south of the town

lac Beauchêne, au sud de la ville de Témiscamingue?

2. Combien de temps les travaux dureront-ils?

3. Combien d'hommes seront affectés à ces travaux?

Réponse par M. Allard:

1. L'Hydro-Québec ne projette pas de commencer la construction de cette centrale en 1969.

2. Il est estimé que les travaux dureront environ cinq ans.

3. L'effectif est estimé à une moyenne de 400 personnes pouvant atteindre un maximum de 900 à 1,000 personnes.

Question par Mme Kirkland-Casgrain:

1. Le gouvernement a-t-il pris une décision quant à l'éventualité de rendre obligatoire l'examen périodique de tous les véhicules-automobiles?

2. Dans l'affirmative, à quelle date cette mesure sera-t-elle appliquée?

3. Le coût de l'examen sera-t-il à la charge du propriétaire du véhicule?

Réponse par M. Lizotte:

1. Non.

2. Nil.

3. Nil.

Question par M. Lévesque (Bonaventure):

1. Le gouvernement a-t-il accordé des subides à de nouvelles industries qui sont allées s'établir sur la Côte Nord et en Gaspésie, depuis le 1er mai 1968?

2. Dans l'affirmative, quels sont, pour chaque industrie:

a) le nom;

b) la nature de la production;

c) l'endroit d'établissement;

d) le montant des subides versés?

Réponse par M. Beaudry:

1. Nil.

2. Nil.

of Témiscamingue, in 1969?

2. How long will the construction work last?

3. How many men will be employed on the work?

Answer by Mr. Allard:

1. Hydro-Québec is not planning to begin the construction of this powerhouse in 1969.

2. It is estimated that the work will take about five years.

3. It is estimated that the labour force will average 400 persons and could reach a maximum of 900 to 1000 persons.

Question by Mrs. Kirkland-Casgrain:

1. Has the government reached a decision respecting the possibility of making a periodical inspection of all motor vehicles compulsory?

2. If so, on what date will such measure be applied?

3. Will the cost of the inspection be charged to the vehicle owner?

Answer by Mr. Lizotte:

1. No.

2. Nil.

3. Nil.

Question by Mr. Lévesque (Bonaventure):

1. Has the government given any grants to new industries which were established on the North Shore and the Gaspé Peninsula since May 1st 1968?

2. If so, and respecting each industry:

(a) what is its name;

(b) what does it produce;

(c) where is it established;

(d) what was the amount of the grants paid?

Answer by Mr. Beaudry:

1. Nil.

2. Nil.

Question par M. Tessier:

1. Le Gouvernement a-t-il l'intention de déposer au cours de la présente Session un projet de loi pour réglementer d'une manière précise le paiement de subventions aux municipalités pour tenir lieu de taxes sur les immeubles possédés ou administrés par le Gouvernement ?

Réponse par M. Bertrand:

La question est à l'étude.

Question by Mr. Tessier:

1. Does the Government intend to introduce a bill during the present session to regulate in a definite manner the payment of grants to municipalities in lieu of taxes on immoveables owned or administered by the Government ?

Answer by Mr. Bertrand:

The question is under study.

Sur la motion de M. Laporte:

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de la chambre:

Un état indiquant les noms et adresses des personnes, organismes ou groupements qui ont reçu des subventions de la Société d'habitation du Québec, à même la somme de \$10,462,500. qui a été votée pour l'année 1968/69, cet état devant également faire mention dans chaque cas:

- a) de la date de la subvention;
- b) du montant;
- c) de tous les autres détails pertinents.

M. Lussier dépose sur le bureau de la chambre ledit document.

(Document de la session no 84.)

Sur la motion de M. Courcy:

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de la chambre:

Une liste indiquant les nom, prénoms, profession ou occupation, le domicile ainsi que la date de nomination de la personne choisie pour remplir la charge de président d'élection dans chaque district électoral de la Province.

M. Bertrand dépose sur le bureau de la chambre ledit document.

(Document de la session no 85.)

On motion of Mr. Laporte:

Ordered, That there be laid before the House:

A statement giving the names and addresses of the persons, organizations or groups which received grants from the Québec Housing Corporation out of the amount of \$10,462,500 which was voted for the 1968/69 fiscal year, this list to give in addition and in each case:

- (a) the date of the grant;
- (b) the amount;
- (c) all other pertinent details.

Mr. Lussier tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 84.)

On motion of Mr. Courcy:

Ordered, That there be laid before the House:

A list showing the name, given names, profession or occupation, the domicile as well as the date of appointment of the person chosen to fill the position of Returning Officer in each electoral district of the Province.

Mr. Bertrand tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 85.)

Sur la motion de M. Michaud:

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de la chambre:

Un état donnant le détail de la dépense de \$5,325.00 faite à même le budget 1967/68 du ministère du Conseil exécutif et apparaissant à la page 255 des Comptes publics comme ayant été payée à M. Aimé Grandmaison, à titre d'honoraires ou autres déboursés.

M. Bertrand dépose sur le bureau de la chambre ledit document.

(Document de la session no 86.)

Sur la motion de M. Michaud:

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de la chambre:

Un état donnant le détail des frais de voyage totalisant \$3,287.71 payés à M. Paul-A. Chouinard, secrétaire particulier adjoint du Premier ministre, à même le budget 1967/68 du ministère du Conseil exécutif.

M. Bertrand dépose sur le bureau de la chambre ledit document.

(Document de la session no 87.)

Sur la motion de M. Michaud:

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de la chambre:

Un état donnant le détail de la dépense de \$60,029.44 faite à même le budget 1967/68 du ministère du Conseil exécutif et apparaissant à la page 255 des Comptes publics comme ayant été payée à la Société de publicité du Québec, à titre d'honoraires ou autres déboursés.

M. Bertrand dépose sur le bureau de la chambre ledit document.

(Document de la session no 88.)

Sur la motion de M. Maltais (Saguenay):

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de la chambre:

On motion of Mr. Michaud:

Ordered, That there be laid before the House:

An itemized statement of the expenditure of \$5,325.00 paid out of the 1967/68 budget of the Department of the Executive Council and shown on page 255 of Public Accounts as having been paid to Mr. Aimé Grandmaison, as fees or other disbursements.

Mr. Bertrand tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 86.)

On motion of Mr. Michaud:

Ordered, That there be laid before the House:

An itemized statement of the travelling expenses totalling \$3,287.71 paid to Mr. Paul-A. Chouinard, Assistant Private Secretary to the Prime Minister, out of the 1967/68 budget of the Department of the Executive Council.

Mr. Bertrand tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 87.)

On motion of Mr. Michaud:

Ordered, That there be laid before the House:

An itemized statement of the expenditure of \$60,029.44 paid out of the 1967/68 budget of the Department of the Executive Council and shown on page 255 of Public Accounts as having been paid to the Société de publicité du Québec, as fees or other disbursements.

Mr. Bertrand tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 88.)

On motion of Mr. Maltais (Saguenay):

Ordered, That there be laid before the House:

Copie de toute correspondance, mémoires, rapports et autres documents échangés depuis le 1er janvier 1968 jusqu'à ce jour entre le Conseil central de la Côte-Nord de la CSN d'une part, et le titulaire du ministère des Transports et Communications ou ses fonctionnaires d'autre part, concernant la gratuité des services des bateaux-passeurs entre Baie Ste-Catherine et Tadoussac, sur la rivière Saguenay.

M. Lizotte dépose sur le bureau de la chambre ledit document.

(Document de la session no 89.)

A copy of all correspondence, briefs, reports and other papers exchanged, from January 1st 1968 to date, by the North Shore Central Council of the C.N.T.U., and the Head of the Department of Transportation and Communications or any of its employees, respecting free passage on the ferries operating between Baie Ste-Catherine and Tadoussac on the Saguenay River.

Mr. Lizotte tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 89.)

M. Blank propose, secondé par M. Wagner:

Attendu que M. Maurice Taurazas, 4580 rue Barclay, Montréal, a été tué le 14 septembre 1967 en tentant d'intercepter des bandits qui venaient de commettre un vol à main armée et que M. Donald Martin, d'Acton Vale, comté de Bagot, ancien chef de police de cette cité, a également perdu la vie le 29 juin 1967 dans des circonstances semblables;

Cette chambre est priée de voter une adresse à l'honorable lieutenant-gouverneur afin qu'il autorise le gouvernement à verser, pendant viduité ou jusqu'à ce qu'une législation ait été adoptée pour pourvoir aux besoins des familles de victimes d'actes criminels, des pensions annuelles respectives de \$3,000. à madame veuve Maurice Taurazas et de \$5,000. à madame veuve Donald Martin qui a la charge de plusieurs enfants, ces sommes devant être prises à même les deniers publics, et que la chambre donne l'assurance de pourvoir à ces dépenses.

La motion est adoptée.

Mr. Blank moved, seconded by Mr. Wagner:

That whereas Mr. Maurice Taurazas, 4580 Barclay Street, Montreal, was killed on September 14th 1967 while attempting to intercept some bandits who had just committed an armed holdup and Mr. Donald Martin, of Acton Vale, Bagot County, former Chief of Police of such city, also lost his life on June 29th 1967 under similar circumstances;

Wherefore, this House is requested to vote an Address to the Honourable the Lieutenant-Governor in order that he shall authorize the Government to pay, during widowhood or until such time as legislation has been adopted to provide for the needs of the families of victims of criminal acts, annual pensions in the respective amounts of \$3,000 to Mrs. Maurice Taurazas, widow, and \$5,000 to Mrs. Donald Martin, widow, who has charge of several children, such sums to be granted out of public moneys, and that the House do give assurance of providing for such expenditures.

The motion was adopted.

Conformément à l'ordre du jour, la chambre reprend le débat sur la motion de M. Choquette, proposant:

Que cette chambre prie le gouvernement d'étudier la possibilité de créer un comité spécial sur les questions du logement et de la construction domiciliaire composé de douze (12) membres;

Que ce comité spécial soit requis:

a) d'étudier les questions du logement et de la construction domiciliaire sous tous leurs aspects;

b) d'obtenir rapport de la Société d'Habitation du Québec sur ses activités depuis sa création ainsi que sur ses projets et prévisions; le tout sans affecter l'obligation de la Société en vertu de 1966/67, chapitre 55, article 24;

c) de faire rapport à la chambre avant la fin de la présente session sur la politique à être adoptée et les mesures à être instituées pour apporter des solutions aux questions posées par les états de crise dans les domaines du logement et de la construction domiciliaire.

Que ce comité spécial soit autorisé à faire les études et consultations nécessaires, entendre les personnes et corps intéressés, obtenir communication de pièces ou dossiers, assigner des témoins et siéger même les jours où la chambre ne tient pas de séance, et aussi pendant que la chambre est en séance.

M. Paul propose, par voie d'amendement:

Que tous les mots après le mot « *Que* », dans la motion en discussion, soient retranchés et remplacés par les suivants:

la commission des affaires municipales de l'Assemblée nationale soit invitée à étudier le problème du logement et de la construction domiciliaire au Québec et ce, conformément à sa compétence et le plus tôt possible.

The House, according to Order, resumed the debate on the motion by Mr. Choquette, proposing:

That this House prays the government to examine the possibility of appointing a Special Committee on Matters of Housing and Housing Construction composed of twelve (12) members;

That such Special Committee be required:

(a) to examine matters of housing and housing construction in all their aspects;

(b) to obtain a report from the Québec Housing Corporation on its activities since its establishment as well as on its future plans and provisions; the whole without affecting the obligations of the Corporation under 1966/67, chapter 55, section 24;

(c) to submit a report to the House before the end of the present session on the policy to be adopted and the measures to be undertaken to provide solutions to the questions raised by the crisis in the fields of housing and housing construction.

That such Special Committee be authorized to carry out the necessary studies and hold the necessary consultations, to hear the interested persons and bodies, to obtain the production of papers and records and to sit even on days when the House is not sitting, and also whilst the House is sitting.

Mr. Paul moved, in amendment:

That all the words after the word "That", in the motion under debate, be struck out and replaced by the following:

the Committee on Municipal Affairs of the National Assembly be required to examine matters of housing and housing construction and this, in accordance with its jurisdiction and as soon as possible.

Que la commission soit autorisée à faire les études et consultations nécessaires, à entendre les personnes et les corps intéressés, obtenir communication de pièces ou dossiers, assigner des témoins et siéger même les jours où la chambre ne tient pas de séance et aussi pendant que la chambre est en séance.

Et l'amendement étant mis aux voix, la chambre l'adopte.

Et le débat continue sur la motion principale tel qu'amendée, qui se lit maintenant comme suit :

Que la commission des affaires municipales de l'Assemblée nationale soit invitée à étudier le problème du logement et de la construction domiciliaire au Québec et ce, conformément à sa compétence et le plus tôt possible.

Que la commission soit autorisée à faire les études et consultations nécessaires, à entendre les personnes et les corps intéressés, obtenir communication de pièces ou dossiers, assigner des témoins et siéger même les jours où la chambre ne tient pas de séance et aussi pendant que la chambre est en séance.

Et la motion principale tel qu'amendée étant mise aux voix, la chambre l'adopte.

That such Special Committee be authorized to carry out the necessary studies and hold the necessary consultations, to hear the interested persons and bodies, to obtain the production of papers and records and to sit even on days when the House is not sitting, and also whilst the House is sitting.

And the Question being put on the amendment, it was resolved in the Affirmative.

The amendment was accordingly adopted.

And the debate continuing on the main motion as amended, and which now reads as follows

That the Committee on Municipal Affairs of the National Assembly be required to examine matters of housing and housing construction and this, in accordance with its jurisdiction and as soon as possible.

That such Special Committee be authorized to carry out the necessary studies and hold the necessary consultations, to hear the interested persons and bodies, to obtain the production of papers and records and to sit even on days when the House is not sitting, and also whilst the House is sitting.

And the Question being put on the main motion as amended, it was resolved in the Affirmative.

The main motion as amended was accordingly adopted.

Sur la motion de M. Paul, il est—

Résolu, que la chambre s'ajourne maintenant.

Et, alors, la chambre s'ajourne.

On motion of Mr. Paul,—

Resolved, That the House doth now be adjourned.

And then the House adjourned.

N° 21

**JEUDI,
17 avril 1969**

Trois heures de l'après-midi.

Prière.

M. Demers propose, secondé par M. Leduc (Laviolette):

Que les articles 615 et 616 du règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de la corporation de la cité des Trois-Rivières, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

La motion est adoptée, en conséquence, ladite pétition est présentée, lue et reçue.

M. Laporte propose, secondé par M. Cliche:

Que le nom de M. Choquette soit substitué à celui de M. Gérin-Lajoie sur la liste des membres de la commission de l'éducation.

La motion est adoptée.

M. Bertrand dépose sur le bureau de la chambre le document suivant:

Rapport de la commission d'enquête sur l'enseignement des arts au Québec, ainsi qu'un rapport minoritaire de ladite commission.

(Document de la session no 90.)

**THURSDAY,
April 17th 1969**

Three o'clock, P.M.

Prayers.

Mr. Demers moved, seconded by Mr. Leduc (Laviolette):

That articles 615 and 616 of the Rules be suspended and that he be permitted to present the petition from the corporation of the city of Trois-Rivières, praying for an Act to amend its charter, and that this petition be now presented, read and received.

The motion was adopted, accordingly, the said petition was presented, read and received.

Mr. Laporte moved, seconded by Mr. Cliche:

That the name of Mr. Gérin-Lajoie be replaced by that of Mr. Choquette on the list of members of the Committee on Education.

The motion was adopted.

Mr. Bertrand tabled the following document:

Report of the Commission of Inquiry on the teaching of Arts in Québec, also a summary report of the said commission.

(Sessional Papers, No. 90.)

Question par M. Binette:

1. Combien y avait-il de mines en exploitation au Québec:

- a) le 31 mars 1964;
- b) le 28 février 1969?

2. Combien de mines ont cessé d'exploiter en:

- a) 1964;
- b) 1965;
- c) 1966;
- d) 1967;
- e) 1968?

3. Quelles sont ces mines?

4. Quel est le nombre total de personnes qui ont été congédiées à la suite de ces fermetures?

5. Quelle a été, année par année, la valeur totale de la production minière au Québec, depuis le 1er janvier 1964 jusqu'au 31 décembre 1968?

Réponse par M. Allard:

- 1. a) 58;
- b) 52.
- 2. a) aucune;
- b) 6;
- c) 4;
- d) 5;
- e) 6.

3. 1964 ———

1965 Bevcon Mines Ltd;
Canadian Malartic Gold Mines Ltd;
Malartic Gold Fields Ltd;
Vauze Mines Ltd;
United Obalski Mining Co. Ltd;
Québec Lithium Corporation.

1966 Pell Elder Ltd;
Willroy Mines Ltd;
Sullico Mines Ltd;
Blackburn Bros. Ltd;

1967 Chimo Gold Mines Ltd;
Coniagas Mines Ltd;
Sullivan Consolidated Mines Ltd;
Continental Titanium Corporation;

Question by Mr. Binette:

1. How many mines were being operated in Québec:

- (a) as at March 31st 1964;
- (b) as at February 28th 1969?

2. How many mines ceased operations:

- (a) in 1964;
- (b) in 1965;
- (c) in 1966;
- (d) in 1967;
- (e) in 1968?

3. What mines were they?

4. What is the total number of people who were dismissed following the closing of these mines?

5. Respecting each year, what was the total value of mine production in Québec, from January 1st 1964 to December 31st 1968?

Answer by Mr. Allard:

- 1. (a) 58;
- (b) 52.
- 2. (a) none;
- (b) 6;
- (c) 4;
- (d) 5;
- (e) 6.

3. 1964 ———

1965 Bevcon Mines Ltd;
Canadian Malartic Gold Mines Ltd;
Malartic Gold Fields Ltd;
Vauze Mines Ltd;
United Obalski Mining Co. Ltd;
Québec Lithium Corporation.

1966 Pell Elder Ltd;
Willroy Mines Ltd;
Sullico Mines Ltd;
Blackburn Bros. Ltd;

1967 Chimo Gold Mines Ltd;
Coniagas Mines Ltd;
Sullivan Consolidated Mines Ltd;
Continental Titanium Corporation;

Merrill Island Mining Corporation Ltd.
 1968 Nicolet Asbestos Mines Ltd;
 Lorraine Mining Company Ltd;
 Marbridge Mines Ltd;
 New Calumet Mines Ltd;
 Aluminum Co. of Canada Ltd;
 Rosario Exploration Co. (Brun-
 neu Mines Ltd.)

4. 1930.

5. 1964 \$687,666,579;
 1965 \$715,200,000;
 1966 \$763,000,000;
 1967 \$734,142,000;
 1968 \$734,315,000.

Question par M. Binette:

Quels ont été, année par année, depuis le 1er avril 1964 jusqu'au 28 février 1969;

a) le nombre de permis d'exploration minière délivrés par le ministère des Richesses naturelles;

b) les noms et adresses des personnes à qui ces permis ont été délivrés et combien dans chaque cas;

c) la superficie totale des terrains pour lesquels de tels permis ont été accordés à chaque prospecteur;

d) les honoraires perçus par le ministère pour la délivrance desdits permis?

Réponse par M. Allard:

a) 1964/65 aucun) Le permis d'explo-
 1965/66 aucun) ration n'existe
 que depuis le 1er
 janvier 1966.

1966/67 1;

1967/68 1;

1968/69 aucun.

b) 1966/67 Denison Mines (Québec)
 Ltd., 4, rue King Ouest,
 Toronto 1, Ontario. 1 per-
 mis;

1967/68 Québec Uranium Mining
 Corporation, a/s Gilles De
 Billy, 100 d'Youville, Qué-
 bec, P.Q. 1 permis.

Merrill Island Mining Corporation Ltd.

1968 Nicolet Asbestos Mines Ltd;
 Lorraine Mining Company Ltd;
 Marbridge Mines Ltd;
 New Calumet Mines Ltd;
 Aluminum Co. of Canada Ltd;
 Rosario Exploration Co. (Bru-
 neu Mines Ltd.)

4. 1930.

5. 1964 \$687,666,579;
 1965 \$715,200,000;
 1966 \$763,000,000;
 1967 \$734,142,000;
 1968 \$734,315,000.

Question by Mr. Binette:

Year by year, from April 1st 1964 to February 28th 1969:

(a) what was the number of mining exploration permits issued by the Department of Natural Resources;

(b) what are the names and addresses of the persons to whom such permits were issued, and how many in each case;

(c) what was the total area of the land for which such permits were issued to each prospector;

(d) what was the amount of the fees collected by the Department for issuing such permits?

Answer by Mr. Allard:

(a) 1964/65 none) Exploration permits
 1965/66 none) have only been is-
 sued since January
 1st 1966.

1966/67 1;

1967/68 1;

1968/69 none.

(b) 1966/67 Denison Mines (Québec)
 Ltd., 4, rue King Ouest,
 Toronto 1, Ontario. 1 per-
 mit;

1967/68 Québec Uranium Mining
 Corporation, a/s Gilles De
 Billy, 100 d'Youville, Qué-
 bec, P.Q. 1 permit.

- c) 1966/67 28.5 milles carrés;
1967/68 72 milles carrés.
d) 1966/67 \$ 4,275.00;
1967/68 \$10,800.00.

- (c) 1966/67 28.5 square miles;
1967/68 72 square miles.
(d) 1966/67 \$4,275.00;
1967/68 \$10,800.00.

Question par M. Binette:

Quels ont été, année par année, depuis le 1er avril 1964 jusqu'au 28 février 1969:

a) le nombre de permis de mise en valeur de claims miniers délivrés par le ministère des Richesses naturelles;

b) le nombre de nouvelles propriétés minières mises en exploitation et, dans chaque cas:

- i) le nom de la mine et l'endroit;
ii) le montant des investissements;
iii) le nombre de nouveaux emplois ainsi créés?

Question of Mr. Binette:

Year by year, from April 1st 1964 to February 28th 1969:

(a) what was the number of new permits issued by the Department of Natural Resources to operate mining claims;

(b) what was the number of new mining properties that were put into operation, and in each case:

- (i) what was the name and location of the mine;
(ii) what amount was invested;
(iii) what was the number of new jobs thus created?

Réponse par M. Allard:

- a) 1964/65 8,121
1965/66 7,742
1966/67 7,341
1967/68 7,365
1968/69 7,127
b) 1964/65 5
1965/66 4
1966/67 3
1967/68 2
1968/69 1

Total: 15

Answer by Mr. Allard:

- (a) 1964/65 8,121
1965/66 7,742
1966/67 7,341
1967/68 7,365
1968/69 7,127
(b) 1964/65 5
1965/66 4
1966/67 3
1967/68 2
1968/69 1

Total: 15

b-i)	<i>Nom de la mine — Name of mine</i>	<i>Endroit — Place</i>
1964/65	Lake Dufault Mines Ltd;	Canton Dufresnoy Township;
	Norbeau Mines (Québec) Limited;	Canton McKenzie Township;
	United Obalski Mining Company Limited;	Canton Obalski Township;
	Lorraine Mining Co. Ltd;	Canton Gaboury Township;
	Preissac Molybdenite Mines Limited.	Canton Preissac Township;

1965/66	Camflo Mines Limited;	Canton Malartic Township;
	Wasamac Mines Limited;	Canton Beauchastel Township;
	Cupra Mines Limited;	Canton Stratford Township;
	Anglo American Molybdenite Mining Corporation.	Canton Preissac Township;
1966/67	Rosario Exploration Co; (Bruneau Mines Ltd.)	Canton McKenzie Township;
	Chimo Gold Mines Ltd;	Canton Vauquelin Township;
	Mines de Poirier Inc.	Cantons Joutel & Poirier Township;
1967/68	Joutel Copper Mines Ltd;	Canton Joutel Township;
	Icon Sullivan Joint Venture.	Canton O'Sullivan Township;
1968/69	Bell Allard Mines Ltd.	Canton Galinée Township.
b-ii) Investissements bruts à long terme		
Long term gross investments:		
1964/65	Lake Dufault Mines Ltd;	\$ 9,146,134
	Norbeau Mines (Québec) Limited;	2,800,539
	United Obalski Mining Company Limited;	100,000
	Lorraine Mining Co. Ltd;	2,465,421
	Preissac Molybdenite Mines Limited.	3,169,878
1965/66	Camflo Mines Limited;	2,518,557
	Wasamac Mines Limited;	6,860,595
	Cupra Mines Limited;	3,546,593
	Anglo American Molybdenite Mining Corporation.	6,957,269
1966/67	Rosario Exploration Co; (Bruneau Mines Ltd.)	420,921
	Chimo Gold Mines Ltd;	1,903,838
	Mines de Poirier Inc.	11,644,214
1967/68	Joutel Copper Mines Ltd;	5,905,556
	Icon Sullivan Joint Venture.	1,385,755
1968/69	Bell Allard Mines Ltd.	865,000
Total:		\$59,690,270

b-iii) 1964/65	630
1965/66	650
1966/67	465
1967/68	130
1968/69	7
	<hr/>
Total:	1,882

L'ordre du jour appelle la chambre à se former de nouveau en comité des subsides.

M. Dozois propose que M. le président quitte maintenant le fauteuil et que la chambre se forme de nouveau en comité des subsides et la motion est adoptée.

En conséquence, la chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de soixante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Commission d'étude sur l'intégrité du territoire du Québec (Terres et Forêts) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

2. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre cent quatre-vingt mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Bourses d'études, subventions et dépenses diverses ou imprévues (Terres et Forêts) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

3. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent cinquante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Indemnités aux accidentés ou leurs dépendants et soins médicaux (Terres et Forêts) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

The Order of the Day being read for the House again in Committee of Supply. Mr. Dozois moved, and the Question being put, that Mr. President do now leave the Chair, it was resolved in the Affirmative. The House accordingly resolved itself into the said Committee.

(IN THE COMMITTEE)

1. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of sixty thousand dollars, necessary to defray the item, "Board of investigation on the integrity of Québec's territory (Lands and Forests)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

2. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of four hundred fourteen thousand dollars, necessary to defray the item, "Scholarships, grants and miscellaneous or unforeseen expenses (Lands and Forests)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

3. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of one hundred fifty thousand dollars, necessary to defray the item, "Indemnities to injured persons or their dependents and medical care (Lands and Forests)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

4. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre mille deux cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Intérêts sur solde du prix d'achat de la propriété de la Seigneurie du Lac Matapédia (Terres et Forêts) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

5. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux millions neuf cent quatre-vingt-dix mille cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Achat, construction et transformation d'immeubles, y compris ameublement et équipement; chemins d'accès aux ressources forestières (Terres et Forêts) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

6. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de soixante-dix mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Versement à effectuer pour l'achat de la propriété du Lac Matapédia (Terres et Forêts) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

7. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de six cent vingt-deux mille sept cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Administration (Richesses naturelles) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

Résolutions à rapporter.

4. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of four thousand two hundred dollars, necessary to defray the item, "Interest on balance of purchase price of the property of La Seigneurie du Lac Matapédia (Lands and Forests)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

5. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of two million nine hundred ninety-nine thousand five hundred dollars, necessary to defray the item, "Purchase, construction and alteration of immovables, including furnishings and equipment; access roads to forest resources (Lands and Forests)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

6. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of seventy thousand dollars, necessary to defray the item, "Instalment to be paid on purchase price of the property of La Seigneurie du Lac Matapédia (Lands and Forests)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

7. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of six hundred twenty-two thousand seven hundred dollars, necessary to defray the item, "Administration (Natural Resources)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

Resolutions to be reported.

M. le président prend de nouveau place au fauteuil et M. le président du comité fait rapport que ce comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Mr. President resumed the Chair; and the Chairman reported, that the Committee had come to several resolutions.

The Chairman also acquainted the House, that he was directed to move, that the Committee may have leave to sit again.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Résolu qu'à sa prochaine séance la chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

The resolutions were read and agreed to.

Resolved, That this House will, at its next sitting, again resolve itself into the said Committee.

Du consentement unanime de la chambre, et sur la motion de M. Paul, il est—

Résolu que, lorsque cette chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à demain, à dix heures et demie du matin.

With the unanimous consent of the House, and on motion of Mr. Paul,—

Resolved, That when this House adjourns today, it do stand adjourned until tomorrow at ten-thirty o'clock, A.M.

Et, alors, la chambre s'ajourne.

And then the House adjourned.

N° 22

**VENDREDI,
18 avril 1969**

Dix heures et demie du matin.

Prière.

M. Murray propose, secondé par M. Sauvageau:

Que les articles 615 et 616 du règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition du Club de Golf de Rosemere incorporé, demandant l'adoption d'une loi relative à la ratification d'un règlement, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

La motion est adoptée, en conséquence, ladite pétition est présentée, lue et reçue.

M. Vincent dépose sur le bureau de la chambre le document suivant:

Rapport annuel de la régie de l'assurance-récolte du Québec pour l'exercice terminé le 31 décembre 1968.

(Document de la session no 91.)

L'ordre du jour appelle la chambre à se former de nouveau en comité des subsides.

M. Dozois propose que M. le président quitte maintenant le fauteuil et que la chambre se forme de nouveau en comité des subsides et la motion est adoptée.

En conséquence, la chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

M. Simard fait le rapport suivant:

Mr. le président des comités,

J'ai l'honneur de faire rapport que la commission de l'industrie et du commerce,

**FRIDAY,
April 18th 1969**

Ten-thirty o'clock, A.M.

Prayers.

Mr. Murray moved, seconded by Mr. Sauvageau:

That articles 615 and 616 of the Rules be suspended and that he be permitted to present the petition from the Rosemere Golf Club Incorporated, praying for an Act respecting the ratification of a by-law, and that this petition be now presented, read and received.

The motion was adopted, accordingly, the said petition was presented, read and received.

Mr. Vincent tabled the following document:

Annual report of the Québec Crop Insurance Board, for the fiscal year ended December 31st 1968.

(Sessional Papers, No. 91.)

The Order of the Day being read for the House again in Committee of Supply.

Mr. Dozois moved, and the Question being put, that Mr. President do now leave the Chair, it was resolved in the Affirmative. The House accordingly resolved itself into the said Committee.

(IN THE COMMITTEE)

Mr. Simard made the following report:

Mr. Chairman,

I have the honour to report that the Committee on Industry and Commerce,

chargée d'examiner les articles du budget des dépenses de ce ministère, a adopté tous les item de ce budget.

1. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre millions quarante-quatre mille sept cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Direction générale des eaux (Richesses naturelles) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

2. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre millions six cent cinquante-cinq mille cent dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Direction générale des mines (Richesses naturelles) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

Résolutions à rapporter.

M. le président prend de nouveau place au fauteuil et M. le président du comité fait rapport que ce comité a adopté deux résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Résolu qu'à sa prochaine séance la chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Sur la motion de M. Paul, il est—

Résolu que, lorsque cette chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à mardi prochain, à trois heures de l'après-midi.

Et, alors, la chambre s'ajourne.

entrusted with the examination of the estimates of such Department, have adopted all the items of this budget.

1. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of four million forty-four thousand seven hundred dollars, necessary to defray the item, "Water Resources Branch (Natural Resources)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

2. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of four million six hundred fifty-five thousand one hundred dollars, necessary to defray the item, "Mineral Resources Branch (Natural Resources)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

Resolutions to be reported.

Mr. President resumed the Chair; and the Chairman reported, that the Committee had come to two resolutions.

The Chairman also acquainted the House, that he was directed to move, that the Committee may have leave to sit again.

The resolutions were read and agreed to.

Resolved, That this House will, at its next sitting, again resolve itself into the said Committee.

On motion of Mr. Paul,—

Resolved, That when this House adjourns today, it do stand adjourned until Tuesday next, at three o'clock, P.M.

And then the House adjourned.

**MARDI,
22 avril 1969**

Trois heures de l'après-midi.

Prière.

M. Pearson propose, secondé par M. Goldbloom:

Que les articles 615 et 616 du règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de la ville de Saint-Laurent, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

La motion est adoptée, en conséquence, ladite pétition est présentée, lue et reçue.

**TUESDAY,
April 22nd 1969**

Three o'clock, P.M.

Prayers.

Mr. Pearson moved, seconded by Mr. Goldbloom:

That articles 615 and 616 of the Rules be suspended and that he be permitted to present the petition from the city of Saint-Laurent, praying for an Act to amend its charter, and that this petition be now presented, read and received.

The motion was adopted, accordingly, the said petition was presented, read and received.

M. Bergeron, du comité parlementaire spécial chargé d'étudier le bill 29, intitulé: « Loi concernant la copropriété des immeubles », présente le premier rapport de ce comité ainsi qu'il suit:

Institué le 29 octobre 1968, votre comité avait été autorisé par motion, le 17 décembre 1968, à « siéger après la prorogation pour continuer l'étude du projet de loi sur la copropriété des immeubles ».

Ledit comité a tenu deux réunions publiques, soit les 8 et 15 janvier 1969.

Le Barreau du Québec, la Chambre des notaires, la Corporation des arpenteurs-géomètres et la Corporation des courtiers en immeubles ont présenté leur point de vue sur les articles du projet de loi qui les concernaient plus particulièrement.

Mr. Bergeron from the Special Parliamentary Committee appointed to examine bill 29, intitled: "An Act respecting the co-ownership of immoveables", presented the first report of such committee as follows:

Appointed on October 29th 1968, your Committee was authorized by motion, on December 17th 1968, "to sit after the prorogation to continue the examination of the bill on the co-ownership of immoveables".

The said Committee have held two public meetings, to wit, on January 8th and 15th 1969.

The Bar of the Province of Québec, the Board of Notaries, the Corporation of Land Surveyors of the Province of Québec and the Corporation of Real Estate Brokers put forward their points of view on the sections of the bill which particularly concerned them.

Votre comité a délibéré sur l'introduction de la loi dans le Code civil et examiné attentivement les implications des règles relatives à la copropriété. La complexité de la description des immeubles pour fins d'enregistrement des immeubles détenus en copropriété a aussi été soulevée par les membres du comité et par les experts convoqués à cette fin.

M. Bergeron dépose également le numéro du journal des débats où paraît le compte rendu des délibérations du comité susmentionné.

Le rapport est lu et reçu.

Les documents suivants sont déposés sur le bureau de la chambre:

Par M. Bellemare:

Rapport annuel du ministère du Travail, pour l'exercice terminé le 31 mars 1968.

(Document de la session no 92.)

Par M. Lussier:

Documents concernant le choix de l'emplacement du nouvel aéroport international de Montréal:

Volume 1: L'aménagement du territoire.

(Document de la session no 93.)

Volume 2: Étude du service d'urbanisme de la ville de Montréal.

(Document de la session no 94.)

Volume 3: Commentaires sur le rapport Higgins.

(Document de la session no 95.)

Annexe 1: Critères de développement économique et d'aménagement du territoire.

(Document de la session no 96.)

Your Committee considered the introduction of the Act into the Civil Code and attentively examined the implications of the regulations respecting co-ownership. The complexity of the description of immoveables for purposes of registering immoveables held under co-ownership was also raised by the members of the Committee and by the experts convened for such purpose.

Mr. Bergeron also tabled the issue of the journal of debates giving the report of the deliberations of the above-mentioned Committee.

The report was read and received.

The following documents were tabled:

By Mr. Bellemare:

Annual report of the Department of Labour, for the fiscal year ended March 31st 1968.

(Sessional Papers, No. 92.)

By Mr. Lussier:

Documents respecting the choice of the site for the new Montreal International Airport:

Volume 1: The planning of the area.

(Sessional Papers, No. 93.)

Volume 2: Montreal town-planning service.

(Sessional Papers, No. 94.)

Volume 3: Commentaries on the Higgins report.

(Sessional Papers, No. 95.)

Appendix 1: Criteria for the economic development and the planning of the area.

(Sessional Papers, No. 96.)

Annexe 2: Critères techniques.
(Document de la session no 97.)

Par M. Paul pour M. Lafontaine:

Rapport annuel de l'Office des autoroutes du Québec, pour l'exercice terminé le 31 décembre 1968.

(Document de la session no 98.)

Copies des arrêtés en conseil adoptés en vertu de la Loi concernant la route Trans-Canada (1950, ch. 44, art. 4.).

(Document de la session no 99.)

Appendix 2: Technical criteria.
(Sessional Papers, No. 97.)

By Mr. Paul, on behalf of Mr. Lafontaine:

Annual report of the Québec Autoroutes Authority, for the fiscal year ended December 31st 1968.

(Sessional Papers, No. 98.)

Copies of Orders in Council passed under the Act respecting the Trans-Canada Highway (1950, ch. 44, sec. 4.).

(Sessional Papers, No. 99.)

M. Laporte propose, secondé par M. Séguin:

Que les noms de MM. Gérin-Lajoie et LeChasseur soient substitués à ceux de MM. Binette et Lefebvre sur la liste des membres de la commission de l'Éducation.

La motion est adoptée.

Mr. Laporte moved, seconded by Mr. Séguin:

That the names of Messrs. Binette and Lefebvre be replaced by those of Messrs. Gérin-Lajoie and LeChasseur on the list of members of the Committee on Education.

The motion was adopted.

L'ordre du jour appelle la chambre à se former de nouveau en comité des subsides.

M. Dozois propose que M. le président quitte maintenant le fauteuil et que la chambre se forme de nouveau en comité des subsides et la motion est adoptée.

En conséquence, la chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

Sur la motion de M. Paul, la commission de l'Éducation est chargée d'examiner les articles du budget qui la concernent et de faire rapport à ce sujet.

La chambre siège en comité des subsides pendant quelque temps, puis, M. le président ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas fini de déli-

The Order of the Day being read for the House again in Committee of Supply.

Mr. Dozois moved, and the Question being put, that Mr. President do now leave the Chair, it was resolved in the Affirmative. The House accordingly resolved itself into the said Committee.

(IN THE COMMITTEE)

On motion of Mr. Paul, the Committee on Education was directed to examine the items of the budget concerning it and to report on such matter.

After some time spent in Committee of Supply, Mr. President resumed the Chair; and the Chairman reported, that the committee had made some progress, and directed him to move for leave to sit

bérer et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Du consentement unanime de la chambre M. Paul propose:

Que le nom de M. Tremblay (Chicoutimi) soit substitué à celui de M. Paul sur la liste des membres de la commission de l'Éducation.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 13, intitulé: « Loi modifiant la Loi des cités et villes ».

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la chambre, pour étude au cours de la présente séance.

Résolu que cette chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. le président ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas fini de délibérer et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la présente séance.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 14, intitulé: « Loi modifiant le Code municipal ».

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la chambre, pour étude au cours de la présente séance.

Résolu que cette chambre se forme immédiatement en comité.

again.

Resolved, That this House will, at its next sitting, again resolve itself into the said Committee.

With the unanimous consent of the House, Mr. Paul moved:

That the name of Mr. Paul be replaced by that of Mr. Tremblay (Chicoutimi) on the list of members of the Committee on Education.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 13, intituled: "An Act to amend the Cities and Towns Act."

The bill was accordingly read the second time, and committed for consideration during the present sitting.

Resolved, That this House do immediately resolve itself into a Committee of the Whole House for the consideration of the bill.

The House accordingly resolved itself into the said Committee; and after some time spent therein, Mr. President resumed the Chair; and the Chairman reported, that the committee had made some progress, and directed him to move for leave to sit again.

Ordered, That the Committee have leave to sit again at the present sitting.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 14, intituled: "An Act to amend the Municipal Code".

The bill was accordingly read the second time, and committed for consideration during the present sitting.

Resolved, That this House do immediately resolve itself into a Committee of the Whole House for the consideration of the bill.

En conséquence, la chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis M. le président ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas fini de délibérer et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la présente séance.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 3, intitulé: « Loi de la probation et des établissements de détention ».

M. Bertrand informe la chambre que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce bill.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la chambre, pour étude au cours de la présente séance.

Résolu que cette chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. le président ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans l'amender.

Ordonné que le bill soit lu une troisième fois à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Paul, il est—

Résolu, que la chambre s'ajourne maintenant.

Et, alors, la chambre s'ajourne.

The House accordingly resolved itself into the said Committee; and after some time spent therein, Mr. President resumed the Chair; and the Chairman reported, that the committee had made some progress, and directed him to move for leave to sit again.

Ordered, That the Committee have leave to sit again at the present sitting.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 3, intituled: "Probation and Houses of Detention Act".

Mr. Bertrand informed the House that the Honourable the Lieutenant Governor recommended the said bill to their consideration.

The bill was accordingly read the second time, and committed for consideration during the present sitting.

Resolved, That this House do immediately resolve itself into a Committee of the Whole House for the consideration of the bill.

The House accordingly resolved itself into the said Committee; and after some time spent therein, Mr. President resumed the Chair; and the Chairman reported, that the Committee had on: through the bill, and directed him to report the same, without any amendment.

Ordered, that the bill be read the third time at the next sitting.

On motion of Mr. Paul,—

Resolved, That the House doth now be adjourned.

And then the House adjourned.

N° 24

**MERCREDI,
23 avril 1969**

Trois heures de l'après-midi.

Prière.

M. Wagner propose, secondé par M. Goldbloom:

Que les articles 615 et 616 du règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de la cité de Verdun, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

La motion est adoptée, en conséquence, ladite pétition est présentée, lue et reçue.

**WEDNESDAY,
April 23rd 1969**

Three o'clock, P.M.

Prayers.

Mr. Wagner moved, seconded by Mr. Goldbloom:

That articles 615 and 616 of the Rules be suspended and that he be permitted to present the petition from the city of Verdun, praying for an Act to amend its charter, and that this petition be now presented, read and received.

The motion was adopted, accordingly, the said petition was presented, read and received.

M. Demers, président *pro tempore* de la commission de l'Assemblée nationale, présente le troisième rapport de cette commission ainsi qu'il suit:

Votre commission est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

De Rolland Houle, f.é.c., demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation Les Frères des Écoles Chrétiennes de Longueuil;

De Walter Vanier, f.é.c., demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation Les Frères des Écoles Chrétiennes de Montréal.

Votre commission recommande que le troisième rapport du comité des règlements adopté par la chambre le 13 mars 1969, et le quatrième rapport de ce même comité reçu par la chambre le 16 avril

Mr. Demers, Chairman *pro tempore* of the Committee on the National Assembly, presented to the House the third report of the said Committee as follows:

Your Committee find that the petition and notice are regular and sufficient and the bill regular and in conformity with the petition and notice in each of the following cases:

Of Rolland Houle, f.é.c., praying for an Act to incorporate "Les Frères des Écoles Chrétiennes de Longueuil";

Of Walter Vanier, f.é.c., praying for an Act to incorporate "Les Frères des Écoles Chrétiennes de Montréal".

Your Committee recommends that the third report of the Committee on Standing Orders, adopted by the House on the 13th of March 1969, and the fourth report of the said Committee, received by the

1969, soient considérés comme ayant été présentés par la commission de l'Assemblée nationale, reçus et adoptés par la chambre.

Le rapport est lu et adopté.

House on the 16th of April 1969, be deemed to have been presented by the Committee on the National Assembly, received and adopted by the House.

The report was read and adopted.

M. Lesage propose, secondé par M. Hyde:

Que le nom de M. Lefebvre soit substitué à celui de M. Choquette sur la liste des membres de la commission de l'Éducation.

La motion est adoptée.

Mr. Lesage moved, seconded by Mr. Hyde:

That the name of Mr. Choquette be replaced by that of Mr. Lefebvre on the list of members of the Committee on Education.

The motion was adopted.

Ordonné que M. Laporte ait la permission de présenter le bill no 106, intitulé: « Loi constituant en corporation Les Frères des Écoles Chrétiennes de Longueuil ».

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordered, That Mr. Laporte have leave to bring in bill No. 106, intituled: "An Act to incorporate "Les Frères des Écoles Chrétiennes de Longueuil".

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

Ordonné que M. Martellani ait la permission de présenter le bill no 107, intitulé: « Loi constituant en corporation Les Frères des Écoles Chrétiennes de Montréal ».

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordered, That Mr. Martellani have leave to bring in bill No. 107, intituled: "An Act to incorporate "Les Frères des Écoles Chrétiennes de Montréal".

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

Ordonné que M. Léveillé ait la permission de présenter le bill no 111, intitulé: « Loi modifiant la Loi de la Corporation des horlogers-bijoutiers de la province de Québec ».

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordered, That Mr. Léveillé have leave to bring in bill No. 111, intituled: "An Act to amend the Corporation of watchmakers and jewellers of the Province of Québec Act".

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

Ordonné que M. Bernatchez ait la permission de présenter le bill no 248, intitulé: « Loi concernant la succession de Benny Sadovnik ».

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordered, That Mr. Bernatchez have leave to bring in bill No. 248, intituled: "An Act respecting the estate of Benny Sadovnik".

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

M. Bertrand dépose sur le bureau de la chambre, les documents suivants:

Trois volumes intitulés: « La société face au crime », présentés par la commission d'enquête sur l'administration de la justice en matière criminelle et pénale au Québec:

Volume 2, tome 1: La sécurité judiciaire.

(Document de la session no 100.)

Volume 2, tome 2: La sécurité judiciaire.

(Document de la session no 101.)

Annexe 1: Les évasions avril et mai 1968.

(Document de la session no 102.)

Mr. Bertrand tabled the following documents:

Three Volumes entitled: "Society in the face of Crime", submitted by the Commission of Inquiry on the Administration of Justice in criminal and penal matters in Québec:

Volume 2, book 1: Legal Security.

(Sessional Papers, No. 100.)

Volume 2, book 2: Legal Security.

(Sessional Papers, No. 101.)

Appendix 1: Prison escapes April and May 1968.

(Sessional Papers, No. 102.)

Question par M. Michaud:

En outre des frais de voyage et de dépenses totalisant \$10,168.86 dont il est fait mention à la page 17 des Journaux de l'Assemblée nationale du 26 février 1969, quels montants le gouvernement ou ses offices, régies et commissions ont-ils versés, depuis le 1er août 1967 jusqu'au 15 mars 1969, à ou pour M. Jacques Gauthier qui agit présentement comme vice-président et directeur général de Radio-Québec et conseiller spécial en matière de radio-télévision, pour:

- a) honoraires;
- b) salaires;
- c) frais de voyage;
- d) toutes autres dépenses?

Question by Mr. Michaud:

Over and above the travelling and other expenses totalling \$10,168.86 shown on page 17 of the Journals of the National Assembly for February 26th 1969, what amounts did the government or any of its bureaux, boards or commissions pay, from August 1st 1967 to March 15th 1969, to, or on behalf of, Mr. Jacques Gauthier, who is at present acting as Vice-President and Managing Director of Radio-Québec and special adviser on matters of radio and television:

- (a) in fees;
- (b) in salaries;
- (c) for travelling expenses;
- (d) all other expenses?

Réponse par M. Bertrand:

- a) Nil;
- b) \$36,536.77;
- c) \$11,021.89;
- d) Frais de représentation — allocation d'automobile — \$3,851.72.

Question par M. Courcy:

1. Les camions du ministère de l'Agriculture et Colonisation ont-ils été utilisés pour le transport de vaches laitières, depuis le 16 juin 1966 jusqu'à ce jour?

2. Dans l'affirmative, quels sont, pour chaque chargement:

- a) la date et l'endroit du départ;
- b) la date et le lieu de livraison?

Réponse par M. Vincent:

- 1. Oui.
- 2. a)

*Date du départ**Date of Departure*

4 octobre 1968 — October 4th 1968

10 septembre 1968 — September 10th 1968

10 septembre 1968 — September 10th 1968

14 août 1968 — August 14th 1968

14 août 1968 — August 14th 1968

7 août 1968 — August 7th 1968

9 juillet 1968 — July 9th 1968

29 août 1967 — August 29th 1967

29 novembre 1966 — November 29th 1966

30 novembre 1966 — November 30th 1966

3 octobre 1966 — October 3rd 1966

11 octobre 1966 — October 11th 1966

18 août 1966 — August 18th 1966

8 août 1966 — August 8th 1966

28 juin 1966 — June 28th 1966

2. b)

*Date de livraison**Date of Delivery*

4 octobre 1968 — October 4th 1968

Answer by Mr. Bertrand:

- (a) Nil;
- (b) \$36,536.77;
- (c) \$11,021.89;
- (d) Representation expenses — Automobile allowance — \$3,851.72.

Question by Mr. Courcy:

1. Were the trucks of the Department of Agriculture and Colonization used to transport dairy cows, from June 16th 1966 to date?

2. If so, and respecting each load:

(a) what was the date and place of departure;

(b) what was the date and place of delivery?

Answer by Mr. Vincent:

- 1. Yes.
- 2. (a)

*Lieu de départ**Place of Departure*

Collège de Lévis College;

Sainte-Gertrude, Comté de Nicolet County;

Sainte-Gertrude, Comté de Nicolet County;

Sainte-Victoire, Sorel;

Saint-Ours et-and Ste-Victoire, Sorel;

Sainte-Flavie, Matane;

Douville et-and St-Damase, St-Hyacinthe;

Oka, Deux-Montagnes;

Saint-Louis de Pintendre;

Saint-Louis de Pintendre;

Saint-Hyacinthe;

Saint-Hyacinthe;

Beaumont, Comté de Bellechasse County;

St-Prime et-and Mistassini, Comté de Roberval County;

Plessisville, Mégantic.

2. (b)

*Lieu de livraison**Place of Delivery*

Bateau de la Clark Steamship by boat, Quai-Wharf no 8;

11 septembre 1968 — September 11th 1968
 10 septembre 1968 — September 10th 1968
 14 août 1968 — August 14th 1968
 14 août 1968 — August 14th 1968
 7 août 1968 — August 7th 1968
 9 juillet 1968 — July 9th 1968

29 août 1967 — August 29th 1967

29 novembre 1966 — November 29th 1966
 30 novembre 1966 — November 30th 1966
 3 octobre 1966 — October 3rd 1966
 11 octobre 1966 — October 11th 1966
 18 août 1966 — August 18th 1966
 8 août 1966 — August 8th 1966
 29 juin 1966 — June 29th 1966

Question par M. Courcy :

1. Combien d'érablières-expérimentales le ministère de l'Agriculture et Colonisation a-t-il fondées, depuis le 1er avril 1967 jusqu'à ce jour ?

2. Quels sont, dans chaque cas :

- a) la date;
- b) l'endroit;
- c) le nombre d'érables;
- d) les noms du vendeur ou du locateur;

e) les conditions de vente ou de location ?

2. Combien de journées de démonstration le ministère a-t-il tenues à ses érablières-expérimentales, depuis le 1er avril 1968 jusqu'à ce jour ?

3. À quelles dates et à quels endroits ces journées ont-elles été tenues ?

Réponse par M. Vincent :

1. Une.

2. a) 14 février 1968;

b) Saint-Norbert d'Arthabaska;

c) Environ 1,700; soit une capacité de 2,500 entailles. La capacité d'une érablière ne se mesure pas par le nombre d'érables mais par le nombre d'entailles;

d) M. Robert Jolibois, locateur;

e) Louée pour une période de 3 ans à compter de la date de la signature du bail, au prix de \$700.00 par année.

St-Charles Borromée (Dubuc);
 St-Charles Borromée (Dubuc);
 Petit Saguenay, Chicoutimi;
 Saint-Honoré, Chicoutimi;
 Cap d'Espoir, Gaspé Sud-South;
 Baie-des-Sables et-and St-Damase
 Matane;
 Guigues et-and Laverlochère, Témiscamingue;
 Ste-Clothilde, Beauce;
 Ste-Clothilde, Beauce;
 Amqui, Matapédia;
 Amqui, Matapédia;
 Saint-Férol, Montmorency;
 Amos, Abitibi-Est-East;
 Amos, Abitibi-Est-East.

Question by Mr. Courcy :

1. How many experimental maple groves did the Department of Agriculture and Colonization establish from April 1st 1967 to date ?

2. In each case :

- (a) what was the date;
- (b) what is the location;
- (c) what is the number of maple trees;
- (d) what is the name of the vendor or the lessee;

(e) what were the conditions of the sale or the rental ?

2. How many demonstration days were held by the Department in such experimental maple groves, from April 1st 1968 to date ?

3. On what dates and in what places were such days held ?

Answer by Mr. Vincent :

1. One.

2. (a) February 14th 1968;

(b) Saint-Norbert, Arthabaska County;

(c) about 1,700, for a capacity of 2,500 taps. The capacity of a maple grove is not measured by the number of maples but by the number of taps;

(d) Mr. Robert Jolibois, lessor;

(e) rented for a period of three years starting on the date that the lease was signed, at a rate of \$700.00 per year.

2. Trois.

3. Les 2, 18 et 25 mai 1968, à Saint-Norbert.

Question par M. Courcy:

1. Combien de permis le ministère de l'Agriculture et Colonisation a-t-il accordés en vertu de la Loi des succédanés de produits laitiers (S.R.Q. 1964, chapitre 123), depuis le 1er janvier 1968 jusqu'au 31 décembre 1968, pour:

a) fabrication;

b) vente en gros?

2. Quels sont les noms et adresses des personnes qui ont obtenu lesdits permis?

3. Quel est le nombre total de permis qui ont été révoqués au cours de l'année 1968, et quels sont les noms des personnes ou compagnies concernées?

Réponse par M. Vincent:

1. a) Cinq;

b) Un.

2. Produits Alimentaires La Pérade Inc., La Pérade, Cté. Champlain; Léo Bernard Ltée, 2472, 93ème Rue, Shawinigan; Les Produits Blanchet Inc., Roch Forest, Cté. Sherbrooke; J.E. Bergeron & Fils Ltée, Bromptonville, Cté. Richmond; Kraft Foods Ltd, 8600 Devonshire Road, Montréal.

3. Aucune révocation en 1968.

Question par M. Courcy:

1. Depuis le 1er janvier 1968 jusqu'à ce jour, combien de poursuites le ministère de l'Agriculture et de la Colonisation a-t-il intentées contre des particuliers, des compagnies ou des corporations qui ont omis de se soumettre à l'article 38 de la réglementation édictée par l'arrêté en conseil no 683, adopté le 5 mars 1967, sous l'autorité des articles 3, 6 et 7 de la Loi des produits agricoles et des aliments (S.R.Q. 1964, chapitre 119), obligeant l'usage du français dans l'étiquetage de tout produit alimentaire vendu au Québec?

2. Three.

3. May 2nd, 18th and 25th, at Saint-Norbert.

Question by Mr. Courcy:

1. How many permits were issued by the Department of Agriculture and Colonization under the Dairy Products substitutes Act (R.S.Q. 1964, chapter 123), from January 1st 1968 to December 31st 1968:

(a) for manufacturing;

(b) for wholesale marketing?

2. What are the names and addresses of the persons who obtained such permits?

3. What was the total number of permits that were withdrawn in 1968, and what are the names of the persons or companies concerned?

Answer by Mr. Vincent:

1. (a) Five;

(b) One.

2. Produits Alimentaires La Pérade Inc., La Pérade, Champlain County; Léo Bernard Ltée, 2472, 93rd Street, Shawinigan, Les Produits Blanchet Inc., Roch Forest, Sherbrooke County; J.E. Bergeron & Fils Ltée, Bromptonville, Richmond County; Kraft Foods Ltd., 8600 Devonshire Road, Montreal.

3. No permits were withdrawn in 1968.

Question by Mr. Courcy:

1. From January 1st 1968 to date, how many prosecutions were brought by the Department of Agriculture and Colonization against any individuals, companies or corporations which failed to comply with section 38 of the regulation enacted by Order in Council No. 683, adopted March 5th 1967, under the authority of sections 3, 6 and 7 of the Agricultural Products and Food Act (R.S.Q. 1964, chapter 119), requiring the use of French on the labels of all food products sold in Québec?

2. Contre qui ces poursuites ont-elles été intentées et quelles ont été les peines imposées dans chaque cas ?

Réponse par M. Vincent:

1. Aucune.
2. Nil.

Question par M. Lacroix:

1. Subséquentement à la signature du bail intervenu le 31 janvier 1968 entre le ministère des Travaux publics et Les Placements Duchatels Enr., relativement à la location d'une superficie de plancher d'environ 265,951 pieds carrés dans un édifice actuellement en construction sur le Chemin Ste-Foy, à Québec, le ministère a-t-il avisé le bailleur qu'il désirait également louer le premier étage de la tour, soit une superficie d'environ 23,521 pieds carrés ?

2. Si oui:

- a) à quelle date;
- b) quel sera le montant du loyer annuel pour cette location additionnelle et quelle sera la durée du bail ?

3. L'édifice sera-t-il terminé le 1er mai 1969 tel que stipulé dans le bail original ?

4. Quels sont les services administratifs qui y seront logés ?

Réponse par M. Russell:

1. Non.
2. Nil.

3. Non. L'édifice devra être livré dans un délai de 24 mois de la date de la signature du bail le 20 septembre 1968, soit le 20 septembre 1970.

4. Agriculture & Colonisation et Terres & Forêts.

Question par M. Coiteux:

1. Quel est le nombre d'usines de pâtes et papier qui se prévalent présentement de permissions spéciales pour fonctionner sept jours par semaine ?

2. Against whom were such actions brought, and what punishment was imposed in each case ?

Answer by Mr. Vincent:

1. None.
2. Nil.

Question by Mr. Lacroix:

1. Following the signing of the lease made on January 31st 1968 between the Department of Public Works and "Les Placements Duchatels Enr.", respecting the rental of a floor area of approximately 265,951 square feet in a building at present under construction on St. Foy Road, in Québec, did the Department advise the lessor that it also wished to rent the first floor of the tower, with a floor space of about 23,521 square feet ?

2. If so:

- (a) on what date;
- (b) what is the annual amount of the rental for this additional rent and what is the term of the lease ?

3. Will the building be completed by May 1st 1969, as stipulated in the original lease ?

4. What administrative services will be located in this building ?

Answer by Mr. Russell:

1. No.
2. Nil.

3. No. The building will be handed over on September 20th 1970, or within a delay of 24 months from the date on which the lease was signed, namely September 20th 1968.

4. Agriculture and Colonization and Lands and Forests.

Question by Mr. Coiteux:

1. What is the number of pulp and paper mills which are at present availing themselves of special permission to operate seven days a week ?

2. Quelles sont ces compagnies et à quelle date ladite permission a-t-elle été accordée dans chaque cas ?

Réponse par M. Bertrand :

Les demandes faites par les usines de pâtes et papier pour fonctionner sept jours par semaine sont basées sur l'arrêté en conseil no: 706 du 19 avril 1966.

Les trois demandes suivantes ont été adressées au ministère de la Justice :

Le 12 janvier 1968 par Building Products Limitée au nom de Chemcell Limitée. Cette demande a été transmise pour attention au ministère de l'Industrie et du Commerce le 31 janvier 1968 pour étude et aucune réponse n'a été reçue de ce ministère.

Le 26 septembre 1968, demande de Lignosol Chemicals Limited. Cette demande a été transmise pour attention au ministère de l'Industrie et du Commerce en date du 20 novembre 1968, mais aucune réponse n'a été reçue de ce ministère.

Une demande de Consolidated Bathurst Packaging Limited du Cap-de-la-Madeleine faite le 6 mars 1968 et transmise pour étude au ministère de l'Industrie et du Commerce le 26 avril 1968. Cette demande a été retirée le 1er mai 1968 par la Compagnie.

Question par M. Lacroix :

1. Le gouvernement ou ses offices, régies et commissions ont-ils accordé des contrats à la compagnie Amico Inc., 2120 Branly, Ste-Foy, depuis le 16 juin 1966 jusqu'à ce jour ?

2. Si oui, quel est le montant total de ces contrats ?

3. Quels sont :

a) les contrats qui ont été accordés à la suite d'appels d'offres ;

b) la nature et l'endroit du travail ;

c) les noms et adresses des soumissionnaires ;

2. What mills are they, and on what date was the said permission granted in each case ?

Answer by Mr. Bertrand :

The requests made by the pulp and paper mills to operate seven days a week are based on Order in Council No. 706 dated April 19th 1966.

The three following requests were submitted to the Department of Justice :

January 12th 1968, by Building Products Limited on behalf of Chemcell Limited. This request was forwarded to the Department of Industry and Commerce for examination on January 31st 1968, and no reply has been received from such Department.

A request was received from Lignosol Chemicals Limited on September 26th 1968. This request was forwarded to the Department of Industry and Commerce on November 20th 1968 for examination, but no reply has been received from such Department.

A request submitted by Consolidated Bathurst Packaging Limited of Cap-de-la-Madeleine on March 6th 1968 was forwarded to the Department of Industry and Commerce on April 26th 1968 for examination. This request was withdrawn by the company on May 1st 1968.

Question by Mr. Lacroix :

1. Did the government or any of its bureaus, boards or commissions award any contracts to the firm of Amico Inc., 2120 Branly St., St. Foy, from June 16th 1966 to date ?

2. If so, what is the total amount of such contracts ?

3. (a) What contracts were awarded following a call for tenders ;

(b) what was the nature and location of the work ;

(c) what are the names and addresses of the bidders ;

- d) le montant de chaque soumission;
e) le montant du contrat ?

4. Quels sont :

a) les contrats qui ont été accordés sans appel d'offres;

b) la nature et l'endroit du travail;

c) le montant du contrat ?

5. Quel a été le montant total versé à cette compagnie, depuis le 16 juin 1966 jusqu'à ce jour, tant par le gouvernement que par ses offices, régies et commissions ?

6. Quels sont les nom, prénoms et adresse des officiers et directeurs de ladite compagnie ?

- (d) what was the amount of each bid;
(e) what was the amount of the contract ?

4. (a) What contracts were awarded without tenders being called;

(b) what was the nature and location of the work;

(c) what was the amount of the contract ?

5. What total amount was paid to such company, from June 16th 1966 to date, by the government as well as by any of its bureaux, boards or commissions ?

6. What are the names, given names and addresses of the officers and directors of the said company ?

Réponse par M. Russell:

1. Oui.

2. \$20,916.96.

3. a) Aucun;

b) Nil;

c) Nil;

d) Nil;

e) Nil.

4. a) Voir tableau annexé;

b) Voir tableau annexé;

c) Voir tableau annexé.

5. \$20,916.96.

6. Président: Marcel Brochu, 863, Bon Air, Ste-Foy, Vice-président: Roger Marc-
ceau, 3220, 1ère Avenue, Québec, Secré-
taire: Mme Gilberte P. Brochu, 863, Bon
Air, Ste-Foy.

Answer by Mr. Russell:

1. Yes.

2. \$20,916.96.

3. (a) None;

(b) Nil;

(c) Nil;

(d) Nil;

(e) Nil.

4. (a) See table attached;

(b) See table attached;

(c) See table attached.

5. \$20,916.96.

6. President: Marcel Brochu, 863 Bon
Air, St. Foy, Vice-President: Roger Mar-
ceau, 3220 1st Avenue, Québec; Secretary:
Mrs. Gilberte P. Brochu, 863 Bon Air,
St. Foy.

Montants payés à la firme Amico Inc. du 16 juin 1966 au 27 mars 1969

Amounts paid to the Firm of Amico Inc. from June 16th 1966 to March 27th 1969

<i>Endroit</i> <i>Location</i>	<i>Description travaux</i> <i>Description of work</i>	<i>Montant</i> <i>Amount</i>
1601, Boul.-Blvd. Hamel, Québec	Isoler tuyaux d'eau chaude — To insulate hot water pipes	\$ 600.00
1620, Boul.-Blvd. de l'Entente, Québec	Isoler 56' de tuyauterie — To insul- ate 56' of piping	90.00
Édifice-Building « E », Hôtel du Gouvernement-Government Buildings	Suspension métallique — Metal suspension	450.00

Édifice-Building « E », Hôtel du Gouvernement-Government Buildings	Tuiles acoustiques — Acoustic tiles	175.00
1601, Boul.-Blvd. Hamel, Québec	Faire plafonds suspendus — Installing hanging ceilings	16,000.00
Musée de Québec Museum	Recouvrir d'amiante tuyau eau chaude — To cover hot water pipe with asbestos	180.00
1601, Boul.-Blvd. Hamel, Québec	Travaux de plafonds suspendus — Work on suspended ceilings	43.25
1620, Boul.-Blvd. de l'Entente, Québec	Réparer des plafonds suspendus — To repair suspended ceilings	631.42
Édifice-Building « A », Hôtel du Gouvernement-Government Buildings	Transformer plafond ch. 64 — To alter ceiling in Room 64	450.00
20, Ave Chauveau Ave., Québec	Modification des plafonds — To alter ceilings	420.00
Édifice Joffre-Building, Québec	Isoler le moteur d'un compresseur To insulate compressor motor	180.00
20, Ave Chauveau Ave., Québec	Modifications aux tuiles acousti- ques — To alter acoustic tiles	90.77
1530, Boul.-Blvd. de l'Entente, Québec	Modifier le plafond suspendu au 15 ^e étage — To alter suspended ceiling on 15th floor	135.00
20, Ave Chauveau Ave., Québec	Réparation plafonds suspendus du 1 ^{er} au 5 ^e étages — To repair suspended ceilings from the 1st to the 5th floor	650.00
Édifice Joffre Building, Québec	Modifications du plafond et déplace- ment fluorescents au 15 ^e étage — To alter ceiling and move fluores- cent lights on 15th floor	60.00
20, Ave Chauveau Ave., Québec	Suspension métallique — Metal suspension	31.52
20, Ave Chauveau Ave., Québec	Tuiles métalliques au plafond — Metal tiles in ceiling	125.00
173, St-Paul St., Québec	Isoler les tuyaux de chauffage — To insulate heating pipes	185.00
Édifice-Building « E », Hôtel du Gouvernement-Government Buildings	Aménagement 8 ^e étage — To fit up 8th floor	420.00
		<hr/> \$20,916.96

Question par M. Lévesque (Bonaventure):

1. Combien coûtera le pavillon du Qué-
bec à l'Exposition internationale d'Osaka,
au Japon, qui aura lieu en 1970 ?

Question by Mr. Lévesque (Bonaventure):

1. What will be the cost of the Québec
Pavilion at the Osaka International Exhibi-
tion in Japan, which will be held in 1970 ?

2. Quelle firme d'architectes a été choisie pour la réalisation des plans et devis de ce pavillon ?

3. De quelle façon cette firme d'architectes a-t-elle été choisie ?

4. Quels seront les principaux exhibits-thème que le Québec exposera à l'intérieur de son pavillon ?

5. A-t-on fait le choix du Commissaire qui représentera le Québec à l'Expo de 1970 ?

6. Dans l'affirmative, quel est son nom ?

Réponse par M. Bertrand:

1. \$948,888.00.

2. Kabushiki Gaisha Sanza Kenchiku Jimusho, 4-33 Nakanoshima, Kita-Ku, Osaka. (Sanza).

3. Des firmes d'ingénieurs et d'architectes ont été visitées. Le bureau de Sanza a été choisi, en raison de son expérience et des employés dont il disposait. Notre choix a depuis été justifié par le résultat des soumissions.

4. Il y a trois thèmes importants qui sont exposés dans le pavillon:

- a) Qu'est-ce que le Québec;
- b) De quoi vit le québécois;
- c) Comment vit le québécois.

5. Oui.

6. M. Louis-Hébert Desjardins de Montréal.

Question par M. Fournier:

1. À quelle date le ministère de l'Agriculture et de la Colonisation a-t-il ouvert un bureau régional d'agriculture devant desservir les comtés de Pontiac, Gatineau, Hull, Labelle, Papineau et Argenteuil ?

2. À quelle adresse ce bureau est-il situé ?

3. Quels sont les nom, prénoms et titres du fonctionnaire qui est en charge de ce bureau ?

4. Quel est le nombre de personnes qui travaillent sous sa direction ?

Réponse par M. Vincent:

1. Le 6 mai 1968.

2. 107 rue Saint-Joseph, Buckingham.

2. What firm of architects was chosen to draw up the plans and specifications ?

3. In what way was such firm of architects chosen ?

4. What will be the principle themes of the exhibits that Québec will show in its Pavilion ?

5. Has the Commissioner who will represent Québec at the 1970 Expo been chosen ?

6. If so, what is his name ?

Answer by Mr. Bertrand:

1. \$948,888.00.

2. Kabushiki Gaisha Sanza Kenchiku Jimusho, 4-33 Nakanoshima, Kita-Ku, Osaka. (Sanza).

3. Firms of engineers and architects were visited. The Sanza firm was selected because of its experience and the employees at its disposal. Our choice has since been justified by the results of the tenders.

4. There are three important themes shown in the pavilion:

- (a) What Québec is;
- (b) What the Québécois lives on;
- (c) How the Québécois lives.

5. Yes.

6. Mr. Louis-Hébert Desjardins of Montreal.

Question by Mr. Fournier:

1. On what date did the Department of Agriculture and Colonization open a regional agricultural office to serve the counties of Pontiac, Gatineau, Hull, Labelle, Papineau and Argenteuil ?

2. At what address is the office located ?

3. What are the name, given names and duties of the civil employee who is in charge of the office ?

4. What is the number of persons who are working under his orders ?

Answer by Mr. Vincent:

1. May 6th 1968.

2. 107 Saint-Joseph Street, Buckingham.

3. Samson, Robert, agronome, coordonnateur de la région numéro 8.

4. 54.

Question par M. Leduc (Taillon):

1. Quels sont les nom, prénoms et adresse des officiers et directeurs de la firme Proment Corporation, 1070 rue Bleury, Montréal, avec qui le ministère des Travaux publics a signé un bail le 1er décembre 1966 concernant la location de locaux à 420 rue Lagauchetière ouest, Montréal, pour la somme de \$783,003.75?

2. Quels sont les services administratifs qui sont logés dans ces locaux?

Réponse par M. Russell:

1. « Proment Corporation » est maintenant connu sous le nom et raison sociale de « Édifice Read Enr. » — Ces officiers et directeurs sont: M. Juda Leib Gewurz, président, 1070, rue Bleury, Montréal; M. Samuel Gewurz, vice-président, 1070, rue Bleury, Montréal; M. Maurice Goldberg, 188, Chaussée de Malines, Anvers, Belgique.

2. Les services suivants du ministère du Revenu: Contentieux; Faillites; Enquêtes spéciales; Taxe de vente.

Question par M. Leduc (Taillon):

1. Le titulaire du ministère des Affaires municipales a-t-il voyagé à l'extérieur du Canada, aux frais du gouvernement de la province, entre le 21 février 1968 et le 16 mars 1969?

2. Dans l'affirmative, quels ont été, pour chaque voyage:

a) les dates de départ et de retour au pays;

b) les noms des pays et des villes visités;

c) le but;

d) le coût des frais de transport, de séjour, de représentations et autres dépenses?

Réponse par M. Lussier:

1. Non.

2. Nil.

3. Samson, Robert, agronomist, coordinator of Area number 8.

4. 54.

Question by Mr. Leduc (Taillon):

1. What are the names, given names and directors of the firm of Proment Corporation, 1070 Bleury Street, Montreal, with which the Department of Public Works signed a lease on December 1st 1966 respecting the rental of premises at 420 Lagauchetière Street West, Montreal, for an amount of \$783,003.75?

2. What administrative services are located at such premises?

Answer by Mr. Russell:

1. "Proment Corporation" is now known under the name and style of "Edifice Read Enr." Its officers and directors are: Mr. Juda Leib Gewurz, President, 1070 Bleury St., Montreal; Mr. Samuel Gewurz, Vice-President, 1070 Bleury St., Montreal; Mr. Maurice Goldberg, 188 Chaussée de Malines, Antwerp, Belgium.

2. The following services of the Department of Revenue:

Disputed claims; Bankruptcies; Special inquiries; Sales tax.

Question by Mr. Leduc (Taillon):

1. Did the Head of the Department of Municipal Affairs travel outside Canada, between February 21st 1968 and March 16th 1969, at the expense of the government of the province?

2. If so, and respecting each trip:

(a) what were the dates of departure and return to the country;

(b) what are the names of the countries and cities visited;

(c) what was the purpose of the visit;

(d) what was the cost of the travelling, hotel, representation and other expenses?

Answer by Mr. Lussier:

1. No.

2. Nil.

Question par M. Fraser:

1. À quelles dates le ministère des Travaux publics a-t-il retenu les services de monsieur et de madame Pierre Navarre, 3003, La Promenade, Ste-Foy ?

2. Quels sont, dans chaque cas :

a) le titre de la fonction ;

b) le traitement annuel ?

3. Ont-ils été appelés à subir les examens de la Commission de la fonction publique ?

Réponse par M. Russell:

1. M. Pierre Navarre: 2 novembre 1966; Mme Hélène Navarre: 14 novembre 1966.

2. a) M. Pierre Navarre: Attaché d'administration, classe I, échelon 4; Mme Hélène Navarre: Mutée aux Affaires municipales le 16 août 1968 — À cette date: Attaché d'administration, classe I, échelon 3.

b) M. Pierre Navarre: \$13,110.00; Mme Hélène Navarre: \$12,375.00.

3. À la suite d'un appel du gouvernement, auprès de la société des Architectes diplômés du Gouvernement Français, M. et Mme Navarre ont été choisis par un jury formé à cet effet. Ce jury était composé de deux représentants du gouvernement du Québec et d'un membre du conseil supérieur de l'Ordre des architectes de France.

Question par M. Leduc (Taillon):

1. Quels sont les nom, prénoms et attributions des fonctionnaires du ministère de l'Agriculture et colonisation qui ont voyagé à l'extérieur du Canada, aux frais du gouvernement de la province, entre le 21 février 1968 et le 16 mars 1969 ?

2. Quels ont été, pour chaque voyage:

a) la date de départ et de retour au pays;

b) les noms des pays et des villes visités;

c) le but;

d) le coût des frais de transport, de séjour, de représentations et autres dépenses ?

Question by Mr. Fraser:

1. On what dates did the Department of Public Works retain the services of Mr. and Mrs. Pierre Navarre, 3003 La Promenade, St. Foy ?

2. Respecting each case:

(a) what is the name of the position;

(b) what is the annual salary ?

3. Were they required to take the Civil Service Commission examinations ?

Answer by Mr. Russell:

1. Mr. Pierre Navarre: November 2nd 1966; Mrs. Hélène Navarre: November 14th 1966.

2. (a) Mr. Pierre Navarre: Administrative Attaché, Class I, Grade 4; Mrs. Hélène Navarre: Transferred to Municipal Affairs August 16th 1968—At that time Administrative Attaché, Class I, Grade 3.

(b) Mr. Pierre Navarre: \$13,110.00; Mrs. Hélène Navarre: \$12,375.00.

3. Following a request by the government to the Society of Graduate Architects of the French Government, Mr. and Mrs. Navarre were selected by a jury appointed for such purpose. The jury was composed of two representatives of the Government of Québec and a member of the Superior Council of the Order of Architects of France.

Question by Mr. Leduc (Taillon):

1. What are the names, given names and duties of the employees of the Department of Agriculture and Colonization who travelled outside Canada at the expense of the government of the province, between February 21st 1968 and March 16th 1969 ?

2. Respecting each trip:

(a) what is the date of departure and return to the country;

(b) what are the names of the countries and cities visited;

(c) what was the purpose of the visit;

(d) what was the cost of the travelling, hotel, representation and other expenses ?

Réponse par M. Vincent:

Answer by Mr. Vincent:

Ministère de l'Agriculture et de la Colonisation — Department of Agriculture and Colonization

Question no: 1 —		2 — A				B		C		D	
Nom Name	Prénoms Given Names	Attributions Position	Départ Departure	Retour Return	Pays et villes Countries and Towns		But Purpose			Coût Cost	
Sylvestre	Léon	Directeur général adjoint — Production et aménagement agricole	13/ 9/68	5/10/68	France — Orléans, Angers, Montpelier, Vanves et-ang Rennes		Voyage d'études re: réalisation des sociétés d'aménagement foncier rural			\$ 229.92	
Béland	Gabriel	Assistant Director — Agricultural Production and Development	6/ 7/68	21/ 7/68	U.S.A. — Lansing (Michigan)		To study achievements of rural land development firms				
Lemay	Dr Jean-Paul	Associate Director — Arda	26/ 7/68	30/ 7/68	France — Paris, Aigle, Nouzilly, Jouy en Josas, Vitry sur Seine		Voyage d'études — Study trip			916.77	
Guilbault	Jean	Professeur zootechnie — Université Laval — Professor of Zoology Laval University	6/10/68	12/10/68	France — Paris, Aigle, Nouzilly, Jouy en Josas, Vitry sur Seine		Étude insémination artificielle — Race ovine — To study artificial insemination for sheep			150.00	
Bissonnette	Lucien	Chief de division — Division Head	18/ 9/68	9/10/68	U.S.A. — Philadelphia, Harrisburg, Binghampton, Bainbridge		Congrès sur recherche sirop d'érable — Maple syrup research convention			166.82	
Hayes	Claude	Sous-ministre adjoint — Assistant Deputy-Minister	26/ 9/68	28/ 9/68	France — Paris, Dijon, Dieppe, Evreux, Rennes, Viersen, Morez, Lausanne, Avallon, Versailles		Conférence — Directeurs du Service de Vulgarisation — Conference — Community Service Directors			1,456.63 (o. c. d. e.)	
Laliberté	Fernand-H.	Agronome — Agronomist	26/ 9/68	28/ 9/68	U.S.A. — Philadelphia, Newton, Tunkhannock, Ithaca, Cortland		Achat d'un taureau — To purchase a bull			169.75	
Doyle	J.-André	Agronome — Agronomist	21/11/68	12/ 1/68	U.S.A. — Philadelphia, Newton, Tunkhannock, Ithaca, Cortland		Achat d'un taureau — To purchase a bull			44.70	
Varin	Adrien	Entomologiste — Entomologist	16/10/61	18/10/68	U.S.A. — Dallas, Texas		Réunion annuelle — Société entomologique — Annual meeting — Entomologists Society			183.13	
Roux	Céard	Agronome — Aviculture	11/11/68	15/11/68	U.S.A. — Walpole, N.H.		Journée avicole spéciale — Cie Hubbard Farms — Special avicultural day — Cie Hubbard Farms			45.00	
Forest	Bertrand	Entomologiste — Entomologist	2/ 1/68	11/ 1/68	U.S.A. — Ithaca, Syracuse		Conférence annuelle sur pesticides — Annual conference on pesticides			91.52	
Marcotte	Maurice	Directeur — Recherche et enseignement — Director — Research and Education	9/ 1/68	22/ 1/68	U.S.A. — Homestead		Épreuve pomme de terre semence élite — Elite potato seed stock testing			499.87	
Paré	Jean-Guy	Agronome — Agronomist	20/11/68	9/12/68	U.S.A. — Homestead		Épreuve pomme de terre semence élite — Elite potato seed stock testing			676.72	
		Mécanicien — Mechanic			U.S.A. — Homestead		Épreuve pomme de terre semence élite — Elite potato seed stock testing			356.14	

Question par M. Leduc (Taillon):

1. Existe-t-il, au ministère de l'Immigration, un service pour accueillir les immigrants aux diverses gares de Montréal et de Québec?

2. Le cas échéant, ce service opère-t-il seul ou conjointement avec celui du gouvernement fédéral?

3. Combien y a-t-il de fonctionnaires affectés au service provincial d'accueil:

- a) à Montréal;
- b) à Québec?

Réponse par M. Beaulieu:

1. À Montréal, à l'aérogare de Dorval, il existe un service permanent.

À Québec, à la gare maritime — un service saisonnier, à la saison de navigation, pour les gens qui arrivent par bateau.

2. Il existe deux services distincts, mais ils travaillent conjointement.

À leur arrivée, les immigrants sont accueillis par les hôtes du gouvernement fédéral et ceux qui ont l'intention de s'établir au Québec sont ensuite acheminés vers les hôtes du gouvernement provincial.

- 3. a) À Montréal R. 5;
- b) À Québec R. 1.

Question par M. Lacroix:

1. Quel montant total le ministère des Travaux publics a-t-il payé à OFFICE OVERLOAD COMPANY LIMITED, depuis le 16 juin 1966 jusqu'au 15 mars 1969?

2. Quels sont les nom, prénoms et fonctions des personnes qui travaillent à temps continu pour le ministère des Travaux publics et qui sont rémunérés par l'entremise de cette compagnie?

Réponse par M. Russell:

- 1. \$25,336.43.
- 2. Aucun.

Question by Mr. Leduc (Taillon):

1. Does the Department of Immigration have a service to receive immigrants at the various stations in Montreal and Québec?

2. If so, does such service operate alone or in conjunction with that of the federal government?

3. How many government employees are engaged in the provincial reception service:

- (a) at Montreal;
- (b) at Québec?

Answer by Mr. Beaulieu:

1. There is a permanent service at Dorval Airport, Montreal.

There is a seasonal service at Québec at the Wolfe's Cove Terminal during the navigation season, for people arriving by boat.

2. There are two distinct services, but they operate together. When they arrive, immigrants are met by federal government hostesses, and the ones intending to settle in Québec are then turned over to the provincial government hostesses.

- 3. (a) At Montreal R. 5;
- (b) at Québec: R. 1.

Question by Mr. Lacroix:

1. What total amount did the Department of Public Works pay to OFFICE OVERLOAD COMPANY LIMITED, from June 16th 1966 to March 15th 1969?

2. What are the names, given names and duties of the persons who are working full time for the Department of Public Works and who are remunerated through such company?

Answer by Mr. Russell:

- 1. \$25,336.43.
- 2. None.

Question par M. Picard (Olier):

1. À combien a-t-on évalué les dommages causés aux édifices du gouvernement, à Québec, lors de la manifestation des écoliers, le jeudi 5 décembre 1968?

2. Quel est le nombre total de gardiens, d'officiers de sécurité, d'agents de la Sûreté du Québec, etc. qui sont présentement affectés à la surveillance des locaux occupés par le gouvernement dans la Province?

3. Quel est le coût annuel de cette surveillance?

Réponse par M. Russell:

1. \$833.00.
2. 152.
3. \$676,400.00.

Question par M. Courcy:

1. Le ministère de l'Agriculture et Colonisation a-t-il fait exécuter des travaux dans le rang X, canton Coleraine et sur le chemin du Petit Lac St-François, dans le comté de Mégantic, depuis le 1er novembre 1968 jusqu'au 15 avril 1969 et, dans l'affirmative, d'autres ministères y ont-ils participé?

2. Si les travaux ont été exécutés à contrat, quels sont:

- a) les nom, prénoms et adresse des soumissionnaires;
- b) le montant de chaque soumission;
- c) les noms de l'entrepreneur choisi;
- d) le montant du contrat?

3. Si les travaux ont été exécutés en régie, quels sont:

- a) les nom, prénoms et adresse des locataires de la machinerie et de l'outillage, le détail de chaque location et le montant total payé à chacun;
- b) les nom, prénoms et adresse des fournisseurs, la nature des marchandises vendues et le montant total payé à chacun;

Question by Mr. Picard (Olier):

1. What was the valuation of the damages caused to the government buildings at Québec during the schoolchildren's demonstration on Thursday, December 5th 1968?

2. What is the total number of watchmen, security guards, Québec provincial policemen, etc., assigned at present to the surveillance of the buildings occupied by the government?

3. What is the annual cost of such surveillance?

Answer by Mr. Russell:

1. \$833.00.
2. 152.
3. \$676,400.00.

Question by Mr. Courcy:

1. Did the Department of Agriculture and Colonization have any work carried out in Range X, Coleraine Township and on Petit Lac St-François Road, in Mégantic County, from November 1st 1968 to April 15th 1969, and if so, were any other Departments involved?

2. If the work was carried out by contract:

- (a) what are the names, given names and addresses of the bidders;
- (b) what was the amount of each bid;
- (c) what was the name of the contractor selected;
- (d) what was the amount of the contract?

3. If the work was carried out under government supervision:

- (a) what are the names, given names and addresses of the lessors of the machinery and equipment;
- (b) what are the names, given names and addresses of the suppliers, the nature of the merchandise sold and the amount paid to each one;

c) les nom, prénoms et adresse des ouvriers et autres employés, de même que le montant total payé à chacun ?

4. Quelle est la quantité totale de gravier qui a été acheté pour ces travaux ?

5. Ce gravier a-t-il été utilisé en entier aux endroits prévus ?

Réponse par M. Vincent:

1. Nil.
2. Nil.
3. Aucun travail par contrat ou en régie.
4. Nil.
5. Nil.

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante par M. Lacroix:

1. Quel montant total le ministère des Travaux publics a-t-il payé en honoraires à des architectes, ingénieurs professionnels et autres personnes, depuis le 26 octobre 1968 jusqu'au 28 février 1969 ?

2. Quels sont les nom, prénoms et adresse de ces personnes ainsi que le montant payé à chacune ?

3. À quel projet chaque dépense s'applique-t-elle ?

Sur la motion de M. Paul, il est—

Ordonné qu'il soit produit et déposé sur le bureau de la chambre un document contenant les informations demandées.

M. Russell dépose sur le bureau de la chambre ledit document.

(Document de la session no 103.)

Sur la motion de M. Lesage:

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de la chambre:

Copie de tout bail passé par le gouvernement ou par l'un de ses organismes, offices, régies ou commissions, depuis le 1er

(c) what are the names, given names and addresses of the workmen and other employees, and what total amount was paid to each one ?

4. What was the total quantity of gravel purchased for such work ?

5. Was such gravel completely used at the places provided ?

Answer by Mr. Vincent:

1. Nil.
2. Nil.
3. No work was done on contract or under government supervision.
4. Nil.
5. Nil.

The Order of the Day being called for the consideration by the House of a question by Mr. Lacroix:

1. What total amount was paid in fees by the Department of Public Works to architects, professional engineers and other persons, from October 26th 1968 to February 28th 1969 ?

2. What are the names, given names and addresses of such persons as well as the amount paid to each one ?

3. To what project does each expenditure apply ?

On motion of Mr. Paul,—

Ordered, That there be tabled a document covering the information requested.

Mr. Russell tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 103.)

On motion of Mr. Lesage:

Ordered, That there be laid before the House:

A copy of all leases signed by the government or any of its organizations, bureaux, boards or commissions, from

janvier 1968 jusqu'à date, concernant la location de locaux dans la Cité de Sainte-Foy.

M. Russell dépose sur le bureau de la chambre ledit document.

(Document de la session no 104.)

Sur la motion de M. Brown:

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de la chambre:

Copie de toute correspondance, télégramme, rapport et autres documents échangés, depuis le 1er janvier 1967 jusqu'au 15 mars 1969, entre M. Peter G. White, de Knowlton, comté de Brome, et les ministères suivants ainsi que tous les offices, régies et commissions relevant de leur autorité:

- a) Affaires culturelles;
- b) Agriculture et Colonisation;
- c) Conseil exécutif;
- d) Famille et Bien-Être social;
- e) Richesses naturelles;
- f) Tourisme, Chasse et Pêche;
- g) Travaux publics;
- h) Voirie.

M. Vincent dépose sur le bureau de la chambre ledit document.

(Document de la session no 105.)

Sur la motion de M. Goldbloom:

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de la chambre:

Copies de toute correspondance, mémoires, rapports et autres documents échangés, depuis le 16 juin 1966 jusqu'à ce jour, entre le gouvernement, aucun de ses membres ou fonctionnaires d'une part et MM. Maurice Légaré, architecte, André Tessier, architecte ou toutes autres personnes d'autre part, concernant une réclamation présentée par M. Légaré subséquentement à l'annulation, pour des motifs de droit et principalement dans l'intérêt public, d'une entente intervenue le 29 octobre 1959

January 1st 1968 to date, concerning the renting of premises in the City of St. Foy.

Mr. Russell tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 104.)

On motion of Mr. Brown:

Ordered, That there be laid before the House:

1. A copy of all correspondence, telegrams, reports and other papers exchanged, from January 1st 1967 to March 1st 1969, by Mr. Peter G. White of Knowlton, Brome County, and the following Departments as well as all the bureaux, boards and commissions under their jurisdiction:

- (a) Cultural Affairs;
- (b) Agriculture and Colonization;
- (c) Executive Council;
- (d) Family and Social Welfare;
- (e) Natural Resources;
- (f) Tourism, Fish and Game;
- (g) Public Works;
- (h) Roads.

Mr. Vincent tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 105.)

On motion of Mr. Goldbloom:

Ordered, That there be laid before the House:

A copy of all correspondence, briefs, reports and other papers exchanged, from June 16th 1966 to date, by the government or any of its members or employees, and Messrs. Maurice Légaré, Architect, André Tessier, Architect, or any other persons, respecting a claim submitted by Mr. Légaré following the cancellation, for legal causes and principally in the public interest, of an agreement made on October 29th 1959, between him and the Minister of Health, to turn the former Ste-Justine

entre lui et le ministre de la Santé, pour la transformation de l'ancien hôpital Ste-Justine en un Centre de diagnostics.

M. Russell dépose sur le bureau de la chambre ledit document.

(*Document de la session no 106.*)

À l'appel de l'étude de la motion de M. Lévesque (Laurier), qui apparaît à l'item 119 du feuillet de ce jour, ce dernier étant absent, cette motion perd son rang.

M. Lévesque (Bonaventure) propose, secondé par M. Arsenault:

Que cette chambre prie le gouvernement d'étudier la possibilité de créer une commission spéciale composée de quinze membres en vue de suivre la mise en application du Plan de développement de la région du Bas St-Laurent, de la Gaspésie et des Iles-de-la-Madeleine.

Que cette commission spéciale soit autorisée à faire les études et consultations nécessaires, entendre les personnes et corps intéressés, obtenir les communications de pièces ou dossiers, assigner des témoins et siéger même les jours où la chambre ne tient pas de séance, et aussi pendant que la chambre est en séance.

Et un débat s'élève.

Sur la motion de M. Courcy, secondé par M. Harvey, il est—

Ordonné que le débat soit ajourné.

Et, alors, la chambre s'ajourne.

Hospital into a Diagnostics Centre.

Mr. Russell tabled the said document.

(*Sessional Papers, No. 106.*)

On Orders of the Day being read for the consideration of the motion by Mr. Lévesque (Laurier), which appears at Item 119 of the Agenda Paper for today, and the latter being absent, such motion loses its rank.

Mr. Lévesque (Bonaventure) moved, seconded by Mr. Arsenault:

That this House prays the government to examine the possibility of appointing a special committee composed of fifteen members with a view to following up the application of the Lower St. Lawrence, Gaspé Peninsula and Magdalen Islands Region Development Plan.

That such special committee be authorized to carry out the necessary studies and consultations, hear the interested persons and bodies, obtain the production of all papers and records, summon witnesses and sit even on days when the House is not sitting, and also whilst the House is sitting.

And a debate arising thereon.

On motion of Mr. Courcy, seconded by Mr. Harvey,—

Ordered, That the debate be adjourned.

And then the House adjourned.

N° 25

**JEUDI,
24 avril 1969**

Trois heures de l'après-midi.

Prière.

M. Bernatchez propose, secondé par M. Lavoie (Wolfe):

Que les articles 615 et 616 du règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de Marcien Émond et autre, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation professionnelle sous le nom de la corporation des Secrétaires municipaux et scolaires du Québec, Inc., siège social à Ste-Lucie, comté de Terrebonne et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

La motion est adoptée, en conséquence, ladite pétition est présentée, lue et reçue.

M. Paul propose:

Que le nom de M. Gardner soit substitué à celui de M. Proulx sur la liste des membres de la commission de l'Éducation.

La motion est adoptée.

Sur la motion de M. Bertrand, il est—

Ordonné que M. Bertrand ait la permission de présenter le bill no 20, intitulé: « Loi modifiant la Loi des tribunaux judiciaires ».

En conséquence, il présente ce bill qui est lu la première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

**THURSDAY,
April 24th 1969**

Three o'clock, P.M.

Prayers.

Mr. Bernatchez moved, seconded by Mr. Lavoie (Wolfe):

That articles 615 and 616 of the Rules be suspended and that he be permitted to present the petition from Marcien Émond and another, praying for an Act to incorporate them into a professional corporation under the name of the Corporation of Municipal and School Secretaries of Québec, Inc., Head Office at Ste-Lucie, Terrebonne County, and that this petition be now presented, read and received.

The motion was adopted, accordingly, the said petition was presented, read and received.

Mr. Paul moved:

That the name of Mr. Proulx be replaced by that of Mr. Gardner on the list of members of the Committee on Education.

The motion was adopted.

On motion of Mr. Bertrand,—

Ordered, That Mr. Bertrand have leave to bring in bill No. 20, intituled: "An Act to amend the Courts of Justice Act".

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

Sur la motion de M. Bertrand, il est—

Ordonné que M. Bertrand ait la permission de présenter le bill no 19, intitulé: « Loi modifiant le Code de procédure civile ».

En conséquence, il présente ce bill qui est lu la première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Bertrand, il est—

Ordonné que M. Bertrand ait la permission de présenter le bill no 21, intitulé: « Loi modifiant la Loi de police ».

En conséquence, il présente ce bill qui est lu la première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

On motion of Mr. Bertrand,—

Ordered, That Mr. Bertrand have leave to bring in bill No. 19, intituled: "An Act to amend the Code of Civil Procedure".

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

On motion of Mr. Bertrand,—

Ordered, That Mr. Bertrand have leave to bring in bill No. 21, intituled: "An Act to amend the Police Act".

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 106, intitulé: « Loi constituant en corporation Les Frères des Écoles Chrétiennes de Longueuil ».

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à la Commission des bills privés et des bills publics.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 107, intitulé: « Loi constituant en corporation Les Frères des Écoles Chrétiennes de Montréal ».

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à la Commission des bills privés et des bills publics.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 111, intitulé: « Loi modifiant la Loi de la corporation des horlogers-bijoutiers de la province de Québec ».

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à la Commission des bills privés et des bills publics.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 248, intitulé: « Loi con-

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 106, intituled: "An Act to incorporate Les Frères des Écoles Chrétiennes de Longueuil".

The bill was accordingly read the second time, and referred to the Committee on Private Bills and Public Bills.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 107, intituled: "An Act to incorporate Les Frères des Écoles Chrétiennes de Montréal".

The bill was accordingly read the second time, and referred to the Committee on Private Bills and Public Bills.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 111, intituled: "An Act to amend the Corporation of watch-makers and jewellers of the Province of Québec Act".

The bill was accordingly read the second time, and referred to the Committee on Private Bills and Public Bills.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 248, inti-

cernant la succession de Benny Sadovnik ».

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à la Commission des bills privés et des bills publics.

M. Tremblay (Chicoutimi) dépose sur le bureau de la chambre le document suivant:

Rapport des Archives du Québec pour l'année 1968.

(Document de la session no 107.)

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill no 8, intitulé: « Loi modifiant le Code civil ».

M. Bertrand propose que l'ordre qui vient d'être lu soit révoqué, et que ledit bill soit de nouveau renvoyé au comité plénier.

La motion est adoptée.

Le bill est, en conséquence, renvoyé à un comité plénier de la chambre, pour étude au cours de la présente séance.

Résolu que cette chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. le président ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

tuled: "An Act respecting the estate of Benny Sadovnik".

The bill was accordingly read the second time, and referred to the Committee on Private Bills and Public Bills.

Mr. Tremblay (Chicoutimi) tabled the following document:

Report of the Archives of Québec for 1968.

(Sessional Papers, No. 107.)

The Order of the Day being read for the third reading of bill No. 8, intituled: "An Act to amend the Civil Code".

Mr. Bertrand moved that the Order be discharged, and that the said bill be again referred to the Committee of the Whole.

The motion was adopted.

The bill was accordingly committed for consideration during the present sitting.

Resolved, That this House do immediately resolve itself into a Committee of the Whole House for the consideration of the bill.

The House accordingly resolved itself into the said Committee; and after some time spent therein, Mr. President resumed the Chair; and the Chairman reported, that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, with an amendment.

The bill as amended was read and agreed to.

Ordered, that the bill be now read the third time.

The bill was accordingly read the third time.

L'ordre du jour appelle la chambre à se former de nouveau en comité des subsides.

M. Dozois propose que M. le président quitte maintenant le fauteuil et que la chambre se forme de nouveau en comité des subsides et la motion est adoptée.

En conséquence, la chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cent dix-sept mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Direction générale de la planification (Richesses naturelles) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

2. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois millions sept cent vingt mille huit cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Direction générale du Nouveau-Québec (Richesses naturelles) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

3. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre cent onze mille six cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Entrepôt et équipement (Richesses naturelles) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

4. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent vingt mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Bourses d'études (Richesses naturelles) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

5. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Travaux dans les villages mi-

The Order of the Day being read for the House again in Committee of Supply.

Mr. Dozois moved, and the Question being put, that Mr. President do now leave the Chair, it was resolved in the Affirmative. The House accordingly resolved itself into the said Committee.

(IN THE COMMITTEE)

1. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of two hundred seventeen thousand dollars, necessary to defray the item, "Planning Branch (Natural Resources)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

2. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of three million seven hundred twenty thousand eight hundred dollars, necessary to defray the item, "New Québec Branch (Natural Resources)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

3. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of four hundred eleven thousand six hundred dollars, necessary to defray the item, "Warehouse and equipment (Natural Resources)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

4. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of one hundred twenty thousand dollars, necessary to defray the item, "Scholarships (Natural Resources)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

5. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of twenty-five thousand dollars, necessary to defray the item, "Work in mining villages (Natural Resources)", of

niers (Richesses naturelles) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

6. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Postes mobiles de sauvetage (Richesses naturelles) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

7. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de seize mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Indemnités aux accidentés ou leurs dépendants et soins médicaux (Richesses naturelles) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

8. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trente-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Contribution: Conseil canadien des ministres des ressources (Richesses naturelles) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

9. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de treize mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Dépenses diverses ou imprévues (Richesses naturelles) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

10. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de six cent quatre-vingt-six mille six cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Régie de l'électricité et du gaz (Richesses naturelles) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

11. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux millions quatre cent cinq mille neuf cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Achat, construction et transformation

the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

6. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of one thousand dollars, necessary to defray the item, "Mobile rescue stations (Natural Resources)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

7. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of sixteen thousand dollars, necessary to defray the item, "Indemnities to injured persons or their dependents and medical care (Natural Resources)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

8. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of thirty-five thousand dollars, necessary to defray the item, "Contribution: Canadian Council of Resources Ministers (Natural Resources)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

9. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of thirteen thousand dollars, necessary to defray the item, "Miscellaneous or unforeseen expenses (Natural Resources)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

10. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of six hundred eighty-six thousand six hundred dollars, necessary to defray the item, "Electricity and Gas Board (Natural Resources)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

11. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of two million four hundred five thousand nine hundred dollars, necessary to defray the item, "Purchase, construction and alteration of immovables; con-

d'immeubles; construction et réfection de chemins, de ponts et de barrages (Richesses naturelles) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

Résolutions à rapporter.

M. le président prend de nouveau place au fauteuil et M. le président du comité fait rapport que ce comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Résolu qu'à sa prochaine séance la chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Du consentement unanime de la chambre, et sur la motion de M. Paul, il est—

Résolu que, lorsque cette chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à demain, à dix heures et demie du matin.

Et, alors, la chambre s'ajourne.

struction and reconstruction of roads, bridges and dams (Natural Resources)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

Resolutions to be reported.

Mr. President resumed the Chair; and the Chairman reported, that the Committee had come to several resolutions.

The Chairman also acquainted the House, that he was directed to move, that the Committee may have leave to sit again.

The resolutions were read and agreed to.

Resolved, That this House will, at its next sitting, again resolve itself into the said Committee.

With the unanimous consent of the House, and on motion of Mr. Paul,—

Resolved, That when this House adjourns today, it do stand adjourned until tomorrow at ten-thirty o'clock, A.M.

And then the House adjourned.

**VENDREDI,
25 avril 1969**

Dix heures et demie du matin.

Prière.

M. Lesage propose, secondé par M. Binette:

Que les noms de MM. Fortier et Tetley soient substitués à ceux de MM. Gérin-Lajoie et Pearson sur la liste des membres de la commission de l'Éducation.

La motion est adoptée.

L'ordre du jour appelle la chambre à se former de nouveau en comité des subsides.

M. Dozois propose que M. le président quitte maintenant le fauteuil et que la chambre se forme de nouveau en comité des subsides et la motion est adoptée.

En conséquence, la chambre se forme de nouveau en comité des subsides et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. le président ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas fini de délibérer et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Sur la motion de M. Paul, il est—

Résolu que, lorsque cette chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à mardi prochain, à trois heures de l'après-midi.

Et, alors, la chambre s'ajourne.

**FRIDAY,
April 25th 1969**

Ten-thirty o'clock, A.M.

Prayers.

Mr. Lesage moved, seconded by Mr. Binette:

That the names of Messrs. Gérin-Lajoie and Pearson be replaced by those of Messrs. Fortier and Tetley on the list of members of the Committee on Education.

The motion was adopted.

The Order of the Day being read for the House again in Committee of Supply.

Mr. Dozois moved, and the Question being put, that Mr. President do now leave the Chair, it was resolved in the Affirmative. The House accordingly resolved itself into the said Committee, and after some time spent therein, Mr. President resumed the Chair; and the Chairman reported, that the committee had made some progress, and directed him to move for leave to sit again.

Resolved, That this House will, at its next sitting, again resolve itself into the said Committee.

On motion of Mr. Paul,—

Resolved, That when this House adjourns today, it do stand adjourned until Tuesday next, at three o'clock, P.M.

And then the House adjourned.

**MARDI,
29 avril 1969**

Trois heures de l'après-midi.

Prière.

M. le président s'exprime comme suit :
J'ai l'honneur d'informer la chambre
que j'ai reçu la notification suivante :

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Ministère des institutions financières,
compagnies et coopératives

Cabinet du ministre

Québec, le 29 avril 1969.

Honorable Gérard LeBel,
Président,
Assemblée nationale du Québec,
Hôtel du Gouvernement,
Québec.

Monsieur le président,

Je soussigné Paul Yves Gabyas, avocat,
député du district électoral des Trois-
Rivières, entend donner et donne, par les
présentes, ma démission comme député
dudit district électoral à compter d'immé-
diatement.

Trois-Rivières, le 29 avril 1969.

(Signé) YVES GABIAS,
Député du district électoral
des Trois-Rivières.

(Signé) JEAN-JACQUES BERTRAND,
Député du district électoral
de Missisquoi.

(Signé) MAURICE BELLEMARE,
Député du district électoral
de Champlain.

**TUESDAY,
April 29th 1969**

Three o'clock, P.M.

Prayers.

Mr. President spoke as follows:
I have the honour to inform the House
that I have received the following notice:

GOVERNMENT OF QUÉBEC

Department of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives

Office of the Minister

Québec, April 29th 1969.

Honourable Gérard LeBel,
President,
National Assembly of Québec,
Government Buildings,
Québec.

Mr. President,

I, the undersigned, Paul Yves Gabyas,
advocate, Member for the electoral dis-
trict of Three Rivers, intend to submit,
and do hereby submit, my resignation as
Member for the above-mentioned electoral
district, effective immediately.

Trois-Rivières, April 29th 1969.

(Signed) YVES GABIAS,
Member for the Electoral District
of Three Rivers.

(Signed) JEAN-JACQUES BERTRAND,
Member for the electoral district
of Missisquoi.

(Signed) MAURICE BELLEMARE,
Member for the electoral district
of Champlain.

M. Paul propose:

Que le nom de M. Proulx soit substitué à celui de M. Gardner sur la liste des membres de la commission de l'Éducation.

La motion est adoptée.

Mr. Paul moved:

That the name of Mr. Gardner be replaced by that of Mr. Proulx on the list of members of the Committee on Education.

The motion was adopted.

M. Laporte propose, secondé par M. Binette:

Que les noms de MM. Goldbloom et Houde soient substitués à ceux de MM. Fortier et LeChasseur sur la liste des membres de la commission de l'Éducation.

La motion est adoptée.

Mr. Laporte moved, seconded by Mr. Binette:

That the names of Messrs. Fortier and LeChasseur be replaced by those of Messrs. Goldbloom and Houde on the list of members of the Committee on Education.

The motion was adopted.

Conformément à l'ordre du jour, la chambre se forme de nouveau en comité plénier pour la prise en considération du bill no 13, intitulé: « Loi modifiant la Loi des cités et villes », et siège ainsi durant quelque temps; puis M. le président ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas fini de délibérer et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la présente séance.

The House, according to Order, again resolved itself into a Committee of the Whole House to consider bill No. 13, intituled: "An Act to amend the Cities and Towns Act", and after some time spent therein, Mr. President resumed the Chair; and the Chairman reported, that the committee had made some progress, and directed him to move for leave to sit again.

Ordered, That the Committee have leave to sit again at the present sitting.

Conformément à l'ordre du jour, la chambre se forme de nouveau en comité plénier pour la prise en considération du bill no 14, intitulé: « Loi modifiant le Code municipal », siège ainsi durant quelque temps; puis, M. le président ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas fini de délibérer et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la présente séance.

The House, according to Order, again resolved itself into a Committee of the Whole House to consider bill No. 14, intituled: "An Act to amend the Municipal Code", and after some time spent therein, Mr. President resumed the Chair; and the Chairman reported, that the committee had made some progress, and directed him to move for leave to sit again.

Ordered, That the Committee have leave to sit again at the present sitting.

L'ordre du jour appelle la chambre à se former de nouveau en comité plénier pour la prise en considération du bill no 13, intitulé: « Loi modifiant la Loi des cités et villes ».

M. Lussier propose que l'ordre qui vient d'être lu soit révoqué, et que ledit bill soit renvoyé pour étude à la commission des Affaires municipales.

La motion est adoptée.

Le bill est, en conséquence, renvoyé à la commission des Affaires municipales.

L'ordre du jour appelle la chambre à se former de nouveau en comité plénier pour la prise en considération du bill no 14, intitulé: « Loi modifiant le Code municipal ».

M. Lussier propose que l'ordre qui vient d'être lu soit révoqué, et que ledit bill soit renvoyé pour étude à la commission des Affaires municipales.

La motion est adoptée.

Le bill est, en conséquence, renvoyé à la commission des Affaires municipales.

The Order of the Day being read for the House to resolve itself again into a Committee of the Whole House to consider bill No. 13, intituled: "An Act to amend the Cities and Towns Act".

Mr. Lussier moved that the Order be discharged, and that the said bill be referred to the Committee on Municipal Affairs for examination.

The motion was adopted.

The bill was accordingly referred to the Committee on Municipal Affairs.

The Order of the Day being read for the House to resolve itself again into a Committee of the Whole House to consider bill No. 14, intituled: "An Act to amend the Municipal Code".

Mr. Lussier moved that the Order be discharged, and that the said bill be referred to the Committee on Municipal Affairs for examination.

The motion was adopted.

The bill was accordingly referred to the Committee on Municipal Affairs.

L'ordre du jour appelle la chambre à se former de nouveau en comité des subsides.

M. Dozois propose que M. le président quitte maintenant le fauteuil et que la chambre se forme de nouveau en comité des subsides et la motion est adoptée.

En conséquence, la chambre se forme de nouveau en comité des subsides et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas fini de délibérer et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

The Order of the Day being read for the House again in Committee of Supply.

Mr. Dozois moved, and the Question being put, that Mr. President do now leave the Chair, it was resolved in the Affirmative. The House accordingly resolved itself into the said Committee, and after some time spent therein, Mr. Speaker resumed the Chair; and the Chairman reported, that the committee had made some progress, and directed him to move for leave to sit again.

Resolved, That this House will, at its next sitting, again resolve itself into the said Committee.

L'ordre du jour appelle la chambre à se former de nouveau en comité des voies et moyens.

M. Dozois propose que M. le président quitte maintenant le fauteuil.

Et la motion étant mise en délibération, un débat s'élève.

Au cours de son exposé, M. Dozois dépose sur le bureau de la chambre le document suivant:

Copie d'un arrêté en conseil, en date du 15 novembre 1967, concernant la signature d'un accord entre le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec au sujet des immobilisations pour la formation technique et professionnelle.

(Document de la session no 108.)

Sur la motion de M. Bourassa, secondé par M. Blank, il est—

Ordonné que le débat soit ajourné.

Sur la motion de M. Paul, il est—

Résolu, que la chambre s'ajourne maintenant.

Et, alors, la chambre s'ajourne.

The Order of the Day being read for the House again in Committee of Ways and Means.

Mr. Dozois moved, and the Question being proposed, that Mr. President do now leave the Chair.

And a debate arising thereon.

During his address, Mr. Dozois tabled the following document:

Copy of an Order in Council, dated November 15th 1967, concerning the signing of an agreement between the Government of Canada and the Government of Québec respecting capital expenditures for technical and vocational training.

(Sessional Papers, No. 108.)

On motion of Mr. Bourassa, seconded by Mr. Blank,—

Ordered, That the debate be adjourned.

On motion of Mr. Paul,—

Resolved, That the House doth now be adjourned.

And then the House adjourned.

N° 28

**MERCREDI,
30 avril 1969**

Trois heures de l'après-midi.

Prière.

M. Demers, président *pro tempore* de la commission de l'Assemblée nationale, présente le quatrième rapport de cette commission ainsi qu'il suit:

Votre commission est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans le cas ci-après:

De la ville de Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

Le rapport est lu et reçu.

M. Paul propose:

Que le nom de M. Gardner soit substitué à celui de M. Morin sur la liste des membres de la commission de l'Éducation.

La motion est adoptée.

M. Paul propose:

Qu'un comité spécial de neuf membres soit institué avec pouvoirs d'entendre des témoins et de siéger après la prorogation pour faire un examen du problème de la liberté de la presse, des faits qui peuvent la mettre en danger, et d'examiner si les lois de la province en assurent la protection.

Que ledit comité fasse rapport à la chambre au cours de la présente session.

**WEDNESDAY,
April 30th 1969**

Three o'clock, P.M.

Prayers.

Mr. Demers, Chairman *pro tempore* of the Committee on the National Assembly, presented to the House the fourth report of the said Committee as follows:

Your Committee find that the petition and notice are regular and sufficient and the bill regular and in conformity with the petition and notice in the following case:

Of the city of Québec, praying for an Act to amend its charter.

The report was read and received.

Mr. Paul moved:

That the name of Mr. Morin be replaced by that of Mr. Gardner on the list of members of the Committee on Education.

The motion was adopted.

Mr. Paul moved:

That a special committee of nine members be appointed, with power to hear witnesses and to sit after the prorogation, to examine the problem of the freedom of the press, the things which can endanger it, and to consider if the laws of the province ensure the protection thereof.

That the said committee do submit a report to the House during the present session.

Que MM. Bertrand, Bourassa, Cardinal, Cloutier, Laporte, Lesage, Maltais (Limoilou), Michaud et Sauvageau forment ledit comité.

Président: M. Cloutier.

La motion est adoptée.

That Messrs. Bertrand, Bourassa, Cardinal, Cloutier, Laporte, Lesage, Maltais (Limoilou), Michaud and Sauvageau do compose the said special committee.

Chairman: Mr. Cloutier.

The motion was adopted.

M. Paul propose:

Qu'une commission spéciale composée de 12 membres soit instituée avec mission de continuer le travail initié par le comité spécial concernant l'étude d'un projet de loi intitulé: « Loi concernant la copropriété des immeubles ». (bill 29)

Que tous les mémoires, notes et rapports présentés ou soumis au comité lui soient remis.

Que cette commission soit autorisée à siéger pendant que la chambre est en séance et les jours où la chambre ne tient pas de séance avec pouvoirs d'entendre des témoins et d'envoyer chercher les personnes, les pièces et les dossiers dont elle aura besoin.

Que cette commission fasse rapport à la chambre au cours de la présente session.

Que MM. Beaulieu, Bergeron, Binette, Fréchette, Laporte, Lavoie (Laval), Loubier, Maltais (Limoilou), Paul, Tessier, Tetley et Théorêt forment ladite commission spéciale.

La motion est adoptée.

Mr. Paul moved:

That a Special Committee of 12 members be appointed to continue the work begun by the special Committee respecting the examination of the bill intituled: "An Act respecting the Co-ownership of Immoveables". (bill 29)

That all briefs, notes and reports submitted to the first Committee be turned over to the new Committee.

That such Committee be authorized to sit whilst the House is sitting and on days when the House is not sitting with power to hear witnesses and to require the attendance of any persons and the production of any papers or records deemed necessary.

That the said Committee do submit a report to the House during the present session.

That Messrs. Beaulieu, Bergeron, Binette, Fréchette, Laporte, Lavoie (Laval), Loubier, Maltais (Limoilou), Paul, Tessier, Tetley and Théorêt do compose the said Special Committee.

The motion was adopted.

Ordonné que M. Beaupré ait la permission de présenter le bill no 113, intitulé: « Loi modifiant la charte de la Ville de Québec ».

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordered, That Mr. Beaupré have leave to bring in bill No. 113, intituled: "An Act to amend the charter of the City of Québec".

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

Les documents suivants sont déposés sur le bureau de la chambre:

The following documents were tabled:

Par M. Bertrand:

Copie d'un rapport d'enquête, en date du 19 avril 1969, adressé à l'honorable Maurice Bellemare, ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre, par M. Jean-Louis Lefebvre, président de la Commission du salaire minimum, concernant les congédiements des contremaîtres et ouvriers canadiens français à Matagami, Lake Mines Ltd., Matagami, Abitibi-est.

(Document de la session no 109.)

By Mr. Bertrand:

Copy of a report of inquiry, dated April 19th 1969, forwarded to the Honourable Maurice Bellemare, Minister of Labour and Manpower, by Mr. Jean-Louis Lefebvre, President of the Minimum Wage Commission, respecting the dismissal of French Canadian foremen and workmen at Matagami, Lake Mines Ltd. Matagami, Abitibi East.

(Sessional Papers, No. 109.)

Par M. Cardinal:

Rapport annuel du ministère de l'Éducation pour l'exercice 1967/68.

(Document de la session no 110.)

By Mr. Cardinal:

Annual report of the Department of Education for the fiscal year 1967/68.

(Sessional Papers, No. 110.)

Question par M. Pinard:

1. Quels sont les nom, prénoms et adresse des entrepreneurs qui ont répondu aux appels d'offres publiés le 14 novembre 1968 pour la construction d'un pont sur la rivière Yamaska, dans la paroisse de St-Hugues, comté de Bagot?

2. Quel est le montant de chaque soumission?

3. À qui le contrat a-t-il été accordé, à quelle date et pour quel montant?

4. Quand les travaux doivent-ils commencer?

Question by Mr. Pinard:

1. What are the names, given names and addresses of the contractors who submitted bids following the call for tenders published on November 14th 1968, for the construction of a bridge over the Yamaska River, in the parish of St-Hugues, Bagot County?

2. What was the amount of each bid?

3. To whom was the contract awarded, on what date and in what amount?

4. When is the work supposed to be started?

Réponse par M. Lafontaine:

1 et 2.

Answer by Mr. Lafontaine:

1 and 2.

Noms Names	Adresses Addresses	Montant de la soumission Amount of bid
Grandmont & Fils, Ltée	480, rue St-Jean-St-John Street Drummondville	\$398,773.24
Beau-Val, Inc.	1150, Boul. Marie-Victorin Blvd Cité de-City of Laflèche	402,908.19
Pavages Maska, Inc.	St-Dominique Comté de Bagot County	413,918.77

A. Sicotte & Fils, Ltée	1650, Boul. Marie-Victorin Blvd Cité de-City of Lafèche	427,229.39
Marcel Champoux	L'Épiphanie Comté de L'Assomption County	431,222.26
Mégantic Construction (1966), Inc.	2505, est-east, rue Sherbrooke Street Montréal	434,416.00
Alta Construction (1964), Ltée	700, boulevard Ste-Croix Blvd Montréal	439,021.82
Désourdy Construction, Ltée	3350, boul. Laurier Blvd Cité de- City of Lafèche	447,616.30
Sud, Limitée	1160, avenue Belvédère Avenue Québec	474,736.76
La Cie de Pavage LaSalle, Ltée	Victoriaville	483,685.34
Les Entreprises Ménard, Ltée	16, rue Langlois Street, Granby	483,802.80
Développement Lac Mégantic, Ltée	Case postale-Post Box 233 Lac Mégantic	489,827.30
Sogela, Inc.	3577, rue Souvenir Street, Laval Cité de-City of Laval	505,510.05
W.D. Laflamme, Ltée	185, rue Ritcher Street, Hull	553,358.11
3. Grandmont & Fils, Ltée, le 24 jan- vier 1969, pour un montant de \$398,773.24.	3. Grandmont & Fils, Ltée, January 24th 1969, for the amount of \$398,773.24.	
4. Les travaux ont été entrepris le 27 janvier 1969.	4. The work was undertaken on Janu- ary 27th 1969.	

Question par M. Pinard:

Suivant le document no 115 qui a été déposé en chambre le 5 juin 1968 au sujet des contrats qui ont été accordés en 1967/68, par le ministère de la Voirie, pour la construction et l'amélioration de routes dans le comté de Drummond, il apparaît que certains montants dépensés ont excédé le montant de la soumission ayant servi de base l'attribution du contrat.

Quelle est l'explication dans chacun des cas suivants dont l'entrepreneur choisi fut la compagnie « Modern Paving & Construction Limited » :

- a) soumission: \$69,360.65
montant dépensé: \$75,243.88
re: amélioration d'un chemin d'accès dans les municipalités de Wendover et Simpson;
- b) soumission: \$15,263.60
montant dépensé: \$16,066.12
re: revêtement bitumineux sur le

Question by Mr. Pinard:

According to Sessional Papers, No. 115, which was tabled in the House on June 5th 1968 respecting the contracts awarded by the Department of Roads in 1967/68, for the construction and improvement of roads in Drummond County, it appears that certain amounts spent exceeded the amount of the bid which served as a basis for the granting of the contract.

What is the explanation in each of the following cases in which the contractor chosen was the firm of "Modern Paving and Construction Limited":

- (a) tender: \$69,360.65
amount spent: \$75,243.88
re: improvement of an access road in the municipalities of Wendover and Simpson;
- (b) tender: \$15,263.60
amount spent: \$16,066.12
re: asphalt paving on Hemming

chemin Hemming Falls;

c) soumission: \$13,275.23
montant dépensé: \$14,623.83
re: revêtement bitumineux sur divers chemins;

d) soumission: \$15,636.10
montant dépensé: \$17,529.65
re: revêtement bitumineux sur le chemin Kingsey Falls, canton Kingsey?

Falls Road;

(c) tender: \$13,275.23
amount spent: \$14,623.83
re: asphalt paving on various roads;

(d) tender: \$15,636.10
amount spent: \$17,529.65
re: asphalt paving on Kingsey Falls Road, Kingsey Township?

Réponse par M. Lafontaine:

a) Lors de l'exécution de ce contrat, il fut décidé de prolonger une section de chemin afin d'exploiter l'ancien camp de camping Hétu que le ministère de la Voirie a acquis par voie d'expropriation. Cet excédent de \$5,883.23 a été nécessité pour l'amélioration et le gravelage de cette section additionnelle.

b) D'après l'estimation finale des travaux en date du 18 juillet 1968, les dépenses s'élevaient à \$15,036.11. Un montant de \$2,878.00 a été payé à une compagnie de pétrole pour le ciment asphaltique fourni par le ministère de la Voirie.

c) L'estimation finale du 7 août 1967 s'élevait à \$13,429.80. Un excédent des dépenses de \$154.26 a été nécessité pour l'application de 25 tonnes additionnelles de béton bitumineux pour la correction du profil final de la route. Un montant de \$2,537 a été payé pour l'achat de ciment asphaltique fourni par le ministère de la Voirie.

d) L'estimation finale du 17 octobre 1967 s'élevait à \$16,060.45. Un excédent des dépenses de \$424.35 a été nécessité pour l'application de 69 tonnes additionnelles d'asphalte pour la correction du profil final de la route. Un montant de \$3,660.00 a été payé pour l'achat du ciment asphaltique payé par le ministère de la Voirie.

Answer by Mr. Lafontaine:

(a) When the contract was carried out, it was decided to lengthen a section of road in order to develop the former Hétu camping ground that the Department of Roads had acquired through expropriation. The excess of \$5,883.23 was necessitated by the improvement and laying of gravel on the additional section.

(b) According to the final estimate of the work on July 18th 1968, the expenditures amounted to \$15,036.11. An amount of \$2,878.00 was paid to an oil company for the asphalt provided by the Department of Roads.

(c) The final estimate on August 7th 1967 amounted to \$13,429.80. An additional expenditure of \$154.26 was required for the application of 25 additional tons of asphalt to correct the final contour of the road. An amount of \$2,537.00 was paid for the asphalt provided by the Department of Roads.

(d) The final estimate on October 17th 1967 amounted to \$16,060.45. An additional expenditure of \$424.35 was required for the application of an additional 69 tons of asphalt to correct the final contour of the road. An amount of \$3,660.00 was paid for the purchase of asphalt paid by the Department of Roads.

Question par M. Leduc (Taillon):

1. Depuis le 1er juin 1968 jusqu'au 15 mars 1969, le ministère de la Voirie a-t-il

Question by Mr. Leduc (Taillon):

1. From June 1st 1968 to March 15th 1969, did the Department of Roads

retenu les services d'agents d'immeubles ou d'autres personnes, sur une base d'honoraires, pour effectuer des travaux d'évaluation de propriétés ou pour agir à titre d'intermédiaires?

2. Dans l'affirmative:

a) quels sont les nom, prénoms et adresse de ces personnes;

b) à quelles dates leurs services ont-ils été retenus et à quelles conditions;

c) dans quel secteur chaque personne a-t-elle été appelée à travailler;

d) quel a été le montant total payé à chacune, depuis le 1er juin 1968 jusqu'au 15 mars 1969?

retain the services of any real estate agents or other persons, on a basis of fees, to carry out the work of valuating properties or to act as intermediaries?

2. If so:

(a) what are the names, given names and addresses of such persons;

(b) on what dates were their services retained and on what conditions;

(c) in what area was each person called upon to work;

(d) what was the total amount paid to each one, from June 1st 1968 to March 15th 1969?

Réponse par M. Lafontaine:

1. Oui-Yes.

2. a)

Morin, Tessier & Associés
132, Nord rue Wellington St.,
North, Sherbrooke, P.Q.
Bégin, Charland & Valiquette,
5075, de Sorel,
Montréal, P. Q.

Bégin, Charland & Valiquette,
5075, de Sorel,
Montréal, P.Q.

Bégin, Charland & Valiquette,
5075, de Sorel,
Montréal, P.Q.

Bégin, Charland & Valiquette,
5075, de Sorel,
Montréal, P.Q.

Bégin, Charland & Valiquette,
5075, de Sorel,
Montréal, P.Q.

Bégin, Charland & Valiquette,
5075, de Sorel,
Montréal, P.Q.

Dumontier, Lanthier & Associés
31 St-Jacques O. Suite 501,
St. James St. West,
Montréal, P.Q.

Dumontier, Lanthier & Associés
31 St-Jacques O. Suite 501,-
St. James St. West,
Montréal, P.Q.

Dumontier, Lanthier & Associés
31 ouest, rue St-Jacques O.-
St. James St. West Suite 501,
Montréal, P.Q.

Dumontier, Lanthier & Associés
31 St. Jacques O. St. James
St. West, Suite 501,
Montréal, P.Q.

b)

13 juin 1968 — \$100 par jour
June 13th 1968 — \$100 per day

29 août 1968 — \$125 par jour
August 29th 1968 — \$125 per day

30 octobre 1968 — \$125 par jour
October 30th 1968 — \$125 per day

20 décembre 1968 — \$125 par jour
December 20th 1968 — \$125 per day

30 janvier 1969 — \$125 par jour
January 30th 1969 — \$125 per day

17 octobre 1968 — \$125 par jour
October 17th 1968 — \$125 per day

23 octobre 1968 — \$125 par jour
October 23rd 1968 — \$125 per day

4 septembre 1968 — \$125 par jour
September 4th 1968 — \$125 per day

3 octobre 1968 — \$125 par jour
October 3rd 1968 — \$125 per day

3 octobre 1968 — \$125 par jour
October 3rd 1968 — \$125 per day

6 mars 1969 — \$125 par jour
March 6th 1969 — \$125 per day

c)

Sherbrooke.

Cowansville, comté de Missis-
quoi-County (Maurice & Omer
Valières & Choquette Auto
Parts Ltd.)

Route No. 6, Ville de-Town of
Matane

Charles-Cyrille Vaillancourt,
cité de-city of St. Foy, dossier
no 15837-63

Autoroute de la Rive-Nord-
North Shore Autoroute,
ville de-town of Trois-Rivières
et-and environs-surroundings
Route No. 6, St-Moise,
Matapédia.

Autoroute Boucherville-
Sorel-Autoroute, Ville de-
Town of Tracy, Richelieu.
Autoroute Duferin-Autoroute,
Montmorency, Québec.

Route Transcanadienne,-
Trans-Canada Highway,
St-Jean-Port-Joli.

Autoroute Ste-Adèle — Ste-
Agathe-Autoroute.

Marcel Beaulieu, ville de-
Town of Tracy, comté de-
County of Richelieu dossier
no.-File No. 19981-64.

Dumontier, Lanthier & Associés 31, St-Jacques O. St. James St. West, Suite 501, Montréal, P.Q.	17 octobre 1968 — \$125 par jour October 17th 1968 — \$125 per day	Route No 6, Escuminac, comté de-County of Bonaventure.
Dumontier, Lanthier & Associés 31, St-Jacques O. St. James St. West, Suite 501, Montréal, P.Q.	17 octobre 1968 — \$125 par jour October 17th 1968 — \$125 per day	Route No 6, Bonaventure.
Dumontier, Lanthier & Associés 31, St-Jacques O. St. James St. West, Suite 501, Montréal, P.Q.	22 octobre 1968 — \$125 par jour October 22nd 1968 — \$125 per day	Autoroute Boucherville-Sorel Autoroute. paroisse-Parish Contrecoeur, Richelieu.
Dumontier, Lanthier & Associés 31, St-Jacques O. St. James St. West, Suite 501, Montréal, P.Q.	13 novembre 1968 — \$125 par jour November 13th 1968 — \$125 per day	Route 6, paroisse-Parish St- Norbert-du-Cap-Chat, Gaspé Nord-North.
Dumontier, Lanthier & Associés 31, St-Jacques O. St. James St. West, Suite 501, Montréal, P.Q.	23 décembre 1968 — \$125 par jour December 23rd 1968 — \$125 per day	Route No 6, Ste-Anne-des- Monts, Gaspé Nord-North.
Dumontier, Lanthier & Associés 31, St-Jacques O. St. James St. West, Suite 501, Montréal, P.Q.	28 janvier 1969 — \$125 par jour January 28th 1969 — \$125 per day	Route No 6, Ste-Anne-des- Monts, Gaspé-Nord-North.
Jerry St-Arnault, 110, Grande-Allée, Québec, P.Q.	3 octobre 1968 — \$100 par jour October 3rd 1968 — \$100 per day	Route Transcanadienne,- Trans-Canada Highway, Notre-Dame-du-Lac, Témis- couata, et-and région Métro- politaine de Québec-Greater Québec Area.
Raymond Courey, c.a. 360, St-Jacques O. St. James St. West, Montréal, P.Q.	4 octobre 1968 — \$25 de l'heure October 4th 1968 — \$25 per hour	Route Transcanadienne E.O. Trans-Canada Highway.
Service d'Évaluation pro- fessionnel de Montréal, 3100, Cartier, Chomedey, P.Q.	3 octobre 1968 — \$100 par jour October 3rd 1968 — \$100 per day	Autoroute Ste-Adèle — Ste- Agathe-Autoroute.
Service d'Évaluation Saraguay 68, Boul. Cartier Blvd., Suite 103, Laval-des-Rapides, P.Q.	23 octobre 1968 — \$100 par jour October 23rd 1968 — \$100 per day	Autoroute Boucherville-Sorel Autoroute.
Service d'Évaluation Saraguay 68, Boul. Cartier Blvd., Suite 103, Laval-des-Rapides.	18 novembre — \$100 par jour November 18th 1968 — \$100 per day	Transquébécoise plus cas particuliers.-Trans-Québec plus particular cases, St- Célestin, comté de-County of Nicolet, Dossiers-File Nos. 19668-64, 183-B-062 & 7861-61.
Maurice Bodet, 1012, Mont Royal Est-East, Chambre 101-Room, Montréal, P.Q.	13 novembre 1968 — \$125 par jour November 13th 1968 — \$125 per day	Contournement de la Rive Sud à-By-passing the South Shore at St-Hubert, St- Bruno, Brossard et-and Route 9-B à-at Laprairie.
Maurice Bodet, 1012, Mont Royal Est-East, Chambre-Room 101, Montréal, P.Q.	13 décembre 1968 — \$125 par jour December 13th 1968 — \$125 per day	Cas particuliers dans les comtés de-Particular, cases in Laprairie, Napierville, Chambly, Verchères, St. Jean-Johns et-and Missisquoi Counties.
Gustave Monette, avocat- Lawyer, 159, Craig Ouest-West Montréal, P.Q.	13 décembre 1968 — \$200 par jour December 13th 1968 — \$200 per day	Cas particuliers dans les comtés de-Particular cases in Laprairie, Napierville, Cham- bly, Verchères, St. Jean-Johns et-and Missisquoi Counties.

Guillaume Piette, Ing. Cons.- Consulting Engineer, 1134, chemin St. Louis Road, Sillery, P.Q.	20 décembre 1968 — \$200 par jour December 20th 1968 — \$200 per day	Compagnie Pavage Frontenac, Limitée, région de Québec Area.
Piette, Audy, Lépinay, Bertrand & Lemieux, 1134, chemin St. Louis-Road, Sillery, P.Q.	28 janvier 1969 — \$200 par jour January 28th 1969 — \$200 per day	Pegbern Corporation, Vge Philipsbury, dossier-File No. 6120-62.
Piette, Audy, Lépinay, Bertrand & Lemieux, 1134, chemin St. Louis Road. Sillery, P.Q.	14 novembre 1968 — \$200 par jour November 14th 1968 — \$200 per day	G.-L.-M. Granit, St-Sébastien, Frontenac, dossier-File No. 184-C-660.
Godfrey Gourdeau, c.a. 350, boul. Charest Est- Blvd East, Québec, P.Q.	20 décembre 1968 — \$25 de l'heure December 20th 1968 — \$25 per hour	Compagnie Pavage Frontenac Ltée région de Québec Area.
Marcel Chartier, avocat, 153, Lavolette, Trois-Rivières, P.Q.	30 janvier 1969 — \$200 par jour January 30th 1969 — \$200 per day	Autoroute de la Rive-Nord, Ville de-Town of Trois-Rivières et environs and surroundings.
Les Estimateurs Professionnels, Leroux, Beaudry, Picard & Ass. Inc., 110, Place Crémazie, Suite 200, Montréal, P.Q.	6 mars 1969 — \$100 par jour March 6th 1968 — \$100 per day	Mme Dolorès Perreault Poitras, paroisse-Parish l'Assomption, dossier no- File No. 182-A-574.
Les Estimateurs Professionnels, Leroux, Beaudry, Picard & Ass. Inc., 110, Place Crémazie, Suite 200, Montréal, P.Q.	6 mars 1969 — \$100 par jour March 6th 1969 — \$100 per day	Raoul Poitras, l'Épiphanie, l'Assomption, dossier-File No. 182-B-2287.
Les Estimateurs Professionnels, Leroux, Beaudry, Picard & Ass. Inc., 110, Place Crémazie, Suite 200, Montréal, P.Q.	23 décembre 1968 — \$100 par jour December 23rd 1969 — \$100 per day	Autoroute No 25, plus cas particuliers.-particular cases St-Roch O.-W. comté de- County of l'Assomption, dossiers-File Nos 20124-64, 184-A.
Société d'Évaluation Générale Enrg., 4 est, Notre-Dame East, Montréal, P.Q.	6 mars 1969 — \$100 par jour March 6th 1969 — \$100 per day	Les Autobus Gaudreault, St- Charles-Borromé, Joliette, dossier-File No. 184-68-1117.
Société d'Évaluation Générale Enrg., 4 est, rue Notre-Dame, East, Montréal, P.Q.	6 mars 1969 — \$100 par jour March 6th 1969 — \$100 per day	Roméo Gaudreault, St-Char- les-Borromé, Joliette, dossier- File No. 1184-68-1114.
Société d'Évaluation Générale Enrg. 4, est rue Notre-Dame, East, Montréal, P.Q.	17 octobre 1968 — \$100 par jour October 17th 1968 — \$100 per day	Route No 6, Douglas & York, Gaspé-Sud-South.
Société d'Évaluation Générale Enrg., 4 est, rue Notre-Dame, East, Montréal, P.Q.	17 octobre 1968 — \$100 par jour October 17th 1968 — \$100 per day	Route No 6, Percé, Gaspé- Sud-South.
Société d'Évaluation Générale Enrg. 4 est, rue Notre-Dame, East, Montréal, P.Q.	23 octobre 1968 — \$100 par jour October 23rd 1968 — \$100 per day	Racc. Autoroute des Cantons de l'Est à Cowansville plus cas particuliers-Eastern Townships Autoroute at Co- wansville plus particular cases East-Farnham, Adamsville, Vge Adamsville Village.
Société d'Évaluation Générale Enrg. 4 est, rue Notre-Dame, East, Montréal, P.Q.	18 novembre 1968 — \$100 par jour November 18th 1968 — \$100 per day	Transquébécoise & App. d'un pont projeté sur le Fleuve St-Laurent-Trans- Québec Highway and app. to a bridge planned over the St. Lawrence River, Ville des- Town of Trois-Rivières O.-W.
Société d'Évaluation Générale Enrg., 4 est, rue Notre-Dame, East, Montréal, P.Q.	18 novembre 1968 — \$100 par jour November 18th 1968 — \$100 per day	App. Sud d'un pont projeté sur le Fleuve St-Laurent.- Southern Approach to plan- ned bridge over the St. Lawrence River Par.-through St-Grégoire-le Grand, comté de-County of Nicolet.

Société d'Évaluation Générale Enrg., 4 est, rue Notre-Dame, East, Montréal, P.Q.	18 novembre 1968 — \$100 par jour November 18th 1968 — \$100 per day	Transquébécoise.-Trans-Québec Highway, ville-Town of Bécancour.
Société d'Évaluation Générale Enrg., 4 est, rue Notre-Dame, East, Montréal, P.Q.	17 février 1969 — \$100 par jour February 17th 1969 — \$100 per day	Route No. 2, Cité-City of Pointe-Claire, Robert-Baldwin.
Service Professionnel d'Estimation & d'Évaluation du Québec Enrg. a/s-c/o M. Roger Chouinard, 4324, Castille, Montréal Nord, North, P.Q.	23 octobre 1968 — \$100 par jour October 23th 1968 — \$100 per day	Route No 2, cité de-City of Dorval, Jacques-Cartier, County.
Théo Genest, 1026, St-Jean, St. John St., Québec, P.Q.	30 octobre 1968 — \$100 par jour October 30th 1968 — \$100 per day	Route Transcanadienne-Trans-Canada Highway, Ste-Rose-du-Dégel, Témiscouata.
Les Estimateurs Associés 9666, Ave Pélouin, Ave., Montréal, P.Q.	23 décembre 1968 — \$100 par jour December 23rd 1968 — \$100 per day	Transquébécoise, Ste-Eulalie, Trans-Québec Highway, Par. St-Samuel, parish, comté de Nicolet County.
Les Estimateurs Associés 9666, Ave Pélouin Ave., Montréal, P.Q.	21 janvier 1969 — \$100 par jour January 21st 1969 — \$100 per day	Transquébécoise, Trans-Québec Highway paroisse St-Samuel Parish, comté de-Nicolet County.
Lemieux, Carignan, Royer & Associés, 144, rue Vimy Nord-St. North, Sherbrooke, P.Q.	23 décembre 1968 — \$100 par jour December 23rd 1968 — \$100 per day	App. du Pont de la Rivière Noire-Approach to Black River Bridge, (Farnham — St-Pie — St-Hyacinthe, Bagot).
Lemieux, Carignan, Royer & Associés, 144, rue Vimy Nord-St. North, Sherbrooke, P.Q.	22 janvier 1969 — \$100 par jour January 22nd 1969 — \$100 per day	Rue Choquette-St., Cité-City de-of St. Hyacinthe.
Faguy & Gosselin, 1600 Boul. St-Cyrille O.-West, Québec, P.Q.	28 janvier 1969 — \$125 par jour January 28th 1969 — \$125 per day	Hyacinthe. Route No. 6, Ste-Marie Sayabec, Matapédia.
J.-Ernest Poulin, 1299 Boul. Jean-Talon Blvd., Québec 7, P.Q.	Juin 1968 — \$50 par jour June 1968 — \$50 per day.	District de Québec District.
<i>d)</i>		<i>Voirie Roads</i>
Morin, Tessier & Associés, 132, Nord rue Wellington St. North, Sherbrooke, P.Q.		\$11,267.08
Dumontier, Lanthier & Associés, 31, St-Jacques O.-St. James St. West, Suite 501, Montréal, P.Q.		\$98,404.18
Bégin, Charland & Valiquette, 5075, de Sorel, Montréal, P.Q.		\$54,110.79
Jerry St-Arnault, 110, Grande-Allée, Québec, P.Q.		\$ 7,991.18
Raymond Courey, C.A., 360 St-Jacques O.-St. James St. West, Montréal, P.Q.		\$10,555.60
Service d'Évaluation Professionnel de Montréal, 3100, Cartier, Chomedey		\$ 15.00
Maurice Bodet, 1012, Mont-Royal Est-East, Chambre 101, Montréal, P.Q.		\$ 5,035.00
Société d'Évaluation Générale Enrg., 4 est, rue Notre-Dame-St. East, Montréal, P.Q.		\$12,046.04
J.-Ernest Poulin, 1299, Boul. Jean-Talon Blvd., Québec 7, P.Q.		\$13,877.82
Service Professionnel d'Estimation & d'Évaluation du Québec Enrg. a/s M. Roger Chouinard, 4324, Castille, Montréal-Nord, P.Q.		\$ 140.00

Les autres mandataires n'ont produit aucun compte au 15 mars 1969.— The other firms had not produced any accounts as at March 15th 1969.

Question par M. Fortier:

1. Depuis l'entente fédérale-provinciale intervenue le 26 mai 1968 prévoyant la réalisation d'un plan de développement

Question by Mr. Fortier:

1. Since the federal-provincial agreement that was signed on May 26th 1968 to provide for the carrying out of the Lower

de la région du Bas St-Laurent, de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine, le gouvernement du Québec a-t-il acquis des terrains dans le secteur Cap-des-Rosiers — Grande-Rivière — Cap-aux-Os, en vue de l'aménagement du parc « Forillon » ?

2. Dans l'affirmative, quels sont, pour chaque achat :

a) les nom, prénoms et adresse du vendeur;

b) la désignation du terrain;

c) le prix payé ?

3. À quelle date le gouvernement du Québec a-t-il cédé ces terrains au gouvernement fédéral ?

4. Quelle sera la durée du bail emphytéotique ?

5. Si rien de tel n'a été fait jusqu'à présent, quelles en sont les raisons et à quel stade ce projet en est-il rendu ?

Réponse par M. Russell :

1. Non.

2. Nil.

3. Nil.

4. Nil.

5. Nil.

Question par M. Leduc (Taillon) :

1. Le titulaire des ministères de la Famille, bien-être social et de la Santé a-t-il voyagé à l'extérieur du Canada, aux frais du gouvernement de la province, entre le 21 février 1968 et le 16 mars 1969 ?

2. Dans l'affirmative, quels ont été, pour chaque voyage :

a) les dates de départ et de retour au pays;

b) les noms des pays et des villes visités;

c) le but;

d) le coût des frais de transport, de séjour, de représentations et autres dépenses ?

St. Lawrence, Gaspé Peninsula and Magdalen Islands Development Plan, did the Government of Québec acquire any land in the Cap-des-Rosiers — Grande Rivière — Cap-aux-Os Area, to establish "Forillon Park" ?

2. If so, and respecting each purchase:

(a) what are the name, given names and address of the vendor;

(b) what is the description of the piece of land;

(c) what was the price paid ?

3. On what date did the Government of Québec cede these pieces of land to the federal government ?

4. What is the term of the very long lease ?

5. If none of these things have been done to date, what are the reasons why and what stage has been reached in the project ?

Answer by Mr. Russell :

1. No.

2. Nil.

3. Nil.

4. Nil.

5. Nil.

Question by Mr. Leduc (Taillon) :

1. Did the Head of the Departments of Family and Social Welfare and Health travel outside Canada, between February 21st 1968 and March 16th 1969 at the expense of the government of the province ?

2. If so, and respecting each trip

(a) what were the dates of departure and return to the country;

(b) what are the names of the countries and cities visited;

(c) what was the purpose of the visit;

(d) what was the cost of the travelling, hotel, representation and other expenses ?

Réponse par M. Cloutier:

1. Non.
2. Nil.

Question par M. Gérin-Lajoie:

1. Quel était le montant total des subventions d'équilibre budgétaire dues aux commissions scolaires et qui n'avaient pas encore été payées en date du 31 décembre 1968?

2. De cette somme, quels montants le ministère de l'Éducation a-t-il versés:

- a) en janvier 1969;
- b) en février 1969?

Réponse par M. Cardinal:

1. \$241,300,000.
2. a) \$ 2,522,689.23;
b) \$29,787,509.38.

Question par M. Leduc (Taillon):

1. Le titulaire du ministère des Institutions financières, compagnies et coopératives a-t-il voyagé à l'extérieur du Canada, aux frais du gouvernement de la province, entre le 20 mai 1968 et le 16 mars 1969?

2. Dans l'affirmative, quels ont été, pour chaque voyage:

- a) les dates de départ et de retour au pays;
- b) les noms des pays et des villes visités;
- c) le but;
- d) le coût des frais de transport, de séjour, de représentations et autres dépenses?

Réponse par M. Beaulieu:

1. Non.
2. Nil.

Question par M. Pinard:

1. Le gouvernement a-t-il procédé à la construction d'un relais touristique sur la nouvelle route 5, en direction de Warwick, comté d'Arthabaska, au cours de l'année 1968?

Answer by Mr. Cloutier:

1. No.
2. Nil.

Question by Mr. Gérin-Lajoie:

1. What was the total amount of the budget balancing grants owing to the school boards and which had not yet been paid as at December 31st 1968?

2. What amounts had the Department of Education paid out of such amount:

- (a) in January 1969;
- (b) in February 1969?

Answer by Mr. Cardinal:

1. \$241,300,000.
2. a) \$2,522,689.23;
b) \$29,787,509.38.

Question by Mr. Leduc (Taillon):

1. Did the Head of the Department of Financial Institutions, Companies and Cooperatives travel outside Canada, between February 21st 1968 and March 16th 1969 at the expense of the government of the province?

2. If so, and respecting each trip:

- (a) what were the dates of departure and return to the country;
- (b) what are the names of the countries and cities visited;
- (c) what was the purpose of the visit;
- (d) what was the cost of the travelling, hotel, representation and other expenses?

Answer by Mr. Beaulieu:

1. No.
2. Nil.

Question by Mr. Pinard:

1. Did the government carry out the construction of a relay station on the new Route 5, in the direction of Warwick, Arthabaska County, in 1968?

2. Si tel est le cas, quel a été le coût total de ces travaux et par qui furent-ils exécutés ?

3. Dans quelle proportion le relais est-il terminé ?

Réponse par M. Loubier :

1. Oui.

2. Travaux à la journée au coût de \$12,662.69.

3. Oui, à l'exception du revêtement d'asphalte et de la construction d'un bâtiment sanitaire.

Question par M. Pinard :

1. Quel montant le gouvernement a-t-il dépensé en 1967/68 pour l'aménagement du Parc des Voltigeurs, en bordure de la rivière Saint-François, comté de Drummond ?

2. À qui la concession de ce parc a-t-elle été accordée pour la saison 1968 ?

3. Quel fut le montant du loyer payé par le concessionnaire ?

4. La concession a-t-elle été accordée pour la saison 1969 ?

5. Dans l'affirmative :

a) à qui ;

b) à quelles conditions ?

Réponse par M. Loubier :

1. \$607,115.22, y compris les frais de génie et les expropriations.

2. La concession de ce parc a été accordée par le ministère du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche à M. Louis Champoux, 550, rue Collins, Drummondville.

3. \$590.80.

4. et 5. Non.

Question par M. Michaud :

1. La compagnie JEAN LOISELLE INCORPORÉE, 10,925, St-Laurent, Montréal, s'est-elle conformée à toutes les dispositions de la Loi des renseignements sur les compagnies (S.R.Q. 1964, chapitre 273), depuis la date de son incorporation, soit le 23 juin 1966 jusqu'au 23 mars 1969 ?

2. If so, what was the total cost of the work and by whom was it carried out ?

3. How much of the relay station is completed ?

Answer by Mr. Loubier :

1. Yes.

2. Work by the day at a cost of \$12,662.69.

3. Yes, except for the asphalt paving and the construction of a sanitary building.

Question by M. Pinard :

1. What amount was spent by the government in 1967/68 for the development of Voltigeurs Park, on the Saint-François River, Drummond County ?

2. To whom was the park concession granted for the 1968 season ?

3. What was the amount of the rental paid by the concessionary ?

4. Has the concession been granted for the 1969 season ?

5. If so :

(a) to whom ;

(b) on what conditions ?

Answer by Mr. Loubier :

1. \$607,115.22, including engineers fees and expropriations.

2. The concession was granted to Mr. Louis Champoux, 550 Collins St., Drummondville, by the Department of Tourism, Fish and Game.

3. \$590.80.

4. and 5. No.

Question by Mr. Michaud :

1. Did the firm of JEAN LOISELLE INCORPORÉE, 10,925 St. Lawrence, Montreal, abide by all the provisions of the Companies Information Act (R.S.Q. 1964, chapter 273), from the date of its incorporation, to wit, June 23rd 1966, to March 23rd 1969 ?

2. Dans la négative, les sanctions prévues par la Loi ont-elles été appliquées et, sinon, pourquoi?

3. Quels sont:

a) les nom, prénoms et adresse des personnes qui avaient déposé au Secrétariat de la province la requête pour constitution en corporation;

b) les objets pour lesquels cette demande avait été faite?

4. Quels sont les nom, prénoms et adresse des administrateurs et officiers de ladite compagnie?

5. M. Jean Loïselle, qui occupe la fonction de chef de cabinet du Premier ministre, possède-t-il des intérêts directement ou indirectement dans la compagnie et, le cas échéant, à quel titre?

6. Dans la négative:

a) en a-t-il déjà possédé;

b) quel était son titre;

c) depuis quelle date n'en fait-il plus partie?

7. Quelle a été la somme totale payée à cette compagnie par le gouvernement, ses offices, régies et commissions, depuis le 23 juin 1966 jusqu'au 23 mars 1969?

8. À quelle date et à quelles fins chaque paiement a-t-il été effectué?

Réponse par M. Bertrand:

1. Oui.

2. Nil.

3. a) M. Jean Loïselle, 10,295, boul. St-Laurent, Montréal; Mlle Cécile Corbeil, 60 ouest, St-Jacques, Montréal; Me Pierre Thomas, 60 ouest, St-Jacques, Montréal.

b) Commerce de publicité et relations publiques.

4. M. Jean Loïselle, 10,295, boul. St-Laurent, Montréal; Mme Huguette Loïselle, 10,295 boul. St-Laurent, Montréal; Mme Pauline Loïselle Prud'Homme, 5,550, Robert, St-Léonard.

5. M. Jean Loïselle est toujours jusqu'à ce jour actionnaire et président de Jean Loïselle Inc.

2. If not, have the penalties provided by the Act been applied, and if not, why not?

3. (a) What are the names, given names and addresses of the persons who deposited the request for incorporation with the Provincial Secretary's Department?

(b) what were the purposes for such request was made?

4. What are the names, given names and addresses of the administrators of the said company?

5. Does Mr. Jean Loïselle, who has the position of Executive Assistant to the Prime Minister, have any direct or indirect interest in the company, and if so, in what way?

6. If not:

(a) did he ever have any;

(b) what was his position;

(c) as of what date is he no longer a member thereof?

7. What was the total amount paid to such company by the government, or any of its bureaux, boards or commissions, from June 23rd 1966 to March 23rd 1969?

8. On what date and for what purpose was each payment made?

Answer by Mr. Bertrand:

1. Yes.

2. Nil.

3. (a) Mr. Jean Loïselle, 10,295 St. Laurence Blvd., Montreal; Miss Cécile Corbeil, 60 St. James St. West, Montreal; Mr. Pierre Thomas, 60 St. James St. West, Montreal.

(b) Advertising and public relations.

4. Mr. Jean Loïselle, 10,295 St. Lawrence Blvd., Montreal; Mrs. Huguette Loïselle, 10,295 St. Lawrence Blvd., Montreal; Mrs. Pauline Loïselle Prud'Homme, 5,550 Robert, St. Leonard.

5. Mr. Jean Loïselle is still a shareholder and President of Jean Loïselle Inc.

6. Nil.
 7. \$18,200.00.
 8. Du 5 au 16 janvier 1968, payé le 12 juin 1968: \$1,600.00;
 Du 17 janvier au 15 mars 1968, payé le 3 mai 1968: \$7,400.00;
 Du 22 mars au 14 août 1968, payé le 11 septembre 1968: \$9,200.00.

Question par M. Leduc (Taillon):

1. Le titulaire du ministère du Tourisme, chasse et pêche a-t-il voyagé à l'extérieur du Canada, aux frais du gouvernement de la province, entre le 21 février 1968 et le 16 mars 1969?

2. Dans l'affirmative, quels ont été, pour chaque voyage:

a) les dates de départ et de retour au pays;

b) les noms des pays et des villes visités;

c) le but;

d) le coût des frais de transport, de séjour, de représentations et autres dépenses?

Réponse par M. Loubier:

1. Oui.

2. a) 14 décembre au 20 décembre 1968 et du 16 février au 23 février 1969.

b) Décembre 1968: Monaco

Février 1969: Mexique

c) Monaco: Assister au Congrès International pour la protection du gibier et de l'aménagement de la Nature.

Mexique: Promotion spéciale du Canada au Mexique.

d) Monaco: Avion (Aller-retour) \$ 511.00
 Allocation:
 \$100 x 7 jrs. 700.00

\$1,211.00

Mexique: Allocation:
 \$100 x 7 jrs. \$ 700.00

6. Nil.

7. \$18,200.00.

8. From January 5th to 16th 1968, paid on June 12th 1968: \$1,600.00;

From January 17th to March 15th 1968, paid on May 3rd 1968: \$7,400.00;

From March 22nd to August 14th 1968, paid on September 11th 1968: \$9,200.00.

Question by Mr. Leduc (Taillon):

1. Did the Head of the Department of Tourism, Fish and Game travel outside Canada, between February 21st 1968 and March 16th 1969 at the expense of the government of the province?

2. If so, and respecting each trip:

(a) what were the dates of departure and return to the country;

(b) what are the names of the countries and cities visited;

(c) what was the purpose of the visit;

(d) what was the cost of the travelling, hotel, representation and other expenses?

Answer by Mr. Loubier:

1. Yes.

2. (a) December 14th to 20th 1968 and February 16th to 23rd 1969.

(b) December 1968: Monaco;

February 1969: Mexico;

(c) Monaco: To attend the International Convention on the Protection of Game and Nature Development.

Special promotion of Canada in Mexico.

(d) Monaco: By air (Return) \$ 511.00

Allowance:
 \$100 x 7 days 700.00

\$1,211.00

Mexico: Allowance:
 \$100. x 7 days \$ 700.00

Question par M. Tessier:

1. Combien y a-t-il de fermes dans le territoire couvert par le Plan d'aménagement de l'Est du Québec (ODEQ) ?
2. Combien de ces fermes se sont prévaluées de l'Assurance-récoltes ?

Réponse par M. Vincent:

1. 10,456 (recensement fédéral 1966).
2. 2,688.

Question par M. Tessier:

1. Pour quelles raisons le Ministère de la Voirie paie-t-il dans le comté de Rimouski \$3.50 de l'heure seulement pour la location d'un camion de 4 tonnes, alors que le Ministère de l'Agriculture et de la Colonisation paie pour la location du même camion \$4.50 de l'heure ?

Réponse par M. Lafontaine:

Le taux horaire de location payé par le ministère de la Voirie pour un camion de quatre tonnes muni d'une bascule hydraulique est de \$5.00, incluant le salaire du chauffeur. Lorsque le Ministère loue de l'équipement, il paie le taux autorisé en tenant compte de la capacité requise pour les besoins du Ministère et non de la capacité du camion. Le Ministère fixe donc le taux en fonction des besoins du service et peut louer un camion de capacité supérieure au taux fixé pour un camion de capacité moindre si le propriétaire consent à travailler à ces conditions.

Question par M. Courcy:

1. Le gouvernement a-t-il retenu les services d'une personne devant s'occuper de promouvoir l'exportation de produits agricoles, depuis le 30 mars 1968 jusqu'au 31 mars 1969 ?
2. Dans l'affirmative:
 - a) à quelle date;
 - b) quels sont les nom, prénoms et adresse de cette personne;

Question by Mr. Tessier:

1. How many farms are there in the area covered by the Eastern Québec Development Plan (ODEQ) ?
2. How many of such farms have availed themselves of Crop Insurance ?

Answer by Mr. Vincent:

1. 10,456 (federal census 1966).
2. 2,688.

Question by Mr. Tessier:

1. For what reasons does the Department of Roads pay only \$3.50 per hour for the rental of a 4 ton truck in Rimouski County, while the Department of Agriculture and Colonization pays \$4.50 per hour to rent the same truck ?

Answer by Mr. Lafontaine:

The hourly rate paid by the Department of Roads to rent a four ton hydraulic dump truck is \$5.00, including the driver's wages. When the Department rents any equipment, it pays the authorized rate in relation to the capacity needed for the requirements of the Department, and not the capacity of the truck. The Department therefore determines the rate in relation to the service requirements and can rent a truck having a greater capacity at the rate determined for a truck having a lower capacity, if the owner agrees to work under such conditions.

Question by Mr. Courcy:

1. Did the government retain the services of a person to promote of the export of agricultural products, from March 30th 1968 to March 31st 1969 ?
2. If so:
 - (a) on what date;
 - (b) what are the name, given names and address of such person;

c) a-t-elle subi un examen de la Commission de la fonction publique;

d) à quel endroit son bureau est-il situé;

e) quel est son traitement annuel?

(c) did he take a Civil Service Commission examination;

(d) where is his office located;

(e) what is his annual salary?

Réponse par M. Vincent:

1. Non.

2. Nil.

Answer by Mr. Vincent:

1. No.

2. Nil.

Question par M. Pinard:

1. Quels sont les noms des entreprises du comté de Mégantic à qui le gouvernement a versé des primes de développement industriel, depuis le 16 juin 1966 jusqu'au 31 mars 1969?

2. Quel a été le montant effectivement versé dans chaque cas et à quelle date?

Question by Mr. Pinard:

1. What are the names of the firms in Megantic County to which the government paid industrial development premiums, from June 16th 1966 to March 31st 1969?

2. What amount was actually paid in each case and on what date?

Réponse par M. Beaudry:

1. Nil.

2. Nil.

Answer by Mr. Beaudry:

1. Nil.

2. Nil.

Question par M. Pinard:

1. Quels montants le ministère de la Voirie a-t-il dépensés dans chaque municipalité du comté de Mégantic pour la construction, l'amélioration et le revêtement bitumineux de routes:

a) en 1967/68;

b) en 1968/69?

Question by Mr. Pinard:

1. What amounts were paid by the Department of Roads for the construction, improvement and asphalt paving of roads in each municipality of Megantic County:

(a) in 1967/68;

(b) in 1968/69?

Réponse par M. Lafontaine:

Answer by Mr. Lafontaine:

MONTANTS DÉPENSÉS DANS LE COMTÉ DE MÉGANTIC AMOUNTS SPENT IN THE COUNTY OF MÉGANTIC

Municipalité—Municipalities	1967-68	1968-69
Thetford Mines, cité-city		
Black Lake, ville-town	\$ 3,128	\$ 5,796
Plessisville, ville-town	13,635	29,618
Bernierville, v.	13,973	13,673
Inverness, v.		4,000
Laurierville, v.	1,408	20,000
Lyster, v.	300	
Robertsonville, v.	35,701	15,000
Ste-Anne-du-Lac, v.	650	1,500
Notre-Dame-de-Lourdes, p.	250,354	210,860

Plessisville, p.	\$ 44,687	1,929
Ste-Anastasie-de-Nelson, p.	14,239	25,938
St-Antoine-de-Pontbriand, p.	10,896	36,448
St-Pierre-Baptiste, p.	3,868	
Sacré-Coeur-de-Marie, partie sud south part, p.	1,438	15,905
Halifax-Nord, c.	7,987	
Halifax-Sud-South, c.	73,446	46,696
Halifax-Sud-South, partie sud-ouest-south-western part, c.		26,240
Inverness, c.	6,015	11,441
Ireland, partie nord-north part, c.	3,223	30,722
Leeds, c.	134,944	238,245
Leeds, partie est-east part, c.	11,549	22,500
Nelson, c.	3,956	2,399
Thetford, partie sud-south part, c.	130,114	201,291
Ireland	14,607	12,402
Rivière-Blanche		4,192
St-Jacques-de-Leeds	8,941	4,547
St-Jean-de-Brébeuf	54,653	60,244
St-Joseph-de-Coleraine	43,119	92,554
Ste-Julie	1,408	27,122
Ste-Sophie		54,275
TOTAL:	\$ 888,239	\$ 1,215,537

Question par M. Leduc (Taillon):

1. Quels sont les nom, prénoms et attributions des fonctionnaires du ministère de la Voirie qui ont voyagé à l'extérieur du Canada, aux frais du gouvernement de la province, entre le 21 février 1968 et le 16 mars 1969?

2. Quels ont été, pour chaque voyage:

a) la date de départ et de retour au pays;

b) les noms des pays et des villes visités;

c) le but;

d) le coût des frais de transport, de séjour, de représentations et autres dépenses?

Question by Mr. Leduc (Taillon):

1. What are the names, given names and duties of the employees of the Department of Roads who travelled outside Canada at the expense of the government of the province, between February 21st 1968 and March 16th 1969?

2. Respecting each trip:

(a) what is the date of departure and return to the country;

(b) what are the names of the countries and cities visited;

(c) what was the purpose of the visit;

(d) what was the cost of the travelling, hotel, representation and other expenses?

Réponse par M. Lafontaine:

1. Fréchette, Guy, ingénieur

2. a) Départ: 13 mai, retour, 15 mai 1968

b) Philadelphie, U.S.A. (Centre de Recherche) Rohm & Haas of Canada Ltd.

Answer by Mr. Lafontaine:

1. Fréchette, Guy, Engineer.

2. (a) Left: May 13th, returned, May 15th 1968

(b) Philadelphia, U.S.A. (Research Centre) Rohm & Haas of Canada Ltd.

c) Études sur le contrôle de la qualité de peintures et autres produits

d) \$138.74

1. Hébert, Jean-Claude, chimiste

2. a) Départ le 13 mai, retour le 15 mai 1968

b) Philadelphie, U.S.A. (Centre de Recherche) Rohm & Haas of Canada Ltd.

c) Études sur le contrôle de la qualité de peintures et autres produits

d) \$138.15

1. Huot, Geo.-Louis, directeur du service des Essais & Recherches

A)

2. a) Départ le 13 mai, retour le 15 mai 1968

b) Philadelphie, U.S.A. (Centre de Recherche) Rohm & Haas of Canada Ltd.

c) Études sur le contrôle de la qualité de peintures et autres produits

d) \$135.80

B)

a) Départ le 7 janvier, retour le 12 janvier 1969

b) Miami, U.S.A.

c) Congrès de l'International Slurry Seal Ass. (études sur le coulis de scellement)

d) \$419.95

1. Ostiguy, Maurice, sous-ministre adjoint

2. a) Départ le 6 janvier, retour le 12 janvier 1969

b) Miami, U.S.A.

c) Congrès de l'International Slurry Seal Ass. (études sur le coulis de scellement)

d) \$404.56

1. Deshayes, Benoît, ingénieur

2. a) Départ le 21 juillet, retour le 25 juillet 1968

b) Columbus, U.S.A.

c) Atelier de travail sur l'administration de l'entretien à l'université de l'état d'Ohio

d) \$247.66

1. Parenteau, Yvon, ingénieur

(c) Study on quality control of paint and other products

(d) \$138.74

1. Hébert, Jean-Claude, Chemist

2. (a) Left May 13th, returned May 15th 1968

(b) Philadelphia, U.S.A. (Research Centre) Rohm & Haas of Canada Ltd.

(c) Study on quality control of paints and other products

(d) \$138.15

1. Huot, Geo.-Louis, Director of Testing and Research Service

(A)

2. (a) Left May 13th, returned May 15th 1968

(b) Philadelphia, U.S.A. (Research Centre) Rohm & Haas of Canada Ltd.

(c) Study on quality control of paints and other products

(d) \$135.80

(B)

(a) Left January 7th, returned January 12th 1969

(b) Miami, U.S.A.

(c) International Slurry Seal Ass. Convention (Study on liquid sealing)

(d) \$419.95

1. Ostiguy, Maurice, Assistant Deputy Minister

2. (a) Left January 6th, returned January 12th 1969

(b) Miami, U.S.A.

(c) International Slurry Seal Ass. Convention (Study on liquid sealing)

(d) \$404.56

1. Deshayes, Benoît, Engineer

2. (a) Left July 21st, returned July 25th 1968

(b) Columbus, U.S.A.

(c) Workshop on maintenance administration at Ohio State University

(d) \$247.66

1. Parenteau, Yvon, Engineer

2. a) Départ le 12 janvier, retour le 17 janvier 1969

b) Washington, D.C., U.S.A.

c) Assemblée annuelle du Highway Research Board

d) \$278.37

1. Grondin, G.-Guy, ingénieur

2. a) Départ le 12 janvier, retour le 17 janvier 1969

b) Washington, D.C., U.S.A.

c) Assemblée annuelle du Highway Research Board

d) \$303.57

1. Moran, Patrick, ingénieur

2. a) Départ le 7 octobre, retour le 9 octobre 1968

b) Rocky Hill, Conn., U.S.A.

c) Participation à un colloque du H.E.-E.P. (Highway Engineering Exchange Program)

d) \$51.25 (Coût du transport par auto payé à Ray. Pagé)

1. Pagé, Raymond, ingénieur

2. a) Départ le 7 octobre, retour le 9 octobre 1968

b) Rocky Hill, Conn. U.S.A.

c) Participation à un colloque du H.E.-E.P. (Highway Engineering Exchange Program)

d) \$197.95

1. Pagé, Raymond, ingénieur

2. a) Départ le 11 décembre, retour le 13 décembre 1968

b) Boston, Mass., U.S.A.

c) Session de Integrated Civil Engineering System

d) \$173.72

1. Anctil, Louis-Marie, ingénieur

2. a) Départ le 11 décembre, retour le 13 décembre 1968

b) Boston, Mass., U.S.A.

c) Session de Integrated Civil Engineering System

d) \$100.93 (transport par automobile payé à Ray. Pagé)

1. La Haye, J.-Réal, ingénieur

2. a) Départ le 19 juin, retour le 21 juin 1968

2. (a) Left January 12th, returned January 17th 1969

(b) Washington, D.C., U.S.A.

(c) Highway Research Board Annual Meeting

(d) \$278.37

1. Grondin, G.-Guy, Engineer

2. (a) Left January 12th returned January 17th 1969

(b) Washington, D.C., U.S.A.

(c) Highway Research Board Annual Meeting

(d) \$303.57

1. Moran, Patrick, Engineer

2. (a) Left October 7th, returned October 9th 1968

(b) Rocky Hill, Conn., U.S.A.

(c) To attend H.E.E.P. Seminar (Highway Engineering Exchange Program)

(d) \$51.25 (Cost of transport by automobile paid to Ray. Pagé)

1. Pagé, Raymond, Engineer

2. (a) Left October 7th, returned October 9th 1968

(b) Rocky Hill, Conn. U.S.A.

(c) To attend H.E.E.P. Seminar (Highway Engineering Exchange Program)

(d) \$197.95

1. Pagé, Raymond, Engineer

2. (a) Left December 11th, returned December 13th 1968

(b) Boston, Mass., U.S.A.

(c) Integrated Civil Engineering System Session

(d) \$173.72

1. Anctil, Louis-Marie, Engineer

2. (a) Left December 11th, returned December 13th 1968

(b) Boston, Mass., U.S.A.

(c) Integrated Civil Engineering System Session

(d) \$100.93 (Cost of transport by automobile paid to Ray. Pagé)

1. La Haye, J.-Réal, Engineer

2. (a) Left June 19th, returned June 21st 1968

b) Albany, N.Y., U.S.A.
 c) Études sur le contrôle des charges lourdes par la Police de l'État de N.-Y.
 d) \$162.41
 1. Huard, Marcel, ingénieur
 2. a) Départ le 19 juin, retour le 21 juillet 1968

b) Albany, N.Y., U.S.A.
 c) Études sur le contrôle des charges lourdes par la Police de l'État de N.-Y.
 d) \$48.81 (transport par automobile payé à J.-R. La Haye)

1. Charland, Jacques, ingénieur, directeur général de la recherche
 A)

2. a) Départ le 16 juillet, retour le 18 juillet 1968

b) Stowe, Vermont, U.S.A.
 c) Réunion du comité de la Fédération routière internationale
 d) \$126.13

B)

a) Départ le 25 août, retour le 30 août 1968

b) Philadelphie, Penn., U.S.A.
 c) Congrès des Ingénieurs de la Circulation (I.T.E.)
 d) \$259.89

1. Langevin, Jean, sous-ministre adjoint

2. a) Départ le 16 juillet, retour le 18 juillet 1968

b) Stowe, Vermont, U.S.A.
 c) Réunion du comité de la Fédération routière internationale
 d) \$184.50

1. Branchaud, Arthur, ingénieur en chef
 A)

2. a) Départ le 1er avril, le retour le 5 avril 1968

b) Kiameska Lake, N.Y. U.S.A. et Washington, D.C., U.S.A.

c) Réunion à Washington et conférence à Kiameska Lake pour élaborer le programme du congrès 1970 et exposer les solutions apportées au problème des transports lors de l'expo 1967

(b) Albany, N.Y., U.S.A.
 (c) Study on heavyload control by N.Y. State Police
 (d) \$162.41

1. Huard, Marcel, Engineer
 2. (a) Left June 19th, returned June 21st 1968

(b) Albany, N.Y., U.S.A.
 (c) Study on heavyload control by N.Y. State Police

(d) \$48.81 (Cost of transport by automobile paid to J.-R. La Haye)

1. Charland, Jacques, Engineer, Director of Research

(A)

2. (a) Left July 16th, returned July 18th 1968

(b) Stowe, Vermont, U.S.A.
 (c) Meeting of International Roads Federation Committee meeting
 (d) \$126.13

(B)

(a) Left August 25th, returned August 30th 1968

(b) Philadelphia, Penn., U.S.A.
 (c) (I.T.E.) Traffic Engineers Convention

(d) \$259.89

1. Langevin, Jean, Assistant Deputy Minister

2. (a) Left July 16th, returned July 18th 1968

(b) Stowe, Vermont, U.S.A.
 (c) Meeting of International Roads Federation Committee Meeting
 (d) \$184.50

1. Branchaud, Arthur, Chief Engineer

(A)

2. (a) Left April 1st, returned, April 5th 1968

(b) Kiameska Lake, N.Y. U.S.A. and Washington, D.C., U.S.A.

(c) Meeting in Washington and meeting at Kiameska Lake to draw up the programme for the 1970 convention, and describe solutions provided for transport problems during Expo 67.

- d) \$158.60
 B) a) Départ le 15 juillet, retour le 19 juillet 1968
 b) Stowe, Vermont, U.S.A.
 c) Réunion du comité de la Fédération routière internationale
 d) \$150.00

- C) a) Départ le 17 sept., retour le 20 sept. 1968
 b) Washington, D.C., U.S.A.
 c) Réunion du I.R.F. (fédération routière internationale)
 d) \$138.00

- D) a) Départ le 13 nov., retour le 15 nov. 1968
 b) Washington, D.C., U.S.A.
 c) Réunion de la I.R.F. (fédération routière internationale)
 d) \$135.13

- E) a) Départ le 15 février, retour le 21 février 1969
 b) Chicago, Ill., U.S.A.
 c) Conexpo/69 (salon de matériel de construction routière)
 d) \$343.00

1. Bourbeau, Armand-E., ingénieur
 2. a) Départ le 15 août, retour le 24 août 1968
 b) Manchester, N.H., Boston, Plymouth, Buzzards' Bay, Mass. U.S.A.
 c) Information sur les haltes routières le long des autoroutes 87, 81 et 93 en Nouvelle-Angleterre, ainsi que les routes 6, 28, 25
 d) \$400.35

N.B.: Les employés qui sont allés à l'étranger pour faire un stage d'études ne sont pas inclus.

Question par M. Leduc (Taillon):

1. Le titulaire du ministère des Richesses naturelles a-t-il voyagé à l'extérieur du Canada, aux frais du gouvernement de la

- (d) \$158.60
 (B) a) Left July 15th, returned July 19th 1968
 b) Stowe, Vermont, U.S.A.
 c) International Roads Federation Committee Meeting
 (d) \$150.00

- (C) a) Left September 17, returned September 20th 1968
 b) Washington, D.C., U.S.A.
 c) I.R.F. Meeting (International Roads Federation)
 (d) \$138.00

- (D) a) Left November 13th, returned November 15th 1968
 b) Washington, D.C., U.S.A.
 c) I.R.F. Meeting (International Roads Federation)
 (d) \$135.13

- (E) a) Left February 15th, returned February 21st 1969
 b) Chicago, Ill., U.S.A.
 c) Conexpo/69 (Road construction material salon)
 (d) \$343.00

1. Bourbeau, Armand-E., Engineer
 2. (a) Left August 15th, returned August 24th 1968
 b) Manchester, N.H., Boston, Plymouth, Buzzards' Bay, Mass., U.S.A.
 c) Information on rest stops along Routes 87, 81 and 93 in New England, and also on Routes 6, 28 and 25.

(d) \$400.35

N.B.: The employees who went outside the country to study are not included.

Question by Mr. Leduc (Taillon):

1. Did the Head of the Department of Natural Resources travel outside Canada, between February 21st 1968 and March

province, entre le 21 février 1968 et le 16 mars 1969 ?

2. Dans l'affirmative, quels ont été, pour chaque voyage :

a) les dates de départ et de retour au pays;

b) les noms des pays et des villes visités;

c) le but;

d) le coût des frais de transport, de séjour, de représentations et autres dépenses ?

Réponse par M. Allard :

1. Oui.

2. a) Le 28 octobre 1968;

b) New York, États-Unis;

c) Rencontre avec des industriels miniers;

d) \$75.00.

Question par M. Leduc (Taillon) :

1. Le Secrétaire de la Province a-t-il voyagé à l'extérieur du Canada, aux frais du gouvernement, entre le 21 février 1968 et le 16 mars 1969 ?

2. Dans l'affirmative, quels ont été, pour chaque voyage :

a) les dates de départ et de retour au pays;

b) les noms des pays et des villes visités;

c) le but;

d) le coût des frais de transport, de séjour, de représentations et autres dépenses ?

Réponse par M. Paul :

1. Non.

2. Nil.

16th 1969 at the expense of the government of the province ?

2. If so, and respecting each trip :

(a) what were the dates of departure and return to the country;

(b) what are the names of the countries and cities visited;

(c) what was the purpose of the visit;

(d) what was the cost of the travelling, hotel, representation and other expenses ?

Answer by Mr. Allard :

1. Yes.

2. (a) October 28th 1968.

(b) New York, United States.

(c) Meeting with mining industrialists.

(d) \$75.00.

Question by Mr. Leduc (Taillon) :

1. Did the Provincial Secretary travel outside Canada, between February 21st 1968 and March 16th 1969 at the expense of the government ?

2. If so, and respecting each trip :

(a) what were the dates of departure and return to the country;

(b) what are the names of the countries and cities visited;

(c) what was the purpose of the visit;

(d) what was the cost of the travelling, hotel, representation and other expenses ?

Answer by Mr. Paul :

1. No.

2. Nil.

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante par M. Leduc (Taillon) :

1. Quel a été le nombre d'heures de vol de l'avion Hawker-Siddeley DH-125, enre-

The Order of the Day being called for the consideration by the House of a question by Mr. Leduc (Taillon) :

1. What was the number of hours flown by the Hawker-Siddeley DH-125

gistrement CF-PGQ, du 16 juin 1966 jusqu'au 31 décembre 1966 ?

2. Au cours de la même période, quels ont été :

- a) le nombre de milles parcourus;
- b) le nombre de passagers;
- c) le nombre de milles/passagers;
- d) le nombre de sorties ?

3. Quels sont les membres de l'Exécutif qui ont utilisé cet avion et combien de fois chacun, entre le 1er avril 1968 et le 15 mars 1969 ?

4. Cet avion a-t-il, depuis le 1er avril 1968 jusqu'au 15 mars 1969, effectué des voyages à l'extérieur de la Province et, si tel est le cas, à quels endroits, à quelles dates et quels sont les nom et prénoms des personnes qui étaient à bord ?

5. Quelle décision le gouvernement a-t-il prise à la suite des études commencées en 1966 en vue de disposer de cet appareil ?

Sur la motion de M. Paul, il est—

Ordonné qu'il soit produit et déposé sur le bureau de la chambre un document contenant les informations demandées.

M. Lizotte dépose sur le bureau de la chambre ledit document.

(Document de la session no 111.)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante par M. Leduc (Taillon):

1. Quels sont les nom, prénoms et attributions des fonctionnaires du ministère des Affaires intergouvernementales qui ont voyagé à l'extérieur du Canada, aux frais du gouvernement de la province, entre le 21 février 1968 et le 16 mars 1969 ?

2. Quels ont été, pour chaque voyage:

- a) la date de départ et de retour au pays;
- b) les noms des pays et des villes visités;
- c) le but;

aircraft, registration CF-PGQ, from June 16th 1966 to December 31st 1966 ?

2. During the same period:

- (a) how many miles were travelled;
- (b) how many passengers were carried;
- (c) what was the number of passenger-miles;
- (d) what was the number of flights made?

3. What members of the Executive used this aircraft and how many times did each one use it, from April 1st 1968 to March 15th 1969 ?

4. Did this aircraft make any flights outside the Province from April 1st 1968 to March 15th 1969, and if so, to what places, on what dates, and what are the names and given names of the persons who were on board ?

5. What decision has the government taken following the study begun in 1966 with a view of disposing of this aircraft ?

On motion of Mr. Paul,—

Ordered, That there be tabled a document covering the information requested.

Mr. Lizotte tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 111.)

The Order of the Day being called for the consideration by the House of a question by Mr. Leduc (Taillon):

1. What are the names, given names and duties of the employees of the Department of Intergovernmental Affairs who travelled outside Canada at the expense of the government of the province, between February 21st 1968 and March 16th 1969 ?

2. Respecting each trip:

- (a) what is the date of departure and return to the country;
- (b) what are the names of the countries and cities visited;
- (c) what was the purpose of the visit;

d) le coût des frais de transport, de séjour, de représentations et autres dépenses ?

Sur la motion de M. Paul, il est—

Ordonné qu'il soit produit et déposé sur le bureau de la chambre un document contenant les informations demandées.

M. Bertrand dépose sur le bureau de la chambre ledit document.

(Document de la session no 112.)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante par M. Leduc (Taillon):

1. Quels sont les nom, prénoms et attributions des fonctionnaires du ministère de la Justice qui ont voyagé à l'extérieur du Canada, aux frais du gouvernement de la province, entre le 21 février 1968 et le 16 mars 1969 ?

2. Quels ont été, pour chaque voyage:

a) la date de départ et de retour au pays;

b) les noms des pays et des villes visités;

c) le but;

d) le coût des frais de transport, de séjour, de représentations et autres dépenses ?

Sur la motion de M. Paul, il est—

Ordonné qu'il soit produit et déposé sur le bureau de la chambre un document contenant les informations demandées.

M. Bertrand dépose sur le bureau de la chambre ledit document.

(Document de la session no 113.)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante par M. Tremblay (Bourassa):

1. Les ingénieurs-conseils qui avaient été chargés par le ministère de la Voirie de faire une nouvelle étude sur le transport des matières inflammables ou explosives

(d) what was the cost of the travelling, hotel, representation and other expenses ?

On motion of Mr. Paul,—

Ordered, That there be tabled a document covering the information requested.

Mr. Bertrand tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 112.)

The Order of the Day being called for the consideration by the House of a question by Mr. Leduc (Taillon):

1. What are the names, given names and duties of the employees of the Department of Justice who travelled outside Canada at the expense of the government of the province, between February 21st 1968 and March 16th 1969 ?

2. Respecting each trip:

(a) what is the date of departure and return to the country;

(b) what are the names of the countries and cities visited;

(c) what was the purpose of the visit;

(d) what was the cost of the travelling, hotel, representation and other expenses ?

On motion of Mr. Paul,—

Ordered, That there be tabled a document covering the information requested.

Mr. Bertrand tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 113.)

The Order of the Day being called for the consideration by the House of a question by Mr. Tremblay (Bourassa):

1. Has the report been submitted by the engineers who were entrusted by the Department of Roads with the work of making a new study of the transporting of

au pont-tunnel Louis-Hippolyte Lafontaine, ont-ils maintenant remis leur rapport ?

2. Si oui, à quelle date ?

3. Quelles sont les recommandations contenues dans ce rapport ?

4. Le gouvernement a-t-il l'intention de modifier prochainement la réglementation existante, afin d'assurer plus de sécurité routière ?

Sur la motion de M. Paul, il est—

Ordonné qu'il soit produit et déposé sur le bureau de la chambre un document contenant les informations demandées.

M. Bertrand dépose sur le bureau de la chambre ledit document.

(Document de la session no 114.)

Sur la motion de M. Binette:

Résolu qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de la chambre:

1. Copie de tout arrêté en conseil adopté par le gouvernement, depuis le 16 juin 1966 jusqu'au 28 février 1969, pour décréter des augmentations de tarifs d'électricité.

2. Un état indiquant, année par année, les tarifs de l'électricité vendue dans chaque région de la province, depuis le 1er janvier 1962 jusqu'au 31 décembre 1968, pour usage:

- a) domestique;
- b) industriel;
- c) commercial.

M. Allard dépose sur le bureau de la chambre ledit document.

(Document de la session no 115.)

Sur la motion de M. Courcy:

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de la chambre:

Un état indiquant tous les travaux de construction, d'amélioration et d'entretien

explosives on the Louis-Hippolyte Lafontaine Bridge Tunnel ?

2. If so, on what date ?

3. What recommendations are contained in such report ?

4. Does the government intend to amend the existing regulations in the near future, in order to ensure greater traffic safety ?

On motion of Mr. Paul,—

Ordered, That there be tabled a document covering the information requested.

Mr. Bertrand tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 114.)

On motion of Mr. Binette:

Resolved, that an humble Address be presented to the Honourable the Lieutenant-Governor, praying him to cause to be laid before the House:

1. A copy of all Orders in Council adopted by the government, from June 16th 1966 to February 28th 1969, decreeing increases in electricity rates.

2. A statement giving the year by year rates for the electricity sold in each region of the province, from January 1st 1962 to December 31st 1968, for:

- (a) domestic use;
- (b) industrial use;
- (c) commercial use.

Mr. Allard tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 115.)

On motion of Mr. Courcy:

Ordered, that there be laid before the House:

A statement showing all the construction, improvement and maintenance work

de chemins de colonisation exécutés dans chaque municipalité du comté de Mégantic au cours de l'exercice financier 1968/69, cet état devant préciser dans chaque cas:

- a) l'endroit des travaux;
- b) la nature;
- c) les noms et adresses des soumissionnaires;
- d) le montant de la soumission;
- e) les noms de l'entrepreneur;
- f) le montant du contrat.

M. Vincent dépose sur le bureau de la chambre ledit document.

(Document de la session no 116.)

Sur la motion de M. Michaud:

Résolu qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de la chambre:

Copie des arrêtés en conseil suivants:

- No 2400 — 1967;
- No 2889 — 1967;
- No 3018 — 1967;
- No 494 — 1968.

M. Bertrand dépose sur le bureau de la chambre ledit document.

(Document de la session no 117.)

Conformément à l'ordre du jour, la chambre reprend le débat sur la motion de M. Lévesque (Bonaventure) proposant:

Que cette chambre prie le gouvernement d'étudier la possibilité de créer une commission spéciale composée de quinze membres en vue de suivre la mise en application du Plan de développement de la région du Bas St-Laurent, de la Gaspésie et des Iles-de-la-Madeleine.

Que cette commission spéciale soit autorisée à faire les études et consultations nécessaires, entendre les personnes et corps intéressés, obtenir les communications de

carried out on colonization roads in each municipality of Megantic County during the 1968/69 fiscal year, such statement to specify in each case:

- (a) the site of the work;
- (b) the nature of the work;
- (c) the names and addresses of the bidders;
- (d) the amount of the bid;
- (e) the name of the contractor;
- (f) the amount of the contract.

Mr. Vincent tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 116.)

On motion of Mr. Michaud:

Resolved, that an humble Address be presented to the Honourable the Lieutenant-Governor, praying him to cause to be laid before the House:

A copy of the following Orders in Council:

- No. 2400 — 1967;
- No. 2889 — 1967;
- No. 3018 — 1967;
- No. 494 — 1968.

Mr. Bertrand tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 117.)

The House, according to Order, resumed the debate on the motion by Mr. Lévesque (Bonaventure) proposing:

That this House prays the government to examine the possibility of appointing a special committee composed of fifteen members with a view to following up the application of the Lower St. Lawrence, Gaspé Peninsula and Magdalen Islands Region Development Plan.

That such special committee be authorized to carry out the necessary studies and consultations, hear the interested persons and bodies, obtain the production of all

pièces ou dossiers, assigner des témoins et siéger aussi pendant que la chambre est en séance.

Et la motion étant mise aux voix, la chambre l'adopte.

papers and records, summon witnesses and sit also whilst the House is sitting.

And the Question being put on the motion, it was resolved in the Affirmative. The motion was accordingly adopted.

M. Bousquet propose, secondé par M. Demers:

Attendu que l'industrie généralement connue sous le nom d'industrie du textile, et qui comporte de multiples activités industrielles, remplit un rôle important dans l'économie de la province et procure de l'ouvrage à plus de 47,000 employés menacés de perdre leur emploi par suite de la politique fédérale au sujet des importations de textiles et de vêtements en provenance de pays à faible coût de production.

Cette chambre prie les autorités fédérales:

a) d'adopter, avec diligence, les moyens appropriés et justes pour mettre fin à cette concurrence indésirable desdits produits étrangers sur le marché de la province;

b) de créer un climat de confiance indispensable au Québec dans l'industrie manufacturière des textiles pour permettre une augmentation suffisante et rapide du nombre des emplois productifs;

c) de tendre vers une part plus rationnelle et plus équitable des exportations de pays à faible salaire comparée à celle d'autres pays;

d) d'assurer la viabilité et l'expansion d'une industrie textile québécoise capable de concourir au progrès économique de la province.

Qu'ordre soit donné au secrétaire de l'Assemblée nationale de faire parvenir, sans délai, au premier ministre du Canada, le très honorable PIERRE ELLIOT TRU-

Mr. Bousquet moved, seconded by Mr. Demers:

That whereas the industry generally known as the textile industry, and which includes a multitude of industrial activities, plays an important part in the economy of the Province and provides work for over 47,000 employees who are threatened with the loss of their jobs as a result of the federal policy respecting the importing of textiles and clothing from countries with low production costs.

Wherefore this House prays the federal authorities:

(a) to adopt, with dispatch, the just and appropriate means to put an end to this undesirable competition from the said foreign products on the market of the Province;

(b) to create an atmosphere of confidence that is indispensable to Québec in the textile manufacturing industry to allow a sufficient and rapid increase in the number of productive jobs;

(c) to bring the exports from countries whose salaries are low compared to those of other countries, to a more rational and equitable share;

(d) to ensure the viability and expansion of a Québec textile industry capable of contributing to the economic progress of the Province.

That the Secretary of the National Assembly be ordered to forward a copy of the present resolution without delay to the Prime Minister of Canada, the Right

DEAU une copie de la présente résolution. Honourable PIERRE ELLIOT TRUDEAU.

Et un débat s'élève.

And a debate arising thereon.

Sur la motion de M. Bellemare, il est—
Ordonné que le débat soit ajourné.

On motion of Mr. Bellemare,—
Ordered, That the debate be adjourned.

Sur la motion de M. Bellemare, il est—
Résolu, que la chambre s'ajourne maintenant.

On motion of Mr. Bellemare,—
Resolved, That the House doth now be adjourned.

Et, alors, la chambre s'ajourne.

And then the House adjourned.

**JEUDI,
1er mai 1969**

Trois heures de l'après-midi.

**THURSDAY,
May 1st 1969**

Three o'clock, P.M.

Prière.

Prayers.

M. Paul, de la commission des bills privés et des bills publics, présente le deuxième rapport de cette commission, ainsi qu'il suit:

Mr. Paul, from the Committee on Private Bills and Public Bills, presented to the House the second report of the said Committee as follows:

Votre commission a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

Your committee have agreed to report, with amendments, the following bills:

Bill 161.—Loi concernant Spiritual Healing Church;

Bill 161.—An Act respecting Spiritual Healing Church;

Bill 111.—Loi modifiant la Loi de la Corporation des horlogers-bijoutiers de la province de Québec;

Bill 111.—An Act to amend the Corporation of watchmakers and jewellers of the Province of Québec Act;

Bill 106.—Loi constituant en corporation Les Frères des Écoles Chrétiennes de Longueuil;

Bill 106.—An Act to incorporate "Les Frères des Écoles Chrétiennes de Longueuil";

Bill 107.—Loi constituant en corporation Les Frères des Écoles Chrétiennes de Montréal.

Bill 107.—An Act to incorporate "Les Frères des Écoles Chrétiennes de Montréal".

et, sans amendement, les bills suivants:

and, without amendment, the following bills:

Bill 101.—Loi autorisant le Collège des pharmaciens de la province de Québec à admettre George Henry Bédard et d'autres citoyens canadiens, à titre d'assistants-pharmaciens ou de licenciés en pharmacie;

Bill 101.—An Act to authorize the College of Pharmacists of the Province of Québec to admit George Henry Bédard and certain other Canadian citizens as assistant pharmacists or licentiates of pharmacy;

Bill 102.—Loi autorisant le Collège des pharmaciens de la province de Québec à inscrire dans ses registres Adib Henry Abouzakhm et d'autres personnes, à titre d'assistants-pharmaciens;

Bill 102.—An Act to authorize the College of Pharmacists of the Province of Québec to enter Adib Henry Abouzakhm and certain other persons in its registers as assistant pharmacists;

Bill 176.—Loi autorisant le Collège des pharmaciens de la province de Québec à inscrire dans ses registres Artin Artinian, à titre d'assistant-pharmacien;

Bill 176.—An Act to authorize the College of Pharmacists of the Province of Québec to enter Artin Artinian in its registers as an assistant pharmacist;

Bill 110.—Loi concernant la succession de Joseph L. Greenspon.

Le rapport est lu et reçu.

Bill 110.—An Act respecting the estate of Joseph L. Greenspon.

The report was read and received.

M. Paul propose:

Que le nom de M. Morin soit substitué à celui de M. Gardner sur la liste des membres de la commission de l'Éducation.

La motion est adoptée.

Mr. Paul moved:

That the name of Mr. Gardner be replaced by that of Mr. Morin on the list of members of the Committee on Education.

The motion was adopted.

M. Paul propose:

Que le nom de M. Cardinal soit substitué à celui de M. Leduc (Laviolette) sur la liste des membres de la commission de la présidence du Conseil.

La motion est adoptée.

Mr. Paul moved:

That the name of Mr. Leduc (Laviolette) be replaced by that of Mr. Cardinal on the list of members of the Committee on the Presidency of the Council.

The motion was adopted.

Sur la motion de M. Bertrand, il est—

Ordonné que M. Bertrand ait la permission de présenter le bill no 22, intitulé: «Loi modifiant la Loi de la Régie des alcools».

En conséquence, il présente ce bill qui est lu la première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la présente séance.

On motion of Mr. Bertrand,—

Ordered, That Mr. Bertrand have leave to bring in bill No. 22, intitled: "An Act to amend the Liquor Board Act".

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the present sitting.

M. Bertrand propose:

Que la commission permanente du Conseil exécutif soit convoquée pour mardi matin, le 6 mai 1969, à 10.30 heures, pour recevoir les explications sur la situation relative à la négociation d'une entente collective à l'échelle du Québec entre le gouvernement du Québec et les commissions scolaires, d'une part, et les instituteurs, d'autre part.

La motion est adoptée.

Mr. Bertrand moved:

That the Standing Committee on the Executive Council be convened for Tuesday morning, May 6th 1969, at 10:30 o'clock in the forenoon, to receive an explanation on the situation respecting the negotiation of a Québec-wide collective agreement between the Government of Québec and the school boards, as the party of the first part, and the teachers, as the party of the second part.

The motion was adopted.

Du consentement unanime des membres présents, la chambre se forme en comité plénier pour la prise en considération du bill no 101, intitulé: « Loi autorisant le Collège des pharmaciens de la province de Québec à admettre George Henry Bédard et d'autres citoyens canadiens, à titre d'assistants-pharmaciens ou de licenciés en pharmacie », et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. le président ayant pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport qu'il a examiné le bill et l'a adopté sans l'amender.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Du consentement unanime des membres présents, la chambre se forme en comité plénier pour la prise en considération du bill no 102, intitulé: « Loi autorisant le Collège des pharmaciens de la province de Québec à inscrire dans ses registres Adib Henry Abouzakhm et d'autres personnes, à titre d'assistants-pharmaciens », et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. le président ayant pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport qu'il a examiné le bill et l'a adopté sans l'amender.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Du consentement unanime des membres présents, la chambre se forme en comité plénier pour la prise en considération du bill no 110, intitulé: « Loi concernant la succession de Joseph L. Greenspon », et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. le président ayant pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport qu'il a examiné le bill et l'a adopté sans l'amender.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

The House, with unanimous consent, resolved itself into a Committee of the Whole House on bill No. 101, intituled: "An Act to authorize the College of Pharmacists of the Province of Québec to admit George Henry Bédard and certain other Canadian citizens as assistant pharmacists or licentiates of pharmacy", and after some time spent therein, Mr. President resumed the Chair, and Mr. Chairman reported that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, without any amendment.

Ordered, That the bill be now read the third time.

The bill was accordingly read the third time.

The House, with unanimous consent, resolved itself into a Committee of the Whole House on bill No. 102, intituled: "An Act to authorize the College of Pharmacists of the Province of Québec to enter Adib Henry Abouzakhm and certain other persons in its registers as assistant pharmacists", and after some time spent therein, Mr. President resumed the Chair, and Mr. Chairman reported that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, without any amendment.

Ordered, That the bill be now read the third time.

The bill was accordingly read the third time.

The House, with unanimous consent, resolved itself into a Committee of the Whole House on bill No. 110, intituled: "An Act respecting the estate of Joseph L. Greenspon", and after some time spent therein, Mr. President resumed the Chair, and Mr. Chairman reported that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, without any amendment.

Ordered, That the bill be now read the third time.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Du consentement unanime des membres présents, la chambre se forme en comité plénier pour la prise en considération du bill no 176, intitulé: « Loi autorisant le Collège des pharmaciens de la province de Québec à inscrire dans ses registres Artin Artinian, à titre d'assistant-pharmacien », et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. le président ayant pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport qu'il a examiné le bill et l'a adopté sans l'amender.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

The bill was accordingly read the third time.

The House, with unanimous consent, resolved itself into a Committee of the Whole House on bill No. 176, intituled: "An Act to authorize the College of Pharmacists of the Province of Québec to enter Artin Artinian in its registers as an assistant pharmacist", and after some time spent therein, Mr. President resumed the Chair, and Mr. Chairman reported that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, without any amendment.

Ordered, That the bill be now read the third time.

The bill was accordingly read the third time.

Du consentement unanime de la chambre, M. Laporte propose, secondé par M. Pinard:

Que les noms de MM. Choquette et Laporte soient substitués à ceux de MM. Cadieux et Gérin-Lajoie sur la liste des membres de la commission de la présidence du Conseil.

La motion est adoptée.

With the unanimous consent of the House, Mr. Laporte moved, seconded by Mr. Pinard:

That the names of Messrs. Cadieux and Gérin-Lajoie be replaced by those of Messrs. Choquette and Laporte on the list of members of the Committee on the Presidency of the Council.

The motion was adopted.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 20, intitulé: « Loi modifiant la Loi des tribunaux judiciaires ».

M. Bertrand informe la chambre que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce bill.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la chambre, pour étude au cours de la présente séance.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 20, intituled: "An Act to amend the Courts of Justice Act".

Mr. Bertrand informed the House that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said bill to their consideration.

The bill was accordingly read the second time, and committed for consideration during the present sitting.

Résolu que cette chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. le président ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 19, intitulé: « Loi modifiant le Code de procédure civile ».

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la chambre, pour étude au cours de la présente séance.

Résolu que cette chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. le président ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans l'amender.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Resolved, That this House do immediately resolve itself into a Committee of the Whole House for the consideration of the bill.

The House accordingly resolved itself into the said Committee; and after some time spent therein, Mr. President resumed the Chair; and the Chairman reported, that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, with an amendment.

The bill as amended was read and agreed to.

Ordered, that the bill be now read the third time.

The bill was accordingly read the third time.

The Order of the day being read for the second reading of bill No. 19, intitled: "An Act to amend the Code of Civil Procedure".

The bill was accordingly read the second time, and committed for consideration during the present sitting.

Resolved, That this House do immediately resolve itself into a Committee of the Whole House for the consideration of the bill.

The House accordingly resolved itself into the said Committee; and after some time spent therein, Mr. President resumed the Chair; and the Chairman reported, that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, without any amendment.

Ordered, that the bill be now read the third time.

The bill was accordingly read the third time.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 21, intitulé: « Loi modifiant la Loi de police ».

M. Bertrand informe la chambre que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce bill.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la chambre, pour étude au cours de la présente séance.

Résolu que cette chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. le président ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 22, intitulé: « Loi modifiant la Loi de la Régie des alcools ».

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la chambre, pour étude au cours de la présente séance.

Résolu que cette chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. le président ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 21, intitled: "An Act to amend the Police Act".

Mr. Bertrand informed the House that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said bill to their consideration.

The bill was accordingly read the second time, and committed for consideration during the present sitting.

Resolved, That this House do immediately resolve itself into a Committee of the Whole House for the consideration of the bill.

The House accordingly resolved itself into the said Committee; and after some time spent therein, Mr. President resumed the Chair; and the Chairman reported, that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, with an amendment.

The bill as amended was read and agreed to.

Ordered, that the bill be now read the third time.

The bill was accordingly read the third time.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 22, intitled: "An Act to amend the Liquor Board Act".

The bill was accordingly read the second time, and committed for consideration during the present sitting.

Resolved, That this House do immediately resolve itself into a Committee of the Whole House for the consideration of the bill.

The House accordingly resolved itself into the said Committee; and after some time spent therein, Mr. President resumed the Chair; and the Chairman reported, that the Committee had gone through

celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans l'amender.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 9, intitulé: « Loi de l'adoption ».

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la chambre, pour étude au cours de la présente séance.

Résolu que cette chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. le président ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

Ordonné que le bill soit lu une troisième fois à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la chambre à se former de nouveau en comité des subsides.

M. Dozois propose que M. le président quitte maintenant le fauteuil et que la chambre se forme de nouveau en comité des subsides et la motion est adoptée.

En conséquence, la chambre se forme de nouveau en comité des subsides et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. le président ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas fini de délibérer et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

the bill, and directed him to report the same, without any amendment.

Ordered, that the bill be now read the third time.

The bill was accordingly read the third time.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 9, intituled: "Adoption Act".

The bill was accordingly read the second time, and committed for consideration during the present sitting.

Resolved, That this House do immediately resolve itself into a Committee of the Whole House for the consideration of the bill.

The House accordingly resolved itself into the said Committee; and after some time spent therein, Mr. President resumed the Chair; and the Chairman reported, that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, with an amendment.

The bill as amended was read and agreed to.

Ordered, that the bill be read the third time at the next sitting.

The Order of the Day being read for the House again in Committee of Supply.

Mr. Dozois moved, and the Question being put, that Mr. President do now leave the Chair, it was resolved in the Affirmative. The House accordingly resolved itself into the said Committee, and after some time spent therein, Mr. President resumed the Chair; and the Chairman reported, that the committee had made some progress, and directed him to move for leave to sit again.

Résolu qu'à sa prochaine séance la chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Resolved, That this House will, at its next sitting, again resolve itself into the said Committee.

Du consentement unanime de la chambre, et sur la motion de M. Paul, il est—

Résolu que, lorsque cette chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à demain, à dix heures et demie du matin.

With the unanimous consent of the House, and on motion of Mr. Paul,—

Resolved, That when this House adjourns today, it do stand adjourned until tomorrow at ten-thirty o'clock, A.M.

Et, alors, la chambre s'ajourne.

And then the House adjourned.

N° 30

**VENDREDI,
2 mai 1969**

Dix heures et demie du matin.

Prière.

Conformément à l'ordre du jour, la chambre se forme en comité plénier pour la prise en considération du bill no 106, intitulé: « Loi constituant en corporation Les Frères des Écoles Chrétiennes de Longueuil », et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. le président ayant pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport qu'il a examiné le bill et l'a adopté sans l'amender.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Conformément à l'ordre du jour, la chambre se forme en comité plénier pour la prise en considération du bill no 107, intitulé: « Loi constituant en corporation Les Frères des Écoles Chrétiennes de Montréal », et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. le président ayant pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport qu'il a examiné le bill et l'a adopté sans l'amender.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Conformément à l'ordre du jour, la chambre se forme en comité plénier pour la prise en considération du bill no 111,

**FRIDAY,
May 2nd 1969**

Ten-thirty o'clock, A.M.

Prayers.

The House, according to Order, resolved itself into a Committee of the Whole House to consider bill No. 106, intituled: "An Act to incorporate Les Frères des Écoles Chrétiennes de Longueuil", and after some time spent therein, Mr. President resumed the Chair, and Mr. Chairman reported that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, without any amendment.

Ordered, That the bill be now read the third time.

The bill was accordingly read the third time.

The House, according to Order, resolved itself into a Committee of the Whole House to consider bill No. 107, intituled: "An Act to incorporate Les Frères des Écoles Chrétiennes de Montréal", and after some time spent therein, Mr. President resumed the Chair, and Mr. Chairman reported that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, without any amendment.

Ordered, That the bill be now read the third time.

The bill was accordingly read the third time.

The House, according to Order, resolved itself into a Committee of the Whole House to consider bill No. 111,

intitulé: « Loi modifiant la Loi de la corporation des horlogers-bijoutiers de la province de Québec », et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. le président ayant pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport qu'il a examiné le bill et l'a adopté sans l'amender.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Conformément à l'ordre du jour, la chambre se forme en comité plénier pour la prise en considération du bill no 161, intitulé: « Loi concernant Spiritual Healing Church », et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. le président ayant pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport qu'il a examiné le bill et l'a adopté sans l'amender.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

intituled: "An Act to amend the Corporation of watch-makers and jewellers of the Province of Québec Act", and after some time spent therein, Mr. President resumed the Chair, and Mr. Chairman reported that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, without any amendment.

Ordered, That the bill be now read the third time.

The bill was accordingly read the third time.

The House, according to Order, resolved itself into a Committee of the Whole House to consider bill No. 161, intituled: "An Act respecting Spiritual Healing Church", and after some time spent therein, Mr. President resumed the Chair, and Mr. Chairman reported that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, without any amendment.

Ordered, That the bill be now read the third time.

The bill was accordingly read the third time.

Question par M. Lesage:

Quels ont été, dans chaque cas, à l'occasion des émissions d'obligations de la province ou de tout organisme, commission ou régie relevant du gouvernement, depuis le 30 mars 1968 jusqu'au 28 février 1969:

a) le prix auquel ces obligations ont été vendues;

b) le coût net;

c) le montant total de tous les déboursés et les nom et prénoms des personnes à qui ces déboursés ont été payés et le montant dans chaque cas?

Question by Mr. Lesage:

In each case respecting bond issues put out by the province or any organization, commission or board belonging to the government, from March 30th 1968 to February 28th 1969:

(a) at what price were such bonds sold;

(b) what was the net cost;

(c) what was the total amount of all disbursements, and what are the names and given names of the persons to whom such payments were made and what was the amount in each case?

Réponse par M. Dozois:

1. a) et b)

Answer by Mr. Dozois:

1. (a) and (b)

<i>Prix de rente au public</i>	<i>Rendement à l'acheteur</i>	<i>Prix obtenu par la province ou l'Hydro</i>	<i>Coût net à la province ou l'Hydro</i>
<i>—</i>	<i>—</i>	<i>—</i>	<i>—</i>
<i>(par \$100 d'oblig.)</i>	<i>(en %)</i>	<i>(par \$100 d'oblig.)</i>	<i>(en %)</i>
<i>Selling price to the public</i>	<i>Yield to purchaser</i>	<i>Price obtained by the province or Hydro</i>	<i>Net cost to the province or Hydro</i>
<i>—</i>	<i>—</i>	<i>—</i>	<i>—</i>
<i>(per \$100 bond)</i>	<i>(in %)</i>	<i>(per \$100 bond)</i>	<i>(in %)</i>

15 avril 1968 — April 15th 1968 — Province de Québec —
Province of Québec.

E.U. \$50,000,000 — 7% échéant le 15 avril 1989.....	\$ 97.324	\$7.25	\$96.321	\$7.35
U.S. \$50,000,000 — 7% to mature April 15th 1989.				

15 mai 1968 — May 15th 1968 — Hydro-Québec.

\$12,000,000 — 7½% échéant à raison de \$1,200,000 par année du 15 mai 1969 à 1978 inclusivement.....	99.5	7.61	98.90	7.75
\$12,000,000 — 7½% to mature at a rate of \$1,200,000 per year from May 15th 1969 to 1978 inclusively.				
\$13,000,000 — 7½% échéant le 15 mai 1980.....	98.5	7.70	97.35	7.84
\$13,000,000 — 7½% to mature May 15th 1980.				
\$25,000,000 — 7% échéant le 1er octobre 1994.....	92.14	7.70	91.49	7.76
\$25,000,000 — 7% to mature October 1st 1994.				

2 juillet 1968 — July 2nd 1968 — Province de Québec (1)
— Province of Québec (1).

\$30,000,000 — 7% échéant le 1er octobre 1994.....	91.62	7.75	91.62	7.75
\$30,000,000 — 7% to mature October 1st 1994.				
\$30,000,000 — 7½% échéant le 1er octobre 1994.....	96.65	7.80	96.65	7.80
\$30,000,000 — 7½% to mature October 1st 1994.				

1er août 1968 — August 1st 1968 — Hydro-Québec.

E.U. \$25,000,000 — 7¾% échéant le 1er août 1986.....	100.	7.75	99.50	7.81
U.S. \$25,000,000 — 7¾% to mature August 1st 1986.				

15 septembre 1968 — September 15th 1968 — Province de
Québec — Province of Québec.

\$15,000,000 — 7½% échéant à raison de \$1,500,000 par année du 15 septembre 1969 à 1978 inclusivement....	100.	7.5	99.40	7.64
---	------	-----	-------	------

(1) Négociation directe avec la Caisse de dépôt et de placement du Québec.— Direct negotiation with the Québec Deposit and Investment Fund.

	Prix de vente au public	Rendement à l'acheteur	Prix obtenu par la province ou l'Hydro	Coût net à la province ou l'Hydro
	(par \$100 d'oblig.)	(en %)	(par \$100 d'oblig.)	(en %)
	Selling price to the public	Yield to purchaser	Price obtained by the province or Hydro	Net cost to the province or Hydro
	(per \$100 bond)	(in %)	(per \$100 bond)	(in %)
\$15,000,000 — 7½% to mature at a rate of \$1,500,000 per year from September 15th 1969 to 1978 inclusively.				
\$5,000,000 — 7½% échéant le 15 septembre 1978.	99.50	7.57	98.35	7.74
\$5,000,000 — 7½% to mature September 15th 1978.				
\$30,000,000 — 7½% échéant le 15 septembre 1993.	98.50	7.64	97.516	7.73
\$30,000,000 — 7½% to mature September 15th 1993.				
<i>1er novembre 1968 — November 1st 1968 — Hydro-Québec.</i>				
E.U. \$50,000,000 — 7¼% échéant le 1er novembre 1991	99.446	7.29	98.446	7.40
U.S. \$50,000,000 — 7¼% to mature November 1st 1991				
E.U. \$10,000,000 — 7¼% échéant le 1er novembre 1974	100.	7.25	100.	7.27
U.S. \$10,000,000 — 7¼% to mature November 1st 1974				
<i>15 décembre 1968 — December 15th 1968 — Province de Québec — Province of Québec.</i>				
\$50,000,000 — 7¼% échéant le 15 décembre 1974 (échangeables pour des obligations échéant le 15 décembre 1983) rendement calculé sur période de 15 ans.	100.	7.75	99.10	7.85
\$50,000,000 — 7¼% to mature December 15th 1974 (can be exchanged for bonds maturing December 15th 1983) yield calculated for 15 year period.				
<i>1er février 1969 — February 1st 1969 — Province de Québec — Province of Québec.</i>				
DM 80,000,000 — 6¾% échéant le 1er février 1976.	99.00	6.93	98.50	7.03
DM 80,000,000 — 6¾% to mature February 1st 1976.				
<i>1er février 1969 — February 1st 1969 — Hydro-Québec.</i>				
DM 150,000,000 — 6¾% échéant à raison de DM 15,000,000 par année du 1er février 1975 à 1984 inclusivement.	98.	7.02	95.	7.45
DM 150,000,000 — 6¾% to mature at a rate DM 15,000,000 per year from February 1st 1975 to 1984 inclusively.				

c) À l'exception des frais pour les obligations émises à la Caisse de dépôt et (c) With the exception of the costs for the bonds issued to the Québec

de placement, tous les frais pour les obligations émises au Canada ci-haut mentionnées incluant les frais légaux, les frais d'impressions des titres et des prospectus etc., sont à la charge des syndicats financiers.

Voici le détail des déboursés par la Province de Québec et la Commission hydroélectrique de Québec pour les émissions d'obligations en dollars américains et en Deutche-Marks.

Deposit and Investment Fund, all the costs for bonds issued in Canada mentioned above, including legal fees, costs for printing the bonds and prospectus, etc., are paid by the financial syndicates.

The following is a detailed statement of the expenditures made by the Province of Québec and the Québec Hydro-Electric Commission for bond issues in American dollars and Deutche-Marks.

Obligations échéant le 15 avril 1989 — Bonds maturing April 15th 1989

Pandick Press, Inc.	\$11,121.00
Securities and Exchange Commission	10,832.87

Obligations échéant le 1er octobre 1994 — Bonds maturing October 1st 1994

Lacroix, Viau, Bélanger, Pagé, Hébert & Mailloux	15,000.00
Martineau, Wacker, Allison, Beaubien, Tetley & Phelan	5,062.95

Obligations échéant le 1er août 1986 — Bonds maturing August 1st 1986

American Bank Note Company	461.93
Pandick Press Inc.	2,236.13
Frais de voyage des Officiers — Officers' travelling expenses	86.95
Morgan Guaranty Trust Co.	4.31
Sullivan & Cromwell	12,118.34
Ogilvy, Cope, Porteous, Hansard, Marler, Montgomery & Renault	6,743.51
Jean-Paul Cardinal de-of Bumbray Carroll, Cardinal, Lajeunesse & Dansereau	5,217.59

Obligations échéant le 1er novembre 1991 — Bonds maturing November 1st 1991

The Signature Co.	388.40
Yvon Boulanger Limitée	6,050.00
Ministère des Transports et Communications — Department of Transportation and Communications	800.00
Pandick Press Inc.	18,894.72
Securities Exchange Commission	10,730.00
H. Marcel Caron C.A. & Léo Davignon C.A.	13,000.00
Jean-Paul Cardinal de-of Bumbray Carroll Cardinal, Lajeunesse & Dansereau	5,251.54
Frais de voyage des Officiers — Officers' travelling expenses	884.89

Obligations échéant le 1er novembre 1974 — Bonds maturing November 1st 1974

Sullivan & Cromwell	3,945.46
Yvon Boulanger Limitée	375.00
Ogilvy, Cope, Porteous, Hansard, Marler, Montgomery & Renault	3,256.65
Frais de voyage des Officiers — Officers' travelling expenses	321.40

Obligations échéant le 1er février 1976 — Bonds maturing February 1st 1976

Frais de voyage des sous-ministres — Deputy Ministers' travelling expenses.....	1,454.12
---	----------

Obligations échéant le 1er février 1975/84 — Bonds maturing February 1st 1975/84

Blain, Piché, Bergeron, Godbout & Emery.....	12,055.78
Frais de voyage des Officiers — Officers' travelling expenses.....	3,453.45

Question par M. Lesage:

Quelle somme totale la Régie des rentes du Québec a-t-elle versée sous forme de pensions, depuis le 1er mars 1968 jusqu'au 28 février 1969?

Réponse par M. Dozois:

\$4,801,905.07.

Question par M. Pinard:

1. Quel montant total le ministère de la Voirie a-t-il payé à Vilemont Construction Inc., de Montmagny, depuis le 15 juillet 1966 jusqu'à ce jour?

2. Quel a été le nombre total de verges cubes de concassé vendu au ministère par cette compagnie, au cours de cette même période?

3. Quels sont:

- a) les nom, prénoms et adresse des officiers et directeurs de cette compagnie;
- b) la date de son incorporation?

Réponse par M. Lafontaine:

1. \$230,386.76.

2. 285,040.9 verges cubes.

3. a) Viateur Caron, président, Montmagny; Jean-Louis Montminy, vice-président, Notre-Dame-du-Rosaire, comté de Montmagny; Joseph Létourneau, secrétaire, Montminy, comté de Montmagny;
- b) 13 juillet 1966.

Question par M. Bourassa:

À combien s'élèvent les montants des obligations émises:

- a) par la Province;
- b) par l'Hydro-Québec;

Question by Mr. Lesage:

What total amount was paid out in the form of pensions by the Québec Pension Board, from March 1st 1968 to February 28th 1969?

Answer by Mr. Dozois:

\$4,801,905.07.

Question by Mr. Pinard:

1. What total amount did the Department of Roads pay to Vilemont Construction Inc., of Montmagny, from July 15th 1966 to date?

2. What is the total number of cubic yards of gravel sold to the Department by such company during the same period?

3. (a) What are the names, given names and addresses of the officers and directors of such company;

(b) what is the date of its incorporation?

Answer by Mr. Lafontaine:

1. \$230,386.76.

2. 285,040.9 cubic yards.

3. (a) Viateur Caron, President, Montmagny; Jean-Louis Montminy, Vice-President, Notre-Dame-du-Rosaire, Montmagny County; Joseph Létourneau, Secretary, Montminy, Montmagny County;
- (b) July 13th 1966.

Question by Mr. Bourassa:

What are the amounts of the bonds issued:

- (a) by the Province;
- (b) by Hydro-Québec;

et qui ont été achetées, depuis le 23 octobre 1968 jusqu'au 28 février 1969 inclusivement par la Caisse de dépôt et placement du Québec constituée en vertu de 1967, chapitre 23 ?

Réponse par M. Dozois:

Achat d'obligations (en valeur nominale) du 23 octobre 1968 au 28 février 1969 inclusivement par la Caisse de dépôt et placement du Québec:

and which were purchased, from October 23rd 1968 to February 28th 1969 inclusively, by the Québec Deposit and Investment Fund, constituted under 1967, chapter 23 ?

Answer by Mr. Dozois:

Bonds purchased (at nominal value) from October 23rd 1968 to February 28th 1969 inclusively, by the Québec Deposit and Investment Fund.

	Achats bruts (en milliers de dollars)	Ventes	Achats nets
	Gross Purchases	Sales (in thousands)	Net Purchases
<i>Obligations de la province de Québec</i> <i>Province of Québec Bonds</i>			
Nouvelles émissions	\$25,000	\$ —	\$25,000
New issues.			
Marché secondaire	3,675	150	3,525
Secondary market.			
Total	\$28,675	\$ 150	\$28,525
<i>Obligations de l'Hydro-Québec</i> <i>Hydro-Québec Bonds</i>			
Nouvelles émissions	\$22,000	\$ —	\$22,000
New issues.			
Marché secondaire	925	125	800
Secondary market.			
Total	\$22,925	\$ 125	\$22,800
<i>Ensemble</i> <i>Both</i>			
Nouvelles émissions	\$47,000	\$ —	\$47,000
New issues.			
Marché secondaire	4,600	275	4,325
Secondary market.			
Total	\$51,600	\$ 275	\$51,325

Question par M. Baillargeon:

1. À quelle date M. Michel Dufresne, de Grosses-Roches, comté de Matane, a-t-il signé une promesse de vendre au ministère de la Voirie, pour la somme de \$10,000, les lots suivants: partie 45-B, partie 46-A, 46-B-4 et 47-A, rang I, canton Cherbourg, soit une superficie totale de 0.716 acre?

2. Le ministère a-t-il, par la suite, payé le montant indiqué sur la promesse de vente qui avait été signée par M. Dufresne ou si ce montant a été modifié?

3. S'il y a eu des modifications quelles en sont les raisons et quel fut le montant total payé?

Réponse par M. Lafontaine:

1. Le 19 avril 1967.

2. Non, M. Dufresne ayant refusé d'accepter par la suite l'entente déjà signée.

3. De nouvelles négociations furent entreprises au niveau de l'agent d'expropriation et une offre d'un montant additionnel de \$5,000.00 fut faite et acceptée par M. Dufresne dans une lettre en date du 20 octobre 1967. Cette nouvelle offre était basée sur l'augmentation du coût prévu pour le déplacement des bâtisses, la relocation d'un chenil et l'entreposage de 15,000 volumes, statues et ornements d'église. Aucun montant a été payé à l'exproprié, ce nouveau règlement n'ayant pas été définitivement approuvé par les autorités supérieures du Service des expropriations.

Question par M. Lefebvre:

1. À quelle date le gouvernement a-t-il retenu les services de M. J.-Eugène Houde, conseiller spécial au ministère de l'Éducation?

2. Quel traitement annuel reçoit-il?

3. En quoi ses fonctions consistent-elles?

4. A-t-il été autorisé par le ministère à prononcer une conférence devant les con-

Question by Mr. Baillargeon:

1. On what date did Mr. Michel Dufresne, of Grosse-Roches, Matane County, sign a promise to sell to the Department of Roads, for an amount of \$10,000, the following lots: part of 45-B, part of 46-A, 46-B-4 and 47-A, Range I, Cherbourg township, for a total area of 0.716 acres?

2. Following this, did the Department pay the amount shown on the promise of sale signed by Mr. Dufresne, or was the amount changed?

3. If any changes were made, what are the reasons for them and what was the total amount paid?

Answer by Mr. Lafontaine:

1. April 19th 1967.

2. No, because Mr. Dufresne later refused to accept the agreement which had already been signed.

3. New negotiations were started by the expropriation agent, and the offer of an additional amount of \$5,000.00 was made and accepted by Mr. Dufresne in a letter dated October 20th 1967. The new offer was based on the increase in the estimated cost for the moving of the buildings, the relocating of a kennel and the storing of 15,000 books, church statues and ornaments. No amount has been paid to the person expropriated, as the new agreement has not been definitely approved by the higher authorities of the Expropriations Service.

Question by Mr. Lefebvre:

1. On what date did the government retain the services of Mr. J.-Eugène Houde, Special Adviser to the Department of Education?

2. What is his annual salary?

3. What do his duties consist of?

4. Was he authorized by the Department to give a talk before the persons

gressistes des associations éducatives du territoire de la régionale du Lac St-Jean, au Manoir du Rocher, à Alma, le ou vers le 9 mars 1969 et, le cas échéant, par qui?

5. Le texte de sa conférence avait-il préalablement été approuvé par les autorités du ministère?

6. Le ministère a-t-il adopté comme politique de faire annoncer par des fonctionnaires les projets de construction d'écoles?

7. Dans l'affirmative, depuis quelle date?

Réponse par M. Cardinal:

1. Le 1er juin 1967 à la suite d'un concours de la Fonction publique numéro 66-1159.

2. \$17,500.00.

3. Il est directeur général adjoint du Financement et conseiller spécial du ministre de l'Éducation.

4. Oui. Par le ministre de l'Éducation.

5. Oui.

6. Oui.

7. Depuis que je suis ministre de l'Éducation.

Question par M. Coiteux:

1. Depuis le 16 juin 1966 jusqu'au 28 février 1969, la Commission scolaire de Sept-Iles a-t-elle soumis des résolutions au ministère de l'Éducation demandant l'autorisation d'accorder des contrats pour l'achat et le posage de tapis dans certaines écoles?

2. Dans l'affirmative:

a) le ministère a-t-il approuvé ces demandes;

b) a-t-il exigé que les contrats soient accordés après appels d'offres et, le cas échéant, s'est-il assuré par la suite que ces directives avaient été suivies;

c) quels furent les soumissionnaires et le montant de chaque soumission;

d) à qui chaque contrat a-t-il été accordé et à quelles conditions?

attending the convention held by the educational associations of the Lake St. John Regional School Board area, at the Manoir du Rocher, at Alma, on or about March 9th 1969, and if so, by whom?

5. Was the text of his talk approved beforehand by the authorities of the Department?

6. Has the Department adopted a policy of having its school construction projects announced by its employees?

7. If so, since what date?

Answer by Mr. Cardinal:

1. June 1st 1967, following Civil Service Competition No. 66-1159.

2. \$17,500.00.

3. He is the Associate Director of Financing and special adviser to the Minister of Education.

4. Yes, by the Minister of Education.

5. Yes.

6. Yes.

7. Ever since I have been Minister of Education.

Question by Mr. Coiteux:

1. From June 16th 1966 to February 28th 1969, did the School Board of Sept-Iles submit any resolutions to the Department of Education requesting authorization for the purchase and laying of carpets in certain schools?

2. If so:

(a) did the Department approve such requests;

(b) did it require that the contracts be awarded following a call for tenders, and if so, did it make sure afterwards that such directives had been followed;

(c) who were the bidders, and what was the amount of each bid;

(d) to whom was each contract awarded and on what conditions?

Réponse par M. Cardinal:

1. Non.
2. Nil.

Answer by Mr. Cardinal:

1. No.
2. Nil.

Question par M. Courcy:

1. Quel est le nombre total de lots qui ont été rachetés par le ministère de l'Agriculture et Colonisation, depuis le 1er mars 1968 jusqu'au 31 mars 1969?

2. Quel est en détail, pour chaque comté, le nombre de lots:

- a) rachetés;
- b) revendus à titre d'établissements agricoles;
- c) revendus à titre de compléments de fermes?

Question by Mr. Courcy:

1. What is the total number of lots that were repurchased by the Department of Agriculture and Colonization, from March 1st 1968 to March 31st 1969?

2. Respecting each county, what are the details:

- (a) on the number of lots repurchased;
- (b) on the number of lots resold as agricultural establishments;
- (c) on the number of lots resold as additions to farms?

Réponse par M. Vincent:

1. 74.
- 2.

Answer by Mr. Vincent:

1. 74.

	A	B	C
		Revendus	
Comtés	Rachetés	Établissements	Agrandissements
Counties	Repurchased	Resold	Additions
		Establishments	
Abitibi-Est-East	4	1	3
Abitibi-Ouest-West	2	—	2
Arthabaska	1	—	1
Bagot	1	—	1
Beauce	4	—	4
Bellechasse	3	—	3
Charlevoix	2	—	2
Compton	2	—	2
Drummond	4	—	4
Dubuc	2	1	1
Gaspé-Sud-South	1	—	1
Iberville	2	—	2
Joliette	1	—	1
Kamouraska	3	1	2
Lac St-Jean-Lake St-John	1	—	1
Laviolette	2	—	2
Lotbinière	2	—	2
Matane	2	—	2
Matapédia	2	—	2
Mégantic	1	—	1
Missisquoi	2	—	2
Montcalm	1	—	1
Nicolet	1	—	1

Papineau	4	—	4
Richmond	3	—	3
Rimouski	2	—	2
Rivière-du-Loup	2	—	2
Roberval	4	2	2
Rouyn-Noranda	1	—	1
Shefford	1	—	1
Témiscamingue	2	—	2
Témiscouata	7	—	7
Wolfe	2	—	2

Question par M. Leduc (Taillon):

1. Le titulaire du ministère de l'Industrie et du Commerce a-t-il voyagé à l'extérieur du Canada, aux frais du gouvernement de la province, entre le 21 février 1968 et le 16 mars 1969?

2. Dans l'affirmative, quels ont été, pour chaque voyage:

a) les dates de départ et de retour au pays;

b) les noms des pays et des villes visités;

c) le but;

d) le coût des frais de transport, de séjour, de représentations et autres dépenses?

Réponse par M. Beaudry:

1. Oui.

2. a) Date de départ: 7 août 1968. Date de retour: 7 août 1968. Date de départ: 21 janvier 1969. Date de retour: 28 janvier 1969;

b) Milwaukee, Wisconsin, U.S.A. Paris, France et Londres, Angleterre;

c) Rencontre avec des industriels américains. Mission officielle en compagnie de l'Honorable Jean-Guy Cardinal. Rencontres avec des industriels et des commerçants européens;

d) \$196.67, \$700.00 pour frais de représentations, de séjour et autres dépenses et \$787.00 pour frais de transport.

Question par M. Leduc (Taillon):

1. Quels sont les nom, prénoms et attributions des fonctionnaires du minis-

Question by Mr. Leduc (Taillon):

1. Did the Head of the Department of Industry and Commerce travel outside Canada, between February 21st 1968 and March 16th 1969 at the expense of the government of the province?

2. If so, and respecting each trip:

(a) what were the dates of departure and return to the country;

(b) what are the names of the countries and cities visited;

(c) what was the purpose of the visit;

(d) what was the cost of the travelling, hotel, representation and other expenses?

Answer by Mr. Beaudry:

1. Yes.

2. (a) Left August 7th 1968, returned August 7th 1968; Left January 21st 1969, returned January 28th 1969;

(b) Milwaukee, Wisconsin, U.S.A., Paris, France, and London, England;

(c) meeting with American industrialists. Official mission with the Honourable Jean-Guy Cardinal. Meeting with European industrialists and businessmen;

(d) \$196.67, \$700.00 for representation costs, hotel and other expenses, and \$787.00 for travelling expenses.

Question by Mr. Leduc (Taillon):

1. What are the names, given names and duties of the employees of the Depart-

tère des institutions financières, compagnies et coopératives qui ont voyagé à l'extérieur du Canada, aux frais du gouvernement de la province, entre le 12 août 1967 et le 16 mars 1969?

2. Quels ont été, pour chaque voyage:

a) la date de départ et de retour au pays;

b) les noms des pays et des villes visités;

c) le but;

d) le coût des frais de transport, de séjour, de représentations et autres dépenses?

Réponse par M. Beaulieu:

1. Roger A. Camaraire, Surintendant des Assurances.

2. a) Départ le 14 juin 1968, retour le 24 juin 1968;

b) États-Unis — Portland Oregon;

c) Réunion annuelle de la National Association of Insurance Commission;

d) \$930.28.

1. Roger A. Camaraire, Surintendant des Assurances.

2. a) Départ le 29 novembre 1968, retour le 6 décembre 1968;

b) États-Unis — Los Angeles;

c) Congrès de la National Association of Insurance Commission;

d) \$762.03.

1. Maurice Cusson, Directeur de la Commission des Valeurs mobilières du Québec.

2. a) Départ le 6 octobre 1968, retour le 11 octobre 1968;

b) États-Unis — Miami Floride;

c) Congrès des North American Securities Administrators;

d) \$328.79.

Question par M. Brown:

1. Quels sont les noms des quatre entreprises dont il est fait mention au paragraphe 3. a) de la réponse déposée à l'Assemblée nationale, le 16 avril 1969, par le ministre du Travail, laquelle est

ment of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, who travelled outside Canada at the expense of the government of the province, between August 12th 1967 and March 16th 1969?

2. Respecting each trip:

(a) what is the date of departure and return to the country;

(b) what are the names of the countries and cities visited;

(c) what was the purpose of the visit;

(d) what was the cost of the travelling, hotel, representation and other expenses?

Answer by Mr. Beaulieu:

1. Roger A. Camaraire, Superintendent of Insurance.

2. (a) Left June 14th 1968, returned June 24th 1968;

(b) United States — Portland Oregon;

(c) Annual meeting of the National Association of Insurance Commission;

(d) \$930.28.

1. Roger A. Camaraire, Superintendent of Insurance.

2. (a) Left November 29th 1968, returned December 6th 1968;

(b) United States — Los Angeles;

(c) National Association of Insurance Commission Convention;

(d) \$762.03.

1. Maurice Cusson, Director of the Québec Securities Commission.

2. (a) Left October 6th 1968, returned October 11th 1968;

(b) United States — Miami Florida;

(c) North American Securities Administrators Convention;

(d) \$328.79.

Question by Mr. Brown:

1. What are the names of the four firms mentioned in paragraph 3. (a) of the answer tabled in the National Assembly by the Minister of Labour on April 16th 1969, and shown on pages 161 and 162 of

consignée aux pages 161 et 162 des Journaux ?

2. Quels sont les nom, prénoms et adresse des administrateurs et officiers de chaque entreprise ?

3. Quel était le montant total de chaque réclamation ?

4. Quelle était la période comprise pour chaque réclamation ?

5. Quels ont été, dans chaque cas :

- a) la réduction accordée;
- b) le montant payé;
- c) la date du paiement ?

Réponse par M. Bellemare :

1. Les noms des quatre entreprises dont il est fait mention au paragraphe 3. a) de la réponse déposée à l'Assemblée nationale, le 16 avril 1969, par le ministre du Travail sont les suivantes :

Dossier 044 176 — Les Ateliers Bel Air Inc. (fabrication, portes et fenêtres en bois);

Dossier 241 413 — Les Décorations de l'Estrée Inc. (travaux de peinture et décoration);

Dossier 246 834 — Les Ateliers Bel Air Inc. (fabrication, installation fer ornemental);

Dossier 252 489 — Les Entreprises Larocque Inc. (construction de bâtiments).

2. Les noms, prénoms et adresses des administrateurs et officiers de ces entreprises apparaissant dans les dossiers précités sont les suivants :

M. Marcellin Larocque, Président, 121, rue Beamar, Cowansville — Qué.

M. Serge Larocque, 121, rue Beamar, Cowansville — Qué.

M. Edgar Massé, 207, boul. des Vétérans, Cowansville — Qué.

3. Le montant de chaque réclamation est comme suit :

Dossier 044 176 — Ateliers Bel Air Inc.	\$ 506.03
Dossier 241 413 — Décoration de l'Estrée	\$1,624.54

the Journals ?

2. What are the names, given names and addresses of the administrators and officers of each firm ?

3. What was the total amount of each claim ?

4. What was the period covered in each claim ?

5. In each case :

- (a) what was the reduction granted;
- (b) what was the amount paid;
- (c) what was the date of payment ?

Answer by Mr. Bellemare :

1. The names of the four firms mentioned in paragraph 3 (a) of the answer tabled in the National Assembly on April 16th 1969, by the Minister of Labour, are as follows :

File 044 176 — Les Ateliers Bel Air Inc. (sash and door factory);

File 241 413 — Les Décorations de l'Estrée Inc. (painters and decorators);

File 246 834 — Les Ateliers Bel Air Inc. (manufacture and installation of ornamental iron);

File 252 489 — Les Entreprises Larocque Inc. (building construction).

2. The names, given names and addresses of the administrators and officers of such firms showing in the above-mentioned files are as follows :

Mr. Marcellin Larocque, President, 121 Beamar St., Cowansville, Qué.

Mr. Serge Larocque, 121 Beamar St., Cowansville, Qué.

Mr. Edgar Massé, 207 des Vétérans Blvd., Cowansville, Qué.

3. The amount of each claim is as follows :

File 044 176 — Ateliers Bel Air Inc.	\$ 506.03
File 241 413 — Décoration de l'Estrée	\$1,624.54

Dossier 246 834 — Ateliers Bel Air Inc. \$ 682.86
 Dossier 252 489 — Entreprises Larocque \$4,903.25
 4. L'année 1968, pour chaque réclamation.

5. a) Aucune réduction n'a été accordée, tel qu'expliqué dans le sous-paragraphe b) du paragraphe 3. de la réponse apparaissant au bas de la page 161 du no 20 des Journaux de l'Assemblée nationale du Québec en date du mercredi, 16 avril 1969. Ces quatre industries qui n'avaient pas produit leur déclaration conformément à l'article 82 de la Loi ont dû être cotisées approximativement suivant le paragraphe 4 dudit article. Sur réception de leur déclaration, ils ont été cotisés selon les salaires fournis, modifiant ainsi les réclamations contre eux.

Dossier 044 176 — Les Ateliers Bel Air Inc.
 Cotisation approximative . . . \$ 506.03
 Cotisation selon les salaires fournis —

Dossier 241 413 — Les Décorations de l'Estrée Inc.
 Cotisation approximative . . . \$1,624.54
 Cotisation selon les salaires fournis 175.70

Dossier 246 834 — Les Ateliers Bel Air Inc.
 Cotisation approximative . . . \$ 682.86
 Cotisation selon les salaires fournis 336.26

Dossier 252 489 — Les Entreprises Larocque Inc.
 Cotisation approximative . . . \$4,903.25
 Cotisation selon les salaires fournis 707.73

b) Cotisations payées:

Dossier 044 176 — nil.
 Dossier 241 413 — Le montant de \$175.70 dû depuis le 21 mars 1969 n'est pas payé.

Dossier 246 834 — Le montant de \$336.26 dû depuis le 9 avril 1969 n'est pas payé.

File 246 834 — Ateliers Bel Air Inc. \$ 682.86
 File 252 489 — Entreprises Larocque \$4,903.25
 4. Each claim is for 1948.

5. (a) No reduction was granted, as explained in sub-paragraph (b) of paragraph 3 of the answer showing at the bottom of page 161 of Journals No. 20 of the National Assembly of Québec for Wednesday, April 16th 1969. These four industries, which had not produced their reports in accordance with article 82 of the Act, were given an approximate assessment in accordance with paragraph 4 of the said section. When their reports were received, they were assessed according to the salaries shown, thus changing the claims against them.

File 044 176 — Les Ateliers Bel Air Inc.
 Approximate assessment . . . \$ 506.03
 Assessment according to salaries shown —

File 241 413 — Les Décorations de l'Estrée Inc.
 Approximate Assessment . . . \$1,624.54
 Assessment according to salaries shown 175.70

File — 246 834 — Les Ateliers Bel Air Inc.
 Approximate assessment . . . \$ 682.86
 Assessment according to salaries shown 336.26

File — 252 489 — Les Entreprises Larocque Inc.
 Approximate assessment . . . \$4,903.25
 Assessment according to salaries shown 707.73

(b) assessments paid:

File — 044 176 — nil.
 File — 241 413 — The amount of \$175.70 owing since March 21st 1969, has not been paid.

File — 246 834 — The amount of \$336.26 owing since April 9th 1969, has not been paid.

Dossier 252 489 — Montant payé: \$707.73.

c) Dossier 252 489 — Le montant de \$707.73 a été payé le 2 avril 1969.

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante par M. Courcy:

1. Avant de signer un contrat avec un entrepreneur pour l'exécution de travaux de drainage ou autres, le ministère de l'Agriculture et Colonisation exige-t-il toujours:

a) la preuve que l'entrepreneur possède toute la machinerie et l'outillage requis pour être en mesure d'exécuter les travaux adéquatement;

b) un cautionnement d'exécution et un cautionnement des obligations de l'entrepreneur pour gages, matériaux et services?

2. Le ministère exige-t-il toujours, avant de payer un entrepreneur, que celui-ci justifie qu'il a payé tous ses ouvriers et s'est acquitté de toutes autres obligations encourues du fait des travaux?

3. Les contrats accordés par le ministère peuvent-ils être cédés ou transportés en totalité ou en partie?

Sur la motion de M. Paul, il est—

Ordonné qu'il soit produit et déposé sur le bureau de la chambre un document contenant les informations demandées.

M. Vincent dépose sur le bureau de la chambre ledit document.

(Document de la session no 118.)

Du consentement unanime de la chambre, M. Laporte propose, secondé par M. Hyde:

Que le nom de M. Bienvenue soit substitué à celui de M. Lefebvre sur la liste des membres de la commission de l'Éducation.

La motion est adoptée.

File — 252 489 — Amount paid: \$707.73.

(c) File No. 252 489 — The amount of \$707.73 was paid April 2nd 1969.

The Order of the Day being called for the consideration by the House of a question by Mr. Courcy:

1. Prior to signing a contract with a contractor for the carrying out of drainage or other types of work, does the Department of Agriculture and Colonization always require:

(a) proof that the contractor has all the machinery and equipment required to be able to carry out the work adequately;

(b) a surety bond and a guarantee of the contractor's obligations respecting wages, materials and services?

2. Prior to paying a contractor, does the Department always require that such contractor has paid all his workers and that he has discharged all the other obligations incurred in carrying out the work?

3. Can the contracts granted by the Department be surrendered or transferred either in whole or in part?

On motion of Mr. Paul,—

Ordered, That there be tabled a document covering the information requested.

Mr. Vincent tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 118.)

With the unanimous consent of the House, Mr. Laporte moved, seconded by Mr. Hyde:

That the name of Mr. Lefebvre be replaced by that of Mr. Bienvenue on the list of members of the Committee on Education.

The motion was adopted.

L'ordre du jour appelle la chambre à se former de nouveau en comité des subsides.

M. Dozois propose que M. le président quitte maintenant le fauteuil et que la chambre se forme de nouveau en comité des subsides et la motion est adoptée.

En conséquence, la chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

M. Grenier pour M. Proulx fait le rapport suivant:

M. le président des comités,

J'ai l'honneur de faire rapport que la commission de l'éducation, chargée d'examiner les articles du budget des dépenses de ce ministère, a adopté tous les items de ce budget.

1. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de un million huit cent quarante-sept mille quatre cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Administration (Agriculture et Colonisation) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

2. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de un million quatre cent cinquante-sept mille cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Documentation générale et organismes agricoles (Agriculture et Colonisation) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

3. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq millions neuf cent quarante-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Direction générale de la production et de l'aménagement agricole (Agriculture et Colonisation) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

Résolutions à rapporter.

The Order of the Day being read for the House again in Committee of Supply.

Mr. Dozois moved, and the Question being put, that Mr. President do now leave the Chair, it was resolved in the Affirmative. The House accordingly resolved itself into the said Committee.

(IN THE COMMITTEE)

Mr. Grenier, on behalf of Mr. Proulx made the following report:

Mr. Chairman,

I have the honour to report that the Committee on Education, entrusted with the examination of the estimates of such Department, have adopted all the items of this budget.

1. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of one million eight hundred forty-seven thousand four hundred dollars, necessary to defray the item, "Administration (Agriculture and Colonization)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

2. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of one million four hundred fifty-seven thousand five hundred dollars, necessary to defray the item, "General documentation and agricultural organizations (Agriculture and Colonization)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

3. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of five million nine hundred forty-five thousand dollars, necessary to defray the item, "Production and Rural Development Branch (Agriculture and Colonization)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

Resolutions to be reported.

M. le président prend de nouveau place au fauteuil et M. le président du comité fait rapport que ce comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Résolu qu'à sa prochaine séance la chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

M. le président s'exprime comme suit:

J'ai l'honneur d'informer la chambre qu'aujourd'hui, à midi, au cabinet du Lieutenant-gouverneur, en présence du Président de l'Assemblée nationale, du Premier ministre, du chef de l'Opposition, et du secrétaire de la chancellerie, il a plu à l'honorable Lieutenant-gouverneur de sanctionner les lois suivantes:

- 7 Loi modifiant la Loi électorale;
- 8 Loi modifiant le Code civil;
- 19 Loi modifiant le Code de procédure civile;
- 20 Loi modifiant la Loi des tribunaux judiciaires;
- 21 Loi modifiant la Loi de police;
- 22 Loi modifiant la Loi de la Régie des alcools;
- 101 Loi autorisant le Collège des pharmaciens de la province de Québec à admettre George Henry Bédard et d'autres citoyens canadiens, à titre d'assistants-pharmaciens ou de licenciés en pharmacie;
- 102 Loi autorisant le Collège des pharmaciens de la province de Québec à inscrire dans ses registres Adib Henry Abouzakhm et d'autres personnes, à titre d'assistants-pharmaciens;
- 106 Loi constituant en corporation Les Frères des Écoles Chrétiennes de Longueuil;

Mr. President resumed the Chair; and the Chairman reported, that the Committee had come to several resolutions.

The Chairman also acquainted the House, that he was directed to move, that the Committee may have leave to sit again.

The resolutions were read and agreed to.

Resolved, That this House will, at its next sitting, again resolve itself into the said Committee.

Mr. President spoke as follows:

I have the honour to inform the House that today, at twelve o'clock, noon, in the Office of the Lieutenant-Governor, in the presence of the President of the National Assembly, of the Prime Minister, of the Leader of the Opposition, and of the Clerk of the Crown in Chancery, the Honourable the Lieutenant-Governor was pleased to sanction the following bills:

- 7 An Act to amend the Election Act;
- 8 An Act to amend the Civil Code;
- 19 An Act to amend the Code of Civil Procedure;
- 20 An Act to amend the Courts of Justice Act;
- 21 An Act to amend the Police Act;
- 22 An Act to amend the Liquor Board Act;
- 101 An Act to authorize the College of Pharmacists of the Province of Québec to admit George Henry Bédard and certain other Canadian citizens as assistant pharmacists or licentiates of pharmacy;
- 102 An Act to authorize the College of Pharmacists of the Province of Québec to enter Adib Henry Abouzakhm and certain other persons in its registers as assistant pharmacists;
- 106 An Act to incorporate "Les Frères des Écoles Chrétiennes de Longueuil";

-
- | | | | |
|-----|--|-----|---|
| 107 | Loi constituant en corporation Les Frères des Écoles Chrésiennes de Montréal; | 107 | An Act to incorporate "Les Frères des Écoles Chrésiennes de Montréal"; |
| 110 | Loi concernant la succession de Joseph L. Greenspon; | 110 | An Act respecting the estate of Joseph L. Greenspon; |
| 111 | Loi modifiant la Loi de la Corporation des horlogers-bijoutiers de la province de Québec; | 111 | An Act to amend the Corporation of watchmakers and jewellers of the Province of Québec Act; |
| 161 | Loi concernant Spiritual Healing Church; | 161 | An Act respecting Spiritual Healing Church; |
| 176 | Loi autorisant le Collège des pharmaciens de la province de Québec à inscrire dans ses registres Artin Artinian, à titre d'assistant-pharmacien. | 176 | An Act to authorize the College of Pharmacists of the Province of Québec to enter Artin Artinian in its registers as an assistant pharmacist. |
-

Sur la motion de M. Paul, il est—

Résolu que, lorsque cette chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à lundi prochain, à quatre heures de l'après-midi.

Et, alors, la chambre s'ajourne.

On motion of Mr. Paul,—

Resolved, That when this House adjourns today, it do stand adjourned until Monday next, at four o'clock, P.M.

And then the House adjourned.

N° 31

**LUNDI,
5 mai 1969**

Quatre heures de l'après-midi.

Prière.

M. Paul propose:

Que les noms de MM. Leduc (Laviolette) et Tremblay (Chicoutimi) soient substitués à ceux de MM. Bellemare et Plamondon sur la liste des membres de la commission de la présidence du Conseil.

La motion est adoptée.

M. Bertrand dépose sur le bureau de la chambre les documents suivants:

Rapport sur les communications du Gouvernement du Québec, volume I.

(Document de la session no 119.)

Rapport sur les communications du Gouvernement du Québec, volume II.

(Document de la session no 120.)

Annexes au rapport sur les communications du Gouvernement du Québec, volume I.

(Document de la session no 121.)

Annexes au rapport sur les communications du Gouvernement du Québec, volume II.

(Document de la session no 122.)

**MONDAY,
May 5th 1969**

Four o'clock, P.M.

Prayers.

Mr. Paul moved:

That the names of Messrs. Bellemare and Plamondon be replaced by those of Messrs. Leduc (Laviolette) and Tremblay (Chicoutimi) on the list of members of the Committee on the Presidency of the Council.

The motion was adopted.

Mr. Bertrand tabled the following documents:

Report on the Information Service for the Government of Québec, part 1.

(Sessional Papers, No. 119.)

Report on the Information Service for the Government of Québec, part 2.

(Sessional Papers, No. 120.)

Appendixes to the report on the Information Service for the Government of Québec, appendix I.

(Sessional Papers, No. 121.)

Appendixes to the report on the Information Service for the Government of Québec, appendix II.

(Sessional Papers, No. 122.)

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 113, intitulé: « Loi modifiant la charte de la ville de Québec ».

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 113, intitled: "An Act to amend the charter of the city of Québec".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à la Commission des bills privés et des bills publics.

The bill was accordingly read the second time, and referred to the Committee on Private Bills and Public Bills.

L'ordre du jour appelle la chambre à se former de nouveau en comité des subsides.

M. Dozois propose que M. le président quitte maintenant le fauteuil et que la chambre se forme de nouveau en comité des subsides et la motion est adoptée.

En conséquence, la chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

Sur la motion de M. Paul, la commission de la Voirie est chargée d'examiner les articles du budget qui la concernent et de faire rapport à ce sujet.

1. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre-vingt-quatre mille huit cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Bureau du lieutenant-gouverneur (Conseil exécutif) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

2. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de un million trois cent quarante-quatre mille cent dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Administration (Conseil exécutif) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

Résolutions à rapporter.

M. le président prend de nouveau place au fauteuil et M. le président du comité fait rapport que ce comité a adopté deux résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

The Order of the Day being read for the House again in Committee of Supply.

Mr. Dozois moved, and the Question being put, that Mr. President do now leave the Chair, it was resolved in the Affirmative. The House accordingly resolved itself into the said Committee.

(IN THE COMMITTEE)

On motion of Mr. Paul, the Committee on Roads was directed to examine the items of the budget concerning it and to report on such matter.

1. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of eighty-four thousand eight hundred dollars, necessary to defray the item, "Lieutenant-Governor's Office (Executive Council)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

2. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of one million three hundred forty-four thousand one hundred dollars, necessary to defray the item, "Administration (Executive Council)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

Resolutions to be reported.

Mr. President resumed the Chair; and the Chairman reported, that the Committee had come to two resolutions.

The Chairman also acquainted the House, that he was directed to move, that the Committee may have leave to sit again.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Résolu qu'à sa prochaine séance la chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

The resolutions were read and agreed to.

Resolved, That this House will, at its next sitting, again resolve itself into the said Committee.

M. Paul propose:

Que le nom de M. Plamondon soit substitué à celui de M. Tremblay (Chicoutimi) sur la liste des membres de la commission de la présidence du conseil.

La motion est adoptée.

Mr. Paul moved:

That the name of Mr. Tremblay (Chicoutimi) be replaced by that of Mr. Plamondon on the list of members of the Committee on the Presidency of the Council.

The motion was adopted.

Sur la motion de M. Paul, il est—

Résolu, que la chambre s'ajourne maintenant.

Et, alors, la chambre s'ajourne.

On motion of Mr. Paul,—

Resolved, That the House doth now be adjourned.

And then the House adjourned.

N° 32

**MARDI,
6 mai 1969**

Trois heures de l'après-midi.

Prière.

M. Beaudry dépose sur le bureau de la chambre les documents suivants:

Mémoire en date du 22 avril 1969, concernant une subvention spéciale de \$655,000 consentie à Pêcheurs Unis de Québec en mars 1968.

(Document de la session no 123.)

Inventaire des bateaux de pêche au 31 janvier 1968.

(Document de la session no 124.)

Mémoire concernant la création d'un fonds d'indemnisation pour la flotte des bateaux de pêche du Québec, préparé par le contrôleur des assurances le 16 février 1968.

(Document de la session no 125.)

Copies des minutes du Conseil de la trésorerie nos 35061 du 16 mai 1968 - 37654 et 37805 du 28 août 1968 et 39493 du 13 novembre 1968.

(Document de la session no 126.)

Rapport sur un projet concernant la création d'un fonds d'indemnisation pour certains bateaux de pêche. McDonald, Currie et Cie, 14 novembre 1968.

(Document de la session no 127.)

Copie d'une lettre de M. Maurice Lessard au Conseil de la trésorerie en date du 31 décembre 1968, concernant la formation d'un comité d'étude du rapport McDonald, Currie et Cie.

(Document de la session no 128.)

**TUESDAY,
May 6th 1969**

Three o'clock, P.M.

Prayers.

Mr. Beaudry tabled the following documents:

Brief dated April 22nd 1969, respecting a special subsidy of \$655,000 granted to the Québec United Fishermen in March 1968.

(Sessional Papers, No. 123.)

Inventory of fishing boats as at January 31st 1968.

(Sessional Papers, No. 124.)

Brief respecting the establishing of a compensation fund for the Québec fishing fleet prepared, by the Controller of Insurance on February 16th 1968.

(Sessional Papers, No. 125.)

Copies of Treasury Board Minutes Nos. 35061 dated May 16th 1968 - 37654 and 37805 dated August 28th 1968 and 39493 dated November 13th 1968.

(Sessional Papers, No. 126.)

Report on a project respecting the establishment of a compensation fund for certain fishing boats. McDonald, Currie and Co., November 14th 1968.

(Sessional Papers, No. 127.)

Copie of a letter dated December 31st 1968, from Mr. Lessard to the Treasury Board respecting the appointment of a committee to examine the report by McDonald, Currie and Co.

(Sessional Papers, No. 128.)

Copie de la minute du Conseil de la Trésorerie no 41485 du 27 février 1969, autorisant un plan de compensation et règlements relatifs à ce plan.

(Document de la session no 129.)

Détails des montants prévus en 1969-70 pour la mise en application du Plan de compensation pour avaries aux bateaux de pêche. Document préparé par le contrôleur des assurances le 2 avril 1969.

(Document de la session no 130.)

Copies des arrêtés en conseil nos 272 et 273 du 2 mars 1968, concernant les octrois et les prêts aux pêcheurs.

(Document de la session no 131.)

Mémoire de M. Marcel Pelletier en date du 30 avril 1969 concernant les modifications aux arrêtés en conseil 272 et 273.

(Document de la session no 132.)

Copies des arrêtés en conseil nos 1328 du 30 avril 1969, modifiant l'arrêté en conseil 272 du 2 mars 1968; et 1329 du 30 avril 1969, modifiant l'arrêté en conseil 273 du 2 mars 1969.

(Document de la session no 133.)

Copy Treasury Board Minute No. 41485 dated February 27th 1969, authorizing a compensation plan and regulations respecting such plan.

(Sessional Papers, No. 129.)

Details of the amounts estimated for 1969-70 respecting the application of the fishing boat compensation plan. Document prepared April 2nd 1969, by the Controller of Insurance.

(Sessional Papers, No. 130.)

Copies of Orders in Council Nos. 272 and 273 dated March 2nd 1968, respecting grants and loans to fishermen.

(Sessional Papers, No. 131.)

Brief dated April 30th 1969, from Mr. Marcel Pelletier respecting the amendments to Orders in Council 272 and 273.

(Sessional Papers, No. 132.)

Copies of Orders in Council Nos. 1328 dated April 30th 1969, amending Order in Council 272 dated March 2nd 1968; and 1329 dated April 30th 1969, amending Order in Council 273 dated March 2nd 1969.

(Sessional Papers, No. 133.)

L'ordre du jour appelle la chambre à se former de nouveau en comité des subsides.

M. Dozois propose que M. le président quitte maintenant le fauteuil et que la chambre se forme de nouveau en comité des subsides et la motion est adoptée.

En conséquence, la chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de six millions neuf cent quatre-

The Order of the Day being read for the House again in Committee of Supply.

Mr. Dozois moved, and the Question being put, that Mr. President do now leave the Chair, it was resolved in the Affirmative. The House accordingly resolved itself into the said Committee.

(IN THE COMMITTEE)

1. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of six million nine hundred ninety-

vingt-onze mille deux cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Bureaux et laboratoires régionaux (Agriculture et Colonisation) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

2. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de dix-sept millions cinquante-cinq mille neuf cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Aménagement des fermes (Agriculture et Colonisation) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

3. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de un million cent vingt-neuf mille cent dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Insémination artificielle et amélioration des troupeaux (Agriculture et Colonisation) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

Résolutions à rapporter.

M. le président prend de nouveau place au fauteuil et M. le président du comité fait rapport que ce comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Résolu qu'à sa prochaine séance la chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Sur la motion de M. Paul, il est—

Résolu, que la chambre s'ajourne maintenant.

Et, alors, la chambre s'ajourne.

one thousand two hundred dollars, necessary to defray the item, "Regional offices and laboratories (Agriculture and Colonization)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

2. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of seventeen million fifty-five thousand nine hundred dollars, necessary to defray the item, "Farm development (Agriculture and Colonization)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

3. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of one million one hundred twenty-nine thousand one hundred dollars, necessary to defray the item, "Artificial insemination and herd improvement (Agriculture and Colonization)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

Resolutions to be reported.

Mr. President resumed the Chair; and the Chairman reported, that the Committee had come to several resolutions.

The Chairman also acquainted the House, that he was directed to move, that the Committee may have leave to sit again.

The resolutions were read and agreed to.

Resolved, That this House will, at its next sitting, again resolve itself into the said Committee.

On motion of Mr. Paul,—

Resolved, That the House doth now be adjourned.

And then the House adjourned.

**MERCREDI,
7 mai 1969**

Trois heures de l'après-midi.

**WEDNESDAY,
May 7th 1969**

Three o'clock, P.M.

Prière.

Prayers.

M. Roy, du comité parlementaire spécial des relations industrielles sur le camionnage, présente le premier rapport de ce comité ainsi qu'il suit:

Votre Comité a été institué par motion, le 17 décembre 1968, « avec mission de continuer le travail entrepris par le sous-comité des relations industrielles sur le camionnage, avec pouvoirs de siéger après la prorogation, d'entendre des témoins, afin de poursuivre l'étude des normes de travail dans le camionnage ».

Ledit comité s'est réuni le 20 février 1969.

Ont été soumis à la considération des membres du comité, les documents suivants:

1. Les recommandations du Rapport Lippé;

2. Le mémoire de l'Association nationale des camionneurs artisans indépendants Inc., de l'Association du camionnage du Québec Inc., du Syndicat des camionneurs du comté de Lévis et de la Fédération des Associations des camionneurs de la Mauricie. De plus, ces mêmes organismes ont saisi le comité d'une étude des vingt recommandations du Rapport Lippé;

3. Le mémoire de l'Association des constructeurs de routes et grands travaux du Québec;

4. Le résumé des délibérations du groupe de travail mis sur pied le 3 juillet

Mr. Roy, from the Special Parliamentary Committee on industrial relations in the trucking industry, presented the first report of this Committee as follows:

Your Committee were appointed by motion on December 17th 1968, "to continue the work undertaken by the sub-committee on industrial relations in the trucking industry, with power to sit after the prorogation and to hear witnesses, in order to continue the examination of the work standards in the trucking industry".

The said Committee met on February 20th 1969.

The following papers were submitted for the consideration of the Committee:

1. The recommendations of the Lippé Report;

2. The brief from the National Association of Independent Truck Operators Inc., the Québec Trucking Association Inc., the Truckers' Syndicate of Lévis County and from the Federation of Truckers' Associations of the St. Maurice Valley. In addition, these same organizations referred the Committee to the twenty recommendations contained in the Lippé Report;

3. The brief from the Québec Road Builders and Heavy Construction Association;

4. The summary of the deliberations of the working group established on July

1968, au cours d'une séance du comité permanent des relations industrielles;

5. Les données extraites du Rapport Lippé au sujet des pesanteurs minimales des véhicules;

6. Un extrait de l'arrêté en conseil numéro 1045 du 27 mai 1964, ainsi que les arrêtés en conseil numéro 2484 du 29 décembre 1964 et numéro 133 du 12 février 1966 portant sur les véhicules extra-lourds, les ensembles de trois véhicules et les limites quant à leur pesantier et à leur longueur totale.

Votre comité recommande l'audition, lors de sa prochaine réunion, du président de l'Association des pâtes et papier.

M. Roy dépose également le numéro du journal des Débats où paraît le compte rendu des délibérations de la séance du 20 février 1969.

Le rapport est lu et adopté.

M. Paul propose:

Que le nom de M. Tremblay (Chicoutimi) soit substitué à celui de M. Plamondon sur la liste des membres de la commission de la présidence du Conseil.

La motion est adoptée.

Les documents suivants sont déposés sur le bureau de la chambre:

Par M. Paul:

Rapport de l'éditeur du Québec, en vertu des dispositions des articles 25 et 26 de la Loi d'interprétation. (Statuts refondus du Québec 1964, chapitre 1)

(Document de la session no 134.)

Par M. Beaulieu:

Rapport de la Régie de l'assurance-dépôts du Québec pour l'exercice terminé le 31 décembre 1968.

(Document de la session no 135.)

3rd 1968, during a meeting of the Standing Committee on Industrial Relations;

5. The data taken from the Lippé Report respecting minimum weights for vehicles;

6. An excerpt from Order in Council number 1045, dated May 27th 1964, as well as Orders in Council number 2484, dated December 29th 1964 and number 133, dated February 12th 1966, respecting extra heavy vehicles, three unit vehicles and the limits for their weights and total length.

Your Committee recommend that the President of the Pulp and Paper Association be heard at their next meeting.

Mr. Roy also tabled the number of the Journal of Debates containing the report of the deliberations of the meeting of February 20th 1969.

The report was read and adopted.

Mr. Paul moved:

That the name of Mr. Plamondon be replaced by that of Mr. Tremblay (Chicoutimi) on the list of members of the Committee on the Presidency of the Council.

The motion was adopted.

The following documents were tabled:

By Mr. Paul:

Report of the Québec Official Publisher, under the provisions of Sections 25 and 26 of the Interpretation Act. (Revised Statutes of Québec, 1964, chapter 1).

(Sessional Papers, No. 134.)

By Mr. Beaulieu:

Report of the Québec Deposit Insurance Board for the fiscal year ended December 31st 1968.

(Sessional Papers, No. 135.)

Question par M. Houde:

1. Depuis le 1er mai 1968 jusqu'à ce jour, le gouvernement a-t-il délégué une mission d'experts du Québec, en matière d'éducation, dans les pays d'Afrique francophone pour mieux connaître les expériences et les besoins de ceux-ci?

2. Dans l'affirmative, quels sont:

- a) les dates de départ et de retour;
- b) les noms et titres des membres de la mission;
- c) les noms des pays visités;
- d) le coût total du voyage, y compris frais de transport, de séjour et autres?

Réponse par M. Cardinal:

1. Oui.

2. a) Départ: 13 juillet 1968;

Retour: 4 août 1968;

b) M. Julien Aubert, directeur du Service de la coopération avec l'extérieur, ministère de l'Éducation;

M. Jean Tardif, service de la coopération avec l'extérieur;

M. Pierre Martin, adjoint à la Direction générale de la planification, ministère de l'Éducation;

M. Gérard Lapointe, expert en pédagogie, télévision scolaire, Direction générale de la planification, ministère de l'Éducation;

Docteur Georges Bergeron, vice-doyen de la Faculté de Médecine, Université Laval;

c) Gabon, Niger, Tchad, Sénégal;

d) \$9,749.60.

Question par M. Cadieux:

1. Quel est le montant total des contrats qui ont été accordés, par toute personne ou entreprise, pour l'achat et le posage de tapis dans tous les édifices occupés par le gouvernement, ses offices, régies et commissions, depuis le 16 juin 1966 jusqu'au 28 février 1969?

Question by Mr. Houde:

1. From May 1st 1968 to date, did the government send a task force of Québec experts, in matters of education, to the francophone countries of Africa, to get to know their experiences and needs?

2. If so:

(a) what are the dates of departure and return;

(b) what are the names and positions of the task force members;

(c) what are the names of the countries visited;

(d) what was the total cost of the trip, including travelling, hotel and other expenses?

Answer by Mr. Cardinal:

1. Yes.

2. (a) Departure: July 13th 1968;

Return: August 4th 1968;

(b) Mr. Julien Aubert, Director of the Cooperation with Other Governments Service, Department of Education;

Mr. Jean Tardif, Cooperation with Other Governments Service;

Mr. Pierre Martin, Assistant Director of the Planning Branch, Department of Education;

Mr. Gérard Lapointe, expert on education and educational television, Planning Branch, Department of Education;

Dr. Georges Bergeron, Vice-Dean of the Faculty of Medicine, Laval University;

(c) Gabon, Niger, Chad, Senegal;

(d) \$9,749.60.

Question by Mr. Cadieux:

1. What was the total amount of the contracts awarded, by any person or firm, for the purchase and laying of carpet in all the buildings occupied by the government, or any of its bureaux, boards and commissions, from June 16th 1966 to February 28th 1969?

2. Quel est le montant total payé pour l'achat et le posage de tapis commandé directement par le gouvernement, ses offices, régies et commissions, depuis le 30 mars 1968 jusqu'au 28 février 1969?

Réponse par M. Russell:

1. \$1,365,079.42.
2. \$29,045.31.

Question par M. Tessier:

1. Combien d'argent a été dépensé par le Gouvernement pour le drainage des fermes dans le comté de Rimouski:

- a) en 1965;
- b) en 1966;
- c) en 1967;
- d) en 1968?

2. Quelle a été pour ces mêmes années la superficie totale des terres améliorées dans le comté de Rimouski?

Réponse par M. Vincent:

1. et 2.

2. What was the total amount paid for the purchase and laying of carpets ordered directly by the government or any of its bureaux, boards or commissions, from March 30th 1968 to February 28th 1969?

Answer by Mr. Russell:

1. \$1,365,079.42.
2. \$29,045.31.

Question by Mr. Tessier:

1. How much money was spent by the Government for drainage work on farms in Rimouski County:

- (a) in 1965;
- (b) in 1966;
- (c) in 1967;
- (d) in 1968?

2. What total area of the farms in Rimouski County was improved during such same years?

Answer by Mr. Vincent:

1. and 2.

<i>Exercice financier</i> <i>Fiscal year</i>	<i>Montant</i> <i>Amount</i>	<i>Superficie améliorée</i> <i>Area improved</i>
a) 1965	\$148,779.24	1,741 arpts car.-acres
b) 1966	283,804.15	11,335 arpts car.-acres
c) 1967	175,970.75	3,271 arpts car.-acres
d) 1968	179,020.62	2,296 arpts car.-acres

Question par M. Courcy:

Quel a été, par comté, le nombre de pieds linéaires de drainage souterrain posé sur des établissements agricoles en 1968, à l'aide de subventions gouvernementales?

Question by Mr. Courcy:

Respecting each county, what was the number of linear feet of underground drainage laid on agricultural establishments in 1968, with the help of government grants?

Réponse par M. Vincent:

<i>Comté</i>	<i>1968 (au 31 décembre)</i>
Abitibi-Est.....	—
Abitibi-Ouest.....	—
Argenteuil.....	—
Arthabaska.....	852,170
Bagot.....	402,700
Beauce.....	68,566

Answer by Mr. Vincent:

<i>County</i>	<i>1968 (as at December 31st)</i>
Abitibi East.....	—
Abitibi West.....	—
Argenteuil.....	—
Arthabaska.....	852,170
Bagot.....	402,700
Beauce.....	68,566

Beauharnois	340,189	Beauharnois	340,189
Bellechasse	212,596	Bellechasse	212,596
Berthier	—	Berthier	—
Bonaventure	700	Bonaventure	700
Brome	—	Brome	—
Chambly	54,735	Chambly	54,735
Champlain	2,856	Champlain	2,856
Charlevoix	1,232	Charlevoix	1,232
Châteauguay	1,255,787	Châteauguay	1,255,787
Chauveau	—	Chauveau	—
Chicoutimi	40,165	Chicoutimi	40,165
Compton	93,750	Compton	93,750
Deux-Montagnes	289,585	Two Mountains	289,585
Dorchester	288,642	Dorchester	288,642
Drummond	117,560	Drummond	117,560
Dubuc	69,338	Dubuc	69,338
Duplessis	—	Duplessis	—
Fabre	—	Fabre	—
Frontenac	—	Frontenac	—
Gaspé-Nord	—	Gaspé North	—
Gaspé-Sud	—	Gaspé South	—
Gatineau	5,956	Gatineau	5,956
Hull	—	Hull	—
Huntingdon	37,636	Huntingdon	37,636
Iberville	109,245	Iberville	109,245
Iles-de-la-Madeleine	—	Magdalen Islands	—
Jacques-Cartier	—	Jacques-Cartier	—
Joliette	78,260	Joliette	78,260
Jonquière	134,860	Jonquière	134,860
Kamouraska	4,522	Kamouraska	4,522
Labelle	—	Labelle	—
Lac Saint-Jean	310,764	Lake St. John	310,764
L'Assomption	44,519	L'Assomption	44,519
Laval	—	Laval	—
Laviolette	30,679	Laviolette	30,679
Lévis	92,228	Lévis	92,228
L'Islet	—	L'Islet	—
Lotbinière	134,408	Lotbinière	134,408
Maskinongé	—	Maskinongé	—
Matane	43,384	Matane	43,384
Matapédia	7,228	Matapédia	7,228
Mégantic	214,209	Mégantic	214,209
Missisquoi	263,395	Missisquoi	263,395
Montcalm	260,842	Montcalm	260,842
Montmagny	6,409	Montmagny	6,409
Montmorency	27,900	Montmorency	27,900
Napierville-Laprairie	173,898	Napierville-Laprairie	173,898
Nicolet	233,450	Nicolet	233,450

Papineau	407,760	Papineau	407,760
Pontiac	50,264	Pontiac	50,264
Portneuf	64,394	Portneuf	64,394
Québec	—	Québec	—
Richelieu	91,640	Richelieu	91,640
Richmond	28,950	Richmond	28,950
Rimouski	31,227	Rimouski	31,227
Rivière-du-Loup	15,808	Rivière-du-Loup	15,808
Robert Baldwin	14,540	Robert Baldwin	14,540
Roberval	28,030	Roberval	28,030
Rouville	346,440	Rouville	346,440
Rouyn-Noranda	—	Rouyn-Noranda	—
Saguenay	—	Saguenay	—
Saint-Hyacinthe	595,855	St. Hyacinthe	595,855
Saint-Jean	120,040	St. Johns	120,040
Saint-Maurice	54,876	Saint-Maurice	54,876
Shefford	21,405	Shefford	21,405
Sherbrooke	7,580	Sherbrooke	7,580
Stanstead	62,355	Stanstead	62,355
Taillon	—	Taillon	—
Témiscamingue	—	Témiscamingue	—
Témiscouata	4,313	Témiscouata	4,313
Terrebonne	7,499	Terrebonne	7,499
Trois-Rivières	—	Three Rivers	—
Vaudreuil-Soulanges	346,947	Vaudreuil-Soulanges	346,947
Verchères	174,435	Verchères	174,435
Wolfe	65,980	Wolfe	65,980
Yamaska	77,620	Yamaska	77,620
Total:	8,922,321	Total:	8,922,321

Le nombre de pieds inscrit représente le total de tout le drainage installé, soit avec subvention directe à l'intéressé qui a exécuté lui-même le travail, soit à l'aide de l'outillage du ministère.

The number of feet shown represents the total of all the drainage installed, either through a grant to the interested individual who did the work himself, or with the help of the equipment belonging to the Department.

Question par M. Courcy:

1. Le ministère de l'Agriculture et de la Colonisation a-t-il adjugé des contrats prévoyant l'aménagement de cours d'eau dans le comté de Mégantic, depuis le 1er avril 1968 jusqu'au 31 mars 1969?

2. Dans l'affirmative, quels sont, pour chaque contrat:

a) la date;

Question by Mr. Courcy:

1. Were any contracts awarded by the Department of Agriculture and Colonization for the improving of watercourses in Megantic County, from April 1st 1968 to March 31st 1969?

2. If so, and respecting each contract:

(a) what was the date;

b) les nom, prénoms et adresse de l'entrepreneur désigné;

c) le montant;

d) le nom du cours d'eau concerné ?

3. Si des appels d'offres ont été faits par la voie des journaux, quels sont, dans chaque cas :

a) les nom, prénoms et adresse des soumissionnaires;

b) le montant de la soumission ?

(b) what are the name, given names and address of the chosen contractor;

(c) what was the amount;

(d) what is the name of the water-course concerned ?

3. If tenders were called for in the newspapers, and respecting each case:

(a) what are the names, given names and addresses of the bidders;

(b) what was the amount of the bid ?

Réponse par M. Vincent:

1. Oui.

2.

a) *Date*

b) *Entrepreneur*

(a) *Date*

(b) *Contractor*

Answer by Mr. Vincent:

1. Yes.

2.

c) *Montant*

d) *Nom du cours d'eau*

(c) *Amount*

(d) *Name of Watercourse*

10 juin 1968 Arco Construction Inc.,
Plessisville,
June 10th 1968 Comté de Mégantic
County

Prix unitaires Manningham no 2.
(soumission) (12,539)
Unit prices
(tender)
\$9,138.75

28 juin 1968 Philippe Lamothe Inc.,
St-Ferdinand,
June 28th 1968 Comté de Mégantic
County

Prix unitaires McNay (10,102)
(soumission)
Unit prices
(tender)
\$14,053.00

11 octobre 1968 Arco Construction Inc.,
Plessisville,
October 11th 1968 Comté de Mégantic
County

Prix unitaires Branche no. 14 de la
(soumission) Savane du 10e rang,
Unit prices Branch No 14, La Savane
(tender) 10th range
\$6,888.00 (10,767)

4 novembre 1968 Dulac & Fils Co. Ltée,
St-Prosper,
November 4th 1968 Comté Dorchester
County

Prix unitaires Du 10e rang & branches
(soumission)
Unit prices 10th Range and branches
(tender) (5,837)
\$52,183.70

4 février 1969 Tractor Service Ltd.,
Sainte-Croix,
February 4th 1969 Comté Lotbinière
County

Prix unitaires Brochu et branches
(soumission)
Unit prices Brochu and branches
(tender) (9,878)
\$79,282.50

3.

Projet no 5837-35-689 — Cours d'eau du 10e Rang et branches

Project No. 5837-35-689 — 10th Range watercourse and branches

a) *Soumissionnaires*b) *Montant de la soumission*(b) *Bidders*(b) *Amount of bid*

Dulac & Fils Co. Ltée, Saint-Prosper,

\$52,183.70

Comté de Dorchester County.

Hemo Inc. Saint-Georges,

\$53,594.50

Comté de Beauce County

Socquet & Fortin Const. Ltée, 388 avenue Labbé,

\$60,756.00

Thetford-Mines, Comté de Mégantic County

Vernes Construction Incorporée, Inverness,

\$77,328.00

Comté de Mégantic County

Projet no 9878-59-689 — Cours d'eau Brochu et branches

Project No. 9878-59-689 — Brochu watercourse and branches

*Soumissionnaires**Montant de la soumission**Bidders**Amount of bid*

Tractor Service Ltd., Sainte-Croix,

\$79,282.50

Comté de Lotbinière County

Hemo Inc., Saint-Georges,

\$85,132.00

Comté de Beauce County

Les Constructions du Saint-Laurent Ltée.,

\$87,870.00

1101 boulevard des Chutes, Villeneuve, Québec 5.

Excavation Greco Inc., Saint-Apollinaire,

\$95,235.00

Comté de Lotbinière County

S.A.F. Construction Inc., Saint-Henri,

\$95,250.00

Comté de Lévis County.

Question par M. Pearson:

1. Les travaux d'entretien et de nettoyage de l'édifice de la Sûreté du Québec, situé rue Fullum, à Montréal, sont-ils exécutés conjointement par des employés du gouvernement et par ceux d'une entreprise privée?

2. Y a-t-il eu demande de soumissions publiques avant l'attribution du contrat?

3. Dans l'affirmative, quels sont:

a) la date;

b) les nom, prénoms et adresse des soumissionnaires;

c) le montant de chaque soumission?

4. Quels sont:

a) le nom de l'entrepreneur choisi et son adresse;

b) les nom, prénoms et adresse des directeurs et officiers de cette entreprise;

Question by Mr. Pearson:

1. Is the cleaning and maintenance work in the Québec Provincial Police Force building on Fullum Street in Montreal carried out jointly by government employees and employees of a private firm?

2. Were public tenders called for prior to the contract being awarded?

3. If so:

(a) on what date;

(b) what are the names, given names and addresses of the bidders;

(c) what was the amount of each bid?

4. (a) What is the name of the contractor who was selected and what is his address;

(b) what are the names, given names and addresses of the directors and officers of such firm;

c) la date et le montant du contrat ?

5. Le contrat est-il exécuté par le personnel de l'entrepreneur choisi ?

6. Dans la négative, quels sont :

a) les noms et adresse de l'entreprise à qui l'entrepreneur désigné a accordé un sous-contrat ;

b) les nom, prénoms et adresse des directeurs et officiers de cette entreprise ;

c) les nom, prénoms et adresse des personnes qui sont à l'emploi de ladite entreprise et qui sont affectées à l'exécution de ce sous-contrat ;

d) la date d'engagement et le traitement de chacune ?

7. Quels sont les nom, prénoms et traitement des fonctionnaires qui sont affectés à un travail de même nature dans cet édifice ?

8. Les paiements du gouvernement sont-ils fait à l'ordre de l'entrepreneur choisi ou à celui de l'exécutant ?

Réponse par M. Russell :

1. Les étages destinés à la prévention et à la détention sont entretenus exclusivement par les employés du ministère de la Justice. Le restant de l'édifice est entretenu par l'entrepreneur à qui le ministère des Travaux publics a confié un contrat de nettoyage.

2. Il y a eu des demandes de soumissions en circuit fermé.

3. a) le 15 décembre 1967.

b) et c) Service d'Entretien Trans-Québec Ltée, 11800 rue Élie Blanchard, Montréal 9, \$23,500.00 par mois.

Société d'Entretien Epco Ltée, 4224 rue St-Hubert, Montréal, \$24,760.00 par mois.

Laval Lavage de Vitres Inc., 8839A rue Basile Routhier, Montréal, \$24,920.00 par mois.

(c) what was the date and the amount of the contract ?

5. Is the contract being carried out by the personnel of the selected contractor ?

6. If not :

(a) what is the name and address of the firm to which the selected contractor gave a sub-contract ;

(b) what are the names and addresses of the directors and officers of such firm ;

(c) what are the names, given names and addresses of the persons who are in the employ of the said firm and who are assigned to the carrying out of such sub-contract ;

(d) what is the date of engagement and salary of each one ?

7. What are the names, given names and salaries of the government employees who are assigned to the same kind of work in such building ?

8. Are the government's payments made to the order of the selected contractor or to the person who is carrying out the contract ?

Answer by Mr. Russell :

1. The floors used for custody and imprisonment are maintained exclusively by the employees of the Department of Justice. The rest of the building is maintained by the contractor who was awarded the cleaning contract by the Department of Public Works.

2. There were closed circuit calls for tenders.

3. (a) December 15th 1967 ;

(b) and (c) Service d'Entretien Trans-Québec Ltée, 11800 Elie Blanchard St., Montreal 9, \$23,500.00 per month.

Société d'Entretien Epco Ltée, 4224 St. Hubert St., Montreal, \$24,760.00 per month.

Laval Lavage de Vitres Inc., 8839A Basile Routhier St., Montreal, \$24,920.00 per month.

Entretien Laurentien, Laval des Rapides, P.Q., \$25,740.00 par mois.

Société d'Entretien Gelcano, 1254 rue Ducharme, Outremont, Montréal, \$27,310.00 par mois.

4. a) Service d'Entretien Trans-Québec Ltée, 11800 rue Élie Blanchard, Montréal 9;

b) Président: J.H.W. Poirier, 11800 rue Élie Blanchard, Montréal 9;

Vice-président: Joseph Bouchard, 16056 Ste-Catherine Est, Montréal;

Secrétaire-trésorier: Mme E. Pinard-Poirier, 11800 rue Élie Blanchard, Montréal 9;

c) 21 décembre 1967: \$23,500.00 par mois, révisé le 1er juin 1968 à \$24,457.00 par mois.

5. Oui.

6. Nil.

7. Sur les étages destinés à la prévention et à la détention, le travail d'entretien est fait par les surveillants.

8. Les paiements du gouvernement sont faits à l'ordre de l'entrepreneur choisi.

Question par M. Leduc (Taillon):

1. À quelle date le gouvernement a-t-il pris possession des locaux loués de Montval Incorporée, à Longueuil, comté de Chambly?

2. Quels sont les services administratifs qui y sont logés?

3. Le gouvernement a-t-il retenu les services d'agents de sécurité pour exercer la surveillance de l'édifice?

4. Dans l'affirmative, y a-t-il eu demande de soumissions et, le cas échéant, quelles sont les agences qui ont répondu et les conditions présentées dans chaque cas?

5. Quel est le nom de l'agence qui a été choisie et quelles sont les conditions du contrat?

6. Quels sont les nom, prénoms et adresse des administrateurs et officiers de cette agence?

7. À quelle date le service de surveillance de l'édifice a-t-il commencé?

Entretien Laurentien, Laval des Rapides, P.Q., \$25,740.00 per month.

Société d'Entretien Gelcano, 1254 Ducharme St., Outremont, Montreal, \$27,310.00 per month.

4. (a) Service d'Entretien Trans-Québec Ltée, 11800 Elie Blanchard St., Montreal 9;

(b) President: J. H. W. Poirier, 11800 Elie Blanchard St., Montreal 9;

Vice-President: Joseph Bouchard, 16056 Ste. Catherine St. East, Montreal;

Secretary-Treasurer: Mrs. E. Pinard-Poirier, 11800 Elie Blanchard St., Montreal 9;

(c) December 21st 1967: \$23,500.00 per month, revised upwards on June 1st 1968 to \$24,457.00 per month.

5. Yes.

6. Nil.

7. The work is carried out by the wardens on the floors used for custody and detention.

8. The government payments are made to the order of the selected contractor.

Question by Mr. Leduc (Taillon):

1. On what date did the government take possession of the premises rented from Montval Incorporée, at Longueuil, Chambly County?

2. What administrative services are located therein?

3. Did the government retain the services of any security agents to look after the building?

4. If so, were tenders called, for, and if so, what agencies replied and what conditions were offered in each case?

5. What is the name of the agency that was chosen and what are the terms of the contract?

6. What are the names, given names and addresses of the administrators and officers of such agency?

7. On what date did the watchman service commence on the building?

Réponse par M. Russell:

1. Le 1er novembre 1968.
2. Unité Sanitaire;
Industrie et Commerce;
Transports et Communications;
Assistance Sociale;
Famille et Bien-être (probation);
Justice (Cour du Bien-être);
Assurance-Récolte;
Travail.
3. Oui.
4. Oui. Les soumissions ont été reçues le 4 octobre 1968 et les soumissionnaires sont: ALLIANCE SÉCURITÉ ET INVESTIGATION LTÉE ET GROUPE SÉCURITÉ.

Les conditions spécifiées dans la demande de soumissions étaient les mêmes: la période de gardiennage pour tous les jours de l'année est de 4.30 heures p.m. à 9 heures a.m. le lendemain. Les samedis et dimanches ainsi que les jours fériés, la période de gardiennage doit s'étendre de 9.00 heures a.m. à 4.30 heures p.m.

5. ALLIANCE SÉCURITÉ ET INVESTIGATION LTÉE.

5. Les conditions sont les mêmes que celles décrites à la réponse 4.

6. Président: Raymond Baribeau, 8041, Place Spalding, Ville d'Anjou;

Vice-président: Gaston Archambault, 11490, P.M. Fabien, Montréal Nord;

Secrétaire-trésorier: Maurice Babau, 890, Boul. Marie-Victorin, Boucherville.

7. Le 28 octobre 1968.

Question par M. Leduc (Taillon):

1. Le titulaire du ministère des Travaux publics a-t-il voyagé à l'extérieur du Canada, aux frais du gouvernement de la province, entre le 21 février 1968 et le 16 mars 1969?

2. Dans l'affirmative, quels ont été, pour chaque voyage:

a) les dates de départ et de retour au pays;

b) les noms des pays et des villes visités;

Answer by Mr. Russell:

1. November 1st 1968.
2. Sanitary Unit;
Industry and Commerce;
Transportation and Communications;
Social Assistance;
Family and Social Welfare (probation);
Justice (Welfare Court);
Crop Insurance;
Labour.
3. Yes.
4. Yes. The tenders were received October 4th 1968, and the bidders were: ALLIANCE SECURITY AND INVESTIGATION LTD. and GROUP SECURITY.

The conditions specified in the call for tenders were the same: the guard period for every day of the year is from 4:30 o'clock P.M. to 9:00 o'clock A.M. the next day. On Saturdays and Sundays as well as holidays, the guard period is extended from 9:00 o'clock A.M. to 4:30 o'clock P.M.

5. ALLIANCE SECURITY AND INVESTIGATION LTD.

5. The conditions are the same as those given in the answer to paragraph 4.

6. President: Raymond Baribeau, 8041 Spalding Square, Ville d'Anjou;

Vice-President: Gaston Archambault, 11490 P. M. Fabien, Montreal North;

Secretary-Treasurer: Maurice Babau, 890 Marie-Victorin Blvd., Boucherville.

7. October 28th 1968.

Question by Mr. Leduc (Taillon):

1. Did the Head of the Department of Public Works travel outside Canada, between February 21st 1968 and March 16th 1969, at the expense of the Government of the Province?

2. If so, and respecting each trip:

(a) what were the dates of departure and return to the country;

(b) what are the names of the countries and cities visited;

c) le but;
d) le coût des frais de transport, de séjour, de représentations et autres dépenses?

(c) what was the purpose of the visit;
(d) what was the cost of the travelling, hotel, representation and other expenses?

Réponse par M. Russell:

1. Oui.
2. a) 8 avril 1968 au 11 avril 1968;
b) Paris;
c) Visite à la maison du Québec à Paris;
d) Seulement frais de séjour à raison de \$100.00 par jour pendant 3 jours: \$300.00.

Answer by Mr. Russell:

1. Yes.
2. (a) April 8th 1968 to April 11th 1968;
(b) Paris;
(c) Visit to la maison du Québec in Paris;
(d) hotel expenses only, for 3 days at \$100 per day: \$300.

Question par M. Lefebvre:

1. Combien y a-t-il eu de grèves et de lock-out dans la province au cours de l'année 1968?

2. Quel est le nombre total d'employés qui ont été impliqués dans ces grèves et lock-out?

3. Quel est le grand total des jours de travail ainsi perdus par tous les employés impliqués?

4. Le gouvernement a-t-il fait ou a-t-il commandé une étude, depuis le 16 juin 1966, pour trouver des mesures préventives contre les grèves et les lock-out?

5. Dans l'affirmative:

a) à quelle date;

b) quels sont les nom, prénoms, adresse et fonctions des personnes qui ont été chargées de cette étude;

c) quel en a été le coût?

6. Les membres de l'Assemblée nationale seront-ils invités, au cours de la présente session, à considérer un projet de loi amendant le Code du travail?

Question by Mr. Lefebvre:

1. How many strikes and lock-outs took place in the province in 1968?

2. What was the total number of employees involved in such strikes and lock-outs?

3. What is the grand total of the working days lost by all the employees involved?

4. Has the government carried out or ordered a survey since June 16th 1966 to find preventive measures against strikes and lock-outs?

5. If so:

(a) on what date;

(b) what are the names, given names, addresses and duties of the persons entrusted with such survey;

(c) what was the cost thereof?

6. Will the Members of the National Assembly be asked to consider a bill to amend the Labour Code, during the present session?

Réponse par M. Bellemare:

1. 120 grèves;
17 lock-out.
2. Dans les grèves, 32,330;
Dans les lock-out, 2,091.
3. Dans les grèves, 976,595;
Dans les lock-out, 30,126.

Answer by Mr. Bellemare:

1. 120 strikes;
17 lock-outs.
2. Strikes: 32,330;
Lock-outs: 2,091.
3. Strikes: 976,595;
Lock-outs: 30,126.

4. Le ministère poursuit constamment des consultations sur le sujet.

5. Nil.

6. La politique du gouvernement sera annoncée en temps et lieu.

Question par M. Leduc (Taillon):

1. Le titulaire du ministère des Terres et Forêts a-t-il voyagé à l'extérieur du Canada, aux frais du gouvernement de la province, entre le 21 février 1968 et le 16 mars 1969?

2. Dans l'affirmative, quels ont été, pour chaque voyage:

a) les dates de départ et de retour au pays;

b) les noms des pays et des villes visités;

c) le but;

d) le coût des frais de transport, de séjour, de représentations et autres dépenses?

Réponse par M. Gosselin:

1. Non.

2. Nil.

Question par M. Leduc (Taillon):

1. Le titulaire du ministère du Travail et de la main-d'œuvre a-t-il voyagé à l'extérieur du Canada, aux frais du gouvernement de la province, entre le 21 février 1968 et le 16 mars 1969?

2. Dans l'affirmative, quels ont été, pour chaque voyage:

a) les dates de départ et de retour au pays;

b) les noms des pays et des villes visités;

c) le but;

d) le coût des frais de transport, de séjour, de représentations et autres dépenses?

Réponse par M. Bellemare:

1. Non.

2. Nil.

4. The Department is constantly carrying out consultations on this subject.

5. Nil.

6. The policy of the government will be announced in due course.

Question by Mr. Leduc (Taillon):

1. Did the Head of the Department of Lands and Forests travel outside Canada, between February 21st 1968 and March 16th 1969, at the expense of the Government of the Province?

2. If so, and respecting each trip:

(a) what were the dates of departure and return to the country;

(b) what are the names of the countries and cities visited;

(c) what was the purpose of the visit;

(d) what was the cost of the travelling, hotel, representation and other expenses?

Answer by Mr. Gosselin:

1. No.

2. Nil.

Question by Mr. Leduc (Taillon):

1. Did the Head of the Department of Labour and Manpower travel outside Canada, between February 21st 1968 and March 16th 1969, at the expense of the Government of the Province?

2. If so, and respecting each trip:

(a) what were the dates of departure and return to the country;

(b) what are the names of the countries and cities visited;

(c) what was the purpose of the visit;

(d) what was the cost of the travelling, hotel, representation and other expenses?

Answer by Mr. Bellemare:

1. No.

2. Nil.

Question par M. Leduc (Taillon):

1. Le titulaire du ministère des Transports et Communications a-t-il voyagé à l'extérieur du Canada, aux frais du gouvernement de la province, entre le 21 février 1968 et le 16 mars 1969?

2. Dans l'affirmative, quels ont été, pour chaque voyage:

a) les dates de départ et de retour au pays;

b) les noms des pays et des villes visités;

c) le but;

d) le coût des frais de transport, de séjour, de représentations et autres dépenses?

Réponse par M. Lizotte:

1. Non.

2. Nil.

Réponse complémentaire concernant la question no 37 inscrite au feuillet de l'Assemblée nationale en date du 23 avril 1969, et à laquelle il a été répondu aux Journaux du 23 avril 1969, et laquelle question se lisait comme suit:

1. Le gouvernement ou ses offices, régies et commissions ont-ils accordé des contrats à la compagnie Amico Inc., 2120 Branly, Ste-Foy, depuis le 16 juin 1966 jusqu'à ce jour?

2. Si oui, quel est le montant total de ces contrats?

3. Quels sont:

a) les contrats qui ont été accordés à la suite d'appels d'offres;

b) la nature et l'endroit du travail;

c) les noms et adresses des soumissionnaires;

d) le montant de chaque soumission;

e) le montant du contrat?

4. Quels sont:

a) les contrats qui ont été accordés sans appel d'offres;

Question by Mr. Leduc (Taillon):

1. Did the Head of the Department of Transportation and Communications travel outside Canada, between February 21st 1968 and March 16th 1969, at the expense of the Government of the Province?

2. If so, and respecting each trip:

(a) what were the dates of departure and return to the country;

(b) what are the names of the countries and cities visited;

(c) what was the purpose of the visit;

(d) what was the cost of the travelling, hotel, representation and other expenses?

Answer by Mr. Lizotte:

1. No.

2. Nil.

Additional answer to the question shown at Item No. 37, on the Agenda Paper of the National Assembly dated April 23rd 1969, the answer to which was given in the Journals for April 23rd 1969, and which question reads as follows:

1. Did the government or any of its bureaux, boards or commissions award any contracts to the firm of Amico Inc., 2120 Branly St., St. Foy, from June 16th 1966 to date?

2. If so, what is the total amount of such contracts?

3. (a) What contracts were awarded following a call for tenders;

(b) what was the nature and location of the work;

(c) what are the names and addresses of the bidders;

(d) what was the amount of each bid;

(e) what was the amount of the contract?

4. (a) What contracts were awarded without tenders being called;

b) la nature et l'endroit du travail;

c) le montant du contrat ?

5. Quel a été le montant total versé à cette compagnie, depuis le 16 juin 1966 jusqu'à ce jour, tant par le gouvernement que par ses offices, régies et commissions ?

6. Quels sont les nom, prénoms et adresse des officiers et directeurs de ladite compagnie ?

Réponse complémentaire par M. Bertrand:

Quant à ce qui concerne le ministère de l'Éducation:

1. Oui.

2. \$11,796.97.

3. b) Pose d'un plafond en tuiles acoustiques à l'Institut de Technologie de Jonquière;

c) Amico Inc., 2120, Branly, Ste-Foy, Gauvin Inc., 200 Lee, Québec, Isolation Maritime Inc.;

d) \$9,050.00;

\$9,400.00;

\$9,550.00;

e) \$9,050.00.

4. b) Achat de 60 p.c. de Stirofoam par l'École des Beaux Arts de Québec, \$10.25;

b) Isolation du Département de mécanique automobile à l'École de métiers du Cap-de-la-Madeleine;

c) \$525.00.

4. b) Réparation aux plafonds (tuiles acoustiques) à l'École de l'automobile de Québec;

c) \$18.20.

4. b) Achat de fourniture par l'Institut de Technologie de Sherbrooke suivant la commande no 536243A;

c) \$212.94.

4. b) Matériaux et main-d'oeuvre pour remplacer et déplacer les fixtures électriques à l'Institut de Technologie de Jonquière suivant lettre contractuelle du ministère de l'Éducation;

c) \$1,877.88.

(b) what was the nature and location of the work;

(c) what was the amount of the contract ?

5. What total amount was paid to such company, from June 16th 1966 to date, by the government as well as by any of its bureaus, boards or commissions ?

6. What are the names, given names and addresses of the officers and directors of the said company ?

Additional answer by Mr. Bertrand:

In so far as the Department of Education is concerned:

1. Yes.

2. \$11,796.97.

3. (b) Installing acoustic tile ceiling in the Jonquière Institute of Technology;

(c) Amico Inc., 2120 Branly St., St. Foy; Gauvin Inc., 200 Lee St., Québec; Maritime Insulation Inc.;

(d) \$9,050.00;

\$9,400.00;

\$9,550.00;

(e) \$9,050.00.

4. (b) Purchase of 60 cubic feet of Stirofoam by the Québec School of Fine Arts, \$10.25;

(b) To insulate the Department of Automobile Mechanics at the Cap-de-la-Madeleine Trade School;

(c) \$525.00.

4. (b) Repairs to ceilings (acoustic tiles) at the Québec Automobile School;

(c) \$18.20.

4. (b) Purchase of furniture by the Sherbrooke Institute of Technology under purchase order No. 536243 A;

(c) \$212.94.

4. (b) Material and labour required to replace and move electric fixtures at the Jonquière Institute of Technology under contract letter from the Department of Education;

(c) \$1,877.88.

4. *b*) Matériaux et main-d'oeuvre pour remplacer et déplacer des fixtures à l'Institut de Technologie de Jonquière suivant lettre contractuelle du ministère de l'Éducation;

c) \$102.70.

Quant à ce qui concerne l'Hydro-Québec:

1. Oui.

2. \$3,955.00.

3. *a*) et *b*)

i) Isolation de tuyaux, Édifice de l'Hydro-Québec, 399, est, St-Joseph, Québec, \$280.00;

ii) Fourniture de matériaux et installation d'un plafond suspendu, Centre de service La Canardière, \$2,850.00;

iii) Fourniture et installation de tuiles acoustiques au bureau administratif du secteur Québec à Charlesbourg-Ouest, \$665.00.

c) et *d*)

i) Amico Inc., 2120 Branly, Ste-Foy, \$280.00;

Bouchard et Robitaille, Inc., 576, Boul. Wilfrid Hamel, Québec, \$305.00;

ii) Amico Inc., 2120 Branly, Ste-Foy, (matériel seul.), \$1,793.98;

Bouchard et Robitaille Inc., 576, Boul. Wilfrid Hamel, Québec (Matériel seul.), \$2,141.75;

L. Moffet Inc., 190 Ave. de la Montagne, Québec, (une partie du travail seulement);

iii) Amico Inc., 2120 Branly, Ste-Foy, \$665.00;

Bouchard et Robitaille Inc., 576, Boul. Wilfrid Hamel, Québec, \$998.00.

e) \$280 — \$2,850 — \$665.

4. *a*), *b*), *c*).

Amico Inc.: tuiles acoustiques — Centre de service La Canardière: \$15.00;

Amico Inc.: pour couvrir le coût de la main-d'oeuvre pour l'installation de tuiles acoustiques fournies par l'Hydro-Québec. Fournir et installer isolants avec finition sur une longueur de 60 pi. de tuyaux à eau

4. (*b*) Material and labour required to replace and move fixtures at the Jonquière Institute of Technology, under contract letter from the Department of Education;

(*c*) \$102.70.

In so far as Hydro-Québec is concerned:

1. Yes.

2. \$3,995.00.

3. (*a*) and (*b*)

(i) Insulation of pipes: Hydro-Québec Building, 399 St. Joseph St. East, Québec. \$280.00;

(ii) To provide materials and install floating ceiling: Service Centre, Canardière Road. \$2,850.00;

(iii) To provide and install acoustic tiles in Québec Area Administration Office at Charlesbourg West. \$665.00;

(*c*) and (*d*)

(i) Amico Inc., 2120 Branly St., St. Foy, \$280.00;

Bouchard et Robitaille Inc., 576 Wilfrid Hamel Blvd., Québec. \$305.00;

(ii) Amico Inc., 2120 Branly St., St. Foy, (material only). \$1,793.98;

Bouchard et Robitaille Inc., 576 Wilfrid Hamel Blvd., Québec, (Material only). \$2,141.75;

L. Moffet Inc., 190 de la Montagne Ave., Québec, (part of work only).

(iii) Amico Inc., 2120 Branly St., St. Foy. \$665.00;

Bouchard et Robitaille Inc., 576 Wilfrid Hamel Blvd., Québec. \$998.00.

(*e*) \$280 — \$2,850 — \$665.

4. (*a*), (*b*), (*c*).

Amico Inc.: acoustic tiles — Canardière Service Centre: \$15.00;

Amico Inc.: to cover the cost of labour to install the acoustic tiles supplied by Hydro-Québec. To supply, install and finish insulation on a 60 foot length of cold water pipe. Québec Area Adminis-

froide. Bureau administratif du secteur de Québec à Charlesbourg ouest: \$145.00.

Quant à ce qui concerne le ministère des Richesses naturelles:

1. Oui.

2. \$9,054.14.

3. a) 1. commande no 605190, fourniture de tuiles Armstrong Ceremaguard, montant de \$7,856.76;

2. commande no 605208, fourniture d'isolants de type Uréthane, montant de \$1,294.14.

b) 1. et 2. re: Construction Hôpital Fort-George, Nouveau-Québec;

c) 1. commande no 605190, Amico Inc., 2120 Branly, Ste-Foy, P.Q.; Bouchard Robitaille Inc., 579 Boul. Wilfrid Hamel, Qué.; Armstrong Cork Ltd., 785 de Salaberry, P.Q.

2. Commande no 605208, Amico Inc., 2120 Branly, Ste-Foy, Gauvin, 220 rue Lee, Québec;

d) Commande no 605190: Amico \$7,760.00; Bouchard \$9,580.00; Armstrong \$7,480.00 (commande partielle);

Commande No 605208:

Amico \$1,290.25; Gauvin \$3,787.80 (durant la grève des postes, six (6) soumissionnaires furent demandés; deux (2) soumissions seulement furent reçues).

e) non-applicable.

4. a) Nil;

b) Nil;

c) Nil.

tration Office, Charlesbourg West: \$145.00.

In so far as the Department of Natural Resources is concerned:

1. Yes.

2. \$9,054.14.

3. (a) 1. Order No. 605190, to supply Armstrong Ceremaguard tiles, amount: \$7,856.76;

2. Order No. 605208, to supply Urethane type insulation, amount: \$1,294.14.

(b) 1. and 2. re the construction of Fort George Hospital, New Québec;

(c) 1. Order No. 605190: Amico Inc., 2120 Branly St., St. Foy, P.Q.; Bouchard Robitaille Inc., 579 Wilfrid Hamel Blvd, Québec; Armstrong Cork Ltd., 785 de Salaberry Ave., Québec.

2. Order No. 605208, Amico Inc., 2120 Branly St., St. Foy; Gauvin, 220 Lee St., Québec;

(d) Order No. 605190:

Amico \$7,760.00; Bouchard \$9,580.00; Armstrong \$7,480.00 (part order);

Order No. 605208:

Amico \$1,290.25; Gauvin \$3,787.80 (during the postal strike, six (6) tenderers were asked to bid; only two (2) bids were received);

(e) not applicable.

4. (a) Nil;

(b) Nil;

(c) Nil.

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante par M. Lacroix:

1. Le gouvernement ou ses offices, régies et commissions ont-ils accordé des contrats à la compagnie B. K. Johl Inc., 1200 Jules Poitras, Montréal, depuis le 16 juin 1966 jusqu'à ce jour?

The Order of the Day being called for the consideration by the House of a question by Mr. Lacroix:

1. Did the government or any of its bureaux, boards or commissions grant any contracts to the firm of B.K. Johl Inc., 1200 Jules Poitras, Montreal, from June 16th 1966 to date?

2. Si oui, quel est le montant total de ces contrats ?

3. Quels sont :

a) les contrats qui ont été accordés à la suite d'appels d'offres;

b) la nature et l'endroit du travail;

c) les noms et adresses des soumissionnaires;

d) le montant de chaque soumission;

e) le montant du contrat ?

4. Quels sont :

a) les contrats qui ont été accordés sans appel d'offres;

b) la nature et l'endroit du travail;

c) le montant du contrat ?

5. Quel a été le montant total versé à cette compagnie, depuis le 16 juin 1966 jusqu'à ce jour, tant par le gouvernement que par ses offices, régies et commissions ?

6. Quels sont les nom, prénoms et adresse des officiers et directeurs de ladite compagnie ?

Sur la motion de M. Paul, il est—

Ordonné qu'il soit produit et déposé sur le bureau de la chambre un document contenant les informations demandées.

M. Russell dépose sur le bureau de la chambre ledit document.

(*Document de la session no 136.*)

Sur la motion de M. Courcy:

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de la chambre:

1. Un état indiquant:

a) le nombre d'heures de travaux d'amélioration de fermes, à l'aide de tracteurs, octroyées au cours des mois de septembre, octobre et novembre 1968, dans les comtés suivants: Abitibi-Ouest, Bagot, Kamouraska, Lotbinière et Mégantic;

2. If so, what is the total amount of such contracts ?

3. (a) What contracts were granted following a call for tenders;

(b) what was the nature and location of the work;

(c) what are the names and addresses of the bidders;

(d) what was the amount of each bid;

(e) what was the amount of the contract ?

4. What: (a) contracts were granted without a call for tenders;

(b) what was the nature and location of the work;

(c) what was the amount of the contract ?

5. What was the total amount paid to such company from June 16th 1966 to date, either by the government or by any of its bureaux, boards and commissions ?

6. What are the names, given names and addresses of the officers and directors of the said company ?

On motion of Mr. Paul,—

Ordered, That there be tabled a document covering the information requested.

Mr. Russell tabled the said document.

(*Sessional Papers, No. 136.*)

On the motion of Mr. Courcy:

Ordered, That there be laid before the House:

1. A statement showing:

(a) the number of hours of farm improvement work with the use of tractors that were granted during the months of September, October and November 1968, in the following counties: Abitibi West, Bagot, Kamouraska, Lotbinière and Mégantic;

b) les municipalités qui ont bénéficié de ces travaux avec, en regard, le nombre d'heures octroyées à chacune;

c) les nom, prénoms et adresse des entrepreneurs qui ont exécuté ces travaux avec, en regard, le nombre d'heures octroyées à chacun.

2. Copie de toute correspondance, mémoire, rapport, entente, contrat et autres documents échangés entre le gouvernement, aucun de ses membres ou fonctionnaires et les entrepreneurs concernés, depuis le 1er septembre 1968 jusqu'au 31 mars 1969.

M. Vincent dépose sur le bureau de la chambre ledit document.

(Document de la session no 137.)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la motion suivante par M. Parent:

Qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de la chambre:

Une copie du ou des rapports du Comité tripartite concernant le territoire de la Capitale nationale.

M. Bertrand déclare qu'il n'est pas dans l'intérêt public que ce rapport soit rendu public, alors que les consultations sur le sujet entre le gouvernement de Québec, le gouvernement fédéral et le gouvernement de l'Ontario ne sont pas terminées.

Conformément à l'ordre du jour, la chambre reprend le débat sur la motion de M. Bousquet proposant:

Attendu que l'industrie généralement connue sous le nom d'industrie du textile, et qui comporte de multiples activités industrielles, remplit un rôle important dans l'économie de la province et procure de l'ouvrage à plus de 47,000 employés

(b) the municipalities which benefited from such work and the number of hours granted to each one;

(c) the names, given names and addresses of the contractors who carried out the work, and the number of hours granted to each one.

2. A copy of all correspondence, briefs, reports, agreements, contracts and other papers exchanged by the government or any of its members of employees and the contractors concerned, from September 1st 1968 to March 31st 1969.

Mr. Vincent tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 137.)

The Order of the Day being called for the consideration by the House of a motion by Mr. Parent:

That an humble Address be presented to the Honourable the Lieutenant-Governor, praying him to cause to be laid before the House:

A copy of the report or reports of the Tripartite Committee respecting the National Capital area.

Mr. Bertrand declared that it would be injurious to the public interest to make this report public while the discussions between Québec, the federal government and the government of Ontario have not yet been completed.

The House, according to Order, resumed the debate on the motion by Mr. Bousquet proposing:

That whereas the industry generally known as the textile industry and which includes a multitude of industrial activities, plays an important part in the economy of the province and provides work for over 47,000 employees who are

menacés de perdre leur emploi par suite de la politique fédérale au sujet des importations de textiles et de vêtements en provenance de pays à faible coût de production.

Cette chambre prie les autorités fédérales:

a) d'adopter, avec diligence, les moyens appropriés et justes pour mettre fin à cette concurrence indésirable desdits produits étrangers sur le marché de la province;

b) de créer un climat de confiance indispensable au Québec dans l'industrie manufacturière des textiles pour permettre une augmentation suffisante et rapide du nombre des emplois productifs;

c) de tendre vers une part plus rationnelle et plus équitable des exportations de pays à faible salaire comparée à celle d'autres pays;

d) d'assurer la viabilité et l'expansion d'une industrie textile québécoise capable de concourir au progrès économique de la province.

Qu'ordre soit donné au secrétaire de l'Assemblée nationale de faire parvenir, sans délai, au premier ministre du Canada, le très honorable PIERRE-ELLIOTT TRUDEAU une copie de la présente résolution.

Et la motion étant mise aux voix, la chambre l'adopte à l'unanimité.

threatened with the loss of their jobs as a result of the federal policy respecting the importing of textiles and clothing from countries with low production costs.

Wherefore this House prays the federal authorities:

(a) to adopt, with dispatch, the just and appropriate means to put an end to this undesirable competition from the said foreign products on the market of the Province;

(b) to create an atmosphere of confidence that is indispensable to Québec in the textile manufacturing industry to allow a sufficient and rapid increase in the number of productive jobs;

(c) to bring the exports from countries whose salaries are low compared to those of other countries, to a more rational and equitable share;

(d) to ensure the viability and expansion of a Québec textile industry capable of contributing to the economic progress of the province.

That the Secretary of the National Assembly be ordered to forward a copy of the present resolution without delay to the Prime Minister of Canada, the Right Honourable PIERRE-ELLIOTT TRUDEAU.

And the Question being put on the motion, it was unanimously resolved in the Affirmative.

The motion was accordingly unanimously adopted.

Du consentement unanime de la chambre, et sur la motion de M. Paul, il est—

Résolu que, lorsque cette chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à demain, à dix heures et demie du matin.

Et, alors, la chambre s'ajourne.

With the unanimous consent of the House, and on motion of Mr. Paul,—

Resolved, That when this House adjourns today, it do stand adjourned until tomorrow at ten-thirty o'clock, A.M.

And then the House adjourned.

N° 34

**JEUDI,
8 mai 1969**

Dix heures et demie du matin.

Prière.

Conformément à l'ordre du jour, la chambre reprend le débat ajourné le 29 avril, sur la motion de M. Dozois du 29 avril, proposant que M. le président quitte maintenant le fauteuil et que la chambre se forme de nouveau en comité des voies et moyens.

Et le débat se continue.

Sur la motion de M. Bellemare, il est—
Ordonné que le débat soit ajourné.

L'ordre du jour appelle la chambre à se former de nouveau en comité des subsides.

M. Dozois propose que M. le président quitte maintenant le fauteuil et que la chambre se forme de nouveau en comité des subsides et la motion est adoptée.

En conséquence, la chambre se forme de nouveau en comité des subsides et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. le président ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas fini de délibérer et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

**THURSDAY,
May 8th 1969**

Ten-thirty o'clock, A.M.

Prayers.

The House, according to Order, resumed the debate adjourned on April 29th, on the motion proposed April 29th, by Mr. Dozois, that Mr. President do now leave the Chair and that the House do again resolve itself into Committee of Ways and Means.

And the debate continuing.

On motion of Mr. Bellemare,—
Ordered, That the debate be adjourned.

The Order of the Day being read for the House again in Committee of Supply.

Mr. Dozois moved, and the Question being put, that Mr. President do now leave the Chair, it was resolved in the Affirmative. The House accordingly resolved itself into the said Committee, and after some time spent therein, Mr. President resumed the Chair; and the Chairman reported, that the committee had made some progress, and directed him to move for leave to sit again.

Resolved, That this House will, at its next sitting, again resolve itself into the said Committee.

Sur la motion de M. Paul, il est—

Résolu que, lorsque cette chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à lundi prochain, à quatre heures de l'après-midi.

Et, alors, la chambre s'ajourne.

On motion of Mr. Paul,—

Resolved, That when this House adjourns today, it do stand adjourned until Monday next, at four o'clock, P.M.

And then the House adjourned.

N° 35

**LUNDI,
12 mai 1969**

Quatre heures de l'après-midi.

Prière.

M. Fournier propose, secondé par M. Parent:

Que les articles 615 et 616 du règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de La communauté, hôpital-général, maison des pauvres et institution d'enseignement des Soeurs de la Charité d'Ottawa, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de « Les Soeurs de la Charité d'Ottawa », et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

La motion est adoptée, en conséquence, ladite pétition est présentée, lue et reçue.

M. Gauthier (Berthier) propose, secondé par M. Roy:

Que les articles 615 et 616 du règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de la ville de Saint-Gabriel, demandant l'adoption d'une loi concernant l'annexion du Lac Maskinongé à son territoire, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

La motion est adoptée, en conséquence, ladite pétition est présentée, lue et reçue.

M. Murray, de la commission spéciale chargée d'étudier le bill 89, intitulé: « Loi

**MONDAY,
May 12th 1969**

Four o'clock, P.M.

Prayers.

Mr. Fournier moved, seconded by Mr. Parent:

That articles 615 and 616 of the Rules be suspended and that he be permitted to present the petition from "La communauté, hôpital-général, maison des pauvres et institution d'enseignement des Soeurs de la Charité d'Ottawa", praying for an Act to incorporate them under the name of "Sisters of Charity of Ottawa", and that this petition be now presented, read and received.

The motion was adopted, accordingly, the said petition was presented, read and received.

Mr. Gauthier (Berthier) moved, seconded by Mr. Roy:

That articles 615 and 616 of the Rules be suspended and that he be permitted to present the petition from the town of St. Gabriel, praying for an Act respecting the annexation of Lake Maskinongé to its territory, and that this petition be now presented, read and received.

The motion was adopted, accordingly, the said petition was presented, read and received.

Mr. Murray from the Special Committee appointed to examine bill 89, intitul-

des heures d'affaires des établissements commerciaux », présente le premier rapport de cette commission, ainsi qu'il suit:

Votre commission a été instituée par motion le 25 mars 1969, avec mission de continuer le travail initié par le comité de l'industrie et du commerce concernant le projet de loi intitulé: « Loi des heures d'affaires des établissements commerciaux » (bill 89).

Ladite commission a tenu deux réunions, soit le 26 mars et le 16 avril 1969.

Votre commission a accompli le mandat qui lui avait été confié et recommande à votre honorable chambre que les modifications contenues et reproduites au journal des Débats soient apportées au présent bill.

M. Murray dépose également les numéros du journal des Débats où parait le compte rendu des délibérations des séances du 26 mars et du 16 avril 1969.

Le rapport est lu.

Du consentement unanime de la chambre, M. Paul propose:

Que le troisième rapport du comité spécial institué pour étudier les moyens d'améliorer le travail de l'Assemblée nationale, soit amendé en ajoutant à la liste des commissions permanentes de la chambre, la commission suivante:

26. Commission de la Constitution.

Que MM. Bertrand, Beaulieu, Bousquet, Brown, Choquette, Dozois, Fournier, Fréchette, Gérin-Lajoie, Laporte, Lesage, Lévesque (Laurier), Maltais (Limoilou), Martellani, Masse, Pinard, Proulx et Tremblay (Chicoutimi) forment ladite commission.

Que M. Bertrand en soit nommé le président.

La motion est adoptée.

ed: "Commercial Establishments Business Hours Act", presented the first report of the said Committee as follows:

Your Committee was appointed by motion on March 25th 1969, and was entrusted to continue the work begun by the Committee on Industry and Trade respecting the bill intituled: "Commercial Establishments Business Hours Act" (bill 89).

The said Committee held two meetings, on March 26th and April 16th 1969.

Your Committee have carried out the mandate entrusted to them and recommend to your Honourable House that the amendments contained and given in the Journal of Debates be made to the present bill.

Mr. Murray also tabled the numbers of the Journal of Debates giving the report of the deliberations of the meetings held on March 26th and April 16th 1969.

The report was read.

With the unanimous consent of the House, Mr. Paul moved:

That the third report of the Special Committee appointed to examine the means of improving the work of the National Assembly be amended by adding the following Committee to the Standing Committees of the House:

26. Committee on the Constitution.

That Messrs. Bertrand, Beaulieu, Bousquet, Brown, Choquette, Dozois, Fournier, Fréchette, Gérin-Lajoie, Laporte, Lesage, Lévesque (Laurier), Maltais (Limoilou), Martellani, Masse, Pinard, Proulx and Tremblay (Chicoutimi) do compose the said Committee.

That Mr. Bertrand be appointed Chairman.

The motion was adopted.

L'ordre du jour appelle la chambre à se former de nouveau en comité des subsides.

M. Dozois propose que M. le président quitte maintenant le fauteuil et que la chambre se forme de nouveau en comité des subsides et la motion est adoptée.

En conséquence, la chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatorze millions huit cent cinquante et un mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Services du génie (Agriculture et Colonisation) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

2. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de six millions huit cent six mille quatre cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Direction générale de la commercialisation (Agriculture et Colonisation) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

3. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq millions deux cent vingt-trois mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Recherche et enseignement (Agriculture et Colonisation) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

4. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois cent quatre-vingt-deux mille deux cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Régie des marchés agricoles du Québec (Agriculture et Colonisation) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

Résolutions à rapporter.

The Order of the Day being read for the House again in Committee of Supply.

Mr. Dozois moved, and the Question being put, that Mr. President do now leave the Chair, it was resolved in the Affirmative. The House accordingly resolved itself into the said Committee.

(IN THE COMMITTEE)

1. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of fourteen million eight hundred fifty-one thousand dollars, necessary to defray the item, "Engineering Services (Agriculture and Colonization)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

2. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of six million eight hundred six thousand four hundred dollars, necessary to defray the item, "Marketing Branch (Agriculture and Colonization)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

3. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of five million two hundred twenty-three thousand dollars, necessary to defray the item, "Research and agricultural education (Agriculture and Colonization)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

4. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of three hundred eighty-two thousand two hundred dollars, necessary to defray the item, "Québec Agricultural Marketing Board (Agriculture and Colonization)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

Resolutions to be reported.

M. le président prend de nouveau place au fauteuil et M. le président du comité fait rapport que ce comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Résolu qu'à sa prochaine séance la chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Sur la motion de M. Paul, il est—

Résolu, que la chambre s'ajourne maintenant.

Et, alors, la chambre s'ajourne.

Mr. President resumed the Chair; and the Chairman reported, that the Committee had come to several resolutions.

The Chairman also acquainted the House, that he was directed to move, that the Committee may have leave to sit again.

The resolutions were read and agreed to.

Resolved, That this House will, at its next sitting, again resolve itself into the said Committee.

On motion of Mr. Paul,—

Resolved, That the House doth now be adjourned.

And then the House adjourned.

N° 36

**MARDI,
13 mai 1969**

Trois heures de l'après-midi.

Prière.

M. Séguin propose, secondé par M. St-Germain:

Que les articles 615 et 616 du règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition des commissaires d'écoles de la commission scolaire Baldwin-Cartier, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

La motion est adoptée, en conséquence, ladite pétition est présentée, lue et reçue.

M. Paul propose:

Que le nom de M. Gardner soit substitué à celui de M. Leduc (Laviolette) sur la liste des membres de la commission de la présidence du conseil.

La motion est adoptée.

M. Paul propose:

Que le nom de M. Paul soit substitué à celui de M. Dozois sur la liste des membres de la commission des Affaires municipales.

La motion est adoptée.

Sur la motion de M. Dozois, il est—

Ordonné que M. Dozois ait la permission de présenter le bill no 25, intitulé:

**TUESDAY,
May 13th 1969**

Three o'clock, P.M.

Prayers.

Mr. Séguin moved, seconded by Mr. St-Germain:

That articles 615 and 616 of the Rules be suspended and that he be permitted to present the petition from the school commissioners for the School Commission of Baldwin-Cartier, praying for an Act to amend their charter, and that this petition be now presented, read and received.

The motion was adopted, accordingly, the said petition was presented, read and received.

Mr. Paul moved:

That the name of Mr. Leduc (Laviolette) be replaced by that of Mr. Gardner on the list of members of the Committee on the Presidency of the Council.

The motion was adopted.

Mr. Paul moved:

That the name of Mr. Dozois be replaced by that of Mr. Paul on the list of members of the Committee on Municipal Affairs.

The motion was adopted.

On motion of Mr. Dozois,—

Ordered, That Mr. Dozois have leave to bring in bill No. 25, intituled: "An Act

« Loi modifiant la Charte de la Société générale de financement du Québec ».

En conséquence, il présente ce bill qui est lu la première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

to amend the Charter of the General Investment Corporation of Québec".

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

Les documents suivants sont déposés sur le bureau de la chambre:

The following documents were tabled:

Par M. Bertrand:

Copie du contrat d'énergie intervenu entre la Commission Hydroélectrique de Québec et Churchill Falls (Labrador) Corporation Limited, en date du 12 mai 1969.

(Document de la session no 138.)

By Mr. Bertrand:

Copy of the Power Contract made between the Québec Hydro-Electric Commission and Churchill Falls (Labrador) Corporation Limited, dated May 12th 1969.

(Sessional Papers, No. 138.)

Copie du résumé des clauses les plus importantes du contrat d'achat et vente d'électricité entre Churchill Falls (Labrador) Corporation Limited et l'Hydro-Québec.

(Document de la session no 139.)

Copy of a summary of the most important clauses in the contract for the purchase and sale of electricity between Churchill Falls (Labrador) Corporation Limited and Hydro-Québec.

(Sessional Papers, No. 139.)

Copie de la lettre d'intention, base d'un contrat définitif d'énergie signé entre Churchill Falls (Labrador) Corporation Limited et la Commission Hydroélectrique de Québec.

(Document de la session no 140.)

Copy of the letter of intent forming the basis of a final power contract signed between Churchill Falls (Labrador) Corporation Limited and the Québec Hydro-Electric Commission.

(Sessional Papers, No. 140.)

Par M. Allard:

Rapport annuel de la Commission Hydroélectrique de Québec, pour l'exercice terminé le 31 décembre 1968.

(Document de la session no 141.)

By Mr. Allard:

Annual report of the Québec Hydro-Electric Commission, for the fiscal year ended December 31st 1968.

(Sessional Papers, No. 141.)

L'ordre du jour appelle la chambre à se former de nouveau en comité des subsides.

M. Dozois propose que M. le président quitte maintenant le fauteuil et que la chambre se forme de nouveau en comité des subsides et la motion est adoptée.

The Order of the Day being read for the House again in Committee of Supply.

Mr. Dozois moved, and the Question being put, that Mr. President do now leave the Chair, it was resolved in the Affirmative. The House accordingly re-

En conséquence, la chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

M. Roy fait le rapport suivant:
M. le président des comités,

J'ai l'honneur de faire rapport que la commission de la Voirie, chargée d'examiner les articles du budget des dépenses de ce ministère, a adopté tous les items de ce budget.

Sur la motion de M. Paul, la commission du Revenu est chargée d'examiner les articles du budget qui la concernent et de faire rapport à ce sujet.

1. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois millions trois cent quatre-vingt-onze mille cent dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « ARDA (Agriculture et Colonisation) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

2. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent cinquante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Indemnités aux accidentés ou leurs dépendants et soins médicaux (Agriculture et Colonisation) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

3. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de douze mille cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Dépenses diverses ou imprévues (Agriculture et Colonisation) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

4. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de sept cent vingt-neuf mille quatre cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Régie de l'assurance-récolte du Québec

solved itself into the said Committee.

(IN THE COMMITTEE)

Mr. Roy made the following report:
Mr. Chairman,

I have the honour to report that the Committee on Roads, entrusted with the examination of the estimates of such Department, have adopted all the items of this budget.

On motion of Mr. Paul, the Committee on Revenue was directed to examine the items of the budget concerning it and to report on such matter.

1. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of three million three hundred ninety-one thousand one hundred dollars, necessary to defray the item, "ARDA (Agriculture and Colonization)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

2. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of one hundred fifty thousand dollars, necessary to defray the item, "Indemnities to injured persons or their dependants and medical care (Agriculture and Colonization)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

3. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of twelve thousand five hundred dollars, necessary to defray the item, "Miscellaneous or unforeseen expenses (Agriculture and Colonization)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

4. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of seven hundred twenty-nine thousand four hundred dollars, necessary to defray the item, "Québec Crop Insurance Board (Agriculture and Colonization)",

(Agriculture et Colonisation) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

5. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de huit cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Contribution du gouvernement à la Régie de l'assurance-récolte du Québec égale aux cotisations versées par les agriculteurs (Agriculture et Colonisation) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

6. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de un million sept cent trente et un mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Office du crédit agricole: administration (Agriculture et Colonisation) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

7. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux millions treize mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Loi de l'amélioration des fermes, S.R., c. 109 et modifications (Agriculture et Colonisation) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

8. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux millions cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Loi du prêt agricole, S.R., c. 111 (Agriculture et Colonisation) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

9. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de huit millions trois cent soixante-deux mille cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Achat, construction et transformation d'immeubles, y compris ameublement et équipement; construction de chemins de colonisation et de ponts (Agriculture

of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

5. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of eight hundred thousand dollars, necessary to defray the item, "Contribution by the Government to the Québec Crop Insurance Board equal to the amount of the assessments collected by it from farmers (Agriculture and Colonization)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

6. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of one million seven hundred thirty-one thousand dollars, necessary to defray the item, "Farm Credit Bureau: Administration (Agriculture and Colonization)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

7. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of two million thirteen thousand dollars, necessary to defray the item, "Farm Improvement Act, R.S., c. 109 and amendments (Agriculture and Colonization)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

8. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of two million one hundred thousand dollars, necessary to defray the item, "Farm Loan Act (Canada), R.S., c. 111 (Agriculture and Colonization)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

9. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of eight million three hundred sixty-two thousand five hundred dollars, necessary to defray the item, "Purchase, construction and alteration of immovables, including furnishings and equipment: construction of colonization roads and bridges (Agriculture and Colonization)", of the

et Colonisation) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

Résolutions à rapporter.

M. le président prend de nouveau place au fauteuil et M. le président du comité fait rapport que ce comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Résolu qu'à sa prochaine séance la chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Sur la motion de M. Paul, il est—

Résolu, que la chambre s'ajourne maintenant.

Et, alors, la chambre s'ajourne.

budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

Resolutions to be reported.

Mr. President resumed the Chair; and the Chairman reported, that the Committee had come to several resolutions.

The Chairman also acquainted the House, that he was directed to move, that the Committee may have leave to sit again.

The resolutions were read and agreed to.

Resolved, That this House will, at its next sitting, again resolve itself into the said Committee.

On motion of Mr. Paul, —

Resolved, That the House doth now be adjourned.

And then the House adjourned.

N° 37

**MERCREDI,
14 mai 1969**

Trois heures de l'après-midi.

Prière.

M. Baillargeon propose, secondé par M. Laporte:

Que les articles 615 et 616 du règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de la ville de Brossard, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

La motion est adoptée, en conséquence, ladite pétition est présentée, lue et reçue.

Ordonné que M. Théorêt ait la permission de présenter le bill no 109, intitulé: « Loi concernant la succession d'Alphonse Valiquette ».

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Bergeron ait la permission de présenter le bill no 202, intitulé: « Loi concernant L'Industrielle, Compagnie d'Assurance sur la Vie ».

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Michaud ait la permission de présenter le bill no 99, intitulé: « Loi modifiant la Loi du Barreau ».

**WEDNESDAY,
May 14th 1969**

Three o'clock, P.M.

Prayers.

Mr. Baillargeon moved, seconded by Mr. Laporte:

That articles 615 and 616 of the Rules be suspended and that he be permitted to present the petition from the town of Brossard, praying for an Act to amend its charter, and that this petition be now presented, read and received.

The motion was adopted, accordingly, the said petition was presented, read and received.

Ordered, That Mr. Théorêt have leave to bring in bill No. 109, intituled: "An Act respecting the estate of Alphonse Valiquette".

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

Ordered, That Mr. Bergeron have leave to bring in bill No. 202, intituled: "An Act respecting The Industrial Life Insurance Company".

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

Ordered, That Mr. Michaud have leave to bring in bill No. 99, intituled: "An Act to amend the Bar Act".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Michaud ait la permission de présenter le bill no 97, intitulé: « Loi modifiant l'article 1056c du Code civil ».

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Fournier ait la permission de présenter le bill no 98, intitulé: « Loi modifiant la Loi de l'instruction publique ».

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

Ordered, That Mr. Michaud have leave to bring in bill No. 97, intituled: "An Act to amend article 1056c of the Civil Code".

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

Ordered, That Mr. Fournier have leave to bring in bill No. 98, intituled: "An Act to amend the Education Act".

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

Les documents suivants sont déposés sur le bureau de la chambre:

Par M. Lussier:

Projet de loi électorale municipale.

(Document de la session no 142.)

Par M. Bertrand:

Rapport annuel du ministère de la Justice pour l'exercice 1968.

(Document de la session no 143.)

The following documents were tabled:

By Mr. Lussier:

Draft of Municipal Election Act.

(Sessional Papers, No. 142.)

By Mr. Bertrand:

Annual report of the Department of Justice for the fiscal year 1968.

(Sessional Papers, No. 143.)

Question par M. Lesage:

1. Le gouvernement a-t-il emprunté de l'argent, depuis le 1er janvier 1968 jusqu'au 28 février 1969:

- a) de l'Hydro-Québec;
- b) de la Régie des alcools du Québec;
- c) de la Commission des accidents du travail;

Question by Mr. Lesage:

1. Did the government borrow any money, from January 1st 1968 to February 28th 1969:

- (a) from Hydro-Québec;
- (b) from the Québec Liquor Board;
- (c) from the Workmen's Compensation Commission;

d) de la Commission du salaire minimum;

e) ou de toutes autres régies, commissions ou corporations relevant du gouvernement de la province?

2. Dans l'affirmative, à quelle date et pour quel montant dans chaque cas?

3. Ces emprunts ont-ils été remboursés depuis et à quelles dates?

Réponse par M. Dozois:

1. a) oui;

b) non;

c) non;

d) non;

e) oui — Caisse de dépôt et placement du Québec.

2. a)

1er février 1968	\$35,000,000
11 avril 1968	5,000,000
16 avril 1968	5,000,000
5 juin 1968	28,000,000
13 juin 1968	5,000,000
14 août 1968	10,000,000
27 août 1968	10,000,000
31 décembre 1968	28,000,000

e)

10 janvier 1968	\$ 4,000,000
15 janvier 1968	5,000,000
13 février 1968	5,000,000
14 février 1968	5,000,000
20 février 1968	3,000,000
14 mars 1968	5,000,000
1er avril 1968	10,000,000
11 avril 1968	5,000,000
25 avril 1968	5,000,000
1er mai 1968	3,500,000
16 mai 1968	5,000,000
3 juin 1968	6,000,000
5 juin 1968	4,000,000
10 juin 1968	5,000,000
13 juin 1968	5,000,000
2 juillet 1968	10,000,000
4 juillet 1968	5,000,000
9 juillet 1968	5,000,000
28 août 1968	5,000,000
3 septembre 1968	10,000,000
12 septembre 1968	5,000,000

(d) from the Minimum Wage Commission;

(e) or from any other boards, commissions or corporations belonging to the government of the province?

2. If so, on what date and in what amount in each case?

3. Have these loans been paid back since, and on what dates?

Answer by Mr. Dozois:

1. (a) yes;

(b) no;

(c) no;

(d) no;

(e) yes, — Québec Deposit and Investment Fund.

2. (a)

February 1st 1968	\$35,000,000
April 11th 1968	5,000,000
April 16th 1968	5,000,000
June 5th 1968	28,000,000
June 13th 1968	5,000,000
August 14th 1968	10,000,000
August 27th 1968	10,000,000
December 31st 1968	28,000,000

(e)

January 10th 1968	\$ 4,000,000
January 15th 1968	5,000,000
February 13th 1968	5,000,000
February 14th 1968	5,000,000
February 20th 1968	3,000,000
March 14th 1968	5,000,000
April 1st 1968	10,000,000
April 11th 1968	5,000,000
April 25th 1968	5,000,000
May 1st 1968	3,500,000
May 16th 1968	5,000,000
June 3rd 1968	6,000,000
June 5th 1968	4,000,000
June 10th 1968	5,000,000
June 13th 1968	5,000,000
July 2nd 1968	10,000,000
July 4th 1968	5,000,000
July 9th 1968	5,000,000
August 28th 1968	5,000,000
September 3rd 1968	10,000,000
September 12th 1968	5,000,000

18 septembre 1968.....	15,000,000	September 18th 1968.....	15,000,000
26 septembre 1968.....	5,000,000	September 26th 1968.....	5,000,000
26 septembre 1968.....	5,000,000	September 26th 1968.....	5,000,000
2 octobre 1968.....	5,000,000	October 2nd 1968.....	5,000,000
18 novembre 1968.....	10,000,000	November 18th 1968.....	10,000,000
29 novembre 1968.....	5,000,000	November 29th 1968.....	5,000,000
2 décembre 1968.....	5,000,000	December 2nd 1968.....	5,000,000
5 décembre 1968.....	5,000,000	December 5th 1968.....	5,000,000
12 décembre 1968.....	5,000,000	December 12th 1968.....	5,000,000
20 février 1969.....	5,000,000	February 20th 1969.....	5,000,000
3. a)		3. (a)	
1er mars 1968.....	\$ 5,000,000	March 1st 1968.....	\$ 5,000,000
25 mars 1968.....	2,000,000	March 25th 1968.....	2,000,000
25 avril 1968.....	5,000,000	April 25th 1968.....	5,000,000
19 avril 1968.....	5,000,000	April 19th 1968.....	5,000,000
5 juin 1968.....	28,000,000	June 5th 1968.....	28,000,000
17 juin 1968.....	5,000,000	June 17th 1968.....	5,000,000
27 août 1968.....	10,000,000	August 27th 1968.....	10,000,000
16 septembre 1968.....	10,000,000	September 16th 1968.....	10,000,000
31 décembre 1968.....	28,000,000	December 31st 1968.....	28,000,000
31 mars 1969.....	28,000,000	March 31st 1969.....	28,000,000
e)		(e)	
18 janvier 1968.....	\$ 5,000,000	January 18th 1968.....	\$ 5,000,000
20 février 1968.....	9,000,000	February 20th 1968.....	9,000,000
21 février 1968.....	5,000,000	February 21st 1968.....	5,000,000
19 mars 1968.....	3,000,000	March 19th 1968.....	3,000,000
22 mars 1968.....	5,000,000	March 22nd 1968.....	5,000,000
25 avril 1968.....	5,000,000	April 25th 1968.....	5,000,000
1er mai 1968.....	10,000,000	May 1st 1968.....	10,000,000
16 mai 1968.....	5,000,000	May 16th 1968.....	5,000,000
24 mai 1968.....	3,500,000	May 24th 1968.....	3,500,000
14 juin 1968.....	5,000,000	June 14th 1968.....	5,000,000
2 juillet 1968.....	20,000,000	July 2nd 1968.....	20,000,000
15 juillet 1968.....	20,000,000	July 15th 1968.....	20,000,000
18 septembre 1968.....	15,000,000	September 18th 1968.....	15,000,000
26 septembre 1968.....	15,000,000	September 26th 1968.....	15,000,000
3 octobre 1968.....	10,000,000	October 3rd 1968.....	10,000,000
18 octobre 1968.....	5,000,000	October 18th 1968.....	5,000,000
18 novembre 1968.....	5,000,000	November 18th 1968.....	5,000,000
16 décembre 1968.....	25,000,000	December 16th 1968.....	25,000,000
20 février 1969.....	5,000,000	February 20th 1969.....	5,000,000
20 mars 1969.....	5,000,000	March 20th 1969.....	5,000,000

Question par M. Pinard:

1. Pourquoi la compagnie Construction Québomont Limitée, de L'Assomption, n'a-t-elle pas été choisie pour la réalisation du projet no 0244-68, comprenant divers

Question by Mr. Pinard:

1. Why was the firm of Construction Québomont Limitée, of L'Assomption, not selected for the carrying out of Project No. 0224-68 including certain

travaux de voirie dans la paroisse de St-Joachim, comté de L'Assomption, alors qu'elle avait présenté une soumission inférieure d'environ 10% au montant du contrat qui a été consenti à la compagnie Joliette Asphalte Limitée, de St-Paul, comté de Joliette?

2. Ces deux compagnies avaient-elles joint à leur soumission la police de garantie exigée par le ministère?

Réponse par M. Lafontaine:

1. La compagnie Construction Québomont Ltée, le plus bas soumissionnaire, a donné, lors de sa soumission, l'adresse suivante: 80 boulevard l'Ange-Gardien, l'Assomption, C.P. 709, P.Q. Après enquête de l'ingénieur divisionnaire, il a été constaté que cette compagnie avait à cet endroit aucun personnel et ne possédait aucun outillage dans la région de Joliette. Cette soumission ayant été demandée sur une base régionalisée, le contrat a été accordé, en vertu de l'arrêté en Conseil no 429 en date du 4 mars 1965, au deuxième plus bas soumissionnaire.

2. Oui.

Question par M. Maltais (Saguenay):

1. Le gouvernement ou ses offices, régies et commissions ont-ils accordé des contrats à la compagnie Champlain Électrique Inc., depuis le 16 juin 1966 jusqu'à ce jour?

2. Si oui, quel est le montant total de ces contrats?

3. Quels sont:

a) les contrats qui ont été accordés à la suite d'appels d'offres;

b) la nature et l'endroit du travail;

c) les noms et adresses des soumissionnaires;

d) le montant de chaque soumission;

e) le montant du contrat?

4. Quels sont:

a) les contrats qui ont été accordés sans appel d'offres;

kinds of road work in the parish of St-Joachim, L'Assomption County, when it had submitted a bid that was about 10% lower than the amount of the contract awarded to the firm of Joliette Asphalte Limitée, of St-Paul, Joliette County?

2. Did these two companies attach the guarantee policy to their bids as required by the Department?

Answer by Mr. Lafontaine:

1. When it submitted its tender, the firm of Québomont Ltée, the lowest bidder, gave the following address: 80 l'Ange-Gardien Blvd, l'Assomption, P.O. Box 709, P.Q. Following an investigation made by the divisional engineer, it was found that such firm did not have any personnel or equipment in the Joliette area. As the tender had been called on a regional basis, the contract was awarded to the second lowest bidder, by Order in Council No. 429, dated March 4th 1965.

2. Yes.

Question by Mr. Maltais (Saguenay):

1. Did the government or any of its bureaux, boards or commissions grant any contracts to the firm of Champlain Electric Inc., from June 16th 1966 to date?

2. If so, what is the total amount of such contracts?

3. (a) What contracts were granted following a call for tenders;

(b) what was the nature and location of the work;

(c) what are the names and addresses of the bidders;

(d) what was the amount of each bid;

(e) what was the amount of the contract?

4. (a) What contracts were granted without a call for tenders;

b) la nature et l'endroit du travail;

c) le montant du contrat?

5. Quel a été le montant total versé à cette compagnie, depuis le 16 juin 1966 jusqu'à ce jour, tant par le gouvernement que par ses offices, régies et commissions?

6. Quels sont les nom, prénoms et adresse des officiers et directeurs de ladite compagnie?

(b) what was the nature and location of the work;

(c) what was the amount of the contract?

5. What was the total amount paid to such company, from June 16th 1966 to date, either by the government or by any of its bureaux, boards and commissions?

6. What are the names, given names and addresses of the officers and directors of the said company?

Réponse par M. Bertrand:

1. Non.
2. Nil.
3. Nil.
4. Nil.
5. Nil.
6. Nil.

Answer by Mr. Bertrand:

1. No.
2. Nil.
3. Nil.
4. Nil.
5. Nil.
6. Nil.

Question par M. Pinard:

1. Le ministère de la Voirie et la cité de Trois-Rivières en sont-ils venus à une entente sur le montant de l'indemnité à être versé pour les biens, meubles et immeubles du Service de la Traverse de Trois-Rivières?

2. Si oui, à quelle date et quel en est le montant?

3. De quelle façon le ministère entend-il procéder pour la disposition des trois bateaux-passeurs?

4. Certaines personnes ou entreprises ont-elles fait part au gouvernement de leur désir d'acquérir ces bateaux-passeurs et, le cas échéant, quels sont:

a) leurs nom, prénoms et adresse;

b) les conditions de l'offre?

Question by Mr. Pinard:

1. Did the Department of Roads and the city of Trois-Rivières reach an agreement on the amount of the indemnity to be paid for the assets, moveables and immoveables of the Service de la Traverse de Trois-Rivières?

2. If so, on what date and in what amount?

3. In what manner does the Department intend to proceed with the disposal of the three ferry boats?

4. Did certain persons or firms advise the government of their wish to acquire such ferry boats, and if so:

(a) what are their names, given names and addresses;

(b) what are the conditions of the offer?

Réponse par M. Lafontaine:

1. Oui.
2. Le 20 décembre 1968, \$1,401,417.12.
3. Par arrêté-en-conseil no 3805 du 27 novembre 1968, le ministère de la Voirie a transféré ces navires au ministère des Transports et Communications.

Answer by Mr. Lafontaine:

1. Yes.
2. December 20th 1968, \$1,401,417.12.
3. The boats were transferred from the Department of Roads to the Department of Transportation and Communications by Order in Council No. 3805 dated November 27th 1968.

4. a) La Traverse de Lévis, Limitée, Lévis, et la Compagnie de Navigation Cartier, Limitée, Ile-aux-Coudres, comté de Charlevoix;

b) Le « Radisson » a été loué à la Traverse de Lévis à raison de \$1.00 par année, avec contrat résiliable sur avis d'un mois. La Compagnie s'engage à payer tous les frais de réparations, d'entretien et d'assurance du navire et à mettre en service dès avril 1969 ce bateau pour améliorer ce service entre Québec et Lévis.

Les mêmes conditions ont été faites à Cartier Navigation avec le navire « Trois-Rivières » pour l'amélioration du service entre Saint-Joseph-de-la-Rive et l'Ile-aux-Coudres.

Aucune offre définitive n'a été faite pour l'un ou l'autre de ces navires. Par ailleurs, leur location permet d'épargner des sommes considérables d'entretien, de surveillance et d'assurance et améliore le service aux deux endroits.

Aucune offre n'a été faite pour le « Lavolette » qui est amarré au quai de Sainte-Angele.

Question par M. LeChasseur:

1. En outre de l'immeuble situé à 550, chemin Ste-Marguerite, Ste-Adèle-en-Bas, comté de Terrebonne, le gouvernement ou ses offices, régies et commissions ont-ils loué d'autres locaux de la compagnie Plagestin Inc., 3474 rue St-Denis, Montréal, depuis le 16 juin 1966 jusqu'à ce jour?

2. Dans l'affirmative, quels sont, pour chaque location:

a) l'adresse et la superficie du local;

b) la date de la signature et la durée du bail;

c) le prix annuel de location;

d) les noms des services administratifs qui y sont logés?

4. (a) Levis Ferry Limited, Lévis, and the Compagnie de Navigation Cartier Limited, Ile-aux-Coudres, Charlevoix County;

(b) the "Radisson" was rented to the Levis Ferry for \$1.00 per year, on a contract that can be cancelled on one month's notice. The Company undertakes to pay all costs for the repairs, maintenance and insurance of the boat, and to put such boat into service not later than April 1969 to improve the service between Québec and Lévis.

The same conditions were made with Cartier Navigation respecting the boat "Trois-Rivières" to improve the service between Saint-Joseph-de-la-Rive and Ile-aux-Coudres.

No definite offer has been received for either of these boats. Furthermore, renting them out saves considerable amounts for maintenance, watchmen's services and insurance, and also improves the service at two places.

No offer has been made for the "Lavolette", which is tied up at the Ste-Angele wharf.

Question by Mr. LeChasseur:

1. Apart from the immovable located at 550 Ste-Marguerite Road, Ste-Adèle-en-Bas, Terrebonne County, did the government or any of its bureaux, boards or commissions rent any other premises from the firm of Plagestin Inc., 3474 St. Denis Street, Montreal, from June 16th 1966 to date?

2. If so, and respecting each location:

(a) what are the address and the area of the premises;

(b) what was the date of signing and term of the lease;

(c) what is the annual cost of the rental;

(d) what are the names of the administrative services located therein?

3. Quels sont les nom, prénoms et adresse de tous les directeurs et officiers de cette compagnie?

Réponse par M. Bertrand:

1. Non.
2. Nil.
3. Nil.

Question par M. Brisson:

1. Quel est le nombre total des ex-fonctionnaires qui ont bénéficié de la somme de \$6,998,519.14, payée par le ministère des Finances en 1967/68 en vertu de la Loi des pensions (S.R.Q. 1964, chap. 14 et modifications)?

2. Quel est le nombre des ex-fonctionnaires dont la pension annuelle était:

- a) inférieure à \$500;
- b) entre 500 et 1,000;
- c) entre 1,000 et 1,500;
- d) entre 1,500 et 2,000;
- e) entre 2,000 et 2,500;
- f) entre 2,500 et 3,000;
- g) entre 3,000 et 3,500;
- h) entre 3,500 et 4,000;
- i) entre 4,000 et 4,500;
- j) entre 4,500 et 5,000;
- k) entre 5,000 et 10,000;
- l) supérieure à 10,000?

Réponse par M. Dozois:

1. 3,033.
2. a) 527;
b) 738;
c) 573;
d) 323;
e) 181;
f) 198;
g) 111;
h) 69;
i) 66;
j) 63;
k) 162;
l) 22.

Question par M. Lacroix:

1. Le gouvernement a-t-il fait des dépenses pour le développement touristique

3. What are the names, given names and addresses of the directors and officers of such company?

Answer by Mr. Bertrand:

1. No.
2. Nil.
3. Nil.

Question by Mr. Brisson:

1. What is the total number of former employees who benefited from the amount of \$6,998,519.14, paid by the Department of Finance in 1967/68 under the Pension Act (R.S.Q. 1964, chap. 14 and amendments)?

2. What is the number of former employees whose annual pensions were:

- (a) less than \$500;
- (b) between 500 and 1,000;
- (c) between 1,000 and 1,500;
- (d) between 1,500 and 2,000;
- (e) between 2,000 and 2,500;
- (f) between 2,500 and 3,000;
- (g) between 3,000 and 3,500;
- (h) between 3,500 and 4,000;
- (i) between 4,000 and 4,500;
- (j) between 4,500 and 5,000;
- (k) between 5,000 and 10,000;
- (l) over 10,000?

Answer by Mr. Dozois:

1. 3,033.
2. (a) 527;
(b) 738;
(c) 573;
(d) 323;
(e) 181;
(f) 198;
(g) 111;
(h) 69;
(i) 66;
(j) 63;
(k) 162;
(l) 22.

Question by Mr. Lacroix:

1. Did the government make any expenditures for the tourist development of

du Mont Adstock, à St-Daniel, comté de Frontenac, depuis le 1er avril 1968 jusqu'à ce jour ?

2. Dans l'affirmative, quels sont :

- a) le montant total dépensé;
- b) les nom, prénoms et adresse des personnes à qui des paiements ont été faits;
- c) la nature de chaque dépense ?

Réponse par M. Loubier:
Nil.

Question par M. Houde:

1. À qui le ministère du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche a-t-il accordé la concession du terrain de camping CASCADES, pour la saison 1968 ?

2. Quel fut le montant du loyer payé par le concessionnaire ?

3. Le ministère a-t-il accordé la concession pour la saison 1969 ?

4. Dans l'affirmative :

- a) à qui;
- b) à quelle date;
- c) à quelles conditions ?

Réponse par M. Loubier:

1. Association Touristique de Soulanges, Inc., a/s Marcel Richard, président, C.P. 76, St-Zotique.

2. \$350.56.

3. Non.

4. Nil.

Question par M. Houde:

1. À qui le ministère du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche a-t-il accordé la concession du terrain de camping COTEAU LANDING, pour la saison 1968 ?

2. Quel fut le montant du loyer payé par le concessionnaire ?

3. Le ministère a-t-il accordé la concession pour la saison 1969 ?

4. Dans l'affirmative :

- a) à qui;

Mount Adstock, at St-Daniel, Frontenac County, from April 1st 1968 to date ?

2. If so:

- (a) what was the total amount spent;
- (b) what are the names, given names and addresses of the persons to whom payments were made;
- (c) what was the nature of each expenditure ?

Answer by Mr. Loubier:
Nil.

Question by Mr. Houde:

1. To whom did the Department of Tourism, Fish and Game grant the concession for the CASCADES camping ground for the 1968 season ?

2. What was the amount of the rental paid by the concessionary ?

3. Has the Department granted the concession for the 1969 season ?

4. If so:

- (a) to whom;
- (b) on what date;
- (c) on what conditions ?

Answer by Mr. Loubier:

1. Association Touristique de Soulanges, Inc., c/o Marcel Richard, President, P. O. Box 76, St-Zotique.

2. \$350.56.

3. No.

4. Nil.

Question by Mr. Houde:

1. To whom did the Department of Tourism, Fish and Game grant the concession for the COTEAU LANDING camping ground for the 1968 season ?

2. What was the amount of the rental paid by the concessionary ?

3. Has the Department granted the concession for the 1969 season ?

4. If so:

- (a) to whom;

- b) à quelle date;
c) à quelles conditions?

- (b) on what date;
(c) on what conditions?

Réponse par M. Loubier:

1. Association Touristique de Soulanges Inc., a/s Marcel Richard, président, C.P. 76, St-Zotique.
2. \$187.39.
3. Non.
4. Nil.

Answer by Mr. Loubier:

1. Association Touristique de Soulanges Inc., c/o Marcel Richard, President, P. O. Box 76, St-Zotique.
2. \$187.39.
3. No.
4. Nil.

Question par M. Houde:

1. À qui le ministère du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche a-t-il accordé la concession du terrain de camping CÔTE STE-CATHERINE, pour la saison 1968?
2. Quel fut le montant du loyer payé par le concessionnaire?
3. Le ministère a-t-il accordé la concession pour la saison 1969?
4. Dans l'affirmative:
 - a) à qui;
 - b) à quelle date;
 - c) à quelles conditions?

Question by Mr. Houde:

1. To whom did the Department of Tourism, Fish and Game grant the concession for the CÔTE STE-CATHERINE camping ground for the 1968 season?
2. What was the amount of the rental paid by the concessionary?
3. Has the Department granted the concession for the 1969 season?
4. If so:
 - (a) to whom;
 - (b) on what date;
 - (c) on what conditions?

Réponse par M. Loubier:

1. Mme Huguette Dubuc Monette, 23, rue Monette, Delson, comté de Laprairie.
2. Camping: \$2,002.55; Restaurant: \$1,228.16. Total: \$3,230.71.
3. Non.
4. Nil.

Answer by Mr. Loubier:

1. Mrs. Huguette Dubuc Monette, 23 Monette St., Delson, Laprairie County.
2. Camping: \$2,002.55; Restaurant: \$1,228.16. Total: \$3,230.71.
3. No.
4. Nil.

Question par M. Houde:

1. À qui le ministère du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche a-t-il accordé la concession du terrain de camping BROSSARD, pour la saison 1968?
2. Quel fut le montant du loyer payé par le concessionnaire?
3. Le ministère a-t-il accordé la concession pour la saison 1969?
4. Dans l'affirmative:
 - a) à qui;
 - b) à quelle date;
 - c) à quelles conditions?

Question by Mr. Houde:

1. To whom did the Department of Tourism, Fish and Game grant the concession for the BROSSARD camping ground for the 1968 season?
2. What was the amount of the rental paid by the concessionary?
3. Has the Department granted the concession for the 1969 season?
4. If so:
 - (a) to whom;
 - (b) on what date;
 - (c) on what conditions?

Réponse par M. Loubier:

C'était un terrain temporaire pour la saison de l'Expo 67. Il n'existait pas en 1968.

Le tout a été récupéré et redistribué au Parc du Mont-Tremblant.

Question par M. Lacroix:

1. À quel le ministère du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche a-t-il accordé la concession du terrain de camping LAPRAIRIE, pour la saison 1968?

2. Quel fut le montant du loyer payé par le concessionnaire?

3. Le ministère a-t-il accordé la concession pour la saison 1969?

4. Dans l'affirmative:

a) à qui;

b) à quelle date;

c) à quelles conditions?

Réponse par M. Loubier:

C'était un terrain temporaire pour la saison de l'Expo 67. Il n'existait pas en 1968.

Le tout a été récupéré et redistribué au Parc du Mont-Tremblant.

Question par M. Lacroix:

1. Quels furent, dans chaque cas, les montants des loyers payés au gouvernement par la Compagnie de Gestion du Parc Inc., pour l'exploitation des terrains de camping énumérés ci-après, au cours de la saison 1967:

a) Oka;

b) Cascades;

c) Coteau Landing;

d) Côte Ste-Catherine;

e) Brossard;

f) Laprairie?

2. Quels sont:

a) les nom, prénoms et adresse des directeurs et officiers de cette compagnie;

b) la date de son incorporation?

Answer by Mr. Loubier:

This was a piece of land used on a temporary basis during Expo 67. It did not exist in 1968.

The land was cleaned up and turned over to Mont Tremblant Park.

Question by Mr. Lacroix:

1. To whom did the Department of Tourism, Fish and Game grant the concession for the LAPRAIRIE camping ground for the 1968 season?

2. What was the amount of the rental paid by the concessionary?

3. Has the Department granted the concession for the 1969 season?

4. If so:

(a) to whom;

(b) on what date;

(c) on what conditions?

Answer by Mr. Loubier:

This was a piece of land used on a temporary basis during Expo 67. It did not exist in 1968.

The land was cleaned up and turned over to Mont Tremblant Park.

Question by Mr. Lacroix:

1. In each case, what were the amounts of the rentals paid to the government by the Compagnie de Gestion du Parc Inc., to operate the camping grounds listed below, during the 1967 season:

(a) Oka;

(b) Cascades;

(c) Coteau Landing;

(d) Côte Ste-Catherine;

(e) Brossard;

(f) Laprairie?

2. (a) What are the names, given names and addresses of the directors and officers of such company;

(b) what was the date of its incorporation?

Réponse par M. Loubier:

1. Aucun, car le concessionnaire est employé à commission par le gouvernement.

2. a) Jean St-Gelais,
68 Parissi, Laval;
Roland Beauregard,
6315 Cairnes, Ville d'Anjou;
F. Beauregard,
6437 Pie IX, Montréal;

b) 19 juin 1967.

Question par M. Binette:

1. Le gouvernement a-t-il fait des dépenses depuis le 1er mai 1968 pour aménager les abords des Chutes Dorwin, dans le comté de Montcalm?

2. Si tel est le cas, quelle est, en détail, la somme ainsi dépensée?

3. Quels sont les noms des ingénieurs qui ont préparé les plans pour ce projet et à combien leurs honoraires se sont-ils élevés?

Réponse par M. Loubier:

1. Oui.
- | | |
|------------------|-------------|
| 2. Honoraires: | \$17,600.00 |
| Ville de Rawdon: | \$10,600.00 |
| Construction: | \$84,800.00 |
3. Gendron & Lefebvre: \$17,600.00

Question par M. Tessier:

1. Le gouvernement a-t-il l'intention de donner suite à la demande réitérée de l'Union des Municipalités du Québec de créer un comité fiscal provincial-municipal permanent?

2. Dans l'affirmative, quelles sont les raisons qui retardent la création d'un tel comité?

3. Dans l'affirmative toujours, vers quelle date un tel comité doit-il être formé?

4. Dans la négative, pourquoi un tel comité ne serait-il pas formé?

Réponse par M. Dozois:

Le discours sur le budget a annoncé un certain nombre de mesures concrètes afin

Answer by Mr. Loubier:

1. None, as the concessionary is employed by the government on a commission basis.

2. (a) Jean St-Gelais,
68 Parissi, Laval;
Roland Beauregard,
6315 Cairnes, Ville d'Anjou;
F. Beauregard,
6437 Pie IX, Montreal;

(b) June 19th 1967.

Question by Mr. Binette:

1. Has the government made any expenditures since May 1st 1968 to improve the banks of Dorwin Falls, in Montcalm County?

2. If so, what are the details of the amount thus spent?

3. What are the names of the engineers who prepared the plans for this project, and what is the amount of their fees?

Answer by Mr. Loubier:

1. Yes.
- | | |
|-----------------|-------------|
| 2. Fees: | \$17,600.00 |
| Town of Rawdon: | \$10,600.00 |
| Construction: | \$84,800.00 |
3. Gendron & Lefebvre: \$17,600.00

Question by Mr. Tessier:

1. Does the government intend to follow up the repeated request of the Québec Union of Municipalities to establish a standing provincial-municipal Committee on taxation?

2. If so, what are the reasons for the delay in establishing such a Committee?

3. Again if so, on what date is such Committee supposed to be established?

4. If not, why would such a Committee not be appointed?

Answer by Mr. Dozois:

The budget speech announced a certain number of concrete measures to lighten

d'alléger le fardeau des municipalités. D'autres mesures seront annoncées en temps opportun.

Question par M. Tessier:

1. Quand le Gouvernement entend-t-il donner suite au mémoire de l'Association des Instituteurs et Institutrices Catholiques Retraités concernant spécialement ceux et celles dont la pension est actuellement inférieure à \$2,000.00 par année?

2. Est-il l'intention du Gouvernement de légiférer à ce sujet au cours de la présente session?

3. Dans l'affirmative, vers quelle date?

4. Dans la négative, pour quelles raisons?

Réponse par M. Dozois:

Les projets de loi du gouvernement seront communiqués aux membres de l'Assemblée nationale, suivant la procédure traditionnelle.

Question par M. Séguin:

1. Y a-t-il eu élimination de passages à niveau dans la Province:

a) en 1967;

b) en 1968?

2. Dans l'affirmative, à quels endroits et quelle a été la participation du gouvernement québécois pour chaque année?

3. Y a-t-il des projets d'élimination de passages à niveau prévus pour l'année en cours, dans le Québec, et si oui, à quels endroits?

Réponse par M. Lafontaine:

1. a) Oui;

b) Oui.

2.

the load of the municipalities. Other measures will be announced at the proper time.

Question by Mr. Tessier:

1. When does the Government intend to follow up the brief of the Association of Retired Catholic Teachers, particularly respecting the ones whose pensions are less than \$2,000.00 per year?

2. Does the Government intend to legislate on this matter during the present Session?

3. If so, on about what date?

4. If not, for what reasons?

Answer by Mr. Dozois:

The Members of the National Assembly will be advised respecting government bills, in accordance with the traditional procedure.

Question by Mr. Séguin:

1. Were any level crossings in the province eliminated:

(a) in 1967;

(b) in 1968?

2. If so, in what locations and what was the participation of the Québec Government for each year?

3. Are there any projects for the removal of level crossings in Québec during the present year, and if so, in what locations?

Answer by Mr. Lafontaine:

1. (a) Yes;

(b) Yes.

En-In 1967/68

Comté County	Municipalité Municipality	Route	Participation de la Province Contribution by the Province
Argenteuil	Ayersville	8	\$ 20,000
Bonaventure	Escumac	6	45,000
Fabre	Laval	11	70,000

En-In 1968/69

Bonaventure	Ste-Germaine-de-L'Anse-aux-Gascons	6	75,000
Kamouraska	St-Philippe-de-Néri	2A	60,000
Matane	Mont-Joli	6	45,000
Matapédia	Ste-Marie-de-Sayabec	6	50,000

3. Projets prévus en 1969/70—Projects forecast for 1969/70

<i>Comté County</i>	<i>Municipalité Municipality</i>	<i>Route</i>	<i>Projet en cours Project being carried out</i>	<i>Projet à entreprendre Project to be carried out</i>
Bonaventure	Mann canton-township	6		x
Bonaventure	New Richmond	6		x
Bonaventure	Nouvelle	6		x
Gaspé-Sud	Bridgeville	6		x
L'Islet	Saint-Jean-Port-Joli	24		x
Nicolet	Saint-Léonard	13		x
Robert-Baldwin	Beaconsfield	Montée St-Charles	x	
Robert-Baldwin	Pointe-Claire et-and Dorval	Montée des Sources		x
Saint-Sauveur	Duburger	2C	x	
Taillon	Saint-Hubert	9		x

Question par M. Courcy:

1. Le gouvernement a-t-il fait exécuter des travaux dans le rang X, canton Coleraine et sur le chemin Dominion également connu sous le nom de chemin du Petit Lac St-François, dans le comté de Mégantic, depuis le 1er novembre 1968 jusqu'au 30 avril 1969?

2. Si les travaux ont été exécutés à contrat, quels sont:

- a) les nom, prénoms et adresse des soumissionnaires;
- b) le montant de chaque soumission;
- c) les noms de l'entrepreneur choisi;
- d) le montant du contrat?

3. Si les travaux ont été exécutés en régie, quels sont:

- a) les nom, prénoms et adresse des locuteurs de la machinerie et de l'outillage, le détail de chaque location et le montant

Question by Mr. Courcy:

1. Did the government cause any work to be carried out on Range X, Coleraine Township, and on Dominion Road, also known as Petit Lac St-François Road, in Megantic County, from November 1st 1968 to April 30th 1969?

2. If the work was done on contract:

- (a) what are the names, given names and addresses of the bidders;
- (b) what was the amount of each bid;
- (c) what is the name of the contractor who was selected;
- (d) what was the amount of the contract?

3. If the work was done under government supervision:

- (a) what are the names, given names and addresses of the lessors of the machinery and equipment, the details of

total payé à chacun;

b) les nom, prénoms et adresse des fournisseurs, la nature des marchandises vendues et le montant total payé à chacun;

c) les nom, prénoms et adresse des ouvriers et autres employés, de même que le montant total payé à chacun?

4. Quelle est la quantité totale de gravier qui a été acheté pour ces travaux?

5. Ce gravier a-t-il été utilisé en entier aux endroits prévus?

Réponse par M. Vincent:

1. Non, ni par contrat ni en régie.

2. Nil.

3. Nil.

4. Nil.

5. Nil.

Question par M. Leduc (Taillon):

1. Quels sont les nom, prénoms et attributions des fonctionnaires du ministère du Revenu qui ont voyagé à l'extérieur du Canada, aux frais du gouvernement de la province, entre le 21 février 1968 et le 16 mars 1969?

2. Quels ont été, pour chaque voyage:

a) la date de départ et de retour au pays;

b) les noms des pays et des villes visités;

c) le but;

d) le coût des frais de transport, de séjour, de représentations et autres dépenses?

Réponse par M. Johnston:

each rental and the total amount paid to each one;

(b) what are the names, given names and addresses of the suppliers, the nature of the merchandise sold, and the total amount paid to each one;

(c) what are the names, given names and addresses of the workmen and other employees, together with the amount paid to each one?

4. What was the total quantity of gravel purchased for the work?

5. Was the entire quantity of the gravel used at the locations provided?

Answer by Mr. Vincent:

1. No, neither by contract nor under government supervision.

2. Nil.

3. Nil.

4. Nil.

5. Nil.

Question by Mr. Leduc (Taillon):

1. What are the names, given names and duties of the employees of the Department of Revenue who travelled outside Canada at the expense of the government of the province, between February 21st 1968 and March 16th 1969?

2. Respecting each trip:

(a) what is the date of departure and return to the country;

(b) what are the names of the countries and cities visited;

(c) what was the purpose of the visit;

(d) what was the cost of the travelling, hotel, representation and other expenses?

Answer by Mr. Johnston:

Voyages à l'extérieur du Canada — Trips Outside Canada

<i>Noms Name</i>	<i>Prénoms Given Names</i>	<i>Attributions Position</i>	<i>Date de départ Date of departure</i>	<i>Date de retour Date of Return</i>	<i>Pays et villes visités Countries and Towns Visited</i>	<i>But Purpose</i>	<i>Dépenses Expenses</i>
Miller	Robert	Directeur du bureau de l'Organisation et du Contrôle des taxes de vente—Director of Sales Tax Organization and Control Office	20-10-68	23-10-68	St-Louis Missouri	Cours en organisation et méthodes donnés à St-Louis—Course on organization and Methods given at St. Louis	\$360.69
Contant	Pierre	Directeur du service des systèmes et méthodes à la direction générale de l'administration—Director of Methods and Systems Service of the Administration Branch	20-10-68	23-10-68	St-Louis Missouri	Cours en organisation et méthodes donnés à St-Louis—Course on organization and methods given at St. Louis	371.15
Després	Robert	Sous-ministre—Deputy Minister	2- 9-68	8- 9-68	San Francisco Sacramento	Délégué à la 61ième conférence annuelle de la « National Tax Association ». Profiter de leur séjour en Californie pour se familiariser avec les mécanismes d'imposition et de perception de l'État de la Californie dans le domaine des taxes à la consommation—Delegate to the 61st annual meeting of the "National Tax Association". Took advantage of their stay to become familiar with methods used to apply and collect consumer taxes in the State of California	605.65
Bergeron	René	Directeur général de l'administration—Director of Administration	2- 9-68	8- 9-68	San Francisco Sacramento	Délégué à la 61ième conférence annuelle de la « National Tax Association ». Profiter de leur séjour en Californie pour se familiariser avec les mécanismes d'imposition et de perception de l'État de la Californie dans le domaine des taxes à la consommation—Delegate to the 61st annual meeting of the "National Tax Association". Took advantage of their stay to become familiar with methods used to apply and collect consumer taxes in the State of California	602.55

<i>Noms Name</i>	<i>Prénoms Given Names</i>	<i>Attributions Position</i>	<i>Date de départ Date of departure</i>	<i>Date de retour Date of Return</i>	<i>Pays et villes visités Countries and Towns Visited</i>	<i>But Purpose</i>	<i>Dépenses Expenses</i>
Mercier	Lucien	Directeur de la vérification interne et des budgets— Director of internal audit and budgets	26-10-68	30-10-68	St-Paul Minnesota	Assister au congrès de « National Association of Tax Administrators » qui a eu lieu les 27-28 et 29 octobre 1968—To attend "National Association of Tax Administrators" convention held October 27th-28th and 29th 1968.	299.69
Moreau	Paul-Émile	Directeur général des enquêtes spéciales—Director of Special Inquiries	5- 3-68	8- 3-68	Washington	En vue de se familiariser avec les procédés fiscaux et administratifs du Gouvernement des États-Unis (1)—To make themselves familiar with the taxation and administrative procedure used by the Government of the United States (1)	72.60
Gauvin	André	Dir. général des impôts— Director of Taxes	5- 3-68	8- 3-68	Washington	En vue de se familiariser avec les procédés fiscaux et administratifs du Gouvernement des États-Unis (1)—To make themselves familiar with the taxation and administrative procedure used by the Government of the United States (1)	78.20
Guerci	V. P.	Dir. général des taxes de vente Director of Sales Tax	5- 3-68	8- 3-68	Washington	En vue de se familiariser avec les procédés fiscaux et administratifs du Gouvernement des États-Unis (1)—To make themselves familiar with the taxation and administrative procedure used by the Government of the United States (1)	63.35
Mercier	Lucien	Dir. général de la vérification interne—Director of Internal Audit	5- 3-68	8- 3-68	Washington	En vue de se familiariser avec les procédés fiscaux et administratifs du Gouvernement des États-Unis (1)—To make themselves familiar with the taxation and administrative procedure used by the Government of the United States (1)	83.60
Bergeron	René	Dir. général de l'administration Director of Administration	5- 3-68	8- 3-68	Washington	En vue de se familiariser avec les procédés fiscaux et administratifs du Gouvernement des États-Unis (1)—To make themselves familiar with the taxation and administrative procedure used by the Government of the United States (1)	83.44

(1) le transport a été effectué par l'avion du Gouvernement et le coût a été de \$716.66—transport by government aircraft. Cost: \$716.66.

Question par M. Lacroix:

À qui le ministère de la Voirie a-t-il accordé les contrats pour l'exécution des projets suivants et quel en est le montant dans chaque cas:

- a) 4004-68;
- b) Q.C.-13;
- c) 1240-68;
- d) 1256-68;
- e) 1262-68;
- f) 1263-68;
- g) 2003-68;
- h) 2004-68;
- i) 5232-68;
- j) 5236-68;
- k) 5238-68;
- l) 5239-68;
- m) 7252-68;
- n) 8260-68;
- o) 8262-68;
- p) 8266-68;
- q) 9254-68?

Question by Mr. Lacroix:

To whom were the contracts awarded by the Department of Roads for the carrying out of the following projects, and what was the amount in each case:

- (a) 4004-68;
- (b) Q.C.-13;
- (c) 1240-68;
- (d) 1256-68;
- (e) 1262-68;
- (f) 1263-68;
- (g) 2003-68;
- (h) 2004-68;
- (i) 5232-68;
- (j) 5236-68;
- (k) 5238-68;
- (l) 5239-68;
- (m) 7252-68;
- (n) 8260-68;
- (o) 8262-68;
- (p) 8266-68;
- (q) 9254-68?

Réponse par M. Lafontaine:

(a) Dominion Bridge Co. Ltd.	\$4,369,000.00
(b) Z. Cloutier & Fils, Limitée	169,507.34
(c) Les Entreprises P.E.B., Ltée.	73,483.60
(d) Union des Carrières et Pavages, Ltée.	88,955.00
(e) Union des Carrières et Pavages, Ltée.	34,081.00
(f) Modern Paving & Construction Ltd.	77,545.50
(g) Laurin Caron	47,574.50
(h) Laurin Caron	87,343.00
(i) Meilleur Frères Enrg.	9,860.00
(j) Les Constructions Deschênes, Ltée.	51,880.30
(k) Les Constructions Deschênes, Ltée.	11,520.15
(l) Les Constructions Deschênes, Ltée.	24,183.60
(m) Intercité Construction, Limitée.	90,232.77
(n) Pavages Maska, Inc.	59,636.41
(o) Modern Paving & Construction Ltd.	13,329.04
(p) Construction St-Paul, Ltée.	77,536.99
(q) Vel Construction, Ltée.	41,471.30

Answer by Mr. Lafontaine:

L'ordre du jour appelle la chambre à se former de nouveau en comité des subsides.

M. Dozois propose que M. le président quitte maintenant le fauteuil et que la

The Order of the Day being read for the House again in Committee of Supply.

Mr. Dozois moved, and the Question being put, that Mr. President do now

chambre se forme de nouveau en comité des subsides et la motion est adoptée.

En conséquence, la chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

M. Desmeules fait le rapport suivant:

M. le président des comités,

J'ai l'honneur de faire rapport que la commission du Revenu, chargée d'examiner les articles du budget des dépenses de ce ministère, a adopté tous les items de ce budget.

Sur la motion de M. Paul, la commission du Secrétariat de la Province est chargée d'examiner les articles du budget qui la concernent et de faire rapport à ce sujet.

La chambre siège en comité des subsides pendant quelque temps, puis, M. le président ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas fini de délibérer et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante par M. Beaupré:

1. Le ministère des Travaux publics a-t-il fait des appels d'offres pour la démolition d'édifices, à Québec, depuis le 16 juin 1966 jusqu'au 15 avril 1969?

2. Dans l'affirmative, quels sont, dans chaque cas:

- a) la localisation des édifices concernés;
- b) la date des appels d'offres;

c) les nom, prénoms et adresse des soumissionnaires;

leave the Chair, it was resolved in the Affirmative. The House accordingly resolved itself into the said Committee.

(IN THE COMMITTEE)

Mr. Desmeules made the following report:

Mr. Chairman,

I have the honour to report that the Committee on Revenue, entrusted with the examination of the estimates of such Department, have adopted all the items of this budget.

On motion of Mr. Paul, the Committee on the Provincial Secretary's Department was directed to examine the items of the budget concerning it and to report on such matter.

After some time spent in Committee of Supply, Mr. President resumed the Chair; and the Chairman reported, that the committee had made some progress, and directed him to move for leave to sit again.

Resolved, That this House will, at its next sitting, again resolve itself into the said Committee.

The Order of the Day being called for the consideration by the House of a question by Mr. Beaupré:

1. Did the Department of Public Works issue a call for tenders for the tearing down of buildings in Québec, from June 16th 1966 to April 1st 1969?

2. If so, and respecting each case:

- (a) where are the buildings located;
- (b) on what date was the call for tenders issued;
- (c) what are the names, given names and addresses of the bidders;

- d) le montant de chaque soumission;
- e) les noms de l'entrepreneur choisi;

f) la date et le montant du contrat ?

3. Si des contrats de démolition ont été accordés sans appels d'offres, quels sont, dans chaque cas:

- a) la localisation des édifices concernés;
- b) les noms de l'entrepreneur choisi;
- c) la date et le montant du contrat ?

Sur la motion de M. Paul, il est—

Ordonné qu'il soit produit et déposé sur le bureau de la chambre un document contenant les informations demandées.

M. Russell dépose sur le bureau de la chambre ledit document.

(*Document de la session no 144.*)

Sur la motion de M. Lacroix:

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de la chambre:

Une liste de tous les immeubles ou parties d'immeubles loués par le gouvernement ou par l'un de ses organismes, offices, régies et commissions, depuis le 1er avril 1968 jusqu'au 28 février 1969, cette liste devant indiquer dans chaque cas:

- a) l'endroit où l'immeuble est situé;
- b) les nom, prénoms et adresse du locateur;
- c) le montant du loyer mensuel et le montant total pour la durée du bail;

d) la date de la signature et la durée du bail;

e) la superficie de chaque immeuble ou parties d'immeuble loué;

f) le coût de toutes réparations, améliorations et transformations qui auraient été effectuées par le gouvernement ou l'un de ses organismes dans chaque immeuble pour l'installation et l'aménagement de services administratifs.

(d) what was the amount of each bid;
(e) what is the name of the contractor who was selected;

(f) what was the date and the amount of the contract ?

3. If any demolition contracts were awarded without tenders being called, and respecting each case:

(a) where are the buildings located;
(b) what is the name of the contractor who was selected;

(c) what was the date and the amount of the contract ?

On motion of Mr. Paul,—

Ordered, That there be tabled a document covering the information requested.

Mr. Russell tabled the said document.

(*Sessional Papers, No. 144.*)

On motion of Mr. Lacroix:

Ordered, that there be laid before the House:

A list of all the immoveables or parts of buildings rented by the government or any of its organizations, bureaux, boards and commissions, from April 1st 1968 to February 28th 1969, such list to show in each case:

(a) the location of the building;
(b) the name, given names and address of the lessor;

(c) the monthly amount of the rent and the total amount for the term of the lease;

(d) the date the lease was signed and the term thereof;

(e) the area of each immoveable or part of immoveable rented;

(f) the cost of all repairs, improvements and alterations carried out by the government or any of its organizations in each immoveable for the installing or establishing of administrative services.

M. Bertrand dépose sur le bureau de la chambre ledit document.

(Document de la session no 145.)

Sur la motion de M. Lacroix:

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de la chambre:

Une liste de tous les immeubles achetés par le gouvernement ou par l'un de ses organismes, offices, régies et commissions, depuis le 1er avril 1968 jusqu'au 28 février 1969, cette liste devant indiquer dans chaque cas:

- a) les nom, prénoms et adresse du vendeur;
- b) l'endroit où l'immeuble est situé;
- c) la date de l'achat;
- d) le prix payé.

M. Bertrand dépose sur le bureau de la chambre ledit document.

(Document de la session no 146.)

Sur la motion de M. Lesage:

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de la chambre:

Un état détaillé donnant les opérations financières faites jusqu'au 31 mars 1969 inclusivement, sous l'autorité de l'article 4 des prévisions budgétaires 1968/69 du ministère des Finances (fonds de secours).

M. Dozois dépose sur le bureau de la chambre ledit document.

(Document de la session no 147.)

Sur la motion de M. Michaud:

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de la chambre:

Un état donnant le détail de la dépense de \$548,863.12 faite à même le budget 1967/68 du ministère du Tourisme, Chasse et Pêche et apparaissant à la page 633 des Comptes publics comme ayant été payée à la Société de publicité du Québec.

M. Loubier dépose sur le bureau de la chambre ledit document.

(Document de la session no 148.)

Mr. Bertrand tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 145.)

On motion of Mr. Lacroix:

Ordered, that there be laid before the House:

A list of all the immoveables purchased by the government or any of its organizations, bureaux, boards or commissions, from April 1st 1968 to February 28th 1969, such list to show in each case:

- (a) the name, given names and address of the vendor;
- (b) the location of the immoveable;
- (c) the date of purchase;
- (d) the price paid.

Mr. Bertrand tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 146.)

On motion of Mr. Lesage:

Ordered, That there be laid before the House:

A detailed statement as at March 31st 1969 of the financial operations carried out under the authority of Item 4 of the 1968/69 estimates of the Department of Finance (emergency fund).

Mr. Dozois tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 147.)

On motion of Mr. Michaud:

Ordered, That there be laid before the House:

An itemized statement of the expenditure of \$548,863.12 paid out of the 1967/68 budget of the Department of Tourism, Fish and Game, and shown on page 633 of Public Accounts as having been paid to the Société de publicité du Québec.

Mr. Loubier tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 148.)

Sur la motion de M. Michaud:

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de la chambre:

Un état donnant le détail des frais de voyage totalisant \$5,604.01 payés à M. Roger Cyr, directeur de l'Office d'information et de publicité, à même le budget 1967/68 du ministère du Conseil exécutif.

M. Bertrand dépose sur le bureau de la chambre ledit document.

(Document de la session no 149.)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la motion suivante par M. Michaud:

Qu'il soit déposé sur le bureau de la chambre:

Une copie de toutes les minutes du Conseil de la trésorerie, depuis le 1er janvier 1967 jusqu'au 28 février 1969, autorisant des dépenses de \$2,000 et plus relativement à:

- a) l'Office d'information et de publicité du Québec;
- b) Radio-Québec;
- c) Sopec Limitée.

M. Dozois déclare qu'il est contraire à l'intérêt public de produire ces documents.

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la motion suivante par M. Lesage:

Que le règlement de l'Assemblée nationale soit modifié comme suit:

1. Modifier l'article 462 en ajoutant le paragraphe suivant:

« 16° les engagements financiers du gouvernement. »

On motion of Mr. Michaud:

Ordered, That there be laid before the House:

An itemized statement of the travelling expenses totalling \$5,604.01 paid to Mr. Roger Cyr, Director of the Information and Publicity Bureau, out of the 1967/68 budget of the Department of the Executive Council.

Mr. Bertrand tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 149.)

The Order of the Day being called for the consideration by the House of a motion by Mr. Michaud:

That there be laid before the House:

A copy of all the Treasury Board minutes, from January 1st 1967 to February 28th 1969, authorizing expenditures of \$2,000 or more and respecting particularly:

- (a) the Québec Information and Publicity Bureau;
- (b) Radio-Québec;
- (c) Sopec Limitée.

Mr. Dozois declared that it would be injurious to the public interest to produce such papers.

The Order of the Day being called for the consideration by the House of a motion by Mr. Lesage:

That the Rules and Standing Orders of the National Assembly be amended as follows:

1. Article 462 is amended by adding thereto the following paragraph:

"16. The financial commitments of the Government."

2. Ajouter après la section v la suivante:

2. The following is added after Section v:

“SECTION VI

« SECTION VI

Du Comité des engagements financiers

The Committee on Financial Commitments

Art. 468e. Le comité des engagements financiers siège sans convocation à trois heures de l'après-midi le deuxième lundi de chaque mois ou, si ce jour est férié, le troisième lundi.

Art. 468e. The Committee on Financial Commitments shall sit without call at three o'clock in the afternoon on the second Monday of each month, or, if such day is a holiday, on the third Monday.

Art. 468f. Le comité des engagements financiers peut siéger pendant que la chambre est en séance sans autorisation spéciale et il continue de siéger après la prorogation jusqu'à l'institution d'un nouveau comité.

Art. 468f. The Committee on Financial Commitments may sit whilst the House is sitting, without special authorization, and shall continue to sit after prorogation until a new Committee has been appointed.

Art. 468g. Le comité des engagements financiers examine à chaque séance les engagements financiers pour un montant de vingt-cinq mille dollars ou plus autorisés pendant le mois précédent, soit par le Conseil de la Trésorerie, soit par le Conseil exécutif, et le ministre des finances doit lui en fournir la liste avec les renseignements nécessaires. »

Art. 468g. At each sitting, the Committee on Financial Commitments shall examine the financial commitments in the amount of twenty-five thousand dollars or more authorized during the preceding month, either by the Treasury Board or by the Executive Council, and the Minister of Finance shall provide the Committee with a list thereof and all the necessary information pertaining thereto.”

M. Lesage déclare retirer sa motion.

Mr. Lesage declared that he was withdrawing his motion.

M. LeBel, président de la commission de l'Assemblée nationale, présente le cinquième rapport de cette commission ainsi qu'il suit:

Mr. LeBel, Chairman of the Committee on the National Assembly, presented to the House the fifth report of the said Committee as follows:

La commission des engagements financiers

The Committee on Financial Commitments

1. Une commission des engagements financiers est instituée à l'Assemblée nationale.

1. A Committee on Financial Commitments is established at the National Assembly.

2. La commission est formée de huit députés, dont le président du conseil de la

2. The Committee shall be composed of eight members, and shall include the

trésorerie et au moins un membre de ce conseil.

Le quorum de la commission est de cinq membres.

3. La commission, à sa première séance, choisit parmi les membres son président.

Elle peut confier le poste de secrétaire à un fonctionnaire.

4. La commission peut siéger, sans permission expresse, en tout temps pendant la Législature, même si la Chambre est en séance, s'est ajournée ou après la prorogation de la session.

Elle se réunit au moins une fois par mois, au jour déterminé par les membres.

Le président du conseil de la trésorerie doit convoquer la première séance, avant le 17 juin 1969.

À cette première séance ou à toute séance subséquente la commission détermine les procédés et méthodes pour l'examen des engagements financiers autorisés au cours du mois précédent par le conseil de la trésorerie et par le conseil exécutif.

5. Au cours d'une session, le choix des membres et leur remplacement se fait de la manière prévue pour les commissions spéciales de l'Assemblée.

Après la prorogation d'une session, les membres qui en faisaient partie au moment de la prorogation, continuent d'en faire partie, mais la commission des engagements financiers peut remplacer un ou plusieurs membres, pourvu que le nom du nouveau membre soit transmis par le chef du parti auquel appartient ce membre, ou son représentant, au président de la commission, trois jours avant une réunion régulière. Toutefois, le président du conseil de la trésorerie peut sans avis désigner son remplaçant.

6. La commission peut:

a) définir la procédure pour fixer le huis clos;

Chairman of the Treasury Board and one member of such Board.

The quorum of the Committee shall be five members.

3. At its first meeting, the Committee shall select a Chairman from among its members.

The position of Secretary may be entrusted to a government employee.

4. The Committee may sit, without express permission, at any time during the Legislature, even if the House is sitting, or has been adjourned, or after the prorogation of the session.

The Committee shall meet at least once a month, on a day to be determined by its members.

The Chairman of the Treasury Board shall convene the first sitting before June 17th 1969.

At such first sitting or at any subsequent sitting, the Committee shall determine the procedures and methods for the examination of the financial commitments authorized during the preceding month by the Treasury Board and the Executive Council.

5. During a session, the choosing of the members and the replacing thereof shall be done in the manner provided for the Special Committees of the Assembly.

Following the prorogation of a session, the members who composed the Committee at the time of the prorogation, shall continue to form part thereof, but the Committee on Financial Commitments may replace one or several members, provided that the name of the new member shall be forwarded by the Leader of the party to which the member belongs, or his representative, to the Chairman of the Committee, three days prior to a regular meeting. However, the Chairman of the Treasury Board may appoint his replacement without notice.

6. The Committee may:

(a) define the procedure to determine if a meeting is to be held *in camera*;

b) fixer les fonctions du secrétaire;

c) déterminer le contenu de l'ordre du jour.

7. Les règles de procédure prévues au Règlement de l'Assemblée pour les séances de ses commissions ne s'appliquent pas, à moins que d'une acceptation expresse de la commission.

8. L'ordre du jour de chaque réunion doit être transmis par le président aux membres de la commission, au moins cinq jours ouvrables avant la tenue de cette réunion.

9. Seul un ministre peut être appelé devant la commission. Le ministre peut cependant, s'il le juge à propos, déléguer un fonctionnaire qu'il désigne.

L'avis de convocation à un ministre, doit être transmis par le secrétaire de la commission, au moins deux jours ouvrables, avant la séance, et indiquer le sujet sur lequel des renseignements seront demandés.

(b) determine the duties of the Secretary;

(c) determine the contents of the agenda paper.

7. The rules of procedure provided in the Rules and Standing Orders of the Assembly for the sittings of Committees shall not apply, unless expressly accepted by the Committee.

8. The Agenda Paper for each sitting shall be forwarded by the Chairman to the members of the Committee at least five working days prior to the holding of such sitting.

9. Only a Minister may be summoned to appear before the Committee. The Minister may, however, appoint an employee as his representative.

The notice summoning a Minister shall be forwarded by the Secretary of the Committee at least two working days prior to the sitting, and shall mention the matter about which information will be asked.

M. Bertrand propose, secondé par M. Lesage:

Que le rapport de M. LeBel, président de la commission de l'Assemblée nationale, produit ce jour, soit transformé en motion pour son adoption par la chambre, afin que nos travaux durant la présente session soient régis par ces amendements apportés à notre règlement.

Et la motion étant mise aux voix, la chambre l'adopte à l'unanimité.

M. Brown propose, secondé par M. Vaillancourt:

Attendu que les tarifs exigés pour franchir les postes de péage sur l'Autoroute des Cantons de l'Est sont: cinquante sous pour celui qui est situé près de Chambly

Mr. Bertrand moved, seconded by Mr. Lesage:

That the report by Mr. LeBel, Chairman of the Committee on the National Assembly, submitted this day, be converted into a motion to be adopted by the House, in order that our work during the present session shall be governed by such amendments made to our Rules and Standing Orders.

And the Question being put on the motion, it was unanimously resolved in the Affirmative.

The motion was accordingly adopted.

Mr. Brown moved, seconded by Mr. Vaillancourt:

That whereas the tolls required to pass through the toll-gates on the Eastern Townships Autoroute are: fifty cents for the one located near Chambly and twenty-

et vingt-cinq sous pour tous les autres postes, et que le bilan de l'année 1967 de l'Office des autoroutes du Québec montre un déficit de \$49,178,157.;

cette chambre prie le gouvernement de considérer l'opportunité de demander à l'Office des autoroutes du Québec d'étudier toutes les mesures qui pourraient être prises afin de rendre l'Autoroute des Cantons de l'Est rentable en favorisant une utilisation plus fréquente et plus générale.

Et un débat s'élève.

Sur la motion de M. Pinard, secondé par M. Hyde, il est—

Ordonné que le débat soit ajourné.

Sur la motion de M. Bertrand, il est—
Résolu, que la chambre s'ajourne maintenant.

Et. alors. la chambre s'ajourne.

five cents for all the other toll-gates, and that the financial statement of the Québec Autoroutes Authority for 1967 shows a deficit of \$49,178,157.;

Wherefore, this House prays the government to consider the possibility of requesting the Québec Autoroutes Authority to examine all the measures which could be taken in order to make the Eastern Townships Autoroute economically feasible by encouraging its more frequent and general use.

And a debate arising thereon.

On motion of Mr. Pinard, seconded by Mr. Hyde,—

Ordered, That the debate be adjourned.

On motion of Mr. Bertrand,—
Resolved, That the House doth now be adjourned.

And then the House adjourned.

**JEUDI,
15 mai 1969**

Trois heures de l'après-midi.

Prière.

M. Paul propose:

Que le nom de M. Beaulieu soit substitué à celui de M. Gabias sur la liste des membres de la commission de l'administration de la Justice.

La motion est adoptée.

M. Paul propose:

Que pour les fins de l'étude du bill 10 « Loi concernant les régimes matrimoniaux », le nombre des membres de la commission permanente de l'administration de la Justice soit porté à 13.

Que Mme Kirkland-Casgrain, MM. Plamondon et Théorêt soient nommés membres de la commission de l'administration de la Justice pour les fins susdites.

La motion est adoptée.

M. Paul propose:

Qu'une commission spéciale de dix membres soit instituée avec mission de continuer le travail entrepris par l'ex-comité parlementaire spécial des relations industrielles sur le camionnage avec pouvoir de siéger après l'ajournement si nécessaire, d'entendre des témoins afin de poursuivre l'étude des normes de travail dans le camionnage.

Que ladite commission spéciale fasse rapport à la chambre au cours de la présente session.

**THURSDAY,
May 15th 1969**

Three o'clock, P.M.

Prayers.

Mr. Paul moved:

That the name of Mr. Gabias be replaced by that of Mr. Beaulieu on the list of members of the Committee on the Administration of Justice.

The motion was adopted.

Mr. Paul moved:

That for the purposes of examining bill 10, "An Act respecting matrimonial regimes", the number of members of the Standing Committee on the Administration of Justice be increased to 13.

That Mrs. Kirkland-Casgrain, Messrs. Plamondon and Théorêt be appointed members of the Committee on the Administration of Justice for the above-mentioned purposes.

The motion was adopted.

Mr. Paul moved:

That a Special Committee of ten members be appointed to continue the work undertaken by the former Committee on Industrial Relations in the trucking industry, with power to sit after the adjournment, if necessary, and to hear witnesses, in order to continue the examination of the work standards in the trucking industry.

That the said Special Committee do report to the House during the present session.

Que MM. Croisetière, Gardner, Grenier, Hamel, Lafrance, Mailloux, Pinard, Plamondon, Roy et Tremblay (Bourassa) forment ladite commission spéciale.

Que M. Roy en soit le président.

La motion est adoptée.

That Messrs. Croisetière, Gardner, Grenier, Hamel, Lafrance, Mailloux, Pinard, Plamondon, Roy and Tremblay (Bourassa) do compose the said Special Committee.

That Mr. Roy be appointed Chairman thereof.

The motion was adopted.

M. Paul propose:

Que la commission des bills privés et des bills publics soit autorisée à siéger aujourd'hui pendant que la chambre est en séance.

La motion est adoptée.

Mr. Paul moved:

That the Committee on Private Bills and Public Bills be authorized to sit today whilst the House is sitting.

The motion was adopted.

L'ordre du jour appelle la chambre à se former de nouveau en comité des subsides.

M. Dozois propose que M. le président quitte maintenant le fauteuil et que la chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Et un débat s'élève.

M. Laporte propose, par voie d'amendement, secondé par M. Michaud:

Que la motion en discussion soit amendée en remplaçant tous les mots après le mot « que » par les suivants:

« la chambre, tout en étant disposée à voter à Sa Majesté les subsides qu'elle a demandés, regrette, comme l'a affirmé à Rouyn le 11 mai 1969 l'honorable ministre de l'Éducation, que sous le gouvernement actuel, l'expérience de ces derniers temps a prouvé que « le pouvoir politique, son autorité et sa force se sont très rapidement affaiblis par une forme de pseudo-dialogue qui consiste, toutes les fois que le gouvernement doit faire face à des situations difficiles, à créer des commissions ou des sous-commissions »;

The Order of the Day being read for the House again in Committee of Supply.

Mr. Dozois moved, and the Question being proposed, that Mr. President do now leave the Chair.

And a debate arising thereon.

Mr. Laporte moved, in amendment, seconded by Mr. Michaud:

That the motion under debate be amended by replacing therein all the words after "That" by the following:

"the House, while being ready to grant to Her Majesty the monies requested, regrets, as stated at Rouyn on May 11th 1969 by the Honourable the Minister of Education, that under the present government, the experience of recent times has proved that "political power, its authority and strength, have been very rapidly weakened by a form of pseudo-dialogue which consists of appointing committees or sub-committees every time the government has to face difficult situations";

elle regrette aussi que le gouvernement n'ait pas compris, comme l'a affirmé l'honorable ministre de l'Éducation le 11 mai 1969, à Rouyn, qu'un « gouvernement fort, sûr de son autorité, n'a pas le droit de noyer son action et de la paralyser en confiant à des personnes non élues la responsabilité de décider pour lui » car c'est là « une façon de refuser de faire face aux problèmes et de jouer le jeu de l'autruche ».

M. Bellemare invoque le règlement et allègue que cette motion est irrégulière parce qu'elle contrevient à l'article 150 du règlement qui stipule que nulle motion doit être rédigée dans le style d'un discours ou d'un pamphlet.

M. Paul soutient qu'en plus de contrevenir à l'article 150 du règlement cette motion soulève une question dont la chambre a décidé pendant la session en cours, ce que ne permet pas l'article 151 du règlement. Il se réfère aussi aux articles 194 et 200 de la quatrième édition de Beauchesne.

M. Laporte objecte que cette motion n'est pas identique quant au fond à la question décidée par la chambre le 13 mars 1969 et qu'il ne s'agit pas non plus d'une motion rédigée dans le style d'un discours ou d'un pamphlet mais d'une motion rédigée à partir de « notes pour allocution ».

M. le Président, se prévalant de l'article 70 du règlement, laisse à la chambre le soin de se prononcer sur la recevabilité ou la non recevabilité de la motion.

La chambre se prononce ainsi:

Pour la recevabilité de la motion:

it also regrets that the government has not understood, as stated by the Honourable the Minister of Education on May 11th 1969, at Rouyn, that "a strong government, which is sure of its authority, does not have the right to drown its actions and paralyse them by entrusting non-elected persons with the responsibility of deciding for it", as this is "a manner of refusing to face the problems and of behaving like an ostrich".

Mr. Bellemare referred to the Rules and Standing Orders, and alleged that such motion was irregular because it was contrary to Article 150 of the Standing Orders, which stipulates that no motion shall be worded in the style of a speech or of a pamphlet.

Mr. Paul maintained that in addition to contravening Article 150 of the Standing Orders, the motion also raised a question which had been decided by the House during the present session, which is not allowed under Article 151 of the Standing Orders. He also referred to Articles 194 and 200 of the fourth edition of Beauchesne.

Mr. Laporte alleged that the motion was not identical respecting the substance of the question which was decided by the House on March 13th 1969, nor was it a matter of a motion worded in the style of a speech or of a pamphlet, but of a motion worded from "notes for address".

Availing himself of Article 70 of the Standing Orders, Mr. President left it to the House to decide upon the admissibility or the inadmissibility of the motion.

The House decided as follows:

In favour of the admissibility of the motion:

MM.—Messrs. Baillargeon, Beaupré, Bienvenue, Binette, Bourassa, Brown, Cadieux, Cliche, Courcy, Fortier, Fraser, Harvey, Houde, Hyde, Kennedy, Mme.—Mrs. Kirkland-Casgrain, MM.—Messrs. Lacroix, Laporte, LeChasseur, Leduc (Taillon),

Lefebvre, Lesage, Lévesque (Bonaventure), Mailloux, Maltais (Saguenay), Michaud, Pearson, Picard (Olier), Pinard, Séguin, St-Germain, Tessier, Tetley, Théberge, Vaillancourt.—35.

Contre la recevabilité de la motion:

Against the admissibility of the motion:

MM.—Messrs. Allard, Beaudry, Beaulieu, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Boivin, Boudreau, Bousquet, Cardinal, Charbonneau, Cloutier, Croisetière, D'Anjou, Demers, Desmeules, Dozois, Flamand, Fréchette, Gagnon, Gardner, Gauthier (Berthier), Gauthier (Roberval), Gosselin, Grenier, Hamel, Johnston, Lafontaine, Lavoie (Wolfe), Leduc (Laviolette), Léveillé, Lizotte, Loubier, Lussier, Maltais (Limoilou), Martellani, Masse, Mathieu, Morin, Murray, Paul, Picard (Dorchester), Plamondon, Proulx, Roy, Russell, Shooner, Simard, Théorêt, Tremblay (Chicoutimi), Vincent.—51.

La motion est ainsi rejetée.

Et la motion principale étant mise aux voix, la chambre l'adopte.

So it passed in the negative.

The motion was accordingly rejected.

And the Question being put on the main motion, it was resolved in the Affirmative.

The main motion was accordingly adopted.

En conséquence, la chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

The House accordingly resolved itself into the said Committee.

(EN COMITÉ)

(IN THE COMMITTEE)

M. Gardner fait le rapport suivant:
M. le président des comités,

J'ai l'honneur de faire rapport que la commission du Secrétariat de la province, chargée d'examiner les articles du budget des dépenses de ce ministère, a adopté tous les items de ce budget.

1. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de sept cent six mille deux cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Administration (Affaires culturelles) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

Résolution à rapporter.

Mr. Gardner made the following report:
Mr. Chairman,

I have the honour to report that the Committee on the Provincial Secretary's Department, entrusted with the examination of the estimates of such Department, have adopted all the items of this budget.

1. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of seven hundred six thousand two hundred dollars, necessary to defray the item, "Administration (Cultural Affairs)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

Resolution to be reported.

M. le président prend de nouveau place au fauteuil et M. le président du comité fait rapport que ce comité a adopté une

Mr. President resumed the Chair; and the Chairman reported, that the Committee had come to a resolution.

résolution et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ladite résolution est lue et agréée.

Résolu qu'à sa prochaine séance la chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

The Chairman also acquainted the House, that he was directed to move, that the Committee may have leave to sit again.

The resolution was read and agreed to.

Resolved, That this House will, at its next sitting, again resolve itself into the said Committee.

Du consentement unanime de la chambre, M. Paul propose:

Que le nom de M. Lussier soit substitué à celui de M. Bergeron sur la liste des membres de la commission des bills privés et des bills publics.

With the unanimous consent of the House, Mr. Paul moved:

That the name of Mr. Bergeron be replaced by that of Mr. Lussier on the list of members of the Committee on Private Bills and Public Bills.

Du consentement unanime de la chambre, et sur la motion de M. Paul, il est—

Résolu que, lorsque cette chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à demain, à dix heures et demie du matin.

With the unanimous consent of the House, and on motion of Mr. Paul,—

Resolved, That when this House adjourns today, it do stand adjourned until tomorrow at ten-thirty o'clock, A.M.

Et, alors, la chambre s'ajourne.

And then the House adjourned.

**VENDREDI,
16 mai 1969**

Dix heures et demie du matin.

**FRIDAY,
May 16th 1969**

Ten-thirty o'clock, A.M.

Prière.

Prayers.

M. Paul, de la commission des bills privés et des bills publics, présente le troisième rapport de cette commission, ainsi qu'il suit:

Votre commission a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

Bill 248.—Loi concernant la succession de Benny Sadovnik.

Du consentement unanime des membres présents, la chambre se forme en comité plénier pour la prise en considération du bill no 248, intitulé: « Loi concernant la succession de Benny Sadovnik », et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. le président ayant pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport qu'il a examiné le bill et l'a adopté sans l'amender.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

M. Lussier dépose sur le bureau de la chambre le document suivant:

Copie de la correspondance échangée entre M. Jean Marchand, ministre de l'Expansion économique régionale dans le Gouvernement du Canada, et M. Robert Lussier, ministre des Affaires municipales dans le Gouvernement du Québec, concernant l'emplacement du nouvel aéroport international de Montréal.

(Document de la session no 150.)

Mr. Paul, from the Committee on Private Bills and Public Bills, presented to the House the third report of the said Committee as follows:

Your committee have agreed to report, with amendments, the following bill:

Bill 248.—An Act respecting the estate of Benny Sadovnik.

The House, with unanimous consent, resolved itself into a Committee of the Whole House on bill No. 248, intitled: "An Act respecting the estate of Benny Sadovnik", and after some time spent therein, Mr. President resumed the Chair, and Mr. Chairman reported that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, without any amendment.

Ordered, That the bill be now read the third time.

The bill was accordingly read the third time.

Mr. Lussier tabled the following document:

Copy of the correspondence exchanged between Mr. Jean Marchand, minister of Regional Economic Expansion of the Government of Canada, and Mr. Robert Lussier, Minister of Municipal Affairs of the Government of Québec, respecting the site of the new Montreal International Airport.

(Sessional Papers, No. 150.)

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 109, intitulé: « Loi concernant la succession d'Alphonse Valiquette ».

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à la Commission des bills privés et des bills publics.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 202, intitulé: « Loi concernant L'Industrielle, Compagnie d'Assurance sur la Vie ».

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à la Commission des bills privés et des bills publics.

M. Paul propose:

Que la commission des bills privés et des bills publics soit autorisée à siéger aujourd'hui pendant que la chambre est en séance.

La motion est adoptée.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 11, intitulé: « Loi de l'Office de radio-télédiffusion du Québec ».

M. Bertrand informe la chambre que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce bill.

M. Bertrand propose que le bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève.

M. Leduc (Taillon) propose, par voie d'amendement, secondé par M. Lacroix:

Que la motion en discussion soit amendée en retranchant le mot « maintenant » et y ajoutant les mots « dans trois mois ».

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 109, intitled: "An Act respecting the estate of Alphonse Valiquette".

The bill was accordingly read the second time, and referred to the Committee on Private Bills and Public Bills.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 202, intitled: "An Act respecting The Industrial Life Insurance Company".

The bill was accordingly read the second time, and referred to the Committee on Private Bills and Public Bills.

Mr. Paul moved:

That the Committee on Private Bills and Public Bills be authorized to sit today whilst the House is sitting.

The motion was adopted.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 11, intitled: "Québec Broadcasting Bureau Act".

Mr. Bertrand informed the House that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said bill to their consideration.

Mr. Bertrand moved, and the Question being proposed, that the bill be now read the second time.

And a debate arising thereon.

Mr. Leduc (Taillon) moved, in amendment, seconded by Mr. Lacroix:

That the motion under debate be amended by striking out the word "now" and by adding thereto the words "this day three months".

Sur la motion de M. Pinard, secondé
par M. Coiteux, il est—

Ordonné que le débat soit ajourné.

On motion of Mr. Pinard, seconded by
Mr. Coiteux,—

Ordered, That the debate be adjourned.

Sur la motion de M. Paul, il est—
Résolu que, lorsque cette chambre
s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée
à lundi prochain, à quatre heures de
l'après-midi.

Et, alors, la chambre s'ajourne.

On motion of Mr. Paul,—
Resolved, That when this House ad-
journs today, it do stand adjourned until
Monday next, at four o'clock, P.M.

And then the House adjourned.

**LUNDI,
19 mai 1969**

Quatre heures de l'après-midi.

Prière.

M. Paul propose:

Que la commission de la présidence du Conseil soit autorisée à siéger aujourd'hui pendant que la chambre est en séance.

La motion est adoptée.

M. Paul propose:

Que les noms de MM. Gauthier (Berthier) et Sauvageau soient substitués à ceux de MM. Cardinal et Tremblay (Chicoutimi) sur la liste des membres de la commission de la présidence du Conseil.

La motion est adoptée.

M. Laporte propose:

Que le nom de M. Goldbloom soit substitué à celui de M. Laporte sur la liste des membres de la commission de la présidence du Conseil.

La motion est adoptée.

M. Bertrand dépose sur le bureau de la chambre le document suivant:

Traduction française de la copie du contrat d'énergie intervenu entre la Commission Hydroélectrique de Québec et Churchill Falls (Labrador) Corporation Limited, en date du 12 mai 1969.

(Document de la session no 151.)

**MONDAY,
May 19th 1969**

Four o'clock, P.M.

Prayers.

Mr. Paul moved:

That the Committee on the Presidency of the Council be authorized to sit today whilst the House is sitting.

The motion was adopted.

Mr. Paul moved:

That the names of Messrs. Cardinal and Tremblay (Chicoutimi) be replaced by those of Messrs. Gauthier (Berthier) and Sauvageau on the list of members of the Committee on the Presidency of the Council.

The motion was adopted.

Mr. Laporte moved:

That the name of Mr. Laporte be replaced by that of Mr. Goldbloom on the list of members of the Committee on the Presidency of the Council.

The motion was adopted.

Mr. Bertrand tabled the following document:

French translation of the copy of the Power Contract made between the Québec Hydro-Electric Commission and Churchill Falls (Labrador) Corporation Limited, dated May 12th 1969.

(Sessional Papers, No. 151.)

M. Paul propose:

Que le nom de M. Dozois soit substitué à celui de M. Gagnon sur la liste des membres de la commission des Richesses naturelles.

La motion est adoptée.

L'ordre du jour appelle la chambre à se former de nouveau en comité des subsides.

M. Dozois propose que M. le président quitte maintenant le fauteuil et que la chambre se forme de nouveau en comité des subsides et la motion est adoptée.

En conséquence, la chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cent vingt-cinq mille six cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Office de la Langue française (Affaires culturelles) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

Résolution à rapporter.

M. le président prend de nouveau place au fauteuil et M. le président du comité fait rapport que ce comité a adopté une résolution et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ladite résolution est lue et agréée.

Résolu qu'à sa prochaine séance la chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Sur la motion de M. Paul, il est—

Résolu, que la chambre s'ajourne maintenant.

Et, alors, la chambre s'ajourne.

Mr. Paul moved:

That the name of Mr. Gagnon be replaced by that of Mr. Dozois on the list of members of the Committee on Natural Resources.

The motion was adopted.

The Order of the Day being read for the House again in Committee of Supply.

Mr. Dozois moved, and the Question being put, that Mr. President do now leave the Chair, it was resolved in the Affirmative. The House accordingly resolved itself into the said Committee.

(IN THE COMMITTEE)

1. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of two hundred twenty-five thousand six hundred dollars, necessary to defray the item, "French Language Bureau (Cultural Affairs)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

Resolution to be reported.

Mr. President resumed the Chair; and the Chairman reported, that the Committee had come to a resolution.

The Chairman also acquainted the House, that he was directed to move, that the Committee may have leave to sit again.

The resolution was read and agreed to.

Resolved, That this House will, at its next sitting, again resolve itself into the said Committee.

On motion of Mr. Paul,—

Resolved, That the House doth now be adjourned.

And then the House adjourned.

N° 41

**MARDI,
20 mai 1969**

Trois heures de l'après-midi.

Prière.

M. Cadieux propose, secondé par M. Kennedy:

Que les articles 615 et 616 du règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de Valleyfield Golf & Country Club Inc., demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

La motion est adoptée, en conséquence, ladite pétition est présentée, lue et reçue.

M. Paul propose:

Que la commission des Richesses naturelles soit autorisée à siéger aujourd'hui pendant que la chambre est en séance.

La motion est adoptée.

Sur la motion de M. Cloutier, il est—

Ordonné que M. Cloutier ait la permission de présenter le bill no 26, intitulé: « Loi de l'aide sociale ».

En conséquence, il présente ce bill qui est lu la première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Bertrand, il est—

Ordonné que M. Bertrand ait la permission de présenter le bill no 23, intitulé: « Loi du ministère de la fonction publique ».

**TUESDAY,
May 20th 1969**

Three o'clock, P.M.

Prayers.

Mr. Cadieux moved, seconded by Mr. Kennedy:

That articles 615 and 616 of the Rules be suspended and that he be permitted to present the petition from the Valleyfield Golf & Country Club Inc., praying for an Act to amend its charter, and that this petition be now presented, read and received.

The motion was adopted, accordingly, the said petition was presented, read and received.

Mr. Paul moved:

That the Committee on Natural Resources be authorized to sit today whilst the House is sitting.

The motion was adopted.

On motion of Mr. Cloutier,—

Ordered, That Mr. Cloutier have leave to bring in bill No. 26, intituled: "Social Aid Act".

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

On motion of Mr. Bertrand,—

Ordered, That Mr. Bertrand have leave to bring in bill No. 23, intituled: "Civil Service Department Act".

En conséquence, il présente ce bill qui est lu la première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la chambre à se former de nouveau en comité des subsides.

M. Dozois propose que M. le président quitte maintenant le fauteuil et que la chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Et un débat s'élève.

M. Laporte propose, par voix d'amendement, secondé par M. Michaud:

Que la motion en discussion soit amendée en remplaçant tous les mots après le mot « que » par les suivants:

« la chambre, tout en étant disposée à voter à Sa Majesté les subsides qu'elle a demandés, regrette que l'Office d'information et de publicité du Québec ait rapporté de façon incomplète, injuste et partielle les discussions qui ont eu lieu à la commission parlementaire permanente de la présidence du Conseil le lundi 19 mai 1969;

cette chambre regrette que cet Office ait versé dans la propagande partisane en ne diffusant que le texte du ministre délégué à la fonction publique, M. Marcel Masse, et en assortissant le compte rendu de commentaires;

cette chambre exige que cet abus cesse et que l'Opposition comme le gouvernement ait accès à cette source de publicité payée par les contribuables de la province ».

Et l'amendement étant mis aux voix, la chambre se divise, et sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

The Order of the Day being read for the House again in Committee of Supply.

Mr. Dozois moved, and the Question being proposed, that Mr. President do now leave the Chair.

And a debate arising thereon.

Mr. Laporte moved, in amendment, seconded by Mr. Michaud:

That the motion under debate be amended by replacing therein all the words after "that" by the following:

"the House, while being ready to grant to Her Majesty the monies requested, regrets that the Québec Information and Publicity Bureau reported the discussions which took place before the Standing Parliamentary Committee on the Presidency of the Council on Monday, May 19th 1969, in an incomplete, unjust and partial manner;

this House regrets that such Bureau turned to partisan propaganda by only publishing the address of the Minister Without Portfolio for the Civil Service, Mr. Marcel Masse, and by failing to give an account of the criticisms thereof;

this House insists that such abuse cease, and that like the government, the Opposition have access to this source of publicity, which is paid for by the taxpayers of the province".

And the Question being put on the amendment, the House divided, and the names being called for, they were taken down as follows:

POUR—YEAS:—MM.—Messrs. Beaupré, Bienvenue, Bourassa, Brown, Choquette, Coiteux, Fraser, Goldbloom, Houde, Hyde, Mme—Mrs. Kirkland-Casgrain, MM.—Messrs. Lacroix, Lafrance, Laporte, LeChasseur, Leduc (Taillon), Lesage, Lévesque

(Bonaventure), Lévesque (Laurier), Maltais (Saguenay), Michaud, Parent, Pearson, Picard (Olier), Pinard, St-Germain, Tetley, Wagner.—28.

CONTRE—NAYS:—MM.—Messrs. Allard, Beaudry, Beaulieu, Bellemare, Bergeron, Bernatchez, Bertrand, Boivin, Boudreau, Bousquet, Cardinal, Cloutier, Croisette, D'Anjou, Demers, Desmeules, Dozois, Fréchette, Gardner, Gauthier (Berthier), Gauthier (Roberval), Gosselin, Grenier, Hamel, Johnston, Lafontaine, Lavoie (Wolfe), Leduc (Laviolette), Lizotte, Lussier, Maltais (Limoilou), Martellani, Masse, Mathieu, Morin, Paul, Picard (Dorchester), Plamondon, Proulx, Roy, Russell, Sauvageau, Shooner, Simard, Théorêt, Tremblay (Chicoutimi), Vincent.—47.

L'amendement est ainsi rejeté.

Et la motion principale étant mise aux voix, la chambre l'adopte.

En conséquence, la chambre se forme de nouveau en comité des subsides et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. le président ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas fini de délibérer et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

À six heures, M. le président quitte le fauteuil.

Huit heures et quart du soir.

M. le président reprend le fauteuil.

Conformément à l'ordre du jour, la chambre reprend le débat sur l'amendement de M. Leduc (Taillon) à la motion de M. Bertrand proposant que le bill 11, intitulé: «Loi de l'Office de radio-télé-

So it passed in the negative.

The amendment was accordingly rejected.

And the Question being put on the main motion, it was resolved in the Affirmative.

The main motion was accordingly adopted.

The House accordingly resolved itself into the said Committee, and after some time spent therein, Mr. President resumed the Chair; and the Chairman reported, that the committee had made some progress, and directed him to move for leave to sit again.

Resolved, That this House will, at its next sitting, again resolve itself into the said Committee.

At six o'clock, Mr. President left the Chair.

Eight-fifteen o'clock, P.M.

Mr. President took the Chair.

The House, according to Order, resumed the debate on the amendment by Mr. Leduc (Taillon) to the motion by Mr. Bertrand proposing that bill 11, intituled, "Québec Broadcasting Bureau Act", be

diffusion du Québec », soit maintenant lu la deuxième fois, lequel amendement se lit comme suit :

« *Que* la motion en discussion soit amendée en en retranchant le mot « maintenant » et y ajoutant les mots « dans trois mois ». »

Sur la motion de M. Paul, il est—
Ordonné que le débat soit ajourné.

Sur la motion de M. Paul, il est—
Résolu, que la chambre s'ajourne maintenant.

Et, alors, la chambre s'ajourne.

now read the second time, which amendment reads as follows:

“*That* the motion under debate be amended by striking out the word “now” and adding thereto the words “this day three months”.”

On motion of Mr. Paul,—
Ordered, That the debate be adjourned.

On motion of Mr. Paul,—
Resolved, That the House doth now be adjourned.

And then the House adjourned.

N° 42

**MERCREDI,
21 mai 1969**

Trois heures de l'après-midi.

Prière.

M. Demers, président *pro tempore* de la commission de l'Assemblée nationale, présente le sixième rapport de cette commission ainsi qu'il suit:

Votre commission est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

Du Club de Golf de Rosemere incorporé, demandant l'adoption d'une loi relative à la ratification d'un règlement;

De la Commission scolaire de Contrecoeur (Verchères), demandant l'adoption d'une loi abrogeant une certaine loi;

De la ville de Laval, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

De Robert Sziklas, demandant l'adoption d'une loi concernant les servitudes imposant des restrictions aux droits de construire dans la ville de Montréal.

Le rapport est lu et reçu.

**WEDNESDAY,
May 21st 1969**

Three o'clock, P.M.

Prayers.

Mr. Demers, Chairman *pro tempore* of the Committee on the National Assembly, presented to the House the sixth report of the said Committee as follows:

Your Committee find that the petition and notice are regular and sufficient and the bill regular and in conformity with the petition and notice in each of the following cases:

From the Rosemere Golf Club Incorporated, praying for an Act respecting the ratification of a by-law;

From the School Commission of Contrecoeur (Verchères), praying for an Act abrogating a certain law;

From the City of Laval, praying for an Act to amend its charter;

From Robert Sziklas, praying for an Act respecting the servitudes imposing restrictions on rights to build in the city of Montreal.

The report was read and received.

Ordonné que M. Bernatchez ait la permission de présenter le bill no 185, intitulé: « Loi supprimant des restrictions du droit de construire affectant un immeuble de Robert Sziklas ».

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordered, That Mr. Bernatchez have leave to bring in bill No. 185, intitled: "An Act to remove building restrictions affecting an immovable of Robert Sziklas".

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

Ordonné que M. Gérin-Lajoie ait la permission de présenter le bill no 251, intitulé: « Loi concernant l'Oratoire Saint-Joseph du Mont-Royal ».

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Plamondon ait la permission de présenter le bill no 204, intitulé: « Loi constituant la Corporation des évaluateurs agréés du Québec ».

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Murray ait la permission de présenter le bill no 198, intitulé: « Loi modifiant la charte de la ville de Laval ».

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Murray ait la permission de présenter le bill no 199, intitulé: « Loi concernant le Club de Golf de Rosemere ».

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Martel ait la permission de présenter le bill no 214, intitulé: « Loi concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de Contrecoeur dans le comté de Richelieu ».

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordered, That Mr. Gérin-Lajoie have leave to bring in bill No. 251, intituled: "An Act respecting St. Joseph's Oratory of Mount Royal".

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

Ordered, That Mr. Plamondon have leave to bring in bill No. 204, intituled: "An Act to incorporate the Corporation of Chartered Appraisers of Québec".

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

Ordered, That Mr. Murray have leave to bring in bill No. 198, intituled: "An Act to amend the charter of the City of Laval".

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

Ordered, That Mr. Murray have leave to bring in bill No. 199, intituled: "An Act respecting Rosemere Golf Club".

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

Ordered, That Mr. Martel have leave to bring in bill No. 214, intituled: "An Act respecting the school commissioners for the municipality of Contrecoeur in the county of Richelieu".

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

Question par M. Bourassa:

Quels étaient, au 1er mars des années 1967, 1968 et 1969, les montants totaux des dettes de toutes les commissions scolaires de la province:

- a) à long terme;
- b) à court terme?

Réponse par M. Cardinal:

- a) À long terme:
30 juin 1967: \$538,000,000.
30 juin 1968: \$613,000,000.
30 juin 1969: Non disponible.
- b) À court terme:
1er avril 1967: \$140,000,000.
30 novembre 1968: \$198,500,000.
31 janvier 1969: \$231,900,000.

Question par M. Leduc (Taillon):

1. Le gouvernement a-t-il ouvert des bureaux de l'Immigration, en France ou dans d'autres pays francophones, depuis le 12 juin 1968 jusqu'au 15 mars 1969?

2. Dans l'affirmative, à quels endroits?

Réponse par M. Beaulieu:

1. Non.
2. Nil.

Question par M. Leduc (Taillon):

1. Quels sont les nom, prénoms et attributions des fonctionnaires du ministère des Travaux publics qui ont voyagé à l'extérieur du Canada, aux frais du gouvernement de la province, entre le 21 février 1968 et le 16 mars 1969?

2. Quels ont été, pour chaque voyage:

- a) la date de départ et de retour au pays;
- b) les noms des pays et des villes visités;
- c) le but;
- d) le coût des frais de transport, de séjour, de représentations et autres dépenses?

Réponse par M. Russell:

1. J.-Alphonse Dugas, sous-ministre adjoint — Assistant Deputy Minister.
Anatole Gagnon, sous-ministre adjoint — Assistant Deputy Minister.
Roger Belliot, architecte — Architect.
Louis-Philippe Désy, directeur général adjoint — Assistant Director.

Question by Mr. Bourassa:

What were the total amounts of the debts of all the school boards of the province as at March 1st 1967, 1968 and 1969?

- (a) long term debts;
- (b) short term debts?

Answer by Mr. Cardinal:

- (a) Long term:
June 30th 1967: \$538,000,000.
June 30th 1968: \$613,000,000.
June 30th 1969: Not available.
- (b) Short term:
April 1st 1967: \$140,000,000.
November 30th 1968: \$198,500,000.
January 31st 1969: \$231,900,000.

Question by Mr. Leduc (Taillon):

1. Did the government open any immigration offices in France or in other French speaking countries, from June 12th 1968 to March 15th 1969?

2. If so, in what locations?

Answer by Mr. Beaulieu:

1. No.
2. Nil.

Question by Mr. Leduc (Taillon):

1. What are the names, given names and duties of the employees of the Department of Public Works who travelled outside Canada at the expense of the Government of the Province, between February 21st 1968 and March 16th 1969?

2. Respecting each trip:

- (a) what is the date of departure and return to the country;
- (b) what are the names of the countries and cities visited;
- (c) what was the purpose of the visit;
- (d) what was the cost of the travelling, hotel, representation and other expenses?

2. a) J.-A. Dugas: départ - Departure 13- 9-1968 — retour - Return 18- 9-1968;
 A. Gagnon: départ - Departure 13- 9-1968 — retour - Return 18- 9-1968;
 R. Belliot: départ - Departure 12- 7-1968 — retour - Return 18- 8-1968;
 “ départ - Departure 3-10-1968 — retour - Return 25-10-1968;
 L.-P. Désy: départ - Departure 10- 8-1968 — retour - Return 14- 8-1968.
- b) J.-A. Dugas: Terre-Neuve — Newfoundland;
 A. Gagnon: Terre-Neuve — Newfoundland;
 R. Belliot: 1er voyage - 1st trip: Paris;
 “ 2e voyage - 2nd trip: Paris et Londres - and London;
 L.-P. Désy: New-York.
- c) J.-A. Dugas: conférence des sous-ministres — Meeting of Deputy Ministers;
 A. Gagnon: conférence des sous-ministres — Meeting of Deputy Ministers;
 R. Belliot: inspection des travaux de transformation de l'édifice du Québec à Paris et de l'édifice de Londres — inspection of alterations being made to the Québec building in Paris and the building in London;
 L.-P. Désy: aménagement maison du Québec à New-York — establishment of Québec House in New York.
- d) J.-A. Dugas: \$340.00;
 A. Gagnon: \$439.60;
 R. Belliot: 1er voyage - 1st trip: \$1,206.92;
 “ 2e voyage - 2nd trip: \$1,067.81;
 L.-P. Désy: \$224.96.

Question par M. Leduc (Taillon):

1. Quels sont les nom, prénoms et attributions des fonctionnaires du ministère des Transports et communications qui ont voyagé à l'extérieur du Canada, aux frais du gouvernement de la province, entre le 21 février 1968 et le 16 mars 1969?

2. Quels ont été, pour chaque voyage:

- a) la date de départ et de retour au pays;
 b) les noms des pays et des villes visités;
 c) le but;
 d) le coût des frais de transport, de séjour, de représentations et autres dépenses?

Réponse par M. Lizotte:

Mercier, Pierre, directeur de la Sécurité Routière:

2. a) du 10 au 29 juin 1968;
 b) Berne et Genève en Suisse;
 Paris et Versailles en France;
 c) Participation aux démonstrations marquant le concours de la coupe scolaire

Question by Mr. Leduc (Taillon):

1. What are the names, given names and duties of the employees of the Department of Transportation and Communications who travelled outside Canada at the expense of the Government of the Province, between February 21st 1968 and March 16th 1969?

2. Respecting each trip:

- (a) what is the date of departure and return to the country;
 (b) what are the names of the countries and cities visited;
 (c) what was the purpose of the visit;
 (d) what was the cost of the travelling, hotel, representation and other expenses?

Answer by Mr. Lizotte:

Mercier, Pierre, Director of Highway Safety:

2. (a) June 10th to 29th 1968;
 (b) Bern and Geneva, Switzerland;
 Paris and Versailles, France;
 (c) To attend demonstrations in connection with the competition for the

internationale à Berne, Suisse, et stage d'études en France RE: enseignement de la Sécurité Routière; voyage sous les auspices de la Coopération technique Franco-Québécoise;

(d) Transport: \$64.15; Frais de séjour: \$79.80; Représentations: \$64.60; Autres dépenses: \$175.93. Total: \$384.48.

Bégin, Fernand, technicien principal d'aéronefs:

2. (a) du 20 au 22 octobre 1968;

(b) États-Unis: New-York;

(c) Cours de perfectionnement pour mécaniciens donné par la Cie Hawker Siddeley, New-York;

(d) Transport: Nil; Frais de séjour: \$46.36; Représentations: Nil; Autres dépenses: \$9.04. Total: \$55.40.

Cyr, Maurice, chef technicien d'aéronefs:

2. (a) du 20 au 22 octobre 1968;

(b) États-Unis: New-York;

(c) Cours de perfectionnement pour mécaniciens donné par la Cie Hawker Siddeley, New-York;

(d) Transport: Nil; Frais de séjour: \$46.36; Représentations: Nil; Autres dépenses: \$9.04. Total: \$55.40.

Maurice, Dollard, technicien d'aéronefs:

2. (a) du 20 au 22 octobre 1968;

(b) États-Unis: New-York;

(c) Cours de perfectionnement pour mécaniciens donné par la Cie Hawker Siddeley, New-York;

(d) Transport: Nil; Frais de séjour: \$46.36; Représentations: Nil; Autres dépenses: \$9.04. Total: \$55.40.

Neveu, Adrien, surintendant de l'entretien au Service Aérien:

2. (a) du 20 au 22 octobre 1968;

(b) États-Unis: New-York;

(c) Cours de perfectionnement pour mécaniciens donné par la Cie Hawker Siddeley, New-York;

(d) Transport: Nil; Frais de séjour: \$46.36; Représentations: Nil; Autres dépenses: \$9.04. Total: \$55.40.

international school cup at Bern, Switzerland, and a stage of studies in France, re: the teaching of highway safety. The trip was made under the Franco-Québec Technical Cooperation Agreement;

(d) Travelling expenses: \$64.15; Hotel expenses: \$79.80; Representation expenses: \$64.60; Other expenses: \$175.93. Total: \$384.48.

Bégin, Fernand, Head Aircraft Technician:

2. (a) October 20th to 22nd 1968;

(b) United States, New York;

(c) Mechanics' advancement course given by the Hawker Siddeley Co., New York;

(d) Travelling expenses: Nil; Hotel expenses: \$46.36; Representation expenses: Nil; Other expenses: \$9.04. Total: \$55.40.

Cyr, Maurice, Head Aircraft Technician:

2. (a) October 20th to 22nd 1968;

(b) United States, New York;

(c) Mechanics' advancement course given by the Hawker Siddeley Co., New York;

(d) Travelling expenses: Nil; Hotel expenses: \$46.36; Representation expenses: Nil; Other expenses: \$9.04. Total: \$55.40.

Maurice, Dollard, Aircraft Technician:

2. (a) October 20th to 22nd 1968;

(b) United States, New York;

(c) Mechanics' advancement course given by the Hawker Siddeley Co., New York;

(d) Travelling expenses: Nil; Hotel expenses: \$46.36; Representation expenses: Nil; Other expenses: \$9.04. Total: \$55.40.

Neveu, Adrien, Superintendent of Maintenance, Air Transport Service:

2. (a) October 20th to 22nd 1968;

(b) United States, New York;

(c) Mechanics' advancement course given by the Hawker Siddeley Co., New York;

(d) Travelling expenses: Nil; Hotel expenses: \$46.36; Representation expenses: Nil; Other expenses: \$9.04. Total: \$55.40.

Gagnon, Paul, directeur du Service Aérien:

2. *a)* du 20 au 24 janvier 1969;
- b)* États-Unis: Miami;
- c)* Enquête en compagnie des officiers du ministère Fédéral des Transports, des représentants de la France et de Canadair RE: moteurs devant être installés sur les CL-215 et qui sont fabriqués par Aerodex, de Miami;
- d)* Transport: \$164.00; Frais de séjour: \$118.18; Représentations: Nil; Autres dépenses: \$84.95. Total: \$367.13.

Neveu, Adrien, surintendant de l'entretien au Service Aérien:

2. *a)* du 20 au 24 janvier 1969;
- b)* États-Unis: Miami;
- c)* Même réponse que celle donnée à « c » dans le cas de Paul Gagnon;
- d)* Transport: \$164.00; Frais de séjour: \$117.88; Représentations: Nil; Autres dépenses: \$21.13. Total: \$303.01.

Neveu, Adrien, surintendant de l'entretien au Service Aérien:

2. *a)* du 16 au 20 décembre 1968;
- b)* États-Unis: Philadelphie et Boston;
- c)* Expertise des engins CF-PQG enlevés pour cause d'ingestion RE: réclamation d'assurance;
- d)* Transport: \$92.10; Frais de séjour: \$73.77; Représentations: Nil; Autres dépenses: \$27.68. Total: \$193.55.

Question par M. Leduc (Taillon):

1. Quels sont les nom, prénoms et attributions des fonctionnaires du Secrétariat de la province qui ont voyagé à l'extérieur du Canada, aux frais du gouvernement, entre le 21 février 1968 et le 16 mars 1969?

2. Quels ont été, pour chaque voyage:

a) la date de départ et de retour au pays;

Gagnon, Paul, Director, Air Transport Service:

2. *(a)* January 20th to 24th 1969;
- (b)* United States, Miami;
- (c)* Inquiry, accompanied by officers of the federal Department of Transport, and representatives of France and Canadair re: engines to be installed in CL-215, which are manufactured by Aerodex of Miami;
- (d)* Travelling expenses: \$164.00; Hotel expenses: \$118.18; Representation expenses: Nil; Other expenses: \$84.95. Total: \$367.13.

Neveu, Adrien, Superintendent of Maintenance, Air Transport Service:

2. *(a)* January 20th to 24th 1969;
- (b)* United States: Miami;
- (c)* Same answer as shown at *(c)* in the case of Paul Gagnon;
- (d)* Travelling expenses: \$164.00; Hotel expenses: \$117.88; Representation expenses: Nil; Other expenses: \$21.13. Total: \$303.01.

Neveu, Adrien, Superintendent of Maintenance, Air Transport Service:

2. *(a)* December 16th to 20th 1968;
- (b)* United States: Philadelphia and Boston;
- (c)* To give expert opinion on motors from aircraft CF-PQG which were removed because of poor operation. Re: insurance claim.
- (d)* Travelling expenses: \$92.10; Hotel expenses: \$73.77; Representation expenses: Nil; Other expenses: \$27.68. Total: \$193.55.

Question by Mr. Leduc (Taillon):

1. What are the names, given names and duties of the employees of the Provincial Secretary's Department who travelled outside Canada at the expense of the government, between February 21st 1968 and March 16th 1969?

2. Respecting each trip:

(a) what is the date of departure and return to the country;

b) les noms des pays et des villes visités;

c) le but;

d) le coût des frais de transport, de séjour, de représentations et autres dépenses?

(b) what are the names of the countries and cities visited;

(c) what was the purpose of the visit;

(d) what was the cost of the travelling, hotel, representation and other expenses?

Réponse par M. Paul:

1. Non.

2. Nil.

Answer by Mr. Paul:

1. No.

2. Nil.

Réponse complémentaire concernant la question no 23 inscrite au feuillet de l'Assemblée nationale en date du 14 mai 1969 et à laquelle il a été répondu aux Journaux du 14 mai 1969, et laquelle question se lisait comme suit:

1. En outre de l'immeuble situé à 550, chemin Ste-Marguerite, Ste-Adèle-en-Bas, comté de Terrebonne, le gouvernement ou ses offices, régies et commissions ont-ils loué d'autres locaux de la compagnie Plagestin Inc., 3474 rue St-Denis, Montréal, depuis le 16 juin 1966 jusqu'à ce jour?

2. Dans l'affirmative, quels sont, pour chaque location:

a) l'adresse et la superficie du local;

b) la date de la signature et la durée du bail;

c) le prix annuel de location;

d) les noms des services administratifs qui y sont logés?

3. Quels sont les nom, prénoms et adresse de tous les directeurs et officiers de cette compagnie?

Additional answer to the question shown at Item No. 23, on the Agenda Paper of the National Assembly dated May 14th 1969, the answer to which was given in the Journals for May 14th 1969, and which question reads as follows:

1. Apart from the immovable located at 550 Ste-Marguerite Road, Ste-Adèle-en-Bas, Terrebonne County, did the government or any of its bureaux, boards or commissions rent any other premises from the firm of Plagestin Inc., 3474 St. Denis Street, Montreal, from June 16th 1966 to date?

2. If so, and respecting each location:

(a) what are the address and the area of the premises;

(b) what was the date of signing and term of the lease;

(c) what is the annual cost of the rental;

(d) what are the names of the administrative services located therein?

3. What are the names, given names and addresses of the directors and officers of such company?

Réponse complémentaire par M. Bertrand:

3. Président: M. Louis Martin, Ste-Adèle (Terrebonne); vice-président: Dame Louis Martin, Ste-Adèle (Terrebonne); vice-président: Dame Réjane Vézina Cusseau, 7225, des Érables, Montréal; secrétaire: M. Maurice Cusseau, 7225, des Érables, Montréal.

Additional answer by Mr. Bertrand:

3. President: Mr. Louis Martin, Ste-Adèle (Terrebonne); Vice-President: Mrs. Louis Martin, Ste-Adèle (Terrebonne); Vice-President: Mrs. Réjane Vézina Cusseau, 7225 Maple St., Montreal, Secretary: Mr. Maurice Cusseau, 7225 Maple St., Montreal.

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante par M. Leduc (Taillon):

1. Quels sont les nom, prénoms et attributions des fonctionnaires du ministère de l'Industrie et commerce qui ont voyagé à l'extérieur du Canada, aux frais du gouvernement de la province, entre le 21 février 1968 et le 16 mars 1969?

2. Quels ont été, pour chaque voyage:

a) la date de départ et de retour au pays;

b) les noms des pays et des villes visités;

c) le but;

d) le coût des frais de transport, de séjour, de représentations et autres dépenses?

Sur la motion de M. Paul, il est—

Ordonné qu'il soit produit et déposé sur le bureau de la chambre un document contenant les informations demandées.

M. Beaudry dépose sur le bureau de la chambre ledit document.

(Document de la session no 152.)

Conformément à l'ordre du jour, la chambre reprend le débat sur la motion de M. Brown, proposant:

Attendu que les tarifs exigés pour franchir les postes de péage sur l'Autoroute des Cantons de l'Est sont: cinquante sous pour celui qui est situé près de Chambly et vingt-cinq sous pour tous les autres postes, et que le bilan de l'année 1967 de l'Office des autoroutes du Québec montre un déficit de \$49,178,157.;

Cette chambre prie le gouvernement de considérer l'opportunité de demander à l'Office des autoroutes du Québec d'étudier toutes les mesures qui pourraient être prises afin de rendre l'Autoroute des Cantons de l'Est rentable en favorisant

The Order of the Day being called for the consideration by the House of a question by Mr. Leduc (Taillon):

1. What are the names, given names and duties of the employees of the Department of Industry and Commerce who travelled outside Canada at the expense of the Government of the Province, between February 21st 1968 and March 16th 1969?

2. Respecting each trip:

(a) what is the date of departure and return to the country;

(b) what are the names of the countries and cities visited;

(c) what was the purpose of the visit;

(d) what was the cost of the travelling, hotel, representation and other expenses?

On motion of Mr. Paul,—

Ordered, That there be tabled a document covering the information requested.

Mr. Beaudry tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 152.)

The House, according to Order, resumed the debate on the motion by Mr. Brown, proposing:

That whereas the tolls required to pass through the toll-gates on the Eastern Townships Autoroute are: fifty cents at the one located near Chambly and twenty-five cents at all the other toll-gates, and that the financial statement of the Québec Autoroutes Authority for 1967 shows a deficit of \$49,178,157.;

Wherefore, this House prays the government to consider the possibility of requesting the Québec Autoroutes Authority to examine all the measures which could be taken in order to make the Eastern Townships Autoroute economically feasi-

une utilisation plus fréquente et plus générale.

Sur la motion de M. Lafrance, secondé par M. Bourassa, il est—

Ordonné que le débat soit ajourné.

ble by encouraging its more frequent and general use.

On motion of Mr. Lafrance, seconded by Mr. Bourassa,—

Ordered, That the debate be adjourned.

L'ordre du jour appelle l'étude de la motion de M. Lévesque (Laurier), proposant :

Attendu que le financement traditionnel des partis, au moyen de caisses électorales dont les opérations demeurent secrètes, est une menace à la liberté d'action des élus et une possibilité d'avantages indus pour certains souscripteurs, et nuit à la promotion constante de l'intérêt général, sur laquelle l'ensemble des citoyens a le droit de compter;

Cette chambre prie le gouvernement d'étudier la possibilité d'établir un système démocratique et ouvert de financement des partis politiques, en particulier au moment des campagnes électorales.

Du consentement unanime de la chambre, l'article 165 du Règlement qui stipule qu'une motion qui n'est pas appuyée ne peut être débattue, est suspendu et la chambre procède à l'étude de la motion de M. Lévesque (Laurier).

Et un débat s'élève.

Sur la motion de M. Lesage, secondé par M. Laporte, il est—

Ordonné que le débat soit ajourné.

The Order of the Day being read for the consideration of the following motion by Mr. Lévesque (Laurier), proposing:

That whereas the traditional financing of parties through election funds, the operations of which remain secret, is a threat to the freedom of action of the elected candidates and a gainful opportunity for certain subscribers, and is prejudicial to the constant promotion of the general welfare, on which the people as a whole are entitled to depend.

Wherefore this House prays the government to examine the possibility of establishing an open and democratic system of financing political parties, particularly during election campaigns.

With the unanimous consent of the House, Article 165 of the Standing Orders, which stipulates that a motion not seconded cannot be debated, was suspended, and the House proceeded with the consideration of the motion by Mr. Lévesque (Laurier).

And a debate arising thereon.

On motion of Mr. Lesage, seconded by Mr. Laporte,—

Ordered, That the debate be adjourned.

Sur la motion de M. Paul, il est—

Résolu, que la chambre s'ajourne maintenant.

Et, alors, la chambre s'ajourne.

On motion of Mr. Paul,—

Resolved, That the House doth now be adjourned.

And then the House adjourned.

N° 43

**JEUDI,
22 mai 1969**

Trois heures de l'après-midi.

**THURSDAY,
May 22nd 1969**

Three o'clock, P.M.

Prière.

Prayers.

M. Paul, de la commission des bills privés et des bills publics, présente le quatrième rapport de cette commission ainsi qu'il suit:

Votre commission a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

Bill 109.—Loi concernant la succession d'Alphonse Valiquette.

Et, sans amendement, le bill suivant:

Bill 202.—Loi concernant L'Industrielle, Compagnie d'Assurance sur la Vie.
Le rapport est lu et reçu.

Mr. Paul, from the Committee on Private Bills and Public Bills, presented to the House the fourth report of the said Committee as follows:

Your committee have agreed to report, with amendments, the following bill:

Bill 109.—An Act respecting the estate of Alphonse Valiquette.

And, without amendment, the following bill:

Bill 202.—An Act respecting The Industrial Life Insurance Company.
The report was read and received.

M. Demers, président *pro tempore* de la commission de l'Assemblée nationale, présente le septième rapport de cette commission ainsi qu'il suit:

Votre commission est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

De la Corporation municipale de Saint-Jean-des-Piles (Champlain), demandant l'adoption d'une loi aux fins d'annexer un certain territoire;

De la cité de Verdun, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

De La communauté, hôpital-général, maison des pauvres et institution d'enseignement des Soeurs de la Charité d'Ottawa, demandant l'adoption d'une loi les

Mr. Demers, Chairman *pro tempore* of the Committee on the National Assembly, presented to the House the seventh report of the said Committee as follows:

Your Committee find that the petition and notice are regular and sufficient and the bill regular and in conformity with the petition and notice in each of the following cases:

From the municipal corporation of Saint-Jean-des-Piles (Champlain), praying for an Act to annex a certain territory;

From the city of Verdun, praying for an Act to amend its charter;

From "La communauté, hôpital-général, maison des pauvres et institution d'enseignement des Soeurs de la Charité d'Ottawa", praying for an Act to incor-

constituant en corporation sous le nom de « Les Soeurs de la Charité d'Ottawa ».

Le rapport est lu et reçu.

porate them under the name of "Sisters of Charity of Ottawa".

The report was read and received.

Ordonné que M. Leduc (Laviolette) ait la permission de présenter le bill no 209, intitulé: « Loi concernant l'annexion de certains lots de la municipalité de la paroisse de Sainte-Flore à la municipalité de Saint-Jean-des-Piles ».

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordered, That Mr. Leduc (Laviolette) have leave to bring in bill No. 209, intituled: "An Act respecting the annexation of certain lots of the municipality of the parish of St. Flore to the municipality of St. Jean-des-Piles".

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

Ordonné que M. Bernatchez ait la permission de présenter le bill no 200, intitulé: « Loi modifiant la charte de la cité de Lévis ».

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordered, That Mr. Bernatchez have leave to bring in bill No. 200, intituled: "An Act to amend the charter of the city of Lévis".

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

Ordonné que M. Fournier ait la permission de présenter le bill no 230, intitulé: « Loi constituant en corporation Les Soeurs de la Charité d'Ottawa ».

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordered, That Mr. Fournier have leave to bring in bill No. 230, intituled: "An Act to incorporate the "Sisters of Charity of Ottawa".

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

Ordonné que M. Wagner ait la permission de présenter le bill no 226, intitulé: « Loi modifiant la charte de la cité de Verdun ».

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordered, That Mr. Wagner have leave to bring in bill No. 226, intituled: "An Act to amend the charter of the city of Verdun".

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

M. Paul propose:

Que le nom de M. Beaulieu soit substitué à celui de M. Gabias sur la liste des membres de la commission des finances.

M. Paul propose:

Que le nom de M. Beaulieu soit substitué à celui de M. Gabias sur la liste des membres de la commission des institutions financières, compagnies et coopératives.

La motion est adoptée.

Mr. Paul moved:

That the name of Mr. Gabias be replaced by that of Mr. Beaulieu on the list of members of the Committee on Finance.

Mr. Paul moved:

That the name of Mr. Gabias be replaced by that of Mr. Beaulieu on the list of members of the Committee on Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

The motion was adopted.

M. Paul propose:

Que la commission des bills privés et des bills publics soit autorisée à siéger aujourd'hui, pendant que la chambre est en séance.

La motion est adoptée.

Mr. Paul moved:

That the Committee on Private Bills and Public Bills be authorized to sit today whilst the House is sitting.

The motion was adopted.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 185, intitulé: « Loi supprimant des restrictions du droit de construire affectant un immeuble de Robert Sziklas ».

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à la Commission des bills privés et des bills publics.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 198, intitulé: « Loi modifiant la charte de la ville de Laval ».

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à la Commission des bills privés et des bills publics.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 199, intitulé: « Loi concernant le Club de Golf de Rosemere ».

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 185, intitled: "An Act to remove building restrictions affecting an immoveable of Robert Sziklas".

The bill was accordingly read the second time, and referred to the Committee on Private Bills and Public Bills.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 198, intitled: "An Act to amend the charter of the City of Laval".

The bill was accordingly read the second time, and referred to the Committee on Private Bills and Public Bills.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 199, intitled: "An Act respecting Rosemere Golf Club".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à la Commission des bills privés et des bills publics.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 204, intitulé: « Loi constituant la Corporation des évaluateurs agréés du Québec ».

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à la Commission des bills privés et des bills publics.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 214, intitulé: « Loi concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de Contrecoeur dans le comté de Richelieu ».

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à la Commission des bills privés et des bills publics.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 251, intitulé: « Loi concernant l'Oratoire Saint-Joseph du Mont-Royal ».

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à la Commission des bills privés et des bills publics.

Mr. Bellemare dépose sur le bureau de la chambre le document suivant:

Rapport annuel de la Commission des relations de travail du Québec pour 1968/69.

(Document de la session no 153.)

L'ordre du jour appelle la chambre à se former de nouveau en comité des subsides.

M. Dozois propose que M. le président quitte maintenant le fauteuil et que la chambre se forme de nouveau en comité des subsides et la motion est adoptée.

En conséquence, la chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

The bill was accordingly read the second time, and referred to the Committee on Private Bills and Public Bills.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 204, intitled: "An Act to incorporate the Corporation of Chartered Appraisers of Québec".

The bill was accordingly read the second time, and referred to the Committee on Private Bills and Public Bills.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 214, intitled: "An Act respecting The school commissioners for the municipality of Contrecoeur in the county of Richelieu".

The bill was accordingly read the second time, and referred to the Committee on Private Bills and Public Bills.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 251, intitled: "An Act respecting St. Joseph's Oratory of Mount Royal".

The bill was accordingly read the second time, and referred to the Committee on Private Bills and Public Bills.

Mr. Bellemare tabled the following document:

Annual report of the Québec Labour Relations Commission for 1968/69.

(Sessional Papers, No. 153.)

The Order of the Day being read for the House again in Committee of Supply.

Mr. Dozois moved, and the Question being put, that Mr. President do now leave the Chair; it was resolved in the Affirmative. The House accordingly resolved itself into the said Committee.

(EN COMITÉ)

Sur la motion de M. Paul, la commission de la Santé est chargée d'examiner les articles du budget qui la concernent et de faire rapport à ce sujet.

1. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de un million trois cent sept mille cent dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Service générale des achats (Conseil exécutif) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

Résolution à rapporter.

M. le président prend de nouveau place au fauteuil et M. le président du comité fait rapport que ce comité a adopté une résolution et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ladite résolution est lue et agréée.

Résolu qu'à sa prochaine séance la chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Du consentement unanime de la chambre, et sur la motion de M. Paul, il est—

Résolu que, lorsque cette chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à demain, à dix heures et demie du matin.

Et, alors, la chambre s'ajourne.

(IN THE COMMITTEE)

On motion of Mr. Paul, the Committee on Health was directed to examine the items of the budget concerning it and to report on such matter.

1. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of one million three hundred seven thousand one hundred dollars, necessary to defray the item, "General Purchasing Service (Executive Council)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

Resolution to be reported.

Mr. President resumed the Chair; and the Chairman reported, that the Committee had come to a resolution.

The Chairman also acquainted the House, that he was directed to move, that the Committee may have leave to sit again.

The resolution was read and agreed to.

Resolved, That this House will, at its next sitting, again resolve itself into the said Committee.

With the unanimous consent of the House, and on motion of Mr. Paul,—

Resolved, That when this House adjourns today, it do stand adjourned until tomorrow at ten-thirty o'clock, A.M.

And then the House adjourned.

N° 44

**VENDREDI,
23 mai 1969**

Dix heures et demie du matin.

Prière.

M. Paul, de la commission des bills privés et des bills publics, présente le cinquième rapport de cette commission ainsi qu'il suit:

Votre commission a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

Bill 113.—Loi modifiant la charte de la ville de Québec.

Le rapport est lu et reçu.

M. Paul propose:

Que le nom de M. Desmeules soit substitué à celui de M. Martel sur la liste des membres de la commission de la Santé.

La motion est adoptée.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 200, intitulé: « Loi modifiant la charte de la cité de Lévis ».

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à la Commission des bills privés et des bills publics.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 209, intitulé: « Loi concernant l'annexion de certains lots de la municipalité de la paroisse de Sainte-Flore à la municipalité de Saint-Jean-des-Piles ».

**FRIDAY,
May 23rd 1969**

Ten-thirty o'clock, A.M.

Prayers.

Mr. Paul, from the Committee on Private Bills and Public Bills, presented to the House the fifth report of the said Committee as follows:

Your committee have agreed to report, with amendments, the following bill:

Bill 113.—An Act to amend the charter of the city of Québec.

The report was read and received.

Mr. Paul moved:

That the name of Mr. Martel be replaced by that of Mr. Desmeules on the list of members of the Committee on Health.

The motion was adopted.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 200, intitled: "An Act to amend the charter of the city of Lévis".

The bill was accordingly read the second time, and referred to the Committee on Private Bills and Public Bills.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 209, intitled: "An Act respecting the annexation of certain lots of the municipality of the parish of St. Flore to the municipality of St. Jean-des-Piles".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à la Commission des bills privés et des bills publics.

The bill was accordingly read the second time, and referred to the Committee on Private Bills and Public Bills.

L'ordre du jour appelle la chambre à se former de nouveau en comité des subsides.

M. Dozois propose que M. le président quitte maintenant le fauteuil et que la chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Et un débat s'élève.

Et la motion étant mise aux voix, la chambre l'adopte.

En conséquence, la chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq cent vingt mille cent dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Office de développement de l'est du Québec (Conseil exécutif) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

2. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre-vingt mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Achat, construction et transformation d'immeubles (Conseil exécutif) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

Résolutions à rapporter.

M. le président prend de nouveau place au fauteuil et M. le président du comité fait rapport que ce comité a adopté

The Order of the Day being read for the House again in Committee of Supply.

Mr. Dozois moved, and the Question being proposed, that Mr. President do now leave the Chair.

And a debate arising thereon.

And the Question being put on the motion, it was resolved in the Affirmative.

The motion was accordingly adopted.

The House accordingly resolved itself into the said Committee.

(IN THE COMMITTEE)

1. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of five hundred twenty thousand one hundred dollars, necessary to defray the item, "Eastern Québec Development Bureau (Executive Council)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

2. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of eighty thousand dollars, necessary to defray the item, "Purchase, construction and alteration of immoveables (Executive Council)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

Resolutions to be reported.

Mr. President resumed the Chair; and the Chairman reported, that the Committee had come to two resolutions.

deux résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Résolu qu'à sa prochaine séance la chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Sur la motion de M. Paul, il est—

Résolu que, lorsque cette chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à lundi prochain, à quatre heures de l'après-midi.

Et, alors, la chambre s'ajourne.

The Chairman also acquainted the House, that he was directed to move, that the Committee may have leave to sit again.

The resolutions were read and agreed to.

Resolved, That this House will, at its next sitting, again resolve itself into the said Committee.

On motion of Mr. Paul,—

Resolved, That when this House adjourns today, it do stand adjourned until Monday next, at four o'clock, P.M.

And then the House adjourned.

N° 45

**LUNDI,
26 mai 1969**

Quatre heures de l'après-midi.

Prière.

M. Bellemare propose:

Que la commission de la présidence du Conseil soit autorisée à siéger aujourd'hui, pendant que la chambre est en séance.

La motion est adoptée.

**MONDAY,
May 26th 1969**

Four o'clock, P.M.

Prayers.

Mr. Bellemare moved:

That the Committee on the Presidency of the Council be authorized to sit today whilst the House is sitting.

The motion was adopted.

Sur la motion de M. Bertrand, il est—
Ordonné que M. Bertrand ait la permission de présenter le bill no 28, intitulé: « Loi modifiant la Loi de l'Office de planification du Québec ».

En conséquence, il présente ce bill qui est lu la première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Bertrand, il est—
Ordonné que M. Bertrand ait la permission de présenter le bill no 27, intitulé: « Loi concernant les jugements déclaratifs de décès ».

En conséquence, il présente ce bill qui est lu la première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Cloutier, il est—
Ordonné que M. Cloutier ait la permission de présenter le bill no 30, intitulé: « Loi de la Régie de l'assurance-maladie du Québec ».

En conséquence, il présente ce bill qui est lu la première fois.

On motion of Mr. Bertrand,—
Ordered, That Mr. Bertrand have leave to bring in bill No. 28, intituled: "An Act to amend the Québec Planning Bureau Act".

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

On motion of Mr. Bertrand,—
Ordered, That Mr. Bertrand have leave to bring in bill No. 27, intituled: "An Act respecting declaratory judgments of death".

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

On motion of Mr. Cloutier,—
Ordered, That Mr. Cloutier have leave to bring in bill No. 30, intituled: "Québec Health Insurance Board Act".

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

Du consentement unanime de la chambre, M. Bellemare propose:

Qu'à l'avenir, et jusqu'au 30 juin, la chambre tienne une séance tous les jours de la semaine sauf le dimanche; de trois heures de l'après-midi jusqu'à dix heures du soir, avec suspension des travaux de six heures à huit heures, et qu'à toutes ces séances, l'ordre des affaires du jour soit celui qui est prévu pour le mardi par l'article 115 du règlement.

La motion est adoptée.

With the unanimous consent of the House, Mr. Bellemare moved:

That the House, in future and until June 30th, do hold a sitting every day of the week except on Sundays, from three o'clock in the afternoon until ten o'clock in the evening, with suspension of work from six o'clock to eight o'clock, and that, at all such sittings, the Order of Business be determined by the provisions of Article 115 of the Standing Orders respecting Tuesdays' sittings.

The motion was adopted.

M. Laporte propose, secondé par M. Lacroix:

Que le nom de M. Pearson soit substitué à celui de M. Goldbloom sur la liste des membres de la commission de la présidence du Conseil.

La motion est adoptée.

Mr. Laporte moved, seconded by Mr. Lacroix:

That the name of Mr. Goldbloom be replaced by that of Mr. Pearson on the list of members of the Committee on the Presidency of the Council.

The motion was adopted.

L'ordre du jour appelle la chambre à se former de nouveau en comité des subsides.

M. Dozois propose que M. le président quitte maintenant le fauteuil et que la chambre se forme de nouveau en comité des subsides et la motion est adoptée.

En conséquence, la chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq cent quarante-quatre mille sept cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Direc-

The Order of the Day being read for the House again in Committee of Supply.

Mr. Dozois moved, and the Question being put, that Mr. President do now leave the Chair, it was resolved in the Affirmative. The House accordingly resolved itself into the said Committee.

(IN THE COMMITTEE)

1. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of five hundred forty-four thousand seven hundred dollars, necessary to defray the item, "Cultural Relations Branch and

tion des relations culturelles et subventions (Affaires culturelles) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

2. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de neuf cent soixante-dix-sept mille quatre cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Direction générale des arts et des lettres (Affaires culturelles) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

3. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux millions cent quatre-vingt-dix-huit mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Direction générale de la musique (Affaires culturelles) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

4. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre cent quatre-vingt-huit mille deux cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Direction générale de la diffusion de la culture (Affaires culturelles) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

5. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cent cinquante et un mille deux cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Institut national de la civilisation (Affaires culturelles) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

Résolutions à rapporter.

grants (Cultural Affairs)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

2. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of nine hundred seventy-seven thousand four hundred dollars, necessary to defray the item, "Arts and Letters Branch (Cultural Affairs)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

3. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of two million one hundred ninety-eight thousand dollars, necessary to defray the item, "Music Branch (Cultural Affairs)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

4. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of four hundred eighty-eight thousand two hundred dollars, necessary to defray the item, "Cultural Expansion Branch (Cultural Affairs)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

5. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of two hundred fifty-one thousand two hundred dollars, necessary to defray the item, "National Institute of Civilization (Cultural Affairs)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

Resolutions to be reported.

M. le président prend de nouveau place au fauteuil et M. le président du comité fait rapport que ce comité a adopté

Mr. President resumed the Chair; and the Chairman reported, that the Committee had come to several resolutions.

plusieurs résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Résolu qu'à sa prochaine séance la chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Lesdites résolutions sont alors rapportées, lues et agréées.

Permission est donnée au comité de siéger de nouveau à la prochaine séance.

Et, alors, la chambre s'ajourne.

The Chairman also acquainted the House, that he was directed to move, that the Committee may have leave to sit again.

The resolutions were read and agreed to.

Resolved, That this House will, at its next sitting, again resolve itself into the said Committee.

The said resolutions were then reported, read and agreed to by the House, leave being granted to the Committee to sit again at the next sitting.

And then the House adjourned.

**MARDI,
27 mai 1969**

Trois heures de l'après-midi.

Prière.

M. Bellemare dépose sur le bureau de la chambre le document suivant:

Copie d'une lettre, en date du 23 mai 1969, signée par M. Maurice Bellemare, ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre, et adressée à M. Raymond Lachapelle, médiateur dans l'industrie de la construction, et d'un document de travail concernant la recherche d'une solution aux problèmes de l'industrie de la construction.

(Document de la session no 154.)

Conformément à l'ordre du jour, la chambre se forme en comité plénier pour la prise en considération du bill no 109, intitulé: « Loi concernant la succession d'Alphonse Valiquette », et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. le président ayant pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport qu'il a examiné le bill et l'a adopté sans l'amender.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Conformément à l'ordre du jour, la chambre se forme en comité plénier pour la prise en considération du bill no 202, intitulé: « Loi concernant L'Industrielle, Compagnie d'Assurance sur la Vie », et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. le président ayant pris place au fau-

**TUESDAY,
May 27th 1969**

Three o'clock, P.M.

Prayers.

Mr. Bellemare tabled the following document:

Copy of a letter, dated May 23rd 1969, signed by Mr. Maurice Bellemare, Minister of Labour and Manpower, and forwarded to Mr. Raymond Lachapelle, mediator for the construction industry, and a working paper respecting the search for a solution to the problems in the construction industry.

(Sessional Papers, No. 154.)

The House, according to Order, resolved itself into a Committee of the Whole House to consider bill No. 109, intituled: "An Act respecting the estate of Alphonse Valiquette", and after some time spent therein, Mr. President resumed the Chair, and Mr. Chairman reported that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, without any amendment.

Ordered, That the bill be now read the third time.

The bill was accordingly read the third time.

The House, according to Order, resolved itself into a Committee of the Whole House to consider bill No. 202, intituled: "An Act respecting The Industrial Life Insurance Company", and after some time spent therein, Mr. President resumed the Chair, and Mr. Chairman reported

teuil, M. le président du comité fait rapport qu'il a examiné le bill et l'a adopté sans l'amender.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, without any amendment.

Ordered, That the bill be now read the third time.

The bill was accordingly read the third time.

L'ordre du jour appelle de nouveau la formation de la chambre en comité des subsides. M. Dozois déclare qu'il proposera au comité de voter des crédits provisoires.

M. le président quitte le fauteuil et la chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

La résolution suivante est adoptée en comité:

BUDGET des dépenses ordinaires de la province de Québec, pour l'année financière se terminant le 31 mars 1970, préparé conformément aux articles 4 et 5 du chapitre 64 des Statuts refondus de la province de Québec, 1964.

Résolu,—que sur le fonds consolidé du revenu de cette province, il sera et pourra être pris une somme n'excédant pas, en tout, \$225,550,217 pour subvenir aux diverses charges et dépenses du gouvernement et du service public de cette province, pour l'année financière se terminant le 31 mars 1970 auxquelles il n'est pas autrement pourvu, soit l'ensemble

a) d'un douzième du montant de chacun des différents articles à voter du budget des dépenses ordinaires et en immobilisations de la province pour ladite année financière, présenté à l'Assemblée nationale à la présente session de la Législature, à l'exception de l'article 10 dudit budget

The Order of the Day being read for the House to resolve itself again into Committee of Supply. Mr. Dozois declared that he will propose the adoption of grants on account.

Mr. President left the Chair and the House resolved itself again into Committee of Supply.

The following resolution was adopted in committee:

ESTIMATES of Ordinary Expenditure of the Province of Québec for the fiscal year ending March 31st 1970, prepared as required by sections 4 and 5 of chapter 64 of the Revised Statutes of the Province of Québec, 1964.

Resolved,—that from and out of the consolidated revenue fund of this Province; there shall and may be taken a sum not exceeding, in all, \$225,550,217 for defraying, for the fiscal year ending on the 31st of March 1970, the charges and expenses of the Government and public service of the Province, not otherwise provided for, being the aggregate of

(a) one-twelfth of the amount of each of the various items to be voted of the estimates of the ordinary and capital expenditures of the Province, for the said fiscal year, as laid before the National Assembly at the present session of the Legislature, with the exception of item

pour le ministère des affaires municipales (III), i.e.: \$225,382,900;

b) d'un sixième additionnel de l'article 41 dudit budget pour le ministère de l'éducation (VII), i.e.: \$111,667;

c) de neuf douzièmes additionnels de l'article 14 dudit budget pour le ministère des terres et forêts (XVIII), i.e.: \$3,150;

d) de neuf douzièmes additionnels de l'article 16 dudit budget pour le ministère des terres et forêts (XVIII), i.e.: \$52,500.

Il pourra en outre être pris, pour les fins de tout crédit voté à la suite d'une estimation budgétaire dont le détail prévoyait une contribution, un remboursement ou une imputation en réduction des sommes à dépenser, un montant égal à cette contribution, à ce remboursement ou cette imputation.

Ladite résolution est alors rapportée, lue et agréée.

Permission est donnée au comité de siéger de nouveau au cours de la présente séance.

L'ordre du jour appelle la reprise du débat ajourné le 8 mai sur la motion de M. Dozois du 29 avril, proposant que M. le président quitte maintenant le fauteuil et que la chambre se forme de nouveau en comité des voies et moyens.

Du consentement unanime de la chambre, le débat est remis à la prochaine séance.

M. Dozois déclare qu'il proposera au comité d'autoriser le paiement de crédits provisoires votés à Sa Majesté.

M. le président quitte le fauteuil et la chambre se forme de nouveau en comité des voies et moyens.

10 of the said estimates for the Department of Municipal Affairs (III), viz: \$225,382,900;

(b) an additional one-sixth of item 41 of the said estimates for the Department of Education (VII), viz: \$111,667;

(c) an additional nine-twelfths of item 14 of the said estimates for the Department of Lands and Forests (XVIII), viz: \$3,150;

(d) an additional nine-twelfths of item 16 of the said estimates for the Department of Lands and Forests (XVIII), viz: \$52,500.

There may in addition be taken for the purposes of any appropriation voted pursuant to a budgetary estimate the details of which provided for a contribution, reimbursement or imputation in reduction of the sums to be expended, an amount equal to such contribution, reimbursement or imputation.

The said resolution was then reported, read and agreed to by the House, leave being granted to the Committee to sit again during the present sitting.

The Order of the Day being read for the resumption of the debate adjourned on May 8th, on the motion proposed April 29th, by Mr. Dozois, that Mr. President do now leave the Chair and that the House do again resolve itself into Committee of Ways and Means.

With the unanimous consent of the House, the debate was postponed till the next sitting.

Mr. Dozois declared that he will propose the authorization for the payment of grants on account already voted to Her Majesty.

Mr. President left the Chair and the House resolved itself again into Committee of Ways and Means.

La résolution suivante est adoptée en comité:

Résolu,—que pour pourvoir au paiement des subsides qui ont été accordés, à titre d'avance, à Sa Majesté pour les dépenses de l'année financière se terminant le 31 mars 1970, il soit permis de tirer, du fonds consolidé du revenu de cette province, une somme n'excédant pas \$225,550,217.

Il pourra en outre être pris, pour les fins de tout crédit voté à la suite d'une estimation budgétaire dont le détail prévoyait une contribution, un remboursement ou une imputation en réduction des sommes à dépenser, un montant égal à cette contribution, à ce remboursement ou cette imputation.

Ladite résolution est alors rapportée, lue et agréée.

Permission est donnée au comité de siéger de nouveau à la prochaine séance.

M. Dozois présente, en conséquence, un bill basé sur ladite résolution: Bill 36, « Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1970, et pour d'autres fins du service public », lequel bill est lu la première, la deuxième et la troisième fois.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill no 3, intitulé: « Loi de la probation et des établissements de détention ».

M. Bertrand propose que l'ordre qui vient d'être lu soit révoqué, et que ledit bill soit de nouveau renvoyé au comité plénier.

La motion est adoptée.

The following resolution was adopted in committee:

Resolved,—that towards making good the Supplies granted on account to Her Majesty for the expenditure of the fiscal year ending on the 31st of March 1970, a sum not exceeding \$225,550,217 be granted out of the consolidated revenue fund of the Province.

There may in addition be taken for the purpose of any appropriation voted pursuant to a budgetary estimate the details of which provided for a contribution, reimbursement or imputation in reduction of the sums to be expended, an amount equal to such contribution, reimbursement or imputation.

The said resolution was then reported, read and agreed to by the House, leave being granted to the Committee to sit again at the next sitting.

Mr. Dozois accordingly introduced a bill based on the said resolution, namely: Bill 36, "An Act granting to Her Majesty moneys required for the expenses of the Government for the fiscal year ending on the 31st of March 1970, and for other purposes connected with the public service", which was read the first, the second and the third time.

The Order of the Day being read for the third reading of bill No. 3, intituled: "Probation and Houses of Detention Act".

Mr. Bertrand moved that the Order be discharged, and that the said bill be again referred to the Committee of the Whole.

The motion was adopted.

Résolu que cette chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. le président ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la chambre à se former de nouveau en comité des subsides.

M. Dozois propose que M. le président quitte maintenant le fauteuil et que la chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Et un débat s'élève.

M. Lefebvre propose, par voie d'amendement, secondé par M. Choquette:

Que la motion en discussion soit amendée en remplaçant tous les mots après le mot « *Que* » par les suivants:

« la chambre, tout en étant disposée à voter à Sa Majesté les subsides qu'elle a demandés, blâme le gouvernement pour son inefficacité et son manque d'initiative dans le domaine des relations patronales et ouvrières et dans l'élaboration d'une véritable politique de main-d'œuvre ».

Et l'amendement étant mis aux voix, la chambre se divise, et sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

Resolved, That this House do immediately resolve itself into a Committee of the Whole House for the consideration of the bill.

The House accordingly resolved itself into the said Committee; and after some time spent therein, Mr. President resumed the Chair; and the Chairman reported, that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, with an amendment.

The bill as amended was read and agreed to.

Ordered, that the bill be now read the third time.

The bill was accordingly read the third time.

The Order of the Day being read for the House again in Committee of Supply.

Mr. Dozois moved, and the Question being proposed, that Mr. President do now leave the Chair.

And a debate arising thereon.

Mr. Lefebvre moved, in amendment, seconded by Mr. Choquette:

That the motion under debate be amended by replacing therein all the words after "That" by the following:

"the House, while being ready to grant to Her Majesty the monies requested, blames the government for its inefficiency and lack of initiative in the field of labour-management relations and the drawing up of a genuine manpower policy".

And the Question being put on the amendment, the House divided, and the names being called for, they were taken down as follows:

POUR—YEAS:—MM.—Messrs. Arsenault, Bienvenue, Binette, Blank, Bourassa, Cadieux, Choquette, Cliche, Fortier, Fournier, Goldbloom, Harvey, Houde, Hyde,

Kennedy, Mme—Mrs. Kirkland-Casgrain, MM.—Messrs. Lacroix, Laporte, Lavoie (Laval), Leduc (Taillon), Lefebvre, Lesage, Lévesque (Laurier), Mailloux, Michaud, Parent, Picard (Olier), Séguin, Tetley, Théberge, Tremblay (Bourassa), Vaillancourt, Wagner.—33.

CONTRE—NAYS:—MM.—Messrs. Allard, Beaudry, Beaulieu, Bellemare, Bergeron, Bertrand, Boivin, Bousquet, Charbonneau, Cloutier, Croisetière, D'Anjou, Demers, Desmeules, Dozois, Flamand, Gardner, Gauthier (Berthier), Gauthier (Roberval), Gosselin, Hamel, Johnston, Lafontaine, Lavoie (Wolfe), Leduc (Laviolette), Lizotte, Loubier, Lussier, Martel, Masse, Mathieu, Murray, Picard (Dorchester), Plamondon, Proulx, Roy, Russell, Sauvageau, Shooner, Simard, Théorêt.—41.

L'amendement est ainsi rejeté.

Et la motion principale étant mise aux voix, la chambre l'adopte.

En conséquence, la chambre se forme de nouveau en comité des subsides et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. le président ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas fini de délibérer et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

So it passed in the negative.

The amendment was accordingly rejected.

And the Question being put on the main motion, it was resolved in the Affirmative.

The motion was accordingly adopted.

The House accordingly resolved itself into the said Committee, and after some time spent therein, Mr. President resumed the Chair; and the Chairman reported, that the committee had made some progress, and directed him to move for leave to sit again.

Resolved, That this House will, at its next sitting, again resolve itself into the said Committee.

Et, alors, la chambre s'ajourne.

And then the House adjourned.

**MERCREDI,
28 mai 1969**

Trois heures de l'après-midi.

Prière.

M. le président s'exprime comme suit:

J'ai l'honneur d'informer la chambre qu'hier, à neuf heures trente du soir, au cabinet du Lieutenant-gouverneur, en présence du Président de l'Assemblée nationale, de M. Dozois, le délégué du Premier ministre, de M. Laporte, le délégué du chef de l'Opposition et du secrétaire de la chancellerie, il a plu à l'honorable Lieutenant-gouverneur de sanctionner les lois suivantes:

- 36 Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1970, et pour d'autres fins du service public;
- 3 Loi de la probation et des établissements de détention;
- 109 Loi concernant la succession d'Alphonse Valiquette;
- 202 Loi concernant l'Industrielle Compagnie d'Assurance sur la Vie;
- 248 Loi concernant la succession de Benny Sadovnik.

M. Demers, président *pro tempore* de la commission de l'Assemblée nationale, présente le huitième rapport de cette commission ainsi qu'il suit:

Votre commission est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants

**WEDNESDAY,
May 28th 1969**

Three o'clock, P.M.

Prayers.

Mr. President spoke as follows:

I have the honour to inform the House that yesterday, at nine-thirty o'clock, P.M., in the Office of the Lieutenant-Governor, in the presence of the President of the National Assembly, of Mr. Dozois, the Delegate of the Prime Minister, of Mr. Laporte, the Delegate of the Leader of the Opposition, and of the Clerk of the Crown in Chancery, the Honourable the Lieutenant-Governor was pleased to sanction the following bills:

- 36 An Act granting to Her Majesty moneys required for the expenses of the Government for the fiscal year ending on the 31st of March 1970, and for other purposes connected with the public service;
- 3 Probation and Houses of Detention Act;
- 109 An Act respecting the estate of Alphonse Valiquette;
- 202 An Act respecting Industrial Life Insurance Company;
- 248 An Act respecting the estate of Benny Sadovnik.

Mr. Demers, Chairman *pro tempore* of the Committee on the National Assembly, presented to the House the eighth report of the said Committee as follows:

Your Committee find that the petition and notice are regular and sufficient and

et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

De la ville de Montréal, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

De The Royal Trust Company, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

De la cité de Sillery, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

De la ville de Candiac, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

De la ville de Saint-Gabriel, demandant l'adoption d'une loi concernant l'annexion du Lac Maskinongé à son territoire;

De la ville de Brossard, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

Votre commission recommande de prolonger au 14 juin 1969, inclusivement, les délais relatifs à la présentation des bills privés et à la réception des rapports sur bills privés.

Le rapport est lu et adopté.

the bill regular and in conformity with the petition and notice in each of the following cases:

From the city of Montreal, praying for an Act to amend its charter;

From The Royal Trust Company, praying for an Act to amend its charter;

From the city of Sillery, praying for an Act to amend its charter;

From the City of Candiac, praying for an Act to amend its charter;

From the town of St. Gabriel, praying for an Act respecting the annexation of Lake Maskinongé to its territory;

From the town of Brossard, praying for an Act to amend its charter.

Your Committee recommend that the delay for presenting Private Bills and receiving reports on Private Bills be extended to the 14th of June 1969, inclusively.

The report was read and adopted.

M. Blank pour M. D'Anjou, du comité parlementaire spécial chargé d'entreprendre la refonte du Code de la route présente le premier rapport de ce comité ainsi qu'il suit:

A ses débuts, votre comité fut formé comme un comité *ad hoc*. Il siégea les 24 et 31 octobre 1968 pour étudier des amendements et, si possible, une refonte complète du Code de la route.

Après les réunions ci-haut mentionnées, la chambre décida le 17 décembre 1968 de former un Comité parlementaire spécial, afin d'étudier une refonte complète du Code de la route.

Ce comité ayant comme président le député de Kamouraska et le sous-signé comme secrétaire, siégea les 16 et 30 janvier 1969 et les 5, 19 et 20 février 1969.

Mr. Blank on behalf of Mr. D'Anjou, from the Special Parliamentary Committee entrusted with the revision of the Highway Code, presented the first report of such Committee as follows:

Your Committee was originally appointed as an *ad hoc* Committee. It met on October 24th and 31st 1968 to examine some amendments, and if possible, to make a complete revision of the Highway Code.

Following the above-mentioned meetings, the House decided, on December 17th 1968, to appoint a Special Parliamentary Committee to examine a complete revision of the Highway Code.

The Committee, which had the Member for Kamouraska as Chairman and the undersigned as Secretary, met on January 16th and 30th 1969, and on February 5th, 19th and 20th.

Au cours des discussions, avec la collaboration du Ministre, du sous-ministre et d'experts du ministère des Transports et Communications, ainsi que celle d'un spécialiste du ministère de la Voirie, des amendements urgents furent proposés.

Plusieurs de ces amendements furent étudiés et sanctionnés par le comité pour être présentés à la chambre, spécialement une recommandation visant à utiliser l'ivressomètre.

Votre comité demanda la permission de siéger à l'avenir pour entendre des témoins et peut-être même voyager dans différentes régions de la Province afin d'étudier la situation et d'entendre des témoignages principalement au sujet des problèmes concernant le Code de la route et la sécurité routière en général.

M. D'Anjou dépose également les numéros du journal des Débats dans lesquels paraît le compte rendu des délibérations des réunions des 16 et 30 janvier, et des 5, 19 et 20 février 1969.

Le rapport est lu.

Ordonné que M. Sauvageau ait la permission de présenter le bill no 100, intitulé: « Loi modifiant la charte de la ville de Montréal ».

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Sauvageau ait la permission de présenter le bill no 171, intitulé: « Loi pour amender la charte de la Compagnie Trust Royal ».

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

During the discussions, and with the co-operation of the Minister, Deputy Minister and experts from the Department of Transportation and Communications, together with a specialist from the Department of Roads, urgent amendments were proposed.

Several of the amendments were examined and approved by the Committee to be introduced in the House, particularly a recommendation contemplating the use of breathalyser tests.

Your Committee requests permission to sit in future to hear witnesses and even perhaps to travel to various areas of the Province to examine the situation and hear evidence principally concerning the problems respecting the Highway Code and highway safety in general.

Mr. D'Anjou also tabled the numbers of the Journal of Debates which give the report of the deliberations which took place at the meetings held on January 16th and 30th, and February 5th, 19th and 20th 1969.

The report was read.

Ordered, That Mr. Sauvageau have leave to bring in bill No. 100, intituled: "An Act to amend the charter of the city of Montreal".

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

Ordered, That Mr. Sauvageau have leave to bring in bill No. 171, intituled: "An Act to amend the charter of the Royal Trust Company".

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

Ordonné que M. D'Anjou ait la permission de présenter le bill no 115, intitulé: « Loi modifiant la Loi constituant en corporation The Imperial Trust Company ».

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Kennedy ait la permission de présenter le bill no 156, intitulé: « Loi constituant en corporation Provincial Association of Catholic Teachers of Québec (PACT) ».

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Baillargeon ait la permission de présenter le bill no 208, intitulé: « Loi modifiant la Loi concernant la Fédération des commissions scolaires catholiques du Québec ».

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordered, That Mr. D'Anjou have leave to bring in bill No. 115, intituled: "An Act to amend An Act to incorporate the Imperial Trust Company".

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

Ordered, That Mr. Kennedy have leave to bring in bill No. 156, intituled: "An Act to incorporate the Provincial Association of Catholic Teachers of Québec (PACT)".

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

Ordered, That Mr. Baillargeon have leave to bring in bill No. 208, intituled: "An Act to amend the Act respecting The Québec Federation of Catholic School Commissions".

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

M. Vincent dépose sur le bureau de la chambre le document suivant:

Rapport des opérations de la Régie des Marchés agricoles du Québec relatives aux garanties-cautionnements délivrées aux marchands de lait du Québec, pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 1969.

(Document de la session no 155.)

Mr. Vincent tabled the following document:

Report of the Québec Agricultural Marketing Board respecting the surety bonds issued to the milk merchants of Québec, for the fiscal year ended March 31st 1969.

(Sessional Papers, No. 155.)

Question par M. Cliche:

1. Le gouvernement a-t-il fait entreprendre une étude en vue de réformer l'appareil judiciaire?

Question by Mr. Cliche:

1. Did the government undertake a study with a view to reforming the legal system?

2. Dans l'affirmative:

- a) à quelle date;
- b) quels sont les nom, prénoms et titres des personnes qui ont été désignées pour faire cette étude;
- c) combien ces travaux avaient-ils coûté en date du 28 février 1969;
- d) quel est le détail de ces dépenses;
- e) à quelle date cette étude doit-elle être terminée?

Réponse par M. Bertrand:

1. Le gouvernement n'a pas fait entreprendre d'étude générale en vue de réformer l'appareil judiciaire. Il a toutefois confié à l'Institut de Recherche en droit public, de l'Université de Montréal, une étude de toutes les dispositions législatives concernant les tribunaux de juridiction civile et pénale du Québec.

La Commission d'enquête sur l'administration de la justice en matière criminelle et pénale doit formuler des recommandations au sujet de l'appareil judiciaire dans un prochain rapport.

2. L'étude entreprise par l'Institut de Recherche en droit public a été autorisée le 7 octobre 1968.

Son coût estimé est de \$10,700.00 et en date du 28 février 1969, il avait été déboursé \$4,700.

Cette étude doit être terminée au début de juillet 1969.

Question par M. Cliche:

1. Quelle est la population de chaque district judiciaire de la Province?

2. Le gouvernement a-t-il chargé certaines personnes d'élaborer une réforme des structures judiciaires?

3. Dans l'affirmative, quels sont, dans chaque cas:

- a) la date d'engagement;
- b) les nom, prénoms et titre de la personne;

2. If so:

- (a) on what date;
- (b) what are the names, given names and positions of the persons who were appointed to carry out such study;
- (c) how much had this work cost as at February 28th 1969;
- (d) what are the details of such expenditures;
- (e) on what date is the study supposed to be completed?

Answer by Mr. Bertrand:

1. The government has not had a general study made with a view to reforming the legal system. However, it has entrusted the Institut de Recherche en droit public of the University of Montreal, with an examination of all the legislative provisions respecting the courts which have civil and penal jurisdiction in Québec.

The Commission of Inquiry on the Administration of Justice in Criminal and Penal Matters is to draw up recommendations respecting the legal system in a forthcoming report.

2. The study undertaken by the Institut de Recherche en droit public was authorized on October 7th 1968.

The estimated cost is \$10,700.00, and it had cost \$4,700 as at February 28th 1969.

The study should be completed at the beginning of July 1969.

Question by Mr. Cliche:

1. What is the population of each judicial district in the province?

2. Did the government entrust certain persons with the task of drawing up a reform of the legal structures?

3. If so, and respecting each case:

- (a) what was the date of engagement;
- (b) what are the name, given names and position of the person;

c) la nature exacte du travail demandé;

(c) what is the exact nature of the work requested;

d) la somme totale versée à quelque titre que ce soit, au 28 février 1969;

(d) what was the total amount paid for any purpose whatsoever, as at February 28th 1969?

4. À quelle date l'élaboration de cette réforme doit-elle être terminée?

4. On what date is the drawing up of such reform expected to be completed?

Réponse par M. Bertrand:

1. Pour l'année 1968, la population de chaque district judiciaire de la province s'établit comme suit:

Answer by Mr. Bertrand:

1. For 1968, the population of each judicial district in the province was as follows:

<i>District judiciaire</i>	<i>Population 1968</i>	<i>Judicial District</i>	<i>Population in 1968</i>
Abitibi	112,340	Abitibi	112,340
Arthabaska	51,084	Arthabaska	51,084
Beauce	115,327	Beauce	115,327
Beauharnois	117,885	Beauharnois	117,885
Bedford	108,243	Bedford	108,243
Bonaventure	44,427	Bonaventure	44,427
Chicoutimi	172,263	Chicoutimi	172,263
Drummond	61,542	Drummond	61,542
Gaspé	73,273	Gaspé	73,273
Hauterive	110,299	Hauterive	110,299
Hull	168,810	Hull	168,810
Iberville	97,000	Iberville	97,000
Joliette	150,996	Joliette	150,996
Kamouraska	94,057	Kamouraska	94,057
Labelle	49,254	Labelle	49,254
Mégantic	57,284	Mégantic	57,284
Montmagny	74,745	Montmagny	74,745
Montréal	2,715,682	Montréal	2,715,682
Nicolet	31,133	Nicolet	31,133
Pontiac	20,537	Pontiac	20,537
Québec	575,018	Québec	575,018
Richelieu	95,538	Richelieu	95,538
Rimouski	130,678	Rimouski	130,678
Roberval	106,042	Roberval	106,042
Rouyn-Noranda	40,457	Rouyn-Noranda	40,457
Saguenay	31,525	Saguenay	31,525
Saint-François	227,850	Saint-François	227,850
Saint-Hyacinthe	102,017	St. Hyacinthe	102,017
Saint-Maurice	92,010	St. Maurice	92,010
Témiscamingue	22,487	Témiscamingue	22,487
Terrebonne	206,433	Terrebonne	206,433
Trois-Rivières	160,251	Three Rivers	160,251

2. Le gouvernement n'a pas accordé de mandat pour l'élaboration d'une réforme des structures judiciaires.

2. The government did not entrust any mandate for the drawing up of the reform of legal structures.

Question par M. Cadieux:

1. Depuis le 16 juin 1966 jusqu'au 28 février 1969, le gouvernement ou ses offices, régies et commissions ont-ils disposé de meubles, tapis, tentures, clavigraphes, machines à comptabilité, classeurs, etc. ?

2. Le cas échéant, des appels d'offres ont-ils été faits par la voie des journaux ?

3. Quels furent :

- a) les soumissionnaires (noms et adresses);
- b) le montant de chaque soumission;
- c) la date et le montant de chaque vente ?

Question by Mr. Cadieux:

1. From June 16th 1966 to February 28th 1969, did the government or any of its bureaux, boards or commissions dispose of any furniture, carpets, drapes, typewriters, accounting machines, filing cabinets, etc. ?

2. If so, were calls for tenders advertised in the newspapers ?

3. (a) Who were the bidders (names and addresses);

(b) what was the amount of each bid;

(c) what was the date and the amount of each sale ?

Réponse par M. Bertrand:

1. Oui.

2. La réponse est non en ce qui concerne l'Hydro-Québec et la régie des Alcools, parce qu'il s'agissait dans chaque cas d'articles de bureau, dont la valeur était inférieure au coût de l'annonce qui aurait pu être publiée dans les journaux.

Pour la période entre le 16 juin 1966 et le 28 février 1969, le service général des achats a disposé pour le compte du Ministère des Travaux Publics, d'un lot d'ameublements et d'accessoires de bureau, ainsi que de classeurs.

Un appel d'offre a été fait par la voie des journaux dans toutes les régions du Québec, le 24 septembre 1968, portant le numéro de dossier SP-405.

3. Les soumissionnaires étaient les suivants :

a) J.-M. Beaulieu, 23 Regneau, Sept-Iles, P.Q., \$4,463.15;

b) Pagé & Cie Inc., 1781 Marcil, Sherbrooke, P.Q., \$1,000.00;

c) Ameublement de Bureau St-Louis, 207, rue Craig, Est, Montréal, P.Q., \$888.88;

Answer by Mr. Bertrand:

1. Yes.

2. The answer is No as regards Hydro-Québec and the Québec Liquor Board, because in each case it was a matter of office supplies, the value of which was less than the cost of the advertisement which would have been put in the newspapers.

For the period from June 16th 1966 to February 28th 1969, the General Purchasing Service disposed of one lot of office furniture and equipment and filing cabinets, on behalf of the Department of Public Works.

A call for tenders was published in the newspapers in all the areas of Québec, on September 24th 1968, bearing file number SP-405.

3. The following submitted tenders:

(a) J.-M. Beaulieu, 23 Regneau, Sept-Iles, P.Q., \$4,463.15;

(b) Pagé & Cie Inc., 1781 Marcil, Sherbrooke, P.Q., \$1,000.00;

(c) Ameublement de Bureau St-Louis, 207, Craig St. East, Montreal, P.Q., \$888.88;

d) Les Équipements de Bureau Riche-lieu Ltée., 268, Champlain, St-Jean, \$740.00;

e) Charles Fortin, C.P. 64, St-Jean Port Joli, P.Q., \$200.00.

L'offre de M. J.-M. Beaulieu au montant de \$4,463.15 fut acceptée, et la vente complétée le 9 octobre 1968.

(d) Les Équipements de Bureau Riche-lieu Ltée., 268 Champlain, St. Johns, \$740.00;

(e) Charles Fortin, P.O. Box 64, St-Jean Port Joli, P.Q., \$200.00.

The bid submitted by Mr. J.-M. Beaulieu in the amount of \$4,463.15 was accepted, and the sale was completed on October 9th 1968.

Question par M. Fortier:

1. Le gouvernement du Québec se propose-t-il de renouveler l'entente ARDA avec le gouvernement fédéral laquelle arrivera à terme le 31 mai 1970?

2. Si oui, des négociations ont-elles été entreprises avec le gouvernement fédéral et depuis quelle date?

Réponse par M. Vincent:

1. et 2.

La présente convention fédérale-provinciale relative à l'ARDA doit effectivement arriver à terme le 31 mars 1970 et non le 31 mai comme il est mentionné dans la question.

Jusqu'à maintenant, le gouvernement du Québec n'a reçu du gouvernement fédéral aucune proposition quant à l'avenir de ce programme.

On prévoit cependant que des discussions auront lieu bientôt au niveau des fonctionnaires, discussions qui pourraient mener éventuellement à des accords de coopération en vertu de la loi du nouveau ministère fédéral de l'expansion économique régionale.

Les membres de l'Assemblée nationale seront informés en temps propice du résultat de ces éventuels pourparlers.

Question par M. Pinard:

1. Le Conseil de la trésorerie a-t-il adopté des règlements concernant les voyages par lignes d'aviation commerciales à l'intérieur et à l'extérieur du Canada de membres de la fonction publique?

Question by Mr. Fortier:

1. Does the Government of Québec intend to renew the ARDA agreement with the federal government, which ends on May 31st 1970?

2. If so, have negotiations been started with the federal government, and from what date?

Answer by Mr. Vincent:

1. and 2.

The present federal-provincial agreement on ARDA should definitely end on March 30th 1970, and not on May 31st as stated in the question.

Up till now, the Government of Québec has not received any proposition from the federal government respecting the future of the programme.

It is expected, however, that discussions will be held soon at the employee level, which discussions could eventually lead to agreements on co-operation under the Act respecting the new federal department of regional economic expansion.

The Members of the National Assembly will be informed at the proper time respecting the results of the eventual talks.

Question by Mr. Pinard:

1. Have regulations been adopted by the Treasury Board respecting trips taken inside and outside Canada by members of the Civil Service using commercial airlines?

2. Quand les principaux règlements ont-ils été adoptés et à quelle date remonte leur dernière révision ?

3. Quels critères servent à déterminer les personnes de la fonction publique habilitées à voyager par avion *a)* en première classe, *b)* en classe dite économique, et comment est établie, en réalité, la ligne de démarcation entre les deux groupes ?

Réponse par M. Dozois :

1 et 2. Le Conseil de la trésorerie n'a pas adopté de règlement concernant les sujets précités.

3. Le Conseil de la trésorerie applique à tous les membres de la fonction publique quant aux voyages par lignes d'aviation commerciales à l'intérieur et à l'extérieur du Canada, les arrêtés en conseil nos 2496 du 20 septembre 1967 et 1529 du 21 mai 1969, lesquels déterminent que les hauts fonctionnaires ont droit « à une place en classe touriste dans l'avion ou de première classe en cas d'urgence s'il n'y a pas de place en classe touriste ». Outre cette raison d'urgence précisée par le Conseil des ministres, le Conseil de la trésorerie accepte également en pratique, le critère de circonstances exceptionnelles de voyage, pour déterminer les personnes de la fonction publique habilitées à voyager par avion en première classe ou en classe dite économique. L'utilisation de ce dernier critère doit toujours faire l'objet d'une approbation préalable et spécifique du Conseil de la trésorerie.

Le Conseil de la trésorerie se conforme également à une décision de régie interne émanant du Conseil des ministres en date du 13 mai 1964, selon laquelle les membres de la fonction publique doivent accorder une nette préférence aux compagnies d'aviation commerciales canadiennes pour leurs voyages à l'intérieur et à l'extérieur du Canada.

Question par M. Lefebvre :

Quels montants d'intérêts le gouvernement du Québec a-t-il reçus du gouverne-

2. When were the principal regulations adopted and what was the date of the last revision ?

3. What criteria are used to determine the members of the Civil Service who can travel by air *(a)* in First Class, *(b)* in the so-called Economy Class, and how is the dividing line between the two groups established, in actual fact ?

Answer by Mr. Dozois :

1. and 2. The Treasury Board has not adopted any regulations respecting the above-mentioned matters.

3. As regards commercial airline flights both inside and outside Canada, and respecting all the members of the Civil Service, the Treasury Board applies the provisions of Orders in Council No. 2496, dated September 20th 1967 and No. 1529, dated May 21st 1969, which provide that officers are entitled to "a tourist class seat in the aircraft or a first class seat in cases of emergency if there is no room in tourist class". Apart from the reason for an emergency specified by the Cabinet, the Treasury Board accepts in practice the criterion of exceptional circumstances to determine whether members of the Civil Service will travel first class or economy class. The use of this final criterion must always be given the prior and specific approval of the Treasury Board.

The Treasury Board also complies with a decision on internal administration issued by the Cabinet on May 13th 1964, according to which the members of the Civil Service must give a clear preference to Canadian commercial airline companies respecting their trips inside or outside Canada.

Question by Mr. Lefebvre :

What amounts of interest were received by the Government of Québec from the

ment fédéral, en vertu de la Loi canadienne sur les prêts aux étudiants en:

- a) 1966/67;
- b) 1967/68;
- c) 1968/69?

Réponse par M. Cardinal:

- a) 1966/67: \$1,230,572.14;
- b) 1967/68: \$2,402,552.55;
- c) 1968/69: Non disponible.

Question par M. Leduc (Taillon):

1. Quels sont les nom, prénoms et attributions des fonctionnaires du ministère de l'Immigration qui ont voyagé à l'extérieur du Canada, aux frais du gouvernement de la province, entre le 5 novembre 1968 et le 16 mars 1969?

2. Quels ont été, pour chaque voyage:

- a) la date de départ et de retour au pays;
- b) les noms des pays et des villes visités;
- c) le but;
- d) le coût des frais de transport, de séjour, de représentations et autres dépenses?

Réponse par M. Beaulieu:

- 1. Non.
- 2. Nil.

federal government under the Canadian Students Loans Act:

- (a) in 1966/67;
- (b) in 1967/68;
- (c) in 1968/69?

Answer by Mr. Cardinal:

- (a) 1966/67: \$1,230,572.14;
- (b) 1967/68: \$2,402,552.55;
- (c) 1968/69: Not available.

Question by Mr. Leduc (Taillon):

1. What are the names, given names and duties of the employees of the Department of Immigration who travelled outside Canada at the expense of the Government of the Province, between November 5th 1968 and March 16th 1969?

2. Respecting each trip:

- (a) what is the date of departure and return to the country;
- (b) what are the names of the countries and cities visited;
- (c) what was the purpose of the visit;
- (d) what was the cost of the travelling, hotel, representation and other expenses?

Answer by Mr. Beaulieu:

- 1. No.
- 2. Nil.

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante par M. Pinard:

1. De quelle façon la Commission hydroélectrique de Québec procède-t-elle lorsqu'elle désire disposer de matériaux dont elle n'a plus besoin?

2. S'il y a eu ventes de ces matériaux, depuis le 16 juin 1966 jusqu'au 28 février 1969, quels sont:

- a) les nom, prénoms et adresse des acheteurs;
- b) le montant total des ventes?

The Order of the Day being called for the consideration by the House of a question by Mr. Pinard:

1. In what way does the Québec Hydro-Electric Commission proceed when it wishes to dispose of material which it no longer needs?

2. If there were any sales of such material from June 16th 1966 to February 28th 1969:

- (a) what are the names, given names and addresses of the purchasers;
- (b) what was the total amount of the sales?

Sur la motion de M. Bellemare, il est—
Ordonné qu'il soit produit et déposé sur le bureau de la chambre un document contenant les informations demandées.

M. Allard dépose sur le bureau de la chambre ledit document.

(Document de la session no 156.)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante par M. Mailloux:

1. Le ministère de l'Agriculture et de la Colonisation a-t-il octroyé des heures de travaux d'amélioration de fermes, dans le comté de Charlevoix, depuis le 1er janvier 1968 jusqu'au 8 mai 1969?

2. Si oui, quel en est le nombre total?

3. Quelles sont les municipalités qui ont bénéficié de ces travaux avec, en regard, le nombre d'heures octroyées à chacune?

4. Quels sont les nom, prénoms et adresse des entrepreneurs qui ont exécuté ces travaux avec, en regard, le nombre d'heures octroyées à chacun?

5. Quel fut le rendement « heures » de chaque entrepreneur en 1968?

6. Le ministère a-t-il refusé de payer en tout ou en partie certains comptes produits par des entrepreneurs et, dans l'affirmative:

a) quels sont les noms des entrepreneurs concernés;

b) le nombre d'heures et le montant total retranché dans chaque cas;

c) les raisons dans chaque cas?

7. Y a-t-il des cas où le ministère a octroyé des heures d'amélioration de fermes dont il a payé entièrement le coût, en raison de dommages subis par des cultivateurs du comté de Charlevoix, en 1968, à la suite d'inondation?

8. Si oui, quels sont:

a) les nom, prénoms et adresse des entrepreneurs qui ont exécuté ces travaux;

On motion of Mr. Bellemare,—

Ordered, That there be tabled a document covering the information requested.

Mr. Allard tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 156.)

The Order of the Day being called for the consideration by the House of a question by Mr. Mailloux:

1. Were any hours of farm improvement work granted in Charlevoix County by the Department of Agriculture and Colonization, from January 1st 1966 to May 8th 1969?

2. If so, what was the total number thereof?

3. What municipalities benefited from such work, and how many hours were granted to each one?

4. What are the names, given names and addresses of the contractors who carried out the work, and how many hours were allotted to each one?

5. What was the "hour" output of each contractor in 1968?

6. Did the Department refuse to pay certain accounts produced by some contractors, in whole or in part, and if so:

(a) what are the names of the contractors concerned;

(b) what were the number of hours and the amount deducted in each case;

(c) what were the reasons in each case?

7. Were there any cases in which the Department granted hours for farm improvement work for which it paid the entire cost, because of damage suffered by the farmers of Charlevoix County in 1968, as the result of floods?

8. If so:

(a) what are the names, given names and addresses of the contractors who carried out the work;

b) le nombre d'heures effectuées par chacun;

c) le montant total payé à chaque entrepreneur pour ces travaux?

9. Quels sont les noms et adresse des personnes où ces travaux furent exécutés et le nombre d'heures à chaque endroit?

Sur la motion de M. Bellemare, il est—

Ordonné qu'il soit produit et déposé sur le bureau de la chambre un document contenant les informations demandées.

M. Vincent dépose sur le bureau de la chambre ledit document.

(Document de la session no 157.)

L'ordre du jour appelle la chambre à se former de nouveau en comité des subsides.

M. Dozois propose que M. le président quitte maintenant le fauteuil et que la chambre se forme de nouveau en comité des subsides et la motion est adoptée.

En conséquence, la chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

Du consentement unanime du comité des subsides, l'étude des articles du budget du ministère de la Santé par la commission de la Santé, est suspendue durant l'étude par la commission du Travail et de la Main-d'oeuvre des articles du budget de ce ministère.

Sur la motion de M. Bellemare, la commission du Travail et de la Main-d'oeuvre est chargée d'examiner les articles du budget qui la concernent et de faire rapport à ce sujet.

1. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq millions deux cent cin-

(b) how many hours were allotted to each one;

(c) what was the total amount paid to each contractor for such work?

9. What are the names of the persons on whose farms the work was carried out, and how many hours were worked at each place?

On motion of Mr. Bellemare,—

Ordered, That there be tabled a document covering the information requested.

Mr. Vincent tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 157.)

The Order of the Day being read for the House again in Committee of Supply.

Mr. Dozois moved, and the Question being put, that Mr. President do now leave the Chair, it was resolved in the Affirmative. The House accordingly resolved itself into the said Committee.

(IN THE COMMITTEE)

With the unanimous consent of the Committee of Supply, the examination of the items of the budget of the Department of Health by the Committee of Health, was suspended during the examination by the Committee on Labour and Manpower of the items of the budget of such Department.

On motion of Mr. Bellemare, the Committee on Labour and Manpower was directed to examine the items of the budget concerning it and to report on such matter.

1. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of five million two hundred fifty-

quante-trois mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Office d'information et de publicité (Conseil exécutif) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

Résolution à rapporter.

M. le président prend de nouveau place au fauteuil et M. le président du comité fait rapport que ce comité a adopté une résolution et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ladite résolution est lue et agréée.

Résolu qu'à sa prochaine séance la chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Sur la motion de M. Bertrand, il est—
Résolu, que la chambre s'ajourne maintenant.

Et, alors, la chambre s'ajourne.

three thousand dollars, necessary to defray the item, "Information and Publicity Bureau (Executive Council)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

Resolution to be reported.

Mr. President resumed the Chair; and the Chairman reported, that the Committee had come to a resolution.

The Chairman also acquainted the House, that he was directed to move, that the Committee may have leave to sit again.

The resolution was read and agreed to.

Resolved, That this House will, at its next sitting, again resolve itself into the said Committee.

On motion of Mr. Bertrand,—
Resolved, That the House doth now be adjourned.

And then the House adjourned.

N° 48

**JEUDI,
29 mai 1969**

Trois heures de l'après-midi.

Prière.

M. Théorêt, président *pro tempore* de la commission des bills privés et des bills publics, présente le sixième rapport de cette commission ainsi qu'il suit:

Votre commission a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

Bill 198.—Loi modifiant la charte de la Ville de Laval.

Et, sans amendement, le bill suivant:

Bill 214.—Loi concernant Les commissaires d'écoles pour la municipalité de Contrecoeur dans le comté de Richelieu.
Le rapport est lu et reçu.

M. Bellemare propose:

Que la commission de la présidence du Conseil soit autorisée à siéger aujourd'hui, pendant que la chambre est en séance.

La motion est adoptée.

M. Bellemare propose:

Que la commission des bills privés et des bills publics soit autorisée à siéger aujourd'hui, pendant que la chambre est en séance.

La motion est adoptée.

M. Bellemare propose:

Que les noms de MM. Croisetière, Demers et Hamel soient substitués à ceux

**THURSDAY,
May 29th 1969**

Three o'clock, P.M.

Prayers.

Mr. Théorêt, Chairman *pro tempore* of the Committee on Private Bills and Public Bills, presented to the House the sixth report of the said Committee as follows:

Your committee have agreed to report, with amendments, the following bill:

Bill 198.—An Act to amend the charter of the City of Laval.

And, without amendment, the following bill:

Bill 214.—An Act respecting The school commissioners for the municipality of Contrecoeur in the county of Richelieu.
The report was read and received.

Mr. Bellemare moved:

That the Committee on the Presidency of the Council be authorized to sit today whilst the House is sitting.

The motion was adopted.

Mr. Bellemare moved:

That the Committee on Private Bills and Public Bills be authorized to sit today whilst the House is sitting.

The motion was adopted.

Mr. Bellemare moved:

That the names of Messrs. Léveillé, Masse and Proulx be replaced by those of

de MM. Léveillé, Masse et Proulx sur la liste des membres de la commission du Travail et de la Main-d'œuvre.

La motion est adoptée.

M. Allard dépose sur le bureau de la chambre les documents suivants:

Copie d'une lettre d'intention, base d'un contrat définitif de vente et d'achat d'énergie électrique entre la Commission Hydroélectrique de Québec et The New Brunswick Electric Power Commission.

(Document de la session no 158.)

Copie d'une lettre d'intention, base d'un contrat définitif de fourniture d'énergie électrique entre la Commission Hydroélectrique de Québec et The Hydro-Electric Power Commission of Ontario.

(Document de la session no 159.)

Sur la motion de M. Allard, il est—

Ordonné que M. Allard ait la permission de présenter le bill no 37, intitulé: « Loi modifiant la Loi d'Hydro-Québec ».

En conséquence, il présente ce bill qui est lu la première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Vincent, il est—

Ordonné que M. Vincent ait la permission de présenter le bill no 31, intitulé: « Loi modifiant la Loi du crédit agricole ».

En conséquence, il présente ce bill qui est lu la première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Vincent, il est—

Ordonné que M. Vincent ait la permission de présenter le bill no 32, intitulé: « Loi modifiant de nouveau le Code civil ».

En conséquence, il présente ce bill qui est lu la première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Messrs. Croisetière, Demers and Hamel on the list of members of the Committee on Labour and Manpower.

The motion was adopted.

Mr. Allard tabled the following documents:

Copie of a letter of intent, basis for a definitive power contract between the Québec Hydro-Electric Commission and The New Brunswick Electric Power Commission.

(Sessional Papers, No. 158.)

Copie of a letter of intent, basis for a definitive power contract between the Québec Hydro-Electric Commission and The Hydro-Electric Power Commission of Ontario.

(Sessional Papers, No. 159.)

On motion of Mr. Allard,—

Ordered, That Mr. Allard have leave to bring in bill No. 37, intituled: "An Act to amend the Hydro-Québec Act".

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

On motion of Mr. Vincent,—

Ordered, That Mr. Vincent have leave to bring in bill No. 31, intituled: "An Act to amend the Farm Credit Act".

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

On motion of Mr. Vincent,—

Ordered, That Mr. Vincent have leave to bring in bill No. 32, intituled: "An Act to again amend the Civil Code".

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

Sur la motion de M. Vincent, il est—

Ordonné que M. Vincent ait la permission de présenter le bill no 33, intitulé: « Loi modifiant la Loi de l'amélioration des fermes ».

En conséquence, il présente ce bill qui est lu la première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Vincent, il est—

Ordonné que M. Vincent ait la permission de présenter le bill no 34, intitulé: « Loi favorisant la mise en valeur des exploitations agricoles ».

En conséquence, il présente ce bill qui est lu la première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Vincent, il est—

Ordonné que M. Vincent ait la permission de présenter le bill no 35, intitulé: « Loi autorisant de nouveaux crédits pour fins de prêts agricoles ».

En conséquence, il présente ce bill qui est lu la première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

On motion of Mr. Vincent,—

Ordered, That Mr. Vincent have leave to bring in bill No. 33, intituled: "An Act to amend the Farm Improvement Act".

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

On motion of Mr. Vincent,—

Ordered, That Mr. Vincent have leave to bring in bill No. 34, intituled: "An Act to promote the development of agricultural exploitation".

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

On motion of Mr. Vincent,—

Ordered, That Mr. Vincent have leave to bring in bill No. 35, intituled: "An Act to authorize additional appropriations for farm loan purposes".

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 226, intitulé: « Loi modifiant la charte de la cité de Verdun ».

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à la Commission des bills privés et des bills publics.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 230, intitulé: « Loi constituant en corporation Les Soeurs de la Charité d'Ottawa ».

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à la Commission des bills privés et des bills publics.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 226, intituled: "An Act to amend the charter of the city of Verdun".

The bill was accordingly read the second time, and referred to the Committee on Private Bills and Public Bills.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 230, intituled: "An Act to incorporate the "Sisters of Charity of Ottawa".

The bill was accordingly read the second time, and referred to the Committee on Private Bills and Public Bills.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 100, intitulé: « Loi modifiant la charte de la ville de Montréal ».

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à la Commission des bills privés et des bills publics.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 115, intitulé: « Loi modifiant la Loi constituant en corporation The Imperial Trust Company ».

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à la Commission des bills privés et des bills publics.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 156, intitulé: « Loi constituant en corporation Provincial Association of Catholic Teachers of Québec ».

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à la Commission des bills privés et des bills publics.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 171, intitulé: « Loi pour amender la charte de la Compagnie Trust Royal ».

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à la Commission des bills privés et des bills publics.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 208, intitulé: « Loi modifiant la Loi concernant la Fédération des commissions scolaires catholiques du Québec ».

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à la Commission des bills privés et des bills publics.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 100, intitled: "An Act to amend the charter of the city of Montreal".

The bill was accordingly read the second time, and referred to the Committee on Private Bills and Public Bills.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 115, intitled: "An Act to amend the Act to incorporate The Imperial Trust Company".

The bill was accordingly read the second time, and referred to the Committee on Private Bills and Public Bills.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 156, intitled: "An Act to incorporate the Provincial Association of Catholic Teachers of Québec".

The bill was accordingly read the second time, and referred to the Committee on Private Bills and Public Bills.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 171, intitled: "An Act to amend the charter of The Royal Trust Company".

The bill was accordingly read the second time, and referred to the Committee on Private Bills and Public Bills.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 208, intitled: "An Act to amend the Act respecting The Federation of Catholic School Commissions".

The bill was accordingly read the second time, and referred to the Committee on Private Bills and Public Bills.

L'ordre du jour appelle la chambre à se former de nouveau en comité des subsides.

M. Dozois propose que M. le président quitte maintenant le fauteuil et que la

The Order of the Day being read for the House again in Committee of Supply.

Mr. Dozois moved, and the Question being put, that Mr. President do now

chambre se forme de nouveau en comité des subsides et la motion est adoptée.

En conséquence, la chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de six cent cinquante-cinq mille quatre cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Direction générale du théâtre (Affaires culturelles) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

2. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux millions cinq cent trente-huit mille huit cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Direction des bibliothèques (Affaires culturelles) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

3. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de neuf cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Campagnes d'information: crédit qui, sous réserve de l'approbation du Conseil exécutif, pourra être mis à la disposition de certains ministères (Conseil exécutif) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

4. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinquante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Comité d'étude sur les institutions financières (Conseil exécutif) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

5. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de soixante-dix mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Commission d'enquête sur la situation de la Langue française au Québec et les mesures à prendre pour en assurer le

leave the Chair, it was resolved in the Affirmative. The House accordingly resolved itself into the said Committee.

(IN THE COMMITTEE)

1. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of six hundred fifty-five thousand four hundred dollars, necessary to defray the item, "Theatre Branch (Cultural Affairs)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

2. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of two million five hundred thirty-eight thousand eight hundred dollars, necessary to defray the item, "Libraries Branch (Cultural Affairs)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

3. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of nine hundred thousand dollars, necessary to defray the item, "Information campaigns: appropriation which, subject to the approval of the Executive Council, may be made available to certain departments (Executive Council)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

4. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of fifty thousand dollars, necessary to defray the item, "Study committee on financial institutions (Executive Council)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

5. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of seventy thousand dollars, necessary to defray the item, "Commission of inquiry in the state of the French Language in Québec and the measures to be taken to ensure its full development,

plein épanouissement, ainsi que sur les droits linguistiques des citoyens du Québec (Conseil exécutif) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

6. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Réceptions, subventions, comité d'accueil et protocole (Conseil exécutif) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

7. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Honoraires, dépenses diverses ou imprévues (Conseil exécutif) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

8. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cent treize mille neuf cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Administration (Affaires intergouvernementales) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

9. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cent quatre-vingt-dix-huit mille deux cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Direction générale des relations fédérales-provinciales et inter-provinciales (Affaires intergouvernementales) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

10. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux millions neuf cent soixante et un mille deux cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Coopération avec l'extérieur (Affaires intergouvernementales) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

and on the language rights of the citizens of Québec (Executive Council)”, of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

6. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of five hundred thousand dollars, necessary to defray the item, “Receptions, grants, reception committee and protocol (Executive Council)”, of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

7. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of one hundred thousand dollars, necessary to defray the item, “Fees, miscellaneous or unforeseen expenses (Executive Council)”, of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

8. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of two hundred thirteen thousand nine hundred dollars, necessary to defray the item, “Administration (Intergovernmental Affairs)”, of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

9. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of two hundred ninety-eight thousand two hundred dollars, necessary to defray the item, “Federal-Provincial and Interprovincial Relations Branch (Intergovernmental Affairs)”, of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

10. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of two million nine hundred sixty-one thousand two hundred dollars, necessary to defray the item, “Co-operation with other governments (Intergovernmental Affairs)”, of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

11. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux millions quatre cent quatre-vingt-dix-neuf mille quatre cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Direction générale des relations internationales (Affaires intergouvernementales) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

12. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de sept cent cinquante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Office franco-québécois pour la jeunesse (Affaires intergouvernementales) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

Résolutions à rapporter.

M. le président prend de nouveau place au fauteuil et M. le président du comité fait rapport que ce comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Résolu qu'à sa prochaine séance la chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Du consentement unanime de la chambre, et sur la motion de M. Bertrand, il est—

Résolu que, lorsque cette chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à demain, à dix heures et demie du matin.

Et, alors, la chambre s'ajourne.

11. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of two million four hundred ninety-nine thousand four hundred dollars, necessary to defray the item, "International Relations Branch (Intergovernmental Affairs)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

12. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of seven hundred fifty thousand dollars, necessary to defray the item, "Franco-Québec Youth Bureau (Intergovernmental Affairs)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

Resolutions to be reported.

Mr. President resumed the Chair; and the Chairman reported, that the Committee had come to several resolutions.

The Chairman also acquainted the House, that he was directed to move, that the Committee may have leave to sit again.

The resolutions were read and agreed to.

Resolved, That this House will, at its next sitting, again resolve itself into the said Committee.

With the unanimous consent of the House, and on motion of Mr. Bertrand,—

Resolved, That when this House adjourns today, it do stand adjourned until tomorrow at ten-thirty o'clock, A.M.

And then the House adjourned.

N° 49

**VENDREDI,
30 mai 1969**

Dix heures et demie du matin.

Prière.

M. Théorêt, président *pro tempore* de la commission des bills privés et des bills publics, présente le septième rapport de cette commission ainsi qu'il suit:

Votre commission a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

Bill 200.—Loi modifiant la Charte de la cité de Lévis.

Le rapport est lu et reçu.

L'ordre du jour appelle l'adoption du premier rapport du comité parlementaire spécial chargé d'entreprendre la refonte du Code de la route, lequel rapport se lit comme suit:

« À ses débuts, votre Comité fut formé comme un Comité *ad hoc*. Il siégea les 24 et 31 octobre 1968 pour étudier des amendements et, si possible, une refonte complète du Code de la route.

Après les réunions ci-haut mentionnées, la chambre décida le 17 décembre 1968 de former un Comité parlementaire spécial, afin d'étudier une refonte complète du Code de la route.

Ce Comité ayant comme président le député de Kamouraska et le sousigné comme secrétaire, siégea les 16 et 30 janvier 1969 et les 5, 19 et 20 février 1969.

Au cours des discussions, avec la collaboration du Ministre, du sous-ministre et d'experts du ministère des Transports et Communications, ainsi que celle d'un

**FRIDAY,
May 30th 1969**

Ten-thirty o'clock, A.M.

Prayers.

Mr. Théorêt, Chairman *pro tempore* from the Committee on Private Bills and Public Bills, presented to the House the seventh report of the said Committee as follows:

Your committee have agreed to report, with amendments, the following bill:

Bill 200.—An Act to amend The charter of the city of Lévis.

The report was read and received.

The Order of the Day being read for the adoption of the first report of the Special Parliamentary Committee appointed to undertake the revision of the Highway Code, which report reads as follows:

"Your Committee was originally appointed as an *ad hoc* Committee. It met on October 24th and 31st 1968, to examine some amendments, and if possible, to make a complete revision of the Highway Code.

Following the above-mentioned meetings, the House decided, on December 17th 1968, to appoint a Special Parliamentary Committee to examine a complete revision of the Highway Code.

The Committee, which has the Member for Kamouraska as Chairman and the undersigned as Secretary, met on January 16th and 30th 1969, and on February 5th, 19th and 20th 1969.

During the discussions, and with the co-operation of the Minister, Deputy Minister and experts from the Department of Transportation and Communications, to-

spécialiste du ministère de la Voirie, des amendements urgents furent proposés.

Plusieurs de ces amendements furent étudiés et sanctionnés par le Comité pour être présentés à la chambre, spécialement une recommandation visant à utiliser l'ivressomètre.

Votre Comité demanda la permission de siéger à l'avenir pour entendre des témoins et peut-être même voyager dans différentes régions de la Province afin d'étudier la situation et d'entendre des témoignages principalement au sujet des problèmes concernant le Code de la route et la sécurité routière en général ».

M. Bellemare propose que l'ordre qui vient d'être lu soit révoqué.

La motion est adoptée, en conséquence, ledit rapport est retiré.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill no 5, intitulé: « Loi modifiant la Loi du Conseil supérieur de l'éducation ».

M. Cardinal propose que l'ordre qui vient d'être lu soit révoqué, et que ledit bill soit de nouveau renvoyé au comité plénier.

La motion est adoptée.

Résolu que cette chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. le président ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

gether with a specialist from the Department of Roads, urgent amendments were proposed.

Several of the amendments were examined and approved by the Committee, to be introduced in the House, particularly a recommendation contemplating the use of breathalyser tests.

Your Committee requests permission to continue its sittings, to hear witnesses, and even perhaps, to travel to various areas of the Province to examine the situation and hear evidence particularly concerning the problems respecting the Highway Code and highway safety in general".

Mr. Bellemare moved that the Order which had just been read be discharged.

The motion was adopted, the said report was accordingly withdrawn.

The Order of the Day being read for the third reading of bill No. 5, intitled: "An Act to amend the Superior Council of Education Act".

Mr. Cardinal moved that the Order be discharged, and that the said bill be again referred to the Committee of the Whole.

The motion was adopted.

Resolved, That this House do immediately resolve itself into a Committee of the Whole House for the consideration of the bill.

The House accordingly resolved itself into the said Committee; and after some time spent therein, Mr. President resumed the Chair; and the Chairman reported, that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, with an amendment.

The bill as amended was read and agreed to.

Ordered, that the bill be now read the third time.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

The bill was accordingly read the third time.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 37, intitulé: « Loi modifiant la Loi d'Hydro-Québec ».

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 37, intitled: "An Act to amend the Hydro-Québec Act".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la chambre, pour étude au cours de la présente séance.

The bill was accordingly read the second time, and committed for consideration during the present sitting.

Résolu que cette chambre se forme immédiatement en comité.

Resolved, That this House do immediately resolve itself into a Committee of the Whole House for the consideration of the bill.

En conséquence, la chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. le président ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté après l'avoir amendé.

The House accordingly resolved itself into the said Committee; and after some time spent therein, Mr. President resumed the Chair; and the Chairman reported, that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, with an amendment.

Le bill amendé est lu et agréé.

The bill as amended was read and agreed to.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Ordered, that the bill be now read the third time.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

The bill was accordingly read the third time.

Conformément à l'ordre du jour, la chambre se forme en comité plénier pour la prise en considération du bill no 175, intitulé: « Loi constituant la Corporation des Bibliothécaires Professionnels du Québec », et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. le président ayant pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport qu'il a examiné le bill et l'a adopté sans l'amender.

The House, according to Order, resolved itself into a Committee of the Whole House to consider bill No. 175, intitled: "An Act to incorporate The Corporation of Professional Librarians of Québec", and after some time spent therein, Mr. President resumed the Chair, and Mr. Chairman reported that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, without any amendment.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Ordered, That the bill be now read the third time.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

The bill was accordingly read the third time.

Conformément à l'ordre du jour, la chambre se forme en comité plénier pour la prise en considération du bill no 214, intitulé: «Loi concernant Les commissaires d'écoles pour la municipalité de Contrecoeur dans le comté de Richelieu», et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. le président ayant pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport qu'il a examiné le bill et l'a adopté sans l'amender.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la chambre à se former de nouveau en comité des subsides.

M. Dozois propose que M. le président quitte maintenant le fauteuil et que la chambre se forme de nouveau en comité des subsides et la motion est adoptée.

En conséquence, la chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

M. Roy fait le rapport suivant:
M. le président des comités,

J'ai l'honneur de faire rapport que la commission du Travail et de la Main-d'oeuvre, chargée d'examiner les articles du budget des dépenses de ce ministère, a adopté tous les items de ce budget.

La chambre siège en comité des subsides pendant quelque temps, puis, M. le président ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas fini de délibérer et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

The House, according to Order, resolved itself into a Committee of the Whole House to consider bill No. 214, intituled: "An Act respecting The school commissioners for the municipality of Contrecoeur in the county of Richelieu", and after some time spent therein, Mr. President resumed the Chair, and Mr. Chairman reported that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, without any amendment.

Ordered, That the bill be now read the third time.

The bill was accordingly read the third time.

The Order of the Day being read for the House again in Committee of Supply.

Mr. Dozois moved, and the Question being put, that Mr. President do now leave the Chair, it was resolved in the Affirmative. The House accordingly resolved itself into the said Committee.

(IN THE COMMITTEE)

Mr. Roy made the following report:
Mr. Chairman,

I have the honour to report that the Committee on Labour and Manpower, entrusted with the examination of the estimates of such Department, have adopted all the items of this budget.

After some time spent in Committee of Supply, Mr. President resumed the Chair; and the Chairman reported, that the committee had made some progress, and directed him to move for leave to sit again.

Resolved, That this House will, at its next sitting, again resolve itself into the said Committee.

Sur la motion de M. Paul, il est—

Résolu que, lorsque cette chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à lundi prochain, à quatre heures de l'après-midi.

Et, alors, la chambre s'ajourne.

On motion of Mr. Paul,—

Resolved, That when this House adjourns today, it do stand adjourned until Monday next, at four o'clock, P.M.

And then the House adjourned.

**LUNDI,
2 juin 1969**

Quatre heures de l'après-midi.

Prière.

M. le président s'exprime comme suit:

J'ai l'honneur d'informer la chambre que vendredi, le 30 mai 1969, à trois heures et quarante-cinq minutes de l'après-midi, au cabinet du Lieutenant-gouverneur, en présence du Président de l'Assemblée nationale, de M. Dozois, le délégué du Premier ministre, de M. Harvey, le délégué du chef de l'Opposition et du secrétaire de la chancellerie, il a plu à l'honorable Lieutenant-gouverneur de sanctionner les lois suivantes:

- 5 Loi modifiant la Loi du Conseil supérieur de l'éducation;
- 37 Loi modifiant la Loi d'Hydro-Québec;
- 175 Loi constituant La Corporation des Bibliothécaires Professionnels du Québec;
- 214 Loi concernant Les commissaires d'écoles pour la municipalité de Contrecoeur dans le comté de Richelieu.

M. Murray propose, secondé par M. Roy:

Que les articles 615 et 616 du règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de la Fabrique de la paroisse de Sainte-Adèle, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à vendre ou céder un certain lot, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

**MONDAY,
June 2nd 1969**

Four o'clock, P.M.

Prayers.

Mr. President spoke as follows:

I have the honour to inform the House that Friday, May 30th 1969, at three forty-five o'clock, P.M., in the Office of the Lieutenant-Governor, in the presence of the President of the National Assembly, of Mr. Dozois, the Delegate of the Prime Minister, of Mr. Harvey, the Delegate of the Leader of the Opposition, and of the Clerk of the Crown in Chancery, the Honourable the Lieutenant-Governor was pleased to sanction the following bills:

- 5 An Act to amend the Superior Council of Education Act;
- 37 An Act to amend the Hydro-Québec Act;
- 175 An Act to incorporate The Corporation of Professional Librarians of Québec;
- 214 An Act respecting The school commissioners for the municipality of Contrecoeur in the county of Richelieu.

Mr. Murray moved, seconded by Mr. Roy:

That articles 615 and 616 of the Rules be suspended and that he be permitted to present the petition from the Fabrique of the parish of Sainte-Adèle, praying for an Act authorizing it to sell or convey a certain lot, and that this petition be now presented, read and received.

La motion est adoptée, en conséquence, ladite pétition est présentée, lue et reçue.

The motion was adopted, accordingly, the said petition was presented, read and received.

L'ordre du jour appelle la chambre à se former de nouveau en comité des subsides.

M. Dozois propose que M. le président quitte maintenant le fauteuil et que la chambre se forme de nouveau en comité des subsides et la motion est adoptée.

En conséquence, la chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de un million deux cent cinquante-six mille cent dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Commission de la fonction publique du Québec (Conseil exécutif) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

2. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois cent trente-sept mille deux cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Direction générale des relations de travail (Conseil exécutif) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

3. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de six cent cinquante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Coordination des services de gestion de personnel et de relations de travail (Conseil exécutif) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

4. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de un million quatre-vingt-trois mille deux cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article:

The Order of the Day being read for the House again in Committee of Supply.

Mr. Dozois moved, and the Question being put, that Mr. President do now leave the Chair, it was resolved in the Affirmative. The House accordingly resolved itself into the said Committee.

(IN THE COMMITTEE)

1. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of one million two hundred fifty-six thousand one hundred dollars, necessary to defray the item, "Québec Civil Service Commission (Executive Council)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

2. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of three hundred thirty-seven thousand two hundred dollars, necessary to defray the item, "Labour Relations Branch (Executive Council)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

3. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of six hundred fifty thousand dollars, necessary to defray the item, "Co-ordination of personnel management and labour relations (Executive Council)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

4. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of one million eighty-three thousand two hundred dollars, necessary to defray the item, "Québec Planning Bureau (Exec-

« Office de planification du Québec (Conseil exécutif) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

5. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de six cent quatre-vingt-quatre mille trois cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Administration (Secrétariat de la province) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

6. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre cent seize mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Éditeur officiel du Québec (Secrétariat de la province) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

7. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de neuf cent quatre-vingt-trois mille deux cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Service de la polycopie (Secrétariat de la province) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

8. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent vingt-six mille cent dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Service de la traduction (Secrétariat de la province) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

9. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de neuf cent trente et un mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Conciliation entre locataires et propriétaires (Secrétariat de la province) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

10. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinquante-cinq mille deux cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Service de l'arti-

utive Council) », of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

5. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of six hundred eighty-four thousand three hundred dollars, necessary to defray the item, "Administration (Provincial Secretary)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

6. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of four hundred sixteen thousand dollars, necessary to defray the item, "Québec Official Publisher (Provincial Secretary)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

7. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of nine hundred eighty-three thousand two hundred dollars, necessary to defray the item, "Duplicating Service (Provincial Secretary)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

8. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of one hundred twenty-six thousand one hundred dollars, necessary to defray the item, "Translation Service (Provincial Secretary)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

9. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of nine hundred thirty-one thousand dollars, necessary to defray the item, "Conciliation between lessees and property-owners (Provincial Secretary)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

10. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of fifty-five thousand two hundred dollars, necessary to defray the item, "Handicraft and art craft service (Pro-

sanat et des métiers d'art (Secrétariat de la province) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

11. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Échange d'étudiants, Québec et autres provinces (Secrétariat de la province) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

12. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Dépenses diverses ou imprévues (Secrétariat de la province) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

Résolutions à rapporter.

M. le président prend de nouveau place au fauteuil et M. le président du comité fait rapport que ce comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Résolu qu'à sa prochaine séance la chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Et, alors la chambre s'ajourne.

vincial Secretary)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

11. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of two hundred thousand dollars, necessary to defray the item, "Students Exchange, Québec and other provinces (Provincial Secretary)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

12. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of five thousand dollars, necessary to defray the item, "Miscellaneous or unforeseen expenses (Provincial Secretary)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

Resolutions to be reported.

Mr. President resumed the Chair; and the Chairman reported, that the Committee had come to several resolutions.

The Chairman also acquainted the House, that he was directed to move, that the Committee may have leave to sit again.

The resolutions were read and agreed to.

Resolved, That this House will, at its next sitting, again resolve itself into the said Committee.

And then the House adjourned.

**MARDI,
3 juin 1969**

Trois heures de l'après-midi.

Prière.

Le secrétaire informe la chambre que M. le président ainsi que M. le président des comités sont absents.

M. Bertrand propose:

Que, pour aujourd'hui, M. Théorêt, député du district électoral de Papineau, remplisse les fonctions de président de la chambre et que M. Sauvageau, député du district électoral de Bourget, remplisse les fonctions de président des comités pléniers de la chambre.

La motion est adoptée à l'unanimité.

Sur la motion de M. Bertrand, il est—

Ordonné que M. Bertrand ait la permission de présenter le bill no 38, intitulé: « Loi des substituts du procureur général ».

En conséquence, il présente ce bill qui est lu la première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

M. Bertrand dépose sur le bureau de la chambre les documents suivants:

Copie de l'accord de coopération et d'échanges en matière d'éducation et de culture entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de l'Ontario, qui sera signé à Québec, demain le 4 juin 1969, par M. Jean-Jacques Bertrand, Premier ministre, pour le gouvernement du Québec

**TUESDAY,
June 3rd 1969**

Three o'clock, P.M.

Prayers.

The Secretary informed the House that Mr. President and Mr. Chairman were both absent.

Mr. Bertrand moved:

That for today, Mr. Théorêt, Member for the electoral district of Papineau, do assume the duties of the President of the House and that Mr. Sauvageau, Member for the electoral district of Bourget, do assume the duties of Chairman of Committees of the Whole House.

The motion was unanimously adopted.

On motion of Mr. Bertrand,—

Ordered, That Mr. Bertrand have leave to bring in bill No. 38, intituled: "Attorney-General's Prosecutors Act".

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

Mr. Bertrand tabled the following documents:

Copy of an agreement for Co-operation and Exchange in Educational and Cultural Matters between the government of Québec and the government of Ontario, which will be signed in Québec tomorrow, June 4th 1969, by Mr. Jean-Jacques Bertrand, Prime Minister, on behalf of

et par M. John P. Robarts, Premier ministre, pour le gouvernement de l'Ontario.

(Document de la session no 160.)

Copie de l'accord de coopération et d'échanges en matière d'éducation et de culture entre le gouvernement de l'Ontario et le gouvernement du Québec, qui sera signé à Québec, demain le 4 juin 1969, par M. John P. Robarts, Premier ministre, pour le gouvernement de l'Ontario et par M. Jean-Jacques Bertrand, Premier ministre, pour le gouvernement du Québec.

(Document de la session no 161.)

the government of Québec and by Mr. John P. Robarts, Prime Minister, on behalf of the government of Ontario.

(Sessional Papers, No. 160.)

Copy of an agreement for Co-operation and Exchange in Educational and Cultural Matters between the government of Ontario and the government of Québec, which will be signed in Québec tomorrow, June 4th 1969, by Mr. John P. Robarts, Prime Minister, on behalf of the government of Ontario and by Mr. Jean-Jacques Bertrand, Prime Minister, on behalf of the government of Québec.

(Sessional Papers, No. 161.)

Du consentement unanime de la chambre, M. Paul propose:

Que le nom de M. Bousquet soit substitué à celui de M. Cardinal sur la liste des membres de la commission parlementaire spéciale sur le problème de la liberté de la presse.

La motion est adoptée.

Du consentement unanime de la chambre, M. Paul propose:

Que MM. Beaulieu, Bourassa, Dozois, Gardner, Leduc (Laviolette), Lesage, Pinard et Russell forment la commission des engagements financiers du gouvernement, et que M. Leduc (Laviolette) en soit nommé le président.

La motion est adoptée.

With the unanimous consent of the House, Mr. Paul moved:

That the name of Mr. Cardinal be replaced by that of Mr. Bousquet on the list of members of the Special Parliamentary Committee on the problem of the freedom of the press.

The motion was adopted.

With the unanimous consent of the House, Mr. Paul moved:

That Messrs. Beaulieu, Bourassa, Dozois, Gardner, Leduc (Laviolette), Lesage, Pinard and Russell do compose the Committee on Financial Commitments of the Government, and that Mr. Leduc (Laviolette) be appointed Chairman thereof.

The motion was adopted.

Conformément à l'ordre du jour, la chambre reprend le débat ajourné le 27 mai sur la motion de M. Dozois du 29 avril, proposant que M. le président quitte maintenant le fauteuil et que la chambre se forme de nouveau en comité des voies et moyens.

The House, according to Order, resumed the debate adjourned on May 27th on the motion proposed April 29th, by Mr. Dozois, that Mr. President do now leave the Chair and that the House do again resolve itself into Committee of Ways and Means.

Et le débat se continue.

Sur la motion de M. Paul pour M. Bellemare, il est—

Ordonné que le débat soit ajourné.

And the debate continuing.

On motion of Mr. Paul, on behalf of Mr. Bellemare,—

Ordered, That the debate be adjourned.

L'ordre du jour appelle la chambre à se former de nouveau en comité des subsides.

M. Dozois propose que M. le président quitte maintenant le fauteuil et que la chambre se forme de nouveau en comité des subsides et la motion est adoptée.

En conséquence, la chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

The Order of the Day being read for the House again in Committee of Supply.

Mr. Dozois moved, and the Question being put, that Mr. President do now leave the Chair, it was resolved in the Affirmative. The House accordingly resolved itself into the said Committee.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq cent vingt-quatre mille six cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Direction des monuments historiques (Affaires culturelles) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

2. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de un million quatre-vingt-seize mille huit cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Direction générale du cinéma (Affaires culturelles) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

3. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux millions neuf cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Subventions (Affaires culturelles) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

4. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de dix mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Dépenses diverses ou imprévues (Affaires

(IN THE COMMITTEE)

1. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of five hundred twenty-four thousand six hundred dollars, necessary to defray the item, "Historic Monuments Branch (Cultural Affairs)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

2. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of one million ninety-six thousand eight hundred dollars, necessary to defray the item, "Cinema Branch (Cultural Affairs)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

3. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of two million nine hundred thousand dollars, necessary to defray the item, "Grants (Cultural Affairs)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

4. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of ten thousand dollars, necessary to defray the item, "Miscellaneous or unforeseen expenses (Cultural Affairs)", of

culturelles) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

5. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois millions sept cent vingt-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Achat, construction et transformation d'immeubles, y compris ameublement et équipement (Affaires culturelles) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

6. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq cent quarante-neuf mille deux cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Administration (Revenu) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

7. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Service de l'informatique (Revenu) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

8. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de onze millions huit cent soixante-quatre mille six cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Direction des impôts (Revenu) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

9. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de neuf millions sept cent cinquante-neuf mille cent dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Direction des taxes de vente (Revenu) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

10. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de un million cinq cent vingt-neuf mille sept cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article:

the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

5. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of three million seven hundred twenty-five thousand dollars, necessary to defray the item, "Purchase, construction and alteration of immoveables, including furnishings and equipment (Cultural Affairs)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

6. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of five hundred forty-nine thousand two hundred dollars, necessary to defray the item, "Administration (Revenue)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

7. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of one thousand dollars, necessary to defray the item, "Data-processing Service (Revenue)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

8. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of eleven million eight hundred sixty-four thousand six hundred dollars, necessary to defray the item, "Income Tax Branch (Revenue)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

9. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of nine million seven hundred fifty-nine thousand one hundred dollars, necessary to defray the item, "Sales Tax Branch (Revenue)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

10. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of one million five hundred twenty-nine thousand seven hundred dollars, necessary to defray the item, "Auxiliary

« Direction des services auxiliaires et techniques (Revenu) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

Résolutions à rapporter.

and Technical Services Branch (Revenue)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

Resolutions to be reported.

M. le président prend de nouveau place au fauteuil et M. le président du comité fait rapport que ce comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Résolu qu'à sa prochaine séance la chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Mr. President resumed the Chair; and the Chairman reported, that the Committee had come to several resolutions.

The Chairman also acquainted the House, that he was directed to move, that the Committee may have leave to sit again.

The resolutions were read and agreed to.

Resolved, That this House will, at its next sitting, again resolve itself into the said Committee.

Et, alors, la chambre s'ajourne.

And then the House adjourned.

N° 52

**MERCREDI,
4 juin 1969**

Trois heures de l'après-midi.

Prière

M. Paul propose:

Que le nom de M. Théorêt soit substitué à celui de M. Fréchette sur la liste des membres de la commission de l'administration de la Justice.

La motion est adoptée.

M. Paul propose:

Que la commission parlementaire spéciale sur le problème de la liberté de la presse soit autorisée à siéger aujourd'hui, pendant que la chambre est en séance.

La motion est adoptée.

M. Paul propose:

Que la commission des bills privés et des bills publics soit autorisée à siéger demain, jeudi le 5 juin, ainsi que vendredi le 6 juin, pendant que la chambre sera en séance.

La motion est adoptée.

Sur la motion de M. Johnston, il est—

Ordonné que M. Johnston ait la permission de présenter le bill no 39, intitulé: « Loi modifiant la Loi de l'impôt provincial sur le revenu ».

En conséquence, il présente ce bill qui est lu la première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Johnston, il est—

Ordonné que M. Johnston ait la permission de présenter le bill no 41 intitulé:

**WEDNESDAY,
June 4th 1969**

Three o'clock, P.M.

Prayers.

Mr. Paul moved:

That the name of Mr. Fréchette be replaced by that of Mr. Théorêt on the list of names of the Committee on the Administration of Justice.

The motion was adopted.

Mr. Paul moved:

That the Special Parliamentary Committee on the problem of the freedom of the press be authorized to sit today, whilst the House is sitting.

The motion was adopted.

Mr. Paul moved:

That the Committee on Private Bills and Public Bills be authorized to sit tomorrow, Thursday, June 5th, as well as Friday, June 6th, whilst the House is sitting.

The motion was adopted.

On motion of Mr. Johnston,—

Ordered, That Mr. Johnston have leave to bring in bill No. 39 intituled: "An Act to amend the Provincial Income Tax Act".

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

On motion of Mr. Johnston,—

Ordered, That Mr. Johnston have leave to bring in bill No. 41 intituled: "An Act

« Loi modifiant la Loi de l'impôt sur la vente en détail ».

En conséquence, il présente ce bill qui est lu la première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Lussier, il est—

Ordonné que M. Lussier ait la permission de présenter le bill no 42, intitulé: « Loi accordant des subventions spéciales aux municipalités de 50,000 âmes ou plus ».

En conséquence, il présente ce bill qui est lu la première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

to amend the Retail Sales Tax Act”.

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

On motion of Mr. Lussier,—

Ordered, That Mr. Lussier have leave to bring in bill No. 42 intituled: “An Act granting special subsidies to municipalities of 50,000 souls or more”.

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

Question par M. Pinard:

1. Depuis le 16 juin 1966 jusqu'au 28 février 1969, combien de projets ont été exécutés sous l'autorité du ministère de la Voirie, dans le comté de Bagot, alors que les matériaux et la machinerie ont été fournis par des entrepreneurs?

2. Quel est le coût total de ces projets?

3. Quels sont les montants totaux payés pour:

a) achat de matériaux;

b) location de machinerie et d'outillage?

Réponse par M. Lafontaine:

1. Aucun entrepreneur n'a fourni les matériaux et loué l'outillage pour l'exécution d'un même projet à la fois.

2. et 3. Des entrepreneurs ont loué de l'outillage pour un montant de \$257,496 au cours de l'exécution de 55 projets totalisant \$1,132,540.70.

Des matériaux ont été fournis par des entrepreneurs pour un montant de \$5,185.04 pour l'exécution de 8 projets totalisant \$193,267.35.

Question by Mr. Pinard:

1. From June 16th 1966 to February 28th 1969, how many projects were carried out in Bagot County under the authority of the Department of Roads, with the materials and equipment being provided by the contractors?

2. What was the cost of such projects?

3. What were the total amounts paid:

(a) for the purchase of materials;

(b) for the rental of machinery and equipment?

Answer by Mr. Lafontaine:

1. The materials were not provided nor was the equipment rented by any one contractor for the carrying out of one project at a time.

2. and 3. The contractors rented equipment for an amount of \$257,496 during the carrying out of 55 projects totalling \$1,132,540.70.

The contractors provided material for an amount of \$5,185.04 to carry out 8 projects totalling \$193,267.35.

Question par M. Bourassa:

Quel est le montant total des sommes qui ont été confiées à la Caisse de dépôt et placement du Québec, depuis le 1er mars 1968 jusqu'au 28 février 1969, par la Régie des rentes du Québec ?

Réponse par M. Dozois:

\$223,045,000.00.

Question par M. Binette:

1. Quel montant la Compagnie Sogespas a-t-elle versé au gouvernement, à titre de loyer, pour le droit exclusif d'exploiter la concession du Parc d'Oka, maintenant désigné sous le nom de Parc Paul Sauvé, au cours de la saison 1968 ?

2. Quels sont :

- a) les nom, prénoms et adresse des directeurs et officiers de cette compagnie;
- b) la date de son incorporation ?

Réponse par M. Loubier:

En 1968, la compagnie Sogespas n'a pas exploité de concession pour le ministère dans le parc Paul Sauvé.

Question par M. Lacroix:

1. Quel montant total le ministère du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche a-t-il dépensé, depuis le 1er mai 1968 jusqu'à ce jour, pour l'aménagement d'un terrain de camping dans les limites de la ville de Trois-Pistoles ?

2. Quelle est la répartition de cette dépense ?

3. À quelle date le terrain en question a-t-il été acquis, de qui et à quel prix ?

4. Quelles sont :

- a) la superficie totale;
- b) l'évaluation municipale ?

Réponse par M. Loubier:

1. \$8,470.36.

2. La répartition de cette dépense représente les frais d'honoraires des ingé-

Question by Mr. Bourassa:

What was the total amount of the sums entrusted to the Québec Deposit and Investment Fund by the Québec Pension Plan, from March 1st 1968 to February 28th 1969 ?

Answer by Mr. Dozois:

\$223,045,000.00.

Question by Mr. Binette:

1. What amount did the Compagnie Sogespas pay to the government in the form of rent for the exclusive right to exploit the concession at Oka Park, now known as Paul Sauvé Park, during the 1968 season ?

2. What are the names, given names and addresses of the directors and officers of such company;

(b) what was the date of its incorporation ?

Answer by Mr. Loubier:

The firm of Sogespas did not operate any concession for the Department, in Paul Sauvé Park in 1968.

Question by Mr. Lacroix:

1. What amount was spent by the Department of Tourism, Fish and Game, from May 1st 1968 to date, for the setting up of a camping ground within the limits of the town of Trois-Pistoles ?

2. What is the breakdown of such expenditure ?

3. On what date was the piece of land in question acquired, from whom and at what price ?

4. (a) what is the total area;

(b) what is the municipal valuation ?

Answer by Mr. Loubier:

1. \$8,470.36.

2. This expenditure represents the fees paid to the consulting engineers who

nieurs-conseils, qui ont étudié pour le ministère les terrains qui devaient être acquis.

3. Le terrain en question n'a pas encore été acquis: une partie appartient à la ville et l'autre à plusieurs propriétaires.

4. a) Environ 180 acres;
- b) inconnue au ministère.

Question par M. Leduc (Taillon):

1. Le gouvernement a-t-il institué un service permanent habilité à délivrer les attestations et les certificats d'équivalence aux immigrants et à tous les autres étrangers, depuis le 12 juin 1968?

2. Dans l'affirmative:

- a) à quelle date;
- b) quel est le nombre d'attestations et de certificats qui avaient été délivrés le 15 mars 1969?

Réponse par M. Cardinal:

1. Oui.
2. a) le 26 juin 1968;
- b) 1,252.

Question par M. Leduc (Taillon):

1. Le titulaire du ministère de l'Éducation a-t-il voyagé à l'extérieur du Canada, aux frais du gouvernement de la province, entre le 21 février 1968 et le 16 mars 1969?

2. Dans l'affirmative, quels ont été, pour chaque voyage:

- a) les dates de départ et de retour au pays;
- b) les noms des pays et des villes visités;
- c) le but;
- d) le coût des frais de transport, de séjour, de représentations et autres dépenses?

Réponse par M. Cardinal:

1. Oui.
2. a) Départ: 19 avril 1968;
Retour: 1er mai 1968;

surveyed the land which was to be acquired.

3. The land in question has not yet been acquired. A part of it belongs to the town and the remainder to several proprietors.

4. (a) About 180 acres;
- (b) not known by the Department.

Question by Mr. Leduc (Taillon):

1. Has the government set up a service empowered to issue attestations and certificates of equivalence to immigrants and to all other foreigners, since June 12th 1968?

2. If so:

- (a) on what date;
- (b) what was the number of attestations or certificates issued as at March 15th 1969?

Answer by Mr. Cardinal:

1. Yes.
2. (a) June 26th 1968;
- (b) 1,252.

Question by Mr. Leduc (Taillon):

1. Did the Head of the Department of Education travel outside Canada, between February 21st 1968 and March 16th 1969 at the expense of the Government of the Province?

2. If so, and respecting each trip:

- (a) what were the dates of departure and return to the country;
- (b) what are the names of the countries and cities visited;
- (c) what was the purpose of the visit;
- (d) what was the cost of the travelling, hotel, representation and other expenses?

Answer by Mr. Cardinal:

1. Yes.
2. (a) Departure: April 19th 1968;
Return: May 1st 1968;

b) Paris;
c) Représenter le Québec à la 2e session de la Conférence des Ministres de l'Éducation des pays francophones et malgaches;

d) \$2,113.00;

a) Départ: 14 septembre 1968;

Retour: 17 septembre 1968;

b) Paris-Nice-Cannes;

c) Représenter le Premier Ministre, feu l'honorable Daniel Johnson au Congrès général des clubs Richelieu à Cannes;

d) \$1,042.00.

2. a) Départ: 21 janvier 1969.

Retour: 28 janvier 1969;

b) Paris;

c) Rencontrer, à la demande du Premier Ministre du Québec, les autorités du gouvernement français;

d) \$1,570.00.

Question par M. Fournier:

1. Quel montant total le gouvernement du Québec a-t-il reçu du gouvernement du Canada, en 1968/69, afin d'aider à défrayer le coût de l'enseignement post-secondaire?

2. De cette somme, quel a été le montant total des subventions consenties à chaque université?

Réponse par M. Cardinal:

1. \$59,920,000.00.

2. Le montant total des paiements effectués par le gouvernement du Canada au titre des coûts de l'enseignement post-secondaire est déposé en entier au fonds consolidé du Revenu du gouvernement du Québec.

Question par M. Fournier:

1. Le gouvernement du Québec reçoit-il un paiement de remplacement du gouvernement fédéral parce qu'il ne participe pas au régime canadien de prêts aux étudiants?

(b) Paris;

(c) to represent Québec at the 2nd session of the Meeting of the Education Ministers from the French speaking and Madagascan countries;

(d) \$2,113.00;

(a) Departure: September 14th 1968;

Return: September 17th 1968;

(b) Paris-Nice-Cannes;

(c) to represent the late Prime Minister, the Honourable Daniel Johnson, at the General Convention of Richelieu Clubs at Cannes;

(d) \$1,042.00.

2. (a) Departure: January 21st 1969;

Return: January 28th 1969;

(b) Paris;

(c) to meet the authorities of the French Government, at the request of the Prime Minister of Québec;

(d) \$1,570.00.

Question by Mr. Fournier:

1. What amount was received by the Government of Québec from the Government of Canada, in 1968/69, to help defray the cost of post-secondary education?

2. What was the total amount of the grants paid to each university out of such amount?

Answer by Mr. Cardinal:

1. \$59,920,000.00.

2. The total amount of the payments made by the Government of Canada towards the costs of post-secondary education is deposited in full in the consolidated revenue fund of the Government of Québec.

Question by Mr. Fournier:

1. Does the Government of Québec receive a compensation payment from the federal government for not taking part in the Canadian Student Loan Plan?

2. Dans l'affirmative, sur quelles bases le calcul de la compensation est-il fait ?

3. Quel montant a-t-il reçu en 1968 ?

Réponse par M. Cardinal:

1. Oui.

2. L'article 12 de la loi canadienne sur les prêts aux étudiants prévoit qu'un paiement de remplacement doit être versé à une province pour toute année de prêt durant laquelle cette province n'a pas participé au régime fédéral. Les principaux facteurs utilisés dans le calcul du paiement de remplacement sont les suivants:

a) l'ensemble des montants que le gouvernement fédéral a payé aux banques à l'égard des prêts garantis aux étudiants des provinces participantes en intérêts, en réclamations pour perte, de même qu'en frais de perception;

b) le nombre des habitants âgés de 18 à 24 ans du Québec par rapport au nombre d'habitants âgés de 18 à 24 ans dans les autres provinces canadiennes.

3. \$2,402,552.55.

Question par M. Lacroix:

1. Le gouvernement a-t-il fait des déboursés expressément pour mademoiselle Pauline Julien qui a assisté à la Conférence sur la francophonie tenue à Niamey, au mois de février 1969 ?

2. Dans l'affirmative, quel est le montant total de ces déboursés ?

3. Quel a été le coût total des frais de transport, de séjour et de toutes les autres dépenses payés par le gouvernement de la Province pour participer à cette conférence ?

4. Le gouvernement du Canada avait-il offert de défrayer les dépenses de la délégation québécoise ?

5. Si oui, pourquoi cette aide a-t-elle été refusée ?

Réponse par M. Bertrand:

1. Nil.

2. If so, on what basis is the compensation calculated ?

3. What amount was received in 1968 ?

Answer by Mr. Cardinal:

1. Yes.

2. Section 12 of the Canadian Student Loans Act provides that a reimbursement shall be paid to a Province for each loan year during which the Province has not participated in the federal system. The principal factors used to calculate the reimbursement payment are as follows:

(a) the whole of the amounts which the federal government has paid to the banks respecting loans guaranteed to the students of the participating Provinces in interest, claims for losses and also for collection fees;

(b) the number of Québec inhabitants aged from 18 to 24 compared to the number of inhabitants aged from 18 to 24 in the other Canadian Provinces.

3. \$2,402.552.55.

Question by Mr. Lacroix:

1. Did the government make any disbursements expressly for Miss Pauline Julien who attended the Conference on the French Speaking World which was held at Niamey in February 1969 ?

2. If so, what is the total amount of such disbursements ?

3. What was the total cost of the travelling and hotel expenses paid by the Government of the Province for participating in such conference ?

4. Did the Government of Canada offer to pay the expenses of the Québec delegation ?

5. If so, why was such assistance refused ?

Answer by Mr. Bertrand:

1. Nil.

2. Nil.

3. \$9,303.66.

4. Oui.

5. Parce que la délégation québécoise représentait le Québec.

Question par M. Lacroix:

1. Quels montants le ministère de l'Éducation a-t-il versés aux commissions scolaires, à titre de subventions d'équilibre budgétaire:

a) en mars 1969;

b) en avril 1969?

2. Quel était le montant total encore dû aux commissions scolaires en date du 30 avril 1969?

Réponse par M. Cardinal:

1. a) \$12,496,166.34;

b) \$10,801,384.61.

2. \$315,700,000.00.

Question par M. Leduc (Taillon):

1. Le titulaire du ministère des Finances a-t-il voyagé à l'extérieur du Canada, aux frais du gouvernement de la province, entre le 21 février 1968 et le 16 mars 1969?

2. Dans l'affirmative, quels ont été, pour chaque voyage:

a) les dates de départ et de retour au pays;

b) les noms des pays et des villes visités;

c) le but;

d) le coût des frais de transport, de séjour, de représentations et autres dépenses?

Réponse par M. Dozois:

1. Oui.

2. i) a) 14 au 22 septembre 1968;

b) Allemagne (Dusseldorf); France (Paris); Angleterre (Londres);

c) Marge bancaire de DM 120 millions obtenue de Rheinische Girozentrale et rencontres avec des banquiers à Paris et à Londres.

2. Nil.

3. \$9,303.66.

4. Yes.

5. Because the Québec delegation was representing Québec.

Question by Mr. Lacroix:

1. What amounts were paid to the school boards in the form of budget balancing grants:

(a) in March 1969;

(b) in April 1969?

2. What was the total amount still owing to the school boards as at April 30th 1969?

Answer by Mr. Cardinal:

1. (a) \$12,496,166.34;

(b) \$10,801,384.61.

2. \$315,700,000.00.

Question of Mr. Leduc (Taillon):

1. Did the Head of the Department of Finance travel outside Canada, between February 21st 1968 and March 16th 1969, at the expense of the Government of the Province?

2. If so, and respecting each trip:

(a) what were the dates of departure and return to the country;

(b) what are the names of the countries and cities visited;

(c) what was the purpose of the visit;

(d) what was the cost of the travelling, hotel, representation and other expenses?

Answer by Mr. Dozois:

1. Yes.

2. (i) (a) September 14th to 22nd 1968;

(b) Germany (Dusseldorf); France (Paris); England (London);

(c) to negotiate the bank loan of 120 million German marks obtained from Rheinische Girozentrale, and meetings with bankers in Paris and London;

- d) \$1,528.00.
- ii) a) 20 et 21 janvier 1969;
- b) États-Unis (New York);
- c) Rencontre de financiers;
- d) \$75.00.

Question par M. Lacroix:

1. Combien de contrats le ministère de la Voirie a-t-il accordés à la compagnie COUDÉE CONSTRUCTION LIMITÉE, depuis le 16 juin 1966 jusqu'au 12 mai 1969?

2. Combien de ces contrats ont été accordés à la suite de demandes de soumissions publiques?

3. Combien de ces contrats ont été adjugés sans demande de soumissions publiques?

4. Quel montant total le ministère a-t-il versé à cette compagnie, depuis le 16 juin 1966 jusqu'au 9 mai 1969?

5. Quels sont:

a) les nom, prénoms, adresse et fonctions des administrateurs de cette compagnie;

b) la date de son incorporation?

Réponse par M. Lafontaine:

1. Aucun.

2. Aucun.

3. Aucun.

4. \$55,877.44 (location d'outillage, \$46,895.01; achat de pierre concassée, \$8,982.43).

5. a) M. Louis Fortin, président, Saint-Martin, comté de Beauce; M. René Vallée, vice-président, Saint-Martin, comté de Beauce; M. Bruno Poulin, secrétaire, Saint-Martin, comté de Beauce; Mme U.R. Poulin, trésorière, Saint-Martin, comté de Beauce.

b) Le 21 novembre 1967.

Question par M. Lacroix:

1. Le gouvernement a-t-il construit ou fait construire un pont dans la municipalité de Notre-Dame-de-la-Providence

- (d) \$1,528.00;
- (ii) (a) January 20th and 21st 1969;
- (b) United States (New York);
- (c) to meet financiers;
- (d) \$75.00.

Question by Mr. Lacroix:

1. How many contracts were awarded to the firm of COUDÉE CONSTRUCTION LIMITÉE by the Department of Roads, from June 16th 1966 to May 12th 1969?

2. How many of such contracts were awarded following a call for public tenders?

3. How many of such contracts were awarded without a call for public tenders?

4. What total amount was paid to such company by the Department of Roads, from June 16th 1966 to May 9th 1969?

5. (a) What are the names, given names, addresses and duties of the administrators of such company;

(b) on what date was it incorporated?

Answer by Mr. Lafontaine:

1. None.

2. None.

3. None.

4. \$55,877.44 (rental of equipment, \$46,895.01; purchase of crushed stone, \$8,982.43).

5. (a) Mr. Louis Fortin, President, Saint-Martin, Beauce County; Mr. René Vallée, Vice-President, Saint-Martin, Beauce County; Mr. Bruno Poulin, Secretary, Saint-Martin, Beauce County; Mrs. U.R. Poulin, Treasurer, Saint-Martin, Beauce County;

(b) November 21st 1967.

Question by Mr. Lacroix:

1. Has the government constructed, or caused to be constructed, a bridge in the municipality of Notre-Dame-de-la-Provi-

(Notre-Dame-des-Pins), comté de Beauce, depuis le 16 juin 1966 ?

2. Dans l'affirmative, quel a été le coût total de ces travaux ?

Réponse par M. Lafontaine:

1. Oui.

2. La construction de ce pont est en voie d'exécution, le contrat ayant été accordé pour un montant de \$488,119.64. Une somme de \$133,359.07 a été payée à date à l'entrepreneur.

Question par M. Lacroix:

1. Depuis le 1er janvier 1967 jusqu'au 12 mai 1969, quel montant total le ministère de la Voirie a-t-il dépensé pour l'aménagement de la côte de Vallée-Jonction dans le comté de Beauce ?

2. À combien les ingénieurs du ministère avaient-ils estimé le coût de ces travaux avant leur exécution ?

3. Quel montant le ministère devra-t-il encore dépenser pour les compléter ?

Réponse par M. Lafontaine:

1. \$124,428.62.

2. \$128,625.46, y compris le revêtement bitumineux et l'ensemencement des talus.

3. \$25,800.00 soit \$22,000.00 pour le revêtement et \$3,800.00 pour l'ensemencement des talus.

Question par M. Mailloux:

1. Le ministère de l'Agriculture et de la Colonisation a-t-il versé des subventions dans l'affaire de la faillite de la Coopérative des Éboulements, et particulièrement en ce qui concerne la fermeture de la beurrerie de Baie St-Paul, comté de Charlevoix, laquelle était administrée par cette coopérative ?

2. Dans l'affirmative, quels sont, pour chaque subvention:

a) la date;

b) les nom, prénoms et adresse du bénéficiaire;

dence (Notre - Dame - des - Pins), Beauce County, since June 16th 1966 ?

2. If so, what was the total cost of such work ?

Answer by Mr. Lafontaine:

1. Yes.

2. The construction of this bridge is being carried out, the contract having been awarded for an amount of \$488,119.64.

The contractor has been paid an amount of \$133,359.07.

Question by Mr. Lacroix:

1. What was the total amount spent by the Department of Roads to improve Valley Junction Hill, in Beauce County, from January 1st 1967 to May 12th 1969 ?

2. What was the amount of the cost estimated by the engineers of the Department prior to the work being carried out ?

3. What amount remains to be spent by the Department to complete the work ?

Answer by Mr. Lafontaine:

1. \$124,428.62.

2. \$128,625.46, including asphalt paving and seeding the embankments.

3. \$25,800.00: \$22,000.00 for paving and \$3,800.00 to seed the embankments.

Question by Mr. Mailloux:

1. Did the Department of Agriculture and Colonization pay any grants in the matter of the bankruptcy of the Coopérative des Éboulements, and particularly respecting the closing of the butter-dairy at Baie St-Paul, Charlevoix County, which was administered by the cooperative ?

2. If so, and respecting each grant:

(a) what was the date;

(b) what are the names, given names and addresses of the beneficiaries;

c) le montant ?

Réponse par M. Vincent:

1. Nil.
2. Nil.

Question par M. Lacroix:

1. Lors de l'acquisition de l'édifice situé à 955, Chemin St-Louis, Québec, le ministère des Travaux publics a-t-il exigé que le vendeur remette un montant déterminé, à un évaluateur ou à une autre personne, en forme d'honoraires, de rémunération ou autre compensation ?

2. Dans l'affirmative, quels sont :

a) les nom, prénoms, adresse et profession de cette personne;

b) le montant ?

3. Quels sont les nom et prénoms du notaire qui a rédigé le contrat de vente ?

4. Quel est le montant total des honoraires qui lui ont été payés ?

Réponse par M. Russell:

1. Non.
2. Nil.
3. Me Roger Néron, notaire.
4. \$11,272.40.

Question par M. Picard (Olier):

1. Combien d'alambics clandestins ont été découverts au Québec, chaque année, depuis le 1er janvier 1960 ?

2. Quelle était la capacité totale de production annuelle de ces alambics ?

3. Le ministère de la Justice possède-t-il des statistiques quant au nombre de gallons d'alcool fabriqués par ces alambics, avant leur découverte ?

4. Dans l'affirmative, quelles sont-elles ?

Réponse par M. Bertrand:

1. Cette question découle de l'application d'une loi fédérale. L'une des fonctions de la Gendarmerie Royale du Canada consiste en particulier à exercer une

(c) what was the amount ?

Answer by Mr. Vincent:

1. Nil.
2. Nil.

Question by Mr. Lacroix:

1. At the time of the acquisition of the building located at 955 St. Louis Road, did the Department of Public Works require that the vendor remit a determined amount to an appraiser or to some other person, in the form of fees, remuneration or other compensation ?

2. If so:

(a) what are the name, given names, address and profession of such person;

(b) what is the amount ?

3. What are the name and given names of the notary who drew up the deed of sale ?

4. What is the total amount of the fees which were paid to him ?

Answer by Mr. Russell:

1. No.
2. Nil.
3. Mr. Roger Néron, N.P.
4. \$11,272.40.

Question by Mr. Picard (Olier):

1. How many illegal stills were discovered in Québec each year since January 1st 1960 ?

2. What was the total annual production capacity of such stills ?

3. Does the Department of Justice have any statistics respecting the number of gallons of alcohol that were produced by such stills prior to their being discovered ?

4. If so, what are they ?

Answer by Mr. Bertrand:

1. This matter comes under the application of a federal Act. One of the particular duties of the Royal Canadian Mounted Police is to ensure that such

surveillance pour assurer le respect de cette loi. C'est pourquoi il n'est pas possible de donner une réponse précise et complète à une telle question.

La Sûreté du Québec a, dans l'exercice de ses fonctions, saisi 54 alambics depuis 1960. En voici le nombre pour chaque année:

<i>Année</i>	<i>Total</i>
1960	1
1961	4
1962	8
1963	4
1964	7
1965	6
1966	7
1967	5
1968	9
1969	3
	<hr/> 54 <hr/>

2. 3. et 4. Les statistiques détenues au ministère de la Justice ne permettent pas de répondre à cette question.

Act is respected. This is why it is not possible to give a complete and exact answer to such a question. In carrying out its duties, the Québec Provincial Police Force has seized 54 stills since 1960. The following is the number for each year.

<i>Year</i>	<i>Total</i>
1960	1
1961	4
1962	8
1963	4
1964	7
1965	6
1966	7
1967	5
1968	9
1969	3
	<hr/> 54 <hr/>

2. 3. and 4. The statistics in the possession of the Department of Justice do not allow this question to be answered.

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante par M. Mailloux:

1. Quels montants le ministère de la Voirie a-t-il dépensés dans le comté de Charlevoix, au cours des années 1966/67, 1967/68, 1968/69 (jusqu'au 28 février 1969) respectivement, pour:

- a) construction de chemins;
- b) amélioration de chemins;
- c) entretien de chemins d'hiver?

2. Quels sont, dans chaque cas:

a) les noms et adresses des personnes à qui des paiements ont été faits;

b) la nature des services rendus;

c) l'endroit?

The Order of the Day being read for the consideration by the House of a question by Mr. Mailloux:

1. What amounts were spent by the Department of Roads in Charlevoix County in 1966/67, 1967/68, 1968/69 (to February 28th 1969) respectively for:

- (a) road construction;
- (b) road improvement;
- (c) winter roads maintenance?

2. In each case:

(a) what are the names and addresses of the persons to whom such payments were made;

(b) what was the nature of the services rendered;

(c) where was the work carried out?

Sur la motion de M. Paul, il est—

Ordonné qu'il soit produit et déposé sur le bureau de la chambre un document contenant les informations demandées.

M. Lafontaine dépose sur le bureau de la chambre ledit document.

(Document de la session no 162.)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante par M. Leduc (Taillon):

1. Quels sont les nom, prénoms et attributions des fonctionnaires du ministère des Finances qui ont voyagé à l'extérieur du Canada, aux frais du gouvernement de la province, entre le 21 février 1968 et le 16 mars 1969?

2. Quels ont été, pour chaque voyage:

a) la date de départ et de retour au pays;

b) les noms des pays et des villes visités;

c) le but;

d) le coût des frais de transport, de séjour, de représentations et autres dépenses?

Sur la motion de M. Paul, il est—

Ordonné qu'il soit produit et déposé sur le bureau de la chambre un document contenant les informations demandées.

M. Dozois dépose sur le bureau de la chambre ledit document.

(Document de la session no 163.)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante par M. Leduc (Taillon):

1. Quels sont les nom, prénoms et attributions des fonctionnaires du ministère du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche qui ont voyagé à l'extérieur du Canada, aux frais du gouvernement de la province, entre le 21 février 1968 et le 16 mars 1969?

On motion of Mr. Paul,—

Ordered, That there be tabled a document covering the information requested.

Mr. Lafontaine tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 162.)

The Order of the Day being read for the consideration by the House of a question by Mr. Leduc (Taillon):

1. What are the names, given names and duties of the employees of the Department of Finance who travelled outside Canada at the expense of the Government of the Province, between February 21st 1968 and March 16th 1969?

2. Respecting each trip:

(a) what is the date of departure and return to the country;

(b) what are the names of the countries and cities visited;

(c) what was the purpose of the visit;

(d) what was the cost of the travelling, hotel, representation and other expenses?

On motion of Mr. Paul,—

Ordered, That there be tabled a document covering the information requested

Mr. Dozois tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 163.)

The Order of the Day being read for the consideration by the House of a question by Mr. Leduc (Taillon):

1. What are the names, given names and duties of the employees of the Department of Tourism, Fish and Game who travelled outside Canada at the expense of the Government of the Province, between February 21st 1968 and March 16th 1969?

2. Quels ont été, pour chaque voyage:
- a) la date de départ et de retour au pays;
 - b) les noms des pays et des villes visités;
 - c) le but;
 - d) le coût des frais de transport, de séjour, de représentations et autres dépenses?

Sur la motion de M. Paul, il est—

Ordonné qu'il soit produit et déposé sur le bureau de la chambre un document contenant les informations demandées.

M. Loubier dépose sur le bureau de la chambre ledit document.

(Document de la session no 164.)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante par M. Pinard:

1. Le ministère de la Voirie a-t-il fait des appels d'offres pour l'exécution de travaux dans le Parc Ste-Véronique, dans le comté de Labelle?

2. Dans l'affirmative:

- a) dans quels journaux et à quelles dates ces appels d'offres furent-ils publiés;
- b) quels sont les nom, prénoms et adresse des soumissionnaires ainsi que le montant de chaque soumission;
- c) à qui le contrat a-t-il été accordé, à quelle date et pour quel montant?

3. Quel était le montant de l'estimation du coût des travaux, suivant les ingénieurs du ministère?

4. Si le contrat n'a pas été adjugé à la suite d'appels d'offres, quels sont:

- a) les noms et adresse des entrepreneurs choisis;
- b) les noms et adresse des locuteurs de l'outillage et de la machinerie;
- c) le montant total payé à chacun?

5. À quelle date les travaux ont-ils débuté et à quelle date prévoit-on qu'ils seront complétés?

2. Respecting each trip:

- (a) what is the date of departure and return to the country;
- (b) what are the names of the countries and cities visited;
- (c) what was the purpose of the visit;
- (d) what was the cost of the travelling, hotel, representation and other expenses?

On motion of Mr. Paul,—

Ordered, That there be tabled a document covering the information requested.

Mr. Loubier tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 164.)

The Order of the Day being read for the consideration by the House of a question by Mr. Pinard:

1. Were tenders called by the Department of Roads for work to be carried out in Ste-Véronique Park, in Labelle County?

2. If so:

- (a) in what newspapers and on what dates was the call for tenders published;
- (b) what are the names, given names and addresses of the bidders and the amount of each bid;
- (c) to whom was the contract awarded and in what amount?

3. What was the estimated cost of the work, according to the engineers of the Department?

4. If the contract was not awarded following a call for tenders:

- (a) what are the names, given names and addresses of the selected contractors;
- (b) what are the names and addresses of the people who rented machinery and equipment;
- (c) what was the total amount paid to each one?

5. On what date was the work begun, and on what date is it expected to be finished?

6. Quel montant total le gouvernement avait-il dépensé le 30 avril 1969 pour ce projet ?

Sur la motion de M. Paul, il est—

Ordonné qu'il soit produit et déposé sur le bureau de la chambre un document contenant les informations demandées.

M. Lafontaine dépose sur le bureau de la chambre ledit document.

(Document de la session no 165.)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante par M. Lacroix:

1. Quel montant total le ministère de l'Industrie et du Commerce a-t-il versé afin d'encourager la diversification de la pêche côtière pour la saison 1968 ?

2. Quels sont les nom, prénoms et adresse des pêcheurs des Iles-de-la-Madeleine qui ont bénéficié de cette politique et quel a été le montant total payé à chacun ?

Sur la motion de M. Paul, il est—

Ordonné qu'il soit produit et déposé sur le bureau de la chambre un document contenant les informations demandées.

M. Beaudry dépose sur le bureau de la chambre ledit document.

(Document de la session no 166.)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante par M. Picard (Olier):

1. Quels sont, par comtés, les nom, prénoms et adresse des 68 individus qui ont réussi à obtenir des prérogatives royales de grâce, en 1968, à la suite de condamnations pour avoir violé la Loi de la Régie des alcools ?

2. Quelles étaient la date de condamnation et la peine imposée dans chaque cas ?

6. What total amount had been spent on this project by the government as at April 30th 1969 ?

On motion of Mr. Paul,—

Ordered, That there be tabled a document covering the information requested.

Mr. Lafontaine tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 165.)

The Order of the Day being read for the consideration by the House of a question by Mr. Lacroix:

1. What total amount was spent by the Department of Industry and Commerce to encourage the diversifying of coastal fishing during the 1968 season ?

2. What are the names, given names and addresses of the fishermen from the Magdalen Islands who benefited from such policy, and what total amount was paid to each one ?

On motion of Mr. Paul,—

Ordered, That there be tabled a document covering the information requested.

Mr. Beaudry tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 166.)

The Order of the Day being read for the consideration by the House of a question by Mr. Picard (Olier):

1. Respecting each county, what are the names, given names and addresses of the 68 persons who succeeded in obtaining Royal Prerogatives of Mercy in 1968, after having been sentenced for having violated the Liquor Board Act ?

2. What were the date of the conviction and the sentence imposed in each case ?

Sur la motion de M. Paul, il est—

Ordonné qu'il soit produit et déposé sur le bureau de la chambre un document contenant les informations demandées.

M. Bertrand dépose sur le bureau de la chambre ledit document.

(Document de la session no 167.)

Sur la motion de M. Pearson:

Résolu qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de la chambre:

Copie de toute correspondance, mémoires, rapports et autres documents échangés entre le gouvernement du Québec, aucun de ses membres ou fonctionnaires, et le gouvernement du Canada, aucun de ses membres ou fonctionnaires, depuis le 1er juillet 1966 jusqu'au 30 avril 1969, au sujet de l'éducation des Indiens.

M. Allard dépose sur le bureau de la chambre ledit document.

(Document de la session no 168.)

Sur la motion de M. Courcy:

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de la chambre:

1. Copie de tous les contrats intervenus depuis le 16 juin 1966 jusqu'au 30 avril 1969, entre la compagnie VER-EMBEL INCORPORÉE, 58 rue Bussièrès, Verchères, et le gouvernement, ses offices, régies ou commissions;

2. Un état indiquant les noms, prénoms et adresse des soumissionnaires pour chaque contrat ainsi que le montant de chaque soumission;

3. La liste de la machinerie et de l'outillage que la compagnie VER-EMBEL INCORPORÉE a déclaré avoir en sa possession, lors de la présentation de chaque soumission;

4. Un état indiquant les nom, prénoms et adresse des administrateurs de cette

On motion of Mr. Paul,—

Ordered, That there be tabled a document covering the information requested.

Mr. Bertrand tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 167.)

On motion of Mr. Pearson:

Resolved, That an humble Address be presented to the Honourable the Lieutenant-Governor, praying him to cause to be laid before the House:

A copy of all correspondence, briefs reports and other papers exchanged between the Government of Québec or any of its members or employees, and the Government of Canada, or any of its members or employees, from July 1st 1966 to April 30th 1969, respecting the education of the Indians.

Mr. Allard tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 168.)

On motion of Mr. Courcy:

Ordered, That there be laid before the House:

1. A copy of all the contracts made, from June 16th 1966 to April 30th 1969, between the firm of VER-EMBEL INCORPORÉE, 58 Bussièrès Street, Verchères, and the government or any of its bureaux, boards or commissions;

2. A statement giving the names, given names and addresses of the bidders for each contract and the amount of each bid;

3. The list of the machinery and equipment which the firm of VER-EMBEL INCORPORÉE stated that it had in its possession at the time that each tender was submitted;

4. A statement giving the names, given names and addresses of the administrators

entreprise ainsi que la date de son incorporation.

M. Bertrand dépose sur le bureau de la chambre ledit document.

(Document de la session no 169.)

Sur la motion de M. Parent:

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de la chambre:

Copie de tout contrat intervenu entre le gouvernement et une ou des sociétés d'ingénieurs-conseils, concernant une nouvelle étude du projet de l'autoroute no 8, entre Aylmer et Gatineau, depuis le 16 juin 1966 jusqu'au 31 mars 1969.

M. Lafontaine dépose sur le bureau de la chambre ledit document.

(Document de la session no 170.)

of such firm and the date on which it was incorporated.

Mr. Bertrand tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 169.)

On motion of Mr. Parent:

Ordered, That there be laid before the House:

A copy of all contracts made, from June 16th 1966 to March 31st 1969 between the government and any firm or firms of consulting engineers, respecting a new examination of the plan for Route No. 8, between Aylmer and Gatineau.

Mr. Lafontaine tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 170.)

L'ordre du jour appelle la chambre à se former de nouveau en comité des subsides.

M. Dozois propose que M. le président quitte maintenant le fauteuil et que la chambre se forme de nouveau en comité des subsides et la motion est adoptée.

En conséquence, la chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

M. Martel fait le rapport suivant:

M. le président des comités,

J'ai l'honneur de faire rapport que la commission de la Santé, chargée d'examiner les articles du budget des dépenses de ce ministère, a adopté tous les items de ce budget.

Sur la motion de M. Paul, la commission de l'administration de la Justice est chargée d'examiner les articles du budget qui la concernent et de faire rapport à ce sujet.

1. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la

The Order of the Day being read for the House again in Committee of Supply.

Mr. Dozois moved, and the Question being put, that Mr. President do now leave the Chair, it was resolved in the Affirmative. The House accordingly resolved itself into the said Committee.

(IN THE COMMITTEE)

Mr. Martel made the following report:
Mr. Chairman,

I have the honour to report that the Committee on Health, entrusted with the examination of the estimates of such Department, have adopted all the items of this budget.

On motion of Mr. Paul, the Committee on the Administration of Justice was directed to examine the items of the budget concerning it and to report on such matter.

1. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the

somme de un million de dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Administration (Immigration) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

2. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de sept cent cinquante-quatre mille neuf cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Administration (Travail et Main-d'oeuvre) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

3. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois cent dix-sept mille huit cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Service de recherche (Travail et Main-d'oeuvre) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

4. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent quatre-vingt-dix-huit mille huit cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Direction générale des normes (Travail et Main-d'oeuvre) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

5. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent quatre-vingt-sept mille cent dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Direction générale des services techniques (Travail et Main-d'oeuvre) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

6. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois millions trois cent soixante-huit mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Bureau des examinateurs des électriciens et Service d'inspection des installations électriques (Travail et Main-d'oeuvre) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

sum of one million dollars, necessary to defray the item, "Administration (Immigration)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

2. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of seven hundred fifty-four thousand nine hundred dollars, necessary to defray the item, "Administration (Labour and Manpower)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

3. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of three hundred seventeen thousand eight hundred dollars, necessary to defray the item, "Research Service (Labour and Manpower)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

4. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of one hundred ninety-eight thousand eight hundred dollars, necessary to defray the item, "Standards Branch (Labour and Manpower)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

5. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of one hundred eighty-seven thousand one hundred dollars, necessary to defray the item, "Technical Services Branch (Labour and Manpower)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

6. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of three million three hundred sixty-eight thousand dollars, necessary to defray the item, "Board of Examiners of Electricians and Electrical Installations Inspection Service (Labour and Manpower)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

7. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de un million quatre cent soixante mille six cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Service d'inspection des établissements industriels et commerciaux et des édifices publics (Travail et Main-d'oeuvre) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

8. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq cent huit mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Bureau des examinateurs des mécaniciens de machines fixes et Service d'inspection des appareils sous pression (Travail et Main-d'oeuvre) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

9. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de six cent soixante et onze mille huit cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Bureau des examinateurs des mécaniciens en tuyauterie et Service (d'inspection de la plomberie (Travail et Main-d'oeuvre) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

10. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de sept-cent dix-huit mille sept cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Direction générale de la Main-d'oeuvre (Travail et Main-d'oeuvre) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

11. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux millions sept cent quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Centres de Main-d'oeuvre du Québec (Travail et Main-d'oeuvre) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

7. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of one million four hundred sixty thousand six hundred dollars, necessary to defray the item, "Industrial and Commercial Establishments and Public Buildings Inspection Service (Labour and Manpower)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

8. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of five hundred eight thousand dollars, necessary to defray the item, "Board of Examiners of Stationary Enginemen and Pressure Vessels Inspection Service (Labour and Manpower)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

9. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of six hundred seventy-one thousand eight hundred dollars, necessary to defray the item, "Board of Examiners of Pipe Mechanics and Plumbing Inspection Service (Labour and Manpower)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

10. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of seven hundred eighteen thousand seven hundred dollars, necessary to defray the item, "Manpower Branch (Labour and Manpower)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

11. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of two million seven hundred ninety-nine thousand nine hundred dollars, necessary to defray the item, "Québec Manpower Centres (Labour and Manpower)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

12. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de un million cinq cent quatre-vingt-huit mille six cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Subventions d'aide à l'apprentissage (Travail et Main-d'oeuvre) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

13. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent trente-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Autres subventions (Travail et Main-d'oeuvre) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

14. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre-vingt-un mille huit cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Service de conciliation et d'arbitrage (Travail et Main-d'oeuvre) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

15. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre-vingt mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Conseil consultatif du travail et de la main-d'oeuvre, (Travail et Main-d'oeuvre) » du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

16. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quarante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Relations patronales-ouvrières (Travail et Main-d'oeuvre) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

17. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Enquêtes (Travail et Main-d'oeuvre) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

12. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of one million five hundred eighty-eight thousand six hundred dollars, necessary to defray the item, "Apprenticeship promotion grants (Labour and Manpower)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

13. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of one hundred thirty-five thousand dollars, necessary to defray the item, "Other grants (Labour and Manpower)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

14. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of eighty-one thousand eight hundred dollars, necessary to defray the item, "Conciliation and Arbitration Service (Labour and Manpower)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

15. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of eighty thousand dollars, necessary to defray the item, "Advisory Council on Labour and Manpower (Labour and Manpower)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

16. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of forty thousand dollars, necessary to defray the item, "Labour-management Relations (Labour and Manpower)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

17. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of twenty-five thousand dollars, necessary to defray the item, "Inquiries (Labour and Manpower)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

18. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Dépenses diverses ou imprévues (Travail et Main-d'oeuvre) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

Résolutions à rapporter.

M. le président prend de nouveau place au fauteuil et M. le président du comité fait rapport que ce comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Résolu qu'à sa prochaine séance la chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Sur la motion de M. Paul, il est—

Résolu, que la chambre s'ajourne maintenant.

Et, alors, la chambre s'ajourne.

18. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of twenty thousand dollars, necessary to defray the item, "Miscellaneous or unforeseen expenses (Labour and Manpower)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

Resolutions to be reported.

Mr. President resumed the Chair; and the Chairman reported, that the Committee had come to several resolutions,

The Chairman also acquainted the House, that he was directed to move, that the Committee may have leave to sit again.

The resolutions were read and agreed to.

Resolved, That this House will, at its next sitting, again resolve itself into the said Committee.

On motion of Mr. Paul,—

Resolved, That the House doth now be adjourned.

And then the House adjourned.

N° 53

**JEUDI,
5 juin 1969**

Trois heures de l'après-midi.

Prière.

M. Paul, de la commission des bills privés et des bills publics, présente le huitième rapport de cette commission ainsi qu'il suit:

Votre commission a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

Bill 226.—Loi modifiant la charte de la cité de Verdun;

Bill 251.—Loi concernant l'Oratoire Saint-Joseph du Mont-Royal.

Votre commission recommande à votre honorable chambre que le titre du bill 251, ci-dessus mentionné, intitulé: « Loi concernant l'Oratoire Saint-Joseph du Mont-Royal », soit changé en celui de: « Loi concernant la corporation de l'Oratoire Saint-Joseph du Mont-Royal ».

Le rapport est lu et adopté.

M. Demers, président *pro tempore* de la commission de l'Assemblée nationale, présente le neuvième rapport de cette commission ainsi qu'il suit:

Votre commission est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans le cas ci-après:

De la cité de Côte Saint-Luc, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

Le rapport est lu et reçu.

**THURSDAY,
June 5th 1969**

Three o'clock, P.M.

Prayers.

Mr. Paul, from the Committee on Private Bills and Public Bills, presented to the House the eighth report of the said Committee as follows:

Your committee have agreed to report, with amendments, the following bills:

Bill 226.—An Act to amend the charter of the city of Verdun;

Bill 251.—An Act respecting St. Joseph's Oratory of Mount Royal.

Your Committee recommend to Your Honourable House that the title of the above mentioned bill 251, intituled: "An Act respecting St. Joseph's Oratory of Mount Royal", be changed to that of: "An Act respecting the corporation of St. Joseph's Oratory of Mount Royal".

The report was read and adopted.

Mr. Demers, Chairman *pro tempore* of the Committee on the National Assembly, presented to the House the ninth report of the said Committee as follows:

Your Committee find that the petition and notice are regular and sufficient and the bill regular and in conformity with the petition and notice in the following case:

From the city of Côte Saint-Luc, praying for an Act to amend its charter.

The report was read and received.

M. Paul propose:

Que la commission de la présidence du Conseil soit autorisée à siéger aujourd'hui, pendant que la chambre est en séance.

La motion est adoptée.

Mr. Paul moved:

That the Committee on the Presidency of the Council be authorized to sit today, whilst the House is sitting.

The motion was adopted.

Ordonné que M. Desmeules ait la permission de présenter le bill no 108, intitulé: « Loi refondant la charte de L'Hôtel-Dieu Saint-Vallier de Chicoutimi ».

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordered, That Mr. Desmeules have leave to bring in bill No. 108, intituled: "An Act to consolidate the charter of L'Hôtel-Dieu Saint-Vallier de Chicoutimi".

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

Ordonné que M. Beaupré ait la permission de présenter le bill no 112, intitulé: « Loi modifiant la charte de la cité de Sillery ».

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordered, That Mr. Beaupré have leave to bring in bill No. 112, intituled: "An Act to amend the charter of the city of Sillery".

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

Ordonné que M. Tremblay (Montmorency) ait la permission de présenter le bill no 177, intitulé: « Loi modifiant la charte de L'Hôtel-Dieu de Québec ».

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordered, That Mr. Tremblay (Montmorency) have leave to bring in bill No. 177, intituled: "An Act to amend the charter of L'Hôtel-Dieu de Québec".

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

Ordonné que M. Tremblay (Montmorency) ait la permission de présenter le bill no 234, intitulé: « Loi concernant la ville de Duberger ».

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordered, That Mr. Tremblay (Montmorency) have leave to bring in bill No. 234, intituled: "An Act respecting the town of Duberger".

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

Ordonné que M. St-Germain ait la permission de présenter le bill no 186, intitulé: « Loi modifiant la charte de la cité de Dorval ».

Ordered, That Mr. St-Germain have leave to bring in bill No. 186, intituled: "An Act to amend the charter of the city of Dorval".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Goldbloom ait la permission de présenter le bill no 187, intitulé: « Loi concernant la cité de Côte Saint-Luc ».

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Baillargeon ait la permission de présenter le bill no 211, intitulé: « Loi concernant la ville de Candiac ».

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Baillargeon ait la permission de présenter le bill no 235, intitulé: « Loi concernant la ville de Brossard ».

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Gauthier (Berthier) ait la permission de présenter le bill no 231, intitulé: « Loi concernant l'annexion de certains territoires à la ville de Saint-Gabriel ».

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Maltais (Saguenay) ait la permission de présenter le bill no 236, intitulé: « Loi concernant la ville de Haute-riève ».

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

Ordered, That Mr. Goldbloom have leave to bring in bill No. 187, intituled: "An Act respecting the City of Côte Saint-Luc".

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

Ordered, That Mr. Baillargeon have leave to bring in bill No. 211, intituled: "An Act respecting the town of Candiac".

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

Ordered, That Mr. Baillargeon have leave to bring in bill No. 235, intituled: "An Act respecting the town of Brossard".

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

Ordered, That Mr. Gauthier (Berthier) have leave to bring in bill No. 231 intituled: "An Act respecting the annexation of certain territories to the Town of Saint-Gabriel".

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

Ordered, That Mr. Maltais (Saguenay) have leave to bring in bill No. 236, intituled: "An Act respecting the town of Haute-riève".

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

Sur la motion de M. Johnston, il est —
Ordonné que M. Johnston ait la permission de présenter le bill no 40, intitulé: « Loi modifiant la Loi des droits sur les successions ».

En conséquence, il présente ce bill qui est lu la première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

On motion of Mr. Johnston,—
Ordered, That Mr. Johnston have leave to bring in bill No. 40, intituled: "An Act to amend the Succession Duties Act".

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

Du consentement unanime des membres présents, la chambre se forme en comité plénier pour la prise en considération du bill no 226, intitulé: « Loi modifiant la charte de la cité de Verdun », et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. le président ayant pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport qu'il a examiné le bill et l'a adopté sans l'amender.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

The House, with unanimous consent, resolved itself into a Committee of the Whole House on bill No. 226, intituled: "An Act to amend the charter of the city of Verdun", and after some time spent therein, Mr. President resumed the Chair, and Mr. Chairman reported that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, without any amendment.

Ordered, That the bill be now read the third time.

The bill was accordingly read the third time.

Du consentement unanime des membres présents, la chambre se forme en comité plénier pour la prise en considération du bill no 251, intitulé: « Loi concernant la corporation de l'Oratoire Saint-Joseph du Mont-Royal », et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. le président ayant pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport qu'il a examiné le bill et l'a adopté sans l'amender.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

The House, with unanimous consent, resolved itself into a Committee of the Whole House on bill No. 251, intituled: "An Act respecting the corporation of St. Joseph's Oratory of Mount Royal", and after some time spent therein, Mr. President resumed the Chair, and Mr. Chairman reported that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, without any amendment.

Ordered, That the bill be now read the third time.

The bill was accordingly read the third time.

Les documents suivants sont déposés sur le bureau de la chambre:

Par M. Bertrand:

Copie d'un arrêté en conseil, en date du 28 mai 1969, concernant la location du Grand Théâtre de Québec.

(Document de la session no 171.)

Copie d'un arrêté en conseil, en date du 28 mai 1969, concernant la location de l'Expo-Théâtre et du bateau-théâtre « l'Escale ».

(Document de la session no 172.)

Par M. Beaudry:

Copie d'un arrêté en conseil, en date du 28 mai 1969, concernant la Loi de l'Aide au Développement Industriel Régional et la Société du Parc Industriel du Centre du Québec.

(Document de la session no 173.)

Copie d'un arrêté en conseil, en date du 28 mai 1969, concernant la vente de terrains par la Société du Parc Industriel du Centre du Québec.

(Document de la session no 174.)

Conformément à l'ordre du jour, la chambre se forme en comité plénier pour la prise en considération du bill no 113, intitulé: « Loi modifiant la charte de la ville de Québec », et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. le président ayant pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport qu'il a examiné le bill et l'a adopté sans l'amender.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Conformément à l'ordre du jour, la chambre se forme en comité plénier pour

The following documents were tabled:

By Mr. Bertrand:

Copy of an Order in Council, dated May 28th 1969, respecting the renting of the Grand Théâtre de Québec.

(Sessional Papers, No. 171.)

Copy of an Order in Council, dated May 28th 1969, respecting the renting of Expo-Théâtre and the floating theatre "l'Escale".

(Sessional Papers, No. 172.)

By Mr. Beaudry:

Copy of an Order in Council, dated May 28th 1969, respecting the Industrial Development Assistance Act and the Société du Parc Industriel du Centre du Québec.

(Sessional Papers, No. 173.)

Copy of an Order in Council, dated May 28th 1969, respecting the sale of pieces of land by the Société du Parc Industriel du Centre du Québec.

(Sessional Papers, No. 174.)

The House, according to Order, resolved itself into a Committee of the Whole House to consider bill No. 113, intituled: "An Act to amend the charter of the city of Québec", and after some time spent therein, Mr. President resumed the Chair, and Mr. Chairman reported that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, without any amendment.

Ordered, That the bill be now read the third time.

The bill was accordingly read the third time.

The House, according to Order, resolved itself into a Committee of the Whole

la prise en considération du bill no 198, intitulé: « Loi modifiant la charte de la Ville de Laval », et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. le président ayant pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport qu'il a examiné le bill et l'a adopté sans l'amender.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Conformément à l'ordre du jour, la chambre se forme en comité plénier pour la prise en considération du bill no 200, intitulé: « Loi modifiant la charte de la cité de Lévis », et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. le président ayant pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport qu'il a examiné le bill et l'a adopté sans l'amender.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 27, intitulé: « Loi concernant les jugements déclaratifs de décès ».

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la chambre, pour étude au cours de la présente séance.

Résolu que cette chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. le président ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-

House to consider bill No. 198, intituled: "An Act to amend the charter of the City of Laval", and after some time spent therein, Mr. President resumed the Chair, and Mr. Chairman reported that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, without any amendment.

Ordered, That the bill be now read the third time.

The bill was accordingly read the third time.

The House, according to Order, resolved itself into a Committee of the Whole House to consider bill No. 200, intituled: "An Act to amend the charter of the city of Lévis", and after some time spent therein, Mr. President resumed the Chair, and Mr. Chairman reported that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, without any amendment.

Ordered, That the bill be now read the third time.

The bill was accordingly read the third time.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 27, intituled: "An Act respecting declaratory judgments of death".

The bill was accordingly read the second time, and committed for consideration during the present sitting.

Resolved, That this House do immediately resolve itself into a Committee of the Whole House for the consideration of the bill.

The House accordingly resolved itself into the said Committee; and after some time spent therein, Mr. President resumed the Chair; and the Chairman reported, that the Committee had gone through

ci a examiné le bill et l'a adopté après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

Ordonné que le bill soit lu une troisième fois à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 25, intitulé: « Loi modifiant la Charte de la Société générale de financement du Québec ».

M. Dozois informe la chambre que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce bill.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la chambre, pour étude au cours de la présente séance.

Résolu que cette chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. le président ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans l'amender.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 28, intitulé: « Loi modifiant la Loi de l'Office de planification du Québec ».

M. Masse, pour M. Bertrand, informe la chambre que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce bill.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la chambre, pour étude au cours de la présente séance.

the bill, and directed him to report the same, with an amendment.

The bill as amended was read and agreed to.

Ordered, that the bill be read the third time at the next sitting.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 25, intitled: "An Act to amend the Charter of the General Investment Corporation of Québec".

Mr. Dozois informed the House that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said bill to their consideration.

The bill was accordingly read the second time, and committed for consideration during the present sitting.

Resolved, That this House do immediately resolve itself into a Committee of the Whole House for the consideration of the bill.

The House accordingly resolved itself into the said Committee; and after some time spent therein, Mr. President resumed the Chair; and the Chairman reported, that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, without any amendment.

Ordered, that the bill be now read the third time.

The bill was accordingly read the third time.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 28, intitled: "An Act to amend the Québec Planning Bureau Act".

Mr. Masse, on behalf of Mr. Bertrand, informed the House that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said bill to their consideration.

The bill was accordingly read the second time, and committed for consideration during the present sitting.

Résolu que cette chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. le président ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas fini de délibérer et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la chambre à se former de nouveau en comité des subsides.

M. Dozois propose que M. le président quitte maintenant le fauteuil et que la chambre se forme de nouveau en comité des subsides et la motion est adoptée.

En conséquence, la chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de sept cent trente-cinq mille deux cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Administration (Institutions financières, Compagnies et Coopératives) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

2. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois cent soixante-cinq mille quatre cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Service de l'inspection (Institutions financières, Compagnies et Coopératives) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

3. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cent quatre-vingt-huit mille trois cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article:

Resolved, That this House do immediately resolve itself into a Committee of the Whole House for the consideration of the bill.

The House accordingly resolved itself into the said Committee; and after some time spent therein, Mr. President resumed the Chair; and the Chairman reported, that the committee had made some progress, and directed him to move for leave to sit again.

Ordered, That the Committee have leave to sit again at the next sitting.

The Order of the Day being read for the House again in Committee of Supply.

Mr. Dozois moved, and the Question being put, that Mr. President do now leave the Chair, it was resolved in the Affirmative. The House accordingly resolved itself into the said Committee.

(IN THE COMMITTEE)

1. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of seven hundred thirty-five thousand two hundred dollars, necessary to defray the item, "Administration (Financial Institutions, Companies and Cooperatives)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

2. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of three hundred sixty-five thousand four hundred dollars, necessary to defray the item, "Inspection Service (Financial Institutions, Companies and Cooperatives)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

3. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of two hundred eighty-eight thousand three hundred dollars, necessary to defray the item, "Cooperative Associations Serv-

« Service des associations coopératives (Institutions financières, Compagnies et Coopératives) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

4. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cent trente-cinq mille cent dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Service des caisses d'épargne et de crédit (Institutions financières, Compagnies et Coopératives) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

5. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre-vingt mille deux cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Service des compagnies de fiducie et de finance (Institutions financières, Compagnies et Coopératives) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

6. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cent trente-huit mille deux cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Service des assurances (Institutions financières, Compagnies et Coopératives) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

7. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cent quinze mille neuf cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Service du courtage immobilier du Québec (Institutions financières, Compagnies et Coopératives) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

8. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent quatre-vingt-dix-huit mille neuf cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Service des compagnies (Institutions financières, Compagnies et Coopératives) », du budget

(Financial Institutions, Companies and Cooperatives)”, of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

4. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of two hundred thirty-five thousand one hundred dollars, necessary to defray the item, “Savings and Credit Unions Service (Financial Institutions, Companies and Cooperatives)”, of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

5. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of eighty thousand two hundred dollars, necessary to defray the item, “Trust and Finance Companies Branch (Financial Institutions, Companies and Cooperatives)”, of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

6. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of two hundred thirty-eight thousand two hundred dollars, necessary to defray the item, “Insurance Branch (Financial Institutions, Companies and Cooperatives)”, of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

7. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of two hundred fifteen thousand nine hundred dollars, necessary to defray the item, “Québec Real Estate Brokerage Branch (Financial Institutions, Companies and Cooperatives)”, of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

8. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of one hundred ninety-eight thousand nine hundred dollars, necessary to defray the item, “Companies Branch (Financial Institutions, Companies and Cooperatives)”, of the budget for the fiscal year

de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

9. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq cent quinze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Commission des valeurs mobilières du Québec (Institutions financières, Compagnies et Coopératives) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

10. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux millions cinq cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Provision nécessaire à la constitution de réserves adéquates pour couvrir les risques assumés par la Régie de l'assurance-dépôts du Québec (Institutions financières, Compagnies et Coopératives) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

Résolutions à rapporter.

M. le président prend de nouveau place au fauteuil et M. le président du comité fait rapport que ce comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Résolu qu'à sa prochaine séance la chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Du consentement unanime de la chambre, et sur la motion de M. Paul, il est—

Résolu que, lorsque cette chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à demain, à dix heures et demie du matin.

Et, alors, la chambre s'ajourne.

ending 31st March 1970.

9. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of five hundred fifteen thousand dollars, necessary to defray the item, "Québec Securities Commission (Financial Institutions, Companies and Cooperatives)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

10. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of two million five hundred thousand dollars, necessary to defray the item, "Provision required to constitute adequate reserves to cover the risks assumed by the Québec Deposit Insurance Board (Financial Institutions, Companies and Cooperatives)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

Resolutions to be reported.

Mr. President resumed the Chair; and the Chairman reported, that the Committee had come to several resolutions.

The Chairman also acquainted the House, that he was directed to move, that the Committee may have leave to sit again.

The resolutions were read and agreed to.

Resolved, That this House will, at its next sitting, again resolve itself into the said Committee.

With the unanimous consent of the House, and on motion of Mr. Paul,—

Resolved, That when this House adjourns today, it do stand adjourned until tomorrow at ten-thirty o'clock, A.M.

And then the House adjourned.

**VENDREDI,
6 juin 1969**

Dix heures et demie du matin.

Prière.

M. Paul, de la commission des bills privés et des bills publics, présente le neuvième rapport de cette commission ainsi qu'il suit:

Votre commission a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

Bill 100.—Loi modifiant la charte de la Ville de Montréal;

Bill 204.—Loi constituant la Corporation des évaluateurs agréés du Québec.

Le rapport est lu et reçu.

M. Paul propose:

Que le nom de M. Beaulieu soit substitué à celui de M. Gabias, comme parrain du bill intitulé: « Loi modifiant la Loi des assurances », et qui apparaît à l'item c) du feuillet de ce jour.

La motion est adoptée.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 108, intitulé: « Loi refondant la charte de « L'Hôtel-Dieu Saint-Vallier de Chicoutimi ».

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à la Commission des bills privés et des bills publics.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 112, intitulé: « Loi modifiant la charte de la cité de Sillery ».

**FRIDAY,
June 6th 1969**

Ten-thirty o'clock, A.M.

Prayers.

Mr. Paul, from the Committee on Private Bills and Public Bills, presented to the House the ninth report of the said Committee as follows:

Your committee have agreed to report, with amendments, the following bills:

Bill 100.—An Act to amend the charter of the city of Montreal;

Bill 204.—An Act to incorporate the Corporation of Chartered Appraisers of Québec.

The report was read and received.

Mr. Paul moved:

That the name of Mr. Gabias be replaced by that of Mr. Beaulieu as sponsor of the bill intituled: "An Act to amend the Insurance Act", and which appears at Item (c) of the Agenda Paper of this day.

The motion was adopted.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 108, intituled: "An Act to consolidate the charter of "L'Hôtel-Dieu Saint-Vallier of Chicoutimi".

The bill was accordingly read the second time, and referred to the Committee on Private Bills and Public Bills.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 112, intituled: "An Act to amend the charter of the city of Sillery".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à la Commission des bills privés et des bills publics.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 177, intitulé: « Loi modifiant la charte de L'Hôtel-Dieu de Québec ».

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à la Commission des bills privés et des bills publics.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 186, intitulé: « Loi modifiant la charte de la cité de Dorval ».

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à la Commission des bills privés et des bills publics.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 187, intitulé: « Loi concernant la Cité de Côte Saint-Luc ».

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à la Commission des bills privés et des bills publics.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 211, intitulé: « Loi concernant la ville de Candiac ».

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à la Commission des bills privés et des bills publics.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 231, intitulé: « Loi concernant l'annexion de certains territoires à la ville de Saint-Gabriel ».

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à la Commission des bills privés et des bills publics.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 234, intitulé: « Loi concernant la ville de Duberger ».

The bill was accordingly read the second time, and referred to the Committee on Private Bills and Public Bills.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 177, intitled: "An Act to amend the charter of L'Hôtel-Dieu de Québec".

The bill was accordingly read the second time, and referred to the Committee on Private Bills and Public Bills.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 186, intitled: "An Act to amend the charter of the city of Dorval".

The bill was accordingly read the second time, and referred to the Committee on Private Bills and Public Bills.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 187, intitled: "An Act respecting the City of Côte Saint-Luc".

The bill was accordingly read the second time, and referred to the Committee on Private Bills and Public Bills.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 211, intitled: "An Act respecting the town of Candiac".

The bill was accordingly read the second time, and referred to the Committee on Private Bills and Public Bills.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 231, intitled: "An Act respecting the annexation of certain territories to the Town of Saint-Gabriel".

The bill was accordingly read the second time, and referred to the Committee on Private Bills and Public Bills.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 234, intitled: "An Act respecting the town of Duberger".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à la Commission des bills privés et des bills publics.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 235, intitulé: « Loi concernant la ville de Brossard ».

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à la Commission des bills privés et des bills publics.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 236, intitulé: « Loi concernant la ville de Hauterive ».

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à la Commission des bills privés et des bills publics.

The bill was accordingly read the second time, and referred to the Committee on Private Bills and Public Bills.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 235, intitled: "An Act respecting the town of Brossard".

The bill was accordingly read the second time, and referred to the Committee on Private Bills and Public Bills.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 236, intitled: "An Act respecting the town of Hauterive".

The bill was accordingly read the second time, and referred to the Committee on Private Bills and Public Bills.

Sur la motion de M. Dozois, il est—

Ordonné que M. Dozois ait la permission de présenter le bill no 43, intitulé: « Loi modifiant la Charte de la Caisse de dépôt et placement du Québec ».

En conséquence, il présente ce bill qui est lu la première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

On motion of Mr. Dozois,—

Ordered, That Mr. Dozois have leave to bring in bill No. 43, intitled: "An Act to amend the Charter of the Québec Deposit and Investment Fund".

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

Conformément à l'ordre du jour, la chambre se forme de nouveau en comité plénier pour la prise en considération du bill no 28, intitulé: « Loi modifiant la Loi de l'Office de planification du Québec », et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. le président ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté après l'avoir amendé, y compris un amendement au titre.

Le bill amendé est lu et agréé.

The House, according to Order, again resolved itself into a Committee of the Whole House to consider bill No. 28, intitled: "An Act to amend the Québec Planning Bureau Act", and after some time spent therein, Mr. President resumed the Chair; and the Chairman reported, that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, with an amendment, including an amendment to the title.

The bill as amended was read and agreed to.

Ordonné que le bill soit lu une troisième fois à la présente séance.

Ordered, that the bill be read the third time at the present sitting.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 39, intitulé: « Loi modifiant la Loi de l'impôt provincial sur le revenu ».

M. Johnston informe la chambre que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce bill.

M. Johnston propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la chambre, pour étude au cours de la présente séance.

Résolu que cette chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. le président ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans l'amender.

La motion « que le bill soit maintenant lu une troisième fois » est mise aux voix et la chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill no 28, intitulé: « Loi modifiant la Loi de l'Office de planification du Québec et la Loi du ministère de l'agriculture et de la colonisation ».

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 39, intitled: "An Act to amend the Provincial Income Tax Act".

Mr. Johnston informed the House that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said bill to their consideration.

Mr. Johnston moved, and the Question being put, that the bill be now read the second time, the House divided, and it was resolved in the Affirmative.

The bill was accordingly read the second time, and committed for consideration during the present sitting.

Resolved, That this House do immediately resolve itself into a Committee of the Whole House for the consideration of the bill.

The House accordingly resolved itself into the said Committee; and after some time spent therein, Mr. President resumed the Chair; and the Chairman reported, that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, without any amendment.

And the Question being put, "that the bill be now read the third time"; the House divided; and it was resolved in the Affirmative.

The bill was accordingly read the third time.

The Order of the Day being read for the third reading of bill No. 28, intitled: "An Act to amend the Québec Planning Bureau Act and the Agriculture and Colonization Department Act".

The bill was accordingly read the third time.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 41, intitulé: « Loi modifiant la Loi de l'impôt sur la vente en détail ».

M. Johnston informe la chambre que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce bill.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la chambre, pour étude au cours de la présente séance.

Résolu que cette chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. le président ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

Ordonné que le bill soit lu une troisième fois à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 42, intitulé: « Loi accordant des subventions spéciales aux municipalités de 50,000 âmes ou plus ».

M. Lussier informe la chambre que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce bill.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la chambre, pour étude au cours de la présente séance.

Résolu que cette chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. le président ayant de nouveau pris place au fauteuil,

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 41, intituled: "An Act to amend the Retail Sales Tax Act".

Mr. Johnston informed the House that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said bill to their consideration.

The bill was accordingly read the second time, and committed for consideration during the present sitting.

Resolved, That this House do immediately resolve itself into a Committee of the Whole House for the consideration of the bill.

The House accordingly resolved itself into the said Committee; and after some time spent therein, Mr. President resumed the Chair; and the Chairman reported, that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, with an amendment.

The bill as amended was read and agreed to.

Ordered, that the bill be read the third time at the next sitting.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 42, intituled: "An Act granting special subsidies to municipalities of 50,000 souls or more".

Mr. Lussier informed the House that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said bill to their consideration.

The bill was accordingly read the second time, and committed for consideration during the present sitting.

Resolved, That this House do immediately resolve itself into a Committee of the Whole House for the consideration of the bill.

The House accordingly resolved itself into the said Committee; and after some time spent therein, Mr. President resumed the Chair; and the Chairman reported,

M. le président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans l'amender.

Ordonné que le bill soit lu une troisième fois à la prochaine séance.

that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, without any amendment.

Ordered, that the bill be read the third time at the next sitting.

L'ordre du jour appelle la chambre à se former de nouveau en comité des subsides.

M. Dozois propose que M. le président quitte maintenant le fauteuil et que la chambre se forme de nouveau en comité des subsides et la motion est adoptée.

En conséquence, la chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

The Order of the Day being read for the House again in Committee of Supply.

Mr. Dozois moved, and the Question being put, that Mr. President do now leave the Chair, it was resolved in the Affirmative. The House accordingly resolved itself into the said Committee.

(EN COMITÉ)

(IN THE COMMITTEE)

1. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinquante-neuf mille huit cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Régie de l'assurance-dépôts du Québec (Institutions financières, Compagnies et Coopératives) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

2. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trente-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Comité d'enquête sur les fonds mutuels (Institutions financières, Compagnies et Coopératives) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

Résolutions à rapporter.

1. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of fifty-nine thousand eight hundred dollars, necessary to defray the item, "Québec Deposit Insurance Board (Financial Institutions, Companies and Cooperatives)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

2. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of thirty-five thousand dollars, necessary to defray the item, "Committee of inquiry on mutual funds (Financial Institutions, Companies and Cooperatives)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

Resolutions to be reported.

M. le président prend de nouveau place au fauteuil et M. le président du comité fait rapport que ce comité a adopté deux résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Mr. President resumed the Chair; and the Chairman reported, that the Committee had come to two resolutions.

The Chairman also acquainted the House, that he was directed to move, that the Committee may have leave to sit again.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Résolu qu'à sa prochaine séance la chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

The resolutions were read and agreed to.

Resolved, That this House will, at its next sitting, again resolve itself into the said Committee.

Sur la motion de M. Paul, il est—

Résolu que, lorsque cette chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à lundi prochain, à quatre heures de l'après-midi.

On motion of Mr. Paul, --

Resolved, That when this House adjourns today, it do stand adjourned until Monday next, at four o'clock, P.M.

Et, alors, la chambre s'ajourne.

And then the House adjourned.

**LUNDI,
9 juin 1969**

Quatre heures de l'après-midi.

Prière.

M. Paul, de la commission des bills privés et des bills publics, présente le dixième rapport de cette commission ainsi qu'il suit:

Votre commission a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

Bill 115.—Loi modifiant la Loi constituant en corporation The Imperial Trust Company;

Bill 156.—Loi constituant en corporation Provincial Association of Catholic Teachers of Québec (PACT);

Bill 185.—Loi supprimant des restrictions de construire grevant certains immeubles de Robert Sziklas;

Bill 199.—Loi concernant le Club de Golf Rosemere;

Bill 208.—Loi modifiant la Loi concernant La Fédération des commissions scolaires catholiques du Québec;

Bill 230.—Loi constituant en corporation Les Soeurs de la Charité d'Ottawa;

Bill 171.—Loi pour amender la charte de la Compagnie Trust Royal.

Votre commission recommande à votre honorable chambre que le titre français du bill 171 ci-dessus mentionné, intitulé: « Loi pour amender la charte de la Compagnie Trust Royal », soit changé en celui de « Loi modifiant la charte de la Compagnie Trust Royal ».

Le rapport est lu et adopté.

**MONDAY,
June 9th 1969**

Four o'clock, P.M.

Prayers.

Mr. Paul, from the Committee on Private Bills and Public Bills, presented to the House the tenth report of the said Committee as follows:

Your committee have agreed to report, with amendments, the following bills:

Bill 115.—An Act to amend the Act to incorporate The Imperial Trust Company;

Bill 156.—An Act to incorporate the Provincial Association of Catholic Teachers of Québec (PACT);

Bill 185.—An Act to remove building restrictions affecting certain immoveables of Robert Sziklas;

Bill 199.—An Act respecting Rosemere Golf Club;

Bill 208.—An Act to amend the Act respecting The Québec Federation of Catholic School Commissions;

Bill 230.—An Act to incorporate the Sisters of Charity of Ottawa;

Bill 171.—An Act to amend the charter of the Royal Trust Company.

Your Committee recommend to Your Honourable House that the French title of the above mentioned bill 171, intitled: "Loi pour amender la charte de la Compagnie Trust Royal", be changed to that of "Loi modifiant la charte de la Compagnie Trust Royal".

The report was read and adopted.

M. Bertrand dépose sur le bureau de la chambre le document suivant:

Copie d'un arrêté en conseil, en date du 21 mai 1969, concernant l'acquisition du bateau-théâtre « l'Escale ».

(Document de la session no 175.)

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill no 9, intitulé: « Loi de l'adoption ».

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill no 27, intitulé: « Loi concernant les jugements déclaratifs de décès ».

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Conformément à l'ordre du jour, la chambre se forme en comité plénier pour la prise en considération du bill no 100, intitulé: « Loi modifiant la charte de la Ville de Montréal », et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. le président ayant pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport qu'il a examiné le bill et l'a adopté sans l'amender.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la chambre à se former de nouveau en comité des subsides.

M. Dozois propose que M. le président quitte maintenant le fauteuil et que la chambre se forme de nouveau en comité des subsides et la motion est adoptée.

En conséquence, la chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Mr. Bertrand tabled the following document:

Copy of an Order in Council, dated May 21st 1969, respecting the purchase of the floating theatre "l'Escale".

(Sessional Papers, No. 175.)

The Order of the Day being read for the third reading of bill No. 9, intituled: "Adoption Act".

The bill was accordingly read the third time.

The Order of the Day being read for the third reading of bill No. 27, intituled: "An Act respecting declaratory judgments of death".

The bill was accordingly read the third time.

The House, according to Order, resolved itself into a Committee of the Whole House to consider bill No. 100, intituled: "An Act to amend the charter of the city of Montreal", and after some time spent therein, Mr. President resumed the Chair, and Mr. Chairman reported that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, without any amendment.

Ordered, That the bill be now read the third time.

The bill was accordingly read the third time.

The Order of the Day being read for the House again in Committee of Supply.

Mr. Dozois moved, and the Question being put, that Mr. President do now leave the Chair, it was resolved in the Affirmative. The House accordingly resolved itself into the said Committee.

(EN COMITÉ)

M. Bergeron fait le rapport suivant:
M. le président des comités,

J'ai l'honneur de faire rapport que la commission de l'administration de la Justice, chargée d'examiner les articles du budget des dépenses de ce ministère, a adopté tous les items de ce budget.

Sur la motion de M. Paul, la commission des Affaires municipales est chargée d'examiner les articles du budget qui la concernent et de faire rapport à ce sujet.

La chambre siège en comité des subsides pendant quelque temps, puis, M. le président ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas fini de délibérer et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa présente séance la chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 43, intitulé: « Loi modifiant la charte de la Caisse de dépôt et placement du Québec ».

M. Dozois propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la chambre, pour étude au cours de la présente séance.

Résolu que cette chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. le président ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le

(IN THE COMMITTEE)

Mr. Bergeron made the following report:
Mr. Chairman,

I have the honour to report that the Committee on the Administration of Justice, entrusted with the examination of the estimates of such Department, have adopted all the items of this budget.

On motion of Mr. Paul, the Committee on Municipal Affairs was directed to examine the items of the budget concerning it and to report on such matter.

After some time spent in Committee of Supply, Mr. President resumed the Chair; and the Chairman reported, that the committee had made some progress, and directed him to move for leave to sit again.

Resolved, That this House will, at its present sitting, again resolve itself into the said Committee.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 43, intitled: "An Act to amend the Charter of the Québec Deposit and Investment Fund".

Mr. Dozois moved, and the Question being put, that the bill be now read the second time, the House divided, and it was resolved in the Affirmative.

The bill was accordingly read the second time, and committed for consideration during the present sitting.

Resolved, That this House do immediately resolve itself into a Committee of the Whole House for the consideration of the bill.

The House accordingly resolved itself into the said Committee; and after some time spent therein, Mr. President resumed the Chair; and the Chairman reported,

président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

Ordonné que le bill soit lu une troisième fois à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 40, intitulé: « Loi modifiant la Loi des droits sur les successions ».

M. Johnston informe la chambre que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce bill.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la chambre, pour étude au cours de la présente séance.

Résolu que cette chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. le président ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas fini de délibérer et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la chambre à se former de nouveau en comité des subsides.

M. Dozois propose que M. le président quitte maintenant le fauteuil et que la chambre se forme de nouveau en comité des subsides et la motion est adoptée.

En conséquence, la chambre se forme de nouveau en comité des subsides et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. le président ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du

that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, with an amendment.

The bill as amended was read and agreed to.

Ordered, that the bill be read the third time at the next sitting.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 40, intitled: "An Act to amend the Succession Duties Act".

Mr. Johnston informed the House that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said bill to their consideration.

The bill was accordingly read the second time, and committed for consideration during the present sitting.

Resolved, That this House do immediately resolve itself into a Committee of the Whole House for the consideration of the bill.

The House accordingly resolved itself into the said Committee; and after some time spent therein, Mr. President resumed the Chair; and the Chairman reported, that the committee had made some progress, and directed him to move for leave to sit again.

Ordered, That the Committee have leave to sit again at the next sitting.

The Order of the Day being read for the House again in Committee of Supply.

Mr. Dozois moved, and the Question being put, that Mr. President do now leave the Chair, it was resolved in the Affirmative. The House accordingly resolved itself into the said Committee, and after some time spent therein, Mr. President resumed the Chair; and the Chairman reported, that the committee had made some progress, and directed

comité fait rapport que celui-ci n'a pas fini de délibérer et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa présente séance la chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Conformément à l'ordre du jour, la chambre se forme de nouveau en comité plénier pour la prise en considération du bill no 40, intitulé: « Loi modifiant la Loi des droits sur les successions », et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. le président ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

Ordonné que le bill soit lu une troisième fois à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la chambre à se former de nouveau en comité des subsides.

M. Dozois propose que M. le président quitte maintenant le fauteuil et que la chambre se forme de nouveau en comité des subsides et la motion est adoptée.

En conséquence, la chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de un million neuf cent treize mille neuf cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Administration (Finances) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

2. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de un million de dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Assurance-maladie collective des

him to move for leave to sit again.

Resolved, That this House will, at its present sitting, again resolve itself into the said Committee.

The House, according to Order, again resolved itself into a Committee of the Whole House to consider bill No. 40, intituled: "An Act to amend the Succession Duties Act", and after some time spent therein, Mr. President resumed the Chair; and the Chairman reported, that the Committee had gone through the bill and directed him to report the same, with an amendment.

The bill as amended was read and agreed to.

Ordered, that the bill be read the third time at the next sitting.

The Order of the Day being read for the House again in Committee of Supply.

M. Dozois moved, and the Question being put, that Mr. President do now leave the Chair, it was resolved in the Affirmative. The House accordingly resolved itself into the said Committee.

(IN THE COMMITTEE)

1. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of one million nine hundred thirteen thousand nine hundred dollars, necessary to defray the item, "Administration (Finance)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

2. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of one million dollars, necessary to defray the item, "Group sickness insurance for civil servants and employees

fonctionnaires et employés (Finances) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

3. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois millions neuf cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Contributions au Régime de rentes du Québec par le gouvernement en sa qualité d'employeur (Finances) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

4. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de un million quatre cent cinquante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Provision pour payer aux fonctionnaires régis par la Commission de la fonction publique, ainsi qu'aux membres de la Sûreté provinciale, émargeant au budget des dépenses de la Province, des indemnités pour vacances et des gratifications en espèces pour congés de maladie, à leur départ, à leur mise à retraite, ou à leur décès (Finances) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

5. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de un million cinq cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Provision pour augmenter tout crédit, sous réserve de l'approbation du Conseil de la trésorerie, à condition que le montant ainsi ajouté ne dépasse pas le montant le plus élevé de \$25,000 ou de 10% du crédit ainsi augmenté; avec le droit d'utiliser à nouveau pour les mêmes fins tous les montants remboursés au présent crédit (Finances) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

6. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq millions six cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Contribution à la taxe scolaire sur les fermes (Finances) »,

(Finance)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

3. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of three million nine hundred thousand dollars, necessary to defray the item, "Contributions to the Québec Pension Plan by the Government as an employer (Finance)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

4. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of one million four hundred fifty thousand dollars, necessary to defray the item, "Provision for payment, out of the provincial estimates, to functionaries governed by the Civil Service Commission, and to members of the Provincial Police Force, of indemnities for holidays and sick-leave benefits upon their departure, retirement, or death (Finance)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

5. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of one million five hundred thousand dollars, necessary to defray the item, "Provision to increase any appropriation, with the approval of the Treasury Board, provided that the amount so added shall not exceed the greater of \$25,000 or 10% of the appropriation so increased; with the right to re-use for the same purpose any sums reimbursed to the present appropriation (Finance)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

6. *Resolved* That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of five million six hundred thousand dollars, necessary to defray the item, "Contribution towards school tax applicable to farms (Finance)", of the budget

du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

7. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de un million six cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Subventions en guise d'impôt foncier municipal (Finances) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

8. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Honoraires; dépenses diverses ou imprévues (Finances) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

9. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre cent quatre-vingt-huit mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Régimes de retraite: Administration (Finances) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

10. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de six mille cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Pensions versées par la Commission des accidents du travail (Finances) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

11. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq cent quatre-vingt-six mille huit cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Curatelle publique (Finances) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

12. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de six millions cinq cent quatre-vingt-deux mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Conseil et Contrôleur de la trésorerie

for the fiscal year ending 31st March 1970.

7. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of one million six hundred thousand dollars, necessary to defray the item, "Grants in lieu of municipal property tax (Finance)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

8. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of one hundred thousand dollars, necessary to defray the item, "Fees; miscellaneous or unforeseen expenses (Finance)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

9. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of four hundred eighty-eight thousand dollars, necessary to defray the item, "Superannuation plans: Administration (Finance)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

10. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of six thousand five hundred dollars, necessary to defray the item, "Pensions paid by the Workmen's Compensation Commission (Finance)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

11. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of five hundred eighty-six thousand eight hundred dollars, necessary to defray the item, "Public curatorship (Finance)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

12. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of six million five hundred eighty-two thousand dollars, necessary to defray the item, "Treasury Board and Comptroller of the Treasury (Finance)", of the

(Finances) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

13. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de huit cent six mille cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Service de l'informatique (Finances) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

14. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de un million trois cent vingt-cinq mille cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Bureau de l'audition (Finances) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

Résolutions à rapporter.

M. le président prend de nouveau place au fauteuil et M. le président du comité fait rapport que ce comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Résolu qu'à sa prochaine séance la chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

M. le président s'exprime comme suit:
J'ai l'honneur d'informer la chambre qu'aujourd'hui, à cinq heures et trente minutes de l'après-midi, au cabinet du Lieutenant-gouverneur, en présence du Président de l'Assemblée nationale, du Premier ministre, de M. Laporte, le délégué du chef de l'Opposition, et du secrétaire de la chancellerie, il a plu à l'honorable Administrateur de la province de sanctionner les lois suivantes:

budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

13. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of eight hundred six thousand five hundred dollars, necessary to defray the item, "Data-processing Service (Finance)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

14. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of one million three hundred twenty-five thousand dollars, necessary to defray the item, "Audit Branch (Finance)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

Resolutions to be reported.

Mr. President resumed the Chair; and the Chairman reported, that the Committee had come to several resolutions.

The Chairman also acquainted the House, that he was directed to move, that the Committee may have leave to sit again.

The resolutions were read and agreed to.

Resolved, That this House will, at its next sitting, again resolve itself into the said Committee.

Mr. President spoke as follows:

I have the honour to inform the House that today, at five-thirty o'clock in the afternoon, in the Office of the Lieutenant-Governor, in the presence of the President of the National Assembly, of the Prime Minister, of Mr. Laporte, the Delegate of the Leader of the Opposition, and of the Clerk of the Crown in Chancery, the Honourable the Administrator of the province was pleased to sanction the following bills:

9	Loi de l'adoption;	9	Adoption Act;
25	Loi modifiant la Charte de la Société générale de financement du Québec;	25	An Act to amend the Charter of the General Investment Corporation of Québec;
27	Loi concernant les jugements déclaratifs de décès;	27	An Act respecting declaratory judgments of death;
28	Loi modifiant la Loi de l'Office de planification du Québec et la Loi du ministère de l'agriculture et de la colonisation;	28	An Act to amend the Québec Planning Bureau Act and the Agriculture and Colonization Department Act;
39	Loi modifiant la Loi de l'impôt provincial sur le revenu;	39	An Act to amend the Provincial Income Tax Act;
100	Loi modifiant la charte de la Ville de Montréal;	100	An Act to amend the charter of the city of Montreal;
113	Loi modifiant la charte de la Ville de Québec;	113	An Act to amend the charter of the City of Québec;
198	Loi modifiant la charte de la Ville de Laval;	198	An Act to amend the charter of the City of Laval;
200	Loi modifiant la Charte de la cité de Lévis;	200	An Act to amend the charter of the city of Lévis;
226	Loi modifiant la charte de la cité de Verdun;	226	An Act to amend the charter of the city of Verdun;
251	Loi concernant la corporation de l'Oratoire Saint-Joseph du Mont-Royal.	251	An Act respecting the corporation of St. Joseph's Oratory of Mount Royal.

Et, alors, la chambre s'ajourne.

And then the House adjourned.

N° 56

**MARDI,
10 juin 1969**

Trois heures de l'après-midi.

Prière.

M. Bertrand propose:

Que la commission des Affaires municipales de l'Assemblée nationale soit invitée à étudier le projet d'un nouvel aéroport international au Québec sous tous ses aspects;

Que la commission soit autorisée à faire les études et consultations nécessaires, à entendre les personnes et les corps intéressés, à obtenir communication de pièces et dossiers, à assigner des témoins et à siéger les jours où la chambre ne tient pas de séance aussi bien que pendant que la chambre est en séance.

La motion est adoptée.

M. Paul propose:

Que le nom de M. Théorêt soit substitué à celui de M. Bertrand sur la liste des membres de la commission de la présidence du Conseil pour la séance de jeudi soir prochain seulement.

La motion est adoptée.

Du consentement unanime de la chambre, et sur la motion de M. Bertrand, il est—

Ordonné que M. Bertrand ait la permission de présenter le bill no 46, intitulé: « Loi modifiant la charte de La Commission des écoles catholiques de Montréal ».

**TUESDAY,
June 10th 1969**

Three o'clock, P.M.

Prayers.

Mr. Bertrand moved:

That the Committee on Municipal Affairs of the National Assembly be requested to examine the project of a New International Airport in Québec from every point of view;

That the Committee be authorized to carry out the necessary studies and consultations, hear the interested persons and bodies, obtain the production of all papers and records, summon witnesses and sit even on days when the House is not sitting, and also whilst the House is sitting.

The motion was adopted.

Mr. Paul moved:

That the name of Mr. Bertrand be replaced by that of Mr. Théorêt on the list of members of the Committee on the Presidency of the Council for next Thursday evening's sitting only.

The motion was adopted.

With the unanimous consent of the House, and on motion of Mr. Bertrand,—

Ordered, That Mr. Bertrand have leave to bring in bill No. 46, intituled: "An Act to amend the charter of the Montreal Catholic School Commission".

En conséquence, il présente ce bill qui est lu la première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la présente séance.

M. Russell dépose sur le bureau de la chambre le document suivant:

Rapport annuel du ministère des Travaux publics pour l'exercice terminé le 31 mars 1968.

(Document de la session no 176.)

L'ordre du jour appelle la chambre à se former de nouveau en comité des subsides.

M. Dozois propose que M. le président quitte maintenant le fauteuil et que la chambre se forme de nouveau en comité des subsides et la motion est adoptée.

En conséquence, la chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

Du consentement unanime du comité des subsides, l'étude des articles du budget du ministère des Affaires municipales par la commission des Affaires municipales est suspendue durant l'étude par la commission de la Famille et du bien-être social des articles du budget de ce ministère.

Sur la motion de M. Paul, la commission de la Famille et du bien-être social est chargée d'examiner les articles du budget qui la concernent et de faire rapport à ce sujet.

La chambre siège en comité des subsides pendant quelque temps, puis, M. le président ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas fini de délibérer et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the present sitting.

Mr. Russell tabled the following document:

Annual report of the Department of Public Works for the fiscal year ended March 31st 1968.

(Sessional Papers No. 176.)

The Order of the Day being read for the House again in Committee of Supply.

Mr. Dozois moved, and the Question being put, that Mr. President do now leave the Chair, it was resolved in the Affirmative. The House accordingly resolved itself into the said Committee.

(IN THE COMMITTEE)

With the unanimous consent of the Committee of Supply, the examination of the items of the budget of the Department of Municipal Affairs by the Committee on Municipal Affairs was suspended during the examination by the Committee on Family and Social Welfare of the items of the budget of such department.

On motion of Mr. Paul, the Committee on Family and Social Welfare was directed to examine the items of the budget concerning it and to report on such matter.

After some time spent in Committee of Supply, Mr. President resumed the Chair; and the Chairman reported, that the committee had made some progress, and directed him to move for leave to sit again.

Résolu qu'à sa prochaine séance la chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Resolved, That this House will, at its next sitting, again resolve itself into the said Committee.

Conformément à l'ordre du jour, la chambre se forme en comité plénier pour la prise en considération du bill no 115, intitulé: « Loi modifiant la Loi constituant en corporation The Imperial Trust Company », et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. le président ayant pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport qu'il a examiné le bill et l'a adopté sans l'amender.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Conformément à l'ordre du jour, la chambre se forme en comité plénier pour la prise en considération du bill no 156, intitulé: « Loi constituant en corporation Provincial Association of Catholic Teachers of Québec », et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. le président ayant pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport qu'il a examiné le bill et l'a adopté sans l'amender.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Conformément à l'ordre du jour, la chambre se forme en comité plénier pour la prise en considération du bill no 171, intitulé: « Loi modifiant la charte de la Compagnie Trust Royal », et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. le président ayant pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport qu'il a examiné le bill et l'a adopté sans l'amender.

The House, according to Order, resolved itself into a Committee of the Whole House to consider bill No. 115, intituled: "An Act to amend the Act to incorporate The Imperial Trust Company", and after some time spent therein, Mr. President resumed the Chair, and Mr. Chairman reported that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, without any amendment.

Ordered, That the bill be now read the third time.

The bill was accordingly read the third time.

The House, according to Order, resolved itself into a Committee of the Whole House to consider bill No. 156, intituled: "An Act to incorporate the Provincial Association of Catholic Teachers of Québec", and after some time spent therein, Mr. President resumed the Chair, and Mr. Chairman reported that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, without any amendment.

Ordered, That the bill be now read the third time.

The bill was accordingly read the third time.

The House, according to Order, resolved itself into a Committee of the Whole House to consider bill No. 171, intituled: "An Act to amend the charter of The Royal Trust Company", and after some time spent therein, Mr. President resumed the Chair, and Mr. Chairman reported that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, without any amendment.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Conformément à l'ordre du jour, la chambre se forme en comité plénier pour la prise en considération du bill no 185, intitulé: « Loi supprimant des restrictions de construire grevant certains immeubles de Robert Sziklas », et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. le président ayant pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport qu'il a examiné le bill et l'a adopté sans l'amender.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Conformément à l'ordre du jour, la chambre se forme en comité plénier pour la prise en considération du bill no 199, intitulé: « Loi concernant le Club de Golf Rosemere », et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. le président ayant pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport qu'il a examiné le bill et l'a adopté sans l'amender.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Conformément à l'ordre du jour, la chambre se forme en comité plénier pour la prise en considération du bill no 208, intitulé: « Loi modifiant la Loi concernant La Fédération des commissions scolaires catholiques du Québec », et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. le président ayant pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport qu'il a examiné le bill et l'a adopté sans l'amender.

Ordered, That the bill be now read the third time.

The bill was accordingly read the third time.

The House, according to Order, resolved itself into a Committee of the Whole House to consider bill No. 185, intituled: "An Act to remove building restrictions affecting certain immoveables of Robert Sziklas", and after some time spent therein, Mr. President resumed the Chair, and Mr. Chairman reported that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, without any amendment.

Ordered, That the bill be now read the third time.

The bill was accordingly read the third time.

The House, according to Order, resolved itself into a Committee of the Whole House to consider bill No. 199, intituled: "An Act respecting Rosemere Golf Club", and after some time spent therein, Mr. President resumed the Chair, and Mr. Chairman reported that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, without any amendment.

Ordered, That the bill be now read the third time.

The bill was accordingly read the third time.

The House, according to Order, resolved itself into a Committee of the Whole House to consider bill No. 208, intituled: "An Act to amend the Act respecting The Québec Federation of Catholic School Commissions", and after some time spent therein, Mr. President resumed the Chair, and Mr. Chairman reported that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, without any amendment.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Conformément à l'ordre du jour, la chambre se forme en comité plénier pour la prise en considération du bill no 230, intitulé: « Loi constituant en corporation Les Soeurs de la Charité d'Ottawa », et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. le président ayant pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport qu'il a examiné le bill et l'a adopté sans l'amender.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Conformément à l'ordre du jour, la chambre reprend le débat ajourné le 3 juin sur la motion de M. Dozois du 29 avril, proposant que M. le président quitte maintenant le fauteuil et que la chambre se forme de nouveau en comité des voies et moyens.

Et la motion étant mise aux voix, la chambre l'adopte.

En conséquence, la chambre se forme de nouveau en comité des voies et moyens, et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. le président ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas fini de délibérer et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la chambre se formera de nouveau en comité des voies et moyens.

Ordered, That the bill be now read the third time.

The bill was accordingly read the third time.

The House, according to Order, resolved itself into a Committee of the Whole House to consider bill No. 230, intituled: "An Act to incorporate the Sisters of Charity of Ottawa", and after some time spent therein, Mr. President resumed the Chair, and Mr. Chairman reported that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, without any amendment.

Ordered, That the bill be now read the third time.

The bill was accordingly read the third time.

The House, according to Order, resumed the debate adjourned on June 3rd on the motion proposed April 29th, by Mr. Dozois, that Mr. President do now leave the Chair and that the House do again resolve itself into Committee of Ways and Means.

And the Question being put on the motion, it was resolved in the Affirmative.

The motion was accordingly adopted.

The House accordingly resolved itself into the said Committee, and after some time spent therein, Mr. President resumed the Chair; and the Chairman reported, that the committee had made some progress, and directed him to move for leave to sit again.

Resolved, That this House will, at its next sitting, again resolve itself into the said Committee.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 46, intitulé: « Loi modifiant la charte de La Commission des écoles catholiques de Montréal ».

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 46, intituled: "An Act to amend the charter of the Montreal Catholic School Commission".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la chambre, pour étude au cours de la présente séance.

Résolu que cette chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. le président ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans l'amender.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

À six heures, M. le président quitte le fauteuil.

Huit heures et quart du soir.

M. le président reprend le fauteuil.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 32, intitulé: « Loi modifiant de nouveau le Code civil ».

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la chambre, pour étude au cours de la présente séance.

Résolu que cette chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. le président ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le

The bill was accordingly read the second time, and committed for consideration during the present sitting.

Resolved, That this House do immediately resolve itself into a Committee of the Whole House for the consideration of the bill.

The House accordingly resolved itself into the said Committee; and after some time spent therein, Mr. President resumed the Chair; and the Chairman reported, that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, without any amendment.

Ordered, that the bill be now read the third time.

The bill was accordingly read the third time.

At six o'clock, Mr. President left the Chair.

Eight-fifteen o'clock, P.M.

Mr. President took the Chair.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 32, intitled: "An Act to again amend the Civil Code".

The bill was accordingly read the second time, and committed for consideration during the present sitting.

Resolved, That this House do immediately resolve itself into a Committee of the Whole House for the consideration of the bill.

The House accordingly resolved itself into the said Committee; and after some time spent therein, Mr. President resumed the Chair; and the Chairman reported,

président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas fini de délibérer et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la présente séance.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 33, intitulé: « Loi modifiant la Loi de l'amélioration des fermes ».

M. Vincent informe la chambre que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce bill.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la chambre, pour étude au cours de la présente séance.

Résolu que cette chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. le président ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas fini de délibérer et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la présente séance.

Conformément à l'ordre du jour, la chambre se forme de nouveau en comité plénier pour la prise en considération du bill no 32, intitulé: « Loi modifiant de nouveau le Code civil », et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. le président ayant pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport qu'il a examiné le bill et l'a adopté sans l'amender.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

that the committee had made some progress, and directed him to move for leave to sit again.

Ordered, That the Committee have leave to sit again at the present sitting.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 33, intitled: "An Act to amend the Farm Improvement Act".

Mr. Vincent informed the House that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said bill to their consideration.

The bill was accordingly read the second time, and committed for consideration during the present sitting.

Resolved, That this House do immediately resolve itself into a Committee of the Whole House for the consideration of the bill.

The House accordingly resolved itself into the said Committee; and after some time spent therein, Mr. President resumed the Chair; and the Chairman reported, that the committee had made some progress, and directed him to move for leave to sit again.

Ordered, That the Committee have leave to sit again at the present sitting.

The House, according to Order, again resolved itself into a Committee of the Whole House to consider bill No. 32, intitled: "An Act to again amend the Civil Code", and after some time spent therein, Mr. President resumed the Chair, and Mr. Chairman reported that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, without any amendment.

Ordered, That the bill be now read the third time.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

The bill was accordingly read the third time.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 34, intitulé: « Loi favorisant la mise en valeur des exploitations agricoles ».

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 34, intitled: "An Act to promote the development of agricultural exploitation".

Sur la motion de M. Vincent, il est—

Ordonné que l'ordre qui vient d'être lu soit révoqué.

On motion of Mr. Vincent,—

Ordered, That the Order be discharged.

M. Vincent propose que ledit bill soit renvoyé pour étude à la commission de l'agriculture et de la colonisation.

La motion est adoptée.

Le bill est, en conséquence, renvoyé à la commission de l'agriculture et de la colonisation.

Mr. Vincent moved that the said bill be referred to the Committee on Agriculture and Colonization for examination.

The motion was adopted.

The bill was accordingly referred to the Committee on Agriculture and Colonization.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 35, intitulé: « Loi autorisant de nouveaux crédits pour fins de prêts agricoles ».

M. Vincent informe la chambre que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce bill.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la chambre, pour étude au cours de la présente séance.

Résolu que cette chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. le président ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans l'amender.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 35, intitled: "An Act to authorize additional appropriations for farm loan purposes".

Mr. Vincent informed the House that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said bill to their consideration.

The bill was accordingly read the second time, and committed for consideration during the present sitting.

Resolved, That this House do immediately resolve itself into a Committee of the Whole House for the consideration of the bill.

The House accordingly resolved itself into the said Committee; and after some time spent therein, Mr. President resumed the Chair; and the Chairman reported, that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, without any amendment.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 31, intitulé: « Loi modifiant la Loi du crédit agricole ».

M. Vincent informe la chambre que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce bill.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la chambre, pour étude au cours de la présente séance.

Résolu que cette chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. le président ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas fini de délibérer et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

Et, alors, la chambre s'ajourne.

Ordered, that the bill be now read the third time.

The bill was accordingly read the third time.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 31, intitled: "An Act to amend the Farm Credit Act".

Mr. Vincent informed the House that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said bill to their consideration.

The bill was accordingly read the second time, and committed for consideration during the present sitting.

Resolved, That this House do immediately resolve itself into a Committee of the Whole House for the consideration of the bill.

The House accordingly resolved itself into the said Committee; and after some time spent therein, Mr. President resumed the Chair; and the Chairman reported, that the committee had made some progress, and directed him to move for leave to sit again.

Ordered, That the Committee have leave to sit again at the next sitting.

And then the House adjourned.

**MERCREDI,
11 juin 1969**

Trois heures de l'après-midi.

Prière.

M. Paul propose:

Que le nom de MM. Gauthier (Berthier) et Leduc (Laviolette) soient substitués à ceux de MM. Bertrand et Maltais (Limoilou) sur la liste des membres de la commission parlementaire spéciale sur le problème de la liberté de la presse.

La motion est adoptée.

M. Paul propose:

Que le nom de M. Demers soit substitué à celui de M. Théorêt sur la liste des membres de la commission de la présidence du Conseil.

La motion est adoptée.

M. Bellemare dépose sur le bureau de la chambre le document suivant:

Copie du projet d'entente générale pour la solution des problèmes des parties dans l'industrie de la construction, en date du 7 juin 1969.

(Document de la session no 177.)

Sur la motion de M. Bellemare, pour M. Dozois, il est—

Ordonné que M. Bellemare, pour M. Dozois, ait la permission de présenter le bill no 45, intitulé: «Loi modifiant le Régime de retraite des fonctionnaires».

**WEDNESDAY,
June 11th 1969**

Three o'clock, P.M.

Prayers.

Mr. Paul moved:

That the names of Messrs. Bertrand and Maltais (Limoilou) be replaced by those of Messrs. Gauthier (Berthier) and Leduc (Laviolette) on the list of members of the Special Parliamentary Committee on the problem of the freedom of the press.

The motion was adopted.

Mr. Paul moved:

That the name of Mr. Théorêt be replaced by that of Mr. Demers on the list of members of the Committee on the Presidency of the Council.

The motion was adopted.

Mr. Bellemare tabled the following document:

Copy of a draft of a general agreement, dated June 7th 1969, respecting the solving of the problems of the parties in the construction industry.

(Sessional Papers, No. 177.)

On motion of Mr. Bellemare, on behalf of Mr. Dozois,—

Ordered, That Mr. Bellemare, on behalf of Mr. Dozois, have leave to bring in bill No. 45, intituled: "An Act to amend the Civil Service Superannuation Plan".

En conséquence, il présente ce bill qui est lu la première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Bellemare, il est—

Ordonné que M. Bellemare ait la permission de présenter le bill no 49, intitulé: « Loi sur la formation et la qualification professionnelle de la main-d'oeuvre ».

En conséquence, il présente ce bill qui est lu la première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Bellemare, il est—

Ordonné que M. Bellemare ait la permission de présenter le bill no 50, intitulé: « Loi modifiant le Code du travail ».

En conséquence, il présente ce bill qui est lu la première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Bellemare, pour M. Bertrand, il est—

Ordonné que M. Bellemare, pour M. Bertrand ait la permission de présenter le bill no 47, intitulé: « Loi modifiant la Loi de l'instruction publique ».

En conséquence, il présente ce bill qui est lu la première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Lussier, il est—

Ordonné que M. Lussier ait la permission de présenter le bill no 48, intitulé: « Loi du Bureau d'aménagement des environs d'un nouvel aéroport international au Québec ».

En conséquence, il présente ce bill qui est lu la première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

On motion of Mr. Bellemare,—

Ordered, That Mr. Bellemare have leave to bring in bill No. 49, intituled: "Man-power Vocational Training and Qualification Act".

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

On motion of Mr. Bellemare,—

Ordered, That Mr. Bellemare have leave to bring in bill No. 50, intituled: "An Act to amend the Labour Code".

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

On motion of Mr. Bellemare, on behalf of Mr. Bertrand,—

Ordered, That Mr. Bellemare, on behalf of Mr. Bertrand, have leave to bring in bill No. 47, intituled: "An Act to amend the Education Act".

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

On motion of Mr. Lussier,—

Ordered, That Mr. Lussier have leave to bring in bill No. 48, intituled: "An Act respecting the Development Board for the neighbourhood of a new international airport in the province of Québec".

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

Les documents suivants sont déposés sur le bureau de la chambre:

Par M. Beaudry:

Rapport financier de la Compagnie Canadienne de l'Exposition Universelle de 1967, pour l'année terminée le 31 décembre 1967.

(*Document de la session no 178.*)

Par M. Lussier:

Avant-projet de loi de: « La Communauté urbaine de Montréal ».

(*Document de la session no 199.*)

The following documents were tabled:

By Mr. Beaudry:

Financial Report of the Canadian Corporation for the 1967 World Exhibition for the year ended December 31st 1967.

(*Sessional Papers, No. 178.*)

By Mr. Lussier:

Preliminary draft of an act respecting the: "Montreal Urban Community".

(*Sessional Papers, No. 199.*)

Question par M. Leduc (Taillon):

1. Le titulaire du ministère de la Voirie a-t-il voyagé à l'extérieur du Canada, aux frais du gouvernement de la province, entre le 21 février 1968 et le 16 mars 1969?

2. Dans l'affirmative, quels ont été, pour chaque voyage:

- a) les dates de départ et de retour au pays;
- b) les noms des pays et des villes visités;
- c) le but;
- d) le coût des frais de transport, de séjour, de représentations et autres dépenses?

Réponse par M. Lafontaine:

- 1. Oui.
- 2. a) 16 juillet 1968;
- b) Stowe, Vermont;
- c) Réunion de la Fédération routière internationale;
- d) \$283.34 (transport par avion du gouvernement provincial avec plusieurs autres personnes).

Question par M. Leduc (Taillon):

1. Quels sont les nom, prénoms et attributions des fonctionnaires du ministère de la Famille et bien-être social qui ont

Question by Mr. Leduc (Taillon):

1. Did the Head of the Department of Roads travel outside Canada, between February 21st 1968 and March 16th 1969 at the expense of the Government of the Province?

2. If so, and respecting each trip:

- (a) what were the dates of departure and return to the country;
- (b) what are the names of the countries and cities visited;
- (c) what was the purpose of the visit;
- (d) what was the cost of the travelling, hotel, representation and other expenses?

Answer by Mr. Lafontaine:

- 1. Yes.
- 2. (a) July 16th 1968;
- (b) Stowe, Vermont;
- (c) meeting of the International Roads Federation;
- (d) \$283.34 (transport by provincial government aircraft with several other persons).

Question by Mr. Leduc (Taillon):

1. What are the names, given names and duties of the employees of the Department of Family and Social Welfare who

voyagé à l'extérieur du Canada, aux frais du gouvernement de la province, entre le 21 février 1968 et le 16 mars 1969 ?

2. Quels ont été, pour chaque voyage:

a) la date de départ et de retour au pays;

b) les noms des pays et des villes visités;

c) le but;

d) le coût des frais de transport, de séjour, de représentations et autres dépenses ?

travelled outside Canada at the expense of the Government of the Province, between February 21st 1968 and March 16th 1969 ?

2. Respecting each trip:

(a) what is the date of departure and return to the country;

(b) what are the names of the countries and cities visited;

(c) what was the purpose of the visit;

(d) what was the cost of the travelling, hotel, representation and other expenses ?

Réponse par M. Cloutier:

Answer by Mr. Cloutier:

Départ Retour Ville
Departure Return City

But
Purpose

Coût—Cost
Transport Séjour
Transport- Hotel
tation expenses

BERGERON, Gilles-D. — sous-ministre adjoint — Assistant Deputy Minister:

21/1/69	24/1/69	New York	Information sur le « Medical Aid » de l'État de New York— To obtain information on New York State "Medical Aid".	\$ 86.00	\$191.40
---------	---------	----------	---	----------	----------

HOGUE, Jean-Pierre — directeur du personnel — Personnel Manager:

26/10/68	3/11/68	Rennes (France)	Discuter et élaborer les ententes pédagogiques avec l'École Nationale de Santé Publique — To discuss and draw up educational agreements with the National School of Public Health.	476.75	328.35
----------	---------	--------------------	---	--------	--------

15/12/68	22/12/68	Rennes (France)	Participation au jury d'examens de l'École Nationale de Santé Publique — To act as member of the board of examiners of the National School of Public Health.	(voyage payé par le Ministère des Affaires étrangères de Paris) — (Trip paid by the Department of Foreign Affairs of Paris).
----------	----------	--------------------	--	---

LAVERTUE, J.-Gérard — agent d'administration — Administrative Agent:

12/12/68	13/12/68	Lewinston	Rapatriement d'enfant — Child rehabilitation.	77.87	34.59
----------	----------	-----------	---	-------	-------

RONDEAU, Édouard — agent de sécurité sociale — Social Security Agent:
 14/5/68 16/5/68 Washington Rapatriement d'enfant — Child 182.95 40.03
 rehabilitation.

VINETTE, Rita — agent de sécurité sociale — Social Security Agent:
 27/7/68 28/7/68 New York Rapatriement d'enfant — Child 100.80 26.28
 rehabilitation.

Question par M. Cadieux:

1. Pour la dernière année financière, quel fut le montant des achats de:

- a) l'Hydro-Québec et de ses filiales;
- b) l'Office des autoroutes du Québec?

2. Pour chacune de ces entreprises, quelle proportion représente:

- a) l'achat de produits québécois;
- b) l'achat de produits canadiens;

c) l'achat de produits étrangers?

3. Lesdites entreprises ont-elles une politique d'achat favorisant les établissements québécois et, dans le cas de l'affirmative, en quoi consiste exactement cette politique d'achat?

4. Si ces entreprises n'ont pas de politique d'achat, le gouvernement a-t-il l'intention d'émettre une directive afin qu'elles favorisent les établissements québécois et l'achat de produits du Québec?

Réponse par M. Bertrand:

- 1. a) \$118,400,000.00;
- b) \$1,167,917.11.

2. a) Pour l'Hydro-Québec: 61% en produits québécois. Pour l'Office des autoroutes: \$459,697.62;

b) Pour l'Hydro-Québec: 27% en produits canadiens. Pour l'Office des autoroutes: \$683,728.13 en produits canadiens;

c) Pour l'Hydro-Québec: 12% Pour l'Office des autoroutes: \$24,491.36.

3. L'Hydro-Québec accepte de payer un peu plus cher les produits québécois pour la période d'implantation d'une nouvelle usine.

Dans le cas de l'Office des autoroutes. En certaines occasions l'office a appliqué

Question by Mr. Cadieux:

1. Respecting the last fiscal year, what was the amount of the purchases made by:

- (a) Hydro-Québec and its subsidiaries;
- (b) the Québec Autoroutes Authority?

2. Respecting each firm, what proportion is represented:

- (a) by the purchase of Québec products;
- (b) by the purchase of Canadian products;

(c) by the purchase of foreign products?

3. Do the said firms have a purchasing policy favoring Québec firms, and if so, what exactly does such policy consist of?

4. If such firms do not have a purchasing policy, does the government intend to issue a directive so that preference will be given to Québec firms and the purchase of Québec products?

Answer by Mr. Bertrand:

- 1. (a) \$118,400,000.00;
- (b) \$1,167,917.11.

2. (a) For Hydro-Québec: 61% were made in Québec products; for Québec Autoroutes Authority: \$459,697.62;

(b) for Hydro-Québec: 27% were made in Canada products; for Québec Autoroutes Authority: \$683,728.13 for Canadian products;

(c) for Hydro-Québec: 12% for Québec Autoroutes Authority: \$24,491.36.

3. Hydro-Québec agrees to pay a little more for made in Québec products while a new plant is being established.

In the case of the Québec Autoroutes Authority. On certain occasions, the

un tarif préférentiel de 10% sur l'achat, sur certaines pièces d'outillage manufacturées au Québec.

4. Nil.

Question par M. Lacroix:

1. Le ministère de la Voirie a-t-il accordé des contrats à la compagnie ARNOLD CONSTRUCTION INC., depuis le 16 juin 1966 jusqu'au 9 mai 1969?

2. Dans l'affirmative, quel montant total le ministère a-t-il payé à ladite compagnie jusqu'au 9 mai 1969?

3. Cette compagnie a-t-elle été appelée à faire des travaux sur la route no 44, dans le comté de Frontenac, depuis le 16 juin 1966 jusqu'au 9 mai 1969?

4. Si tel est le cas:

a) à quelles dates les contrats ont-ils été accordés;

b) est-ce à la suite de demandes de soumissions publiques et, si oui, quels sont les nom, prénoms et adresse des soumissionnaires ainsi que le montant de chaque soumission;

c) quelle a été la nature des travaux dans chaque cas;

d) quel a été le montant total payé par le ministère pour chaque ouvrage commandé à cette compagnie?

5. Quels sont:

a) les nom, prénoms et adresse des administrateurs de ladite compagnie;

b) la date de son incorporation?

Réponse par M. Lafontaine:

1. Non.

2. Non.

3. Non.

4. Non.

5. a) M. Marcel Fortier, président, Woburn, Comté de Frontenac; Mme Léa Fortier, Woburn, comté de Frontenac;

b) le 8 mai 1961.

Question par M. Leduc (Taillon):

1. Quels sont les nom, prénoms et attributions des fonctionnaires du ministère du

Authority has applied a preferential tariff of 10% on the purchase of certain pieces of equipment manufactured in Québec.

4. Nil.

Question by Mr. Lacroix:

1. Were any contracts awarded to the firm of ARNOLD CONSTRUCTION INC., by the Department of Roads, from June 16th 1966 to May 9th 1969?

2. If so, what total amount had been paid to the said company by the Department as at May 9th 1969?

3. Was such company called upon to carry out work on Route No. 44, in Frontenac County, from June 16th 1966 to May 9th 1969?

4. If so:

(a) on what dates were the contracts awarded;

(b) was this done following a call for public tenders, and if so, what are the names, given names and addresses of the bidders and what was the amount of each bid;

(c) what was the nature of the work to be carried out in each case;

(d) what was the total amount paid by the Department for each piece of work ordered from the company?

5. (a) What are the names, given names and addresses of the administrators of the said company;

(b) on what date was it incorporated?

Answer by Mr. Lafontaine:

1. No.

2. No.

3. No.

4. No.

5. (a) Mr. Marcel Fortier, president, Woburn, Frontenac County; Mrs. Léa Fortier, Woburn, Frontenac County;

(b) May 8th 1961.

Question by Mr. Leduc (Taillon):

1. What are the names, given names and duties of the employees of the Depart-

Travail et de la main-d'oeuvre qui ont voyagé à l'extérieur de Canada, aux frais du gouvernement de la province, entre le 21 février 1968 et le 16 mars 1969?

2. Quels ont été, pour chaque voyage:

- a) la date de départ et de retour au pays;
- b) les noms des pays et des villes visités;
- c) le but;
- d) le coût des frais de transport, de séjour, de représentations et autres dépenses?

Réponse par M. Bellemare:

1° 1. Gilles Néron: attaché d'administration;

2. Gérard Pedneault: adjoint aux Cadres supérieurs.

3. Donat Quimper: Sous-ministre.

2° a) 1. Du 21 février 1968 au 7 décembre 1968;

2. Du 13 mars 1968 au 24 avril 1968.

3. Du 29 mai au 3 juillet 1968.

b) 1. France: Paris, Metz, Lyon, Marseille, La Bretagne; Corse: Ajaccio;

2. France: Paris, Lyon, Marseille, Nancy; Angleterre: Londres;

3. États-Unis: New York; France: Le Havre, Paris; Suisse: Genève.

c) 1. Stage à L'E.N.A.;

2. Délégué à une mission économique sur la normalisation industrielle;

3. Représenter le Québec à la Conférence Internationale du Travail à Genève, du 5 au 27 juin 1968.

d) 1. \$1,298.09;

2. \$1,028.45;

3. \$2,172.30.

ment of Labour and Manpower who travelled outside Canada at the expense of the Government of the Province, between February 21st 1968 and March 16th 1969?

2. Respecting each trip:

(a) what is the date of departure and return to the country;

(b) what are the names of the countries and cities visited;

(c) what was the purpose of the visit;

(d) what was the cost of the travelling, hotel, representation and other expenses?

Answer by Mr. Bellemare:

1. (1) Gilles Néron: Administrative Attaché;

(2) Gérard Pedneault: Senior Staff Assistant;

(3) Donat Quimper: Deputy Minister.

2. (a) (1) From February 21st 1968 to December 7th 1968;

(2) From March 13th 1968 to April 24th 1968.

(3) From May 29th to July 3rd 1968.

(b) (1) France: Paris, Metz, Lyons, Marseilles, Brittany; Corsica: Ajaccio;

(2) France: Paris, Lyons, Marseilles, Nancy; England: London;

(3) United States: New York; France: Le Havre, Paris; Switzerland: Geneva.

(c) (1) Course at National School of Administration;

(2) Member of an economic task force on industrial standardization;

(3) To represent Québec at the International Labour Conference at Geneva, from June 5th to 27th 1968.

(d) (1) \$1,298.09;

(2) \$1,028.45;

(3) \$2,172.30.

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante par M. Cadieux:

The Order of the Day being read for the consideration by the House of a question by Mr. Cadieux:

1. Combien de nouveaux sous-ministres, de nouveaux assistants sous-ministres, de nouveaux sous-ministres suppléants, associés ou adjoints, le gouvernement a-t-il nommés, depuis le 16 mars 1967 jusqu'au 28 février 1969?

2. Quels sont, dans chaque cas:

- a) les nom et prénoms;
- b) le ministère;
- c) le titre;
- d) le traitement annuel?

Sur la motion de M. Bellemare, il est—
Ordonné qu'il soit produit et déposé sur le bureau de la chambre un document contenant les informations demandées.

M. Bellemare pour M. Bertrand dépose sur le bureau de la chambre ledit document.

(Document de la session no 180.)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante par M. Leduc (Taillon):

1. Quels sont les nom, prénoms et attributions des fonctionnaires du ministère de l'Éducation qui ont voyagé à l'extérieur du Canada, aux frais du gouvernement de la province, entre le 21 février 1968 et le 16 mars 1969?

2. Quels ont été, pour chaque voyage:

- a) la date de départ et de retour au pays;
- b) les noms des pays et des villes visités;
- c) le but;
- d) le coût des frais de transport, de séjour, de représentations et autres dépenses?

Sur la motion de M. Bellemare, il est—
Ordonné qu'il soit produit et déposé sur le bureau de la chambre un document contenant les informations demandées.

M. Cardinal dépose sur le bureau de la chambre ledit document.

(Document de la session no 181.)

1. How many new Deputy Ministers, new Assistant Deputy Ministers, new Acting, Associate or Joint Deputy Ministers were appointed by the government from March 16th 1967 to February 28th 1969?

2. In each case:

- (a) what are the name and given names;
- (b) what is the Department;
- (c) what is the position;
- (d) what is the annual salary?

On motion of Mr. Bellemare,—
Ordered, That there be tabled a document covering the information requested.

Mr. Bellemare on behalf of Mr. Bertrand tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 180.)

The Order of the Day being read for the consideration by the House of a question by Mr. Leduc (Taillon):

1. What are the names, given names and duties of the employees of the Department of Education who travelled outside Canada at the expense of the Government of the Province, between February 21st 1968 and March 16th 1969?

2. Respecting each trip:

- (a) what is the date of departure and return to the country;
- (b) what are the names of the countries and cities visited;
- (c) what was the purpose of the visit;
- (d) what was the cost of the travelling, hotel, representation and other expenses?

On motion of Mr. Bellemare,—
Ordered, That there be tabled a document covering the information requested.

Mr. Cardinal tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 181.)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante par M. Pinard:

1. Quel est le nombre: *a)* de sous-ministres, *b)* de sous-ministres adjoints, *c)* de sous-ministres associés, *d)* de sous-ministres suppléants, *e)* d'assistants sous-ministres, *f)* de chefs de cabinet, *g)* de présidents d'offices, de régies et de commissions qui ont été démis de leur fonction, ont démissionné, ont été mis à la retraite ou ont été mutés ailleurs, depuis le 16 juin 1966 jusqu'au 30 avril 1969?

2. Quels sont leurs nom et prénoms?

3. À quel ministère ou organisme chacun était-il employé et quels étaient alors le titre de la fonction ainsi que le traitement annuel?

4. À quelle date chaque départ a-t-il eu lieu et pour quelles raisons?

5. Quelle fonction chacun occupe-t-il maintenant, s'il y a lieu, à quel ministère ou organisme et à quel traitement annuel?

6. Par qui chacun a-t-il été remplacé, à quelle date et quel est le traitement annuel?

Sur la motion de M. Bellemare, il est—

Ordonné qu'il soit produit et déposé sur le bureau de la chambre un document contenant les informations demandées.

M. Bellemare pour M. Bertrand dépose sur le bureau de la chambre ledit document.

(Document de la session no 182.)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante par M. Pinard:

1. À quelle date une requête a-t-elle été soumise au Secrétariat de la province demandant la constitution en corporation d'une agence de sécurité sous le nom de « GUIDE DE SÉCURITÉ INCORPORÉ »?

The Order of the Day being read for the consideration by the House of a question by Mr. Pinard:

1. What is the number of *(a)* Deputy Ministers, *(b)* Joint Deputy Ministers, *(c)* Associate Deputy Ministers, *(d)* Acting Deputy Ministers, *(e)* Assistant Deputy Ministers, *(f)* Executive Assistants, *(g)* Chairmen of bureaux, boards and commissions, who were dismissed from their duties, or resigned or retired or were transferred elsewhere, from June 16th 1966 to April 30th 1969?

2. What are their names and given names?

3. In what Department or organization was each one employed, and what was the name of the position and the annual salary at that time?

4. On what date did each departure take place and for what reasons?

5. What position does each one occupy at the present time, if still employed, in what Department or organization and at what annual salary?

6. By whom was each one replaced, on what date and at what annual salary?

On motion of Mr. Bellemare,—

Ordered, That there be tabled a document covering the information requested.

Mr. Bellemare on behalf of Mr. Bertrand tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 182.)

The Order of the Day being read for the consideration by the House of a question by Mr. Pinard:

1. On what date was a request submitted to the Provincial Secretary's Department requesting the incorporation of a security agency under the name of "GUIDE DE SÉCURITÉ INCORPORÉ"?

2. Quels étaient alors les nom, prénoms, adresse et profession de chaque requérant ?

3. À quelle date la compagnie a-t-elle été incorporée ?

4. À quelle date la compagnie a-t-elle soumis le dernier rapport au Secrétariat et quels étaient alors les nom, prénoms et adresse des président, secrétaire, trésorier, administrateurs et du gérant ?

5. Quelle était l'adresse du siège social à ce moment-là ?

6. La compagnie s'est-elle conformée à toutes les dispositions de la Loi des renseignements sur les compagnies (S.R.Q. 1964, chapitre 273), depuis la date de son incorporation jusqu'au 30 avril 1969 ?

7. Dans la négative, les sanctions prévues par la Loi ont-elles été appliquées et, sinon, pourquoi ?

8. À quelle date le ministère de la Justice a-t-il délivré un permis d'opération, conformément à la Loi des agences d'investigation et de sécurité ?

9. Le gouvernement et ses offices, régies ou commissions ont-ils retenu les services de ladite agence, depuis le 1er mai 1968 jusqu'au 30 avril 1969 ?

10. Dans l'affirmative, quel a été le montant total payé ?

11. Quels sont :

a) les ministères, offices, régies et commissions qui ont eu recours à ses services ;

b) la nature, l'endroit et les conditions dans chaque cas ;

c) le montant payé pour chaque contrat ?

2. What were the name, given names and address of each petitioner at that time ?

3. On what date was the company incorporated ?

4. On what date did the company submit the last report to the Provincial Secretary's Department, and what were the names, given names and addresses of the President, Secretary, Treasurer, administrators and manager, at such time ?

5. What was the address of the head office at such time ?

6. Did the company comply with all the provisions of the Companies Information Act (R.S.Q. 1964, chapter 273), from the date of its incorporation to April 30th 1969 ?

7. If not, were the penalties provided under the Act applied, and if not, why not ?

8. On what date did the Department of Justice deliver an operating permit under the Detective or Security Agencies Act ?

9. Did the government or any of its bureaux, boards or commissions retain the services of the said agency between May 1st 1968 and April 30th 1969 ?

10. If so, what was the total amount paid ?

11. (a) Which Departments, bureaux, boards or commissions used its services ;

(b) what were the nature, location and conditions in each case ;

(c) what was the amount paid for each contract ?

Sur la motion de M. Bellemare, il est—

Ordonné qu'il soit produit et déposé sur le bureau de la chambre un document contenant les informations demandées.

M. Bellemare pour M. Bertrand dépose sur le bureau de la chambre ledit document.

On motion of Mr. Bellemare,—

Ordered, That there be tabled a document covering the information requested.

Mr. Bellemare on behalf of Mr. Bertrand tabled the said document.

Sur la motion de M. Parent:

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de la chambre:

Copie de toute correspondance, mémoires, rapports, ententes, contrats, plans et autres documents échangés, depuis le 5 juillet 1960 jusqu'au 15 avril 1969, entre le gouvernement, aucun de ses membres ou fonctionnaires d'une part, et tout organisme, corporation municipale, corps intermédiaire ou individu d'autre part, au sujet du prolongement de l'autoroute no 11 et de l'échangeur Cameron, de St-Joseph en direction nord, dans le comté de Gatineau.

M. Lafontaine dépose sur le bureau de la chambre ledit document.

(Document de la session no 184.)

Sur la motion de M. Pinard:

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de la chambre:

a) Copie du contrat intervenu le 17 août 1967 entre le ministère des Travaux publics et la compagnie « Les Prévoyants du Canada » concernant l'achat d'un édifice situé à 955, Chemin St-Louis, Québec;

b) copie de toute correspondance, mémoire, rapport, entente et autres documents échangés entre le gouvernement du Québec, aucun de ses membres ou fonctionnaires d'une part, et la compagnie « Les Prévoyants du Canada » ou toutes autres personnes d'autre part, concernant cette transaction.

M. Russell dépose sur le bureau de la chambre ledit document.

(Document de la session no 185.)

M. Cardinal dépose sur le bureau de la chambre le document suivant:

Réponse complémentaire au document no 168, déposé au Journaux du 4 juin 1969, à la motion de M. Pearson:

Ordonnant qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse

On motion of Mr. Parent:

Ordered, That there be laid before the House:

A copy of all correspondence, briefs, reports, agreements, contracts, plans and other papers exchanged, from July 5th 1960 to April 15th 1969, between the government or any of its members or employees, and any organization, municipal corporation, intermediary body or individual, respecting the lengthening of Autoroute No. 11 and the Cameron interchange, in a northerly direction from St-Joseph, in Gatineau County.

Mr. Lafontaine tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 184.)

On motion of Mr. Pinard:

Ordered, That there be laid before the House:

(a) A copy of the contract made on August 17th 1967, between the Department of Public Works and the firm of "Les Prévoyants du Canada" respecting the purchase of a building located at 955 St. Louis Road, Québec;

(b) a copy of all correspondence, briefs, reports and other papers exchanged by the Government of Québec or any of its members or employees, and the firm of "Les Prévoyants du Canada" of any other persons, respecting such transaction.

Mr. Russell tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 185.)

Mr. Cardinal tabled the following document:

A supplementary answer to Sessional Papers, No. 168, reported in the Journals for June 4th 1969, on the motion by Mr. Pearson:

Ordering, That an humble Address be presented to the Honourable the Lieuten-

le priant de faire déposer sur le bureau de la chambre:

Copie de toute correspondance, mémoires, rapports et autres documents échangés entre le gouvernement du Québec, aucun de ses membres ou fonctionnaires, et le gouvernement du Canada, aucun de ses membres ou fonctionnaires, depuis le 1er juillet 1966 jusqu'au 30 avril 1969, au sujet de l'éducation des Indiens.

(Document de la session no 186.)

M. Leduc (Laviolette) propose, secondé par M. Shooner:

Que vu que le bill 209, intitulé: « Loi concernant l'annexion de certains lots de la municipalité de la paroisse de Sainte-Flore à la municipalité de Saint-Jean-des-Piles », a été retiré, les droits ordinaires que les promoteurs de ce bill ont payés, leur soient remboursés, après déduction des frais d'impression et de traduction.

La motion est adoptée.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill no 41, intitulé: « Loi modifiant la Loi de l'impôt sur la vente en détail ».

M. Johnston propose que l'ordre qui vient d'être lu soit révoqué, et que ledit bill soit de nouveau renvoyé au comité plénier.

La motion est adoptée.

Résolu que cette chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. le président ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté après l'avoir amendé.

ant-Governor, praying him to cause to be laid before the House:

A copy of all correspondence, briefs, reports and other papers exchanged between the Government of Québec or any of its members or employees, and the Government of Canada, or any of its members or employees, from July 1st 1966 to April 30th 1969, respecting the education of the Indians.

(Sessional Papers, No. 186.)

Mr. Leduc (Laviolette) moved, seconded by Mr. Shooner:

That inasmuch as bill 209, intitled: "An Act respecting the annexation of certain lots in the parish of St. Flore to the municipality of St. Jean-des-Piles", has been withdrawn, the ordinary fees paid by the promoters of the said bill be refunded, less the cost of printing and translation.

The motion was adopted.

The Order of the Day being read for the third reading of bill No. 41, intitled: "An Act to amend the Retail Sales Tax Act".

Mr. Johnston moved that the Order be discharged, and that the said bill be again referred to the Committee of the Whole.

The motion was adopted.

Resolved, That this House do immediately resolved itself into a Committee of the Whole House for the consideration of the bill.

The House accordingly resolved itself into the said Committee; and after some time spent therein, Mr. President resumed the Chair; and the Chairman reported, that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, with an amendment.

Le bill amendé est lu et agréé.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill no 42, intitulé: « Loi accordant des subventions spéciales aux municipalités de 50,000 âmes ou plus ».

M. Lussier propose que l'ordre qui vient d'être lu soit révoqué, et que ledit bill soit de nouveau renvoyé au comité plénier.

La motion est adoptée.

Résolu que cette chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. le président ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill no 40, intitulé: « Loi modifiant la Loi des droits sur les successions ».

M. Johnston propose que l'ordre qui vient d'être lu soit révoqué, et que ledit bill soit de nouveau renvoyé au comité plénier.

La motion est adoptée.

Résolu que cette chambre se forme immédiatement en comité.

The bill as amended was read and agreed to.

Ordered, that the bill be now read the third time.

The bill was accordingly read the third time.

The Order of the Day being read for the third reading of bill No. 42, intituled: "An Act granting special subsidies to municipalities of 50,000 souls or more".

Mr. Lussier moved that the Order be discharged, and that the said bill be again referred to the Committee of the Whole.

The motion was adopted.

Resolved, That this House do immediately resolve itself into a Committee of the Whole House for the consideration of the bill.

The House accordingly resolved itself into the said Committee; and after some time spent therein, Mr. President resumed the Chair; and the Chairman reported, that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, with an amendment.

The bill as amended was read and agreed to.

Ordered, that the bill be now read the third time.

The bill was accordingly read the third time.

The Order of the Day being read for the third reading of bill No. 40, intituled: "An Act to amend the Succession Duties Act".

Mr. Johnston moved that the Order be discharged, and that the said bill be again referred to the Committee of the Whole.

The motion was adopted.

Resolved, That this House do immediately resolve itself into a Committee of the Whole House for the consideration of the bill.

En conséquence, la chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. le président ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill no 43, intitulé: « Loi modifiant la charte de la Caisse de dépôt et placement du Québec ».

M. Johnston, pour M. Dozois, propose que l'ordre qui vient d'être lu soit révoqué, et que ledit bill soit de nouveau renvoyé au comité plénier.

La motion est adoptée.

Résolu que cette chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. le président ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Conformément à l'ordre du jour, la chambre se forme de nouveau en comité plénier pour la prise en considération du bill no 31, intitulé: « Loi modifiant la Loi du crédit agricole », et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. le président ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le

The House accordingly resolved itself into the said Committee; and after some time spent therein, Mr. President resumed the Chair; and the Chairman reported, that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, with an amendment.

The bill as amended was read and agreed to.

Ordered, that the bill be now read the third time.

The bill was accordingly read the third time.

The Order of the Day being read for the third reading of bill No. 43, intituled: "An Act to amend the Charter of the Québec Deposit and Investment Fund".

Mr. Johnston, on behalf of Mr. Dozois, moved that the Order be discharged, and that the said bill be again referred to the Committee of the Whole.

The motion was adopted.

Resolved, That this House do immediately resolve itself into a Committee of the Whole House for the consideration of the bill.

The House accordingly resolved itself into the said Committee; and after some time spent therein, Mr. President resumed the Chair; and the Chairman reported, that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, with an amendment.

The bill as amended was read and agreed to.

Ordered, that the bill be now read the third time.

The bill was accordingly read the third time.

The House, according to Order, again resolved itself into a Committee of the Whole House to consider bill No. 31, intituled: "An Act to amend the Farm Credit Act", and after some time spent therein, Mr. President resumed the Chair; and the Chairman reported, that the

président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Conformément à l'ordre du jour, la chambre se forme de nouveau en comité plénier pour la prise en considération du bill no 33, intitulé: « Loi modifiant la Loi de l'amélioration des fermes », et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. le président ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 38, intitulé: « Loi des substituts du procureur général ».

M. Maltais, pour M. Bertrand informe la chambre que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce bill.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la chambre, pour étude au cours de la présente séance.

Résolu que cette chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. le président ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que

Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, with an amendment.

The bill as amended was read and agreed to.

Ordered, that the bill be now read the third time.

The bill was accordingly read the third time.

The House, according to Order, again resolved itself into a Committee of the Whole House to consider bill No. 33, intituled: "An Act to amend the Farm Improvement Act", and after some time spent therein, Mr. President resumed the Chair; and the Chairman reported, that the Committee has gone through the bill, and directed him to report the same, with an amendment.

The bill as amended was read and agreed to.

Ordered, that the bill be now read the third time.

The bill was accordingly read the third time.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 38, intituled: "Attorney-General's Prosecutors Act".

Mr. Maltais, on behalf of Mr. Bertrand informed the House that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said bill to their consideration.

The bill was accordingly read the second time, and committed for consideration during the present sitting.

Resolved, That this House do immediately resolve itself into a Committee of the Whole House for the consideration of the bill.

The House accordingly resolved itself into the said Committee; and after some time spent therein, Mr. President resumed the Chair; and the Chairman reported, that the Committee had gone through

celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans l'amender.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 30, intitulé: « Loi de la Régie de l'assurance-maladie du Québec ».

M. Cloutier informe la chambre que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce bill.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la chambre, pour étude au cours de la présente séance.

Résolu que cette chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. le président ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Sur la motion de M. Paul, il est—

Résolu, que la chambre s'ajourne maintenant.

Et, alors, la chambre s'ajourne.

the bill, and directed him to report the same, without any amendment.

Ordered, That the bill be now read the third time.

The bill was accordingly read the third time.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 30, intitled: "Québec Health Insurance Board Act".

Mr. Cloutier informed the House that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said bill to their consideration.

The bill was accordingly read the second time, and committed for consideration during the present sitting.

Resolved, That this House do immediately resolve itself into a Committee of the Whole House for the consideration of the bill.

The House accordingly resolved itself into the said Committee; and after some time spent therein, Mr. President resumed the Chair; and the Chairman reported, that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, with an amendment.

The bill as amended was read and agreed to.

Ordered, that the bill be now read the third time.

The bill was accordingly read the third time.

On motion of Mr. Paul,—

Resolved, That the House doth now be adjourned.

And then the House adjourned.

**JEUDI,
12 juin 1969**

Trois heures de l'après-midi.

Prière.

M. Paul, de la commission des bills privés et des bills publics, présente le onzième rapport de cette commission ainsi qu'il suit:

Votre commission a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

Bill 108.—Loi refondant la charte de « L'Hôtel-Dieu Saint-Vallier » de Chicoutimi;

Bill 177.—Loi modifiant la charte de L'Hôtel-Dieu de Québec;

Bill 211.—Loi concernant la ville de Candiac.

Et, sans amendement, les bills suivants:

Bill 112.—Loi modifiant la charte de la cité de Sillery;

Bill 187.—Loi concernant la Cité de Côte Saint-Luc;

Bill 235.—Loi concernant la ville de Brossard.

Le rapport est lu et reçu.

M. Sauvageau de la commission parlementaire permanente des Affaires municipales, présente le premier rapport de cette commission ainsi qu'il suit:

Votre commission fait rapport qu'elle réfère à votre honorable chambre, pour considération, les bills suivants:

Bill 13.—Loi modifiant la Loi des cités et villes;

Bill 14.—Loi modifiant le Code municipal.

Le rapport est lu et reçu.

**THURSDAY,
June 12th 1969**

Three o'clock, P.M.

Prayers.

Mr. Paul, from the Committee on Private Bills and Public Bills, presented to the House the eleventh report of the said Committee as follows:

Your committee have agreed to report, with amendments, the following bills:

Bill 108.—An Act to consolidate the charter of "L'Hôtel-Dieu Saint-Vallier" of Chicoutimi;

Bill 177.—An Act to amend the charter of L'Hôtel-Dieu de Québec;

Bill 211.—An Act respecting the town of Candiac.

And, without amendment, the following bills:

Bill 112.—An Act to amend the charter of the city of Sillery;

Bill 187.—An Act respecting the City of Côte Saint-Luc;

Bill 235.—An Act respecting the town of Brossard.

The report was read and received.

Mr. Sauvageau from the Standing Parliamentary Committee on Municipal Affairs, presented to the House the first report of the said Committee as follows:

Your Committee report that they are referring the following bills to your honourable House for consideration:

Bill 13.—An Act to amend the Cities and Towns Act;

Bill 14.—An Act to amend the Municipal Code.

The report was read and received.

M. Paul propose:

Que la commission de la présidence du Conseil soit autorisée à siéger aujourd'hui, pendant que la chambre est en séance.

La motion est adoptée.

Mr. Paul moved:

That the Committee on the Presidency of the Council be authorized to sit today whilst the House is sitting.

The motion was adopted.

Du consentement unanime des membres présents, la chambre se forme en comité plénier pour la prise en considération du bill no 112, intitulé: « Loi modifiant la charte de la cité de Sillery », et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. le président ayant pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport qu'il a examiné le bill et l'a adopté sans l'amender.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Du consentement unanime des membres présents, la chambre se forme en comité plénier pour la prise en considération du bill no 187, intitulé: « Loi concernant la Cité de Côte Saint-Luc », et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. le président ayant pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport qu'il a examiné le bill et l'a adopté sans l'amender.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Du consentement unanime des membres présents, la chambre se forme en comité plénier pour la prise en considération du bill no 235, intitulé: « Loi concernant la ville de Brossard », et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. le président du comité fait rapport qu'il a examiné le bill et l'a adopté sans l'amender.

The House, with unanimous consent, resolved itself into a Committee of the Whole House on bill No. 112, intituled: "An Act to amend the charter of the city of Sillery", and after some time spent therein, Mr. President resumed the Chair, and Mr. Chairman reported that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, without any amendment.

Ordered, That the bill be now read the third time.

The bill was accordingly read the third time.

The House, with unanimous consent, resolved itself into a Committee of the Whole House on bill No. 187, intituled: "An Act respecting the City of Côte Saint-Luc", and after some time spent therein, Mr. President resumed the Chair, and Mr. Chairman reported that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, without any amendment.

Ordered, That the bill be now read the third time.

The bill was accordingly read the third time.

The House, with unanimous consent, resolved itself into a Committee of the Whole House on bill No. 235, intituled: "An Act respecting the town of Brossard", and after some time spent therein, Mr. President resumed the Chair, and Mr. Chairman reported that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, without any amendment.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Conformément à l'ordre du jour, la chambre se forme en comité plénier pour la prise en considération du bill no 204, intitulé: « Loi constituant la Corporation des évaluateurs agréés du Québec », et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. le président ayant pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport qu'il a examiné le bill et l'a adopté sans l'amender.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Ordered, That the bill be now read the third time.

The bill was accordingly read the third time.

The House, according to Order, resolved itself into a Committee of the Whole House to consider bill No. 204, intituled: "An Act to incorporate the Corporation of Chartered Appraisers of Québec", and after some time spent therein, Mr. President resumed the Chair, and Mr. Chairman reported that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, without any amendment.

Ordered, That the bill be now read the third time.

The bill was accordingly read the third time.

Sur la motion de M. Bellemare, il est—

Ordonné que M. Bellemare ait la permission de présenter le bill no 51, intitulé: « Loi sur la qualification professionnelle des entrepreneurs de construction ».

En conséquence, il présente ce bill qui est lu la première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Johnston, il est—

Ordonné que M. Johnston ait la permission de présenter le bill no 52, intitulé: « Loi modifiant la Loi de la taxe sur les repas et l'hôtellerie ».

En conséquence, il présente ce bill qui est lu la première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la présente séance.

On motion of Mr. Bellemare,—

Ordered, That Mr. Bellemare have leave to bring in bill No. 51, intituled: "Building Contractors Vocational Qualification Act".

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

On motion of Mr. Johnston,—

Ordered, That Mr. Johnston have leave to bring in bill No. 52, intituled: "An Act to amend the Meals and Hotels Tax Act".

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the present sitting.

Les documents suivants sont déposés sur le bureau de la chambre:

The following documents were tabled:

Par M. Cardinal:

Copie d'un arrêté en conseil, en date du 21 mai 1969, concernant l'approbation du plan quinquennal d'investissements universitaires.

(Document de la session no 187.)

Par M. Lussier:

Avant-projet de Loi de la Communauté urbaine de Québec.

(Document de la session no 200.)

Par M. Gosselin:

Rapport annuel du ministère des Terres et forêts pour l'exercice 1967/68.

(Document de la session no 188.)

By Mr. Cardinal:

Copy of an Order in Council, dated May 21st 1969, respecting the approval of the five year university investments plan.

(Sessional Papers, No. 187.)

By Mr. Lussier:

Draft of the Québec Urban Community Act.

(Sessional Papers, No. 200.)

By Mr. Gosselin:

Annual report of the Department of Lands and Forests for the fiscal year 1967/68.

(Sessional Papers, No. 188.)

Du consentement unanime de la chambre, M. Lesage propose, secondé par M. Gérin-Lajoie:

Que les noms de MM. Bourassa et Cliche soient substitués à ceux de MM. Laporte et Tessier sur la liste des membres de la commission des Affaires municipales.

La motion est adoptée.

With the unanimous consent of the House, Mr. Lesage moved, seconded by Mr. Gérin-Lajoie:

That the names of Messrs. Laporte and Tessier be replaced by those of Messrs. Bourassa and Cliche on the list of members of the Committee on Municipal Affairs.

The motion was adopted.

Du consentement unanime de la chambre, M. Paul propose:

Que le nom de M. Plamondon soit substitué à celui de M. Dozois sur la liste des membres de la commission des Affaires municipales.

La motion est adoptée.

With the unanimous consent of the House, Mr. Paul moved:

That the name of Mr. Dozois be replaced by that of Mr. Plamondon on the list of members of the Committee on Municipal Affairs.

The motion was adopted.

Du consentement unanime des membres présents, la chambre se forme de nouveau en comité plénier pour la prise en considération du bill no 13, intitulé: « Loi modifiant la Loi des cités et villes », et siège ainsi durant quelque temps; puis,

The House, with unanimous consent, again resolved itself into a Committee of the Whole House on bill No. 13, intituled: "An Act to amend the Cities and Towns Act", and after some time spent therein, Mr. President resumed the Chair; and

M. le président ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Du consentement unanime des membres présents, la chambre se forme de nouveau en comité plénier pour la prise en considération du bill no 14, intitulé: « Loi modifiant le Code municipal », et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. le président ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 47, intitulé: « Loi modifiant la Loi de l'instruction publique ».

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la chambre, pour étude au cours de la présente séance.

Résolu que cette chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. le président ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas fini de délibérer et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

the Chairman reported, that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, with an amendment.

The bill as amended was read and agreed to.

Ordered, that the bill be now read the third time.

The bill was accordingly read the third time.

The House, with unanimous consent, again resolved itself into a Committee of the Whole House on bill No. 14, intituled: "An Act to amend the Municipal Code", and after some time spent therein, Mr. President resumed the Chair; and the Chairman reported, that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, with an amendment.

The bill as amended was read and agreed to.

Ordered, that the bill be now read the third time.

The bill was accordingly read the third time.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 47, intituled: "An Act to amend the Education Act".

The bill was accordingly read the second time, and committed for consideration during the present sitting.

Resolved, That this House do immediately resolve itself into a Committee of the Whole House for the consideration of the bill.

The House accordingly resolved itself into the said Committee; and after some time spent therein, Mr. President resumed the Chair; and the Chairman reported, that the committee had made some progress, and directed him to move for leave to sit again.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la présente séance.

Ordered, That the Committee have leave to sit again at the present sitting.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 50, intitulé: « Loi modifiant le Code du travail ».

M. Bellemare informe la chambre que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce bill.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la chambre, pour étude au cours de la présente séance.

Résolu que cette chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. le président ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

À six heures, M. le président quitte le fauteuil.

Huit heures et quart du soir

M. le président reprend le fauteuil.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 4, intitulé: « Loi modifiant la Loi de l'hôtellerie ».

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 50, intitled: "An Act to amend the Labour Code".

Mr. Bellemare informed the House that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said bill to their consideration.

The bill was accordingly read the second time, and committed for consideration during the present sitting.

Resolved, That this House do immediately resolve itself into a Committee of the Whole House for the consideration of the bill.

The House accordingly resolved itself into the said Committee; and after some time spent therein, Mr. President resumed the Chair; and the Chairman reported, that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, with an amendment.

The bill as amended was read and agreed to.

Ordered, that the bill be now read the third time.

The bill was accordingly read the third time.

At six o'clock, Mr. President left the Chair.

Eight-fifteen o'clock, P.M.

Mr. President took the Chair.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 4, intitled: "An Act to amend the Hotels Act".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la chambre, pour étude au cours de la présente séance.

Résolu que cette chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. le président ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 52, intitulé: « Loi modifiant la Loi de la taxe sur les repas et l'hôtellerie ».

M. Johnston informe la chambre que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce bill.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la chambre, pour étude au cours de la présente séance.

Résolu que cette chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. le président ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

The bill was accordingly read the second time, and committed for consideration during the present sitting.

Resolved, That this House do immediately resolve itself into a Committee of the Whole House for the consideration of the bill.

The House accordingly resolved itself into the said Committee; and after some time spent therein, Mr. President resumed the Chair; and the Chairman reported, that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, with an amendment.

The bill as amended was read and agreed to.

Ordered, that the bill be now read the third time.

The bill was accordingly read the third time.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 52, intitled: "An Act to amend Meals and Hotels Tax Act".

Mr. Johnston informed the House that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said bill to their consideration.

The bill was accordingly read the second time, and committed for consideration during the present sitting.

Resolved, That this House do immediately resolve itself into a Committee of the Whole House for the consideration of the bill.

The House accordingly resolved itself into the said Committee; and after some time spent therein, Mr. President resumed the Chair; and the Chairman reported, that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, with an amendment.

The bill as amended was read and agreed to.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 48, intitulé: « Loi du Bureau d'aménagement des environs d'un nouvel aéroport international au Québec ».

M. Lussier informe la chambre que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce bill.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la chambre, pour étude au cours de la présente séance.

Résolu que cette chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. le président ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas fini de délibérer et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

Du consentement unanime de la chambre, et sur la motion de M. Paul, il est—

Résolu que, lorsque cette chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à demain, à dix heures du matin.

Et, alors, la chambre s'ajourne.

Ordered, that the bill be now read the third time.

The bill was accordingly read the third time.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 48, intitled: "An Act respecting the Development Board for the neighbourhood of a new international airport in the province of Québec".

Mr. Lussier informed the House that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said bill to their consideration.

The bill was accordingly read the second time, and committed for consideration during the present sitting.

Resolved, That this House do immediately resolve itself into a Committee of the Whole House for the consideration of the bill.

The House accordingly resolved itself into the said Committee; and after some time spent therein, Mr. President resumed the Chair; and the Chairman reported, that the committee had made some progress, and directed him to move for leave to sit again.

Ordered, That the Committee have leave to sit again at the next sitting.

With the unanimous consent of the House, and on motion of Mr. Paul,—

Resolved, That when this House adjourns today, it do stand adjourned until tomorrow at ten o'clock, A.M.

And then the House adjourned.

**VENDREDI,
13 juin 1969**

Dix heures du matin.

Prière.

M. Paul, de la commission des bills privés et des bills publics, présente le douzième rapport de cette commission ainsi qu'il suit:

Votre commission a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

Bill 186.—Loi modifiant la charte de la cité de Dorval.

Le rapport est lu et reçu.

M. Paul propose:

Que toutes les commissions permanentes et spéciales de la chambre soient autorisées à siéger durant les vacances parlementaires.

Ces commissions devront faire rapport de leurs délibérations au cours de la reprise des travaux de la chambre.

La motion est adoptée.

M. Paul propose:

Que toutes les commissions permanentes et spéciales qui ont reçu l'autorisation de siéger durant les vacances parlementaires soient autorisées à remplacer un ou plusieurs membres de chacune de ces commissions, pourvu que la liste de ces membres soit déposée, par le chef d'un parti ou par son représentant, au bureau du Président de l'Assemblée nationale quarante-huit heures avant la réunion desdites com-

**FRIDAY,
June 13th 1969**

Ten o'clock, A.M.

Prayers.

Mr. Paul, from the Committee on Private Bills and Public Bills, presented to the House the twelfth report of the said Committee as follows:

Your committee have agreed to report, with amendments, the following bill:

Bill 186.—An Act respecting the charter of the city of Dorval.

The report was read and received.

Mr. Paul moved:

That all the Standing and Special Committees be authorized to sit during the recess of parliament.

Such Committees shall submit a report of their deliberations when the House resumes its work.

The motion was adopted.

Mr. Paul moved:

That all the Standing and Special Committees which have been authorized to sit during the recess of parliament be authorized to replace one or more members of each one of such committees, provided that the list of such members be deposited, by the Leader of a Party or his representative, in the office of the President of the National Assembly, forty-eight hours prior to the meetings of such committees, and

missions et une copie de cet avis doit être remise au secrétaire des commissions.

La motion est adoptée.

a copy of such notice shall be given to the Secretary of Committees.

The motion was adopted.

Du consentement unanime des membres présents, la chambre se forme en comité plénier pour la prise en considération du bill no 186, intitulé: « Loi modifiant la charte de la cité de Dorval », et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. le président ayant pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport qu'il a examiné le bill et l'a adopté sans l'amender.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

The House, with unanimous consent, resolved itself into a Committee of the Whole House on bill No. 186, intituled: "An Act to amend the charter of the city of Dorval", and after some time spent therein, Mr. President resumed the Chair, and Mr. Chairman reported that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, without any amendment.

Ordered, That the bill be now read the third time.

The bill was accordingly read the third time.

Conformément à l'ordre du jour, la chambre se forme en comité plénier pour la prise en considération du bill no 108, intitulé: « Loi refondant la charte de « L'Hôtel-Dieu Saint-Vallier » de Chicoutimi », et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. le président ayant pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport qu'il a examiné le bill et l'a adopté sans l'amender.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

The House, according to Order, resolved itself into a Committee of the Whole House to consider bill No. 108, intituled: "An Act to consolidate the charter of "L'Hôtel-Dieu Saint-Vallier" of Chicoutimi", and after some time spent therein, Mr. President resumed the Chair, and Mr. Chairman reported that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, without any amendment.

Ordered, That the bill be now read the third time.

The bill was accordingly read the third time.

Conformément à l'ordre du jour, la chambre se forme en comité plénier pour la prise en considération du bill no 177, intitulé: « Loi modifiant la charte de L'Hôtel-Dieu de Québec », et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. le président ayant pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport qu'il a examiné le bill et l'a adopté sans l'amender.

The House, according to Order, resolved itself into a Committee of the Whole House to consider bill No. 177, intituled: "An Act to amend the charter of L'Hôtel-Dieu de Québec", and after some time spent therein, Mr. President resumed the Chair, and Mr. Chairman reported that the Committee has gone through the bill, and directed him to report the same, without any amendment.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Conformément à l'ordre du jour, la chambre se forme en comité plénier pour la prise en considération du bill no 211, intitulé: « Loi concernant la ville de Candiac », et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. le président ayant pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport qu'il a examiné le bill et l'a adopté sans l'amender.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Les documents suivants sont déposés sur le bureau de la chambre:

Par M. Beaudry:

Rapport annuel de l'Office du crédit industriel du Québec, pour l'exercice terminé le 31 mars 1969.

(Document de la session no 189.)

Par M. Lussier:

Avant-projet de Loi de la Communauté régionale de l'Outaouais.

(Document de la session no 201.)

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 26, intitulé: « Loi de l'aide sociale ».

Sur la motion de M. Cloutier, il est—
Ordonné que l'ordre qui vient d'être lu soit révoqué.

M. Cloutier propose que ledit bill soit renvoyé pour étude à la Commission de la famille et du bien-être social.

Ordered, That the bill be now read the third time.

The bill was accordingly read the third time.

The House, according to Order, resolved itself into a Committee of the Whole House to consider bill No. 211, intituled: "An Act respecting the town of Candiac", and after some time spent therein, Mr. President resumed the Chair, and Mr. Chairman reported that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, without any amendment.

Ordered, That the bill be now read the third time.

The bill was accordingly read the third time.

The following documents were tabled:

By Mr. Beaudry:

Annual report of the Québec Industrial Credit Bureau, for the fiscal year ended March 31st 1969.

(Sessional Papers, No. 189.)

By Mr. Lussier:

Draft of the Outaouais Regional Community Act.

(Sessional Papers, No. 201.)

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 26, intituled: "Social Aid Act".

On motion of Mr. Cloutier,—

Ordered, That the Order be discharged.

Mr. Cloutier moved that the said bill be referred to the Committee on Family and Social Welfare for examination.

La motion est adoptée.

Le bill est, en conséquence, renvoyé à la Commission de la famille et du bien-être social.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 23, intitulé: « Loi du ministère de la fonction publique ».

Sur la motion de M. Bellemare pour M. Bertrand, il est—

Ordonné que l'ordre qui vient d'être lu soit révoqué.

M. Bellemare pour M. Bertrand propose que ledit bill soit renvoyé pour étude à la Commission de la présidence du Conseil.

La motion est adoptée.

Le bill est, en conséquence, renvoyé à la Commission de la présidence du Conseil.

Conformément à l'ordre du jour, la chambre se forme de nouveau en comité plénier pour la prise en considération du bill no 47, intitulé: « Loi modifiant la Loi de l'instruction publique », et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. le président ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

The motion was adopted.

The bill was accordingly referred to the Committee on Family and Social Welfare.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 23, intituled: "Civil Service Department Act".

On motion of Mr. Bellemare on behalf of Mr. Bertrand,—

Ordered, That the Order be discharged.

Mr. Bellemare on behalf of Mr. Bertrand moved that the said bill be referred to the Committee on the Presidency of the Council.

The motion was adopted.

The bill was accordingly referred to the Committee on the Presidency of the Council.

The House, according to Order, again resolved itself into a Committee of the Whole House to consider bill No. 47, intituled: "An Act to amend the Education Act", and after some time spent therein, Mr. President resumed the Chair; and the Chairman reported, that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, with an amendment.

The bill as amended was read and agreed to.

Ordered, that the bill be now read the third time.

The bill was accordingly read the third time.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 45, intitulé: « Loi modifiant le Régime de retraite des fonctionnaires ».

M. Dozois informe la chambre que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce bill.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la chambre, pour étude au cours de la présente séance.

Résolu que cette chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. le président ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas fini de délibérer et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la présente séance.

M. Dozois transmet à M. le président et M. le président lit à la chambre le message suivant de l'honorable Administrateur de la province de Québec:

L'honorable Administrateur de la province de Québec transmet à l'Assemblée nationale le budget supplémentaire des dépenses (no 1) pour l'année financière se terminant le 31 mars 1970, conformément aux dispositions de l'article 54 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1867, et recommande ce budget à la considération de la chambre.

ANDRÉ TASCHEREAU.

Hôtel du Gouvernement,
Québec, le 13 juin 1969.

(Document de la session no 2A.)

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 45, intituled: "An Act to amend the Civil Service Superannuation Plan".

Mr. Dozois informed the House that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said bill to their consideration.

The bill was accordingly read the second time, and committed for consideration during the present sitting.

Resolved, That this House do immediately resolved itself into a Committee of the Whole House for the consideration of the bill.

The House accordingly resolved itself into the said Committee; and after some time spent therein, Mr. President resumed the Chair; and the Chairman reported, that the committee had made some progress, and directed him to move for leave to sit again.

Ordered, That the Committee have leave to sit again at the present sitting.

Mr. Dozois delivered to Mr. President a message from the Honourable the Administrator of the Province of Québec:

And the Message was read by Mr. President as followeth:

The Honourable the Administrator of the Province of Québec forwards to the National Assembly the Supplementary Estimates (No. 1) of Expenditure for the fiscal year ending March 31st 1970, in pursuance of the provisions of the 54th Section of the British North America Act, 1867, and recommends these Estimates to the consideration of the House.

ANDRÉ TASCHEREAU.

Government House,
Québec, June 13th 1969.

(Sessional Papers, No. 2A.)

M. Dozois propose:

Que le message de l'honorable Administrateur de la province de Québec soit renvoyé au comité des subsides, avec le budget supplémentaire qui l'accompagne.

La motion est adoptée.

L'ordre du jour appelle la chambre à se former de nouveau en comité des subsides.

M. Dozois propose que M. le président quitte maintenant le fauteuil et que la chambre se forme de nouveau en comité des subsides et la motion est adoptée.

En conséquence, la chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

(Budget supplémentaire no 1.)

1. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux millions trois cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Sûreté du Québec (Justice) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

2. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de soixante-quinze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Bureau de revision du Code civil (Justice) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

Résolutions à rapporter.

M. le président prend de nouveau place au fauteuil et M. le président du comité fait rapport que ce comité a adopté deux résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Mr. Dozois moved:

That the message of the Honourable the Administrator of the Province of Québec together with the Supplementary Estimates accompanying the same, be referred to the Committee of Supply.

The motion was adopted.

The Order of the Day being read for the House again in Committee of Supply.

Mr. Dozois moved, and the Question being put, that Mr. President do now leave the Chair, it was resolved in the Affirmative. The House accordingly resolved itself into the said Committee.

(IN THE COMMITTEE)

(Supplementary budget No. 1.)

1. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of two million three hundred thousand dollars, necessary to defray the item, "Québec Police Force (Justice)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

2. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of seventy-five thousand dollars, necessary to defray the item, "Board for revision of the Civil Code (Justice)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

Resolutions to be reported.

Mr. President resumed the Chair; and the Chairman reported, that the Committee had come to two resolutions.

The Chairman also acquainted the House, that he was directed to move, that the Committee may have leave to sit again.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Résolu qu'à sa présente séance la chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

The resolutions were read and agreed to.

Resolved, That this House will, at its present sitting, again resolve itself into the said Committee.

L'ordre du jour appelle la chambre à se former de nouveau en comité des voies et moyens.

M. Dozois propose que M. le président quitte maintenant le fauteuil et que la chambre se forme de nouveau en comité des voies et moyens et la motion est adoptée.

En conséquence, la chambre se forme de nouveau en comité des voies et moyens.

(EN COMITÉ)

Résolu,—Que sur le fonds consolidé du revenu de cette province, il sera et pourra être pris une somme n'excédant pas, en tout, \$2,375,000 pour subvenir aux diverses charges et dépenses du gouvernement et du service public de cette province, pour l'année financière se terminant le 31 mars 1970 auxquelles il n'est pas autrement pourvu.

Il pourra en outre être pris, pour les fins de tout crédit voté à la suite d'une estimation budgétaire dont le détail prévoyait une contribution, un remboursement ou une imputation en réduction des sommes à dépenser, un montant égal à cette contribution, à ce remboursement ou cette imputation.

Résolution à rapporter.

M. le président prend de nouveau place au fauteuil et M. le président du comité fait rapport que ce comité a adopté une résolution et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

The Order of the Day being read for the House again in Committee of Ways and Means.

Mr. Dozois moved, and the Question being put, that Mr. President do now leave the Chair, it was resolved in the Affirmative. The House accordingly resolved itself into the said Committee.

(IN THE COMMITTEE)

Resolved, That from and out of the consolidated revenue fund of this Province there shall and may be taken a sum not exceeding, in all, \$2,375,000 for defraying, for the fiscal year ending on the 31st of March 1970, the charges and expenses of the Government and public service of the Province, not otherwise provided for.

There may in addition be taken, for the purposes of any appropriation voted pursuant to a budgetary estimate the details of which provided for a contribution, reimbursement or imputation in reduction of the sums to be expended, an amount equal to such contribution, reimbursement or imputation.

Resolution to be reported.

Mr. President resumed the Chair; and the Chairman reported, that the Committee had come to one resolution.

The Chairman also acquainted the House, that he was directed to move, that the Committee may have leave to sit again.

Ladite résolution est lue et agréée.

Résolu qu'à sa présente séance la chambre se formera de nouveau en comité des voies et moyens.

The resolution was read and agreed to.

Resolved, That this House will, at its present sitting, again resolve itself into the said Committee.

M. Dozois présente, en conséquence, un bill basé sur ladite résolution: Bill 53, « Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1970, et pour d'autres fins du service public », lequel bill est lu la première, la deuxième et la troisième fois.

Mr. Dozois accordingly introduced a bill based on the said resolution, namely: Bill 53, "An Act granting to Her Majesty moneys required for the expenses of the Government for the fiscal year ending on the 31st of March 1970, and for other purposes connected with the public service", which was read the first, second and third time.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 51, intitulé: « Loi sur la qualification professionnelle des entrepreneurs de construction ».

Sur la motion de M. Bellemare, il est—
Ordonné que l'ordre qui vient d'être lu soit révoqué.

M. Bellemare propose que ledit bill soit renvoyé pour étude à la Commission du Travail et de la main-d'oeuvre.

La motion est adoptée.

Le bill est, en conséquence, renvoyé à la Commission du Travail et de la main-d'oeuvre.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 51, intituled: "Building Contractors Vocational Qualification Act".

On motion of Mr. Bellemare,—

Ordered, That the Order be discharged.

Mr. Bellemare moved that the said bill be referred to the Committee on Labour and Manpower for examination.

The motion was adopted.

The bill was accordingly referred to the Committee on Labour and Manpower.

À midi et quarante-cinq, M. le président quitte le fauteuil.

At twelve forty-five o'clock, P.M., Mr. President left the Chair.

Deux heures de l'après-midi.

Two o'clock, P.M.

M. le président reprend le fauteuil.

Mr. President took the Chair.

Du consentement unanime de la chambre, M. Paul propose:

With the unanimous consent of the House, Mr. Paul moved:

Que le nom de M. Mathieu soit substitué à celui de M. Beaulieu sur la liste des membres de la commission des engagements financiers, et que M. Plamondon agisse comme président substitut.

La motion est adoptée.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill no 49, intitulé: « Loi sur la formation professionnelle de la main-d'oeuvre ».

M. Bellemare informe la chambre que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce bill.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la chambre, pour étude au cours de la présente séance.

Résolu que cette chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. le président ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas fini de délibérer et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la présente séance.

Conformément à l'ordre du jour, la chambre se forme de nouveau en comité plénier pour la prise en considération du bill no 45, intitulé: « Loi modifiant le Régime de retraite des fonctionnaires », et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. le président ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

That the name of Mr. Beaulieu be replaced by that of Mr. Mathieu on the list of members of the Committee on Financial Commitments of the Government, and that Mr. Plamondon do act as Deputy Chairman.

The motion was adopted.

The Order of the Day being read for the second reading of bill No. 49, intituled: "Manpower Vocational Training and Qualification Act".

Mr. Bellemare informed the House that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said bill to their consideration.

The bill was accordingly read the second time, and committed for consideration during the present sitting.

Resolved, That this House do immediately resolve itself into a Committee of the Whole House for the consideration of the bill.

The House accordingly resolved itself into the said Committee; and after some time spent therein, Mr. President resumed the Chair; and the Chairman reported, that the committee had made some progress, and directed him to move for leave to sit again.

Ordered, That the Committee have leave to sit again at the present sitting.

The House, according to Order, again resolved itself into a Committee of the Whole House to consider bill No. 45, intituled: "An Act to amend the Civil Service Superannuation Plan", and after some time spent therein, Mr. President resumed the Chair; and the Chairman reported, that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, with an amendment.

The bill as amended was read and agreed to.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Conformément à l'ordre du jour, la chambre se forme de nouveau en comité plénier pour la prise en considération du bill no 49, intitulé: « Loi sur la formation professionnelle de la main-d'oeuvre », et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. le président ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Conformément à l'ordre du jour, la chambre se forme de nouveau en comité plénier pour la prise en considération du bill No 48, intitulé: « Loi du Bureau d'aménagement des environs d'un nouvel aéroport international au Québec », et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. le président ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la chambre à se former de nouveau en comité des subsides.

Ordered, that the bill be now read the third time.

The bill was accordingly read the third time.

The House, according to Order, again resolved itself into a Committee of the Whole House to consider bill No. 49, intituled: "Manpower Vocational Training and Qualification Act", and after some time spent therein, Mr. President resumed the Chair; and the Chairman reported, that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, with an amendment.

The bill as amended was read and agreed to.

Ordered, that the bill be now read the third time.

The bill was accordingly read the third time.

The House, according to Order, again resolved itself into a Committee of the Whole House to consider bill No. 48, intituled: "An Act respecting the Development Board for the neighbourhood of a new international airport in the province of Québec", and after some time spent therein, Mr. President resumed the Chair; and the Chairman reported, that the Committee had gone through the bill and directed him to report the same, with an amendment.

The bill as amended was read and agreed to.

Ordered, that the bill be now read the third time.

The bill was accordingly read the third time.

The Order of the Day being read for the House again in Committee of Supply.

M. Dozois propose que M. le président quitte maintenant le fauteuil et que la chambre se forme de nouveau en comité des subsides et la motion est adoptée.

En conséquence, la chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

M. Sauvageau fait le rapport suivant:

M. le président des comités,

J'ai l'honneur de faire rapport que la commission des Affaires municipales, chargée d'examiner les articles du budget des dépenses de ce ministère, a adopté tous les item de ce budget.

M. Plamondon fait le rapport suivant:

M. le président des comités,

J'ai l'honneur de faire rapport que la commission de la Famille et Bien-être social, chargée d'examiner les articles du budget des dépenses de ce ministère, a adopté tous les item de ce budget.

1. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois millions huit cent cinquante mille sept cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Administration (Affaires municipales) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

2. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de six millions de dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Subventions pour travaux d'hiver aux cités et villes et programme d'allocations aux municipalités rurales (Affaires municipales) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

3. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq millions cinq cent mille

Mr. Dozois moved, and the Question being put, that Mr. President do now leave the Chair, it was resolved in the Affirmative. The House accordingly resolved itself into the said Committee.

(IN THE COMMITTEE)

Mr. Sauvageau made the following report:

Mr. Chairman,

I have the honour to report that the Committee on Municipal Affairs, entrusted with the examination of the estimates of such Department, have adopted all the items of this budget.

Mr. Plamondon made the following report:

Mr. Chairman,

I have the honour to report that the Committee on Family and Social Welfare, entrusted with the examination of the estimates of such Department, have adopted all the items of this budget.

1. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of three million eight hundred fifty thousand seven hundred dollars, necessary to defray the item, "Administration (Municipal Affairs)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

2. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of six million dollars, necessary to defray the item, "Grants for winter works to cities and towns and rural municipalities assistance programme (Municipal Affairs)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

3. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of five million five hundred thousand

dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Subventions aux municipalités pour établissement de services municipaux d'aqueducs et d'égouts, prévention des incendies et usines d'épuration des eaux (Affaires municipales) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

4. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre millions sept cent douze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Société d'habitation du Québec (Affaires municipales) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

5. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre-vingt-cinq mille deux cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Commission d'aménagement de Québec (Affaires municipales) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

6. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre cent soixante-six mille quatre cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Urbanisme (Affaires municipales) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

7. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trente-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Loi concernant la municipalité de la Côte-Nord du golfe Saint-Laurent (Affaires municipales) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

8. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de un million trois cent soixante-quinze mille quatre cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Subvention au Bureau d'assainissement des eaux du Québec métropo-

dollars, necessary to defray the item, "Grants to municipalities for establishment of municipal waterworks and sewer systems, for fire prevention and for water purification plants (Municipal Affairs)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

4. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of four million seven hundred twelve thousand dollars, necessary to defray the item, "Québec Housing Corporation (Municipal Affairs)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

5. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of eighty-five thousand two hundred dollars, necessary to defray the item, "Québec Planning Commission (Municipal Affairs)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

6. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of four hundred sixty-six thousand four hundred dollars, necessary to defray the item, "Town-planning (Municipal Affairs)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

7. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of thirty-five thousand dollars, necessary to defray the item, "Act respecting the municipality of the North Shore of the Gulf of St. Lawrence (Municipal Affairs)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

8. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of one million three hundred seventy-five thousand four hundred dollars, necessary to defray the item, "Grant to the Greater Québec Water Purification Board (Municipal Affairs)", of the budget for

litain (Affaires municipales) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

9. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatorze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Autres subventions (Affaires municipales) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

10. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent soixante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Dépenses diverses ou imprévues (Affaires municipales) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

11. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre-vingt mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Achat, construction et transformation d'immeubles, y compris ameublement et équipement (Affaires municipales) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

12. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux millions six cent vingt-huit mille deux cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Administration (Éducation) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

13. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de six cent quatre-vingt-douze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Direction générale de la planification (Éducation) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

14. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois millions sept cent vingt et un mille cent dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article:

the fiscal year ending 31st March 1970.

9. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of fourteen thousand dollars, necessary to defray the item, "Other grants (Municipal Affairs)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

10. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of one hundred sixty thousand dollars, necessary to defray the item, "Miscellaneous or unforeseen expenses (Municipal Affairs)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

11. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of eighty thousand dollars, necessary to defray the item, "Purchase, construction and alteration of moveables, including furnishings and equipment (Municipal Affairs)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

12. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of two million six hundred twenty-eight thousand two hundred dollars, necessary to defray the item, "Administration (Education)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

13. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of six hundred ninety-two thousand dollars, necessary to defray the item, "Planning Branch (Education)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

14. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of three million seven hundred twenty-one thousand one hundred dollars, necessary to defray the item, "Data-

« Service de l'information (Éducation », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

15. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux millions sept cent trois mille cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Direction générale de l'enseignement élémentaire et secondaire (Éducation) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

16. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de un million quatre cent cinquante-cinq mille cent dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Écoles dans les territoires non organisés et cours spéciaux; écoles d'agriculture et écoles ménagères pratiques (Éducation) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

17. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de huit cent vingt mille huit cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Direction générale de l'enseignement collégial (Éducation) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

18. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de sept millions neuf cent dix-huit mille neuf cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Écoles de métiers et instituts techniques (Éducation) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

19. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de soixante-deux millions huit cent vingt mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Subventions de fonctionnement aux collèges d'enseignement général et professionnel (Éducation) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

processing Service (Education)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

15. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of two million seven hundred three thousand five hundred dollars, necessary to defray the item, "Elementary and Secondary Education Branch (Education)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

16. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of one million four hundred fifty-five thousand one hundred dollars, necessary to defray the item, "Schools in unorganized centres and special courses; agricultural schools and practical home service schools (Education)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

17. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of eight hundred twenty thousand eight hundred dollars, necessary to defray the item, "College Education Branch (Education)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

18. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of seven million nine hundred eighteen thousand nine hundred dollars, necessary to defray the item, "Trade schools and technical institutes (Education)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

19. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of sixty-two million eight hundred twenty thousand dollars, necessary to defray the item, "Grants to general and vocational colleges for current expenses (Education)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

20. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux millions cinq cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Subventions aux collèges d'enseignement général et professionnel pour achat, construction et transformation d'écoles (Éducation) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

21. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois millions de dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Subventions aux collèges d'enseignement général et professionnel pour le service de la dette à long terme (Éducation) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

22. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de un million huit cent deux mille quatre cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Direction générale de la formation des maîtres (Éducation) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

23. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de six millions six cent quatre mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « École normales (Éducation) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

24. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de huit cent cinquante-trois mille six cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Direction générale de l'équipement (Éducation) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

25. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de neuf cent trente mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Direction générale du

20. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of two million five hundred thousand dollars, necessary to defray the item, "Grants to general and vocational colleges for purchase, construction and alteration of schools (Education)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

21. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of three million dollars, necessary to defray the item, "Grants to general and vocational colleges for the long-term debt service (Education)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

22. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of one million eight hundred two thousand four hundred dollars, necessary to defray the item, "Teacher-training Branch (Education)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

23. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of six million six hundred four thousand dollars, necessary to defray the item, "Normal schools (Education)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

24. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of eight hundred fifty-three thousand six hundred dollars, necessary to defray the item, "Equipment Branch (Education)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

25. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of nine hundred thirty thousand dollars, necessary to defray the item, "Financing Branch (Education)", of the

financement (Éducation) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

26. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trente millions trente-sept mille quatre cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Aide aux étudiants (Éducation) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

27. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq cent dix-sept millions quatre cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Subventions de fonctionnement aux commissions scolaires (Éducation) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

28. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de soixante-six millions de dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Subventions aux commissions scolaires pour achat, construction et transformation d'écoles (Éducation) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

29. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de huit millions de dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Subventions aux commissions scolaires pour le service de la dette à long terme (Éducation) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

30. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de dix-huit millions sept cent soixante-huit mille cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Subventions aux institutions d'enseignement privées (Éducation) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

26. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of thirty million thirty-seven thousand four hundred dollars, necessary to defray the item, "Student aid (Education)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

27. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of five hundred seventeen million four hundred thousand dollars, necessary to defray the item, "Grants to school boards for current expenses (Education)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

28. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of sixty-six million dollars, necessary to defray the item, "Grants to school boards for purchase, construction and alteration of schools (Education)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

29. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of eight million dollars, necessary to defray the item, "Grants to school boards for long-term debt service (Education)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

30. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of eighteen million seven hundred sixty-eight thousand five hundred dollars, necessary to defray the item, "Grants to private educational institutions (Education)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

31. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cent cinquante-sept mille cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Direction générale de l'enseignement supérieur (Éducation) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

32. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de dix millions huit cent trente-neuf mille huit cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Université du Québec: siège social et universités constituantes (Éducation) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

33. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de neuf cent treize mille deux cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Enseignement des beaux-arts (Éducation) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

34. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt-trois millions quatre cent quatre-vingt-onze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Université Laval: subvention (Éducation) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

35. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt-sept millions cinq cent quarante-trois mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Université de Montréal: subvention (Éducation) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

36. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de un million huit cent quatre-vingt-dix mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article « École des Hautes Études Commer-

31. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of two hundred fifty-seven thousand five hundred dollars, necessary to defray the item, « Higher Education Branch (Education) », of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

32. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of ten million eight hundred thirty-nine thousand eight hundred dollars, necessary to defray the item, « University of Québec: corporate seat and constituent universities (Education) », of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

33. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of nine hundred thirteen thousand two hundred dollars, necessary to defray the item, « Teaching of fine arts (Education) », of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

34. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of twenty-three million four hundred ninety-one thousand dollars, necessary to defray the item, « Université Laval: grant (Education) », of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

35. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of twenty-seven million five hundred forty-three thousand dollars, necessary to defray the item, « Université de Montréal: grant (Education) », of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

36. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of one million eight hundred ninety-eight thousand dollars, necessary to defray the item, « École des Hautes Études Commerciales: grant (Education) », of the

ciales: subvention (Éducation) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

37. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre millions huit cent soixante-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « École Polytechnique: subvention (Éducation) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

38. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt et un millions deux cent cinquante-deux mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « McGill University: subvention (Éducation) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

39. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de huit millions cinq cent huit mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Université de Sherbrooke: subvention (Éducation) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

40. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de un million cinq cent dix mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Bishop's University: subvention (Éducation) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

41. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de six millions six cent trente-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Sir George Williams University: subvention (Éducation) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

42. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre millions deux cent cinquante mille dollars, nécessaire pour

budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

37. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of four million eight hundred sixty-five thousand dollars, necessary to defray the item, "École Polytechnique: grant (Education)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

38. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of twenty-one million two hundred fifty-two thousand dollars, necessary to defray the item, "McGill University: grant (Education)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

39. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of eight million five hundred eight thousand dollars, necessary to defray the item, "Université de Sherbrooke: grant (Education)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

40. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of one million five hundred ten thousand dollars, necessary to defray the item, "Bishop's University: grant (Education)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

41. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of six million six hundred thirty-five thousand dollars, necessary to defray the item, "Sir George Williams University: grant (Education)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

42. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of four million two hundred fifty thousand dollars, necessary to defray the

couvrir les dépenses prévues à l'article: « Subventions spéciales aux universités pour le service de la dette à long terme (Éducation) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

43. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq millions onze mille huit cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Direction générale de l'éducation permanente (Éducation) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

44. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux millions cinq cent quatre-vingt-sept mille neuf cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Bureaux régionaux (Éducation) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

45. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de un million cent cinquante-sept mille neuf cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Service de l'information (Éducation) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

46. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux millions six cent six mille cent dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Service des moyens techniques d'enseignement (Éducation) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

47. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois cent vingt-huit mille huit cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Coopération avec l'extérieur: administration (Éducation) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

48. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux millions cinq cent vingt

item, "Special grants to universities for the long-term debt service (Education)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

43. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of five million eleven thousand eight hundred dollars, necessary to defray the item, "Continuing Education Branch (Education)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

44. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of two million five hundred eighty-seven thousand nine hundred dollars, necessary to defray the item, "Regional Bureaus (Education)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

45. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of one million one hundred fifty-seven thousand nine hundred dollars, necessary to defray the item, "Information Service (Education)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

46. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of two million six hundred six thousand one hundred dollars, necessary to defray the item, "Instructional media service (Education)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

47. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of three hundred twenty-eight thousand eight hundred dollars, necessary to defray the item, "Co-operation with other governments: administration (Education)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

48. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of two million five hundred twenty-

et un mille six cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Subventions spéciales (Éducation) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

49. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq cent huit mille cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Institut de recherche pédagogique (Éducation) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

50. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre cent quatre-vingt-quinze mille cent dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Conseil supérieur de l'éducation (Éducation) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

51. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent trente mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Conseil des universités (Éducation) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

52. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de six cent soixante-dix mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Intérêts sur solde du prix d'achat de propriétés (Éducation) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

53. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Dépenses diverses ou imprévues (Éducation) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

54. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq millions de dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Achat, construction et trans-

one thousand six hundred dollars, necessary to defray the item, "Special grants (Education)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

49. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of five hundred eight thousand five hundred dollars, necessary to defray the item, "Educational Research Institute (Education)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

50. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of four hundred ninety-five thousand one hundred dollars, necessary to defray the item, "Superior Council of Education (Education)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

51. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of one hundred thirty-thousand dollars, necessary to defray the item, "Council of Universities (Education)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

52. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of six hundred seventy thousand dollars, necessary to defray the item, "Interest on balance of purchase price of properties (Education)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

53. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of one hundred thousand dollars, necessary to defray the item, "Miscellaneous or unforeseen expenses (Education)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

54. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of five million dollars, necessary to defray the item, "Purchase, construction and alteration of immoveables, including

formation d'immeubles, y compris ameublement et équipement (Éducation) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

55. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de six millions cent quatorze mille deux cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Administration (Famille et bien-être social) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

56. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Service de l'informatique (Famille et bien-être social) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

57. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de un million sept cent trente-huit mille six cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Assistance sociale: administration (Famille et bien-être social) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

58. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt-cinq millions cinq cent cinquante-six mille deux cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Bureaux locaux et régionaux, et financement des agences sociales (Famille et bien-être social) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

59. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cent cinquante-six millions sept cent cinquante quatre mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Allocations diverses (Famille et bien-être social) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

furnishings and equipment (Education)”, of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

55. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of six million one hundred fourteen thousand two hundred dollars, necessary to defray the item, “Administration (Family and Social Welfare)”, of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

56. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of one thousand dollars, necessary to defray the item, “Data-processing Service (Family and Social Welfare)”, of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

57. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of one million seven hundred thirty-eight thousand six hundred dollars, necessary to defray the item, “Social assistance: administration (Family and Social Welfare)”, of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

58. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of twenty-five million five hundred fifty-six thousand two hundred dollars, necessary to defray the item, “Local and regional offices and financing of social agencies (Family and Social Welfare)”, of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

59. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of two hundred fifty-six million seven hundred fifty-four thousand dollars, necessary to defray the item, “Various allowances (Family and Social Welfare)”, of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

60. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cent vingt-huit mille six cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Bien-être de l'enfance et de la jeunesse (Famille et bien-être social) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

61. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois cent douze mille cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Orientation des placements d'enfants (Famille et bien-être social) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

62. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinquante-quatre millions neuf cent vingt-six mille quatre cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Institutions de l'enfance (Famille et bien-être social) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

63. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt-deux millions six cent onze mille quatre cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Services sociaux de l'enfance (Famille et bien-être social) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

64. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de dix-neuf millions cinq cent soixante-treize mille quatre cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Bien-être des personnes âgées et autres adultes (Famille et bien-être social) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

65. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois cent cinquante mille cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Subventions

60. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of two hundred twenty-eight thousand six hundred dollars, necessary to defray the item, "Child and youth welfare: administration (Family and Social Welfare)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

61. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of three hundred twelve thousand five hundred dollars, necessary to defray the item, "Child placement guidance (Family and Social Welfare)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

62. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of fifty-four million nine hundred twenty-six thousand four hundred dollars, necessary to defray the item, "Child Institutions (Family and Social Welfare)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

63. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of twenty-two million six hundred eleven thousand four hundred dollars, necessary to defray the item, "Child Social Services (Family and Social Welfare)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

64. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of nineteen million five hundred seventy-three thousand four hundred dollars, necessary to defray the item, "Welfare of aged persons and other adults (Family and Social Welfare)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

65. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of three hundred fifty thousand five hundred dollars, necessary to defray the item, "Grants (Family and Social Wel-

(Famille et bien-être social) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

66. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent soixante-six mille deux cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Commission des allocations sociales du Québec (Famille et bien-être social) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

67. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt et un mille cent dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Conseil supérieur de la famille (Famille et bien-être social) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

68. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trente mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Dépenses diverses ou imprévues (Famille et bien-être social) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

69. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de sept cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Achat, construction et transformation d'immeubles, y compris ameublement et équipement (Famille et bien-être social) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

70. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de un million soixante-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Administration (Industrie et commerce) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

71. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois cent trente mille cent dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses

», of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

66. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of one hundred sixty-six thousand two hundred dollars, necessary to defray the item, "Québec Social Allowances Commission (Family and Social Welfare)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

67. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of twenty-one thousand one hundred dollars, necessary to defray the item, "Family Superior Council (Family and Social Welfare)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

68. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of thirty thousand dollars, necessary to defray the item, "Miscellaneous or unforeseen expenses (Family and Social Welfare)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

69. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of seven hundred thousand dollars, necessary to defray the item, "Purchase, construction and alteration of immovables, including furnishings and equipment (Family and Social Welfare)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

70. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of one million sixty-five thousand dollars, necessary to defray the item, "Administration (Industry and Commerce)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

71. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of three hundred thirty thousand one hundred dollars, necessary to defray the

ses prévues à l'article: « Bureau de recherches économiques (Industrie et commerce) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

72. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux millions cent soixante-neuf mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Pavillon du Québec à l'Exposition universelle d'Osaka, Japon (Industrie et commerce) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

73. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de un million huit cent quatre-vingt-seize mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Direction de l'industrie (Industrie et commerce) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

74. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Direction du commerce (Industrie et commerce) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

75. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de un million six cent vingt et un mille quatre cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Bureau de la statistique du Québec (Industrie et commerce) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

76. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de un million neuf cent cinquante-deux mille trois cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Direction générale des pêcheries (Industrie et commerce) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

item, "Economic Research Bureau (Industry and Commerce)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

72. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of two million one hundred sixty-nine thousand dollars, necessary to defray the item, "Québec Pavilion at World Exhibition of Osaka, Japan (Industry and Commerce)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

73. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of one million eight hundred ninety-six thousand dollars, necessary to defray the item, "Industry Branch (Industry and Commerce)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

74. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of one hundred ninety-nine thousand nine hundred dollars, necessary to defray the item, "Commerce Branch (Industry and Commerce)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

75. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of one million six hundred twenty-one thousand four hundred dollars, necessary to defray the item, "Québec Bureau of Statistics (Industry and Commerce)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

76. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of one million nine hundred fifty-two thousand three hundred dollars, necessary to defray the item, "Fisheries Branch (Industry and Commerce)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

77. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre cent quarante et un mille cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Honoraires (Industrie et commerce) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

78. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois millions neuf cent un mille sept cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Subventions (Industrie et commerce) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

79. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois cent cinquante-deux mille quatre cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Office du crédit industriel du Québec (Industrie et commerce) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

80. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre cent soixante-dix-neuf mille neuf cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Société du parc industriel du centre du Québec (Industrie et commerce) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

81. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de dix mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Indemnités aux accidentés ou leurs dépendants et soins médicaux (Industrie et commerce) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

82. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de dix mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Dépenses diverses ou imprévues

77. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of four hundred forty-one thousand five hundred dollars, necessary to defray the item, "Fees (Industry and Commerce)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

78. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of three million nine hundred one thousand seven hundred dollars, necessary to defray the item, "Grants (Industry and Commerce)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

79. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of three hundred fifty-two thousand four hundred dollars, necessary to defray the item, "Québec Industrial Credit Bureau (Industry and Commerce)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

80. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of four hundred seventy-nine thousand nine hundred dollars, necessary to defray the item, "Central Québec Industrial Park Corporation (Industry and Commerce)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

81. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of ten thousand dollars, necessary to defray the item, "Indemnities to injured persons or their dependents and medical care (Industry and Commerce)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

82. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of ten thousand dollars, necessary to defray the item, "Miscellaneous or unforeseen expenses (Industry and Commer-

(Industrie et commerce) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

83. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux millions trois cent trente-quatre mille quatre cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Administration (Justice) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

84. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois millions cent soixante-six mille deux cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Affaires criminelles (Justice) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

85. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de un million sept cent cinquante-sept mille huit cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Affaires civiles (Justice) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

86. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cent quatre-vingt-onze mille cent dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Commission de police du Québec (Justice) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

87. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq cent huit mille sept cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Institut de police du Québec (Justice) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

88. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trente-trois millions quarante-sept mille huit cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'ar-

ce)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

83. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of two million three hundred thirty-four thousand four hundred dollars, necessary to defray the item, "Administration (Justice)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

84. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of three million one hundred sixty-six thousand two hundred dollars, necessary to defray the item, "Criminal affairs (Justice)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

85. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of one million seven hundred fifty-seven thousand eight hundred dollars, necessary to defray the item, "Civil affairs (Justice)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

86. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of two hundred ninety-one thousand one hundred dollars, necessary to defray the item, "Québec Police Commission (Justice)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

87. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of five hundred eight thousand seven hundred dollars, necessary to defray the item, "Québec Police Institute (Justice)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

88. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of thirty-three million forty-seven thousand eight hundred dollars, necessary to defray the item, "Québec Police Force

ticle: « Sûreté du Québec (Justice) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

89. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq cent quarante-deux mille deux cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Institut de médecine légale et de police scientifique (Justice) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

90. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de onze millions six cent vingt-neuf mille cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Cours d'appel, supérieure, provinciale et des sessions de la paix (Justice) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

91. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de un million six cent cinquante-cinq mille huit cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Cours de bien-être social (Justice) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

92. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux millions deux cent quatre-vingt-un mille sept cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Bureaux d'enregistrement (Justice) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

93. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatorze millions neuf cent douze mille quatre cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Institutions pénales et service de probation (Justice) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

94. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à

(Justice)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

89. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of five hundred forty-two thousand two hundred dollars, necessary to defray the item, "Medico-legal and scientific police Institute (Justice)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

90. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of eleven million six hundred twenty-nine thousand five hundred dollars, necessary to defray the item, "Appeal, Superior, Provincial, and Sessions of the Peace Courts (Justice)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

91. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of one million six hundred fifty-five thousand eight hundred dollars, necessary to defray the item, "Social Welfare Courts (Justice)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

92. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of two million two hundred eighty-one thousand seven hundred dollars, necessary to defray the item, "Registry Offices (Justice)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

93. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of fourteen million nine hundred twelve thousand four hundred dollars, necessary to defray the item, "Penal institutions and probation Service (Justice)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

94. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of two hundred thousand dollars, necessary to defray the item, "Board for

l'article: « Office de revision du Code civil (Justice) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

95. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent soixante-quinze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Commission d'enquête sur l'administration de la justice en matière criminelle et pénale (Justice) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

96. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq cent soixante-dix-sept mille cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Honoraires et subventions (Justice) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

97. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trente-six mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Dépenses diverses ou imprévues (Justice) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

98. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de huit cent trente-deux mille huit cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Administration (Tourisme, chasse et pêche) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

99. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de un million huit cent quatre-vingt-quinze mille neuf cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Service de l'aménagement de la faune (Tourisme, chasse et pêche) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

100. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre millions neuf cent soixante et un mille deux cents dollars,

the revision of the Civil Code (Justice)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

95. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of one hundred seventy-five thousand dollars, necessary to defray the item, "Commission of inquiry on the administration of justice in criminal and penal matters (Justice)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

96. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of five hundred seventy-seven thousand five hundred dollars, necessary to defray the item, "Fees and grants (Justice)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

97. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of thirty-six thousand dollars, necessary to defray the item, "Miscellaneous or unforeseen expenses (Justice)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

98. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of eight hundred thirty-two thousand eight hundred dollars, necessary to defray the item, "Administration (Tourism, Fish and Game)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

99. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of one million eight hundred ninety-five thousand nine hundred dollars, necessary to defray the item, "Wild-life Management Service (Tourism, Fish and Game)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

100. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of four million nine hundred sixty-one thousand two hundred dollars, necessary

nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Service de la protection de la faune (Tourisme, chasse et pêche) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

101. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de six millions sept cent sept mille trois cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Service des parcs et réserves (Tourisme, chasse et pêche) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

102. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre cent deux mille deux cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Jardin zoologique de Québec (Tourisme, chasse et pêche) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

103. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Inventaire canadien des terres (Tourisme, chasse et pêche) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

104. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux millions cinq cent vingt-sept mille six cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Tourisme (Tourisme, chasse et pêche) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

105. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de six cent vingt-quatre mille deux cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Service de l'hôtellerie (Tourisme, chasse et pêche) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

106. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de six cent soixante-dix mille huit

ry to defray the item, "Wild-life Protection Service (Tourism, Fish and Game)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

101. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of six million seven hundred seven thousand three hundred dollars, necessary to defray the item, "Parks and Reserves Service (Tourism, Fish and Game)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

102. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of four hundred two thousand two hundred dollars, necessary to defray the item, "Québec Zoological Garden (Tourism, Fish and Game)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

103. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of one thousand dollars, necessary to defray the item, "Canada Land Inventory (Tourism, Fish and Game)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

104. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of two million five hundred twenty-seven thousand six hundred dollars, necessary to defray the item, "Tourism (Tourism, Fish and Game)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

105. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of six hundred twenty-four thousand two hundred dollars, necessary to defray the item, "Hotel Service (Tourism, Fish and Game)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

106. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of six hundred seventy thousand eight

cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Institut du tourisme et d'hôtellerie du Québec (Tourisme, chasse et pêche) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

107. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de soixante et onze mille quatre cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Conseil supérieur du tourisme (Tourisme, chasse et pêche) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

108. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois millions sept cent cinquante-neuf mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Haut-Commissariat de la jeunesse, des loisirs et des sports (Tourisme, chasse et pêche) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

109. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent quatre-vingt-huit mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Subventions additionnelles (Tourisme, chasse et pêche) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

110. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Dépenses diverses ou imprévues (Tourisme, chasse et pêche) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

111. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux millions neuf cent dix-sept mille cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Aménagement de terrains de camping et de parcs; construction de chemins; achat, construction et transformation d'immeubles, y compris ameublement et équipe-

ment, "Québec Tourism and Hotels Institute (Tourism, Fish and Game)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

107. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of seventy-one thousand four hundred dollars, necessary to defray the item, "Superior Tourism Council (Tourism, Fish and Game)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

108. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of three million seven hundred fifty-nine thousand dollars, necessary to defray the item, "High Commissionership of youth, recreation and sports (Tourism, Fish and Game)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

109. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of one hundred eighty-eight thousand dollars, necessary to defray the item, "Additional grants (Tourism, Fish and Game)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

110. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of twenty-five thousand dollars, necessary to defray the item, "Miscellaneous or unforeseen expenses (Tourism, Fish and Game)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

111. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of two million nine hundred seventeen thousand five hundred dollars, necessary to defray the item, "Establishment of camping grounds and parks; construction of roads; purchase, construction and alteration of immoveables, including furnishings and equipment (Tourism, Fish

ment (Tourisme, chasse et pêche) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

112. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq cent quatre-vingt-treize mille deux cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Administration (Transports et communications) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

113. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre cent quatre-vingt-quatre mille deux cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Service d'inspection (Transports et communications) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

114. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de un million cinq cent soixante-sept mille huit cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Service central de transport aérien (Transports et communications) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

115. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de huit millions deux cent quarante et un mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Bureau des véhicules automobiles (Transports et communications) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

116. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Service de l'informatique (Transports et communications) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

117. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq cent quatre-vingt-un mille trois cents dollars, nécessaire pour couvrir

and Game)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

112. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of five hundred ninety-three thousand two hundred dollars, necessary to defray the item, "Administration (Transportation and Communications)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

113. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of four hundred eighty-four thousand two hundred dollars, necessary to defray the item, "Inspection Service (Transportation and Communications)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

114. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of one million five hundred sixty-seven thousand eight hundred dollars, necessary to defray the item, "Central Aerial Transportation Service (Transportation and Communications)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

115. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of eight million two hundred forty-one thousand dollars, necessary to defray the item, "Motor Vehicle Bureau (Transportation and Communications)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

116. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of one thousand dollars, necessary to defray the item, "Data-processing Service (Transportation and Communications)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

117. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of five hundred eighty-one thousand three hundred dollars, necessary to defray

les dépenses prévues à l'article: « Sécurité routière (Transports et communications) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

118. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de sept cent deux mille sept cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Régie des transports (Transports et communications) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

119. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cent quatre-vingt-sept mille deux cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Régie des services publics (Transports et communications) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

120. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent treize mille quatre cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Bureau des expropriations de Montréal (Transports et communications) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

121. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de huit cent cinquante mille cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Subventions pour fins de transport maritime et aérien (Transports et communications) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

122. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quinze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Conseil supérieur de sécurité routière (Transports et communications) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

123. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la

the item, "Highway Safety (Transportation and Communications)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

118. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of seven hundred two thousand seven hundred dollars, necessary to defray the item, "Transportation Board (Transportation and Communications)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

119. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of two hundred eighty-seven thousand two hundred dollars, necessary to defray the item, "Public Service Board (Transportation and Communications)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

120. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of one hundred thirteen thousand four hundred dollars, necessary to defray the item, "Montreal Expropriation Bureau (Transportation and Communications)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

121. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of eight hundred fifty thousand five hundred dollars, necessary to defray the item, "Grants for maritime and aerial transportation (Transportation and Communications)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

122. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of fifteen thousand dollars, necessary to defray the item, "Highway Security Superior Council (Transportation and Communications)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

123. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the

somme de trente mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Dépenses diverses ou imprévues (Transports et communications) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

124. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux millions trois cent trente-sept mille deux cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Achat, construction et transformation d'immeubles, y compris ameublement et équipement (Transports et communications) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

125. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de un million quatre mille cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Administration (Santé) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

126. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq cent six millions cent quatre-vingt-quatre mille sept cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Assurance-hospitalisation (Santé) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

127. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de neuf millions cinq cent trente-trois mille cinq cents dollars nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Unités sanitaires (Santé) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

128. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de sept cent quatre-vingt-cinq mille six cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Génie sanitaire et hygiène industrielle (Santé) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

sum of thirty thousand dollars, necessary to defray the item, "Miscellaneous or unforeseen expenses (Transportation and Communications)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

124. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of two million three hundred thirty-seven thousand two hundred dollars, necessary to defray the item, "Purchase, construction and alteration of immovables, including furnishings and equipment (Transportation and Communications)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

125. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of one million four thousand five hundred dollars, necessary to defray the item, "Administration (Health)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

126. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of five hundred six million one hundred eighty-four thousand seven hundred dollars, necessary to defray the item, "Hospital Insurance (Health)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

127. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of nine million five hundred thirty-three thousand five hundred dollars, necessary to defray the item, "Health Units (Health)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

128. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of seven hundred eighty-five thousand six hundred dollars, necessary to defray the item, "Sanitary engineering and industrial hygiene (Health)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

129. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de un million soixante-six mille neuf cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Laboratoires (Santé) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

130. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de douze millions cinq cent trente mille six cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Programme conjoint de santé publique (Santé) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

131. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois cent cinquante-huit mille neuf cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Rassemblement de statistiques démographiques (Santé) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

132. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de neuf cent trente-quatre mille cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Hôpitaux du ministère et services techniques de plans d'hôpitaux (Santé) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

133. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre-vingt-treize millions cinq cent quatre-vingt-six mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Prévention et traitement des maladies mentales (Santé) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

134. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de huit millions trois cent vingt-six mille huit cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Prévention et traitement de la tuberculose (Santé) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

129. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of one million sixty-six thousand nine hundred dollars, necessary to defray the item, "Laboratories (Health)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

130. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of twelve million five hundred thirty thousand six hundred dollars, necessary to defray the item, "Joint public health programme (Health)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

131. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of three hundred fifty-eight thousand nine hundred dollars, necessary to defray the item, "Collection of demographic statistics (Health)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

132. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of nine hundred thirty-four thousand five hundred dollars, necessary to defray the item, "Departmental hospitals and technical study of hospital plans (Health)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

133. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of ninety-three million five hundred eighty-six thousand dollars, necessary to defray the item, "Prevention and treatment of mental diseases (Health)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

134. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of eight million three hundred twenty-six thousand eight hundred dollars, necessary to defray the item, "Prevention and treatment of tuberculosis (Health)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

135. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cent quatre-vingt treize mille huit cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Traitement des maladies vénériennes (Santé) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

136. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq millions huit cent soixante-dix-sept mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Assistance publique (Santé) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

137. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt-huit millions vingt mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Subventions pour construction d'hôpitaux et pour autres fins (Santé) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

138. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux millions quatre cent trente-six mille cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Recherche médicale (Santé) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

139. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq cent soixante-dix mille quatre cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Assistance médicale aux assistés sociaux: administration (Santé) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

140. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre cent quatre-vingt-dix-sept mille sept cents dollars nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Commission d'enquête sur la santé et le bien-être social (Santé) », du budget

135. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of two hundred ninety-three thousand eight hundred dollars, necessary to defray the item, "Treatment of venereal diseases (Health)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

136. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of five million eight hundred seventy-seven thousand dollars, necessary to defray the item, "Public charities (Health)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

137. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of twenty-eight million twenty thousand dollars, necessary to defray the item, "Grants for hospital construction and other purposes (Health)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

138. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of two million four hundred thirty-six thousand five hundred dollars, necessary to defray the item, "Medical research (Health)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

139. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of five hundred seventy-thousand four hundred dollars, necessary to defray the item, "Medical assistance to welfare beneficiaries: administration (Health)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

140. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of four hundred ninety-seven thousand seven hundred dollars, necessary to defray the item, "Commission of inquiry on health and social welfare (Health)", of the budget for the fiscal year ending

de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

141. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinquante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Comités d'étude et de négociation concernant l'assistance médicale, para-médicale et l'assistance médicaments aux assistés sociaux (Santé) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

142. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trente-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Dépenses diverses ou imprévues (Santé) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

143. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq millions de dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Achat, construction et transformation d'hôpitaux et de dispensaires, y compris ameublement et équipement (Santé) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

144. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de sept millions huit cent soixante-dix mille huit cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Administration (Voirie) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

145. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre-vingt-six millions seize mille deux cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Entretien de routes (Voirie) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

146. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre millions neuf cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses

31st March 1970.

141. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of fifty thousand dollars, necessary to defray the item, "Study and negotiation committees respecting medical, para-medical and medication assistance to welfare beneficiaries (Health)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

142. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of thirty-five thousand dollars, necessary to defray the item, "Miscellaneous or unforeseen expenses (Health)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

143. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of five million dollars, necessary to defray the item, "Purchase, construction and alteration of hospitals and dispensaries, including furnishings and equipment (Health)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

144. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of seven million eight hundred seventy thousand eight hundred dollars, necessary to defray the item, "Administration (Roads)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

145. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of eighty-six million sixteen thousand two hundred dollars, necessary to defray the item, "Maintenance of roads (Roads)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

146. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of four million nine hundred thousand dollars, necessary to defray the item,

ses prévues à l'article: « Entretien des ponts et construction de ponts semi-permanents (Voirie) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

147. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de six cent cinquante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Indemnités aux accidentés ou leurs dépendants et soins médicaux (Voirie) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

148. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq millions de dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Subventions (Voirie) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

149. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de soixante-quinze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Dépenses diverses ou imprévues (Voirie) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

150. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent quarante-sept millions neuf cent quatre-vingt-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Construction et réfection de routes et de ponts permanents (Voirie) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

151. *Résolu* qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trente-sept millions cinq cent quinze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: « Construction de la route transcanadienne, ponts compris (Voirie) », du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

Résolutions à rapporter.

"Maintenance of bridges and construction of semi-permanent bridges (Roads)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

147. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of six hundred fifty thousand dollars, necessary to defray the item, "Indemnities to injured persons or their dependents and medical care (Roads)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

148. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of five million dollars, necessary to defray the item, "Grants (Roads)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

149. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of seventy-five thousand dollars, necessary to defray the item, "Miscellaneous or unforeseen expenses (Roads)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

150. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of one hundred forty-seven million nine hundred eighty-five thousand dollars, necessary to defray the item, "Construction and reconstruction of roads and permanent bridges (Roads)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

151. *Resolved*, That a sufficient sum be granted to Her Majesty to complete the sum of thirty-seven million five hundred fifteen thousand dollars, necessary to defray the item, "Construction of the Trans-Canada Highway, bridges included (Roads)", of the budget for the fiscal year ending 31st March 1970.

Resolutions to be reported.

M. le président prend de nouveau place au fauteuil et M. le président du comité fait rapport que ce comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Résolu qu'à sa prochaine séance la chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

L'ordre du jour appelle la chambre à se former de nouveau en comité des voies et moyens.

M. Dozois propose que M. le président quitte maintenant le fauteuil et que la chambre se forme de nouveau en comité des voies et moyens et la motion est adoptée.

En conséquence, la chambre se forme de nouveau en comité des voies et moyens.

(EN COMITÉ)

Résolu,—Que, sur le fonds consolidé du revenu de cette province, il sera et pourra être pris une somme n'excédant pas, en tout, \$1,885,449,427 pour subvenir aux diverses charges et dépenses du gouvernement et du service public de cette province, pour l'année financière se terminant le 31 mars 1970, auxquelles il n'est pas autrement pourvu, soit le montant de chacun des différents articles énumérés à l'annexe de la présente loi, déduction faite des montants votés par la Loi des subsides n° 1, 1969/70, et par la Loi des subsides n° 2, 1969/70.

Il pourra en outre être pris, pour les fins de tout crédit voté à la suite d'une estimation budgétaire dont le détail prévoyait une contribution, un remboursement ou une imputation en réduction des sommes à dépenser, un montant égal à

Mr. President resumed the Chair; and the Chairman reported, that the Committee had come to several resolutions.

The Chairman also acquainted the House, that he was directed to move, that the Committee may have leave to sit again.

The resolutions were read and agreed to.

Resolved, That this House will, at its next sitting, again resolve itself into the said Committee.

The Order of the Day being read for the House again in Committee of Ways and Means.

Mr. Dozois moved, and the Question being put, that Mr. President do now leave the Chair, it was resolved in the Affirmative. The House accordingly resolved itself into the said Committee.

(IN THE COMMITTEE)

Resolved,—That, from and out of the consolidated revenue fund of this Province there shall and may be taken a sum not exceeding, in all, \$1,885,449,427 for defraying, during the fiscal year ending on the 31st of March 1970, the charges and expenses of the Government and public service of the Province not otherwise provided for, and being the amount of each of the various items set forth in the Schedule to this act, less the amounts voted under The Appropriation Act No. 1, 1969/70, and The Appropriation Act No. 2, 1969/70.

There may in addition be taken for the purposes of any appropriation voted pursuant to a budgetary estimate the details of which provided for a contribution, reimbursement or imputation in reduction of the sums to be expended, an amount

cette contribution, à ce remboursement ou cette imputation.

Résolution à rapporter.

equal to such contribution, reimbursement or imputation.

Resolution to be reported.

M. le président prend de nouveau place au fauteuil et M. le président du comité fait rapport que ce comité a adopté une résolution et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ladite résolution est lue et agréée.

Résolu qu'à sa prochaine séance la chambre se formera de nouveau en comité des voies et moyens.

Mr. President resumed the Chair; and the Chairman reported, that the Committee had come to a resolution.

The Chairman also acquainted the House, that he was directed to move, that the Committee may have leave to sit again.

The resolution was read and agreed to.

Resolved, That this House will, at its next sitting, again resolve itself into the said Committee.

M. Dozois, présente en conséquence, un bill basé sur ladite résolution: Bill 44, « Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1970, et pour d'autres fins du service public », lequel bill est lu la première, la deuxième et la troisième fois.

Mr. Dozois accordingly introduced a bill based on the said resolution, namely: Bill 44, "An Act granting to Her Majesty moneys required for the expenses of the Government for the fiscal year ending on the 31st of March, 1970, and for other purposes connected with the public service", which was read the first, second and third time.

Sur la motion de M. Paul, il est—

Résolu que, lorsque cette chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée au mardi, le 7 octobre 1969, à trois heures de l'après-midi.

Et, alors, la chambre s'ajourne.

On motion of Mr. Paul,—

Resolved, That when this House adjourns today, it do stand adjourned until Tuesday, October 7th 1969, at three o'clock, P.M.

And then the House adjourned.

N° 60

**MARDI,
7 octobre 1969**

Trois heures de l'après-midi.

Prière.

À l'ouverture de la séance M. Bertrand propose, secondé par M. Lesage, que la chambre suspende ses travaux jusqu'à quatre heures et demie cet après-midi pour permettre au Conseil exécutif d'étudier la situation très grave causée par la grève de la police de Montréal.

La motion est adoptée à l'unanimité.

À quatre heures et cinquante minutes de l'après-midi la chambre reprend sa séance.

M. Martel propose, secondé par M. Bousquet:

Que les articles 615 et 616 du règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de Les Soeurs Grises de Montréal, demandant l'adoption d'une loi concernant une certaine donation, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

La motion est adoptée, en conséquence, ladite pétition est présentée, lue et reçue.

M. Bousquet propose, secondé par M. Martel:

Que les articles 615 et 616 du règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de la ville de Douville, demandant l'adoption d'une loi

**TUESDAY,
October 7th 1969**

Three o'clock P.M.

Prayers.

At the opening of the sitting Mr. Bertrand moved, seconded by Mr. Lesage, that the work of the House be suspended until four-thirty o'clock P.M., to allow the Executive Council to examine the very grave situation brought about by the strike of the Montreal Police Force.

The motion was unanimously adopted.

At ten minutes to five o'clock P.M., the House resumed its sitting.

Mr. Martel moved, seconded by Mr. Bousquet:

That articles 615 and 616 of the Rules be suspended and that he be permitted to present the petition from Les Soeurs Grises de Montréal, praying for an Act respecting a certain donation, and that this petition be now presented, read and received.

The motion was adopted, accordingly, the said petition was presented, read and received.

Mr. Bousquet moved, seconded by Mr. Martel:

That articles 615 and 616 of the Rules be suspended and that he be permitted to present the petition from the town of Douville, praying for an Act to amend its

modifiant sa charte, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

La motion est adoptée, en conséquence, ladite pétition est présentée, lue et reçue.

M. Lavoie (Wolfe) propose, secondé par M. Bergeron:

Que les articles 615 et 616 du règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de la Commission des Écoles catholiques de Sherbrooke, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

La motion est adoptée, en conséquence, ladite pétition est présentée, lue et reçue.

M. Sauvageau propose, secondé par M. Léveillé:

Que les articles 615 et 616 du règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition du Trust Général du Canada, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

La motion est adoptée, en conséquence, ladite pétition est présentée, lue et reçue.

M. Kennedy propose, secondé par M. Vaillancourt:

Que les articles 615 et 616 du règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de Ville Mercier, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

La motion est adoptée, en conséquence, ladite pétition est présentée, lue et reçue.

M. Plamondon propose, secondé par M. Sauvageau:

Que les articles 615 et 616 du règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis

charter, and that this petition be now presented, read and received.

The motion was adopted, accordingly, the said petition was presented, read and received.

Mr. Lavoie (Wolfe) moved, seconded by Mr. Bergeron:

That articles 615 and 616 of the Rules be suspended and that he be permitted to present the petition from the Commission des Écoles catholiques de Sherbrooke, praying for an Act to amend its charter and that this petition be now presented, read and received.

The motion was adopted, accordingly, the said petition was presented, read and received.

Mr. Sauvageau moved, seconded by Mr. Léveillé:

That articles 615 and 616 of the Rules be suspended and that he be permitted to present the petition from General Trust of Canada, praying for an Act to amend its charter, and that this petition be now presented, read and received.

The motion was adopted, accordingly, the said petition was presented, read and received.

Mr. Kennedy moved, seconded by Mr. Vaillancourt:

That articles 615 and 616 of the Rules be suspended and that he be permitted to present the petition from Ville Mercier, praying for an Act to amend its charter, and that this petition be now presented, read and received.

The motion was adopted, accordingly, the said petition was presented, read and received.

Mr. Plamondon moved, seconded by Mr. Sauvageau:

That articles 615 and 616 of the Rules be suspended and that he be permitted to

de présenter la pétition de Société nationale de fiducie, Société St-Jean Baptiste de Montréal et La Fédération de Montréal des caisses Desjardins, demandant l'adoption d'une loi modifiant certaines lois, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

La motion est adoptée, en conséquence, ladite pétition est présentée, lue et reçue.

M. Bertrand, de la Commission permanente de la présidence du Conseil, présente le premier rapport de cette commission ainsi qu'il suit:

Votre Commission a décidé de reporter à votre honorable chambre, pour prise en considération, le bill 23, intitulé « Loi du ministère de la fonction publique ».

Votre Commission a étudié ledit projet de loi en conformité avec le mandat confié le 13 juin 1969 par la chambre.

Une seule réunion a été tenue: le 20 août 1969.

Votre Commission a entendu la présentation de l'exposé du ministre délégué à la fonction publique, portant, d'une part, sur la fonction publique; et, d'autre part, sur le problème spécifique de la gestion du personnel.

Le président du Comité d'étude sur les structures gouvernementales et la gestion administrative en général a décrit, pour le bénéfice des membres de la Commission, les travaux accomplis jusqu'à ce jour et les buts à poursuivre dans l'avenir.

Assisté d'un adjoint, le président d'un groupe de travail ayant comme mandat l'étude des concepts et de l'organisation du projet de modernisation de la gestion du personnel, a pour sa part fourni des renseignements relatifs aux travaux présentement en cours au sein de cette équipe de travail.

Votre président dépose également un exemplaire du journal des Débats (procès-

present the petition from the Société nationale de fiducie, Société St-Jean Baptiste de Montréal and the Fédération de Montréal des caisses Desjardins, praying for an Act to amend certain Acts, and that this petition be now presented, read and received.

The motion was adopted, accordingly, the said petition was presented, read and received.

Mr. Bertrand, from the Standing Committee on the Presidency of the Council, presented to the House the first report of the said Committee as follows:

Your Committee have agreed to report to your Honourable House, for consideration, bill 23, intitled: "Civil Service Department Act".

Your Committee have examined the said bill in accordance with the mandate which it was given by the House on June 13th 1969.

Only one sitting was held: August 20th 1969.

Your Committee heard the address given by the Minister for the Civil Service, which covered the Civil Service, on the one hand, and the specific problem of personnel management, on the other hand.

The Chairman of the Study Committee on government structures and administrative management in general described, for the benefit of the members of the Committee, the work accomplished to date and the aims to be followed in the future.

With the help of an assistant, the Chairman of a working group which had been given the task of studying the concepts and the organization of the plan to modernize personnel management, also gave information respecting the work being carried out at present within this working group.

Your Chairman is also tabling a copy of the Journal of Debates (Minutes) giving

verbal) où paraît le compte rendu des délibérations de la séance susmentionnée.

Les organismes suivants ont exprimé leurs opinions et observations sur le projet de loi qu'a étudié votre Commission:

1. La Corporation des psychologues de la province de Québec;

2. Le Conseil interprofessionnel du Québec;

3. La Fédération des ingénieurs des cadres du Québec;

4. La Corporation des ingénieurs du Québec;

5. L'Institut des comptables agréés du Québec;

6. La Corporation des conseillers d'orientation professionnelle du Québec;

7. La Corporation des diététistes du Québec;

8. Le Collège des optométristes du Québec;

9. Le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec;

10. Le Barreau du Québec;

11. La Confédération des syndicats nationaux (CSN);

12. Le Syndicat des fonctionnaires provinciaux;

13. La Fédération des travailleurs du Québec (FTQ);

14. Le Syndicat des agents de la paix de la fonction publique du Québec.

Le rapport est lu et reçu.

M. Demers, de la Commission permanente de l'agriculture et de la colonisation, présente le premier rapport de cette commission ainsi qu'il suit:

Votre Commission a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

Bill 34.—Loi favorisant la mise en valeur des exploitations agricoles.

Votre Commission a étudié ledit projet de loi en conformité avec le mandat confié le 10 juin 1969 par la chambre.

Une seule réunion a été tenue: le 4 septembre 1969.

the deliberations of the above-mentioned sitting.

The following organizations put forward their opinions and observations on the bill which was examined by your Committee:

1. La Corporation des psychologues de la province de Québec;

2. Le Conseil interprofessionnel du Québec;

3. La Fédération des ingénieurs des cadres du Québec;

4. The Corporation of Engineers of the Province of Québec;

5. The Institute of Chartered Accountants of the Province of Québec;

6. La Corporation des conseillers d'orientation professionnelle du Québec;

7. La Corporation des diététistes du Québec;

8. Le Collège des optométristes du Québec;

9. The College of Physicians and Surgeons of the Province of Québec;

10. The Québec Bar Association;

11. The Confederation of National Trade Unions (CNTU);

12. Le Syndicat des fonctionnaires provinciaux;

13. La Fédération des travailleurs du Québec (FTQ);

14. Le Syndicat des agents de la paix de la fonction publique du Québec.

The report was read and received.

Mr. Demers, from the Standing Committee on Agriculture and Colonization, presented to the House the first report of the said Committee as follows:

Your Committee have agreed to report, with amendments, the following bill:

Bill 34.—An Act to promote the development of agricultural exploitations.

Your Committee have examined the bill in accordance with the mandate which it was given by the House on June 10th 1969.

Only one sitting was held: September 4th 1969.

M. Demers dépose également un exemplaire du journal des Débats (procès-verbal) où paraît le compte rendu des délibérations de la séance susmentionnée.

Le rapport est lu et reçu.

M. Leduc (Laviolette), de la Commission permanente de l'industrie et du commerce, présente le premier rapport de cette commission ainsi qu'il suit:

Votre Commission a étudié le projet de loi intitulé: « Loi des heures d'affaires des établissements commerciaux », ses incidences sur le commerce, en général, et les employés, en particulier (Loi des décrets de convention collective).

Votre Commission a tenu deux séances publiques, soit les 12 et 20 août 1969.

Votre Commission suggère à votre honorable chambre que les modifications contenues et reproduites au journal des Débats (procès-verbal) soient apportées au présent projet de loi.

Votre président dépose également un exemplaire du journal des Débats (fascicules nos 1 et 2) où paraît le compte rendu des délibérations des séances mentionnées plus haut.

Votre Commission a reçu les mémoires et documents suivants:

1. L'Association des détaillants en alimentation du Québec Inc.;
2. L'Association des épiciers en gros du Québec;
3. Le Conseil d'alimentation du Québec;
4. La Confédération des syndicats nationaux (CSN);
5. L'Association régionale des marchands du Saguenay-Lac-Saint-Jean;
6. La Fédération des travailleurs du Québec (FTQ);
7. L'Association des magasins à chaîne du Québec;
8. Le Conseil canadien du commerce de détail (section de Québec);
9. Le Conseil du patronat du Québec;
10. L'Association des petits épiciers du Québec métropolitain;

Mr. Demers also tabled a copy of the Journal of Debates (Minutes) showing the deliberations of the above-mentioned sitting.

The report was read and received.

Mr. Leduc (Laviolette), from the Standing Committee on Industry and Commerce, presented to the House the first report of the said Committee as follows:

Your Committee have examined the bill intituled: "Commercial Establishments Business Hours Act", its effects on business in general, and on the employees in particular (Collective Agreement Decrees Act).

Your Committee held two public sittings, on August 12th and 20th 1969.

Your Committee suggest to your Honourable House that the amendments contained and printed in the Journal of Debates (Minutes) be made to the bill.

Your Chairman is also tabling a copy of the Journal of Debates (Copies Nos. 1 and 2) showing the deliberations of the above-mentioned sittings.

Your Committee received the following briefs and papers:

1. L'Association des détaillants en alimentation du Québec Inc.;
2. L'Association des épiciers en gros du Québec;
3. Le Conseil d'alimentation du Québec;
4. The Confederation of National Trade Unions (CNTU);
5. L'Association régionale des marchands du Saguenay-Lac-Saint-Jean;
6. La Fédération des travailleurs du Québec (FTQ);
7. L'Association des magasins à chaîne du Québec;
8. Le Conseil canadien du commerce de détail (section de Québec);
9. Le Conseil du patronat du Québec;
10. L'Association des petits épiciers du Québec métropolitain;

11. « The Consumers Association of Canada ».

Le rapport est lu et reçu.

Sur la motion de M. Beaudry, il est—
Ordonné que M. Beaudry ait la permission de présenter le bill no 24, intitulé: « Loi des heures d'affaires des établissements commerciaux ».

En conséquence, il présente ce bill qui est lu la première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

M. le président s'exprime comme suit:

J'ai l'honneur d'informer la chambre que vendredi, le 13 juin 1969, à six heures et trente minutes du soir, au cabinet du Lieutenant-gouverneur, en présence du Président de l'Assemblée nationale, du Premier ministre, du chef de l'Opposition et du secrétaire de la chancellerie, il a plu à l'honorable Administrateur de la province de sanctionner les lois suivantes:

- 4 Loi modifiant la Loi de l'hôtellerie;
- 13 Loi modifiant la Loi des cités et villes;
- 14 Loi modifiant le Code municipal;
- 30 Loi de la Régie de l'assurance-maladie du Québec;
- 31 Loi modifiant la Loi du crédit agricole;
- 32 Loi modifiant de nouveau le Code civil;
- 33 Loi modifiant la Loi de l'amélioration des fermes;
- 35 Loi autorisant de nouveaux crédits pour fins de prêts agricoles;
- 38 Loi des substituts du procureur général;
- 40 Loi modifiant la Loi des droits sur les successions;
- 41 Loi modifiant la Loi de l'impôt sur la vente en détail;

11. "The Consumers Association of Canada".

The report was read and received.

On motion of Mr. Beaudry,—

Ordered, That Mr. Beaudry have leave to bring in bill No. 24, intituled: "Commercial Establishments Business Hours Act".

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the next sitting.

Mr. President spoke as follows:

I have the honour to inform the House that Friday, June 13th 1969, at six-thirty o'clock in the evening, in the Office of the Lieutenant-Governor, in the presence of the President of the National Assembly, of the Prime Minister, of the Leader of the Opposition and of the Clerk of the Crown in Chancery, the Honourable the Administrator of the province was pleased to sanction the following bills:

- 4 An Act to amend the Hotels Act;
- 13 An Act to amend the Cities and Towns Act;
- 14 An Act to amend the Municipal Code;
- 30 Québec Health Insurance Board Act;
- 31 An Act to amend the Farm Credit Act;
- 32 An Act to again amend the Civil Code;
- 33 An Act to amend the Farm Improvement Act;
- 35 An Act to authorize additional appropriations for farm loan purposes;
- 38 Attorney-General's Prosecutors Act;
- 40 An Act to amend the Succession Duties Act;
- 41 An Act to amend the Retail Sales Tax Act;

-
- | | |
|---|--|
| 42 Loi accordant des subventions spéciales aux municipalités de 50,000 âmes ou plus; | 42 An Act granting special subsidies to municipalities of 50,000 souls or more; |
| 43 Loi modifiant la Charte de la Caisse de dépôt et placement du Québec; | 43 An Act to amend the Charter of the Québec Deposit and Investment Fund; |
| 44 Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1970, et pour d'autres fins du service public; | 44 An Act granting to Her Majesty moneys required for the expenses of the Government for the fiscal year ending on the 31st of March 1970, and for other purposes connected with the public service; |
| 45 Loi modifiant le Régime de retraite des fonctionnaires; | 45 An Act to amend the Civil Service Superannuation Plan; |
| 46 Loi modifiant la charte de La Commission des écoles catholiques de Montréal; | 46 An Act to amend the charter of the Montreal Catholic School Commission; |
| 47 Loi modifiant la Loi de l'instruction publique; | 47 An Act to amend the Education Act; |
| 48 Loi du Bureau d'aménagement des environs d'un nouvel aéroport international au Québec; | 48 An Act respecting the Board for the development of the neighbourhood of a new international airport in the province of Québec; |
| 49 Loi sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'oeuvre; | 49 Manpower Vocational Training and Qualification Act; |
| 50 Loi modifiant le Code du travail; | 50 An Act to amend the Labour Code; |
| 52 Loi modifiant la Loi de la taxe sur les repas et l'hôtellerie; | 52 An Act to amend Meals and Hotels Tax Act; |
| 53 Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1970, et pour d'autres fins du service public; | 53 An Act granting to Her Majesty moneys required for the expenses of the Government for the fiscal year ending on the 31st of March 1970, and for other purposes connected with the public service; |
| 108 Loi refondant la charte de « L'Hôtel-Dieu Saint-Vallier » de Chicoutimi; | 108 An Act to consolidate the charter of "L'Hôtel-Dieu Saint-Vallier" of Chicoutimi; |
| 112 Loi modifiant la charte de la cité de Sillery; | 112 An Act to amend the charter of the city of Sillery; |
| 115 Loi modifiant la Loi constituant en corporation The Imperial Trust Company; | 115 An Act to amend the Act to incorporate The Imperial Trust Company; |
| 156 Loi constituant en corporation Provincial Association of Catholic Teachers of Québec (PACT); | 156 An Act to incorporate the Provincial Association of Catholic Teachers of Québec (PACT); |
| 171 Loi modifiant la charte de la Compagnie Trust Royal; | 171 An Act to amend the charter of the Royal Trust Company; |
| 177 Loi modifiant la charte de L'Hôtel-Dieu de Québec; | 177 An Act to amend the charter of L'Hôtel-Dieu de Québec; |

- | | |
|---|--|
| <p>185 Loi supprimant des restrictions de construire grevant certains immeubles de Robert Sziklas;</p> <p>186 Loi modifiant la charte de la cité de Dorval;</p> <p>187 Loi concernant la Cité de Côte Saint-Luc;</p> <p>199 Loi concernant le Club de Golf de Rosemere;</p> <p>204 Loi constituant la Corporation des évaluateurs agréés du Québec;</p> <p>208 Loi modifiant la Loi concernant La Fédération des commissions scolaires catholiques du Québec;</p> <p>211 Loi concernant la ville de Candiac;</p> <p>230 Loi constituant en corporation Les Soeurs de la Charité d'Ottawa;</p> <p>235 Loi concernant la ville de Brossard.</p> | <p>185 An Act to remove building restrictions affecting certain immoveables of Robert Sziklas;</p> <p>186 An Act to amend the charter of the city of Dorval;</p> <p>187 An Act respecting the City of Côte Saint-Luc;</p> <p>199 An Act respecting Rosemere Golf Club;</p> <p>204 An Act to incorporate the Corporation of Chartered Appraisers of Québec;</p> <p>208 An Act to amend the Act respecting The Québec Federation of Catholic School Commissions;</p> <p>211 An Act respecting the town of Candiac;</p> <p>230 An Act to incorporate the Sisters of Charity of Ottawa;</p> <p>235 An Act respecting the town of Brossard.</p> |
|---|--|

Puis, M. le président s'exprime comme suit:

J'ai aussi l'honneur d'informer la chambre que, par arrêté en conseil numéro 2918, en date du 1er octobre 1969, M. René Blondin, de la Ville de Sainte-Foy, a été nommé secrétaire de l'Assemblée nationale en remplacement de M. Jean Senécal, qui a pris sa retraite, et que le nouveau secrétaire a prêté les serments d'office et d'allégeance suivant les exigences de la loi.

J'ai aussi l'honneur d'informer la chambre des notifications suivantes:

Québec, le 18 juillet 1969.

Honorable Gérard LeBel,
Président de l'Assemblée
Nationale du Québec,
Hôtel du Gouvernement,
Québec.

Monsieur le président,

Je soussigné Paul Dozois, courtier d'assurances, député du district électoral de

Then, Mr. President spoke as follows:

I also have the honour to inform the House that by Order in Council Number 2918, dated October 1st 1969, Mr. René Blondin, of the City of St. Foy, has been appointed Secretary of the National Assembly to replace Mr. Jean Senécal, who has retired, and that the new Secretary has taken the oath of office and allegiance required by law.

I have the honour to inform the House of the following resignations:

Québec, July 18th 1969.

The Honourable Gérard LeBel,
President of the National Assembly
of Québec,
Government Buildings,
Québec.

Mr. President,

I the undersigned, Paul Dozois, Insurance Broker, Member for the electoral

Saint-Jacques, donne, par les présentes, ma démission comme député dudit district électoral à compter de ce jour.

(Signé) PAUL DOZOIS,
*Député du district électoral
de Saint-Jacques.*

(Signé) JEAN J. BERTRAND
*Député du district électoral
de Missisquoi.*

(Signé) ARMAND RUSSELL
*Député du district électoral
de Shefford.*

Québec, le 19 août 1969.

Honorable Gérard LeBel,
Président de l'Assemblée
Nationale du Québec,
Hôtel du Gouvernement,
Québec.

Monsieur le président,

Je soussigné Edgar Charbonneau, député du district électoral de Ste-Marie, donne par les présentes ma démission comme député dudit district électoral à compter de ce jour.

(Signé) EDGAR CHARBONNEAU,
*Député du district électoral
de Ste-Marie.*

(Signé) JEAN-JACQUES BERTRAND
*Député du district électoral
de Missisquoi.*

(Signé) FERNAND LAFONTAINE
*Député du district électoral
de Labelle.*

Monsieur Gérard LeBel,
Président,
Assemblée Nationale,
Québec.

district of St. James, do hereby submit my resignation as Member for the said electoral district effective this day.

(Signed) PAUL DOZOIS
*Member for the electoral
district of St. James.*

(Signed) JEAN-JACQUES BERTRAND
*Member for the electoral district
of Missisquoi.*

(Signed) ARMAND RUSSELL
*Member for the electoral district
of Shefford.*

Québec, August 19th 1969.

The Honourable Gérard LeBel,
President of the National Assembly
of Québec,
Government Buildings,
Québec.

Mr. President,

I the undersigned, Edgar Charbonneau, Member for the electoral district of Ste-Marie, do hereby submit my resignation as Member for the said electoral district effective this day.

(Signed) EDGAR CHARBONNEAU
*Member for the electoral district
of Ste-Marie.*

(Signed) JEAN-JACQUES BERTRAND
*Member for the electoral
district of Missisquoi.*

(Signed) FERNAND LAFONTAINE
*Member for the electoral district
of Labelle.*

Mr. Gérard LeBel,
President,
National Assembly,
Québec.

Monsieur le président,

J'ai le regret de vous remettre par la présente, avec effet aujourd'hui même, ma démission comme représentant de la circonscription de Vaudreuil-Soulanges à l'Assemblée Nationale.

Québec, le 20 juin 1969.

(Signé) PAUL GÉRIN-LAJOIE.

Témoins:

(Signé) ROBERT BOURASSA
Député du comté de Mercier.

(Signé) YVES MICHAUD
Député du comté de Gouin.

(Signé) JEAN LESAGE
Député du comté de Louis-Hébert.

Mr. President,

I hereby regretfully submit my resignation as representative of the electoral district of Vaudreuil-Soulanges in the National Assembly, effective this day.

Québec, June 20th 1969.

(Signed) PAUL GÉRIN-LAJOIE.

Witnesses:

(Signed) ROBERT BOURASSA
Member for Mercier County.

(Signed) YVES MICHAUD
Member for Gouin County.

(Signed) JEAN LESAGE
Member for Louis-Hébert County.

Puis, M. le président s'exprime comme suit:

Par suite de la réception de ces démissions et de celle de M. Paul-Yves Gabias, député du district électoral de Trois-Rivières, dont j'ai informé la chambre le 29 avril dernier, j'ai adressé, au président général des élections, des mandats lui enjoignant d'émettre des nouveaux brefs portant convocation des collègues électoraux de Sainte-Marie, Saint-Jacques, Trois-Rivières et Vaudreuil-Soulanges.

Then, Mr. President spoke as follows:

Following receipt of these resignations and that of Mr. Paul-Yves Gabias, Member for the electoral district of Three Rivers, of which I informed the House last April 29th, I forwarded warrants to the Chief Returning Officer, to issue new writs of election for the electoral districts of Sainte-Marie, St. James, Three Rivers and Vaudreuil-Soulanges.

L'ordre du jour appelle la prise en considération du premier rapport de la commission spéciale chargée d'étudier le bill 89, intitulé: « Loi des heures d'affaires des établissements commerciaux », lequel rapport se lit comme suit:

« Votre Commission a été instituée par motion le 25 mars 1969, avec mission de

The Order of the Day being read for consideration of the first report of the Special Committee appointed to examine bill 89, intitled: "Commercial Establishments Business Hours Act", which report reads as follows:

"Your Committee were appointed by motion on March 25th 1969, and was

continuer le travail initié par le Comité de l'industrie et du commerce concernant le projet de loi intitulé « Loi des heures d'affaires des établissements commerciaux » (bill 89).

Ladite commission a tenu deux réunions, soit le 26 mars et le 16 avril 1969.

Votre Commission a accompli le mandat qui lui avait été confié et recommande à votre Honorable Chambre que les modifications contenues et reproduites au journal des Débats soient apportées au présent bill. »

M. Murray dépose également les numéros du journal des Débats où paraît le compte rendu des délibérations des séances du 26 mars et du 16 avril 1969.

M. Paul propose que l'ordre qui vient d'être lu soit révoqué.

La motion est adoptée.

À six heures M. le président quitte le fauteuil.

Huit heures et quart du soir.

M. le président reprend le fauteuil.

M. Bertrand dépose sur le bureau de la chambre le document suivant:

Copie d'un arrêté en conseil, en date du 7 octobre 1969, concernant l'utilisation des pouvoirs d'urgence prévus par la Loi de Police.

(Document de la session no 190.)

Du consentement unanime de la chambre, et sur la motion de M. Bertrand, il est—

Ordonné que M. Bertrand ait la permission de présenter le bill no 61, intitulé: « Loi assurant aux citoyens de Montréal

entrusted to continue the work begun by the Committee on Industry and Trade respecting the bill intituled: "Commercial Establishments Business Hours Act" (bill 89).

The said Committee held two meetings, on March 26th and April 16th 1969.

Your Committee have carried out the mandate entrusted to them and recommend to your Honourable House that the amendments contained and given in the Journal of Debates be made to the present bill."

Mr. Murray also tabled the numbers of the Journal of Debates giving the report of the deliberations of the meetings held on March 26th and April 16th 1969.

Mr. Paul moved that the Order be discharged.

The motion was adopted.

At six o'clock, Mr. President left the Chair.

Eight-fifteen o'clock P.M.

Mr. President took the Chair.

Mr. Bertrand tabled the following document:

Copy of an Order in Council, dated October 7th 1969, respecting the use of the emergency powers provided under the Police Act.

(Sessional Papers, No. 190.)

With the unanimous consent of the House, and on motion of Mr. Bertrand,—

Ordered, That Mr. Bertrand have leave to bring in bill No. 61, intituled: "An Act to ensure the protection of police and fire

la protection des services de police et d'incendie ».

En conséquence, il présente ce bill qui est lu la première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la présente séance.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la chambre, pour étude au cours de la présente séance.

Résolu que cette chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. le président ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Sur la motion de M. Bertrand, il est—
Résolu, que la chambre s'ajourne maintenant.

Et, alors, la chambre s'ajourne.

services to the citizens of Montreal”.

He accordingly presented the said bill to the House, and the same was read the first time, and ordered to be read a second time at the present sitting.

The bill was accordingly read the second time, and committed for consideration during the present sitting.

Resolved, That this House do immediately resolve itself into a Committee of the Whole House for the consideration of the bill.

The House accordingly resolved itself into the said Committee; and after some time spent therein, Mr. President resumed the Chair; and the Chairman reported, that the Committee had gone through the bill, and directed him to report the same, with an amendment.

The bill as amended was read and agreed to.

Ordered, that the bill be now read the third time.

The bill was accordingly read the third time.

On motion of Mr. Bertrand,—

Resolved, That the House doth now be adjourned.

And then the House adjourned.